



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

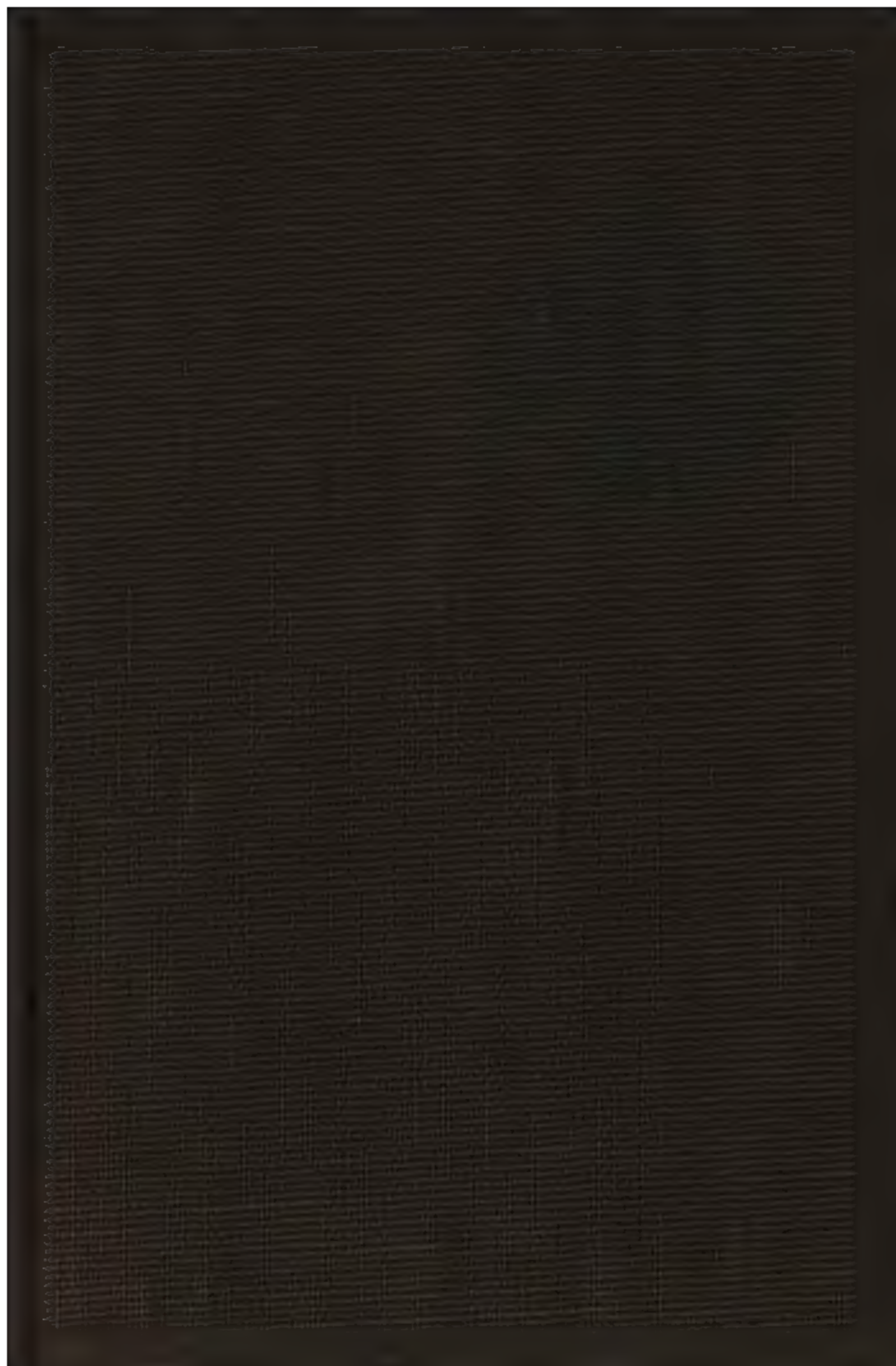
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



1309.5



Harvard College Library

FROM THE BEQUEST OF

**CHARLES SUMNER, LL.D.,
OF BOSTON.**

(Class of 1880),

"For books relating to Politics and
Fine Arts."

4 Dec. 1884.



HISTOIRE
DE
MADAME DU BARRY

IL A ÉTÉ TIRÉ

Cinquante exemplaires sur papier de Hollande.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

Notice historique sur la salle du Jeu-de-Paume de Versailles depuis sa fondation jusqu'à nos jours, suivie de la liste complète et inédite des signataires du serment. — Br. in-8°. 1 fr. 50.

Dossiers du procès criminel de Charlotte de Corday.

Dossier historique de Charlotte de Corday.

Charlotte de Corday et les Girondins. — Plon, 3 vol. in-8° et album, 24 fr.

Recherches historiques sur les Girondins : Vergniaud ; manuscrits, lettres, papiers, avec portraits originaux et fac-simile. — Dumoulin, 2 vol. in-8°, 14 fr.

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

Hoche à Quiberon, d'après des documents inédits.

Hoche à Rennes. — Tentative d'assassinat sur sa personne. — Procès des assassins.

Expédition d'Irlande. — Les compagnies noires.

Mort du général Hoche. — Etude sur ses causes.

Biographie et bibliographie. — Mélanges sur le général Hoche.



Wm. D. Dyer

L. B. Dyer

W. D. Dyer - PAVILLON DE LA VIERGE

HISTOIRE
DE
MADAME DU BARRY

D'APRÈS SES PAPIERS PERSONNELS

ET LES DOCUMENTS DES ARCHIVES PUBLIQUES

PRÉCÉDÉE

D'UNE INTRODUCTION

sur MADAME DE POMPADOUR, LE PARC-AUX-CERFS
ET MADEMOISELLE DE ROMANS

PAR

CHARLES VATEL

TOME DEUXIÈME



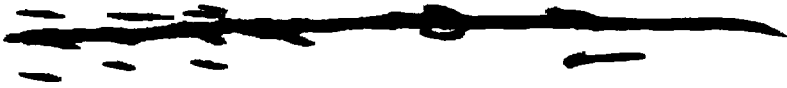
À

VERSAILLES

L. BERNARD, LIBRAIRE-ÉDITEUR

9, RUE SATORY, 9.

—
1883



En mettant en vente aujourd'hui le tome second de *l'Histoire de madame du Barry*, nous croyons devoir prévenir les lecteurs qu'il sera suivi d'un troisième et dernier volume, qui paraîtra en octobre.

L'accueil fait à la première partie de cette histoire nous a décidé à ne pas la tronquer, pour la réduire à deux volumes, et à ne supprimer aucun des documents que l'auteur a réunis, et dont le nombre a rendu nécessaire un troisième volume. Nous croyons en effet que personne ne se plaindra de trouver l'histoire du partage de la Pologne racontée en détail et d'après des documents inédits, qui donnent à ces affaires un aspect entièrement nouveau.

Nous signalerons encore tout ce qui est relatif à l'incarcération et au séjour de madame du Barry à l'abbaye de Pont-aux-Dames; on verra que l'ordre n'a pas été donné par Louis XVI, mais bien par Louis XV mourant. On trouvera aussi l'histoire toute nouvelle du séjour forcé de la Comtesse dans son château de Saint-Vrain, où le nouveau roi la tint exilée avant son retour définitif à Louveciennes.

Nous indiquerons encore, parmi les pièces inédites que nous publions deux saynètes de Voisenon, les dépenses de madame du Barry pendant sa faveur, et bien d'autres pièces dont nous ne pouvons donner ici la liste complète.

Parmi les documents les plus intéressants qui se trouveront dans le troisième volume, nous pouvons men-

tionner les détails tout nouveaux sur les relations de madame du Barry avec sir Seymour, le duc de Brissac et don Olavidez, le procès complet de madame du Barry devant le Tribunal révolutionnaire, d'après le dossier du parquet, et les procès faits aux anciens habitués de Louveciennes qui ont suivi madame du Barry sur l'échafaud.

Madame du Barry s'étant constamment trouvée mêlée à la politique du gouvernement, pour écrire l'histoire de cette favorite, il a fallu étudier l'histoire générale de la France dans les Archives de l'État, dans les Manuscrits de la Bibliothèque nationale, surtout dans le Journal inédit de Hardy, etc.

En résumé, nous nous croyons autorisé à dire que l'histoire des dernières années du règne de Louis XV, jusqu'à présent peu connue, se trouve complétée par l'ouvrage de M. Vatel, qui viendra s'ajouter de plein droit aux *Mémoires* de Barbier, d'Argenson et de Luynes.

En terminant cette note, nous annonçons à nos lecteurs que M. Vatel vient de donner à la Bibliothèque de Versailles tous les manuscrits qu'il possédait, relatifs à madame du Barry, ainsi que sa précieuse collection d'objets d'art, bustes, portraits, etc., dont il parle souvent dans son livre.

L'Éditeur.

MADAME DU BARRY

CHAPITRE PREMIER

(1771)

LETTRE DE CACHET DU ROI AU DUC DE CHOISEUL.

24 DÉCEMBRE 1770.

DÉPENSES DE MADAME DU BARRY PENDANT CE MOIS.

ACHAT DE LIVRES PAR ELLE.

On a prétendu reconnaître l'influence de madame du Barry jusque dans les termes de la lettre de cachet qui exila M. de Choiseul à Chanteloup. Cette lettre, dit Lebrun, était plutôt dictée par une *femme irritée* que par un roi renvoyant un ministre ¹. La supposition de Lebrun repose évidemment sur la version que les *Anecdotes* ont donnée de l'ordre prétendu, notifié par M. de La Vrillière à M. de Choiseul (p. 192).

Suivant Pidansat de Mayrobert, Louis XV aurait écrit à son ministre :

Mon cousin, le *mécontentement* que me causent vos services me force à vous exiler à Chanteloup, où vous vous

1. *Mémoires*, p. 36.

rendrez dans vingt-quatre heures. Je vous aurois envoyé beaucoup plus loin si ce n'étoit l'estime particulière que j'ai pour madame de Choiseul, dont la santé m'est fort intéressante. *Prenez garde que votre conduite ne me fasse prendre un autre parti.* Sur ce, etc., etc.

Voici le texte historique de la lettre de cachet, de la main du roi et non contresignée, que le duc de La Vrillière fit parvenir à M. de Choiseul :

J'ordonne à mon cousin le duc de Choiseul de remettre la démission de sa charge de secrétaire d'Etat et de surintendant des Postes entre les mains du duc de La Vrillière et de se retirer à Chanteloup jusqu'à nouvel ordre de ma part.

A Versailles, ce 24 décembre 1770.

Louis 1.

On voit que tous les mots durs étaient de l'invention de Pidansat de Mayrobert. C'est sa manière habituelle de citer ou, pour mieux dire, d'empoisonner perfidement ce qu'il cite. L'auteur de la *Vie privée de Louis XV*, quoique bien informé quand il le veut, n'a pas manqué de reproduire la rédaction du sieur de Mayrobert.

Il faut dire que la lettre de cachet destinée à M. de Choiseul et celle de M. de Praslin étaient accompagnées de l'envoi ci-joint, de la main du roi :

Versailles, le 24 décembre 1770. — Le duc de La Vrillière remettra les ordres ci-joints à MM. de Choiseul et me rapportera leurs démissions. Sans madame de Choiseul, j'au-

1. Communication du duc Gabriel de Choiseul à la *Revue de Paris*, en 1829. MM. de Goncourt, t. II, p. 189. Cette version est aussi celle qui est admise par M. de Flassan.

rois envoyé son mari autre part, à cause que sa terre est dans son gouvernement, mais il en usera comme s'il n'y étoit pas. Il ne verra que sa famille et ceux que je permettrai d'y aller.

On prend ici sur le fait les procédés de l'auteur des *Anecdotes*. Louis XV dit : « *Sans madame de Choiseul.* » Mayrobert traduit ces seuls mots par ceux-ci : « Si ce n'étoit l'estime particulière que j'ai pour madame la duchesse de Choiseul, dont la santé m'est fort intéressante. » Tout ce détail, *l'estime particulière, la santé intéressante*, est de sa façon. C'étoit, au reste, assez la manière de citer alors. On craignoit d'offenser le lecteur on lui présentait des pièces authentiques sans les retoucher et les revoir.

Louis XV dit encore dans son style gauche : « *J'aurais envoyé M. de Choiseul autre part à cause que sa terre est dans son gouvernement.* » En effet, M. de Choiseul étoit gouverneur de la Touraine, et Chanteloup étoit situé près d'Amboise, à 50 lieues de Paris.

Il étoit sans doute contraire aux usages que le gouverneur d'une province fût interné dans cette province elle-même, dans un pays qui lui obéissait. « *Prenez garde que votre conduite ne me fasse prendre un autre parti.* » Cette menace est une création pure de Pidansat de Mayrobert. Il semble avoir reproduit là, après coup, les rumeurs qui coururent à cette époque. « On croyoit généralement, dit Lauzun, que la tête du duc de Choiseul étoit menacée et qu'il seroit obligé de sortir du royaume. » M. de Belleval, qui n'étoit pas du parti des Choiseul, est ici d'accord avec Lauzun. « Il y avoit à la porte deux exempts de police qui n'ont quitté la place qu'après avoir vu partir (le ministre exilé),

... .. in grand criminal. "

[illegible]

Les Vénérables refusaient à M. de Chabrol de recevoir dans son Palais des personnes autres que celles auxquelles il avait été formellement permis. Il se s'exprimait sans cesse des exemples que les ministres d'indes avaient donnés dans les réunions. Les Maurepas, les Chau-

On se pressa donc à la messe de M. de Choiseul. On se fit
à six heures, se rendant à six vingt-quatre heures
à Paris. Au moment du départ, on suivit
le prince de Conti, le duc de Chartres, le prince de
Soubise, le comte de Barry, on abandonna
à M. de Choiseul, à M. de Fénélon, les
seigneurs de la cour, car Versailles étoit déjà
à six heures. C'est ce qui a fait dire à ma-
dame de La Fayette : Jamais disgrâce n'a été accompa-

... des. L'odyssée. De la préposés de la police
... se dit que lorsqu'ils eurent été té-
... les 24 heures. *Mes Loisirs*

À l'issue de la séance et l'auditoire contée par ma-

gnée de tant de gloire¹; il n'y en a point d'exemple dans les histoires anciennes et modernes. Le regret est général, et l'embarras de trouver des successeurs est une circonstance assez flatteuse » (II, p. 143).

Elle dit encore ailleurs :

« Quelques chansons, des épigrammes, des bons mots égaient la scène » (p. 139).

Voici des vers que je trouve fort jolis (p. 113) :

Comme tout autre dans sa place,
Il dut avoir des ennemis.
Comme nul autre en sa disgrâce,
Il acquit de nouveaux amis.

« Ils sont d'autant meilleurs qu'ils sont très vrais ; il n'y a jamais eu d'exemple de regrets aussi généraux ; il n'y a peut-être pas vingt personnes qui osent marquer de la joie. Des vers à son honneur pleuvent de toutes parts, ainsi que les épigrammes contre ses ennemis » (p. 123).

Voici quelques-unes de ces épigrammes :

Le Bien-Aimé de l'Almanach
N'est pas le bien-aimé de France.
Il fait tout *ab hoc* et *ab hac*
Le Bien-Aimé de l'Almanach.
Il met tout dans le même sac,
Et la Justice et la Finance ;
Le Bien-Aimé de l'Almanach
N'est pas le bien-aimé de France. (*Anecdotes*, p. 193.)

1. Les fonds publics n'en montent pas moins. Londres, 4 janvier 1771, *Gazette de France*, p. 29, 1771. Contrairement à ce qu'en disent MM. de Goncourt.

Nous empruntons la suivante au recueil manuscrit que nous possédons. On y lit sous la date de 1770 :

« Comme le bruit a couru pendant quelques jours que le comte de Muy était ministre de la guerre, l'on a fait les quatre vers suivants, qui n'ont de sel attique que sur le jeu de mots de *muid* et de *baril*, et d'après l'habitude que le roi a contracté (*sic*) de s'enivrer ¹ :

J'applaudis à ton choix, nouveau Sardanapale,
Le moyen de faire sans cesse bachanale (*sic*)
C'est d'avoir, comme toi, pour sultane un baril
Et pour grand visir un muid. »

M. de Muy eut le courage de ne pas accepter le ministère de la guerre qui lui était offert. Ce quatrain doit donc se rapporter à l'époque où son refus était encore incertain.

On trouve dans le même recueil sous le titre : *Loyements*, forme de plaisanterie usitée en tous temps, le trait suivant :

Le Roy, rue du Petit-Bourbon, à la Girouette,
Le Duc de Choiseul, au Mont-d'Or, à la Halle au blé
Et depuis rue Perdue (cette rue où devait mourir Zamor)
La du Barry, rue Tireboudin ², à l'Impudicité.

Deux autres pasquinades du même genre, trop grossièrement licencieuses pour être relatées, ont trouvé place dans les *Anecdotes* du sieur de Mayrobert, amateur cynique de cette littérature. Nous y renvoyons ceux qui seraient désireux de les connaître (p. 194).

1. Le duc de Luynes écrit à la date du 4 juillet 1737 : « Le roi ne boit plus de vin de Champagne et ne reste plus si longtemps à table. »

2. L'ancien nom de la rue Marie-Stuart actuelle.

Pendant le mois de décembre 1770, la dépense de madame du Barry s'est élevée à 250,000 livres. 50,000 livres lui ont été payées directement en argent par Beaujon, 30,000 livres ont été remises à Serres, l'un de ses intendants, et 6,000 livres ont servi à acquitter un billet de Nalet, autre homme d'affaires de la maison. Le surplus consiste en fournitures acquittées par le même banquier de la Cour. Les bijoutiers et orfèvres sont toujours en première ligne : Demay, pour 30,000 livres; Roettiers, pour 15,000 livres; Aubert, 11,000 livres; Lacombe, 4,000 livres, et Draï, 2,400 livres; Lepaute, horloger, 5,400 livres. Ensuite viennent les marchands de modes : Buffault, 10,000 livres; Gruel, 10,000 livres; Davaux, 4,000 livres.

Les ouvrages de Louveciennes commencent à apparaître : 12,000 livres à M. Serres pour ces travaux; 11,000 livres à Poirier, tapissier, et 5,000 livres à Lacroix, menuisier. Guichard, sculpteur, reçoit 5,000 livres; Lavallée, peintre, 2,400 livres; Cagny, doreur, probablement pour la même destination.

Signalons une acquisition d'ouvrages divers, payés à M. Lambonel, 1,200 livres. Il n'est donc pas exact que madame du Barry ait acheté une bibliothèque toute faite en une seule fois et d'une manière hâtive. Jean du Barry, avec lequel elle avait vécu, était un lettré; elle pouvait avoir acquis dans sa société le goût des livres. Voici le catalogue des ouvrages qu'elle possédait. Ils se composent surtout de livres d'histoire ou de mémoires historiques et de voyages :

HISTOIRE DE LA LIGUE DE CAMBRAY.

HISTOIRE DE CHARLES V, traduite de l'anglois, de Robertson, par L. Suard.

ÉPIQUES HISTORIQUES DEPUIS 1704 JUSQU'À 1794.

ROMANS DE FICTIONS.

- DE L'AMOUR.
- DE LA VERTU.
- DE LA SAGESSE.
- DE LA FORTUNE.
- DE LA PAIX.
- DE LA GUERRE.

ROMANS DE HISTOIRE DEPUIS 1704 JUSQU'À 1794.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, par P. de La Harpe, in-8.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, par P. de La Harpe.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, traduit de l'anglais, de P. de La Harpe.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, de P. de La Harpe, d'Imprimerie royale.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, de P. de La Harpe, 1794.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, de P. de La Harpe, édition de 1794.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, de P. de La Harpe, 1794.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, de P. de La Harpe.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, pour mesurer la figure d'un homme.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, de P. de La Harpe.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, par P. de La Harpe.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, traduit de l'anglais, de P. de La Harpe.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ROMANS DE FICTIONS DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

ON NE S'AVISE JAMAIS DE TOUT. Sedaine, 1761.

LE DEVIN DU VILLAGE.

CASTOR ET POLLUX, opéra, de Rameau ?

PERSÉE, opéra, de Lully ?

SPECTACLES DU ROI, 1770.

LA FÊTE DE FLORE, pastorale, par le marquis de Saint-Marc.

LE MARIAGE INTERROMPU, comédie en trois actes et en vers, de Cailhava.

LES ETRENNES DE L'AMOUR, comédie-ballet en un acte, de Cailhava.

LE TUTEUR DUPÉ, comédie en cinq actes et en prose, de Cailhava.

ANTHOLOGIE FRANÇAISE, par Monet.

ET BRÉVIAIRE DE TABLE, manuscrit.

En tout, quarante-deux ouvrages pouvant former 100 ou 150 volumes.

Ce n'était pas une bibliothèque achetée à forfait. Elle devait se composer de livres choisis par madame du Barry elle-même. Or, parmi eux, il n'en est pas un qui soit obscène, pas même d'une moralité douteuse. Ils sont irréprochables. On ne peut en dire autant de la bibliothèque achetée en bloc pour le compte de la favorite. « Le libraire, en homme de précautions, dit M. Paul Lacroix, se crut autorisé à glisser dans le nombre quelques livres érotiques... Il n'hésita pas à introduire ainsi chez cette reine de la galanterie Crébillon fils, représenté par ses romans à la mode : *le Sopha, la Nuit et le Moment, le Hasard du coin du feu, Grécourt, les Contes de La Fontaine, les Baisers, de Dorat*, etc... » Ces livres se trouvaient du reste dans les bibliothèques des plus grandes et des plus honnêtes dames de la Cour (V. t. 1^{er}, p. 229). Ils devaient briller au

premier rang chez Jean du Barry ; il était de la société de Crébillon fils et probablement l'un des admirateurs de celui qui s'était fait le peintre du monde galant de son siècle. Ils ne pouvaient donc être inconnus d'une femme qui avait partagé pendant plusieurs années l'existence du Roué. S'ils n'avaient pas été choisis par madame du Barry, c'est que sans doute ils n'avaient plus pour elle l'attrait de la nouveauté et que son goût était porté vers des livres d'une autre nature.

Les livres achetés par le libraire anonyme qui a formé la bibliothèque improvisée de madame du Barry, pouvaient avoir un but tout autre que celui de la distraire : ils devaient être réunis moins pour elle-même que pour les personnes venant chez elle : le roi et les autres. Aussi y trouve-t-on des ouvrages qu'évidemment elle ne pouvait comprendre, qu'elle n'a jamais dû avoir la pensée d'ouvrir. Il y avait aussi des volumes qui n'étaient là que par ostentation et parce qu'il était de bon air de les posséder.

Qu'était-ce que ce M. Lambonel ? Ce n'était pas un domestique de madame du Barry ; on ne le trouve pas sur les contrôles, et, d'ailleurs, le titre de Monsieur exclut un serviteur à gages. C'était donc un libraire, mais il n'est pas sur la liste imprimée des libraires de Paris au XVIII^e siècle. M. Paul Lacroix n'en a jamais entendu parler comme bibliophile. Était-il de Versailles ? (Je ne l'ai pas trouvé dans les états civils de cette époque). Il est encore mentionné une autre fois dans les comptes de madame du Barry.

CHAPITRE II

ANCIENNE QUERELLE DES PARLEMENTS AVEC LA ROYAUTÉ.

La querelle engagée entre la Royauté et les Parlements au sujet du duc d'Aiguillon n'avait pas cessé, elle n'avait été que suspendue par les vacances judiciaires. Après la séance du 3 septembre, le Parlement de Paris s'était ajourné au 3 décembre. C'était maintenir la suspension de ses fonctions et donner à entendre qu'il était décidé à reprendre la lutte lorsque le moment en serait venu. De son côté, le chancelier, pour parer à l'avance aux coups qu'on se préparait à lui porter, avait fait rendre au roi, dès le 28 octobre, un édit portant règlement disciplinaire pour les Parlements. Il leur était défendu de se servir des termes d'*unité*, d'*indivisibilité de classes* et autres expressions pouvant indiquer que les différentes cours ne formaient que les parties ou sections d'un seul et même corps. Il leur était pareillement interdit de correspondre entre eux à l'aide de mémoires, envois de pièces, etc... Enfin, défense absolue de cesser leurs fonctions ou de donner des démissions combinées, le tout à peine de perte et privation de leurs offices. Le droit de remontrance leur était conservé dans les limites tracées par les ordonnances et à la condition de ne point arrêter par des

arrêts de l'Assemblée l'exécution des lois une fois qu'elles seraient enregistrées. — Ces dispositions étaient déjà par elles-mêmes contraires aux prétentions des Parlements, mais elles étaient encore aggravées par les considérations qui précédaient l'édit.

« Les seigneurs disent à son maître couronne que de l'édit. Les seigneurs et ceux des lois sur, par lesquelles nos sujets doivent être punis et gouvernés, nous appartient à nous seuls, sans dépendance ni partage.

Ces paroles injurieuses, cette revendication du pouvoir absolu au nom du droit divin, bravaient de front les idées des parlementaires qui, suivant la remarque de l'historien de l'Assemblée, tendaient à s'ériger en premier législateur à l'image du Parlement de la Grande-Bretagne. Aussi la fermentation fut extrême. Maupeou rapporta qu'on demandait l'édit comme un attentat et ses auteurs comme les perturbateurs du repos public. Le Parlement prit un arrêté refusant d'enregistrer un édit qui tendait à enlever aux sujets du roi l'honneur, la vie et les biens sans aucune réclamation possible. Il chargea son premier président de laisser au magistrat le choix de rendre à l'Etat sa sûreté et aux magistrats l'honneur ou d'accepter l'offre de leurs vœux et de leurs têtes. En même temps, la justice restait suspendue. Le roi multiplie alors les lettres de justice pour prescrire au Parlement de reprendre son service (20 décembre 1770, 4 janvier, 13 janvier, 17 janvier 1771). Le Parlement répondait par de nouvelles protestations de plus en plus énergiques (13 décembre, 20 décembre 1770, 7 janvier, 11 janvier, 16 janvier 1771). La situation était extrêmement tendue. Hardy raconte que l'on avait trouvé rue de la

Cossonnerie des placards contre la vie du roi. — Au dehors, on croyait à des événements de la plus haute gravité. On en trouve la preuve dans les lettres que le roi d'Espagne écrivait à Louis XV pour lui offrir le concours de ses troupes et forcer la désobéissance des mal intentionnés (2 janvier 1771, Bontaric, I, 415). Dans la nuit du 19 au 20 janvier, les membres du Parlement étaient sommés individuellement d'avoir à répondre par oui et par non, et par écrit, s'ils voulaient reprendre leurs fonctions, et sur leur réponse négative¹, le Parlement était cassé par un arrêt du grand conseil : ses membres étaient envoyés en exil.

Tel était le terme d'une lutte engagée depuis Louis XI, continuée par la Ligue et la Fronde, suspendue pendant le règne de Louis XIV, reprise dès la Régence sous Louis XV, et arrivée à son paroxysme après cinquante ans et plus de durée. C'était là un événement d'une grande portée, qui était l'œuvre des temps, des circonstances, plutôt que la faute des individus. Il ne faut pas traiter les hommes comme les pierres qui se meuvent avec des grues, a dit judicieusement une femme contemporaine de cette catastrophe. Cependant, amis et ennemis se sont accordés pour faire jouer à madame du Barry un rôle bien au-dessus de ses moyens. A entendre les uns, elle aurait été l'âme de la mesure qui brisa les Parlements ; c'est derrière son éventail que se serait élaboré le coup d'Etat qui

1. Plusieurs de ces réponses sont rapportées dans Hardy (24 janvier 1771), les unes sont violentes, comme celles de Lemée, conseiller de la grande chambre qui répond : « Non, f... » Les autres sont moins grossières, telles que celle de M. d'Ormesson : « Reportez cette lettre à celui de qui vous la tenez. Je ne reconnais pas le langage du roi à ses magistrats. »

De plus, il faut pour premier Président
M. Seguier? — Non pas, prenons Calonne,
Dit d'Aiguillon, le notable quidam
Devint l'objet d'un débat très ardent,
Et depuis lors ils n'ont nommé personne.

Voilà la part assignée à madame du Barry; c'est chez elle que les ministres délibèrent et trament leurs complots pour détruire ou remplacer le Parlement. Le roi est aveuglé par elle : de sa main elle épaisse sur ses yeux le crêpe impénétrable qui couvre la ruine de Thémis et des lois. Les acteurs principaux sont Maupeou, Terray, d'Aiguillon; le comparse est madame du Barry, qui est la complice de leur commune infamie.

C'est ce qu'il faut examiner de près.

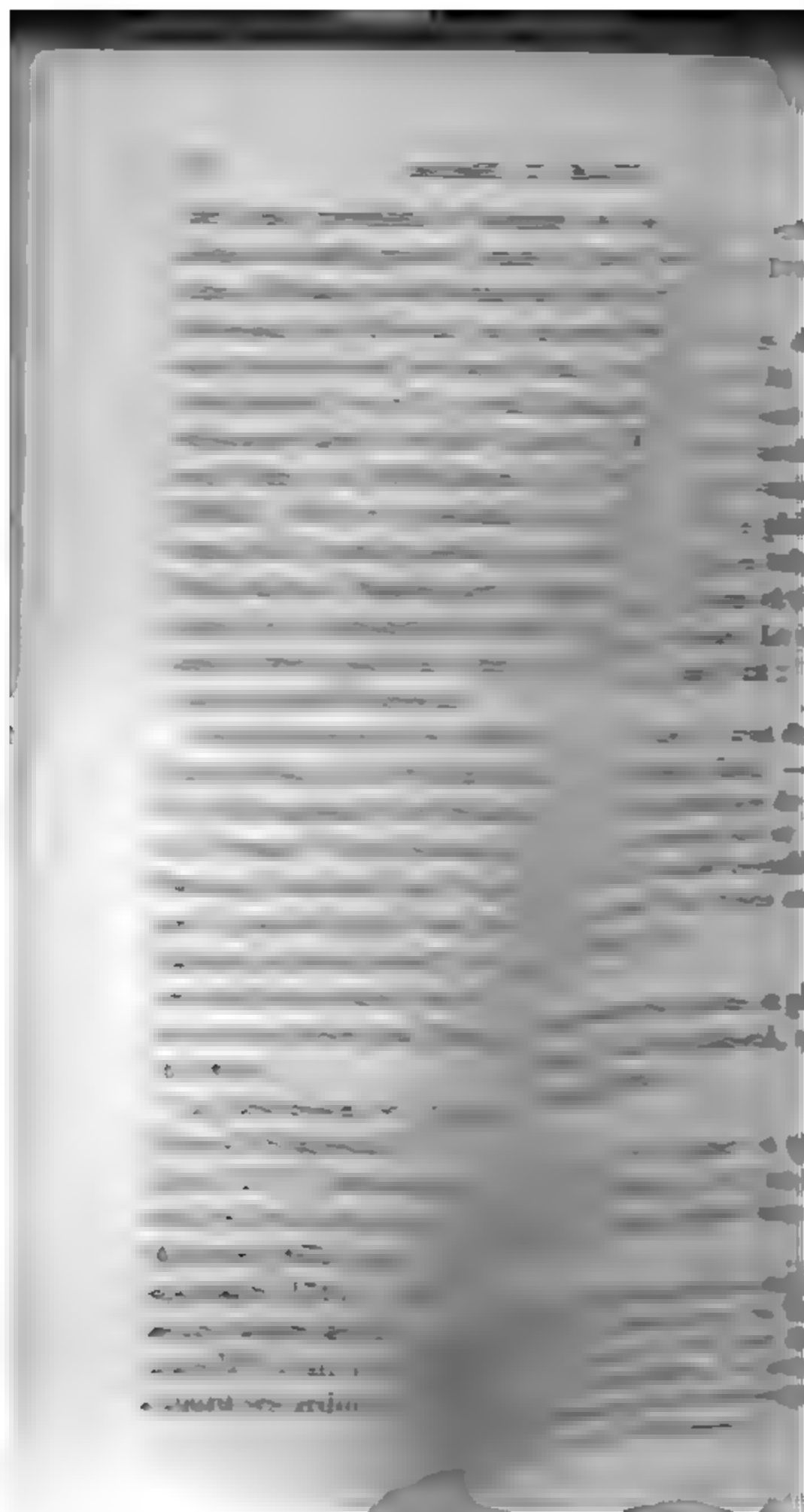
Théoriquement, la question qui s'agitait était une des plus graves et des plus difficiles qui puisse se poser chez une nation. Il s'agissait de savoir quelle était la forme de son gouvernement. Le Pouvoir était-il confié à la main d'un seul, sans condition ni restriction, ou résiderait-il dans une assemblée délibérante? La nation appartenait-elle corps et biens à un maître, ou s'appartenait-elle à elle-même?

Il est certain, dit madame d'Epinay dans ses Mémoires, que, depuis la monarchie française, cette discussion d'autorité existe entre le Roi et le Parlement. Cette indécision même fait partie de la Constitution monarchique : car, si on décide la question en faveur du Roi, toutes les conséquences qui en résultent le rendent absolument despote. Si on la décide en faveur du Parlement, le Roi, à peu de chose près, n'a pas plus d'autorité que le roi d'Angleterre.

On peut être surpris de voir un esprit léger résumer

volontés et sans remontrances ni délai, sauf à lui représenter par la suite du temps, usage et expérience, les inconvénients révélés par la pratique¹. Le régent, qui avait à payer les complaisances ou si l'on veut la complicité du Parlement, lui avait rendu le droit de remontrance préalable à l'enregistrement. On sait quelles avaient été les conséquences immédiates de cette concession intéressée. Dès 1718, le régent lui-même était obligé, à l'occasion de la banque de Law, de recourir à un Lit de justice, à l'enlèvement des présidents et des conseillers du Parlement, à des menaces d'exil contre le corps tout entier. Celui-ci répondait en cessant de rendre la justice; les Parlements de province faisaient entendre leurs remontrances. A compter de ce moment, la lutte entre la royauté et le pouvoir parlementaire recommença et dura sans interruption jusqu'en 1770. En 1720, exil du Parlement de Paris à Pontoise, toujours pour les affaires de Law. En 1732, démission du Parlement. En 1734, le Parlement cesse ses fonctions; il s'agissait d'un règlement nouveau pour l'administration de l'hôpital général. 1752, difficultés interminables pour les refus de sacrements, billets de confession; nouvel exil du Parlement à Pontoise, association de tous les Parlements du royaume sous le nom de classes, irritation de la Cour. 1756, Lit de justice pour faire enregistrer une déclaration preservant le silence sur les matières de la Bulle; règlement disciplinaire sur le Parlement; démissions des présidents et conseillers des enquêtes et requêtes. En 1757 se place l'attentat de Damiens, dont la folie

1. C'est ce que Napoléon, qui imitait volontiers le grand roi, avait fait pour ses Codes.



secours. Au moins, avec mon fils, je suis sûr d'un successeur fait et ferme, et c'est tout vis-à-vis de la *tourbe républicaine*. (*Revue de Paris*, 1829 ¹.)

Cette préoccupation d'une République dans l'avenir n'était pas chez Louis XV l'effet d'un pressentiment fortuit ; il y arrivait par la logique de ses convictions en matière de gouvernement.

On voit, par les *Mélanges* de Clairambault, quelle était l'idée qu'on se faisait alors du gouvernement en France. « C'étoit, est-il dit dans un Mémoire au roi, une monarchie pure, simple et absolue. »

Toute l'autorité réside en la personne du souverain. Il y a d'autres Etats où le concours du peuple, ou du moins celui des grands, est nécessaire pour abolir une loi. Il n'en est pas ainsi parmi nous. Si les Etats ont été quelquefois assemblés parmi nous, ce n'a jamais été que pour avoir l'avis des gouvernements, mais sans avoir jamais accordé aux députés aucune voix délibérative quand le Roy a bien voulu consulter. (Manuscrs de la Bibliothèque nationale, département des manuscrits.)

Quoique cette opinion fût conçue en termes nets et impératifs, on voit déjà percer le germe d'une restriction qui va s'accroître davantage dans le passage suivant :

1. On lit cette même lettre rapportée autrement, quoique identique au fond, dans les *Mémoires historiques de Fonvielle*, t. I, p. 29. « ... Considérez que je ne suis plus jeune (je sais tout ce qu'on peut me dire là-dessus). Considérez encore que mon fils, M. le Dauphin est bien malade. Si j'avois le malheur de le perdre, le royaume seroit donc réduit à être gouverné par un enfant ; et que pourroit cet enfant contre tant de Républicains que j'ai peine à contenir. »

royauté même. Le roi, dit d'Argenson, a tenu ce discours : « Il faut qu'il n'y ait plus de roi, s'il subsiste en France un Parlement comme il était avant le Lit de justice que j'ai tenu avant le 13 décembre. » (1^{er} janvier 1757, IX, 377.)

Si les Parlements lui causaient cette terreur, il y avait quelque chose qu'il redoutait bien plus encore ; c'étaient les Etats-Généraux. La seule idée de leur convocation le transportait de fureur. Il devenait violent, cruel, au moins par la pensée, témoin ce passage de madame Campan :

Quelque faible qu'eût été Louis XV, jamais les Parlements n'auraient obtenu son consentement pour la convocation des Etats-Généraux. Je sais à cet égard une anecdote que m'ont racontée deux officiers intimes attachés à la maison de ce prince. C'était à l'époque où les remontrances des Parlements et le refus d'enregistrer des impôts donnaient des inquiétudes sur la situation des finances. On en causait un soir au coucher de Louis XV : « Vous verrez, sire, dit un homme de la Cour, *très rapproché du roi* par sa charge, que tout ceci amènera la nécessité d'assembler les Etats-Généraux. » Le roi sortant à l'instant même du calme habituel de son caractère, et saisissant le courtisan par le bras, lui dit avec vivacité : « Ne répétez jamais ces paroles ; je ne suis pas sanguinaire ; mais si j'avais un frère et qu'il fût capable d'ouvrir un tel avis, je le sacrifierais dans les vingt-quatre heures à la durée de la monarchie et à la tranquillité du royaume. » (Mémoires de Campan, *Anecdotes sur Louis XV.*)

Or, cette demande des Etats-Généraux était la menace constante que faisaient entendre les Parlements :

C'est à la nation, disaient-ils, qu'il appartient de recourir avec respect à la dernière ressource que lui offrent les loix

CHAPITRE III

M. DE MAUPEOU. — SON GRAND CARACTÈRE. — SES VASTES PROJETS.
IMPOSSIBILITÉ D'ASSIGNER UNE PLACE
À MADAME DU BARRY DANS SES HAUTES CONCEPTIONS.
ACQUISITION DU PORTRAIT DE CHARLES I^{er}.

Nous avons prononcé le nom de Maupeou, il n'en est pas qui ait été plus détesté, plus maudit au XVIII^e siècle, ni plus calomnié, selon nous ; M. de Maupeou offre de plus cette analogie avec M. d'Aiguillon, qu'il a été accusé de s'être avili en flattant la maîtresse du roi pour parvenir à la ruine du Parlement ? Maupeou voulait-il la destruction du Parlement, y avait-il intérêt ? Madame du Barry pouvait-elle l'aider dans l'accomplissement de ce dessein ?

René de Maupeou, fils de Charles-Augustin-Nicolas de Maupeou et de Anne-Victoire de Lamoignon était ainsi d'une origine doublement parlementaire. Son père, premier président de la compagnie, avait été admiré dans la lutte avec l'autorité royale, et sa mère partageait les mêmes sentiments. Quant à lui, président à mortier depuis 1749, il savait les formes de la Cour, dit Senac de Meillan, il en connaissait toutes les rubriques, toutes les chicanes. « Il était habile dans les affaires, suivant d'Argenson, et de plus, honnête ; il

... par sa vie, par ses
... de naissance et
... vincible¹.

son intérieur, où il avait la
grande grand homme, dont il
fut sous le règne suivant.

« L'incroyable catastrophe de
« l'été ne paroissoit ni pressé ni o
« sembloit être l'objet d
« au vu le jour de ses audiences é
« répondre le mot précis et
« dans ses diners de trente et
« baraquebeau, s'occuper de
« sous par l'intérêt qu'il
« L'avait une représen
« l'humanité : son e cap
« froid, m
« de son
« 184

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

THE

vais termes avec le Parlement; aussi pendant les années 1768-1769 et au commencement de 1770, on ne voit surgir entre eux aucune difficulté; loin de là, le chancelier parvient à apaiser plus ou moins bien les démêlés si ardents des parlements de Toulouse et de Bretagne; le mal vint de l'affaire d'Aiguillon, qui ralluma le feu. D'après les rapports de Maupeou, restés à l'état de manuscrits, le chancelier s'était opposé à ce que le duc d'Aiguillon se soumit à la juridiction de la Cour de Paris, et plus tard, lorsqu'il s'agit de dessaisir le Parlement, il n'aurait pas été moins contraire à cette mesure qu'à la précédente.

L'obéis, dit-il, la procédure fut éteinte, le Parlement de Paris pouvoit faire des remontrances.

Mais toutes les bornes sont franchies, le duc d'Aiguillon justifié par le roi est entaché sans avoir été entendu, sans procédure, sans instruction.

Cette injustice du premier parlement du royaume est consacrée par les arrêts uniformes d'autres parlements; pour justifier ces atteintes au droit public de la France et au droit de la nature, on reproduit les systèmes les plus erronés sur l'origine des parlements, sur leur constitution, sur leur pouvoir... On ébranle les fondements de l'autorité monarchique, on la réduit à n'être plus qu'un vain fantôme et l'ombre de la souveraineté.

Il fallait ou trahir mon ministère ou en déployer toute l'énergie... Mes devoirs étoient tracés par les hommes les plus éclairés qui aient rempli la place que j'ai l'honneur d'occuper. Qu'on rapproche les monuments qui nous restent des Olivier, des L'Hospital, des d'Aguesseau...

M. de Maupeou aurait pu citer d'Argenson dont le langage au Parlement est autrement dur que celui qu'il avait tenu lui-même à Louis XV! Il ne faut pas oublier

ces paroles d'un homme qui le connaissait bien et qui concordent si exactement avec celles que nous avons rapportées ci-dessus.

Ce gouvernement ressemble véritablement en quelque chose à celui du feu roi (Louis XIV)... Le Roi personnellement entend l'autorité et la despoticité ; il ne la laissera pas avilir, il la relève par des coups fermes et est capable *de la plus grande violence pour la rétablir*. Sa douceur ordinaire répond à autant de vigueur s'il y avoit lieu, si on le mettoit en colère ; en dernier lieu il a réprimé le Parlement comme auroit fait Louis XIV si on l'avoit fâché ; *quand il se fâche, il n'y fait pas bon : malheur à qui s'y exposera !* (*Journal du marquis d'Argenson*, novembre 1747.)

La justesse de cette appréciation a été prouvée par la Correspondance de Louis XV ; elle est confirmée par Mathieu Marais, par Barbier et madame Campan, par M. de Choiseul lui-même. Qu'on suppose que le chancelier se fût rangé du côté des parlementaires, il serait tombé avec eux comme Choiseul, le roi n'aurait pas cédé ; la scène pouvait devenir sanglante ¹. Les esprits étaient parvenus au dernier degré d'irritation. Maupeou, quand on examine froidement sa conduite et ses écrits, n'a fait que calmer et chercher à adoucir. L'excès de souplesse, suivant ses détracteurs, était un des traits de son caractère. Le rôle de Maupeou a été plutôt celui d'un conciliateur, d'un intermédiaire que d'un provocateur ; c'est pourtant sous ce dernier aspect qu'on l'a constamment présenté. Il semble qu'il veuille *a priori* renverser le Parlement au profit du pouvoir royal. On

1. Tout le monde étoit convaincu que l'on en vouloit à la tête de M. de Choiseul et qu'il seroit bientôt obligé de sortir du royaume pour ne pas être arrêté. (*Mémoires de Lauzun*, 1770, p. 88.)

simple ni de la querelle engagée à propos de Bailly, ni des efforts tentés par M. de Maupeou pour une solution pacifique; le Parlement ne s'agitait pas seulement au droit de remontrances; il ne se contentait pas de contester; il veut avoir le pouvoir de ne pas passer les édits proposés et de suspendre le cours de la justice. Il veut en d'autres termes exercer un veto sur les actes du roi. Cette prétention est bien venue à Maupeou et elle lui survivra; là est la véritable difficulté, la grande question... N'importe, on ne coupe pas, il faut que Maupeou agisse dans l'intérêt exclusif personnel. Ce n'est pas pour le public, c'est pour ses besoins propres et égoïstes. Mais quels sont donc ces motifs, ces besoins?

Maupeou, dit intrépidement Besenval, que rien ne pouvait effrayer, n'avait rien à craindre du Parlement qui formait le seul obstacle à l'attaque et de dénoncer sa gestion de premier président, qui en effet n'était pas sans tache ni sans reproche. Maupeou se déclara ouvertement contre M. de Choiseul, et alla à M. d'Aiguillon et à madame du Barry, la seule personne ayant tout accès fermé auprès de M. de Choiseul, et se fit livrer à M. d'Aiguillon qui la gouvernoit. (1771.)

Ne comprenons pas trop aujourd'hui quels sont les motifs de gestion qu'un premier Président pourra avoir à rendre; rien ne témoigne de ces desseins, rien n'est encore qu'à l'état d'intention et, dans les diverses accusations dont M. de Maupeou a été l'objet, nous ne voyons rien qui ressemble à des abus ou à des fraudes pécuniaires¹. « C'était, dit d'Argenson, un

homme qui accusait d'infidélité notoire dans le recensement des biens, et se préparait à le soumettre pour ce fait aux mercu-

[illegible]

Le passage de cette époque à l'insouciance de Louis XV n'est pas sans intérêt. Le roi de France lui-même, qui n'est pas un jeune homme de vingt-deux ans, se voit déjà comme un homme. On ne le voit pas devenir parvenu au dernier point quand on examine ses traits, l'air calme, les traits de son caractère.

Louis XV signant, entre deux vins, des lettres de jussion, des ordres rigoureux, rien n'est plus inepte ni plus faux! Les peintures lubriques des *Anecdotes* seraient à peine admissibles s'il s'était agi de bons sur le banquier de la cour, mais est-ce qu'il était nécessaire d'enivrer Louis XV pour l'exciter contre ces *grandes robes* qui l'irritaient déjà si fort du temps de madame de Pompadour? Est-ce qu'on l'a jamais accusé de tenir conseil *inter pocula et scyphos*? Si l'on veut savoir comment les choses se passaient, qu'on lise d'Argenson et la *Correspondance secrète*, qu'on lise le *Journal de Barbier* disant : « Le roi est impénétrable, discret et ne parle jamais à ceux qu'il aime le plus des secrets de l'Etat (1743). » Voilà des chroniqueurs sérieux et qui donnent mieux une idée de la vérité qu'un gazetier, avide de scandale.

Si de ces allégations vagues on passe à des faits plus précis et mieux définis, on voit le chancelier jouant au colin-maillard en simarre chez madame du Barry, ou Zamor prenant des hannetons dans sa perruque et finissant par enlever la perruque elle-même.

A ces tableaux plus ou moins divertissants nous n'avons qu'à opposer une réponse très simple. Un chancelier de France ne sortait pas de chez lui, la garde des sceaux l'attachait à son hôtel, c'était la loi de ses fonctions; la question s'étant présentée devant Louis XV, il se trouva que M. le chancelier d'Aguesseau n'avait diné hors de chez lui qu'une fois en son long exercice. M. de Maupeou n'était pas homme à déroger à un usage si fortement consacré. Sénac raconte que M. de Choiseul ayant voulu l'y amener par morgue ou par plaisanterie, le chancelier en conçut un tel ressentiment, que ce serait de là qu'il faudrait dater leur rup-

l'empire de cet usage. où si l'on ve
 l'au garde des Sceaux ne rendait j
 l'opinion.)

histoire du Charles I^{er}, de Van
 des conseils de M. de Maupeou ¹.

Portrait de Charles I^{er}, chef-d'
 madame du Barry, a été l'obj
 diadoires. Fidansat de May
 commencé la légende. A l'ent
 par Maupeou, aurait ach
 M. de Thiers ², amateur cé
 XV dans sa lutte contre les
 aurait été de mettre so
 l'exemple d'un roi
 elle aurait voulu l'encou
 la lutte engagée avec les
 de reculer en se laissan
 s'accroître.

devenue sous la plume éloc
 se rattache à la Révo
 de *la Révoluc*
 la vaste toile de Van
 les mansardes ab
 château de Vers

¹ L'ouvrage de Maupeou sur Charles I^{er} est paru en 1763.

² M. de Thiers a écrit une notice sur Charles I^{er} en 1791.

³ L'ouvrage de Maupeou sur Charles I^{er} est paru en 1763.

⁴ L'ouvrage de Maupeou sur Charles I^{er} est paru en 1763.

⁵ L'ouvrage de Maupeou sur Charles I^{er} est paru en 1763.

⁶ L'ouvrage de Maupeou sur Charles I^{er} est paru en 1763.

Là, au milieu de ses ébatement impurs, la maîtresse du roi le saisit par le col et lui dit : « Vois-tu, la France, ce que tes Parlements te feront si tu leur cèdes, ils te couperont la tête ¹. » Et Louis XV ne cède pas, les Parlements tombent, la Révolution française commence.

Il nous paraît difficile d'attribuer à une simple peinture, même de Van Dyck, une action aussi directe sur les événements. Notre rôle se borne à celui de vérificateur des faits et nous nous demandons tout d'abord où Pidansat de Mayrobert a puisé ses informations ? Il écrit en 1775 : il ne peut parler que d'après les contemporains, et au premier rang parmi eux se trouve Bachaumont, la grande source des anecdotes. Or voici ce qu'il dit à la date du 25 mars 1771 : « L'impératrice de Russie a fait enlever tout le cabinet de tableaux de M. le comte de Thiers, amateur distingué qui avoit une très belle collection en ce genre. M. de Marigny a eu la douleur de voir passer ces richesses chez l'étranger, faute de fonds pour les acquérir pour le compte du roi. On distinguoit parmi ces tableaux un portrait en pied de Charles I^{er}, roi d'Angleterre, original de Van Dyck. C'est le seul qui soit resté en France. Madame la comtesse du Barry, qui déploie de plus en plus son goût pour les arts, a ordonné de l'acheter ; elle l'a payé 24,000 livres ; et sur le reproche qu'on lui faisoit de choisir un pareil morceau entre tant d'autres qui auroient dû mieux lui convenir, elle a prétendu que

1. Le roi hésitant à frapper le coup décisif. La du Barry réussit où Maupeou eût sans doute échoué. Bien stylée par le chancelier, elle avait fait placer dans son appartement le portrait de Charles I^{er} par Van Dyck, et le montrant à Louis XV : « La France ! (elle donnait au roi de France des noms de laquais de comédie), la France ! disait elle, ton Parlement te fera aussi couper la tête ! » (Henri Martin, 1770-1771, p. 283.)

c'étoit un portrait de famille qu'elle retiroit. En effet, les du Barry se prétendent parents de la maison des Stuart. Madame du Barry a très certainement possédé le portrait de Charles I^{er} par Van Dyck. »

De Maupeou... il n'est pas dit un mot. Tout se borne à une malice contre les du Barry qui se seraient prétendus de la maison des Stuart. Jean du Barry, mêlant l'amour des tableaux et des généalogies, serait bien capable d'avoir imaginé, pour rehausser sa comtesse de contrebande, de mettre un roi dans sa noble maison.

Plus de six mois s'écoulent et ces mêmes nouvelles à la main reviennent à la charge en ces termes :

22 octobre 1771. — On a parlé beaucoup dans le public du portrait en pied de Charles I^{er}, roi d'Angleterre, par Van Dyck, acheté il y a quelques mois 20,000 livres par madame la comtesse du Barry. Cette dame l'a placé dans son appartement auprès de celui du roi et il paroît que ce n'est pas sans dessein. On assure que toutes les fois que S. M., revenant à son caractère de bonté naturelle, semble fatiguée de sa colère et se tourner vers la clémence, elle lui représente l'exemple de l'infortuné monarque. Elle lui fait entendre que peut-être ses Parlemens se seroient-ils portés à un attentat de cette espèce, si M. le chancelier ne lui avoit fait entrevoir leurs attentats insensés et criminels, et ne les avoit arrêtés avant qu'ils fussent montés au degré de noirceur et de scélératesse où ils auroient pu parvenir. Quelque absurde, quelque atroce que soit l'imputation, elle renflamme le prince pour le moment, et c'est du pied de ce tableau que partent les foudres destructeurs qui vont frapper la magistrature et la pulvériser dans les extrémités les plus reculées du royaume.

On sent parfaitement qu'une calomnie aussi atroce, aussi réfléchie, aussi combinée, ne peut partir du cœur tendre et ingénu de madame la comtesse du Barry et que les alarmes

qu'elle donne au roi lui sont inspirées à elle-même par des conseillers d'une politique aussi adroite qu'infernale.

Cette anecdote, justifiée par des événements, est attestée par des courtisans dont le témoignage est d'un grand poids.

Il y aurait bien des difficultés sur le fait en lui-même; le catalogue de la collection de M. Crozat, baron de Thiers, a été imprimé; il existe à la Bibliothèque nationale; il n'y est pas parlé du tableau de Van Dyck ¹.

La vente de la collection du *baron* ou *comte* de Thiers n'est que de la fin de 1771. La suppression et le remplacement des Parlements étaient des faits consommés.

Mais à quoi bon discuter ces objections, il en est une bien autrement décisive. Le fond de l'anecdote repose sur cette idée, longtemps acceptée, que Louis XV n'était qu'une machine que chacun faisait mouvoir suivant son caprice. Ministres, favoris, courtisans, l'auraient mené au gré de leur fantaisie. C'était une erreur, aujourd'hui jugée et qui ne se soutient plus en présence des révélations de l'histoire. Ici, nous allons voir la pensée intime de Louis XV, gravée de sa main dans cette lettre de la correspondance secrète où il s'exprime avec tant de force et de fiel sur les Parlements; on parlait de la possibilité de leur rappel ². Et le roi finis-

1. Dans son beau livre sur Van Dyck, M. J. Guiffrey consacre une page au portrait de Charles I^{er} à la chasse. C'est le nôtre. Il rectifie le livret du musée, d'après lequel il aurait appartenu à Louis XV. « Il est fort douteux, dit-il, que le portrait en question ait passé par le cabinet de M. de Thiers, et il n'a été acquis que sous Louis XVI. D'où madame du Barry le tenait-elle? On l'ignore... »

2. C'est Hardy qui l'atteste dans son journal : « Vendredi 8 février 1771. — Quelques personnes qui ne consultoient que le sentiment de leur cœur annonçoient comme chose certaine que le Parlement seroit rappelé dans peu.

« On prétend aussi que le roi n'oublie pas le duc de Choiseul

« Les uns disent que c'est un homme de bien, les autres que non, en tout cas, on ne peut pas dire qu'il est un homme de bien. »

« Les uns disent que c'est un homme de bien, les autres que non, en tout cas, on ne peut pas dire qu'il est un homme de bien. »

« Je n'ai pas de billet, dit alors M. Bontarie, je ne suis pas allé en Espagne, quelle était l'importance de l'affaire ? » — M. de Choiseul se fit l'interprète de l'appréhension qui était la nôtre. « C'est un homme de bien, dit-il, mais c'est un homme de bien, c'est un homme de bien, elle avait une grande importance, sans ces conseillers, sans ces conseillers, sans ces conseillers, Louis XV, au moment où il était au moment où il était, je n'aurais pas été l'empereur, je n'aurais pas été l'empereur, je n'aurais pas été l'empereur. — M. de Choiseul, c'est un homme de bien, c'est un homme de bien, c'est un homme de bien, ce sont les propos de ces hommes qui ont bouleversé sa tête. »

Louis XV disait vrai. Damiens avait été au service de conseillers de Parlement: il avait, le lendemain de son arrestation, envoyé une liste de ceux qu'il désignait comme ses complices indirects¹. Quel besoin était-il

que son nom était assez souvent dans sa bouche et l'on inférait peut-être assez mal à propos de ce qu'il ne nommoit point aux places de ce ministre qu'il pourroit bien revenir. »

1. Procès de Damiens.

M. le duc de Groy définit Damiens: « une tête brûlée, à qui la vanité et la chaleur d'un sang enflammé, joints à des discours imprudents tenus devant lui par des parlementaires, avaient suggéré de prendre ce détestable parti. »

Et ailleurs :

« ... Cette mauvaise tête avait été autrement échauffée par les discours de ses différents maîtres et surtout par plusieurs con-

donc d'évoquer le spectre de Charles I^{er} pour arriver à une analogie lointaine et mal fondée avec un roi d'Angleterre¹? Le roi de France portait sur lui un *remember* plus énergique contre les Parlements; c'était la cicatrice de la blessure qu'il avait reçue et qu'il leur attribuait. Jamais il n'avait été plus exact de dire : *Hæret sub pectore vulnus*. Si la mémoire lui avait manqué, les amis maladroits des parlementaires étaient là pour raviver ses souvenirs et sa haine. Nous avons déjà vu dans les troubles de Bretagne des menaces de mort dirigées par écrit contre le roi.

En 1771, on va plus loin, on affiche sur sa statue ce jeu de mots où il est impossible de ne pas voir une provocation au meurtre :

ARRÊT DE LA COUR DES MONNAIES
ORDONNANT

QU'UN LOUIS MAL FRAPPÉ SOIT REFRAPPÉ.

L'allusion à la tentative manquée du 6 janvier 1737 était manifeste. Cette attaque contre Louis XV n'était pas la seule; il en était d'autres plus sensibles pour lui.

Hardy raconte dans son journal, à la date du 25 février 1771, qu'on avait trouvé au Palais-Royal un placard adressé au duc d'Orléans, et ainsi conçu :

MONTREZ-VOUS, GRAND PRINCE,
ET NOUS VOUS METTRONS LA COURONNE SUR LA TÊTE!

On sait quels étaient les sentiments de Louis XV pour

seillers du Parlement qu'il avoit servis de suite, lesquels avoient tenu des propos de mécontentement sur les circonstances, contre les ecclésiastiques et peut-être contre la cour. » (*Extrait des Mémoires manuscrits du duc de Croy*, dans Lemontey, t. XIV. Appendice à la suite de Barbier, VIII, p. 390.)

1. Charles I^{er} n'a jamais cédé à son Parlement.

les princes du sang. « Il serait au désespoir d'avoir l'un d'eux pour successeur légitime; il ne les aime pas et les regarde à tout ce qu'il en serait humilié. » Le duc d'Orléans, vivant au milieu de la capitale, était même du nombre qui l'avait surnommé *le Roi de Paris*¹.

Ce comprend quelle pouvait être l'exaspération de Louis XV, menacé de se voir détrôner pour faire place à ce cousin qu'il regardait comme si fort au-dessous de sa personne. Il n'y avait donc aucune nécessité de faire jouer à ses yeux la fantasmagorie de la peinture et les leçons du passé pour l'engager à se tenir ferme contre les parlementaires et à ne point les rappeler. Leurs attaques audacieuses étaient le meilleur garant pour Maupeou. Aussi lisons-nous dans Hardy, à cette même date de janvier 1754 :

Le chancelier assure aux anciens procureurs qu'ils pouvoient travailler au nouveau Parlement avec d'autant plus de confiance qu'ils n'avoient pas à craindre les revenants comme en 1756.

Le Roi de Versailles, malgré son apparente faiblesse, était bien décidé à ne pas céder la place au *Roi de Paris* et à ne pas laisser retomber sa couronne dans ces greffes d'où son chancelier avait eu tant de peine à la retirer.

Madame du Barry n'a donc été ni la complice ni l'instrument de Maupeou : elle a pu, elle a dû même prendre un parti dans une querelle qui passionnait tous les esprits et notamment les femmes², c'est ce que

1. *Journal de Hardy*.

2. Deux petites de l'abbaye de Panthéon (ordre de Cîteaux, rue de Grenelle à Paris) prirent feu sur les affaires d'Etat :

nous concédons volontiers. Qu'elle ait été une machine de guerre contre le Parlement, nous le nions, ne lui reconnaissant pas la suffisance nécessaire pour exercer la moindre influence sur ces questions ardues.

L'œuvre de Maupeou n'a pas d'ailleurs consisté seulement dans le renouvellement des magistrats de Paris, le plus difficile de sa tâche c'était de recomposer de nouvelles cours de justice, de les organiser, de les faire vivre sous le même nom de parlement qu'il ne voulait pas supprimer. Il y avait là un travail de chancellerie pour lequel M. de Maupeou n'avait pas apparemment besoin du concours d'une femme galante. Ses vues d'ailleurs allaient plus haut; il avait l'ambition d'opérer une réforme, et ses idées étaient aussi grandes que justes, car elles sont encore la base de notre société actuelle. Il avait entrevu la nécessité de tracer une

l'une soutint M. de Maupeou, l'autre en faveur de M. de Choiseul : la querelle devint si violente que, cédant au faux point d'honneur qui nous ravit tous les jours tant de sang noble et qui jusqu'à présent ne paroissait annexé qu'à la féroce masculine, elles se donnèrent rendez-vous dans le jardin où elles se battirent à coups de couteau : l'une des deux en reçut un dans le sein, dont elle mourut, l'autre est restée blessée assez dangereusement. L'aventure me semble tout à fait ridicule et extraordinaire; je n'imaginois pas que les femmes fussent susceptibles de la folie de se tuer pour aucune affaire et encore moins pour celles de l'Etat. (*Lettre de mademoiselle Philpion à mademoiselle Sophie Cannel, du 25 janvier 1772.*)

Autre du 25 février de la même à la même.

« ... Je crois devoir te dire que l'histoire de nos demoiselles est très vraie, mais non dans toutes ses circonstances. C'est mademoiselle d'Aiguillon et la fille de l'ambassadeur de France à Londres qui se sont disputées sur la réputation ou la probité de leurs pères, mais mademoiselle d'Aiguillon n'est blessée qu'au bras et l'autre qu'au côté, toutes deux très légèrement. Ce que je remarque encore, c'est qu'on les dit très jeunes, n'ayant pas plus de douze ans. C'est un enfantillage, je ne puis plus rien dire. »

Il faut se souvenir aussi le pouvoir judiciaire est
 toujours indépendant. Il venait d'être le grand con-
 seil. Il était alors une assemblée venue s'asseoir au pied
 du trône. Il était une des assemblées mêmes (notre
 cour des aides). Cette assemblée pour les matières prop-
 res à l'administration, pour la perception de l'impôt,
 pour le commerce, et pour le étranger. Tout
 appartenait au administratif est fut porté à ce
 point.

Il venait à Paris devant l'Etat nos conseils
 royaux.

Il faut aussi se souvenir que les intendants (c'est-à-dire les gens de la cour) n'ont été tirés les for-
 mations de nos institutions (M. de Montesquieu).
 Il faut aussi savoir que le grand principe de la sépa-
 ration des pouvoirs est une des choses les plus précieuses
 de l'Etat qui échappe aux talons aujourd'hui
 nous. Car c'est sans cette distinction fondamentale
 que l'Etat ne peut fonctionner. Il faut le fonction-
 nement de l'Etat est un principe.

Cette assemblée venait aux besoins les plus pro-
 pres de l'Etat. Nos royaux ont de satisfaire au
 besoin de l'Etat de Montesquieu. Son ambition était pl-
 us grande. Elle était de pas à pas et le renouvellement
 de la nation. Elle était dirigée par une so-
 ciété de gens de bien. Elle était en 1771 comme no-
 tre assemblée de l'Etat. Elle était en 1871 après un siècle d'essai
 de l'administration.

Notre point de départ, c'était la *Réforme de l'éducation*
 par M. de Montesquieu. Il avait en tête de ses *Mémoires*
 de l'éducation. Il parlait lui-même. Ses paroles so-
 nt remarquables pour qu'on ne les cite pas dans les
 ouvrages.

J'osai penser que mon ministère avait d'autres devoirs et une autre sphère d'activité que celle où l'avait renfermé la routine des derniers tems. Je cherchai d'abord quelle avait été la marche des anciens législateurs et sur quelle base ils avoient appuyé l'édifice du gouvernement. Partout je vis la chaîne sociale commencer par l'Éducation; les principes de la constitution prendre racine dans l'enfance, se fortifier avec elle, arriver avec l'homme à sa maturité. Et cela non seulement dans les républiques, mais dans les monarchies et jusqu'en sein du despotisme.

En France, point d'éducation civile. On instruit les esprits, presque jamais on ne façonne les citoyens!... Le peuple, presque partout abandonné à lui-même, ne connaît du gouvernement que la force qui le contient et le réprime...

On nous forme à l'exercice des vertus privées, il faudroit aussi nous former à l'exercice des vertus publiques...

Nous supprimons les développemens. Suivent les projets de nombreuses et excellentes institutions. Un bureau diocésain chargé de veiller sur l'éducation des enfans, sur l'emploi des charités publiques, sur des ateliers (*sic*) toujours ouverts pour que les moyens de subsistance fussent placés à côté des moyens d'instruction. « Dans mes vues, dit-il, chaque école eût été une manufacture ou un atelier. »

Il s'occupait aussi de l'éducation propre à la magistrature. Il voulait régénérer les écoles de droit, ranimer les études, suivre en ceci un mémoire dressé par Pothier et mis en œuvre par une déclaration déjà préparée ¹.

De cette réformation si largement conçue, il déduisait les conséquences les plus fécondes.

1. Une note avertit que, dès 1768, le chancelier s'étant occupé de ces idées-là et que le projet était fini, qu'il y avait un projet d'édit préparé. (V. p. 10 du *Manuscrit de Maupeou*)

... two le
... 1902
... 1902

... 1902
... 1902

... 1902
... 1902

... 1902
... 1902
... 1902

... 1902
... 1902

... 1902
... 1902

cette œuvre; des magistrats et des jurisconsultes eussent remanié le travail; des conférences entre les membres les plus éclairés des divers parlements lui eussent donné sa perfection. Spécialement les testaments et les substitutions eussent été anéantis comme deux sources d'abus qui nourrissent les haines et mettent les volontés de l'homme à la place des lois ¹.

L'ensemble de ces améliorations n'avait peut-être qu'un défaut : c'était de dépasser les forces d'un homme puisqu'il a fallu pour les accomplir une Révolution gigantesque et qu'au bout d'un siècle elles ne sont pas encore complètement réalisées. Mais c'était déjà beaucoup de les avoir conçues. Maupeou les a non seulement signalées, mais définies par le nom qu'elles portent encore aujourd'hui. Il y a donc dans ses plans une grandeur qui suppose une incontestable élévation de caractère et qui se retrouve dans sa chute et dans sa mort. On sait en effet que, disgracié par Louis XVI, il refusa de donner sa démission de chancelier, demandant qu'on lui fit son procès s'il était coupable. On ne l'osa pas et il put voir la Révolution de 1789, amenée par ces parlements qu'il avait combattus, le venger des injustices qu'il avait souffertes en réalisant la plupart de ses réformes. Le 15 avril 1790, instruit de la rareté du numéraire, il faisait verser cinq cent mille livres au Trésor public, à titre non de donation, mais de prêt sans intérêt, et le 29 juillet 1792, il mourait au Thuis, près des Andelys, chancelier de France, et, dit-on, juge de paix élu de son canton.

1. Une estampe de 1772 représente un code entr'ouvert au-dessous du portrait du chancelier Maupeou, avec ces mots : nouveau Code. (V. à la Bibl., cabinet des estampes, collection alphabétique de l'hist. de France.)

Il n'y a pas d'homme qui ait été plus vilipendé que Maupeou. Epigrammes, anagrammes, chancelières, caricatures, accusations en vers et en prose, tout a été épuisé par la rage des parlementaires. Nous aimons mieux le juger par ses écrits. Senac de Meilhan raconte que dans l'exil où il avait été envoyé par Louis XVI. le chancelier rassembla toutes les pièces relatives à ses opérations, qu'il adressa ces pièces cachetées au roi. pour être remises à la Bibliothèque et ouvertes à sa mort. Il s'y trouvait un mémoire adressé à Louis XVI. encore Daubenton, de la regence de la main de ce prince qui contenait les plus grands éloges de ce qui avait été fait. Senac de Meilhan qui tenait ces détails du lieutenant de Maupeou, dit qu'il les adressa au roi.

Les originaux se trouvent en effet à la Bibliothèque nationale. Ils sont rangés dans les manuscrits, sous ce titre : *Manuscrits remis au roi*. Ils forment trois volumes in-4.

Le premier volume est intitulé : *Quelques notes*. N'ayant rien de remarquable, nous ne l'avons point mentionné ailleurs.

Le second volume est intitulé : *Notes en effet jointes au rapport de Maupeou au roi*. Ce volume est la table des matières de la collection de pièces justificatives composées des trois volumes. Elle est en très grand nombre, et par conséquent, elle est fort longue. Elle se compose de cent cinquante pages, et elle est divisée en quatre parties. La première partie est intitulée : *Notes sur les opérations de Maupeou*. La seconde partie est intitulée : *Notes sur les opérations de la cour*. La troisième partie est intitulée : *Notes sur les opérations de la justice*. La quatrième partie est intitulée : *Notes sur les opérations de la police*.

d'une âme haute et énergique, incapable de toutes les bassesses dont on l'a accusé.

S'est-il courbé devant la maîtresse en faveur? L'a-t-il appelée ma cousine? A-t-il scellé les provisions de Zamor, nommé gouverneur de Louveciennes par Louis XV? La pièce annoncée vaguement par M. Capefigue ne se trouve pas aux archives nationales où nous l'avons demandée et fait rechercher avec soin. S'il est vrai qu'il ne faut jamais accueillir une imputation sans preuve, c'est surtout dans ce cas où la calomnie s'est déchaînée avec une fureur qui fait penser aux plus mauvais jours de la Révolution. En voici quelques exemples :

Journal de Hardy, 24 avril 1771. On trouve affiché rue des Bernardins, rue de La Harpe, au Palais, rue Saint-Honoré et dans différents autres quartiers de Paris, un placard portant ces mots : PAIX A DEUX SOLS. — CHANCELIER PERDU. — C'EST A PARIS. — Ce qui, loin de remédier au mal dont on se plaint, ne pouvoit que l'augmenter.

Elle l'était effectivement, non par elle-même, mais par les du Barry. M. de Maupeou était arrière-petit fils d'une Doujat. A sa généalogie au cabinet des Titres. Les Doujat étaient une famille parlementaire considérable. Jean du Barry adressa une supplique à M. de Malesherbes en 1775, lui dit : « Je n'invoque pas le souvenir des bontés dont m'aider votre père » — honorerait à titre de son allié par les Doujat. Les du Barry parents les Doujat, étaient allés des Maupeou par cet intermédiaire et pouvaient cousinier sans mentir et sans s'avilir.

Le 7 juin 1781, la nièce à la mode de Bretagne de madame du Barry, Marie-Joséphine Beveu, se disant de Cantigny, épouse M. Paul Barbant de Boiss, son major du régiment de dragons de Conde. Le mariage est célébré dans la chapelle de Louveciennes, par l'abbé Fauconnier, prêtre du diocèse de Rouen, chapelain, est-il dit dans l'acte de célébration de M. le comte de Maupeou, cousin de l'époux. Registre de Louveciennes à la date, carnet I, p. 43).

DU BARRY.

de en 27 strophes contre

ces instants de silence
pourrux adouci?
tu n'auras pas de trêve,
tu m'offriras le glaive
dans ton flanc.
sur ton front coupable
le vengeur impitoyable,
l'abreuver de ton sang.

.
.

à potence
ses attentats,
comme la vipère
grasse sur l'ulcère
lente le trépas.
la justice,
son serpe pervers:
un autre supplice
darmens a soufferts.
de la nature:
la torture
de la mort.
la souffrance
de la haine
de la rage
de la honte
de la peur
de la douleur
de la misère
de la mort.

Fragment des pamphlets qui circulaient contre le chancelier Maupeou :

Maupeou est le monstre le plus abominable que l'enfer ait pu vomir pour le malheur du royaume, l'hypocrite le plus damnable, le scélérat le plus déterminé qu'on ait jamais vu au monde. Les Jacques Clément, les Ravallac, les Damiens, doivent lui céder la première place dans leurs troupes parricides. Les Vêpres Siciliennes, la Saint-Barthélemy, les tristes journées de Fontenay, de Poitiers, d'Azincourt, de Malplaque sont des jours heureux pour la nation en comparaison de celui où le traître a pris naissance, puisqu'ils n'ont détruit qu'une partie des Français et que cet impie anéantit jusqu'à leur nom. Quel bon citoyen, s'il en est encore quelques-uns, ne briguerait pas l'honneur de forger l'anneau, de charger l'arme, de tirer l'arme qui vengerait la patrie en la délivrant à jamais du scélérat qui l'a perdue.

Passage d'un pamphlet non dénommé dans les *fastes de Louis XV*, p. 304 et 305.

Il est impossible de pousser plus loin le délire de l'invective. La violence va ici jusqu'à la provocation au meurtre : c'est ce qui avait lieu.

On parlait, dit Hardy, de placards affreux et menaçans affichés à la porte du chancelier, tant à Versailles qu'à Paris. On avoit vu rue du Grand-Champier, au Marais (le quartier du Parlement), une potence peinte à l'huile sur la muraille et un homme accroché à cette potence au dessus de laquelle on lisait : *le Chancelier*. (23 janvier 1771. *Journal de mes loisirs*.)

Pour compléter ce tableau et montrer à quel point l'opinion publique était égarée en sens inverse, voici

Il venait de lui adresser au Parlement déchu :

APPENDIX B

... ses sautoirs portiques,
 ... ses voûtes antiques,
 ... ses membres épars
 ... ses mille lazards.
 ... au moins sa cendre,
 ... son cœur étoit si tendre,
 ... au revoir son roy.

au sujet des anciens officiers de mon Parlement : je ne changerai jamais. (*Mémoires secrets*. — 26 mars 1771¹.)

L'accent du roi en prononçant ces paroles, dit la *Biographie Michaud* (Voy. de Maupeou), et surtout le dernier mot, imprimèrent une espèce de terreur dont la ville et la cour ne purent se défendre. On fit courir au sujet de ce mot une anecdote vraie ou inventée qui est relatée dans les mémoires de Bachaumont en ces termes :

— 22 avril. On rapporte que madame la comtesse du Barry ayant rencontré M. le duc de Nivernais, un des protestants au Lit de justice, l'avait arrêté et lui avait dit : Monsieur le duc, il faut espérer que vous vous départirez de votre opposition car, vous l'avez entendu, le roi a dit qu'il ne *changerait jamais*.... Oui, madame, *mais il vous regardoit*.

Pidansat de Mayrobert a copié textuellement ce passage dans ses *Anecdotes*, sans citer la source où il l'a pris. Il l'a fait suivre de ces réflexions fort justes : « M. le duc de Nivernais se tira ainsi par une réponse galante et spirituelle d'une interpellation délicate et embarrassante. » Rien de mieux, mais il avait débuté par dire : « On ne peut mieux estimer l'influence qu'eut la comtesse en cette occasion ou celle qu'elle crut avoir, que par le mot qu'elle dit à M. le duc de Nivernais, un

1. V. Bachaumont, 26 mars 1771, vol. V, p. 268. Mém. des princes du sang remis au roi. Protestation.

« Un sexe aimable qui est en possession de donner en France le mot d'ordre de toutes les convenances politiques et sociales, se distinguoit surtout par la violence de ses opinions. Le chancelier, disait-il alors, obtiendrait un grand succès s'il pouvoit faire taire la femme et parler les avocats. »

— Ceci est de son invention ; il n'avait rien dit de semblable. On demande quelle influence le duc du Barry ? On comprend la confiance que la digne en elle-même et de l'aristocratie d'un duc et pair. Mais il faut que le Nivernais ait signé la lettre, difficile à croire de la part d'un homme dans sa correspondance : un homme d'honneur et qui passait pour tel. Il faudrait en outre connaître le duc du Barry. Faut-il dire qu'il n'était-il de ceux qui relèvent la dernière hypothèse, ce qui leur permettrait de se passer des reproches s'ils ne pouvaient les faire. Les lettres sont de l'invention de l'auteur, et l'auteur n'en parlait pas.

CHAPITRE IV

BRUITS DE DISGRACE DE MADAME DU BARRY.

PARRAINAGE DU ROI AVEC LA FAVORITE.

GUSTAVE III A PARIS.

OFFRE D'UN RICHE COLLIER AU CHIEN DE MADAME DU BARRY.

La prétendue participation de madame du Barry à la chute du Parlement ne pouvait manquer d'attirer contre elle des bruits malveillants. Hardy en avait recueilli plusieurs de ce genre qu'il rapporte à la date du 8 février 1771.

On fait courir, dit-il, le bruit que le crédit de la comtesse du Barry auprès du roi commence à diminuer, que Sa Majesté lui avait refusé bien dédaigneusement de faire le duc d'Aiguillon ministre, déclarant positivement qu'il ne le seroit jamais. On cherche à la supplanter et à lui substituer une autre maîtresse qui porteroit le nom de *Julie Smith* et qu'on disoit fort jeune et autrement belle. On parloit toujours de la princesse de Monaco, de madame de Valentinois (sic) et d'une troisième qu'on ne nommoit point.

Ce n'étoit là que des rumeurs de gens mal informés. M. d'Aiguillon devait être appelé au ministère des affaires étrangères quelques mois après. Seulement Louis XV réfléchissait longtemps avant de se décider. Sa lenteur, ses hésitations n'étonnaient pas seulement

les bourgeois de Paris, nous verrons bientôt le
 du Delfant partager la surprise de Hardy. Que
 rivales supposées de la favorite, rien n'était p
 sur. Madame de Pompadour craignait aussi
 d'être supplantée; sa vie, disait-elle, était
comme celle du chrétien, un combat perpétuel...

Le d'Alais, qui rapporte naïvement cette sin
 gularité, cite madame de Coaslin, une mar
 quise parente de madame d'Estrades, ma
 dame de Coaslin, au nombre de celles qui a
 vait été en rivalité avec madame de Pompadour. M
 adame de Coaslin n'est pas exempte de ces ap
 préhensions. On en trouve la preuve dans son journal de
 1755, où elle parle ainsi de madame de Pompadour : *madame*
de Pompadour est un être qui ne peut être aimé que par

un homme. Un acte de

de sa part, qui ne peut être

que par elle-même, est

un acte de sa part, qui ne

peut être que par elle-même,

un acte de sa part, qui ne

peut être que par elle-même,

un acte de sa part, qui ne

peut être que par elle-même,

un acte de sa part, qui ne

peut être que par elle-même,

un acte de sa part, qui ne

Barbier, son épouse, né et ondoyé le huit janvier de la présente année par permission de Mgr l'archevêque en date du sept janvier a reçu ce jourd'hui le supplément des cérémonies du Baptême de nous soussigné curé.

Le Parrain a été Très haut, Très puissant et Très Excellent prince, Louis, Roy de France et de Navarre, représenté par très haut et très puissant seigneur, monseigneur Emmanuel-Frédéric de Dursfort, Duc de Duras, Pair de France, Lieutenant-général des armées du Roi, gouverneur du Château-Trompette, premier gentilhomme de la chambre de Sa Majesté :

La Marraine, haute et puissante dame Benedicte, comtesse du Barry, et ont signé avec les Père et Mère

Le duc de Duras,
La comtesse du Barry,
GÉRARD, BARRIER,
ACCARD, curé.

On remarque que madame du Barry ne prend plus son véritable prénom qui est celui de Jeanne. C'est surtout dans les actes publics qu'elle se fait appeler Benoît ou Benedicte. Nous ignorons la cause de ce changement.

Le duc de Duras était le protecteur de Jean du Barry, on n'est donc pas étonné de trouver ici son nom, outre que sa qualité de premier gentilhomme du roi lui faisait peut-être un devoir de le remplacer.

Gérard, le père de l'enfant, était chef d'office des petits appartements.

La *Gazette de France* enregistre le baptême dans ses nouvelles officielles. V. n° 17 du 4 mars 1771.

MEMOIRE des batêmes fournis par Pequet, confiseur des menus-plaisirs du Roy pendant l'année 1771.

les

du

ri-

tu-

ni-

co-

du

co-

Co-

se-

in-

du-

si-

qu-

Si-

de-

le-

ce-

ce-

ce-

le-

ce-

ce-

ce-

ce-

ce-

ce-

de l'acier

sa du Batême de l'enfant du
et madame la comtesse du
Duc de Duras

des dragées employées.

1636 liv. »

des la pièce 108 »

de Duras,

des de Mgr le

à celle de

216 »

l'année 1771 2280 »

deux mil deux cent

à Versailles, et

de l'acier.

l'usage l'obliga-

usage, celles-ci

trouve le

On voit

marché. Il

se lève à

Louis XV

madame du

le comte

à Paris.

Il vaut toujours mieux que madame de Noailles reste dans son poste que de le voir occupé par une femme de la clique de la du Barry.

Ce poste était celui de dame d'honneur de Madame la Dauphine. Madame de Noailles, celle que la Dauphine avait surnommée madame l'*Étiquette*, avait essuyé divers dégouts, elle voulait se retirer. On attachait de part et d'autre une grande importance au choix qui dépendait du roi. Marie-Antoinette craignait d'avoir auprès d'elle une dame qui appartint au parti de la favorite et n'eût pas sa confiance. Mercy, très attentif à ces importantes minuties, annonce à Marie-Thérèse qu'on est parvenu à obtenir de madame de Noailles qu'elle reste dans son poste. Il s'en réjouit, laissant entendre que la Dauphine évitera de cette manière le danger d'avoir une surveillante qui l'obligerait à vivre dans une défiance perpétuelle. Tel est le sens de la lettre de Mercy à sa Souveraine qui nous donne un triste aperçu de l'esclavage des grands dans leur intérieur.

En ce même mois de février, le 4, arrivait à Paris le prince royal de Suède, le futur Gustave III. Il venait incognito sous le faux nom de comte de Gothland (ou de Haga), et descendait à la légation de Suède, rue de Grenelle Saint-Germain. Il avait été invité à ce voyage secret par M. de Choiseul, qui lui écrivait : « Nous travaillerons ensemble au bonheur et à la gloire des deux royaumes, nous préparerons à la Suède le destin le plus brillant. » Gustave accepta. « C'était, dit M. Geffroy, son premier pas dans la difficile entreprise

que devait achever son coup d'Etat ¹. Mais la dépêche de M. de Choiseul était du 9 février 1769 ; une année s'était écoulée, M. de Choiseul était tombé non pas par une intrigue du duc d'Aiguillon, Maupeou et Terray, comme le dit ce même écrivain, mais par ses propres intrigues avec le Parlement, ainsi que nous croyons l'avoir démontré ci-dessus. Cependant il était encore à la mode et plus que jamais en faveur auprès de l'opinion ; aussi Gustave se fit-il présenter dans tous les salons appartenant au parti Choiseul, notamment celui de madame du Deffant, qui raconte dans une lettre du 8 mars 1771 un souper que Gustave lui rendit à l'ambassade suédoise. On se retira à minuit, dit-elle, le roi s'approcha de moi et me dit :

Je vous prie, quand vous écrierez à Chanteloup, de dire à M. de Choiseul combien je lui suis attaché et le regret infini que j'ai de ne point le voir. Dites-en autant à madame de Choiseul ; j'aurois été charmé de la connoître.

Il allait aussi au Temple chez le prince de Conti, le centre de l'opposition parlementaire ; cependant, si l'on en croit son chroniqueur, les parlements avaient le tort, infiniment grave à ses yeux, de ressembler de loin aux diètes suédoises qu'il espérait bien dompter. Cela ne l'empêchait pas de répéter avec aisance les lieux communs déjà fort en honneur sur les droits des nations et sur la liberté.

C'est dire qu'il était un fourbe parfait détestant au fond ce qu'il encensait en apparence et mêlant dans son culte hypocrite Choiseul et d'Aiguillon.

1. *Gustave III et la Cour de France*, vol. I, p. 109 et précédentes.

se dirigeante. Il obtint me de po offrir
llier au petit chien de madame du y ; un col-
diamants, dit on ; nous n'affirmons rien, la ma-
apporte peu, ce qui reste, c'est la bassesse insigne
cédé, elle n'est pas la seule que nous ayons à
contre le roi de Suède sur lequel nous aurons à
. D'après mademoiselle de la Neuville, le roi de
avait été si enchanté de madame du Barry qu'il
voyait chaque année une boîte de gants ; made-
le de la Neuville m'a dit avoir en sa possession
tes qui étaient fort belles et étaient devenues des
de curiosité très précieux. Elle fut obligée de les
au mont-de-piété ; elles furent dégagées en son
ar un amateur qui les eut pour un morceau de
l. Leconte, ancien payeur à Versailles).

CHAPITRE V

L'ANECDOTE DES DEUX PRÉLATS.

LE ROI ET LE GRAND AUMONIER. — MISE EN SCÈNE
RÉFUTATION mai 1771.

LE ROI AU PARC AUX CERFS. — INDEMNITÉ AU
BON DU ROI.

En mai 1771 ou l'entrée en place
d'un nouveau pape, une anecdote, qui prouve ce
qu'on dit de son auguste amant et de
son amant qu'à s'abandonner aux
passions par la tête. Ce natu-
rel est dépourvu de toute pudeur.
Il n'a pas son effet et réussit
à la question ici de deux per-
sonnes, le nonce et du cardi-
nal, elle, la comtesse de
la Roche-Antony : les
Majesté en la fa-
vorise sur ces
signes : elle fait qu'
elle est de justice
à voir et, sort
d'elle se fa-
vorise en
du spect

les fonction

ont pas encore revenu de sa surprise, raconte l'aventure qu'il ajoute avoir extrêmement amusé Sa Majesté. On sait que la marquise de Pompadour et toutes les autres maîtresses avant elle n'auroient jamais osé hasarder une telle mascarade, et c'est là ce qui rendoit, comme nous venons de l'observer, la société de cette beauté pétulante délicieuse au prince.

(*Anecdotes sur madame la comtesse du Barri*, page 227 de l'édition de 1775, page 268 de l'édit. de 1776.)

Ce récit a été reproduit par tous les historiens indistinctement, sans aucune discussion; il est devenu le thème des déclamations les plus violentes contre Louis XV, la favorite, le haut clergé du temps; il s'est ensuite accru, embelli, diversifié et il a fait le tour de l'Europe.

La mise en scène est habile, complète, rien n'y manque, pas même le nom du témoin, qui a vu, qui a raconté, et ce témoin est un notaire. Il semble donc que l'histoire entière soit due à sa déclaration et que l'anecdote soit revêtue de la plus complète authenticité! Mais c'est là précisément ce qui va donner prise à l'examen, à la vérification des faits, à la confusion des accusés ou des accusateurs.

Les notaires au dix-huitième siècle, comme en notre temps, étaient assujettis à la formalité des *répertoires*, c'est-à-dire qu'ils étaient obligés de tenir registre de leurs actes, jour par jour, de manière à faire coïncider leurs minutes avec ces tables.

Les répertoires de M^e Lepot d'Auteuil existent; ils forment quatre ou cinq volumes in-folio parfaitement en ordre, reliés et se suivant sans interruption pendant tout son exercice.

Le notaire n'a reçu aucun acte pour madame du

CHAPITRE V

L'ANECDOTE DES DEUX PRÉLATS.

LE NONCE ET LE GRAND AUMONIER. — MISE

RÉFUTATION (mai 1774).

FERMETURE DU PARC AUX CERFS. — INDEMNITÉ

BON DU ROI.

Peu après (le 7 mai 1774 ou l'entrée
vallier), il se répandit une anecdote, q
lui étoit facile de séduire son auguste
ter, elle n'avoit pour cela qu'à s'ab
extravagances qui lui passaient par
aisance, cette liberté ou cet oubli de
ler exactement, ne manquoit pas se
jours auprès de lui. Il est question
les plus graves de la Cour; du non
Roche-Aymon. Le Roi étoit chez ell
suivant son usage d'y rester la nuit
question faisoient leur cour à Sa M
favorite. Le sieur le Pot d'Autenil
pour lui présenter un contrat à si
ficulté pour laisser introduire en
Monarque. Le Roi l'exige, elle y ac
lit telle à peu près que Vénus de
des pantoufles par les deux pi
chacun une et jouissent en récom
sant de ses charmes secrets.

Le notaire sort après avoir

et pas encore
mais il était
grand aumô-
ne et il était né
en 1771. C'est
un infirme² qui se
soutient et jouit du
la possibilité morale
matérielles déjà cons-

de d'Auteuil; le rôle
de tant de manières
d'opération :

le maire de Paris venant
dit pas, est-ce à Ver-
sailles, Compiègne, le lieu au-
jourd'hui, sans avoir prévenu
et ni obtenu un jour, une

et encore forçant la porte de

... dans la lettre des *Anecdotes*. Mais, il y avait bien d'autres occasions d'être admis auprès de sa cliente, et d'être appelée d'urgence par elle, pour régler une affaire quelconque. Les papiers du Barry, conservés à la Bibliothèque, portent des traces de son interven-

... quels ont été les agissements de ces circonstances.

Le Barry recevait 300,000 livres par mois; et payées par M. de Beaujon, banquier de la cour, sur des mandats qu'elle tirait directement sur lui. C'était le cas le plus fréquent, sur la justification desquelles acquittées par les fournisseurs de toute nature de la favorite. On dressait sous le titre de : *Bordereaux des sommes payées à madame la comtesse du Barry*. Ils existent au nombre de 24 au département des manuscrits. (Bibl. nat. F. Fr. 8157.)

Ces pièces auraient dû porter l'acquit de madame du Barry. Le reçu a été en effet préparé et mis au pied du compte avec la date, mais il a été impossible d'obtenir une seule signature de l'insaisissable maîtresse du roi et voici ce qui se passait invariablement :

Les factures des fournisseurs acquittées devaient revenir entre les mains de madame du Barry, après avoir été communiquées à M. de Beaujon et vérifiées par lui. Madame du Barry écrivait une lettre pour inviter Beaujon à remettre les factures à Lepot d'Auteuil. Celui-ci donnait décharge et ne manquait jamais d'ajouter : *fait à Paris, le....*, parce que si la dépense avait eu lieu à Versailles, Choisy ou autre château royal, c'est

à Paris que le règlement du compte s'opérait. Il y aurait eu une simplification bien facile, c'eût été que madame du Barry traitât avec Beaujon *omisso medio*, sans intermédiaire, mais il y avait probablement un motif aux répugnances de madame du Barry, presque toujours elle était en avance sur son mois, quelquefois pour des sommes importantes, cent, cent cinquante mille livres; Beaujon aurait pu faire des remontrances, opposer des refus, etc., etc., elle préférait s'effacer et laisser terminer le compte entre Beaujon et Lepot d'Auteuil. Aussi les voit-on toujours seuls en présence, jamais le règlement ne se traite à Versailles et par l'entremise du notaire, encore moins en présence du roi.

Restent les deux acteurs principaux, madame du Barry et Louis XV.

Madame du Barry aurait donné audience, dit-on, étant encore couchée. C'était l'usage alors, les femmes recevaient leur société au lit, même dans le bain ¹. Mais apparemment elles avaient des toilettes appropriées, des peignoirs ou manteaux de lit. On n'imagine pas une femme élégante s'offrant aux yeux de ses domestiques, des visiteurs, etc., etc., dans le costume de Messaline.

.... Tum nuda papillis
Prostitit auratis.... etc.

La chambre à coucher était d'une élégance recherchée, car l'usage permettait d'y recevoir des visites avant son lever. Les ruelles ont été chantées par les poètes du temps et c'était le temple où se prodiguait le premier encens. Lorsqu'une

1. *Souvenirs d'une actrice*, I, p. 143; par Louise Fusil.

et ses femmes, la première canérote, leste et
 mit dans un carton une baigneuse et remplaçait
 l'issé de la belle dormeuse, lui passant un frais
 lit. Pendant ce temps, ses femmes enlevaient le
 le satin piqué, les oreillers et faisaient succéder
 des brodées ornées de dentelles et posées sur un
 couleur des rideaux. Ces arrangements termi-
 t des parfums dans l'athémienne, on plaçait des
 consoles, des jardinières aux deux côtés du lit,
 it les doubles rideaux, assez seulement pour
 un coup d'œil sur le roman envoyé la veille ou
 posés sur le guéridon.

.....
 aux heures les visites arrivaient, etc. ¹,

les habitudes pouvaient convenir aux pen-
 le la Gourdan. Madame du Barry avait au
 it Senac de Meilhan, un extérieur décent et
 es réservées.

, de son côté, étoit fort attaché aux bien-
 rieures, suivant le témoignage même de l'au-
 edotes². Comment alors aurait-il pris plaisir
 d'une scène scandaleuse? Rien n'est plus
 u caractère connu de ce prince.

u des goûts libertins, qu'il n'ait point été
 certains raffinements de débauche cynique,
 le contester; mais au milieu de ses désor-
 ujours resté assujetti à une dévotion étroite
 précisément parce qu'il se sentait coupable

dote de M. de Choiseul et de madame de Guéménée.
 xviii^e siècle, de Barrière.)
 ou 80, suiv. l'édition.

de la religion, il
l'Eglise, et metta
sur, n'oubliant pas
manquant ni a la
il se fut associé à
des pères du
quel nous ne doute
ous pas d'affirmer.
or, lui aussi est un

car M. de la Roche-
que nous discutons av
sistance, nul doute
ait pas accepté l'huile
souillée en ramassant l
enait renfermée disc
aux-Dames.

Edual de la Rochaimon
dans la possession de
ce d'archevêque de
ce mois. Sa Majesté
à Votre Éminence
de Senlis
A Paris pour l

P. Jansart

1812

1812

1812

1812

1812

de Saint-Julien, dînant en peignoir avec des évêques¹, et ils ont été copiés plus tard par Soulavie dans ses *mémoires contre Marie-Antoinette*².

On peut apprécier ici le cours qu'a suivi cette anecdote.

FASTES DE LOUIS XV

Le sceptre de Louis XV, tour à tour le jouet de l'amour, de l'ambition, de l'avarice, était devenu entre les mains de la comtesse la marotte de la folie. Quelle extravagance en effet que de voir la sultane sortir toute nue de son lit, se faire donner une de ses pantoufles³ par le nonce du pape et la seconde par le grand aumônier et les deux prélats s'estimer trop dédommagés par ce vil et ridicule emploi en jetant un regard fugitif sur les charmes secrets d'une pareille beauté.

1. Quant au prince de Soubise, il veut escamoter au comte de Maillebois madame de Saint Julien, la femme du receveur général du clergé, qui dîne en peignoir avec des évêques qu'elle invite et se permet devant eux

Ce mot des Français révérend,
Moi énergique au plaisir consacré,
Mot que souvent le profane vulgaire
Indignement prononce en sa colère.

(*La police dévoilée*, I, p. 165).

2. Un ecclésiastique remarquable par son âge, ses vertus, sa réputation dans une des parties de l'art de guérir, appelé par elle, la trouve nue, étendue dans un bain ; le vieillard recule, elle le rappelle et il est obligé de lui répondre et de rester dans une situation où il pouvait admirer le plus beau corps qu'ont jamais produit la nature. C'est dans cette circonstance qu'elle se fit pendre d'une manière si indécente, que le public offensé de l'inconvenance du tableau, obligea le gouvernement à le retirer de l'exposition.

(*Mémoires historiques du règne de Louis XVI*, par Jean-Louis Soulavie (l'aîné), an X (1800), t. VI, pages 9 et 10. — V. *Mém. de madame Campan*, t. IV.)

3. Le fait est vrai, il se passa en présence du roi et de Lepot d'Auteuil, notaire, qui en plaisanta publiquement dans Paris.

ANNEES PATRIOTIQUES DU 28 NOVEMBRE 1790

.... Sile la du Barry imagina un jour de demander
au duc de Choiseul au cardinal de la Roche-Aymon, archevêque
de Bourges. L'austère et pieux prélat se glisse dans la robe
de chambre d'homme d'église et se soutient même d'une main d'acier
pour la soutane rendait à la nature son trop b.

SALE RESULTS

Les Bénédictins en France et de Brabant.

(No. 62, p. 371, vol. V.)

[illegible]

pas à lui baiser la main. Le roi Amasis, dirent entre eux nos deux prélats, vient de faire de son pot de chambre la statue d'Iris, c'est aux grands pretres à donner l'exemple d'adorer la déesse. Tel étoit, mon cher paroissien, le bois dont on faisait les évêques....

17 mai 1771. — Vente par le Roi, notre Sire, à M. J.-B. Sevin, huissier de la chambre de Madame Victoire de France et commis principal de l'un des bureaux de la guerre, demeurant à Versailles, rue Saint-Médéric, paroisse saint Louis, d'une maison sise à Versailles, susdite rue Saint Médéne,... de laquelle maison n'a jamais été tiré de revenu... moyennant la somme de 16,000 livres payée en louis d'or.

C'est une des maisons du Parc-aux-Cerfs, possédée par Louis XV et dont il n'entendait plus se servir, puisqu'il la vendait. On a vu par notre préface que ce n'est pas là que, dans notre système, l'hôtel connu sous le nom de Parc-aux-Cerfs était situé.

MADAME D'EGMONT AU ROI DE SUÈDE

27 juin 1771. — Sire, on dit que vous avez demandé le portrait de madame du Barry : on va même jusqu'à dire que vous lui avez écrit. Je l'ai mé à tout hasard, mais on me l'a soutenu d'une manière si positive que je vous supplie de l'autoriser à le met de même. Non, cela ne peut être ..

LETRE DE GUSTAVE A LA COMTESSE DE LAMARCK, DU 13^e DE MAI 1771
A BORD D'UN VAISSEAU DE GUERRE SUR LA BALTIQUE.

Madame,

Vous êtes dans ce moment-ci assise dans votre jardin avec le marquis de Castries, votre amable chevalier, quelques

sainte Étiennette pestant peut-être un peu contre la cour, beaucoup contre le chancelier et peut-être contre madame du Barry, mais au milieu de cette mauvaise humeur, votre gaieté vous fait rire...

RÉPONSE DE LA COMTESSE DE LAMARCK

Il faut gronder M. le comte de Gothland de la manière très gracieuse, à la vérité, mais assez libre en même temps, avec laquelle il me parle de madame du Barry en toutes lettres, ainsi que du chancelier. Il ignore apparemment qu'on ouvre toutes celles de la poste et que la sienne l'a été. Je l'ai vu positivement au cachet dont les armes étaient recouvertes par un peu de cire noire.

Je fus hier à Marly où le roi est depuis huit jours. On y jouoit un lansquenet ; une seule réjouissance fut de 1200 louis et tout le monde meurt de faim. Cet esprit de vertige me rendit triste et rêveuse le reste de la soirée. Madame du Barry jouoit à la table du roi et entourée de la famille royale. Personne, ni à la table ni dans le salon, ne lui parla de la source, si ce n'est le roi et son neveu, le petit du Barry. Le courage général devoit ouvrir les yeux du roi.

Même lettre p. 255. — DE LA COMTESSE DE LAMARCK

Le roi ne peut se suffire à lui-même et ses enfants ne lui sont d'aucune ressource. Ses filles ont de petites têtes !.. Impossible d'y rien mettre de raisonnable. M. le Dauphin montre quelques vertus sauvages, mais sans esprit, sans aménagements, sans lecture, n'en ayant pas même le goût, les dans ses principes comme brut dans ses actions. M. le comte de Provence est doux, a de l'esprit, assez d'acquit, mais il est trop bon et je ne dirai pas le reste de peur de déplaire à V. M. Sa femme est laide et maussade, on ne peut rien attendre d'elle.

.....
 M. le Dauphin, elle a de l'esprit et une grâce

et un agrément dans toute sa personne qui n'appartiennent qu'à elle, mais sa grande jeunesse et un peu de frivolité, apanage de son âge, la rendent inutile au roi, d'ailleurs il en a été mécontent au sujet de madame du Barry. Si celle-ci tombe, elle entraînera plus d'un ministre à sa suite. Je supplie Votre Majesté de n'en point douter. Le reste de la cour est divisé d'esprit de principe et on se déchire à plaisir. Ces actes entrent pour beaucoup dans cette guerre intestine. Les uns veulent les faire revenir, les autres s'y opposent et on se permet tout pour la plus grande gloire de Dieu. Pour moi, pauvre ermite, je suis dans ma foi, n'entendant que de loin le bruit des orages.

Déjà nous savons que Jean du Barry se vantait d'avoir subvenu aux dépenses de madame du Barry pendant les premiers temps de sa faveur (13 mois). Il racontait le fait avec une certaine complaisance; le gentilhomme de Lé vignac n'était pas fâché de laisser croire qu'il avait été bienfaiteur désintéressé de la favorite en cette circonstance et qu'il avait ainsi fait des avances pécuniaires à la monarchie. Mais il était une pièce dont il ne parlait pas et qui a fait justice de ses gasconnades. C'est un bon du roi qui nous apprend que le roué a reçu une somme de trois cent mille livres. Il paraît qu'il ne se souciait pas qu'on eût connaissance de libéralité aussi considérable, car il l'a demandée et reçue sous le nom d'un sieur Nallet que nous avons déjà rencontré fréquemment. Nous saurons désormais que J. du Barry, madame du Barry et Nallet ne forment qu'une même personne, c'est ce qu'il est bon de noter et de se rappeler le cas échéant.

les *Mémoires de Bachau-*
Gazetier cuirassé à Londres.
qui a inauguré le système
périodique; ces sortes de
fonctions. L'auteur était un
Morande, réfugié français qui
porte sa honteuse industrie en An-
gleterre, empruntée peut-être aux journa-
ux anglais qui nous ont devancés dans
l'habitude à menacer les notabilités en évi-
dant, par exemple, de révélations compro-
mises; les refusant de payer rançon, il publiait
ces inventions, les plaisanteries les plus or-
calomnie était évidente, mais elle faisait
la boue tache quoi qu'on dise et il arrivait

fructueuse, aussi Morande revint-il plusieurs fois à la charge contre la malheureuse favorite et sut-il l'exploiter sans merci.

Le livre parut donc : sur 180 pages, cent sont consacrées à madame du Barry ; elles reposent en général sur les bruits satiriques répandus dans Paris auxquels Morande avait ajouté des facéties de sa façon¹. « Le père Ange Piepus est nommé par le roi coadjuteur à l'archevêché de Paris ; le roué est premier aga des janissaires dans le sérail de madame Gourdan ; madame du Barry est présentée à la Cour et la comtesse.... lui fait avoir le tabouret. » Une dame de Courcelles passe pour avoir fourni à Morande ces belles inspirations.

Toutefois, au milieu de ces bouffonneries dignes des tréteaux de Scapin, il y a des traits qui portent, une biographie tracée de main de maître et qui est restée dans la légende de Jeanne Vaubernier. Morande écrivait avec du fiel détrempé dans de la fange ; mais il ne manquait pas d'esprit ; il avait des inventions origi-

1. Voici le titre complet qui est à lui seul une analyse de l'ouvrage :

Le GAZETIER CUIRASSÉ, ou Anecdotes scandaleuses de la Cour de France, contenant :

Des nouvelles politiques, nouvelles apocryphes, secrètes, extraordinaires, mélanges confus sur des matières fort claires, anecdotes et nouvelles littéraires. — Des lettres, le philosophe cynique, nouvelles de l'opéra, vestales et matrones de Paris, nouvelles énigmatiques, transparentes, etc.

Auxquelles on a ajouté :

Des remarques historiques et anecdotes sur le château de la Bastille et l'inquisition de France, le plan du château de la Bastille. Cette seconde partie, absolument différente de la première, écrite dans un style honnête et sobre, ne manque pas d'intérêt. V a la date du 10 août 1771, l'annonce du *Gazetier cuirassé*, par Bachaumont, au 15 août, l'appréciation suivante qui est fort judicieuse.

nales ; des perfidies trouvées, un arsenal d'infernales méchancetés qui ne s'oublient pas, parce qu'elles sont à la hauteur du goût du vulgaire. Aussi madame du Barry s'en souvint-elle lorsque plus tard il la menaça d'une nouvelle publication du même genre et elle se hâta de l'empêcher en la rachetant à tout prix ¹.

C'est ce que dit en deux mots madame Roland qui le vit en Angleterre, lors de son voyage, en 1754 :

« Morande a été l'auteur du *Gazetier cuirassé* et d'un autre ouvrage contre madame du Barry. Il connoît beaucoup les grands et les filles et dit que tous ces gens-là sont faits pour aller ensemble, et lui-même à grosse figure et gros cou, donnant des coups de patte très serrés, se moquant de tout, paraît aussi assez propre à faire bande avec eux. »

Pidansat de Mayrobert, digne second de Morande par le talent impur et les tendances abjectes, fulmine contre l'auteur du *Gazetier cuirassé*, et le traite d'escroq, il l'appelle, par une erreur plus ou moins volontaire, Maraud (au lieu de Morande). Son libelle n'est qu'une rhapsodie décousue, pleine d'erreurs, de faussetés, de grossièretés (p. 216) et, ceci dit, il copie scrupuleusement tous les passages contre madame du Barry, il les met en relief et il en donne cette raison que le livre est encore fort rare, et c'est pour cela qu'il en publie à sa façon une édition populaire ! On n'est pas d'une mauvaise foi plus insigne, on n'est pas plus fourbe ! Le sieur de Mayrobert vaut le sieur de Morande. Ces attaques glissaient sur le calme impassible de madame du Barry ; on croirait, quoiqu'on sache le contraire, qu'elle ne les a pas connues, elle a la force de les bra-

1. V. Beaumarchais et madame Roland, t. III, p. 279

ver en silence, ou pour elle-même, ou plus probablement pour le roi, qui, vivant dans une autre sphère, ignore probablement ces œuvres impures. Elles ne la troublent pas. Tel est son caractère. Elle cherche moins à l'irriter qu'à le distraire.

Portrait de Morande par l'auteur du *Diable dans un béniér* (p. 28).

Imaginez, lecteur, une face large et plate, dont les traits sont formés avec une graisse livide et flottante, des yeux couverts et hagards exprimant la frayeur et la perfidie, un nez aplati, des nazeaux larges et soyeux, qui semblent respirer la luxure la plus effrontée :

Tauri anhelantis in Venerem.

On sait qu'il écrivit sans esprit et sans ordre le *Gazetier cuirassé*, ouvrage dont une dame de Courcelles, avec laquelle il est encore en correspondance, lui fournit les anecdotes. Cette rapsodie était si dégoûtante qu'elle ne rapporta presque rien à son auteur. Mais la comtesse du Barry ayant par un de ces jeux de la fortune, qui ne sont pas rares en France, partagé la couche de l'imbécile Louis XV, le gazetier recueillit quelques anecdotes dont il composa un volume qu'il vendit plus d'argent que Rousseau n'en a jamais retiré de tous ses ouvrages.

Bonne ou mauvaise, vraie ou fausse, la favorite paya l'histoire de sa vie 32,000 livres tournois et une pension de 4,800 livres, dont la moitié est réversible sur la tête de la femme de l'écrivain mercenaire, qui passa tout à coup de la misère la plus horrible à une richesse inattendue.

Ce fut précisément à la veille de la mort du feu roi que Beaumarchais vint à Londres conclure ce marché. On avait commencé par envoyer des exempts de police

pour essayer de l'enlever par force. Il se douta de leur dessein et les exempts n'eurent que le temps de repasser l'eau bien vite.

La négociation avec Beaumarchais était à peine finie que Louis XV vint à mourir.

Les fonds qu'avoit produits le libelle étoient bien loin de suffire à l'imprudent gazetier et l'argent de la c... titrée ne fit que passer de sa poche dans celle d'une légion d'autres malheureuses, par le canal du crapuleux débauché.

10 août. — Un nouvel ouvrage clandestin attire la curiosité des amateurs ; il a pour titre : *Le Gazetier cuirassé*. C'est un pamphlet allégorique, satirique et licencieux, comme l'annonce assez son titre.

15 août 1771. Extrait d'une lettre de Londres, du 7 août 1771.... (*Mémoires secrets*.)

Le *Gazetier cuirassé* est attribué ici à un nommé Morande, qui ne s'en cache pas, dit-on. C'est bien un livre à renier cependant, par les dangers que doit courir son auteur, s'attaquant au Roi même, à madame la comtesse du Barri, à M. le chancelier, à M. le duc de la Vrillière, à M. le duc d'Anguillon, à M. Bourgeois de Boynes, à M. l'abbé Terrai, etc. Pour égayer les matières politiques qu'il traite déjà très lestement, il y a peint des notices de quantité de filles de l'Opéra. Ce qui forme une rapsodie très informe, fort méchante, dans le goût du *Colporteur*, les anecdotes vraies ou fausses en sont quelquefois très récentes et il en est qui ne remontent pas à plus de trois ou quatre mois avant la naissance de la brochure, imprimée il y a environ un mois. Du reste, elle est fort chère, même ici, où elle coûte une guinée.

Le livre est précédé d'une estampe qui représente le gazetier vêtu en espèce de hussard, un petit bonnet pointu (nous voyons, nous, un casque), le visage animé

d'un rire sardonique et dirigeant de droite et de gauche les canons, les bombes et toute l'artillerie dont il envirenné.

Voici une autre appréciation tirée des *Nouvelles main* qui étaient rédigées pour le duc de Penthièvre naturellement le jugement porté contre Morande plus sévère que celui de Bachaumont. Il est du tout parfaitement mérité.

24 août 1771. — Le *Gazetier cuirassé* est une production volumineuse de quelque malheureux retiré à Londres a été imprimé ! La licence la plus effrénée s'est portée sur ce qu'il y a de plus grand et de plus en crédit en France. Ce libelle infâme n'a pas même pour lui la diction, c'est ramassé des plus plates et des plus fausses anecdotes, puis le sceptre jusqu'aux coulisses de l'opéra. Il en est quelques exemplaires en France qui ne font pas fort (Manusc. de la Bibl. Mazarine, 2084, in-4°.)

Ces derniers mots méritent d'être soulignés, ils répètent dans Bachaumont et l'on est heureux d'apprendre que ce livre indigne n'a pas eu la ratification du successeur.

CHAPITRE VII

EXPOSITION DE 1771.

PORTRAIT DE MADAME DU BARRY EN MUSE, PAR DROUAIS.

BUSTE DE LA MÊME, PAR PAJOU.

Ces mêmes *Nouvelles à la main* annonçaient qu'il y aurait bientôt une exposition de tableaux, sculptures et gravures au Salon du Louvre.

Cette exposition commença, suivant l'usage, en septembre.

Deux œuvres capitales furent consacrées à madame du Barry : l'une en peinture, l'autre en sculpture.

Nous copions le livret officiel.

N° 60, p. 14, par M. DROUAIS, académicien.

Le portrait de madame la comtesse du Barry, en pied, représentant une Muse. 6 p. 5 pouces de haut, sur 4 p. 5 pouces de large.

N° 239, p. 42. — SCULPTURE.

Par M. Pajou, professeur.

Le portrait de madame la comtesse du Barry.

Buste en terre cuite.

Voici maintenant les appréciations en prose et en vers qui parurent à cette époque sur ces deux portraits.

Les *Lettres sur le Salon*, reproduites par les *Anecdotes* et tirées de Bachaumont, t. VII, p. 39.

Après être revenu en quelques mots sur les deux

d'un rire sardonique ;
les canons, les bords
environné.

Voici une autre
main qui était
naturellement
plus sévère que
parfaitement à

24 août 1777.
volumineuse et
a été imprimée
ce qu'il y a eu
Ce libelle infâ-
ramassis des
puis le sceau
quelques ex-
(Manusc. 16)

Ces de-
quent de
que ce i

Le cadre riche
ateur arrive
ate :

te en Muse ; elle
broderie légère
sous du mantelet
squ'aux genoux
corps. De la ma-
me de fleurs, de
Le devant de la scène
des divers attributs
architecture et le t
; mais on y remarque
plus essentiel, sa
semblant ; c'est
et qui n'a rien d
de madame du Bar-
se qu'elle représente
proportions de l'antiqui-
et demi de haut. Ce-
s de noblesse et d'i-
int à une femme de
et dont le princip
sur l'ensemble de
sonnage roidi et sa-
à, malgré l'appar-
de son attitude, da-
elle n'attire et d
ent de l'autre. En-
c'est d'avoir choi-
qu'il vouloit rend-
et pour figurer
s, les fait fouler à
dont le sens natu-

Portrait que madame du Barry fit de son portrait
peint par le mémoire même de Drouais. Après
avoir écrit ce portrait en Muse, il ajoute :

Il prie que l'on ait en considération que le ta-
bleau d'abord été entièrement pris dans un caractère d'ha-
bit accepté par madame la comtesse, dans toutes les
versions de la première ébauche au fini total et que l'au-
teur satisfait au désir de madame la comtesse, qui a
vu l'habillement fût totalement changé, y a substi-
tué celui qui y est présentement, ce qui l'a forcé à un double
travail de temps et à des peines infinies.

Extraits de Pajou et Drouais, pour madame du Barry,
par M. le baron Pichon, page 12.)

•
En combinant ces divers documents, on est porté à
conclure que madame du Barry avait d'abord auto-
risé Drouais à la peindre en Muse, dans le costume lé-
gitime décrit par les *Mémoires secrets*, c'était là une faute
qu'elle avait évitée dans son célèbre pastel de
Madame de Pompadour. Madame du Barry, qui se mo-
ntrait volontiers sur sa devancière, aurait bien dû l'i-

corps visible sous une broderie complaisante, s'exposer non seulement aux clameurs des prude à une huée générale. L'imprudence était d'autant grande qu'on était, en 1771, au paroxysme de la causée par la chute de M. de Choiseul et de la suppression du Parlement. L'allégorie d'ailleurs était mal faite à la Beauté que le peintre voulait rendre, c'est ce que dit l'auteur de la *Lettre sur le Salon* qui le dit judicieusement et il ajoute avec malice : pour figurer la protection des Arts, à la Musique près, on a fait fouler aux pieds par cette muse les livres, les pinceaux, qui en sont les attributs. Le critique, auquel rien n'échappe, compris le ridicule qu'il y avait à mettre une telle œuvre dans les mains de madame du Barry, qui n'était point musicienne ; il l'a signalé par une allusion indirecte ; elle était peut-être plus apte à apprécier la musique que la peinture ; nous la verrons en effet, plus tard, fonder des bourses pour encourager ces arts ; mais dans ce travestissement en muse reste essentiellement grotesque. On retrouve là la même inintelligence que dans le blason d'un blason. Y a-t-il eu là sottise personnelle, mal conseil, infatuation résultant des éloges de courtisans mal avisés, de bassesse des artistes ? N'importe, madame du Barry avait manqué de goût ; elle avait eu tort ; plus, elle avait laissé exposer ce malheureux portrait, elle le fit retirer devant les murmures du public, un peu tard, mieux aurait valu ne pas les afficher. Cependant on parut lui tenir compte de cette rétroactive. Il ne circula, ou du moins nous n'en connaissons contre elle aucune épigramme, aucune chanson insultantes auxquelles elle avait été évidemment en butte. Les parlementaires n'étaient pas intéressés dans la question : ils n'étaient plus là.

sommeillaient. Bien plus, on célèbre le mérite du portrait en vers : il est vrai qu'ils sont médiocres. Voici ce qu'on lit dans *la Muse errante au Salon*. (Vers libres, 1771, p. 60.)

Si le beau coloris brille en cette peinture,
Si les grâces encore en relèvent l'effet,
On dira que le peintre a rendu la figure
Sans doute : mais je dis la nature a tout fait.

Le mémoire de Drouais nous apprend un détail que l'auteur des *Lettres* n'a pas connu ou ne nous a pas transmis. Madame du Barry, nous dit Drouais, voulut que l'habillement fût totalement changé. Pour satisfaire à ce désir, il en substitua un autre, qui y est présentement. Il a dû y consacrer un temps et des peines infinis et il demande pour le tout 15,000 livres, somme considérable, eu égard à l'époque. Qu'est devenu ce portrait ainsi retouché ? On l'ignore.

Le buste de madame du Barry, par Pajou, est certainement l'œuvre la plus populaire de ce sculpteur, et il est conservé au Louvre dans la salle des sculptures modernes, n° 40; il avait été exposé en 1773, au Salon, et nous en parlerons à cette date, mais ce qui est moins connu, c'est le buste en terre cuite qui fut exposé en 1771 et qui a servi de point de départ aux différents bustes en biscuit, en porcelaine et plâtre dont celui de 1773 fut la dernière expression.

Voici comment Pajou en parle dans le mémoire de ses ouvrages exécutés pour madame la comtesse du Barry. Article 1^{er} :

Le portrait en terre de madame la comtesse, de grandeur naturelle, fait à Versailles vers les faïstes de Pasques

de l'année 1770 et exposé au Salon du Louvre, le 23 A
de la même année. Ce buste est chez moi et je suis prêt
livrer pour le prix de. 1,200

Disons tout de suite qu'il n'y a pas eu d'exposition en 1770. Pajou se trompait, il écrivait son mémoire en 1774 et oubliait que les Salons étaient alors biennuels, et par années impaires, 1769, 1771, 1773, Si le buste a été exposé l'année même où il a été exécuté, il date de 1771 et non de 1770. Il aurait été exécuté à Versailles, aux fêtes de Pâques.

Qu'était devenu ce modèle, resté chez l'artiste était fort à craindre qu'il ne fût perdu, ce qui eût été d'autant plus regrettable qu'on pouvait voir là l'œuvre la plus fidèle de l'original. Heureusement, il s'est très bien conservé dans la collection de M. le baron du Lau d'Angoulême et reproduit par la gravure dans l'ouvrage intitulé : *l'Art pour tous*, 1^{re} année, n° 174.

Nous le connaissons par une photographie qu'a exécuté notre ami M. Edouard de Beaumont, et qui a bien voulu nous communiquer.

Les différences entre les deux bustes, sans être importantes, sont nombreuses. Pajou énonce lui-même ce qu'il a fait dans ses mémoires. (Notes de M. Pichon.)

Le buste en terre cuite porte sur le plat et le dos des cheveux une bandelette où viennent s'étager des boucles en forme d'accroche-cœur.

Dans les bustes subséquents, ce ruban a disparu. Peut-être avait-il l'air d'un diadème. La comtesse ne se connaissait en coiffure, n'aura voulu d'autre couronne que celle de ses magnifiques cheveux.

La boucle qui s'échappe à droite et vient se dérouler

Le poitrine est beaucoup moins longue dans la terre cuite.

Les tresses de gauche sont moins opulentes, elles laissent voir un intervalle entre elles et le col.

Les traits du visage ne paraissent pas absolument identiques; il y a naturellement plus de délicatesse dans le marbre, plus d'expression dans les yeux, plus de finesse dans le nez qui paraît plus aquilin, etc.

La disposition du vêtement est entièrement changée dans le buste en terre cuite, la draperie n'est pas retenue, la gorge est nue ainsi que le haut du bras gauche. Au contraire dans le buste définitif, le vêtement est principalement soutenu par la fermeté des seins, entre les deux passe une bandelette qui part de l'épaule droite et va diagonalement se perdre dans les draperies.

Le buste en terre cuite n'était évidemment qu'une ébauche comparée au marbre.

Il eut cependant un grand succès.

Le portrait de madame la comtesse du Barry, dit le *Mercur*, buste en terre cuite, par M. Pajou, rappelle à tous les regards les charmes de la Beauté; aux élèves des Beaux-Arts, les traits de leur protectrice. (*Merc. de Fr.*, oct. 1771.)

Les Lettres sur le Salon, des *Mémoires secrets de la République des Lettres*, ne sont pas moins élogieuses, mais le critique fait ses réserves, il dit :

Le cœur, qu'une telle figure (celle du sieur Quesnay, médecin, chef de la secte des Economistes) avait resserré, se dilate, Monsieur, à la vue du buste de madame la comtesse du Barry, par M. Pajou. Ce sculpteur l'emporte de beaucoup

sur le peintre. Il n'est personne qui ne retrouve dans cette tête toute l'élégance, tout le voluptueux, échappé au pinceau de M. Drouais. Mais si celui-ci avait eu le défaut de vouloir rendre madame du Barry colossale, l'autre a celui de l'avoir soustraite aux proportions naturelles ; la tête est trop petite et annoncerait une jeune personne encore à son adolescence¹.

Ce défaut, signalé avec justesse par le critique, semble avoir été admis par l'artiste, il le corrigea dans le buste qui suivit et que nous possédons : les traits sont plus développés, ils représentent mieux la physionomie d'une femme de vingt-cinq ans.

La poésie dit aussi son mot, par la *Muse errante au Salon*, où on lit, p. 329 :

Est-ce Vénus que je vois sous ces traits ?
 Mais non, c'est du Barry sous les mêmes attraits.
 Ce portrait si charmant, chef-d'œuvre de sculpture,
 Frappe si bien les yeux qu'on croit voir la nature
 Sur le buste qu'avec avidité
 Tout le monde regarde, en vante la beauté.
 Que j'aurais de choses à dire !
 Mais je suis muet quand j'admire.

(Sur le buste de madame la comtesse
 du Barry, par Pajou.)

Ce trait final serait assez joli s'il n'était déparé par une faute de français. Au fond l'éloge subsiste, on croit voir la nature, c'est là, à notre point de vue de chroniqueur, ce qui nous intéresse et nous importe le plus.

1. (*Lettres sur le salon*, depuis MDCCLXVII jusqu'en MDCCLXXI par l'auteur de *l'Essai sur la peinture, la sculpture et la gravure* vol. XVII.)

CHAPITRE VIII.

RÉCEPTION DE MONSIEUR DE MERCY CHEZ MADAME DU BARRY.

LE ROI S'Y REND. — SES HABITUDES.

BILLET QU'IL ÉCRIT A MADAME DU BARRY ET QU'IL REÇOIT D'ELLE.

LETTRES DIVERSES.

DE MERCY A MARIE-THÉRÈSE.

Paris, 2 septembre 1774.

Le 28... il y eut jeu et grand couvert. J'étois prié à souper le même soir chez madame la comtesse de Valentinois, je m'y rendis avec le nonce et l'ambassadeur de Sardaigne, qui étoient pareillement invités. Nous y trouvâmes M. le duc d'Aiguillon et la duchesse d'Aiguillon, le duc de la Vrillière ... et la comtesse du Barry. C'étoit la première fois que je me trouvois vis-à-vis de cette femme. L'ambassadeur de Sardaigne lui parla d'abord comme à une personne avec laquelle on est en connoissance; le nonce montra beaucoup d'empressement à se mêler de la conversation; je crus devoir observer plus de réserve et ce ne fut qu'après que la favorite m'eût adressé la parole que je me livrai à causer naturellement avec elle... Le duc d'Aiguillon, en me prenant à part, m'apprit que le roi vouloit me parler en particulier et qu'il l'avoit chargé de me proposer de me rendre le surlendemain de retour de la chasse chez madame du Barry, où le roi seroit. Je répondis sans hésiter que je me rendrois partout où le roi l'exigeroit... Le duc d'Aiguillon m'avoit donné rendez-vous au château à sept heures; il vint m'y trouver en me

disant que le roi, de retour de la chasse, achevoit de s'habiller; il me conduisit chez la comtesse du Barry, qui m'accueillit avec les attentions les plus marquées, elle me fit de m'asseoir à côté d'elle. Le duc d'Aiguillon, sous prétexte de voir un portrait qui étoit dans la pièce voisine, y emmena trois personnes qui se trouvoient présentes. La favorite prit ce moment pour me dire qu'elle étoit très aise que l'idée au roi de me parler chez elle la mit à portée de faire ma connaissance, qu'elle vouloit s'en prévaloir sans me causer aucun sujet de peine qui l'affectoit beaucoup, qu'elle n'ignoroit point que depuis longtemps on s'étoit occupé de la détruire de l'esprit de madame la Dauphine et que pour y parvenir avoit recours aux calomnies les plus atroces, en osant attribuer à elle, du Barry, des propos peu respectueux à la personne de Son Altesse Royale; que, bien loin d'avoir à se reprocher une faute aussi énorme, elle s'étoit toujours jointe à ceux qui faisoient les justes éloges des charmes de madame l'Archiduchesse, que, quoique cette princesse l'eût toujours traitée avec rigueur et une sorte de mépris, elle ne s'étoit jamais permis de se plaindre contre Son Altesse Royale, mais uniquement contre ceux qui lui inspiroient de ces moments d'aversion, que quand il s'étoit agi de quelques objets que le Dauphin paroissoit désirer, comme en dernier lieu une demande pour le paiement de sa maison, elle, du Barry, s'étoit empressée de solliciter et de représenter au roi qu'il ne pouvoit pas se dispenser de se prêter aux désirs de madame la Dauphine sur sa demande si raisonnable, qu'elle-même près le roi alloit venir et qu'elle me prioit de vérifier auprès de ce monarque ce qu'elle m'avoit dit pour sa justification.

Le roi arrive un instant après, par un petit escalier qui aboutit au cabinet où se trouvoit M. de Mercy.....

Une conversation s'engage, le roi se plaint de madame la Dauphine et engage M. de Mercy à la voir souvent. On voit bien qu'il veut parler de madame du Barry qu'il ne peut prendre sur lui de la nommer.

Suivent de longues négociations pour savoir si Marie-Antoinette parlera ou ne parlera pas à la favorite. Mercy n'obtient rien malgré tous les succès qu'il se promet de ses savantes démarches. Marie-Antoinette invoque tantôt la crainte de mécontenter Mesdames et tantôt l'autorité du roi lui-même. Nous croyons qu'elle obéit surtout à l'influence cachée et dominatrice du parti Choiseul. On la reconnaît non seulement à son aversion inexorable pour madame du Barry, mais à son extrême déchaînement contre M. de la Vauguyon qui était l'objectif principal de M. de Choiseul. Nous renvoyons à la Correspondance qui n'a d'intérêt que par les détails dans lesquels nous ne saurions entrer. Nous n'en extrairons qu'un passage qui nous montre le roi et madame du Barry dans l'intérieur de leur intimité.

La favorite, dit M. de Mercy, m'ayant fait prier par M. d'Aiguillon d'aller la voir, la première fois que je viendrois à Versailles, j'y allai le mardi 10. Je me suis mis sur le pied de parler à cette femme d'un ton de vérité et de franchise, qui ne tient ni de la complaisance ni de la flatterie, et, soit que cette méthode lui ait inspiré quelque confiance et que ce soit l'effet de sa légèreté naturelle, j'en ai appris des particularités assez extraordinaires. Elle me parla d'abord de son extrême désir de mériter et d'obtenir que madame la Dauphine ne la regardât pas d'un œil d'aversion ; que, sachant bien que les rigueurs de Son Altesse Royale ne provenoient pas de son propre mouvement et n'étoient que l'effet des impulsions de ses tantes, madame du Barry avoit cru devoir s'en expliquer vis-à-vis du roi, en le priant de consentir qu'elle ne parût jamais en présence de Mesdames, soit à Versailles, soit dans les petits voyages auxquels ces princesses seroient admises ; que le roi n'ayant rien répondu

à cette proposition verbale, madame du Barry avoit propos de lui renouveler par écrit, et qu'elle venoit avoir une réponse assez satisfaisante du monarque, p indiquoit des expédients qu'il m'expliqua sur-le-champ. Je pensai d'abord que pour bien des raisons il me seroit utile de voir la lettre du roi, et pour y parvenir, je ne pus de comprendre mal tout ce que m'avoit dit la favorite. Je fis des objections et je l'induisis enfin, quoique avec peine, à me montrer cette lettre que je lus en entier ; elle étoit écrite assez négligemment, soit pour le caractère, soit pour le style ; le début en étoit conçu en ces termes : « Vous avez tort de croire que je vous aime moins parce que je n'ai pas répondu d'abord ; je vous aime toujours beaucoup de même. » Le roi disoit ensuite que s'il donnoit un exemple de mieux traiter la favorite, elles obéiroient, mais de sa propre grâce. Qu'il n'attribuoit leur éloignement pour la comtesse du Barry qu'à des principes de dévotion et de scrupule. La feuë reine, quoique cependant très pieuse, ne s'étoit jamais conduite ainsi, que le roi étoit fatigué et triste de la gêne que Mesdames occasionnoient dans les petits projets de les exclure et de n'admettre que la Dauphine et la comtesse de Provence.

Je fus assez frappé de cette singulière lettre, qui me fit facilement deviner la tournure de celle qu'avoit écrite la comtesse du Barry. Votre Majesté sera sans doute étonnée de cette forme établie entre le roi et sa favorite, de ne communiquer par écrit des choses qui sembleroient n'être traitées que verbalement ; mais soit timidité ou crainte, ou autre raison, le roi a été de tout temps en usage de faire connoître par écrit à ses enfants, à ses ministres et à ses maîtresses, tout ce de quoi il se sentoit de la répugnance à parler. M. de Mercy demande à réfléchir, la comtesse du Barry y consent, comprend et reçoit très bien les conseils de M. de Mercy.

LETTRE DE MADAME D'EGMONT A GUSTAVE III.

Septembre 1771.

Le premier de mes vœux est pour que vous puissiez détruire entièrement l'horrible corruption qui préside à vos dates, car où règne l'intérêt, la vertu ne peut exister. Pour parvenir à cet important objet, il faudroit que votre royaume devint indépendant de toute autre puissance, et que les sentimens d'honneur fussent les seuls ressorts de votre gouvernement. L'augmentation de votre pouvoir est sans doute le premier pas vers ces heureux changemens ; mais ne souffrez jamais qu'ils pussent ouvrir le chemin au pouvoir arbitraire et employer toutes les formes qui rendent impossible à vos successeurs de l'établir. Puisse votre regne devenir l'époque du rétablissement d'un gouvernement libre et indépendant, mais n'être jamais la source d'une autorité absolue ! Voilà ce que vous ne sauriez trop peser au sanctuaire de la vertu, vous dépouillant de tout intérêt personnel et de toutes les préventions qu'ont pu vous donner les malheurs qu'une liberté mal entendue a fait éprouver à votre royaume. Une monarchie limitée par des lois me paraît le plus heureux des gouvernemens.... Je pense que vous ferez le bonheur des Suédois en étendant votre autorité, mais, je le repète, si vous n'y mettez pas des bornes qu'il soit impossible à vos successeurs de franchir et qui rendent vos peuples indépendans de l'imbécillité d'un roi, des fantaisies d'une maîtresse et de l'ambition d'un ministre, vos succès deviendront l'occasion de ces abus et vous en répondrez devant la postérité.

Sept. 1771. — Mettez-moi donc à portée de vous envoyer mon portrait ; je ne le puis sans la parole positive que vous n'avez ni n'aurez celui de madame du Barry.

Sur ce dernier sujet, madame d'Egmont revient souvent avec une incroyable ardeur.

23 nov. 1771. — Je demande encore la réponse sur le portrait de madame du Barry. Daignez donc me donner votre parole d'honneur que vous ne l'aurez jamais, car je suis très pressée de vous offrir le mien.

M. DE MERCY ÉCRIT A MARIE-THÉRÈSE.

11 septembre 1771.

En arrivant lundi à Versailles, j'ai monté chez madame la Dauphine que j'ai trouvée fort agitée. Elle avoit dit au roi : « Papa, j'espère que vous me donnerez quelque'une de mes dames. — Non sûrement, et je compte que vous recevrez mon choix avec respect. » Depuis ce moment, crainte de madame de Valentinois, madame de Montmorency, madame de Laval. Enfin, hier au soir, le roi a mandé à madame la Dauphine qu'il avoit choisi madame de Cossé, fille de M. de Nivernois, il charge madame la Dauphine de le lui apprendre et il ajoute qu'il n'en dit rien à personne. Madame la Dauphine a eu tant de peur qu'elle se trouve fort contente. La comtesse de Noailles doute que madame de Cossé accepte parce qu'elle nourrit actuellement ses enfants, parce qu'elle n'aime point la cour et s'en est tenue fort éloignée depuis deux ans. Pour moi, je pense que M. de Cossé, qui passe pour être fort bien avec madame du Barry, a demandé la place ou au moins a répondu du consentement de sa femme. D'après ce doute, madame la Dauphine ne publiera la nomination de sa dame d'atours que lorsqu'elle aura reçu sa réponse.

MARIE-THÉRÈSE A MERCY.

J'en (c'est-à-dire madame du Barry) appris des particularités assez extraordinaires ; elle me parla d'abord de son extrême désir que madame la Dauphine ne la regardât pas d'un œil d'aversion, que sachant bien que les rigueurs de Son Altesse Royale ne provenoient pas de son propre mou-

vient et n'étoient que l'effet de l'impulsion de mesdames ses tantes, madame du Barry avoit cru devoir s'en expliquer vis-à-vis du roi, en la priant de consentir qu'elle ne parût jamais en présence de Mesdames, soit à Versailles, soit ailleurs.

MARIE-THÉRÈSE A MARIE-ANTOINETTE.

30 septembre 1771.

Ma chère fille,

Avouez cet embarras, cette crainte de dire seulement le bonjour; un mot sur un habit, sur une bagatelle, vous coûte tant de grimaces, pures grimaces, ou c'est pire. Vous vous êtes donc laissé entraîner dans un tel esclavage que la raison, votre devoir même, n'ont plus de force de vous persuader. Je ne puis plus me taire après la conversation de Mercy et tout ce qu'il vous a dit, quoique le roi souhoitoit et que votre devoir exigeoit, vous avez osé lui manquer; quelle bonne raison pouvez-vous alléguer? Aucune. Vous ne devez connaître ni voir la Barry d'un autre œil que d'être une dame admise à la Cour.

17 novembre 1771. — Castil-Blaze a reproché à Grétry d'avoir dédié son opéra de *Zémire et Azor* à madame du Barry, quoiqu'il professât des opinions républicaines. Ce reproche en lui-même était injuste en 1771; personne ne songeait à la République et vingt ans plus tard les opinions avaient pu changer sans crime avec les circonstances; quoi qu'il en soit, nous avons voulu vérifier l'assertion. Nous avons cherché sans succès, à la Bibliothèque nationale, au Conservatoire et ailleurs, nous n'avons rien trouvé. Le silence de Marmontel nous donnait à penser; mais à la bibliothèque de Versailles, fort riche en musique de théâtre ancienne, il existe un exemplaire de *Zémire et Azor*

qui contient la dédicace en question. Elle est gravée et placée après le titre que nous allons d'abord faire connaître.

ZEMIRE ET AZOR

Comédie-Ballet

En vers et en quatre actes

Représentée devant Sa Majesté, à Fontainebleau,
le 9 novembre 1771

Et à la Comédie Italienne, le lundi 10 décembre 1771.

Dédiée à madame LA COMTESSE DU BARRY

par M. GRÉTRY,

Pensionnaire du roi et de l'Académie des Philharmoniques
de Boulogne.

Prix : 24 livres, gravé par Dezauche.

Paris, in-4°.

A MADAME LA COMTESSE DU BARRY.

Madame,

Quand on possède si bien l'art de plaire, l'on ne peut manquer d'être sensible à tous les arts d'agrément, et puisque ce dernier ouvrage m'a mérité vos bontés, il devoit vous être offert par ma reconnoissance.

Daignez l'agréer, ainsi que le profond respect avec lequel je suis,

MADAME,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

GRÉTRY.

CHAPITRE IX.

CONDUITE DES CHOISEUL A CHANTELOUP. IMPRUDENCES.

LOUIS XV RETIRE AU DUC LE TITRE DE COLONEL DES SUISSES.

INDEMNITÉS. — NÉGOCIATION. — ATTITUDE DE MADAME DU BARRY.

RÉCOMPENSE DE M. DE CHOISEUL.

Décembre 1771. — Nous avons laissé M. de Choiseul au lendemain de sa chute. On aurait pu le croire foudroyé ou tout au moins étourdi par la rapidité du coup. Il n'en fut rien, grâce à l'incorrigible fatuité du personnage. Il était de mode alors d'accompagner de certaines manifestations un ministre tombé. M. de Chauvelin, M. de Maurepas en avaient donné l'exemple. Les mêmes démonstrations se reproduisirent pour M. de Choiseul; seulement, comme sa coterie était plus nombreuse et plus remuante que celle de ses prédécesseurs, il eut peu d'efforts à faire pour transformer en ovations les témoignages d'intérêt de ses partisans. Il revint donc à Chanteloup, triomphant et glorieux plus que jamais. Loin de baisser la tête et de comprendre que Louis XV pouvait prendre des résolutions plus violentes à son égard, il fit étalage du plus grand luxe, chère exquise au château, chasse à courre deux fois la semaine dans son parc, réceptions somptueuses en habit de cour dans ses salons, représentations théâtrales, il ne néglige rien pour narguer et provoquer le

monarque, auteur de son exil. Il employait ses loisirs à composer des comédies d'une insigne platitude et d'une audace incroyable. Il attirait la société la plus brillante, tandis qu'on désertait Versailles, Choisy et Fontainebleau; c'est le prince de Ligne qui l'atteste et il ajoute, ce qui va de soi, on insultoit madame du Barry¹. Il ne pouvait en être autrement : avant la catastrophe du 24 décembre, on avait épuisé envers elle la mesure de l'outrage. Depuis qu'il était reçu qu'elle avait tout fait contre M. de Choiseul et qu'elle avait réussi à le renverser, il devait y avoir un redoublement d'injures; aussi madame du Deffant qui, malgré sa malveillance envers madame du Barry, avait toujours observé dans ses attaques un certain atticisme, s'oublie jusqu'à avoir recours aux gros mots : elle la traite de « *guenon bête et impudente...* » Ainsi des autres. Louis XV savait tout ce qui se passait, il restait impassible, mais au bout d'un an il frappa M. de Choiseul d'une manière qui lui fut fort sensible. Il lui enleva sa place de colonel général des Suisses qui ne rapportait pas moins de cent mille livres par an.

Le ministre disgracié aurait dû comprendre qu'il avait été trop loin et que l'imprudence de ses amis l'avait compromis. Il n'en fut rien, il redoubla d'outrage et de folles prétentions. Il s'imagina d'abord d'ériger en principe que ce titre de colonel des Suisses constituait une charge inamovible, puis, partant de cette idée, il se mit à faire des conditions et voici entre autres ce qu'il demandait dans une lettre adressée au roi :

1. Ce tableau de l'intérieur de Chanteloup est emprunté aux mémoires manuscrits de M. Dufort de Cheverny, qui étant du parti Choiseul et s'étant rendu plusieurs fois chez le Ministre tombé depuis sa disgrâce.

erté de parcourir la France en tous sens, la
Paris exceptés;

amandement militaire important;

nt d'or, pour lui servir de dédommagements
dettes qu'il avait contractées dans ses emplois
autres termes, trois ou quatre millions dus par
emme et deux autres à divers créanciers; soit
monnaie actuelle 25 ou 30 millions;

livres de revenu sur la forêt de Haguenau et
de bois évaluée 800,000 livres;

une rente viagère de 50,000 livres, reversible
mort sur la tête de sa femme.

podeste demande était formulée et développée

lettre que M. de Choiseul adressait au roi et

geait un de ses amis de remettre entre ses

outefois il ne lui laissait pas toute liberté d'ac-

rétendait encore influencer sur le choix éventuel

successeur; il entendait écarter le prince de

f. de Soubise, le maréchal Richelieu ou M. d'Ai-

comme étant ses ennemis, tous *abjects*, disait-

ivers titres. Cette belle ambassade devait aboutir

ement au roi. On ne pouvait parler en son nom

resse, ni à *ministres*; leurs *marques d'intérêt ou*

nfaits l'auroient humilié (textuel, v II, p. 4).

sadeur était M. le duc du Châtelet, un Choiseul

pour la morgue et l'insolence. Il a rendu

le ses faits et gestes dans un ouvrage connu

tre de: *Mémoires de M. de Choiseul écrits par lui-*

imprimés sous ses yeux, dans son cabinet de Chan-

à Paris ¹. Ces deux volumes, dictés par l'ancien

sont absolument illisibles. Il semble que

l'auteur n'ait pas pris la peine de se relire, le style incorrect est absolument lâché, les phrases les plus courtes ont trois pages de longueur et sont à peine intelligibles¹, c'est le jargon des grands seigneurs du temps. Mais si l'on a le courage de pénétrer dans ce fouillis de haute lignée, on trouve des renseignements curieux, notamment sur madame du Barry. Telle est la répulsion que cause cette prose écœurante, que nous n'avons vu citer ses pages nulle part, quoique l'ouvrage ne soit pas rare; nous essaierons d'en donner une analyse exacte, non sans labeur ni dégoût, le morceau a 200 pages. C'est un volume et peut-être est-ce pour le public que tout l'ouvrage a paru.

Louis-Marie-François du Châtelet d'Harancourt était fils de la célèbre Emilie, l'amie de Voltaire, il se vantait d'être né des œuvres de ce dernier; il avait embrassé la carrière des armes et était devenu chevalier des ordres, colonel du régiment du roi, infanterie. Sa mère n'était que marquise et il était duc. Très lié avec la famille de Choiseul, il se trouvait à Chanteloup lorsque la négociation relative à la place de colonel des Suisses s'engagea. Il reçut du duc de Choiseul la difficile mission de le représenter et partit porteur des pleins pouvoirs de son ami. Malgré la prétendue recommandation qui lui avait été faite de ne s'adresser ni à ministre ni à maîtresse, il descend directement chez le duc d'Aiguillon, et, ce qui plus est, il rend compte de la réception qu'il en reçoit à Chanteloup. M. de Choiseul le laisse faire, ne se plaint pas et ne songera à la prétendue indignité du procédé que quand il aura palpé la

1. En voici un spécimen pris au hasard : « Il me communiqua la lettre, elle ne m'étonna pas autant qu'il l'étoit. » (p. 253, premier volume.)

somme énorme qu'il demande, fait que nous constatons, sauf à en tirer plus tard la conclusion qui en dérive. M. du Châtelet, après un préambule de bonne amitié, demande à traiter directement avec le roi. M. d'Aiguillon paraît fort surpris et fort peu satisfait.

Louis XV était décidé à ne pas traiter cette affaire en personne. Il paraissait avoir à cet égard un parti pris et une répugnance invincible. Il en est peut-être une raison que M. de Choiseul s'est bien gardé de faire connaître.

Les gardes Suisses avaient un privilège qui remontait sans doute aux premiers temps de leur admission dans la maison du roi de France. Ils avaient seuls le droit d'environner la personne du monarque et de former le carré autour de lui, sans qu'il fût entouré par les hauts dignitaires de la couronne. C'était là assurément une preuve de grande confiance, il fallait se livrer sans réserve, au risque d'être enlevé, trahi.

Si l'on se rappelle les motifs de l'exit de M. de Choiseul, on doit comprendre que le roi ne fut pas sans arrière-pensée à son égard. M. de Mercy parle d'un soulèvement qui était à craindre, de suggestions auprès des Parlements, d'intrigues pratiquées au dehors¹.

Louis XV ne voulait donc à aucun prix rendre à M. de Choiseul la liberté de sortir de Chanteloup, encore moins remettre à la tête des Suisses, dont il avait le commandement, un homme capable de jouer le rôle

¹ Hardy, 5 janvier 1770. Il se répand dans le public un bruit qui se trouva sans fondement que le roi venait de donner au comte de la Marche, prince du sang, la place de colonel général des Suisses et Grisons, dont le duc de Choiseul était pourvu, après avoir exigé la démission de ce ministre, d'où l'on inférait avec aussi peu de raison qu'il serait bientôt disgracié, attendu que le duc d'Orléans et la comtesse du Barry qui ne faisaient qu'un, d'ailleurs, dressaient toutes leurs batteries pour le renverser.

de maire du palais; de là le refus obstiné dans lequel il s'enfermait ¹.

M. d'Aiguillon dit que s'il en est ainsi, il n'eût pas été besoin de venir en personne et qu'il eût mieux valu envoyer la lettre, que de prétendre agir *de couronne à couronne*.

M. du Châtelet voyant qu'il prend feu se rabat à demander « que le roi voulût bien recevoir la lettre de ses mains, partout où il le voudroit et même chez madame du Barry et en sa présence, si on craignoit que j'abusasse du tête-à-tête que le roi m'accorderoit.

M. du Châtelet expose dans la lettre qu'il écrit à M. de Choiseul :

« Que j'y avois d'autant moins de difficultés que je comptois la voir et lui faire l'historique de la manière dont j'avois donné lieu à la commission fâcheuse et embarrassante dont j'avois été chargé et lui en parler même à fond, enfin le prier, si toute autre voie m'étoit fermée, de me procurer la facilité de remettre au roi la lettre dont j'étois chargé. »

Ceci contredit ce qu'avait avancé M. de Choiseul, qu'il aurait défendu à M. du Châtelet de parler en son nom ni à maîtresse ni à ministres. Si une telle recommandation avait été faite à M. du Châtelet, il n'aurait pas commencé à parler précisément au ministre et à la maîtresse, ou s'il l'avait fait il ne l'aurait pas écrit à M. de Choiseul, et en supposant enfin qu'il eût cru devoir le lui en parler, il se serait excusé, il aurait dit : « J'ai cru devoir contrevenir à vos instructions. »

Au lieu de cela, il raconte le fait, comme la chose plus simple du monde. J'en conclus que la superbe recommandation de M. de Choiseul n'est venue qu'après coup et quand il a été bien sûr d'avoir ce qu'il demandait et même plus, grâce à madame du Barry.

1. *Nouvelles à la main*. Penthievre, à la Mazarine.

Voici donc madame du Barry qui va entrer en scène. M. d'Aiguillon a été fort mal impressionné par l'ouverture qui lui a été faite¹.

Dans les dispositions où je laissois M. d'Aiguillon, il m'a paru instant de voir madame du Barry et de tâcher de me procurer les moyens de voir le roi.

J'ai obtenu facilement mon entrevue pendant le travail du contrôleur général et je m'y suis rendu sur-le-champ.

Je lui ai fait l'historique exact de ce qui avoit pu donner lieu à la commission dont j'avois été chargé.

M. d'Aiguillon exposa donc longuement l'objet de son ambassade et pria madame du Barry de l'aider à obtenir une audience du roi, désirant même que ce fût chez elle et en sa présence (p. 20).

Il continue :

Elle me l'a promis de la meilleure grâce du monde.

Je lui ai même offert de lui lire la copie de votre lettre, par un excès de confiance dont vous me saurez peut-être mauvais gré, mais que j'ai cru devoir à la manière franche et ouverte dont elle s'est expliquée sur vos anciennes querelles et sur le désir qu'elle eût eu d'être bien avec vous.

Elle a décliné ma proposition ; mais je suis entré dans la discussion de toutes vos demandes et je lui ai rendu presque mot à mot votre lettre, que vous croyez bien que j'avois eu le temps d'apprendre par cœur.

J'ai commencé par votre réclamation sur le principe de regarder votre charge comme amovible et je lui ai fait sentir que vous vous deviez à vous-même de faire à cet égard vos observations au roi².

¹ P. 16. Je ne dois pas vous cacher que tout ce que l'aigreur et d plus amer s'est répandu sur tout ce qu'il m'a dit.

² P. 7. Il (M. d'Aiguillon, a toujours soutenu ce principe de

Elle ne me fit aucune objection, non plus que sur la question de madame de Choiseul, que j'expliquai dans le plus digne et le plus convenable, disant qu'elle n'avait rien de votre démarche, qui n'étoit dictée que par votre bêtise et qu'il étoit même fort incertain qu'elle ait

l'amovibilité, mais sans chaleur, et m'a offert de me mander copie de vos provisions, où il est exprimé qu'il sera fait tant de temps que votre bon plaisir, ou telle phrase autre. J'ai répliqué que c'étoit une clause de style qui ne faisait au fond du droit.

Quant à la forêt de Haguenau, je lui détaillai l'affaire, elle ne parut la bien comprendre.

Elle ne me fit aucune objection, non plus que sur la question de madame de Choiseul, que j'expliquai dans le plus digne et le plus convenable, disant qu'elle n'avait rien de votre démarche, qui n'étoit dictée que par votre bêtise et qu'il étoit même fort incertain qu'elle ait

l'amovibilité, mais sans chaleur, et m'a offert de me mander copie de vos provisions, où il est exprimé qu'il sera fait tant de temps que votre bon plaisir, ou telle phrase autre. J'ai répliqué que c'étoit une clause de style qui ne faisait au fond du droit.

Quant à la forêt de Haguenau, je lui détaillai l'affaire, elle ne parut la bien comprendre.

Elle ne me fit aucune objection, non plus que sur la question de madame de Choiseul, que j'expliquai dans le plus digne et le plus convenable, disant qu'elle n'avait rien de votre démarche, qui n'étoit dictée que par votre bêtise et qu'il étoit même fort incertain qu'elle ait

D'où je conclus que si le roi daignoit entrer dans votre situation et vous accorder une somme d'argent pour faire face à vos dettes criardes, on pourroit, en augmentant cette somme, abandonner la pension.

Elle se récria beaucoup, mais sans humeur, sur la proposition de l'argent comptant, parce qu'il n'y avoit pas un écu¹.

A quoi je répondis que la difficulté ne seroit pas si grande si le roi, en accordant une très grande grâce, même pécuniaire, puisque ses Suisses valoient plus de cent mille livres net, vouloit y mettre un brevet de retenue, qui ne seroit qu'une diminution de revenus pour le nouveau titulaire.

Elle me répondit que cette tournure ne seroit point adoptée, parce que celui auquel le roi destinoit les Suisses ne seroit pas sûrement dans le cas qu'on mit un brevet de retenue sur sa charge.

Vous en conclurez, si vous pensez comme moi, que ce sera pour M. le comte d'Artois ou bien M. le comte de la Marche.

J'aurois dû commencer par vous dire, mais on ne se rappelle pas l'ordre des faits en écrivant aussi à la hâte que je le fais, que le premier article qui fut traité fut celui de votre liberté.

Elle me dit qu'il seroit imprudent d'en parler dans ce moment-ci, qu'il faudroit un moment plus favorable et que cela viendrait sûrement et peut-être bientôt.

Je répliquai que ce seroit pourtant un article sur lequel vous insisteriez beaucoup, etc. (trois pages de développements.)

Je fus assez content de ses réponses; elle me dit qu'elle ne mettoit point d'acharnement contre vous, qu'elle seroit même charmée de trouver l'occasion présente de le faire paroître, que c'étoit votre faute si tout ce qui s'étoit passé étoit arrivé,

1. Telle étoit la pénurie du Trésor public qu'à cette époque les troupes n'étoient pas payées. (*Souvenirs de Belleval*, p. 133.)

qu'elle avoit fait dans les commencements tout ce qu'il falloit pour le prévenir ; que vous deviez sentir que cela ne pouvoit subsister sur le pied où étoient les choses dans les derniers temps, *non pour elle qui n'étoit qu'un point, mais vis-à-vis du roi que vous choquiez perpétuellement dans l'objet de son attachement* ¹.

Je supprime beaucoup de petits détails minutieux qui ne font rien à l'objet présent et même à l'objet futur, mais qui par le ton ni par la manière ne dénotent aucune aigreur. J'ai repris, dans la fin de ma conversation, et résumé tout ce que j'avois dit dans tout le cours ; j'ai échauffé cette tête autant qu'il m'a été possible. Si l'enthousiasme du bien et de la vertu pouvoit être communicatif, je me flatterois de l'avoir inspiré. Mais quoi qu'il en soit, j'ai tout lieu d'être aussi content de la fin que du commencement de mon entretien, et madame du Barry me promet de rendre compte tout de suite au roi du motif de notre entretien et de lui demander la permission de lui remettre votre lettre.

Cette première conversation est fort remarquable, madame du Barry s'y montre tout autre qu'on est habitué à la voir représentée.

Grossière, stupide et futile, telle est la donnée habituelle, invariable.

Ici au contraire, elle se distingue par une parfaite convenance de langage, par une intelligence sérieuse de l'affaire qu'il s'agit de traiter, par une grande modération de sentiments.

Dira-t on que nous n'avons pas ses paroles elles mêmes, que l'intermédiaire les a traduites et résumées

1. Mots remarquables et justifiés par la Correspondance de Louis XV et M. de Choiseul (*Revue de Paris*, 1829, vol. IV Louis XV dit à M. de Choiseul : « Elle n'a nulle haine contre vous, elle connoît votre esprit et ne vous veut point de mal. »

Mais d'abord s'il lui avait échappé des mots impropres, des pensées communes ou fausses, il les aurait soigneusement relevées et soulignées, il ne faut pas l'oublier. C'est un ennemi qui tient la plume, on peut donc l'en croire sur parole.

Mais à travers même la *traduction de M. du Châtelet*, revue par M. de Choiseul, on retrouve des phrases qui ont dû être prononcées comme elles sont rapportées.

Lorsque, par exemple, madame du Barry parle de la conduite agressive de M. le duc de Choiseul et qu'elle ajoute : « les choses ne pouvoient plus subsister sur le pied où elles étoient, *non pour elle qui n'étoit qu'un point, mais vis-à-vis du roi, qui étoit choqué perpétuellement dans l'objet de son attachement* ; » on sent bien qu'elle seule a pu s'exprimer en ces termes et que la relation doit être littérale. Or il y a loin de ce style aux grossièretés et aux insolences qu'on prête à madame du Barry. Ce n'est pas l'impertinente créature qu'on nous représente, qui aurait trouvé cette pensée d'abnégation personnelle et de déférence pour le roi, il y a là une sincérité d'impression que n'aurait pas rencontrée M. du Châtelet avec toutes ses finesses et ses roueries de cour, d'autant plus que ce qu'a dit madame du Barry est historiquement vrai.

Louis XV écrivit au duc de Choiseul :

« On dit que vous avez grondé le chevalier de La Tour du Pin sur ce qu'elle a dîné au camp...

« Vous m'aviez promis que je n'entendrois plus parler de vous sur elle. » (*Rev. de Paris*, 1829, vol. IV.)

Nous trouvons aussi beaucoup de délicatesse dans ce que madame du Barry dit à propos du duc de Richelieu, et d'une délicatesse féminine qui ne saurait appartenir à son interlocuteur.

Je me suis rejeté, dit le duc du Châtelet, sur ses entours (mot très usité alors; on dirait aujourd'hui l'entourage).

Elle m'a répliqué que c'étoit les vôtres dont il falloit parler; que pour elle, elle vous l'avoit dit à vous-même, elle n'en avoit point; que dans le temps d'une *explication* qu'elle eut avec vous, elle vous dit qu'elle n'avoit point d'entours et qu'effectivement dans ce temps-là elle n'avoit autour d'elle d'homme considérable que le maréchal de Richelieu, qui n'auroit pas demandé mieux que de se raccommo-der avec vous, et qui par les agréments de son esprit étoit plus fait que personne pour sympathiser avec ceux du vôtre.

Qu'elle n'eût pas mieux demandé que de se lier avec tous ceux que le roi honoroit de sa confiance et de ses bontés et qu'il n'y en eût eu aucun avec qui elle eût mieux voulu vivre qu'avec vous.

La riposte sur les *entours* est très juste, car c'étoit bien moins M. de Choiseul qui faisait la guerre à madame du Barry, que le trio de madame de Grammont de madame de Beauvau et de madame de Choiseul.

Et les compliments à l'adresse de M. de Choiseul sont tournés avec une grâce charmante d'autant plus méritoire que madame du Barry savoit comment son ennemi avoit traité *la réchauffée de Cythère*.

Enfin la favorite obtient du roi la grâce sollicitée. Le roi répond qu'il verra M. du Châtelet avec plaisir. C'est le neveu, Adolphe du Barry, qui est chargé d'apporter cette réponse favorable. M. du Châtelet se hâte de profiter de cette espérance de remettre sa lettre, mais le roi, tout en lui faisant personnellement un gracieux accueil, refuse d'entrer dans le fond de l'affaire.

La négociation avec M. d'Aiguillon se suit et prend une mauvaise tournure.

M. du Châtelet a de nouveau recours à madame du Barry. Dans une lettre du 13 décembre, il écrit à M. de Choiseul, p. 64 :

J'allai le mercredi matin à Trianon, au lever du roi, qui me parut fort occupé de moi et eut la bonté de me parler plus que de coutume. Comme ce n'étoit pas de vos affaires, je ris que je ne devois pas m'en tenir là et je demandai à voir madame du Barry.

Le valet de chambre à qui je m'adressai d'abord pour lui faire passer mes desirs me dit qu'elle ne lui avoit pas répondu et je pris le parti de le lui demander à elle-même dans le salon. Elle partoît pour Lucienne et eut la bonté de me recevoir, à son retour, pendant que le roi jouoit dans le salon. Vous connoissez la proximité des lieux ; nous fîmes un prompus par M. de Duras qui entra fort innocemment, mais qui se retira fort discrètement.

Je dis à madame du Barry qu'elle voyoit un homme au désespoir, que ce n'étoit pas de vos intérêts que je veux l'entretenir mais des miens, mais de mon honneur compromis, que le roi n'avoit pas daigné recevoir une simple lettre que je m'étois simplement chargé de lui remettre.

Que je croyois être un homme assez considérable dans son royaume pour qu'on ne m'empêchât pas de remplir auprès de lui une commission que lui-même m'avoit donnée.

Madame du Barry me parut *touchée* et même *effrayée* de mon état.

Elle dit que ce n'étoit pas à cause de moi que le roi n'avoit pas reçu votre lettre, mais c'est qu'il ne vouloit pas se mêler directement de cette affaire ;

Que ses intentions étoient sincères ;

Que M. d'Aiguillon n'avoit pas d'acharnement contre vous, elle encore moins ;

Que le roi à la vérité étoit mécontent de ce qui se débitoit

souvent sur Chanteloup, des propos de vos amis, qui par leur chaleur vous faisoient le plus grand tort ;

Qu'elle convenoit que j'avois raison de me plaindre d'avoir été compromis, et que si on ne vouloit pas écouter vos propositions, il eût été inutile de vous mander d'en faire sur ce qui pouvoit vous convenir (*sic*) ;

Qu'elle avoit bien vu un mémoire entre les mains du roi, que M. d'Aiguillon lui avoit envoyé la veille (c'étoit le mien) qui contenoit des demandes exorbitantes ,

Que le roi avoit répondu le matin même à M. d'Aiguillon, mais que comme je pouvois m'être aperçu qu'elle avoit fort peu vu le roi dans la journée, il ne la lui avoit pas montrée (la lettre) ;

Qu'elle le verroit ce soir ;

Qu'elle lui peindroit ma situation,

Et qu'elle pouvoit m'assurer que le roi, qui avoit lieu d'être content de moi, ne voudroit pas que je fusse mécontent ;

Qu'elle parleroit le lendemain à M. d'Aiguillon et qu'elle m'enverroit chercher après qu'elle lui auroit parlé.

M. du Châtelet reprend alors les points déjà discutés.

Les bons étoient accordés dans l'intention du roi.

La forêt étoit un acte de justice.

Il cédoit sur l'argent comptant et même la pension de madame de Choiseul.

Il se bornoit à demander *deux millions* en rescription n'en faisant qu'un, dont M. de Choiseul pourroit se faire cent mille livres de rentes viagères ou dont il pourroit s'aider pour l'acquittement de ses dettes, au lieu qu'une pension ne pourroit remplir cet objet.

Enfin il demande pour M. de Choiseul la liberté de sortir de Chanteloup et de voyager par tout le royaume hors à Paris et à la Cour.

Elle me répéta que pour la liberté il n'y falloit pas penser, mais que cela viendrait en s'y prenant doucement.

Que quant à l'arrangement que je lui proposais, quant à argent, elle n'entendoit rien en matière de finances, mais qu'elle parleroit à M. d'Aiguillon.

Qu'elle lui diroit qu'il falloit que cela fût de la manière dont je le proposais, c'est-à-dire que, de façon ou d'autre, on vous donnât de quoi vous faire 100,000 livres de rentes viagères, dans des effets dont vous pussiez vous aider si vous le préférez, pour l'amortissement d'une petite partie de vos dettes.

Je lui dis que si le roi y consentoit, j'en ferois mon affaire avec le contrôleur.

J'ajoutois que j'étois pénétré de reconnoissance, pour mon compte, des bonnes dispositions qu'elle me témoignoit, que je prenois tout cela pour moi et rien pour vous, et que je ne ferois gloire de publier partout ma reconnoissance.

Elle m'écouta, me comprit fort bien, parut même touchée de ma situation.

Elle finit par m'assurer que M. d'Aiguillon ne la gouvernoit pas, qu'elle écoutoit tout le monde et ne faisoit que ce qu'elle vouloit. Enfin elle me dit qu'elle me diroit le lendemain ce qu'elle auroit opéré.

M. du Châtelet croyait, dit-il, avoir fait des miracles. Il avait la migraine.

« Le roi, ajoute-t-il, me vit triste et changé, il me demanda ce que j'avois et parut fort occupé de moi. Madame du Barry resta enfermée avec lui depuis six jusqu'à huit heures et demie. J'augurois bien d'un si long tête-à-tête et je me flattois quelquefois d'avoir réussi. »

Le lendemain il va à Paris.

M. d'Aiguillon le fait demander pour cinq heures et lui envoie même un courrier.

Il ne s'y rend pas et écrit à quatre heures à madame

du Barry, pour la faire ressouvenir qu'elle lui avoit promis de l'envoyer chercher.

Elle fait réponse que ce seroit pendant le conseil. Nouveau motif de ne point aller chez M. d'Aiguillon avant de l'avoir vue.

Je m'étois préparé pour combattre un refus et pour casser les vitres sur M. d'Aiguillon. Point du tout, elle me dit qu'elle lui avoit parlé, qu'il s'étoit mis en colère contre elle-même, que je le connoissois.

Qu'il lui avoit dit qu'elle vouloit, en se mêlant trop avant de cette affaire, autoriser les bruits qui couroient qu'elle et lui vous avoient fait ôter les Suisses, que cela n'avoit pas de raison.

Mais enfin qu'elle l'avoit ramené et qu'elle s'étoit borné à la seule proposition raisonnable, celle de vous donner le même revenu pécuniaire que vous aviez auparavant et de vous le donner en effets dont vous pussiez payer vos dettes.

Elle m'ajouta qu'elle avoit vu la lettre du roi à M. d'Aiguillon en réponse à mon mémoire, qu'elle étoit dure et qu'elle en avoit été fâchée, qu'elle ne l'auroit pas laissé écrire si elle l'avoit su, que j'en serois peiné et qu'elle le seroit cause de cela.

Qu'elle n'avoit nulle envie de vous obliger et qu'elle croioit qu'il suffisoit qu'elle ne mit aucun acharnement contre vous, mais que je l'avois touchée, qu'elle avoit envie de me plaire et qu'elle ne feroit rien pour vous, mais tout pour moi. *qu'elle avoit eu la veille une* longue dispute avec le roi et qu'elle s'étoit mis en colère.

Il est inutile que je grossisse cette lettre de la longueur de la discussion; en définitif, elle me dit d'aller trouver M. d'Aiguillon et d'arranger avec lui la manière dont elle l'engageroit à reparler au roi devant elle et qu'elle l'approuvoit.

Je lui dis que si elle n'avoit pas entièrement convaincu

M. d'Aiguillon, je n'en viendrois pas à bout et que je reconnoissois son entêtement, que je n'aurois de ressource que de me brouiller avec lui et de lui dire son fait auparavant.

Elle me demanda en grâce de n'en rien faire, de parler sans m'échauffer avec M. d'Aiguillon, et que je verrois que tout irait bien. Qu'il falloit séparer le ministre du roi, de l'ami. Qu'elle savoit que M. d'Aiguillon m'aimoit beaucoup et seroit très fâché de m'aliéner de lui, qu'elle me demandoit en grâce de ne rien précipiter à cet égard et de s'en rapporter au désir qu'elle avoit de m'obliger.

Je lui dis que je n'en doutois pas, mais que je n'avois pas la même obligation à M. d'Aiguillon qui ne me pardonneroit pas même d'avoir su l'intéresser un moment en faveur de mon sentiment et de mon honnêteté.

Je lui rappelai que si elle ne m'aidoit pas encore puissamment contre lui, mes efforts seroient vains, que cependant je me contieudrois pour lui plaire, par reconnaissance et par égard pour elle, mais que ce seroit la dernière fois.

Je la quittai et fis chez moi attendre la fin du conseil qui devoit être à huit heures.

J'attendis jusqu'à près de neuf heures et demie qu'on m'avertit que M. d'Aiguillon étoit rentré. Il étoit avec le roi chez madame du Barry. Les gens qui y étoient prétendent qu'il y avoit de l'humeur entre elle et M. d'Aiguillon, que le roi eut une conversation assez courte, mais fort vive et que madame du Barry en partit de fort mauvaise humeur.

Je me fais peut être beaucoup d'honneur de croire que cela vous regardât et moi aussi, cela est possible, cependant je n'en fus pas plus avancé en voyant M. d'Aiguillon.

Le duc d'Aiguillon exhibe à M. du Châtelet la lettre du roi, ainsi conçue :

Mon cousin, vous auriez pu vous dispenser de m'envoyer le mémoire de M. de Choiseul, que vous a remis M. du Châtelet. Je vous ai déjà expliqué mes intentions qui ne chan-

geront point. M. de Praslin étoit dans un cas différent de M. de Choiseul et de plus très malade. Il est bien heureux que je l'aie envoyé à Chanteloup et je ne veux pas lui permettre d'en sortir. Je consens cependant, par bonté, à lui accorder 200,000 livres de gratification sur sa charge, reversibles sur la tête de madame de Choiseul, au cas qu'elle lui survive. Voilà ma détermination ; finissons et n'en parlons plus.

Pendant ce temps, M. de Choiseul, averti que sa charge est destinée à un *filz de France*, envoie sa démission pure et simple, s'en remettant au roi pour la fixation des dédommagements qu'il voudra lui accorder.

M. du Châtelet comprend très bien qu'au point où en étaient les choses, c'étoit le seul coup à tenter et qu'en paraissant s'en remettre à la générosité du roi, on le désarmait et on le mettait sur une voie de conciliation plus large ¹. Il applaudit donc à la résolution de son ami, disant qu'il a embrassé deux fois avec transport Bertin, le courrier qui lui apportait cette bonne nouvelle. Il continue (5^e lettre, p. 96, du 14 déc.) :

Nous verrons demain ce que cet événement apportera de changement aux dispositions et s'il nous procurera quelque jour favorable. Cela devoit être et cela seroit sans M. d'Aiguillon. Je crois madame du Barry de bonne foi, mais faible et subjuguée. Cette femme n'étoit pas faite pour connoître l'excès de la haine ; elle écoute bien, comprend bien ce qu'on lui dit, mais vous sentez qu'il m'est aisé de voir ce qui vient d'elle, de ce qui lui est soufflé.

« P. 96. — En donnant votre démission pure et simple, vous vous êtes délaissée la possibilité de rien demander, de rien refuser moi, ~~mais~~ que dans l'intervalle, je vais me mettre en quatre pour obtenir quelque augmentation, et je ne suis pas sans quelque espoir. Ce seroit une chose bien douce pour mon sentiment pour vous et pour ma haine contre M. d'Aiguillon. »

Sixième lettre :

J'arrive de Versailles, et pour cette fois avec les honneurs de la guerre. Le roi a votre lettre.

(Notez qu'il n'y a pas un mot pour madame du Barry).

M. du Châtelet apprend à M. de Choiseul qu'il a écrit au Roi une lettre dont il lui envoie copie.

Je la crois bien : elle vous excuse sur tous les points, elle dit quelque chose d'assez fort en ce qui me regarde, qui pourra peut-être faire quelque impression sur M. d'Aiguillon, si le roi la lui remet ou qu'il en ait connoissance par madame du Barry, ce qui ne peut manquer.

Puis il lui suggère une réponse que lui M. de Choiseul, devra lui envoyer et dans laquelle il dira qu'il s'en remet aux bontés du roi.

Dici à votre réponse nous allons travailler sur nouveaux frais.

J'ai déjà écrit pour avoir demain un nouveau rendez-vous avec madame du Barry, et si elle me propose encore M. d'Aiguillon, je ne l'accepterai qu'autant que ce sera en sa présence, et je lui dirai certainement en attendant de bonnes choses.

J'ai été trop content du moins des paroles de madame du Barry, pour ne pas lui en faire honneur et pour ne pas publier que sans l'ascendant extraordinaire que M. d'Aiguillon a pris sur elle, et dont il a abusé pour assouvir ses vengeances, je me serois tiré très honorablement d'une besogne qui intéressoit également mon cœur et ma délicatesse et où sa barbare méchanceté m'a entraîné.

La se termine la Correspondance échangée entre

M. du Châtelet et M. de Choiseul; mais Besenval, qui était toujours à Chanteloup, continue en ces termes :

Quelques jours s'écoulaient, M. de Choiseul les met à profit pour entasser fautes sur fautes, notamment pour écrire par la poste une lettre destinée à passer sous les yeux du roi et propre à l'exaspérer. M. du Châtelet croit que tout étoit perdu (p. 48). Il s'adresse, en désespoir de cause, à madame du Barry, dans le salon de Choisy, celle-ci se retourne du côté de M. d'Aiguillon et dit à haute voix : « *Il faut bien que cela soit comme cela.* » Puis elle engage une conversation animée avec le roi et M. d'Aiguillon et le roi leur dit en se mettant au jeu : « *soixante mille livres de pension et cent mille tout argent comptant.* » Peu de temps après, M. d'Aiguillon fait part de cette décision à M. du Châtelet en ajoutant que sur les 60,000 livres, 50,000 étaient reversibles à madame de Choiseul.

M. du Châtelet fut bien soulagé en apprenant cette nouvelle à laquelle il ne s'attendait point du tout.

Il chercha et trouva l'occasion de remercier madame du Barry, elle lui dit que, d'après la façon dont M. de Choiseul avoit donné sa démission, le roi s'étoit déterminé de lui-même à lui accorder cette augmentation. (Besenval, t. II, p. 50.)

M. de Choiseul ajoute :

Ces dédommagements étoient plus forts que ceux que je demandois et surtout que ceux que j'espérois.

Voici maintenant le remerciement :

Ni moi, ni madame de Choiseul ne fîmes de remerciemens. L'injustice et surtout la manière dure que l'on avoit employée nous dispensoient de la reconnaissance.

Je n'ai commencé que de ce moment à être vraiment l'ennemi personnel de M. d'Aiguillon, et la conduite du roi à mon égard acheva l'opinion que j'avois de lui et le dégoût que sa faiblesse cruelle m'inspirent.

Si M. de Choiseul n'attribuait ce résultat inattendu ni au roi, ni à M. d'Aiguillon, à qui donc le devait-il ?

Les lettres de M. du Châtelet font la réponse.

C'est à madame du Barry seule qu'il en était redevable, puisque ce dernier se faisait gloire de publier partout sa reconnaissance.

M. de Choiseul a dû à madame du Barry l'énorme indemnité qui lui était accordée malgré sa disgrâce.

Il l'a su par les lettres de M. du Châtelet, son ami.

Il n'en a pas moins accepté la pension, et la somme, il l'a encaissée au plus vite ¹.

Et c'est après avoir reçu l'argent qu'il a persisté à injurier celle dont il tenait le service.

Il a fait imprimer dans son cabinet et sous ses yeux, qu'elle n'était qu'une.... Nous ne répéterons pas les mots grossiers dont il a sali sa page.

En quoi il a manqué à la reconnaissance, à sa propre dignité, et prouvé qu'il y a quelque chose de plus méprisable qu'une courtisane, c'est un courtisan.

Quant à madame du Barry, sa réhabilitation nous

1. Bords du roy. 22 décembre 1771, au porteur, exercice 1771, 300,000 livres. M. de Choiseul.

M. le duc de Choiseul ayant donné sa démission de colonel général des Suisses et Grisons, et Votre Majesté voulant lui accorder, outre la pension qu'elle lui a donnée sur les émoluments de la dite charge, une somme de 300,000 livres une fois payée, elle est suppliée de permettre que l'ordonnance en soit expédiée

De la main du roy :

BON.

paraît écrite à chaque ligne de cette correspondance. Il n'est plus permis de la juger par les anecdotes banales qui traînent partout et ne sont prouvées nul part.

Au milieu de cette longue négociation entre des hommes irrités et passionnés, en face d'un adversaire redoutable et d'un auxiliaire qui ne l'est pas moins, elle reste calme, sensée, modeste et elle conquiert la probation de tout juge qui voudra se prononcer avec impartialité.

Telle fut l'appréciation de l'opinion publique, même du parti opposé à la favorite.

On lit dans les *Anecdotes*, p. 247 :

•

L'année 1772 s'ouvrit d'une façon glorieuse pour madame la comtesse du Barry. Le sort de M. de Choiseul, qui étoit resté jusque-là suspendu pour les récompenses pécuniaires que le roi lui donneroit, fut décidé en sa faveur d'une façon magnifique et l'on en fit honneur à la générosité de la favorite. On la célébra dans la pièce suivante :

VERS A MADAME LA COMTESSE DU BARRY.

qui a sollicité elle-même une pension pour M. le duc de Choiseul

Chacun doutoit en vous voyant si belle,
Si vous étiez ou femme ou Déesse,
Mais c'est trop sûr : votre rare bonté
N'est pas l'effort d'une simple Mortelle,
Quoi qu'ait écrit jadis en certain lieu
Un Roi prophète en sa sainte demeure,
Quoi qu'un poète en ait dit, la vengeance
N'est que d'un homme et le pardon d'un Dieu.

il trouva plus de douceur et de facilité. Il obtint cent francs de plus, ce qui en fit trois cents, et dix mille de plus pour la pension, ce qui en fit soixante, et tous ces cinquante reversibles à la grand'maman (p. 207).

CHAPITRE X

(1770-1772)

LE NOUVEAU PAVILLON DE LOUVECIENNES

La construction du nouveau pavillon de Louveciennes commença vers le 15 décembre 1770 et finit en janvier 1772, elle dura plus d'une année et fut conduite par l'architecte Ledoux. On voit que les novellistes qui prétendent que l'édifice fut achevé en trois mois se sont étrangement trompés. Il est donc faux que madame du Barry l'ait fait récompenser de la célérité extraordinaire qu'il aurait mise dans l'exécution de ces travaux par une place à l'Académie¹.

Ce pavillon se composait d'un rez-de-chaussée simple, en pierre de Saint-Leu, surmonté d'une terrasse à l'italienne, qu'entourait une balustrade. C'est bien là ce qui constituait ce qu'on a appelé un *Belvédère*. Sa hauteur était d'environ 20 à 25 pieds, sa largeur d'autant, cinq croisées de face et trois de côté éclairaient l'édifice ; ces fenêtres n'avaient pas moins de 12 pieds d'élévation.

On accédait au pavillon par un perron de sept à huit

1. Ce qui a fait surtout la gloire et l'agrément de Louveciennes est un pavillon construit en trois mois sur les dessins de Ledoux, pour la fameuse madame du Barry. (J. Delort, *Mes voyages aux environs de Paris*, tome II, p. 250.)

arches, donnant sous un portique formé par quatre colonnes ioniques cannelées dont deux sont engagées dans la muraille. Le fond du péristyle est demi-circulaire et surmonté d'une petite coupole très finement ornée d'ornements. Le haut du fronton est décoré par un bas-relief en talc représentant des enfants jouant avec un bouc. Cette bacchanale est due au ciseau de Lecomte, sculpteur du roi et membre de l'Académie de peinture et sculpture ; nous possédons et nous reproduisons le mémoire original ¹.

À l'intérieur, il y avait à l'entrée un vestibule fort étendu, servant de salle à manger avec des tribunes à chaque extrémité pour les musiciens qui exécutaient des morceaux pendant les collations du roi.

Le vestibule était revêtu de marbre gris et orné de pilastres avec des chapiteaux corinthiens rehaussés de statues et de frises en bronze doré. Entre les pilastres étaient placés quatre groupes de femmes, tenant des cornues d'abondance, exécutées par Pajou et Lecomte.

ÉTAT d'ouvrage de sculpture fait au pavillon de Luciennes le 771, pour madame la comtesse du Barry, par Lecomte, sculpteur du roi, membre de son Académie royale de peinture et sculpture, savoir :

Un bas-relief en talc représentant un baccanal d'enfants, de forme plus grande que nature et de forme circulaire, long de 22 pieds sur 4 de haut, tant pour avoir fait le petit modèle pour l'avoir exécuté de la grandeur ci-dessus énoncée, l'avoir mouler et jeter en talc, puis transporter à Luciennes, placer et éparer sur le lieu, pour la somme de quatorze cents livres. Créé le présent état à la somme de 960 livres.

Fontainebleau, ce 23 octobre 1772. Signé : LEBLOUX.

Et plus bas :

Je reconnais avoir reçu de madame la comtesse du Barry la somme de 960 livres, pour solde du contenu en l'état d'autre, suivant le règlement de M. Le Doux, architecte y énoncé, à quittance.

Versailles, le 23 janvier 1774.

Signé : LECOMTE.

Au-dessus et autour de la salle régnait une frise de figures qui se poursuivaient autour d'un portrait au-dessus de la porte donnant entrée dans la salle représentant un personnage décoré d'un grand ruban, probablement le roi.

Au fond du vestibule, on aperçoit les armes de Madame du Barry et celles de Jeanne Vaubernier, accolées face à face et en pendant, un tableau qui représente des blasons de diverse nature, non héraldiques.

Derrière le vestibule s'ouvrait le grand salon donnant à droite dans un salon dit en cul-de-fauteuil, à gauche dans une troisième salle appelée le salon ovale. Il n'y avait pas de chambre à coucher¹, il y avait seulement un réchauffoir d'un côté et de l'autre une garde-robes en marbre.

Dans le grand salon carré, les dessus de cheminée étaient, au rapport de Dulaure², peints par Fragonard. Ce salon, suivant le même auteur, était richement

1. MM. de Goncourt ont cru que les armes de madame du Barry étaient mariées à celles du roi. Ils se sont trompés. Elles se distinguent très nettement dans l'aquarelle de Moreau, la même que nous allons bientôt parler, l'écu de madame du Barry, d'azur, à trois jumelles de gueules à dextre ; les armoiries de Jeanne Vaubernier n'y sont représentées que par un écu, à une main et deux roses. Très certainement il n'y a ni couronne, ni rien qui ressemble à une couronne royale. C'est une erreur dans laquelle est tombé M. Poulet-Malassis en rapportant les armes de France accolées aux armes de Louis XV a bien pu dégrader sa personne, son blason.

2. *Anecdotes*, p. 271 :

L'intérieur est composé d'un vestibule servant de passage, d'un salon, de deux salons de côté ; IL N'Y A POINT DE CHAMBRE À COUCHER.

3. *Nouvelle description des environs de Paris*, par J. A. L'abbé de la Harpe, 1787. Paris, Lejay.

core, mais le plus bel ornement était, au dire de madame Vigie-Lebrun, la superbe vue dont on jouissait de cette pièce.

Le plafond du salon de droite était de Restout¹, il représentait simplement un ciel décoré de nuages. C'est ce que les anecdotes appellent *un ciel vague*.

Les dessus de portes étaient de Drouais. On y admirait quatre grands et beaux tableaux de Vien, représentant les progrès de l'amour dans le cœur des jeunes filles.

On y voyait aussi deux petites figures de marbre, sculptées par Vassé²; l'une représentant l'Amour, l'autre, la Fourberie, un masque à la main.

Le plafond du troisième salon, peint par Briard, représentait les plaisirs de la campagne avec cette devise latine : *Ruris amor*.

Dulaure continue ainsi :

Rien n'est plus riche, rien n'est plus recherché que les meubles et les ornements de l'intérieur, les tables, les feux, les chambranles de cheminée, les serrures, les espagnolettes, etc., tout est d'un fini précieux, d'une délicatesse excessive.

Puis l'auteur blâme, comme étant de mauvais goût,

1. On lit dans les comptes de madame du Barry la mention suivante :

Le sieur Restout, peintre,

Pour un plafond, prix convenu. 420 livres

A Paris, le 12 février 1772.

Avoir fait un plafond de ciel orné de nuages, dans le pavillon d'un salon à main droite.

Signé : RESTOUT.

14 mai 1772.

2. On trouve dans le même compte :

Figure de marbre blanc, de quatre pieds. 7,500 livres.

Vassé, sculpteur.

l'excès de cette richesse et de cette élégance, ajoute-t-il, le luxe, la mode le veulent ainsi, » et répond : « Le vrai beau est indépendant des modes et du luxe. Les artistes doivent diriger l'un et l'autre, et pas s'y soumettre. »

En sortant de ce galant pavillon, dit-il encore, on voit deux figures en marbre, élevées sur des piédestaux, deux chefs-d'œuvre de M. Allegrain.

Une de ces figures représente Diane surprise par Actéon. Il est difficile d'exprimer toutes les beautés du dessin et l'exécution de cette statue. En la voyant dans le atelier de l'artiste, l'enthousiasme d'un poète a produit les vers suivants :

Sous ce marbre imposteur, toi, que Diane attire
Crains le sort d'Actéon : tu vois qu'elle respire,

Ce poète est un M. Guischard.

La tête de cette Diane reproduit très visiblement les traits de madame du Barry. C'est ce qu'exprime la fin, *tu vois qu'elle respire*. Allusion à la blancheur qui faisait vivre dans ce marbre la figure favorite.

L'autre figure, qui lui sert de pendant, offre une belle fontaine sortant de l'eau ; rien n'est plus charmant que ses détails, rien n'est plus moëlleux que l'exécution, les chairs sont si vraies et l'attitude est ingénieuse ¹.

1. Cependant les Mémoires dits de Bachaumont avaient parlé en ces termes de cette statue, lors de l'exposition :

« Entre les morceaux de sculpture d'une très grande dimension on distingue au Salon une figure *en marbre* représentant une baigneuse, de M. Allegrain ; elle a 5 pieds 10 pouces de hauteur, elle est pour le roi et doit être placée à Choisy. La grande machine empêche qu'on ait pu la voir au Salon et

ères.

l'usage alors; les boiseries des grands appartements de Versailles cachent des *obscena* dans les fentes de leurs bordures. Il n'en était pas ainsi à Paris; nous avons sous les yeux le devis desseins de modèles de Gouttières, en 60 pages in-folio. Ce livre, par un motif lubrique, tout se borne à des enroulements de cœurs enflammés, branches de myrte tordues, fleurs de lys. Nous donnerons au reste des extraits de cette pièce qui peut être intéressante et nous la déposerons, après avoir fini notre travail, à la Bibliothèque de Versailles. Quant aux peintures, on trouve dans le catalogue des tableaux appartenant à madame du Maine la mention suivante :

Palimbourg. — Une femme NUE.

— Ce tableau est couvert d'un rideau de taffetas

Il est signé Montvallier et Colet, il est daté de

livres, des tableaux, des sculptures obscènes, parce qu'elle vivait dans un état condamné par la morale, et précisément à cause de cela, elle tenait à ce que les apparences fussent respectées dans sa demeure. Ce contraste s'est vu bien des fois chez les femmes galantes.

On voit maintenant la différence qu'il y avait entre le château de Louveciennes et le pavillon du jardin.

Le château n'était que la maison de M. de Ville agrandie, ornée, accommodée à l'usage des personnes princières auxquels elle avait été concédée en usufruit.

Le pavillon était un belvédère construit de fond en comble par madame du Barry, sous la direction de son architecte Ledoux.

Voici l'intitulé de son mémoire :

Le bâtiment de Louveciennes dont j'ai fait les ouvrages fait les dessins en grand, conduit les modelz (sic) et l'exécution, les voyages et les mémoires, montent ensemble à somme de deux cent vingt mille livres, qu'on peut justifier par les mémoires que j'ai réglés et que tout est à la connaissance de Montvalher et de madame la comtesse, cy 220,000

Au crayon et en marge :

R. à 173,000

D'autre part on voit qu'il est réclamé un supplément de 49,922 livres.

Et maintenant le règlement des honoraires est conçu de la manière suivante :

Nous soussigné, Architecte du Roy, de son Académie d'Architecture, après l'examen circonstancié des articles du mémoire cy-dessus, des règlements en général cy-mentionnés ;

us estimons qu'il peut être alloué pour tous hon-
 naires, à M. Ledoux, la somme de cinquante-cinq
 livres, pour tous les ouvrages, dessins, conduites,
 de voyage, règlements de mémoires qu'il a
 chez madame la comtesse du Barry.

Paris, ce 24 septembre 1773.

Constant d'Ivry.

demandait 81,000 livres.

Les personnes qui voudraient plus de détails les
 trouveront à la Bibliothèque nationale. Manuscrits,
 n.°, 8138.

2 septembre 1771

Madame la comtesse du Barry a donné une fête au roy,
 à Louveciennes, dans laquelle est entrée la *Chasse*
 et IV, drame de Collé, joué avec tant de succès partout
 avec un intérêt si tendre qu'il fait regretter qu'il n'ait
 été représenté à Paris sur le Théâtre français.

Le Louvre possède dans sa collection un dessin de
 au le Jeune, exécuté à l'aquarelle et à la plume et
 représentant une fête donnée à Louveciennes le 27 dé-
 cembre 1771.

Bachaumont, ni Pidansat de Mayrobert, ni les
 écrivains à la main du temps ne parlent de
 fête.

Le duc de Choiseul le Jeune avait dessiné avec succès l'année
 précédente les fêtes du mariage du Dauphin, il avait
 nommé dessinateur des Menus-Plaisirs du roi, il
 était donc là dans l'exercice de ses fonctions officielles.
 Cette fête devait être offerte à Louis XV par madame
 du Barry, probablement pour l'inauguration du pavil-

lon qui venait d'être achevé. L'aquarelle de Moreau a été décrite avec une rigoureuse exactitude par M. de Reiset dans les livrets du Louvre ¹, et par MM. de Goncourt ², avec le coloris étincelant qui leur appartient. Nous l'examinerons, nous, au point de vue historique.

On est dans la grande salle à manger du pavillon, reconnaissable à ses tribunes aux quatre groupes de femmes de Lecomte et Pajou, seulement on voit que les cornes d'abondance qu'elles portent sont utilisées pour servir de torchères ³. En haut, un plafond olympien dont les figures font songer au salon d'Hercule de Versailles; en bas, un parvis quadrillé en marbre blanc et noir; une clarté éblouissante, rendue par le peintre avec un art merveilleux, est répandue dans toute la salle. Les lustres de Gouttières flamboient comme les lumières dans un tableau de Schalken, tout respire un air de fête.

Le roi mange chez madame du Barry; une vingtaine de personnes sont du souper: grandes dames et cordons bleus; le milieu de la table est orné de trois surtouts à colonnes torses et à baldaquins dorés; celui du centre surpasse les deux autres en hauteur. Cette disposition est reproduite dans le banquet de l'Hôtel-de-Ville donné pour la naissance du Dauphin.

Autour de la table circule la foule des laquais, ils portent des plats ou servent les convives; certains d'entre eux paraissent être des gardes Suisses, on ne s'expliquerait pas autrement qu'ils eussent leur tricorne

1. Dessins, p. 378.

2. *Maitresses de Louis XV*, vol. II, p. 200.

3. Telle était effectivement leur destination, d'après les *Mémoires de Gouttières*.

ête et l'épée au côté; ils ont d'ailleurs l'uniformité de l'ordonnance, habit rouge, parements bleus, repassepoils blancs¹. Un personnage qui a une main à la main semble les commander; un autre, lement Morin, ne portant pas l'uniforme militaire dirige les mouvements des valets de la maison. On paraît avoir ses servants particuliers, attente sa chaise. Il ne parle à personne, il est grave au milieu de cette atmosphère de joie, sa tête appuyée nonchalamment sur la table, près de cette, son regard est morne, sa physionomie est celle d'un homme ennuyé.

droite est madame du Barry, parfaitement ressemblable. On dirait que Moreau a copié ou s'est inspiré du buste de Pajou; elle a une robe blanche ou rose. On distingue ses pendants d'oreilles, le collier pend sur sa poitrine nue et opulente.

À gauche, à une certaine distance, est un grand homme à cordons bleus. Nous croyons reconnaître en lui le maréchal de Richelieu, si l'on juge de sa ressemblance par sa statuette exposée au Louvre et le portrait dans la bibliothèque de l'Arsenal. Sa voisine serait, soit une pure supposition de notre part, la maréchale

de Suisse, Montigny Uniformes militaires

me. — Rouge écarlate, parements, revers et collet bleu doublure, veste, casquette et guêtres blanches avec liseré de fil blanc, col rouge, poches en travers, petits brandebourgs en travers, trois grands brandebourgs au-dessous de deux boutons de parement, deux derrière et deux sur chaque poche, boutons au revers et gros boutons au-dessous des revers parements et sur les guêtres.

La corde d'un bord de fil blanc garni de gros boutons qui ont les rangs et compagnies blanches et unis sur l'autre bord. *Uniformes militaires*, (L'ouvrage de Vas de Vas de Louis XV, garni de boutons représentant ces uniformes.)

de Mirepoix ; elle se détourne, met quelque chose, apparemment des dragées, dans la main de Zamor. Ce dernier est reconnaissable à son visage de moricaud, à sa taille, à son costume ; il est coiffé d'une toque blanche à plumes, il a un habit rose, des bottines noires montantes, il n'y a rien dans son costume qui rappelle la prétendue dignité de gouverneur de Louveciennes dont on l'a affublé. Un autre personnage qui porte la livrée de madame du Barry attire l'attention par l'importance avec laquelle il tient dans ses bras une jolie levrette, probablement celle de la maîtresse du lieu.

Peut-être est-ce là ce qui attire les regards de madame du Barry ? On voit un de ses serviteurs s'approcher d'elle avec empressement, une assiette d'une main et sa serviette de l'autre, il semble lui parler à l'oreille et lui signaler quelque grave incident de service ; est-ce l'arrivée de la petite chienne au dessert ou la gourmandise de Zamor, qui se cache ? Madame du Barry écoute attentivement et paraît chercher quelque chose des yeux.

Un groupe composé de convives et de curieux debout admire un plat monté, qui est servi à l'un des bouts de table, peut-être un des chefs-d'œuvre d'office réussi par Salanave, l'un des futurs bourreaux de madame du Barry. Le côté, en retour à droite, échappe à toute analyse, par la proportion microscopique de ses figures.

Ce n'est pas une orgie, c'est un grand couvert d'usage régulièrement servi, dans toutes les règles de l'étiquette. Le couple morganatique se donne en spectacle avec un sans-façon qui nous apprend bien ce qu'est une maîtresse déclarée.

Le tout est transcrit au naturel, en dit plus contr

la favorite que toutes les déclamations frelatées des *Anecdotes*, mais elle explique leur long succès, leur retentissement qui dure encore, que rien ne pourra détruire, c'est la royauté prise en flagrant delit de faiblesse sénile, et posant devant le crayon de l'artiste. Ce résultat était à coup sûr involontaire, car Moreau, nommé tout récemment dessinateur des Menus-Plaisirs, ne pouvait penser à une satire, il ne songeait à coup sûr qu'à mériter son titre et son dessin était probablement destiné à la gravure, preuve nouvelle de l'absence complète de sens moral, de la dégradation à laquelle on était parvenu.

Cependant ce dernier couronnement manqua au scandale : le dessin de Moreau ne fut pas rendu public par la gravure ; c'est, dit M. de Reiset, un des plus charmants que l'on connaisse de cet artiste, on ne saurait voir un repas plus brillant et mieux représenté. Plastiquement, oui, cela est incontestable. Mais ne peut-on pas reprocher ici à Moreau, avec les critiques les plus autorisés¹, de manquer d'invention, de souffle créateur ? Tout ce qui est lumières, décors, costumes est merveilleux, mais la vie qui devrait animer tous ces personnages est absente, Louis XV a l'air hébété, madame du Barry semble lui tourner le dos, l'épisode de Zamor n'est qu'un agréable enfantillage, et le groupe d'invités en admiration devant un surtout est vide de sens ; une page qui, avec de la verve, pouvait égaler le festin de Trimalcion, devient un simple banquet de marionnettes, chef-d'œuvre d'art et de difficulté vaincue, mais vaincue en pure perte, puisque l'artiste atteint un résultat contraire à celui qu'il poursuivait : il

¹ Renouvier. — *L'art pendant la Révolution*.

cependant on représente toujours M. d'Aiguillon c
l'ami, presque l'amant de madame du Barry, et
peu comme le familier habituel de Louvecienne:
absence ici est remarquable.

CHAPITRE XI.

(1772)

CORRESPONDANCE DE M. DE CREUTZ.

LE FERMIER ET LES CHIENS. — DROITS DIVERS.

LA MÈRE DE MADAME DU BARRY A SAINTE-ÉLISABETH.

BREF DU PAPE. — ÉLECTION A L'ACADÉMIE.

D'après une dépêche du comte de Creutz, ambassadeur de Suède, à son souverain Gustave III, l'année 1772 se serait ouverte par une faveur inespérée pour madame du Barry. Madame la Dauphine lui aurait adressé la parole le premier jour de l'an !

Pour le roi, dit-il, cette jeune cour est parfaite (il parle de la cour du Dauphin et de la Dauphine), sans faire de politesses marquées à madame du Barry, elle ne lui donne aucun sujet de plainte. Madame la Dauphine lui a parlé pour la première fois au premier jour de l'an 1772, ce dont la comtesse et son parti ont été tout glorieux. (Geffroy, 1^{er} vol., p. 215.)

Il cite la lettre de M. de Creutz sans indiquer de date.

M. le comte de Creutz n'avait jeté qu'un mot en passant. M. de Mercy trace tout un tableau de cet incident memorable; les détails en sont curieux et instructifs. On voit quelles étaient les difficultés et les misères de

la situation. Il fallait aller remplir ses devoirs de nouvelle année auprès de madame la Dauphine. Telle était la stricte obligation de madame du Barry; mais elle avait à tenir compte de l'antipathie violente de Mesdames contre la favorite et du ressentiment du parti Choiseul auquel Marie-Antoinette était asservie. Tels étaient les écueils au milieu desquels on était obligé de naviguer, et pour atteindre quel résultat !

Il est d'usage que toutes les femmes présentées vont, ce jour-là (le 1^{er} janvier), faire leur cour à la famille royale. Je fus informé que la comtesse du Barry se disposait à remplir le même devoir, et, la veille du nouvel an, je me procurai chez madame la Dauphine une audience dans laquelle j'employai tous les moyens imaginables pour persuader S. A. R. de ne point traiter mal la favorite. Ce ne fut pas sans grande peine que j'obtins une promesse à cet égard. L'essentiel était que Mesdames ne fussent pas consultées, et c'est ce qui arriva, heureusement.

Dans la matinée du lendemain, la comtesse du Barry parut chez madame l'archiduchesse; elle y était venue avec la duchesse d'Aiguillon et la maréchale de Mirepoix. Madame la Dauphine adressa d'abord la parole à la première; passant ensuite devant la favorite et la regardant sans gêne et affectation, *elle lui dit* : « Il y a bien du monde à Versailles. Après quoi S. A. R. parla tout de suite à la maréchale de Mirepoix.

M'étant rendu au diner de madame l'archiduchesse, lorsqu'elle fut sortie de table elle me fit entrer et me dit : « J'ai suivi vos conseils. Voilà M. le Dauphin qui rendra témoignage de ma conduite. » Ce prince se mit à sourire, mais en ne disant mot. Alors madame l'archiduchesse me conta elle-même ce qui s'était passé, et elle finit en disant : « J'ai parlé une fois, mais je suis bien décidée à en rester là, car cette femme n'entendra plus le son de ma voix.

Longs commentaires de Mercy.

Si la contenance que madame la Dauphine a tenue le premier jour de l'an vis-à-vis de la favorite obtient l'approbation de V. M., et qu'elle daigne la faire connaître à S. A. R., je crois que cela produira un très bon effet pour l'avenir. Au reste, je puis assurer très positivement à V. M. qu'il n'y a aucun danger que madame l'archiduchesse aille trop loin dans le traitement favorable à faire à la comtesse du Barry, et qu'au contraire S. A. R. aura toujours plus besoin d'être excitée que d'être arrêtée sur cet article.

La circonstance que je viens de rapporter a produit tout le bon effet que je m'en étais promis. Dès le même soir de la nouvelle année, le roi accueillit madame la Dauphine avec des démonstrations de tendresse plus marquées que de coutume, et on chanta les louanges de S. A. R. chez le duc d'Angillon et chez tous ceux qui tiennent à ce parti.

Mesdames en firent des reproches à madame la Dauphine. La comtesse de Narbonne s'exalta en propos et je vis le moment où S. A. R. était presque au repentir de ce qui s'était passé.

Dans une autre lettre, datée du même jour 23 janvier, Mercy revient encore sur la nécessité d'*endormir la favorite*. (I, p. 268.)

MARIE-ANTOINETTE A MARIE-THÉRÈSE.

21 janvier 1772

Je me suis bien trompée sur ce que je vous ai mandé sur le comte de Provence : il s'est beaucoup deshonoré dans l'affaire de madame de Brancas¹.

¹ *Note des éditeurs.* — Madame de Brancas avait été renvoyée du service de la comtesse de Provence pour avoir offensé madame du Barry. Mercy à Marie-Thérèse.

Cette action (la tentative du comte de Provence pour avoir la charge de colonel général des Suisses à la place de M. de Choiseul), jointe à celle du renvoi de la duchesse de Bracciano et nombre d'autres petites circonstances faisant connaître de plus en plus que le comte de Provence est entièrement livré au parti de la favorite, il en est résulté dans la famille royale une scission dont les suites pourraient devenir très fâcheuses.

Une autre dépêche du comte de Creutz au roi de Suède, du commencement de janvier 1772, indique les moyens d'obtenir du roi de France les subsides promis. M. d'Aiguillon alléguait que l'argent manquait absolument; il paraît qu'il ne manquait pas moins à Stockholm. M. de Creutz écrit donc :

Dans cette terrible position, voici les expédients que je propose à V. M. C'est en renvoyant le courrier : 1° d'écrire une lettre très touchante au roi, *une très flatteuse à madame du Barry*, et une pleine de confiance et d'amitié à M. le duc d'Aiguillon : cela est de la dernière nécessité...

Il paraît que Gustave eut égard à la recommandation de M. de Creutz et qu'il expédia sans délai la lettre touchante, la lettre flatteuse et la lettre amicale à leur adresses respectives, car M. de Creutz mande, dès le 16 janvier, que les lettres écrites par Gustave ont produit l'effet désirable; il en est tout joyeux : « La dame qui a la confiance du roi » prend l'intérêt le plus vif tout ce qui intéresse le roi de Suède : « Elle m'en parle sans cesse, dit-il, et m'a chargé d'exprimer ses vœux à V. M. »

Madame du Barry est là dans son rôle constant d'intermédiaire auprès du roi de France. Elle ne pouva-

ne s'enorgueillir de servir de trait d'union entre deux royaumes, puisque l'un d'eux descendait jusqu'à la mendicité pour mendier son intercession. Encore si le duc de Gustave avait été noble, s'il avait eu besoin d'argent pour poursuivre une généreuse entreprise ! mais il ne voulait qu'une chose : se procurer les moyens de faire son coup d'Etat, c'est-à-dire préparer par la ruse ce qu'il devait exécuter par la force !

Il court une fable politique ayant pour titre : *le Fermier et les Chiens*.

LE FERMIER ET LES CHIENS.

Un gros fermier qu'on appeloit Martin,
 Riche en troupeaux, de commerce facile,
 Près de Paris avoit son domicile :
 Plus que de droit le sexe féminin
 Le gouvernoit et quelquefois le vin ;

 Douze grands chiens¹ des méchans la terreur,
 De la maison gardoient les avenues.
 Heureux cent fois le maître
 Qui réunit pour garder la maison
 Des surveillans d'une étoffe pareille.
 Ils sont braillards, mais toujours la raison
 Conduit leurs dents et dirige leur veille.

 On fit un jour ce que la calomnie
 A de plus de noir, ce que peut inventer
 L'âme aux forfaits la plus déterminée.

Les douze Parlements.

Ce n'est pas tout : une prostituée
 Dont le fermier adoroit les appas,
 Qui l'endormoit tous les soirs dans ses bras
 Se mit de la partie.
 Il immole les chiens à sa vengeance.

Mal en advint au bonhomme Martin.
 On fit entrer un soir un assassin
 Qui ne trouvant ni dieu ni sentinelle,
 Le poignarda dans les bras de sa belle.

(*Mémoires secrets*, 26 janvier 1772.)

L'auteur des *Anecdotes* rapporte à cette date de janvier 1772 une foule de rumeurs sur madame du Barry. Le roi veut lui donner une toilette et une vaisselle d'or massif; il va la faire duchesse de Roquelaure; les receveurs généraux des finances viennent au début de l'année complimenter la comtesse; elle les exhorte à continuer de servir avec zèle, et leur promet ses bonnes grâces pour l'avantage et la satisfaction de la compagnie. Bordeu, son médecin, est nommé à la place de premier médecin, son neveu est promu à la dignité de grand écuyer. Malheureusement, au bout de cette longue énumération, Pidansat de Mayrobert est obligé de convenir « que tout cela n'eut pas lieu, » alors il aurait été beaucoup plus simple de se taire. De toutes les anecdotes, celle qui a fait le plus de bruit et la seule dont nous voulions parler, c'est l'histoire de la toilette d'or. L'usage d'objets mobiliers en or était un attribut en quelque sorte royal ¹. Le roi était servi en meub

1. Ainsi lors de la pose de la première pierre de l'église de Choisy, on prépare pour Louis XV une *auge dorée* magnifiquement, une *truëlle de vermeil*, un marteau assorti, etc.

de nature. On trouve dans les inventaires de la
une quantité de bénitiers, enciers, hochets
es ustensiles moins nobles de cette nature. On
clament en 1729 une toilette composée de
six pièces ciselées en plein de fleurs, feuilles et
ents ayant les armes du roi en relief. Il en est de
de la vaisselle d'or pour le service ordinaire des
tables et chambre du roi et pour les extraordi-
(Archives gén., 14,930.)

toilettes et vaisselle d'or n'étaient donc pas
inusitée ni inconnue. Seulement la question
savoir si elles étaient destinées au roi ou à ma-
du Barry. On aurait pu s'y tromper. Les trésors
dame du Barry ont été inventoriés bien des fois
1774 jusqu'à 1793. On n'a jamais trouvé trace
lette d'or. C'est une méchanceté à mettre au
de Mayrobert et consorts.

LETTRE A L'ABBÉ TERRAY.

3 février 1772.

ernier voyage de Fontainebleau, S. M. jugea à propos
ner la construction d'un nouveau salon attenant l'ap-
ent de madame la comtesse du Barry et dont l'em-
ent est pris sur le jardin de Diane. L'objet de cette
ction et des décorations intérieures sera d'environ
francs. La maçonnerie a commencé à être mise en
ès le départ du roi, mais les entrepreneurs, après
monté hors de terre, vont abandonner cet ouvrage
sont pas secourus dans ce moment. Il en est de
de ceux qui travaillent à la menuiserie et autres
res. Ils n'ont commencé que par l'espoir d'un salaire
vé, il ne faut pas moins pour les engager à continuer
somme de 16,000 francs au moment actuel. J'ai

l'honneur de vous la demander et de vous observer que dans ce moment tout va être arrêté, et en particulier que si la maçonnerie n'est pas achevée entièrement d'ici au beau temps, elle n'aura pas le temps de sécher. Il sera impossible d'y adapter la menuiserie et autres ornements à l'intérieur, et S. M. ne pourra trouver jour au voyage prochain. (Archives générales, O, 1432, n° 17683.)

On voit qu'il y avait à l'origine un ordre du Roi qui couvrirait tout et auquel seul on avait le droit de s'en prendre. Cependant Marie-Antoinette s'empporte contre la favorite, qu'elle accuse d'impertinence et, ce qui est le comble de l'injustice, elle rend le duc d'Aiguillon responsable d'un fait qu'il a peut-être ignoré. Voici le passage de Mercy sur ce point :

Fontainebleau, 14 novembre 1772.

. S. A. R. s'exprima avec chaleur et aigreur contre le duc d'Aiguillon et contre la favorite à l'occasion d'un pavillon que cette dernière a fait bâtir à côté de son appartement, en prenant sur un terrain qui est de plain-pied l'appartement de Mesdames, de façon que ce jardin, qui formoit ci-devant une promenade réservée à la famille royale, se trouve maintenant masqué par ce nouveau bâtiment. Madame la Dauphine trouvoit cette entreprise fort impertinente, et dans le fait, on ne peut l'envisager autrement. Je vis bien au total qu'on avoit fort aigri madame l'Archiduchesse et ce ne fut pas sans peine que je la ramenai à des idées de modération et de prudence.

Cette construction n'a pas survécu au règne de Louis XV, si tant est qu'elle ait été achevée. Mais les jardins de Diane existent et il est facile de se convaincre qu'ils n'ont jamais pu être masqués par un pavillon appliqué à la façade du château.

LETTRE DE MERCY DU 29 FÉVRIER.

favorite, depuis la nouvelle année, sans former de
des prétentions, ne se plaint plus et paroit tranquille...
me traite avec une préférence qui donne un peu d'hu-
aux autres ambassadeurs. Jusqu'à présent j'ai ménagé
de grande circonspection mon petit crédit auprès de
mme, mais dans des cas importants, et qu'on ne peut
, j'espérerois d'en tirer bon parti.

ancelier, à l'aide de l'archevêque de Paris, réussit
entraîner madame Louise dans des objets d'intrigue
de princesse ne se doute peut-être pas.

pourrait répondre à une question que nous trou-
ons une lettre du baron de Pichler à Mercy, du
tobre 1771 :

Il que le roi et le duc d'Aiguillon ont de fréquents
fers avec madame Louise, la carmélite, qui doit for-
engager le pape à dissoudre le mariage de madame
y pour la mettre à même d'épouser le roi. Le succes
à négociation est assez indifférent à S. M. I. Même
connoît que trop que c'est l'unique moyen de mettre
cience du roi à couvert. S. M. voudroit cependant
i ce bruit est fondé. (Archives de Vienne.)

savons déjà que la mère de madame du Barry
le couvent de Sainte-Elisabeth, à Paris, sous
de madame de Monrabé.

anecdotes rendent à madame du Barry cette jus-
e, dans sa splendeur, elle n'abandonna pas sa
t qu'elle allait souvent lui rendre visite.

ait édifié de la piété filiale avec laquelle madame

du Barry venoit constamment rendre ses devoirs à sa mère presque tous les quinze jours. Elle y passoit une partie de la journée. La supérieure poussoit la bassesse jusqu'à envoyer sa nièce, qui chantoit très bien, pour amuser la comtesse pendant le dîner.

Les *Anecdotes* étaient bien informées ; nous en trouvons la preuve dans la pièce suivante que nous avons trouvée dans les registres du secrétariat du roi, à la date du 16 avril 1772. (Archives nat.)

SECRÉTARIAT DE LOUIS XV.

6 avril 1772, Versailles.

Madame la supérieure de Sainte-Elisabeth, je vous fais cette lettre pour vous dire qu'étant informé que notre T. S. Père le Pape, sous la juridiction immédiate duquel est votre maison, a accordé à la dame comtesse du Barry la permission d'y entrer pour y voir la dame sa mère toutes les fois qu'elle le jugera à propos ; mon intention est que vous ne lui fassiez, sur ce point, aucune difficulté et qu'elle la receviez toutes fois qu'elle se présentera.

Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Madame la supérieure de Sainte-Elisabeth, en sa sainte garde¹.

1. Les couvents étaient, en règle générale, dans la dépendance de leurs évêques ; mais certains en étaient exemptés et ils ressortissaient alors du Saint-Siège. De ce nombre était, paraît-il, la communauté de Sainte-Elisabeth. C'est donc à Rome qu'elle avait dû s'adresser pour obtenir l'autorisation nécessaire à Madame du Barry. De là un bref qui ne se fit pas attendre. Nous aurions été curieux d'en connaître les termes, les traces ne sont pas trouvées aux archives des Affaires étrangères. Il faut se contenter du fait qui est hors de doute en présence de la lettre ci-dessus rapportée.

CHAPITRE XII

1^{er} AVRIL-31 MAI 1772.

SÉPARATION DE CORPS ET D'HABITATION

D'ENTRE M. GUILLAUME DU BARRY ET MADAME DU BARRY.

ÉLECTION DE L'ACADÉMIE. — SENTENCE DU CHATELET.

ENQUÊTE ET ARRÊTS DU PARLEMENT.

Nous savons déjà que madame du Barry et Guillaume du Barry mari étaient séparés de biens par leur contrat de mariage. Nous savons aussi, qu'il n'y avait jamais eu entre eux de vie commune. Ils étaient donc aussi peu mariés que possible. Ils éprouvèrent cependant le besoin de faire prononcer la séparation judiciairement, d'abord par sentence du Châtelet de Paris et ensuite, après enquête, par arrêt du Parlement. Il nous paraît qu'il y eût au fond de tout cela des questions d'argent, mais nous ne nous entrevoyons, sans qu'il nous ait été possible de bien les connaître. L'enquête seule aurait fait la lumière, mais cette partie des minutes a été détruite, nous ne pouvons donc faire connaître ici que la procédure et le texte des sentences et arrêts, fort laconiques, comme on va le voir.

La demande en séparation est fondée sur trois lettres adressées par le mari à sa femme :

La première, le 4 février 1770; la seconde, le 14 septembre 1771; la troisième, le 20 décembre 1771.

La femme se plaignait d'injures et même de lettres violentes contenues dans ces lettres :

Il s'agissait probablement de demandes d'indemnité. Ainsi après la première lettre de 1770, on voit la constitution de rente en date du 13 juillet même année au profit de Guillaume du Barry, au capital de 60,000 livres pour un revenu viager de 5,000 livres.

Il ne se tint pas pour satisfait : peut-être y avait-il eu des promesses en dehors du contrat, il recourut à ses importunités, et pour y mettre fin, madame du Barry forma la demande en séparation de corps et de biens, le 24 février 1772. — Guillaume ne résista pas, il reconnaît les lettres qu'on lui opposait.

La séparation une fois prononcée, le 2 avril 1772 on voit apparaître, à la date du 2 avril 1772, une autre constitution de 16,600 livres de rente viagère sur la tête de du Barry.

On peut supposer que c'était le prix de son consentement à une demande qu'il aurait pu repousser.

Cependant il se pourvoit par appel contre la sentence du Châtelet, le Parlement ordonne une enquête, l'enquête a lieu, il eût été curieux de la connaître : on sait que les minutes des enquêtes n'ont pas été conservées. Un seul arrêt confirmatif intervient le 31 août 1772.

Peut-être madame du Barry a-t-elle voulu avoir une décision définitive pour empêcher tout pourvoi en cassation de la sentence du Châtelet.

ÉLECTION A L'ACADÉMIE.

En mai, l'Académie française avait à faire une élection en remplacement de Bignon et de Du-Roi. Le nombre des prétendants donnait à cette élection une sorte de solennité particulière. Dix-neuf candidats étaient sur les rangs, et parmi eux Lemierre, de La Harpe, Laujon. Les deux préférés avaient été l'abbé Suard, alors régent du collège de la Marche, et Suard, en tant que l'un et l'autre au parti encyclopédiste. Le 10 mai, on fit savoir le lendemain 9 mai à l'Académie par une lettre de M. de La Vrillière « qu'il ne fallait pas ces deux élections. »

Le motif mis en avant était que ce double vote avait lieu dans la même séance; ce qui était contraire à l'usage. En réalité, il y avait là une question de tenon. Le roi ne voulait pas d'un choix qui était un hommage pour les philosophes qu'il aimait peu. De là une grande fermentation dans l'Académie. Le lendemain de l'élection, le prince de Beauvau écrit à l'abbé Suard :

« J'apprends peut-être, Monsieur, par M. le chevalier de La Harpe, ce qui se répand ici touchant les élus d'hier; de craindre que cela ne soit fondé, et vous pouvez me dire l'intérêt que vous me connaissés pour M. Suard, que j'en suis inquiet. On le saura sûrement demain à Paris. Quant à moi, qui n'en pourrai parler au roi, et peut-être bien inutilement, j'ai pensé que vous avec madame du Barry vous rendroient plus propre personne à venir lui en parler. Il faudroit que ce fût le plus tôt possible, parce que le roi part vers la fin de mai et demie pour Saint-Hubert, et qu'il n'y auroit

pas de temps à perdre pour rapporter une réponse favorable si l'on pouvoit l'obtenir avant que l'Académie s'assemblât (p. 220).

Signé : Le prince DE BEAUVAU.

Versailles, le vendredi huit heures du soir, 8 mai 1772.

M. Nisard ajoute :

Aucune des pièces que j'ai sous les yeux ne m'apprend s'il fit auprès de madame du Barry la démarche qui était prescrite. On se demande seulement pourquoi le prince de Beauvau ne la fit pas lui-même. C'est que, ayant naguère, ainsi que sa femme, de rendre hommage à madame du Barry, *qui venait d'être présentée* à la cour, il n'était pas en état de demander des grâces à cette dame, qu'elle ait été ou non sollicitée, madame du Barry a pu se montrer indulgente. Ayant porté le roi à nommer Moutel historiographe et à agréer l'élection de d'Alembert comme secrétaire perpétuel, elle avait dû être blessée de la façon dont l'Académie avait reconnu sa faveur, et elle *vraisemblablement* son crédit sur l'esprit du roi pour une occasion.

LETTRE DE MADAME DU DEFFANT A H. WALPOLE.

du lundi 11 mai 1772.

Il s'est passé de grands événements à l'Académie ; jeudi les deux élections aux places vacantes : l'abbé d'Alembert à celle de M. Bignon, et Suard à celle de Duclos. Le roi est d'envoyer au roi l'élection pour qu'il l'approuve, fait tout le contraire. M. de Beauvau, protecteur de M. de La Harpe, prit la liberté de lui faire des représentations sur ce qu'il flétrissoit deux honnêtes gens qui étoient irréprochables par leurs mœurs et qui n'avoient jamais écrit contre la religion. La réponse fut que le premier étoit trop jeune, qu'il ne devoit se présenter dans quelques années, et que pour

enloit point ; et, comme le prince insista, il dit qu'il n'alloit point s'en dédire. Le prince dit que cela n'étoit possible et sans exemple, que Louis XIV avoit une telle confiance en La Fontaine et puis qu'il l'avoit admis. Le roy dit que cela étoit fait et qu'il ne le changeroit pas. Et sur Suard que ses liaisons lui déplaisoient. Le prince de Beauporté aux nues pour le courage avec lequel il a servi les opprimés ; sa vérité, sa justice sont exaltées. Oh, je voudrois qu'il les eut réservées pour quelques occasions importantes. C'est un mince honneur que de se faire directeur de pédants ou de polissons ; mais je me tais, car tout cela ne fait rien.

Madame du Deflant n'aimait pas le parti des philosophes ; de là cette sortie violente qu'on est étonné de trouver sous sa plume à propos de deux hommes offensifs que Delisle et Suard.

Dans les *Mémoires de Bachaumont*, 13 mai 1772 :

Contre le parti encyclopédique contre le maréchal Richelieu.

ii. — Eloges du prince de Beauvau, qui a eu le courage de représenter au roi le tort que portoit à la liberté des sciences de cette compagnie l'exclusion que S. M. venoit de faire à deux membres élus. Ce qui suit est d'accord avec le récit de madame du Deflant.

L'Académie se soumet et fixe une nouvelle élection pour le samedi 23 juillet 1772. Le roi fait assurer l'Académie par l'entremise de M. le duc de Nivernois, dans une lettre écrite au nom de S. M., qu'elle ne s'opposait désormais à l'élection des sieurs Suard et de l'abbé de Mably, et qu'elle ne trouvoit pas mauvais qu'ils lui fussent proposés.

A MADAME DE LA GALISSONNIÈRE.

Relativement à la loterie du marquisat de la G
Nantes. Loterie autorisée par un arrêt du conseil
et étant de 600,000 livres. Le roi et la comtesse
bien disposés.

(1772. — *Dépêches E*, 30)

Le 17 juin 1772. — On fait courir dans le monde
et des *légendes* qui ne partent certainement pas de
mies des inscriptions et belles lettres. Elles sont
très méchantes et conséquemment font beaucoup
Les voici :

REVERS ET LÉGENDES.

LA FRANCE, LE ROI ET MADAME LA COMTESSE DU B.

Revers. — Un vase qui fuit.

Légende. — Inde mali labes.

(*Mémoires secrets de la république des lettres*
à l'année 1772, t. XXIV, p.

CHAPITRE XIII

BAPTÊME DE ZAMOR.

Il était autrefois d'usage de placer auprès des portraits de femme de grandeur naturelle une tête de nègre ou de maure, destinée à faire ressortir la blancheur de l'original. Dans le portrait de la duchesse de Portsmouth, peint par Mignard en 1682, une petite négresse offre des perles à sa maîtresse qui appuie sa main sur l'épaule de l'enfant. La comtesse de Parabère s'est fait représenter avec un négriillon à ses pieds et au bas de la gravure, qui est due au burin de Vallée, on avait mis ces vers de Gacon :

Sous le riant aspect de Flore,
Cette beauté touche les cœurs
Et par le contraste d'un more
Relève ses attraits vainqueurs.

Peut-être n'était-ce pas en peinture seulement que les grandes dames observaient cette coutume. Elles avaient des nègres pour porter leur parasol, la queue de leurs robes. Il existe de madame de Pompadour

un portrait gravé avec un petit nègre auprès d'elle¹, et elle avait effectivement deux nègres à son service. Madame du Barry eut un négroillon, aussi connu et aussi mal connu qu'elle-même. Tâchons de donner des notions précises sur ce personnage qui occupe une certaine place dans l'histoire de sa maîtresse.

Zamor n'était pas un nègre à proprement parler. C'était un homme de couleur, né dans l'Inde, au Bengale. La tradition veut qu'il eût été amené en France par un capitaine anglais. Ce qui le ferait croire, c'est que son nom se prononçait à la manière anglaise : Zemor. C'est ainsi qu'il est écrit dans les Mémoires les plus anciens de Carlier, le tailleur de madame du Barry, et cette prononciation est encore celle des anciens habitants de Louveciennes, propriétaires de la chambre où il demeurait près du château. Il avait été enlevé à quatre ans à sa famille.

Comment et à quelle époque exacte Zamor était-il entré chez madame du Barry ? Il paraît certain qu'il était né vers 1762 et qu'il avait été recueilli par madame du Barry en 1769, conséquemment à l'âge de sept ans.

Suivant un bel adage de notre ancien droit, la France étant une terre de liberté affranchissait tous ceux qui mettaient le pied sur notre sol². Mais ce qu'on ne sait

1. Campardon, 56.

2. C'est ce que Loysel rapporte en ces termes :

« 24. Toutes personnes sont franchises en ce royaume et sitost qu'un esclave a atteint les marches (frontières) d'icelui se *faisant baptizer*, est affranchi » (*Instit. cout.*, vi, 14).

Le Code noir de Louis XIV (mars 1685), *Lex horrendi Carmenis*, dérogeait à ce principe. Le sol n'affranchissait pas les nègres. L'Edit de 1716 exigeait deux déclarations, l'une dans la colonie l'autre dans l'amirauté du lieu du débarquement, pour que les

pas généralement, c'est que, dans la pratique, cette noble maxime avait été odieusement faussée. Il suffisait, pour que le maître retint ses droits sur l'esclave qu'il introduisait en France, d'une déclaration reçue dans un registre spécial tenu à l'amirauté. Ces registres ont été conservés tant aux archives de la marine qu'aux archives générales. Nous les avons soigneusement compulsés. Le nom de Zamor s'y trouve trois fois, mais par l'âge et la provenance du sujet, il ne peut s'appliquer à celui qui nous intéresse. Il était donc esclave franchi soit en Angleterre soit en France. Il avait sept ans et ne pouvait être qu'illettré. Madame du Barry dut lui faire donner l'éducation qui lui manquait ou la faire tout au moins compléter. Zamor savait lire, compter, écrire et il écrivait bien. Nous verrons plus tard quelles ressources il trouva dans ces notions élémentaires. Il fallait aussi songer à son instruction religieuse ; il est probable qu'il n'en avait aucune ou qu'elle devait être plutôt tournée vers le protestantisme que du côté de la religion catholique. Madame du Barry le fit baptiser, ce qui implique nécessairement qu'il avait dû être instruit et recevoir les enseignements d'un prêtre. C'était en tout cas un moyen de l'affranchir. Madame du Barry lui donna un parrain, qui était un puissant protecteur. Ce n'était pas moins qu'un prince du sang, le comte de la Marche, fils du

maîtres conservassent leurs droits sur les nègres de l'un ou l'autre sexe qu'ils amèneraient en France. L'art. 5 de l'Édit porte que les nègres ne pourront dans ce cas prétendre avoir acquis la liberté, sous prétexte de leur arrivée dans le royaume et seront tenus de retourner dans leur colonie quand les maîtres l'exigeront. Ce n'est seulement qu'en cas d'inobservation de ces formalités que les nègres devenaient libres et ne pouvaient être réclamés.

prince de Conti. (Les Conti étaient la branche cadette des Condé.)

Elle se réserva pour elle-même d'être la marraine, c'est-à-dire la mère adoptive de l'enfant.

Voici le texte de l'acte de baptême :

L'AN *mil sept cent soixante douze, le quatre juillet*, Louis Benoist ZAMOR, nègre attaché à madame la comtesse du Barry, âgé d'environ dix ans, a été baptisé, par nous soussigné, Prêtre de la Mission, faisant les fonctions curiales, le Parain a été Très haut et Très puissant Prince Monseigneur Louis François Joseph de BOURBON, comte de la Marche, représenté par Dominique Bénigne Bellot, son concierge; la Mareine Haute et Puissante Dame *bénédicte de Vauberny (sic)*, comtesse du Barry, représentée par Félicité Cuignet, sa première femme de chambre.

Signé : BELLOT, CUIGNET.

COLLIGNON, prêtre.

(Extrait du registre des baptêmes de la paroisse Notre-Dame de Versailles pour l'an 1772, folio 20.)

Remarquons en premier lieu l'orthographe du nom. Il ne prend pas d'*e* à la fin, comme dans la pièce d'*Alzire*, de Voltaire, où *Zamore* est un cacique indien. On possède une quittance donnée par Zamor en 1781, il signe sans *e* et c'est encore ainsi que son nom est écrit dans le procès-verbal de scellés dressé après son décès. Nous avons déjà dit que ce nom était fréquent au XVIII^e siècle chez les hommes de couleur. Il existe encore aujourd'hui des nègres qui s'appellent ainsi.

Madame du Barry prend son prénom d'emprunt de *Bénédicte* et elle le transmet à son filleul, qui est baptisé sous les prénoms de Louis et de Benoît. La quali-

Scalation de l'enfant est celle de nègre attaché à madame la comtesse du Barry.

L'âge est indiqué comme étant environ de dix ans, ce qui reporte la naissance à 1762. Lorsque Zamor parut comme témoin devant le tribunal révolutionnaire dans le procès de madame du Barry, le 7 décembre 1793, il déclara avoir 31 ans et être né dans le Bengale. En retranchant 31 de 1793 on trouve 1762, c'est donc le même calcul. Quand il meurt le 7 février 1820, l'acte porte qu'il est décédé à l'âge de 58 ans. C'est encore le même compte : de 1820, si l'on retranche 58, on obtient 1762. On peut donc considérer cette date approximative de l'acte de baptême comme étant exacte. Elle devait résulter pour Zamor de quelque indication sur sa naissance, qui lui avait été transmise par ceux qui l'avaient enlevé à ses parents.

On voit par les mémoires des fournisseurs de madame du Barry qu'il portait généralement un costume de hussard. Il était cependant quelquefois habillé en coureur, ou il avait l'été un habit de matelot en drap de Silésie. A la date du 13 juillet 1772, peu de jours après le baptême, on lit dans un de ces mémoires :

Pour *Zemord* (sic) habit de husard de gros de Naples, bordé d'un galon d'argent.

Façon d'un bonnet et plume.

Houppe garnie de bouillons jasmins.

Ceinturon et petit sabre.

Voilà probablement son costume de catéchumène. Les habits de Zamor sont nombreux, magnifiques, il est vêtu de basin en été, de velours rouge en hiver. En 1770 il n'avait pas moins de six costumes complets,

dont le prix total s'élevait à 1981 liv. 10 s. Madame du Barry ne veillait pas avec moins d'attention aux dépenses utiles. On la voit acheter souvent pour lui des chemises, chemises demi-Hollande, des mouchoirs; en automne, de bonnes redingotes. Elle ne faisait que remplir en cela les devoirs d'une maîtresse jalouse de tenir convenablement sa maison et de veiller sur un enfant dont elle a pris la charge.

On sait par quelles horribles accusations elle fut récompensée de cet acte de bienfaisance jusqu'au jour où elle le paya de sa vie. On l'accusa de se prostituer à son nègre¹. On fit courir contre elle à ce sujet des chansons écrites dans le vocabulaire du marquis de Sade. On les trouve dans Hardy avec des commentaires; dans Pidansat de Mayrobert avec des explications qui ne laissent rien à deviner. Ces turpitudes sont tombées dans l'oubli qu'elles méritent; mais la calomnie primitive subsiste. On entend encore souvent des personnes, se croyant bien informées, sourire au nom de Zamor et dire qu'il était l'amant de madame du Barry.

La pièce que nous venons de transcrire suffirait à elle seule pour la protéger contre cette imputation :

1° Parce qu'on ne peut admettre que si elle eût voulu corrompre cet enfant, elle l'eût fait baptiser;

2° Parce que son âge bien constaté démontre l'absurdité d'une pareille invention. Il avait sept ans au moment où il entra chez madame du Barry, et dix ans lorsque ces couplets obscènes circulaient. Il en aurait eu douze à la mort de Louis XV.

Mais il est une raison encore plus péremptoire : Za-

1. Calomnie malheureusement fondée sur les caresses folles qu'elle faisait à cet esclave et sur l'aveuglement excessif avec lequel elle le gâtait. (*Anecdotes*, p. 265.)

mor a été entendu comme témoin au tribunal révolutionnaire contre madame du Barry ; Salanave, autre domestique renvoyé, était aussi témoin à charge. Greive, le délateur le plus acharné contre l'accusée, avait accumulé pour la perdre un énorme dossier et a été entendu à la même audience. N'auraient-ils pas invoqué, comme premier grief, la dépravation de l'enfant par la Messaline de l'avant-dernier tyran ? Qu'on se rappelle l'accusation d'Hébert contre les plus augustes victimes ! C'était une des calomnies dans le goût du temps. Si Zamor, Salanave, Greive avaient pu prouver — la preuve n'était pas difficile à la domesticité — que des rapports intimes avaient existé entre la maîtresse et l'enfant, ils auraient parlé avec une autorité irresistible ! Ils n'ont pas osé ; leur silence est une justification.

On a dit encore que Zamor avait été nommé par Louis XV gouverneur du château et pavillon de Louveciennes, aux appointements de 600 livres ; qu'il lui en avait fait expédier le brevet et que le chancelier avait dû y apposer le sceau de l'État ¹. Ce qui amusa fort la Favorite.

M. Capefigue, après avoir rapporté le fait d'après les *Anecdotes*, ajoute en notes : Mai 1772. Le brevet existe encore.

L'historien aurait bien dû nous dire où se trouve le brevet. Je déclare l'avoir demandé en vain aux Archives générales. La recherche était pourtant facile

1. Brevet. — C'était un acte expédié en parchemin par un *secrétaire d'Etat*, portant concession d'une grâce ou d'un bienfait accordé par le Roi, tels que bénéfice, pension, grade dans les armées, retenue au profit du breveture, sur une charge, un gouvernement. (Guérault, *la France monarchique*.)

en connaissant la nature de la pièce et la date ; il semblait qu'il suffisait d'ouvrir les répertoires pour les découvrir et de les parcourir de 1768 à 1774. On n'a pu y parvenir jusqu'ici.

Zamor a été représenté deux fois par Gautier Dagothy et par Moreau le Jeune ; aucun des deux peintres ne lui a donné le costume officiel qu'il aurait eu s'il avait été revêtu d'une dignité telle que celle de gouverneur.

La même recherche a été faite pour la pension de 600 livres. Elle n'a pas eu plus de succès.

Zamor, lui aussi, a été traduit devant le tribunal révolutionnaire, comme étant très suspect. S'il avait reçu un traitement et plus tard une pension des deux derniers Rois, quelle bonne fortune pour Fouquier-Tinville et quel brevet d'échafaud ! Il n'en a rien été, et Zamor est mort de faim et de froid en 1820, sans cette pension à laquelle il aurait eu droit si elle avait été inscrite en son nom.

Cependant l'anecdote peut être vraie. Il est possible que dans un moment de gaieté Louis XV ait nommé Zamor gouverneur du pavillon de Louveciennes, qui venait d'être achevé ; qu'il lui ait même accordé un traitement de 600 livres. Jusque-là, il n'y a rien d'extraordinaire ni de criminel. Tout se passe en riant, comme disent les *Anecdotes* (*loc. cit.*).

Quant à l'intervention du chancelier, forcé pour sceller le brevet du grand sceau, Pidansat de Mayrobert a eu la main malheureuse, car un brevet était précisément l'acte par lequel le Roi accordait une faveur sans lettres scellées ni enregistrées au Parlement¹.

1. V. *la France monarchique* de Guérout et Chéruel (*verbo citato*).

CHAPITRE XIV

LA POLOGNE ET MADAME DU BARRY.

C'est au mois d'août 1772 que se place le dénouement des affaires de Pologne et nous renvoyons le développement à la fin du volume.

La même fatalité, qui avait rendu madame du Barry témoin de la disgrâce de M. de Choiseul et de la chute des Parlements, voulut qu'elle assistât au partage de la Pologne, l'un des plus grands et des plus douloureux événements de l'histoire moderne. Les uns lui ont reproché d'avoir favorisé les Polonais, d'avoir intercédé pour eux auprès de Louis XV, d'avoir sollicité des secours en hommes et en argent pour les confédérés de Bar. D'autres lui attribuent les malheurs de cet infortuné pays. Sans elle, disent-ils, M. d'Aiguillon n'aurait pas renversé M. de Choiseul, et si M. de Choiseul était resté au ministère, il n'aurait pas souffert le partage de la Pologne. C'est Louis XV qui l'aurait reconnu lui-même et du Mouriez notamment professe cette opinion¹.

Examinons les preuves pour et contre, et d'abord le texte même des imputations. Il y a ici deux accusations en sens contraire. Voici la première :

1. Vol. I, ch. vii, p. 213 de son journal.

Un rôle où madame du Barri étoit vraiment déplacée, dit Pidansat de Mayrobert, c'étoit lorsqu'elle se mêloit de politique.

Quoi de plus ridicule que de voir mademoiselle Lange entourée des députés des confédérés de Pologne, la sollicitant de les soutenir de sa recommandation auprès de Louis XV, de l'engager à lui donner une augmentation de secours, à déployer une protection plus éclatante, de guerroyer même pour eux ?

Elle les avoit soutenus jusqu'alors de toute sa recommandation, amorcée par les promesses séduisantes dont ils l'avoient flattée par l'espoir d'avoir une fortune considérable et des terres titrées dans ce malheureux pays. Il fallut qu'elle renonçât alors à toutes ces illusions par le partage de ce royaume qui lui annonça la futilité (*sic*) ¹.

Ce passage des *Anecdotes* n'est appuyé d'aucune pièce justificative, suivant l'usage de l'auteur ; mais il se trouve confirmé en partie par un document emprunté aux papiers du roi de Prusse Frédéric le Grand.

On y lit :

Le sieur de Mourrié (*sic*), qui est revenu de Pologne et qui est fort mécontent soit de son rappel, soit du petit rôle qu'il a joué, a présenté deux mémoires au ministère. Par le premier, il a prétendu faire connoître au juste l'état de la confédération et l'a nommée un composé de quarante-cinq chefs, qui partagent entre eux le commandement d'une armée de 1,500 hommes. — Il prétend que les sommes que la France a versées jusqu'ici dans ce royaume ont été inutiles et mal employées.

Il propose dans le second mémoire plusieurs moyens de

¹ *Œuvres*, p. 269. Il doit y avoir quelque chose d'oublié dans ce passage : la futilité de ces projets ?

venir plus efficacement au secours des confédérés. C'est selon lui de faire passer les secours par les mains de l'Électeur de Saxe. Ces réflexions, faites par un officier attaché au ministère précédent, n'ont pas laissé de nuire aux confédérés.

Le comte Wielohourski (sic), alarmé de ces impressions fâcheuses, a porté ses plaintes et ses lamentations aux créatures du duc d'Anguillon. Il les a répétées plus au long à la comtesse du Barry et l'a sensiblement émue. Elle lui a demandé pour le consoler « où étoit la Pologne? » et l'a exhorté à ne pas perdre courage. On a cru s'apercevoir depuis que le roi sembloit prendre quelque intérêt à ces troubles.

Il ne voit dans les confédérés que des gens opprimés par la Russie et qui cherchent à se délivrer de son esclavage. — Le roi de France est d'ailleurs extrêmement prévenu contre cette dernière. Il la regarde comme une puissance haute et ambitieuse. Il ne peut oublier qu'elle a voulu traiter d'égal à égal avec lui. (Extrait des nouvelles que le roi a reçu de Paris 1.)

Le fait principal est ici la démarche de M. de Wiel-

1. Nous verrons tout à l'heure du Mouriez prêt à partir pour une mission que M. de Choiseul veut lui confier, déclarer qu'il ne connaît pas la géographie de la Pologne et qu'il a besoin d'un délai pour l'apprendre. Il n'y aurait donc pas eu grande honte pour l'humble élève de Sainte-Aure à ignorer ce que ne savait pas un habile ingénieur. Nous ferons toutefois remarquer qu'une partie de la famille de Jeanne Bécu avait été au service du roi Stanislas Leckzinsky et qu'elle pouvait avoir de ce côté quelque notion sur la Pologne. Il y avait d'ailleurs les journaux, les conversations des salons qui pouvaient l'éclairer. *La Gazette de France*, muette sur les affaires de France, contient des articles quotidiens très étendus sur la Pologne. Ils sont écrits visiblement pour plaire à Louis XV. Ils sont favorables aux confédérés que le roi protégeait.

2. *Frédéric II, Catherine et le démembrement de la Pologne*, par de Smitt, p. 136.

horsky auprès de madame du Barry. M. de Wielhorsky était l'un des nonces de Pologne. Il faisait effectivement partie des confédérés de Bar et se trouvait alors en France comme ministre secret de la confédération.

Il y a encore ici un comte de Wielhorsky, écrit madame Geoffrin au roi Stanislas Auguste. Sa femme est sœur du comte Oginsky. Il m'avoit fait demander à venir chez moi; mais sachant qu'il étoit ici de la part des confédérés, je lui ai dit que nos sentiments (*sic*) étoient trop différents pour avoir une liaison ¹.

Madame Geoffrin pouvait avoir ses répugnances dictées par des engagements antérieurs envers le roi Stanislas Auguste; mais Dumouriez, peu flatteur en général, particulièrement pour les Polonais, déclare que M. de Wielhorsky était un homme plein de patriotisme, de mérite et de connaissances (I, ch. VIII, p. 181). Il avait publié un beau livre sur l'ancien gouvernement de Pologne ² et avait consulté J.-J. Rousseau sur les moyens de revenir à cette Constitution primordiale tout en la réformant dans ce qu'elle pouvait avoir de défectueux. Rousseau répondit et donna à ses conseils des développements approfondis qui en font le complément de son *Contrat social*. Sa réponse se termine par cette jolie phrase, flatteuse pour celui qui l'avait interrogé : « Puisse la Pologne, profitant des travaux pa-

1. Paris, 1^{er} octobre 1770, *Correspondance inédite du roi Stanislas Auguste Poniatowsky et de madame Geoffrin*. — (Paris, Plon, 1875.)

2. *Essai sur le rétablissement de l'ancienne forme de gouvernement de Pologne suivant la Constitution primitive de la République*. Par le comte de Wielhorsky, grand-maitre d'hôtel du roi de Pologne. Traduit du polonais. Londres, 1775.

de M. le comte de Wielhorsky, trouver et dans son sein beaucoup de citoyens qui lui restèrent fidèles.

Et si dans un moment suprême pour son pays madame du Barry de ses alarmes patriotiques, à rien que d'honorable pour lui et pour elle, ne s'en trouve dans le grand et remarquable discours de M. le comte de Broglie à Louis XV¹. Il dit :

« J'avois donné à la Pologne deux millions de livres de subside au moment que la confédération de Bar a éclaté reconnoissant M. de Wielhorsky pour ministre de la République on ait envoyé auprès de ces chefs un ambassadeur de France en état de bien faire employer cette somme toute la Pologne eût été confédérée en trois mois et on plus de cent mille Polonais sur pied, partagés en trois corps, qui auroient désolé l'armée russe, auroient coupé toutes ses communications, pillé ses convois, ses magasins, ses hôpitaux, et certainement l'insécurité dont cette guerre intestine eût été aux Turcs auroit bien mis en eux l'envie de demander de payer ce subside. Tout ceci a été prouvé par des Mémoires que M. de Mokimsky a présenté au duc de Choiseul. Ce ministre, de son premier conseil, commençoit par adopter ces idées, mais la cour de Vienne a toujours empêché de les exécuter.

Il est important : il fait à chacun sa part de gloire et de responsabilité ; Wielhorsky avec des ressources convenables pouvait sauver la Pologne. M. de Choiseul avait compris l'avantage des plans qu'on lui présentait ; mais ses engagements envers l'Autriche et son trait d'union avec elle ont aveuglé pour cette

¹ *Spondance secrète*, I, p. 454.

cour, l'avaient empêché d'agir lorsqu'il était temps de le faire utilement. Comment alors s'en prendre à madame du Barry en supposant qu'elle eût tout le crédit politique qu'on lui a attribué et qu'elle n'avait pas ? Mais, dira-t-on, les démarches même de Wielhorsky montrent qu'on supposait à la favorite un grand empire sur l'esprit du roi. « On a cru, dit le correspondant de Frédéric, s'apercevoir, depuis, que le Roi sembloit prendre quelque intérêt à ces troubles. » Oui, c'était là l'opinion générale des contemporains¹.

Mais elle reposait sur une erreur, qui est aujourd'hui démontrée par la publication de la *Correspondance secrète*. La Pologne était le principal objet de cette correspondance.

Louis XV suivait avec attention les affaires de la Pologne comme intimement liées à celles du Levant, et cela dès 1754-1755, quatorze ans avant l'avènement de madame du Barry. Il envoyait déjà des sommes importantes à son ambassadeur *pour son service en Pologne*, il se préoccupait des *vues de la Russie sur la Pologne pour le présent et les cas à venir* (fin janvier 1755), il prévoyait les déclarations à faire lors de la mort d'Auguste III, il écrit le 9 novembre 1756 à Tercier, l'un de ses agents secrets :

Je ne veux rien changer à ma « politique » publique en Pologne qui est de soutenir les Polonois, et qu'ils se choisissent un roy à leur libre volonté, je tiendrés et je vous fais remettre l'argent que j'ay encore à donner cette année au par delà de 36,000 livres, pour aller jusqu'à 84,000 livres je croy...

1. M. de Broglie, du 12 juillet 1771, I, p. 426.

Le 27 novembre même année :

« Je ne changerai jamais de façon de penser et d'agir pour la liberté entière des Polonois sur le choix à venir de leur roi. Remise de l'argent accoutumé, 22 janvier 1737. Il veut soutenir son parti de Pologne. C'est leur Dieu et leur liberté.

Seulement, malgré ses vœux constants pour la Pologne et son indépendance, Louis XV, abattu par l'issue fatale de la guerre de Sept-Ans, déclare sans cesse qu'il ne fera aucune guerre pour ce *throne* (26 février 1763), qu'il ne donnera pas d'argent et ne fera pas payer un seul soldat pour l'élection devenue nécessaire par la mort d'Auguste III (9 mai 1763); il répète qu'il ne veut pas recommencer la guerre pour la Pologne (18 novembre 1763).

Madame du Barry ne pouvait donc rien sur le roi qui avait à ce sujet des idées arrêtées depuis si longtemps. « Elle n'en sçait pas plus qu'elle n'en sçavoit, et je ne sache pas que M. d'Aiguillon en soit instruit, » écrit-il le 14 février 1771, en parlant de cette correspondance qui roule constamment sur la Pologne. Il est donc faux que, comme le croit le correspondant de Frédéric, ce soit la favorite qui ait inspiré au roi de l'intérêt pour les confédérés. Et quand il en aurait été ainsi ? Nous demandons où aurait été le mal ? Pidansat de Mayrobert trouve ce rôle *déplacé* et cette intercession ridicule de la part de madame du Barry. Le nouvelliste de Frédéric raille M. de Wielhorsky de s'être adressé à elle. Ce n'est pas à des folliculaires de ce genre qu'il faut demander l'appréciation d'un sentiment généreux. Nous préférons l'autorité de J.-J. Rousseau. Il dit : « Je ne vois qu'un seul moyen de donner à la Pologne

cette consistance qui lui manque ; c'est à infuser pour ainsi dire dans la nation l'âme des *confédérés* ¹.

Qu'étaient-ce que ces confédérés dont J.-J. Rousseau parle déjà si honorablement ? Il en donne une idée encore plus haute en définissant les confédérations qui formaient une institution légalement reconnue en Pologne, dans les *pacta conventa* que les rois de Pologne juraient d'observer lors de leur élection.

La confédération, dit-il, est pour les Polonais ce qu'étoit la dictature chez les Romains. L'une et l'autre font taire les loix dans un état pressant...

Partout où la liberté règne, elle est incessamment attaquée et souvent en péril... Les confédérations sont le bouclier, l'asyle, le sanctuaire de cette constitution ; tant qu'elles subsisteront, il me paroît impossible qu'elle se détruise, il faut les laisser, mais il faut les régler. (*Du gouvernement de Pologne*, ch. v, p. 349.)

Pidansat de Mayrobert s'était bien gardé de parler en ces termes des confédérés, accueillis par madame du Barry. Sa critique serait devenue un éloge. Lancer une accusation vague, un trait perfide, c'est tout ce qu'il veut. Le souci de la vérité et de la justice est ce qui l'inquiète le moins.

Ces confédérés de Bar étaient donc, malgré leurs erreurs et en dépit de leurs ennemis, le parti national par opposition au parti russe. Leur devise était : *Pro religione et libertate*. C'est ce qui leur valait la sympathie de Louis XV qui voyait en eux des opprimés défendant

1. *Considérations sur le gouvernement de Pologne et sur sa réformation projetée en avril 1772*, vol. V, p. 250, édit. Mussey-Pathey. Paris, Dupont, 1823.

sur patrie contre l'esclavage. Le comte de Wielhorsky avait été le secrétaire de la confédération avant de venir représenter en France. Son nom seul suffirait pour faire tomber l'imputation d'avoir séduit madame du Barry en lui promettant des terres et des titres en Pologne, si tant est que cela ne souffrit aucune difficulté dans ce pays d'aristocratie anti-féodale¹. Mais si les Polonais, et notamment les confédérés de Bar, avaient, de longue date, la faveur de Louis XV, madame du Barry n'a point eu ni à les protéger ni par conséquent à leur vendre sa protection ; il faut donc retrancher toutes ces allégations tant à charge qu'à décharge.

Examinons l'autre face de la question. Madame du Barry a-t-elle été la cause indirecte des malheurs de la Pologne en occasionnant la chute de M. de Choiseul et en poussant M. d'Aiguillon au ministère ? Nous avons déjà répondu sur le premier point². Quant à sa participation à l'avènement de l'ancien gouverneur de la Bretagne, elle peut être admise dans une certaine mesure.

La conquête ou le démembrement de la Pologne était un événement annoncé depuis longtemps. Voltaire en a fait la remarque. Dans un livre publié en 1753, Stanislas Leckzinski, le grand-père du Dauphin, avait écrit ces lignes : « Nous serons la proie de quelque fameux conquérant, ou peut-être les puissances voisines s'accor-

¹ Les Polonais ont une loi qui exclut les étrangers des charges et de la possession des terres. (Bernardin de Saint Pierre, *Voyage en Pologne*, chap : du Gouvernement) — Voyez sur ce point un mémoire manuscrit sur la Pologne, par le comte de Bendoursky — (Département des affaires étrangères, pièces et documents.)

² T. I^{er}. p. 430.

deront-elles à partager nos États¹. » (prophéties alarmantes avaient cours dès le xvi^e siècle², elles s'étaient accentuées dans le xvii^e³, elles étaient devenues au xviii^e le symptôme d'un danger pressant : il résultait de la situation aux portes de la Pologne de deux États nouveaux, l'un vaste comme un continent et renfermant tout le monde de peuplades barbares, l'autre organisé pour la conquête par le génie de la guerre, incarné dans un homme aussi avide que peu scrupuleux sur les moyens de s'agrandir. A cette perspective se joignaient l'absence de frontières naturelles; au dehors, d'alliances protectrices comme avait été celle de la Suède; au dedans, d'une constitution viable qui fut au niveau du progrès du temps. Le principe anarchique du *liberum veto*, le maintien dissolvant de l'esclavage, la caducité des lois féodales surannées, tout faisait trembler pour la Pologne. Une seule chance restait à ce malheureux pays voué à une destruction imminente. Cette espérance était dans l'appui de l'Autriche, intéressée à le conserver, et liée par le souvenir de Sobieski, ce héros qui, moins d'un siècle auparavant, avait, par sa bravoure héroïque, sauvé Vienne que menaçaient deux cent mille Turcs.

Marie-Thérèse, il faut lui rendre cette justice, avait le sentiment de ses devoirs envers la Pologne; elle résista longtemps, opiniâtrément au projet de partage;

1. *La voix du Citoyen*, p. 22.

2. Sermons de Scarga, célèbre prédicateur polonais.

3. Discours du roi Jean Casimir aux États assemblés, 1681. — *Orationa procerum christian Lunig*. Lipsiæ, 1713; *Gazette de France* du 4 janvier 1773. — Le premier diplomate qui ait osé proposer publiquement un partage de la Pologne est un nommé Sticpenbach dont le nom doit être cloué au pilori de l'histoire (Legrelle.)

fallut avoir recours aux casuistes, gagner son confesseur qui lui persuada qu'elle était obligée, pour le bien de son âme, de prendre la portion qui lui était assignée. C'est à Joseph II qu'incombe l'odieux des premières négociations de Neisse et Neustadt avec Frédéric et par lui avec la czarine.

Une fois engagée, compromise si l'on veut par son mari, Marie-Thérèse ne recula plus. Ses torts furent d'autant plus grands qu'elle en avait conscience. Elle eut tout. En même temps elle cachait soigneusement à son cabinet de Versailles les menées qui se tramaient, les remords de sa conscience, les clameurs de l'Europe, les reproches mêmes de ses complices qui se plaignaient de ses exigences exorbitantes et de sa capacité. Cette contradiction choquante apparaît dans la correspondance de Marie-Thérèse et de Mercy. A son confident elle dit, le 31 janvier 1773 :

Si je pouvois me consoler c'est que j'étois toujours contraire à cet inique partage si *inégal*, et à nous lier avec ces deux *monstres*, même au risque de faire plutôt la guerre que j'abhorre... Depuis le manque de récolte, les mortalités, la misère extrême de nos pays m'a tellement accablée que j'ai cédé, mais bien contre ma conviction.

Cependant elle comprend combien cette excuse est mauvaise, et elle ajoute :

Je souhaite que la monarchie ne s'en ressente encore après mon existence, et je veux bien supporter les désagréments actuels et la *perte de ma réputation*, ce qui n'est pas peu, pourvu que cela ne reste que sur ma malheureuse personne...

Malgré cet aveu, elle écrit au même :

La brochure indigne qui est sortie à cause du partage de la Pologne fait très mauvais effet et ne sera pas oubliée dans son temps ; par ces petites vengeances, la France ennuie tout le monde. (Vol. I, p. 408. *Correspond. de Marie-Antoinette et de Mercy.*)

Ainsi elle reconnaît que le partage de la Pologne est inique, que c'est l'œuvre de deux monstres, et qu'elle n'a subi leur loi que contrainte et forcée, au prix de sa réputation, et en même temps elle se plaint d'une brochure qui ne dit pas autre chose et qui le dit en termes bien moins énergiques. Elle s'en prend même à la France tout entière de cet ouvrage imprimé à Londres et fait entendre des paroles de menace contre nous.

Elle trouve le partage inique, et elle ajoute au même instant : *Si inégal*. Or, la part de l'Autriche était de 2,500 lieues carrées, tandis que la Prusse n'en avait que 900 ! Aussi ces fluctuations de Marie-Thérèse entre sa conscience et son intérêt excitaient les railleries du sardonique roi de Prusse.

Elle pleuroit terriblement, disait-il,... mais ses troupes s'emparèrent de leurs portions, elle toujours pleurant : tout à coup nous apprîmes qu'elle avoit pris beaucoup plus que la part qu'on lui avoit assignée ; car elle pleuroit et prenait toujours, et nous eûmes beaucoup de peine à obtenir qu'elle se contentât de sa part de gâteau. Voilà comment elle est.

Il s'exprimait ainsi dans une conversation avec le prince Charles de Hesse, et en même temps, s'il fallait en croire l'abbé Georgel, le prince Louis de Rohan

ambassadeur de France à Vienne, écrivait dans une dépêche confidentielle au duc d'Aiguillon :

« J'ai vu Marie-Thérèse pleurer sur les malheurs de la Pologne opprimée ; mais cette princesse, exercée dans l'art de ne point se laisser pénétrer, me paroit avoir les larmes à son commandement, d'une main elle a le mouchoir pour essuyer les pleurs, et de l'autre elle saisit le glaive de la négociation pour être la troisième puissance copartageante. (Mémoires, t. I, p. 231.) »

« Les deux portraits sont identiques » : dit M. Bourcier¹. Oui, cette identité même nous inspire des doutes. Si Georgel ni le prince de Rohan ne pouvaient deviner la pensée de Frédéric non encore exprimée, et il ne pouvait non plus connaître la lettre de l'ambassadeur restée secrète.

« Cette phrase, continue l'abbé Georgel, a eu des suites terribles pour le prince de Rohan. Ces suites sont le procès du collier. Naturellement, pour opérer un pareil prodige, il ne faut rien moins que l'intervention du génie du mal, sous les traits de M. le duc d'Aiguillon, aidé de sa comparse habituelle, madame du Barry. » Voici l'échafaudage qu' imagine l'habile narrateur : « Le roi avoit marqué la plus grande curiosité de connoître à fond le caractère et les vrais sentiments de Marie-Thérèse. » C'était pour satisfaire cette curiosité que le prince de Rohan avoit adressé au duc d'Aiguillon cette lettre très secrète qui ne devoit être communiquée qu'au roi seul. Le duc d'Aiguillon, *par une indiscretion impardonnable*, remet la lettre destinée au roi à madame du Barry. Cette femme, qui n'aimoit pas Marie-Thérèse

1. *Correspondance secrète*, t. I, p. 115.

parce qu'elle était la mère de la Dauphine, son e déclarée, s'empare de la lettre et se promet d bon parti.

Dans un de ces soupers voluptueux où Louis I mettoit que des favoris confidens de ses plaisirs, la du Barry s'égayoit avec peu de retenue et de décen qu'elle appeloit la fausseté et l'hypocrisie de Marie et pour étayer ce qu'elle avançoit par une preuve cante : « Voici une lettre du prince Louis de Rohan en la tirant de son portefeuille, écoutez comm peint. » Alors elle lit tout haut la phrase ci-dessi viens de rapporter. Aucun des convives n'hésita à prince Louis en correspondance avec la maîtress un vrai plat de courtisan à servir à madame la l Aussi un ennemi caché du prince ambassadeur s'e t-il d'aller en instruire cette princesse. Il est plu concevoir que d'exprimer la profonde indignati Dauphine. « Quoi ! s'écria-t-elle, un prince, et un l'Eglise, est en correspondance avec une femme mœurs pour représenter, sous les traits les plus o mère qui le comble de ses bienfaits. »

M. l'abbé Georgel a agi en cette circonstanc tous les faiseurs de mémoires qui ont écrit sans ner que leurs contes pussent être jamais c Nous voulons qu'il fut secrétaire de l'ambassa çaise à Vienne, mais précisément à cause circonstance, il n'était ni à Paris ni à Versa moment où les faits qu'il retrace s'y seraient a donc dû s'en rapporter aux récits qui lui été faits ultérieurement par des témoins rest nus ; or, à ces témoins anonymes nous en a jourd'hui d'autres à opposer : c'est Mercy, c'e Antoinette, c'est Marie-Thérèse elle-même. Ne

sur correspondance, elle exclut la possibilité de l'anecdote racontée par Georgel.

MERCY d'abord : On sait combien il était attentif à recueillir les moindres incidents qui pouvaient intéresser sa souveraine, pour les insérer dans ce qu'il appelle ses *très-humbles rapports*, son *journal*. Il ne dit un mot de la lettre du prince de Rohan, ni du souper voluptueux, ni de la lecture qui l'aurait égayé. Son silence prouve au moins une chose : c'est qu'on n'a pas parlé à la cour de l'incartade prêtée à madame du Barry.

MARIE-ANTOINETTE : Elle n'a pas pu ignorer la scène jusqu'elle lui a été dénoncée à elle-même sur-le-champ et qu'elle en aurait été indignée, tant contre l'ambassadeur que contre la favorite. Que dit-elle à sa mère ? Rien, elle a cependant un double intérêt à se taire.

Elle n'ignore pas que sa mère ne peut souffrir le prince de Rohan, qu'elle demande sans cesse qu'on le rappelle de Vienne en France et qu'il y aurait là un moyen infailible de forcer la main au duc d'Aiguillon, au roi lui-même.

Mais il y a plus, on sait quelle est la lutte engagée entre la Dauphine et sa mère au sujet de madame du Barry. Marie-Thérèse veut que sa fille adresse la parole à la favorite, qu'elle lui accorde quelque apparence d'attention, quelque gracieuseté, si insignifiante qu'elle soit. Elle ne peut rien obtenir ; Marie-Antoinette promet et au dernier moment, l'influence de Mesdames ou le M. de Choiseul l'emporte, elle se tait ou se retire. Madame du Barry en est pour une mortification de plus. Marie-Thérèse gronde terriblement ; la Dauphine est réduite à se défendre, à chercher des excuses, des

prétextes auprès de sa mère, qu'elle redoute, comme on sait, infiniment. Qu'on suppose pour un instant que la Dauphine ait appris l'histoire de la lettre des commentaires de madame du Barry, injurieux pour Marie-Thérèse, traitée de fourbe et d'hypocrite; elle n'aurait pas manqué de prévenir Mercy d'un incident qui pouvait avoir sa gravité, elle en eût instruit sa mère, elle se serait empressée de lui dire : « Vous voulez que je parle de cette femme et elle vous insulte, voici ce qu'elle a dit de vous. » D'un mot elle échappait à ces reproches quotidiens auxquels elle était en butte qui lui étaient si pénibles. Eh bien ! loin de là, elle a écrit cette année même à Marie-Thérèse en parlant de madame du Barry : « Cette femme, dit-elle, n'est pas si méchante ¹. » Jamais elle n'avait été si indulgente pour sa favorite qu'elle était peu disposée à louer.

Et MARIE-THÉRÈSE ? Peut-on douter que, si elle avait été informée de ce qu'elle pouvait considérer comme un outrage de lèse-majesté, elle eût conservé, à l'ambassadeur accrédité à sa cour, l'insolent caprice d'écrire les lignes qu'on lui a prêtées et qu'il faut relire : « *Cette princesse exercée dans l'art de ne pas se laisser pénétrer, ayant les larmes à son commandement, te tend un mouchoir d'une main pour essuyer les pleurs qu'elle répandoit sur la Pologne, et de l'autre, saisissant le gilet pour la dépouiller.* » La satire était sanglante, il fallait dire à Marie-Thérèse de la dénoncer au roi de France pour faire rappeler un ambassadeur qu'elle détestait et qu'elle subit encore deux années en silence.

Il faut joindre à ces considérations une raison décisive encore. Madame du Barry ne s'est jamais

1. Vol. I, nov. 1772, p. 373.

me l'antagoniste de Marie-Antoinette ni de Marie-
Thérèse, elle était à genoux devant elles. Bassesse, im-
bécillité, inintelligence des situations et des conven-
ances, on peut lui reprocher tout, excepté l'audace de
l'assession.

Il voulait faire oublier la tache ineffaçable, la
honte qui la couvrait, là était son véritable tort. Il
avait eu folie de sa part à attaquer la mère tandis
qu'il se prosternait aux pieds de la fille.

C'est une dernière objection, qui, à elle seule aurait
suffi et nous dispenser de toute autre.

La prétendue lettre du prince de Rohan au duc d'An-
jou, lettre d'ailleurs sans date ni signe d'authenti-
quelconque, n'a jamais été produite. L'original est
inconnu. La minute devrait se trouver dans la
correspondance diplomatique, au département des
affaires étrangères, elle n'y est pas, mais on y trouve
les autres lettres du prince de Rohan au mi-
nistre. Elles sont nombreuses, on peut se faire une idée
du style du futur cardinal Collier, son style est plat, vul-
gaire mais sérieux, il ne se permet jamais de plaisanteries
d'aucune sorte; le sarcasme est au contraire la figure
caractéristique de Frédéric, c'est la tradition de Voltaire,
modèle et son maître, aussi dans un cas où il s'agit
de prononcer sur la paternité d'une facétie sardonique,
l'ironie appartient de droit au grand railleur
français.

CONVERSATION AVEC L'IMPÉRATRICE.

Majesté l'impératrice me parla des affaires de Pologne
et dit combien ce partage lui avoit déplu, qu'elle y avoit

Dépêche de M. de Rohan à M. d'Aiguillon.

été forcée par les circonstances, qu'elle a espéré longtemps que les discussions qui auroient pu naître en auroient empêché l'exécution, mais que l'accord entre la Russie et le roi de Prusse avoit été fait à son insçu et que lorsqu'on lui en avoit donné communication, elle avoit vu un article particulier où il étoit dit : « Nous inviterons aussi la maison d'Autriche et si elle refuse de se joindre à nous, le refus nous empêchera pas d'exécuter notre projet et d'aller en avant. » Sa Majesté m'ajouta qu'elle avoit ensuite long-temps ignoré tous les arrangemens subséquens et que ne pouvant naturellement nous instruire de cette incertitude de sa part et de cette position embarrassante, elle avoit pris le parti de se vouer au silence le plus impénétrable, et que le prince de Kaunitz avoit tenu cette conduite, la seule qui peut convenir dans une telle occurrence de choses, avec le caractère de vérité.

Le silence de Sa Majesté me permettant de reprendre parole, je lui avouai que le moment m'avoit paru pénible à supporter, qu'il m'avoit été impossible d'imaginer que le roi de Prusse et la Russie paroissent d'accord avec la maison d'Autriche et marchant conséquemment au but qu'ils se proposoient, cette marche n'eût point été annoncée à Sa Majesté et concertée avec elle, que la suite avoit éclairé le mystère qui, j'ose le dire, étoit impénétrable en politique, que même je lui faisois l'aveu d'avoir instruit le roi de mes vives inquiétudes et que sans pouvoir rendre compte de l'impression qu'elles avoient faite sur son esprit, je pouvois seulement certifier, avec la plus exacte vérité, que Sa Majesté toujours attachée à l'alliance avoit conservé le sentiment le plus inviolable d'amitié pour l'impératrice reine.

L'impératrice parut très sensible à cette expression ; elle me chargea de témoigner au roi combien elle en étoit vivement touchée, mais que ce silence de sa part n'avoit porté que sur des choses qu'elle avoit ignoré elle-même.

Il faut donc rejeter l'anecdote de l'abbé Georges

trouvée. Cependant la légende a fait son chemin : elle a été enregistrée sans critique dans les *Mémoires de madame Campan*.

Mon récit :

au même temps (l'ambassade du cardinal de Rohan en Dauphiné eut connaissance d'une lettre écrite par le prince Louis à M. le duc d'Aiguillon, dans laquelle le prince s'exprimait en termes peu convenables sur le compte de Marie-Thérèse, relativement au partage de la Pologne. Cette lettre du prince Louis avait été lue chez la duchesse du Barry, la légèreté de la correspondance de l'ambassadeur blessant à Versailles la sensibilité et la dignité de Marie-Thérèse, tandis qu'à Vienne les rapports qu'il faisait à son gouvernement contre la jeune princesse finirent par lui révéler les motifs de ces interminables plaintes. *Madame Campan*, ch. III, p. 79, édit. Barrière).

Il s'agit ici à quel point madame Campan se trompe, en disant que les rapports contre Marie-Antoinette arrivés à Marie-Thérèse par le prince de Rohan, tant à Vienne qu'à Versailles, étaient maintenant qu'ils émanaient de Mercy d'Argenteau de Versailles.

Revenons à notre question primitive : à qui appartenait la responsabilité du partage de la Pologne ? Nous avons vu que c'était à cette catastrophe des causes éloignées et lointaines, il y en avait aussi de plus prochaines ; quant à la responsabilité immédiate de l'événement, elle incombait tout d'abord à la politique de M. de Choiseul qu'à Paris, il avait prévu le démembrement de ce malheureux pays et il n'y répugnait pas « lors-même que, sous toute vraisemblance, faisait-il écrire, par son ministre M. de Praslin, les quatre puissances (Russie,

Autriche, Prusse, Turquie) s'arrangeroient pour partager la Pologne, il est encore très douteux que cet événement pût intéresser la France¹. » Avec une pareille conviction, la Pologne était sacrifiée d'avance aux ardentcs convoitises des puissances voisines. La Pologne catholique distribuée entre la Russie schismatique, la Prusse protestante et le Turc ! quelle politique sans cœur ! Tout concourut à hâter le résultat entrevu par M. de Choiseul et accepté de sa part avec une froide indifférence : la haine du ministre français contre l'impératrice de Russie qui la lui rendait bien et le traitait de *hanneton*, l'animosité déclarée de Frédéric, le silence de l'Autriche qui, suivant M. de Kaunitz, s'expliquait par le caractère intraitable du ministre français. Tel est l'arrêt des juges les mieux informés².

C'est M. de Choiseul, dit M. de Saint-Priest, qui, par ses grandes fautes politiques, amena, ou du moins hâta le partage de la Pologne³.

Il nous reste à déterminer le rôle de M. d'Aiguillon, non par des phrases, mais par des dates et des faits.

Il a été nommé secrétaire d'État au département des affaires étrangères, le 6 juin 1771. Nous n'avions alors

1. Saint-Priest, Mém. au Conseil du 8 mai 1763.

2. Boutaric, t. I, 176.

3. *Etudes diplom. et litt.* par M. Alex de Saint-Priest de l'Ac.-Fr. (Paris. Amyot, 1850, in-8°, p. 241). Il ajoute : Plus tard on fait dire à Louis XV : « Ah ! si Choiseul étoit encore ici, cela ne seroit pas arrivé. » (V. Saint-Priest, *Lettres sur les affaires de Pologne*, p. 124.) Ce mot est incompréhensible, il ne peut avoir été prononcé. Le roi savait trop bien ce qui en était, l'embarras dans lequel les entreprises aventureuses de M. de Choiseul l'avaient jeté... On crut ou on voulut croire au prétendu regret de Louis XV. M. de Saint-Priest n'a pas pu connaître la *Correspondance secrète* et ce que le roi disait de ce prétendu regret qu'il a démenti si énergiquement.

deur ni à Varsovie, ni même à Vienne. Le duc de Roban n'est parti pour cette dernière qu'en janvier 1772. Le roi n'était instruit de ce qui se passait que par sa correspondante, à laquelle M. d'Aiguillon n'était pas inconnu. Le nouveau ministre, écrivait M. le comte de Broglie le 23 juin 1771, ne sauroit connoître encore le sort de cette république est politiquement et pour la France, et le nouvel ambassadeur même pour Vienne le connoitra encore bien peu. M. le comte de Broglie, malgré toute sa pénétration ne devinait pas encore, car il disait dans la même lettre :

« de tout cela (les maux de la Pologne) ne seroit pas si difficile si la cour de Vienne désiroit le bien d'une malheureuse nation, mais je soupçonne qu'elle ne sera ni victorieuse, ni débellée que victorieuse ; elle sera plus dans l'obligation de subir la loi qu'on voudra lui faire et c'est là l'attitude que les ambitieux voisins la désirent.

M. le comte de Broglie n'aurait pas tenu ce langage si il n'eût su que l'Autriche était si près de jeter le poids de son influence pour prendre part au partage par le droit du plus fort sans se soucier de savoir si la Pologne était victorieuse. M. Durand, chargé d'affaires de Vienne, n'était pas mieux instruit. Jusqu'à présent il n'a pas cru à la participation de l'Autriche au concert des trois cours copartageantes. M. Durand était un des diplomates les plus distingués de l'époque. Profondément versé dans les affaires des cours du Nord et plus particulièrement de la Pologne, si la France a été jouée, la

responsabilité en appartient tout entière à M. Duval et elle couvrirait au besoin M. le duc d'Aiguillon.

Mais cette excuse est-elle nécessaire? Elle est p l'être pendant un temps, lorsque la parole était aux bellistes et qu'ils avaient réussi à faire croire que le partage de la Pologne avait été une œuvre et une révolution subites qui s'étaient manifestées à jour fixe, qu'eût dépendu d'un ministre français d'arrêter. Ces réductions puérils n'ont plus de cours, notre seul guide aujourd'hui c'est la teneur de pièces officielles et, quand nous les consultons, nous voyons, dès le 12 janvier 1772, Louis XV écrire à M. le comte de Broglie :

C'est pour marquer toute notre confiance à la cour de Vienne que M. d'Aiguillon a communiqué la lettre de Prusse à M. de Mercy et pour juger si elle ne voudrait pas avoir sa part de gâteau sur la Pologne, comme il y a tout lieu de le croire. (I, 174, Boutaric.)

A travers son style trivial et embarrassé, on voit poindre la défiance de Louis XV sur les projets de l'Autriche. Les préoccupations de M. d'Aiguillon ne sont pas moindres. Frédéric est instruit des inquiétudes de la Cour de France, et il s'en émeut malgré son ton railleur.

FRÉDÉRIC AU COMTE SOLMS.

13 mai 1772.

Il faut que je vous entretienne de quelques nouvelles de France qui, par leur singularité, n'ont pas laissé de m'intéresser beaucoup. Le secret de nos arrangements pour le démembrement de la Pologne a commencé à percer à cette co

fort inquiète et alarmée, elle se perd en reprojets inutiles pour y apporter quelque empê-
che son désespoir va si loin qu'elle ne se fait
pas d'imaginer différens plans, les uns plus ab-
surdés autres et qui tendent principalement à dé-
bailler contre moi. En voici un de cette espèce qui
passera sûrement. Elle prétend représenter aux
cours de Pétersbourg et de Vienne le désavantage de leurs
alliances avec moi afin de les engager à se liguier contre
moi et à me désister de mes prétentions. Il en a
été plusieurs fois entre le duc d'Aiguillon et le
duc de Lercy, et encore en dernier lieu ce plan a fait le
entretien fort long et très animé entre ces deux
seigneurs duquel on a remarqué une très forte alté-
ration de leurs physionomies... Le comte de Wielohoursky
n'a plus les bras croisés et il a fait courir à
son mémoire fort singulier... Le mémoire paroit fait et
avec l'approbation des ministres de France, mais il
est aussi peu que le projet ridicule et impuissant
être. Cette ligue, formée dans un temps où la France
est plus grand discredit auprès de ces deux cours
et où elle joue d'ailleurs un si petit rôle en Eu-
rope, est le système le plus absurde qu'on puisse ima-
giner je le redoute si peu que je ne vous fais part de
l'impuissant de l'envie du ministère françois que
de se moquer et pour vous faire voir à quelles visions
et de ses propres faiblesses est capable de mener
Je suis persuadé qu'on rira bien à Pétersbourg de
projets du duc d'Aiguillon.

En rapportant cette lettre, ajoute en note :
« n'est-il pas un peu d'inquiétude au travers de
ce ? » En effet le partage à trois n'était encore
projet, et aussi, le 17 mai 1772, Frédéric revient
à l'insécurité qui évidemment le préoccupe, il dit
à Solms, son confident :

Tous les avis qui me reviennent de toutes parts annoncent que la France ne néglige rien pour nous brouiller avec l'Autriche. A mesure que nos arrangements se dévoilent à la cour de Versailles, ce dessein se développe de plus en plus ; le ministère françois, étourdi de ce changement de scène, est livré au projet d'y porter obstacle. Il imagine d'y réussir en excitant la Porte à continuer vigoureusement la guerre, et il est fermement persuadé de l'avoir gagnée par ses promesses et ses insinuations.

On me marque encore de Paris que le ministre de la marine conjointement avec celui de la guerre ont voulu également discuter les moyens de déranger notre plan de partage pour la Pologne. Ils ont prétendu qu'il falloit offrir aux Turcs de chasser la flotte russe de la Méditerranée, que la Porte seroit encouragée par cette diversion à continuer la guerre et à réparer ses pertes, et que la cour de Vienne, animée par cet acte de vigueur, reviendrait à son alliée, la France, et se concerteroit avec elle pour se libérer d'arrangements auxquels elle n'accède que par force et par humeur.

Ces moyens ont été à la vérité proposés et je n'ai aucun sujet de me défier du canal par lequel ils me sont revenus, mais les trois points capitaux qui devroient venir à leur appui manquant entièrement à la France et n'y ayant ni SYSTÈME, NI FERMETÉ, NI ARGENT, on y renoncera fièrement avec la même facilité avec laquelle on les a conçus et proposés. Ils me paroissent d'ailleurs tout comme les projets du duc d'Aiguillon, c'est-à-dire des effervescences de la vivacité françoise.

Le comte de Wielohoursky, d'un autre côté, après avoir reçu un nouveau courrier avec la nouvelle que les troupes autrichiennes étoient entrées en Pologne et marchaient sur Cracovie, au nombre de 40,000 hommes, tandis que les Russes avancement d'un autre côté avec 20,000 hommes, s'est rendu tout de suite à Versailles pour en faire part au duc d'Aiguillon. Celui-ci l'a écouté avec l'humeur et l'impatience

« qui en savait encore davantage, mais le comte ky lui ayant demandé si la France les abandonne-
 rait cette extrémité et si elle laisserait la Pologne de-
 partage des puissances ? le duc lui a répon-
 ment y remédier ? Votre foiblesse, a-t-il dit, est
 nos efforts seroient inutiles. Cet événement est
 à votre désunion et des mauvaises intrigues de
 l'empereur. »

de Wielohoursky est retourné à ses lamentations et
 venues plus fortes après cette circonstance. Un
 extraordinaire arrivé au comte de Mercy étoit relatif
 bjet. Cet ambassadeur a dû faire part enfin au
 rois de l'entrée des troupes de son maître en
 des raisons qui l'ont engagé à cette démarche qui
 semble à l'aigreur du ministère français. (De Smitt,

apprécier la portée de ces révélations nouvelles
 oire, il faut se rappeler le langage des organes
 choiseul ; à les entendre, le ministre français
 , n'a rien voulu entendre, rien pu empêcher.
 e du Barry en est doublement responsable
 lle a renversé M. de Choiseul et parce qu'elle fit
 mbassadeur à Vienne M. le prince Louis de
 a laissé tramer le partage sous ses yeux sans
 r sa cour. Écoutons du Mouriez :

s de ce grand plan (pour sauver la Pologne)
 xistence ministérielle de M. de Choiseul : il fut
 24 décembre et il fallut renoncer à tout. C'est la
 il a eu l'avantage de faire tomber ce maire du
 sort de tout le nord de l'Europe et peut-être de

issus le passage de Pidansat de Mayrobert.

l'Europe entière a tenu à la passion flétrissante qu'un roi de France de soixante ans avoit conçue pour une fille publique.... (Vol. I, ch. vii, p. 214).

Il résulte au contraire de la correspondance de Frédéric :

1° Que dès avant le départ du prince Louis de Rohan pour Vienne (janvier 1772), le projet de partage étoit signé entre le roi de Prusse et la Russie, que la connivence de l'Autriche existait en fait à cette époque qu'elle étoit soupçonnée d'ores et déjà par Louis XV.

Qu'au mois de mai 1772, le secret du partage avoit déjà percé à la cour de France ;

Que le duc d'Aiguillon étoit vivement ému de cette nouvelle et qu'il s'en étoit expliqué avec M. de Mercy.

2° Qu'un mémoire sur ce sujet avoit été fait et répandu par M. de Wielhorski et qu'il avoit l'approbation tacite du ministre français ;

3° Quant aux moyens de conjurer le danger, M. d'Aiguillon s'ingénioit à les découvrir, mais il est arrêté par le discrédit où la France est tombée, l'abaissement de son rôle en Europe et le manque d'argent.

Que faire avec un roi qui ne vouloit de la guerre à aucun prix, qui ne la vouloit pas surtout à quatre cents lieues. M. d'Aiguillon essaya d'agir auprès de la Porte, de l'encourager à continuer la guerre et ramener ainsi à la France l'Autriche chancelante.

Pour appuyer cette démarche, une démonstration sur mer étoit nécessaire, elle eut lieu le 24 juin 1772. Frédéric écrivoit à Solms :

La Russie peut être tranquille au sujet des opérations françaises sur mer, malgré tous les bruits qu'on a fait

les forces qu'on a fait sortir de ses ports se bornent à un couple de vaisseaux de guerre et quelques frégates qui ne valent assurément pas pour une entreprise de conséquence... (De Smitt, p. 240.)

Il y eut donc un commencement d'action; malheureusement la France ne pouvait en imposer aux trois puissances qu'à la condition d'être secondée : son alliée naturelle en cette circonstance aurait été l'Angleterre, mais cette puissance refusa d'agir de concert avec nous, et dit même qu'elle menaça de se tourner contre nous. Il fallut donc se résigner à en appeler à l'avenir. Nous avons vu, lors de l'incident des îles Malouines, que telle fut la pensée intime de Louis XV et le secret de son apparente résignation.

La chute de la Pologne fut donc un de ces événements de force majeure qui dépassent la mesure des individualités humaines. Pour l'accomplir, il a fallu la complicité de trois puissances de premier ordre réunies dans une pensée scélérate : *Societas scelerum* : Frédéric, Catherine et Marie-Thérèse, naguère ennemis les uns des autres, s'accordant pour spolier une nation généreuse, contrairement au droit des gens, à leurs promesses formelles, aux souvenirs de l'histoire. Qu'est ce que pouvait contre ces géants du Nord une misérable créature de l'espèce de madame du Barry ? Elle n'était de taille ni à provoquer ni à empêcher la catastrophe. On ne devait pas faire figurer son nom sur cette page sinistre des annales du dix-huitième siècle; mais, puisqu'on l'y a inscrit, il faut reconnaître que si elle n'a pu former que des vœux en cette circonstance, ils ont été pour la bonne cause, elle était défendue par les grandes dames du temps. La charmante madame d'Egmont écrivait, le

1^{er} octobre 1772, au roi de Suède Gustave III, lettre remarquable :

Je suis indignée du sang-froid avec lequel on voit le partage de la Pologne. Il n'y eut jamais une chose dans l'univers : trois puissances qui se réunissent en dépouiller une contre laquelle nulle d'entre elles ne se révolte. guerre.....

Quelquefois j'aime à penser que, plus heureux et plus généreux que Charles XII, mais non moins généreux, vous rétablirez un jour la balance si nécessaire et qui déjà penche trop. (I, 245, *Gustave III*, par M. Geffroy.)

Si ces nobles sentiments ont été partagés ou connus de loin par madame du Barry, il y a un mérite dont il faudrait lui tenir compte.

Mieux vaut cette sympathie, d'où qu'elle vienne, que la grande infortune, que les jugements deviennent mode en ces derniers temps. « Les Polonais ont perdu leur sort par leurs divisions... Ils avaient perdu leur indépendance... » Eh ! qui donc avait fait éterniser ces divisions ? Qui donc avait souffert de leur indépendance et pouvait vouloir les en priver ? Les causes les plus connues des divisions incurables de la Pologne est le maintien du *Liberum veto* et c'est la politique machiavélique de Frédéric. La Russie elle-même songé à le faire disparaître ¹.

1. V. de Smitt, p. 97.

CHAPITRE XV

SOUPERS AU PETIT-CHATEAU.

LETTRE DU DUC DE DEUX-PONTS A MADAME DU BARRY.

MÉMOIRES SUR MADAME DU BARRY,

PAR P. NOGARET, DIT DE VILLEROY.

LETTRE DE MERCY A MARIE-THÉRÈSE.

Compiègne, 14 août.

Le 24, étant chez la comtesse du Barry, elle me parla de sa position vis-à-vis de la famille royale. Je lui répétai ce que ses propres intérêts exigeoient du côté des ménagements à garder envers les jeunes princes et princesses. La favorite me marqua d'être plus tranquille sur ce que pensoit madame la Dauphine à son égard; elle me dit aussi son projet d'aller faire sa cour à S. A. R. Je me proposai dès lors d'en prévenir madame l'Archiduchesse, qui étoit allée ce jour-là se promener en voiture.

Le 26, quoique ce fût un dimanche, je trouvai moyen de parler un instant à madame l'Archiduchesse avant l'heure de la Cour; je la prévins de la prochaine apparition de la comtesse du Barry et je la suppliai de vouloir bien faire à cette femme une réception convenable et qui n'excitât point de rumeurs. En sortant de chez madame la Dauphine, je fus informé que la favorite se proposoit d'y aller le même ma-

tin. Je rentrai chez S. A. R. pour lui en donner avis. Je renouvelai quelques représentations pressantes et elles produisirent leur effet.

La favorite étant arrivée après la messe du Roi avec la duchesse d'Aiguillon, madame la Dauphine adressa d'abord la parole à cette dernière, et se tournant vers la favorite, elle tint quelques propos sur le temps, sur les chasses, de façon que, sans interpeller directement la comtesse du Barry, elle pouvoit cependant croire que ces mêmes propos s'adressoient autant à elle qu'à la duchesse d'Aiguillon. Il n'en fallut pas davantage pour que la favorite fût très contente.

Le Roi, instruit de ce qui s'étoit passé, en parut fort satisfait et le témoigna à madame la Dauphine par de petites attentions qu'il lui marqua le même soir au grand couvert.

Immédiatement après l'apparition de la comtesse du Barry, madame l'Archiduchesse, se trouvant avec M. le Dauphin, avec M. le comte et madame la comtesse de Provence, elle leur fit des réflexions très justes sur la conduite à tenir vis-à-vis de la favorite.

Mesdames se sont trompées. Embarras qu'elles causent. Nécessité de les éviter.

LETTRE DE MERCY.

Compiègne, 14 août.

Le Roi soupe tous les jeudis à un pavillon détaché du château et que l'on nomme le *Petit-Château*. La favorite fait en quelque sorte les honneurs de ce pavillon ; les princesses de la famille royale n'y vont point ; mais M. le Dauphin y alloit les autres années ; il ne vouloit plus y retourner cette année et le Roi en paroïssoit affecté. Je suppliai madame l'Archiduchesse d'engager M. le Dauphin à reparoître à ces soupers du *Petit-Château* et il s'y est prêté de très bonne grâce.

Le 31, après une promenade, madame la Dauphine et toute la famille royale soupa avec le Roi, ce qui arrive deux fois la semaine dans ces occasions. Le Roi se retire à onze heures ; il monte dans l'appartement de la favorite, et il y joue au piquet jusqu'à une heure.

LETTRE DU MÊME.

15 septembre.

Le 13 août, M. le Dauphin fit encore quelque résistance pour aller au souper du *Petit-Château*, qui a lieu tous les jeudis. Je suppliai madame la Dauphine de déterminer le prince son époux à ne point se refuser aux choses qui peuvent plaire au Roi. Je prévins même S. A. R. que j'étois informé du projet de la comtesse du Barry de saisir la première occasion de s'asseoir à table à côté de M. le Dauphin. Quoique si cela arrivoit, il me paroissoit convenir que le jeune prince s'efforçât à prendre un air d'aisance qui ne donnât point lieu à des remarques malignes et de nature à augmenter les propos d'aigreur qui s'étoient calmés depuis quelque temps.

Le lendemain en sortant de son souper où je m'étois trouvé, il me dit en souriant : « J'ai été souper hier au *Petit-Château*, » et il passa sans me donner le temps de lui répondre. J'avois appris que tout s'étoit bien passé la veille à ce petit château et que la comtesse du Barry ne s'étoit point assise à table, à côté de M. le Dauphin, quoiqu'on le lui ait conseillé.

Le 14, le duc d'Aiguillon me dit que le Roi, se trouvant la veille chez la favorite, il y avoit été question de la bonne réception que cette dernière avoit éprouvée de la part de madame la Dauphine, que le Roi, en renouvelant les marques de sa satisfaction à cet égard, avoit en même temps encouragé cette favorite à se présenter plus souvent chez madame l'Archiduchesse, mais qu'on me demandoit conseil sur ce qu'il y avoit à faire de mieux en cela. Je n'hésitai

pas à répondre au duc d'Aiguillon que, *en mon avis,* comtesse du Barry agiroit prudemment en se montrant rarement chez madame la Dauphine, que des apparitions trop fréquentes n'aboutiroient qu'à exciter plus de fermentation dans l'intérieur de la famille royale, qu'il en résulteroit des embarras pour madame la Dauphine et aucune utilité pour la favorite ; que celle-ci devoit se contenter d'être bien reçue deux ou trois fois par an, jusqu'à ce que le temps soit tout à fait calmé les esprits et que l'habitude fit envisager la position de cette femme d'un œil différent qu'on ne la voit encore aujourd'hui.

J'eus ensuite occasion de répéter ces mêmes raisons à la favorite et de les faire si bien valoir qu'elle les a adoptées en se décidant à ne plus faire sa cour jusqu'au voyage de Fontainebleau.

LETTRE DE MARIE-THÉRÈSE A MERCY.

2 octobre 1772.

..... Rien de plus sage que les démarches que vous avez faites pour persuader ma fille d'engager le Dauphin à assister aux soupers du Petit-Château et pour détourner les apparitions trop fréquentes de la comtesse du Barry chez ma fille. Elle doit être convaincue qu'on n'exige pas d'elle des bassesses pour la favorite, mais qu'elle la traite avec cette politesse indifférente qu'elle doit à toute dame présentée à la Cour sans entrer dans son personnel (p. 354).

LETTRE DE MERCY.

16 septembre 1772.

Quoique depuis longtemps je sois très bien traité par le Roi, j'ai vu que la bonne réception faite par madame la Dauphine à la comtesse du Barry avoit beaucoup ajouté

que me témoigne le monarque. L'ayant trouvé à-midi chez cette favorite, il m'a appelé dans l'embrasure d'une fenêtre. Conversation sur la Dauphine, la Parme... La comtesse du Barry approcha... et le début de discours... Il me demanda ensuite en riant n'étoit S. M. l'Empereur « avec son ami le Roi de Prusse » La favorite prit le propos et dit qu'elle étoit bien sûre que l'Empereur connoissoit à fond le Roi de Prusse qu'au moyen de cela il étoit facile de juger de la confiance que son ami lui avoit accordée pour un prince accoutumé « à tromper le monde et sur la foi duquel on ne pouvoit se fier. » Je répliquai et de mon côté j'avancai quelques réflexions sur le sujet et qui, sans avoir une forme trop sévère ou ministériale, donnoient cependant à connoître ce qu'il falloit croire et devoit penser des manœuvres qu'avoient faites ces derniers temps le ministre prussien, et de celles qui avoient été envisagées et appréciées par V. M. l'Empereur. Le Roi parut satisfait de mon langage. La comtesse du Barry me parut d'un air plus sérieux.

LETTRE DE MERCY.

Fontainebleau, 14 novembre 1772.

Après être étant allé chez la comtesse du Barry, elle m'apprit qu'elle étoit allée le lendemain à la cour à madame la Dauphine et elle me pria de lui ménager la meilleure réputation possible. Je répondis à cette favorite que comme elle n'étoit pas au lieu d'être satisfaite du traitement éprouvé à Combray, j'étois bien assuré qu'il en seroit de même ici ; que je n'étois ni nécessaire ni convenable d'entamer une sorte de négociation et de mettre des apprêts à une chose qui n'étoit aucun, madame l'Archiduchesse ayant prouvé long-temps qu'elle n'avoit ni prévention, ni haine, ni mauvaise volonté contre personne. La comtesse du Barry me parut satisfait de ce langage.

je lui rappelai l'idée très convenable qu'elle avoit eue à Compiègne d'engager le Roi à aller chez madame l'Archiduchesse, au lieu de ne voir cette princesse que chez madames.

La favorite m'assura qu'elle en avoit parlé plusieurs fois au Roi, que le monarque avoit fait ici quelques visites matin à madame la Dauphine, qu'il s'y étoit rendu par la porte de communication qui tient à son appartement (je savois ce fait, qui a eu lieu en trois occasions), mais pour ce qui étoit de voir journellement madame la Dauphine chez elle et d'y faire venir Mesdames, le Roi ne roit être amené à ce changement que par degrés, soit par l'habitude ou par la crainte de changer l'habitude de Mesdames ses filles et qu'au reste il étoit visible qu'elle l'Archiduchesse avoit fait depuis quelque temps un grand coup de progrès sur l'esprit du Roi et que la favorite emploieroit sincèrement à y coopérer de plus en plus.

Mercy se hâte de prévenir la Dauphine. — Elle paraît un peu interdite et promet cependant qu'elle ira bien :

Le 27, j'étois inquiet de l'espèce d'indécision que j'avois remarquée la veille. Je me rendis chez madame la Dauphine elle revenoit de la messe. « J'ai bien prié, me dit-elle, dit : Mon Dieu ! Si vous voulez que je parle, faites-moi parler : j'agirai suivant ce que vous daignerez m'inspirer » Je répondis à madame l'Archiduchesse que la voix de sa respectable mère étoit la seule qui pût lui interpréter la volonté de Dieu, en matière de conduite, et qu'ainsi elle se tenoit inspirée d'avance sur ce qu'elle avoit à faire pour le Roi. Je n'eus que le temps de dire ce peu de mots, par où S. A. R. devoit passer chez le Roi.

La comtesse du Barry vint un instant avant le dîner en compagnie de la duchesse d'Aiguillon.

Madame la Dauphine parla d'abord à cette dernière

égard la favorite, qu'il faisoit mauvais temps, il pourroit pas se promener dans la journée. Ce n'étoit pas adressé bien directement à la personne et d'ailleurs, soit par la contenance, la réception ne fut pas meilleures. Heureusement, M. le Dauphin s'étoit absent dans cette occasion; je rejetai sur cette circonstance l'air d'embarras et de froideur de madame l'Archevêque.

Je relai à la favorite ce que je lui avois dit la veille, et le lendemain les différents incidents décidèrent le plus favorable d'accueil; enfin, je réussis à lui persuader que tout ce qu'elle avoit été bien reçue.

Elle avoua qu'elle avoit cru remarquer de la bonne volonté de la part de madame la Dauphine, et qu'elle imputoit l'effet que la présence du Dauphin avoit été l'observation la plus favorable; enfin il n'y eut sur cette fois ni propos, ni mécontentement, et c'est tout ce que la réalité des circonstances ne pouvoit nous laisser espérer (I, 371)

Il y eut ce jour une grande tracasserie dans laquelle j'eus obligé d'intervenir.

Le duc de La Vaulx donnoit ce même soir à souper à la cour du Barry. Il invita à cette occasion les dames de madame la Dauphine, la duchesse de Cossé, et de s'y rendre. V. M. daignera se rappeler que la duchesse de Cossé, quoique par caractère et par principe opposée à la favorite, lui doit cependant sa place, laquelle, pour parler plus exactement, a été donnée à la duchesse de Cossé entièrement livrée à la comtesse du Barry. Le refus de la duchesse de Cossé de souper avec la comtesse fit grand bruit, il en résulta des reproches du duc de Cossé: on exigea qu'il usât d'autorité vis-à-vis la femme, et, ne sachant comment se tirer d'affaire, le duc de Cossé, maladresse et la mauvaise foi de s'excuser en assurant que la femme n'en agissoit ainsi que par les ordres de madame la Dauphine. Le duc d'Aiguillon m'ayant inter-

pellé sur ce fait, je désavouai nettement le duc de m'engageai à donner preuve de la fausseté de sc tion. J'en parlai sur-le-champ à madame la Dauphine, laquelle en effet n'avoit pas dit un mot à ses dames au sujet de la favorite. Je proposai au duc d'Aiguillon de soutenir en face au duc de Cossé ; mais on étoit vaincu de son mensonge et il en remporta toute la c qu'il méritoit. Il partit le surlendemain pour Paris ; vu de sa réhabilitation auprès de la favorite, il écrivit à la femme une lettre très forte par où il exigeoit d'elle de témoigner à la comtesse toutes sortes d'attentions et de refuser à rien de ce qui pourroit lui plaire. La duchesse de Cossé répondit à son mari qu'en prenant possession de sa charge, elle étoit allée voir madame la comtesse de Palffy mais qu'après cette démarche elle n'en feroit autre chose que pût la faire regarder comme étant de la société de la cour, que jamais elle ne s'y résoudroit et qu'elle ne se remettroit la démission de sa place.

Lettre ou plutôt *Journal* de Mercy du 14 novembre 1763, daté de Fontainebleau :

Le 4, je suppliai madame l'Archiduchesse d'accorder une audience à la comtesse de Palffy et cette dame reçut d'une heure dans le cabinet de S. A. R., qui lui prodigua beaucoup de bonté et de confiance sur tout ce qui concernoit à sa position, à ses entours et autres particularités de son genre. J'avois prévenu la comtesse de Palffy sur le point qu'elle pourroit tenir selon les questions que lui feroit madame la Dauphine.

S. A. R. parla de la favorite dans des termes forts et raisonnables : elle dit que cette femme n'étoit pas si charmante, qu'elle n'étoit dangereuse que par ses entours, que tout se conduisoit ici par intrigues, que le meilleur moyen d'en éviter les inconvénients étoit d'éviter de mêler de ces sortes de tracasseries (I, 373).

MARIE-ANTOINETTE A MARIE-THÉRÈSE.

Versailles, 15 décembre 1772.

Mercy doit être content du silence que je garde depuis longtemps sur tout ce qui fait murmurer contre la favorite (I, 383).

Le 18 août 1771, le duc de Deux-Ponts¹ écrivait à madame du Barry la lettre suivante, dont nous possédons l'original ; il s'est trouvé conservé parmi les papiers auxquels elle attachait un prix particulier :

Madame,

Permettés (sic) d'avoir recours à vos bontés, aussy de M. le contrôleur général, pour une affaire à laquelle je prends le (plus) vif intérêt. Ayant appris pendant mon séjour à Paris, que le projet du Ministre étoit de former une Régie, pour les domaines du Royaume et principalement de la Lorraine, j'ai su qu'une compagnie a la tête de laquelle est un homme à moy, se présentoit pour les régir et que ses offres excédoient celles de ses compétiteurs. Comme il est tres important pour moy à cause de mes possessions limitrophes et encore enclavées dans la Lorraine, que celui qui régira cette portion soit un homme honnête, je fus enchanté qu'elle tombât en aussi bonnes mains, pouvant répondre du sujet, dont la probité et l'intelligence me sont connues. J'en parlai à M. Cochûn² dont il est connu et qui en fait grand cas, il m'encouragea même à parler en sa faveur à M. le contrôleur général et j'ai prié M. le duc de Duras de vouloir bien suivre cette affaire auprès de lui. Comme je vois qu'elle

¹ Lettre inédite du duc de Deux-Ponts.

ne finit pas, je crains que de nouvelles compagnies ne présentent et que par des protections elles n'obtiennent la préférence. J'ose donc réclamer vos bontés et l'amitié dont vous voulez bien m'honorer, Madame, et vous prier d'être ma sollicituse auprès du Ministre, à qui je demande que, les offres étant égales, mon protégé ait la préférence, la chose est de la plus grande importance pour ma tranquillité; j'ai connois trop la bonté de votre cœur, Madame, pour vous en presser d'avantage et j'ai trop de raison de compter sur vos bontés pour moy, pour ne me pas flatter du succès. J'écris à M. le comte de Duras, pour le prier de me rappeler de temps en temps à votre souvenir et, sans parler de l'invincible attachement que je vous ai voué, agréés en je vous supplie l'hommage et les assurances du sentiment respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Madame,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHRISTIAN, P. P., duc de Deux-Ponts.
(Prince Palatin.)

Cette lettre est écrite de Deux-Ponts à la date qu'on a vue ci-dessus. Elle rappelle ce mot de Labaumelle : « La maîtresse d'un Roi est presque nécessairement un ministre d'Etat. » Madame du Barry ne joue pas tout fait le rôle d'un ministre, mais elle est invoquée comme intermédiaire auprès de lui. Elle fut sans doute flattée de cette lettre; car elle la garda, et elle s'est retrouvée dans les papiers qui parvinrent jusqu'à ses héritiers. Je la tiens de mademoiselle de La Neuville. Le service demandé fut-il rendu? Nous ne pourrions le dire. Tout porte à le croire. On dit que lorsque madame du Barry fut proscrite, après la mort de Louis XV, le duc de Deux-Ponts lui offrit un asile dans ses états. Il fa

que Radix de Sainte-Foy était encore ministre
impotentiaire de France auprès du duc de Deux-
ponts¹.

On lit dans les *Mémoires secrets*, dits de Bachaumont,
Message suivant qui intéresse madame du Barry :

1 août 1772. — MÉMOIRES AUTHENTIQUES DE LA COMTESSE
DU BARRÉ (sic),

Maîtresse de Louis XV, roi de France.

Extrait d'un manuscrit que possède M^{me} la duchesse de Villeroy,
Par le chevalier Fr. N... (Traduit de l'anglois.)

C'est le titre d'un nouveau pamphlet arrivé dans cette
ville de Hollande et d'Angleterre, après lequel on court
avidité et qui ne contente pas les curieux à beau-
coup près. Rien de si plat, de si dégoûtant, que cette bro-
chure, qui n'est que du verbiage, pleine de lieux communs
ailleurs indignement écrite. Le peu de faits qu'on y
voit ne conviennent pas plus à l'héroïne qu'à toute autre
personne publique, et il n'y a pas une seule anecdote qu'on
peut considérer comme approchant de la vérité. Il faut
s'étonner bien étrangement sur la sotte crédulité du Public,
d'avoir l'audace d'imprimer une pareille rapsodie.

L'auteur des *Anecdotes* copie cette page sans y
ajouter un mot; il ajoute seulement :

Le ministre chargé du département de Paris et le lieu-
tenant général de Police furent également obligés de dé-
montrer leur zèle pour empêcher l'introduction d'un livre
dont le titre seul alarmoit la favorite.

1. L'*Almanach royal* de 1774 et 1775.

Le *Dictionnaire des A* de bier, revu p MM. Billiard, ne donne aucune notion sur l'auteur présumé de ce livre.

Les initiales Fr. N... sont celles de François Nogat, écrivain érotique du temps, et le livre n'est pas autre chose qu'un roman obscène.

F. Nogaret, surnommé l'Aristénète français¹, dit *Biographie des Contemporains*, élevé en quelque sorte à la Cour de Louis XV, y puisa de bonne heure cette légèreté de principes, ce ton d'immoralité et même cynisme en vogue à cette époque... Un roman gauleux, intitulé la *Capucinade*, publié en 1765, et dont les capucins étaient les héros, fit mettre l'auteur à la Bastille, où il ne fit pas un long séjour. Il est encore accusé d'avoir été un des continuateurs de la *Pucelle*, Voltaire, pour l'édition obscène qui parut peu de temps après en Hollande... M. Nogaret a de l'esprit, mais ne l'a exercé en général que sur des sujets frivoles tant en prose qu'en vers. Son style, assez naturel quelquefois piquant, n'est pas toujours exempt d'affectation ; ses écrits se font remarquer par une tendance philosophique et par une prétention à l'originalité, dégénère en bizarrerie. C'est bien là le style des Mémoires prétendus authentiques. L'auteur parla de la Bastille en homme qui en a ressenti l'épouvante. On peut conjecturer qu'après sa mise en liberté, il serait retourné en Angleterre, où il prit pour copie quelques mauvais romans anglais ; il répandit sur sa triste prose quelques agréments de sa plume légère y sema des aventures galantes, des dialogues à la manière de Crébillon le Jeune, et rattacha le tout au

1. *Mémoires de madame du Hausset*, p. 153.

de madame du Barry et aux lieux communs les plus connus sur MM. de Richelieu, d'Aiguillon, La Châlotais.

En voici l'idée sommaire :

Emilie Palmer est fille d'une femme mariée et d'un chanoine. Son père légal est un mari complaisant qui vit de la débauche de sa femme et souffre ses relations non-seulement avec le chanoine, mais avec un sieur G... et autres. Elle grandit, devient très belle, elle est gaillante, comme on peut le supposer, d'après l'éducation qu'elle reçoit et les exemples qu'elle a sous les yeux. Elle a plusieurs intrigues que l'auteur raconte avec un luxe de détails qui est l'attrait du livre pour certains esprits. Sa mère meurt ; elle devient libre et maîtresse d'elle-même ; le duc de Richelieu apprend par le colonel Barry qui elle est. Il l'a fait connaître au Roi, à condition qu'elle obtiendra de lui la grâce du duc d'Aiguillon, un seigneur impérieux et lâche, menacé d'un sort ignominieux pour avoir persécuté La Châlotais.

Le Roi voit la belle Emilie, il en devient amoureux. Le coupable duc d'Aiguillon obtient sa grâce, le chanoine reçoit de belles récompenses, le mari est *complimenté* (sic) d'une pension de 30,000 livres, à la condition de ne plus reparaitre à la cour.

Telle est cette fable ou plutôt cette farce grossière qu'on n'a pas craint de décorer du nom de *Mémoires authentiques*, en indiquant quelle en serait l'origine. Le manuscrit de madame la duchesse de Villeroy n'est qu'une attrape. Pourtant la curiosité était si grande que le public s'y laissa prendre. Il y eut plusieurs éditions. Nous possédons celle de 1785, qui porte cette épigraphe impudente :

Si l'on se plait à l'image du vrai
Combien doit-on rechercher le vrai même,

De nombreuses erreurs typographiques, d'une taine nature, pourraient faire penser que l'ouvrage a été effectivement imprimé à Londres¹.

1. La première édition est intitulée *Mémoires de madame Barry* (sic) suivant la prononciation anglaise; cette faute a paru dans l'édition de 1775. — D'après la *Bibliographie tinger* (Bruxelles, 1853), il existerait une traduction allemande publiée à Francfort, 1775. — Londres, imprimé aux dépens des éditeurs, 1775.

Il existe des éditions de ce mauvais roman, en langue anglaise, publiées en Angleterre; elles sont ornées d'une gravure qui présente madame du Barry en domino, un masque à la main. En voici le titre :

The authentic Memoirs of the French King's mistress. Collected manuscripts in the possession of the duchess of Villars. Second edition. — London. Price : three shillings.

CHAPITRE XVI

GUSTAVE III, ROI DE SUÈDE ET MADAME DU BARRY.

LE PETIT GAULTIER. — MORT DE YASSÉ ET DE BOKTHIENS.

ÉLOGE DE MADAME DU BARRY PAR VOLTAIRE.

LE NAVIRE *LA COMTESSE DU BARRY*.

ACQUISITION D'UN HOTEL AVENUE DE PARIS. — PIÈCES DIVERSES.

GUSTAVE III A MADAME DU BARRY.

Madame la comtesse du Barry, la part que vous prenez à mes succès me les rend encore plus agréables. Le baron de Laveu m'a fait un rapport fidèle des bontés que vous lui avez témoignées et je vous en remercie sincèrement. Je compte avec confiance sur les sentiments que vous avez toujours manifestés pour moi, et je ne doute pas que je n'aie souvent occasion de vous parler de la reconnaissance avec laquelle je suis très véritablement, madame la comtesse du Barry, etc. ¹.

A la date du 17 septembre 1772, les *Mémoires secrets* avaient raconté qu'un jeune homme, connu sous

1. Papiers d'Upsal, tome IX, in-folio, n° 439, sans date, mais lettre évidemment écrite peu après le 19 août 1772. (*Gustave III*, t. II, p. 385.)

le nom du *petit Mont-Gaultier*, allait entrer à l'Opéra dans la danse et avait même déjà débuté. Ils ajoutaient que sa mère, femme d'une quinte de l'Opéra maîtresse de Vestris, le célèbre danseur, avait eu jadis en société madame la comtesse du Barry ; et celle-ci ne l'avait point oubliée dans sa gloire et que cette circonstance devait attirer beaucoup de monde à la représentation.

Plus tard, les *Mémoires secrets* se rectifièrent et connurent (24 septembre) que le bâtard du sieur Vestris, qui avait débuté, était le fils d'une dame Ali et non de la dame Mont-Gaultier.

Il reste cependant acquis qu'il existait de bonnes relations entre cette dame Mont-Gaultier et madame Barry. Ainsi, dès le 16 novembre 1769, on lit dans comptes de madame du Barry : « Pour présent à la dame Mont-Gaultier ¹. » Castil-Blaze, dans son *Hist de l'Opéra*, en parle en ces termes :

La femme d'un violoniste de l'Opéra jouissait d'un grand crédit auprès de la maîtresse de Louis XV. Madame Mont-Gaultier avait été compagne d'armes de Jeanne Vaubern qui, devenue comtesse du Barry, l'accueillit toujours avec affection. La diplomatie amoureuse était alors comme à présent d'un secours utile. Auguste Vestris exerçait un empire absolu sur madame Mont-Gaultier. L'Opéra savait employer à propos ² Dauberval et Vestris dans les négociations importantes et officielles. Ces danseurs l'ont tiré de plus mauvais pas...

1. *Mémoires de Buffault*, Bibliothèque impériale, p. 10.

2. 28 novembre 1772 : à Dauberval, sur le mandat de M. le comte du Barry, 2764 livres.

à la date du 5 décembre 1772, les *Mémoires secrets* annoncent la mort de Vassé, professeur de l'Académie royale de peinture et de sculpture. « Les arts, disent-ils, viennent de faire une perte considérable en la personne de ce sculpteur. Il était chargé du mausolée du roi Stanislas, qui s'exécutait en marbre blanc dans l'atelier et devait être placé à Nancy, en face du monument de la Reine de Pologne » (VI, 282). Madame Barry avait fait travailler Vassé. On le voit par ses notes et aussi par les inventaires des œuvres d'art qu'elle possédait. Encore un lien possible avec la Lorraine, puisque Vassé était chargé du tombeau du roi Stanislas.

Deux jours après, le 7 décembre, le même recueil nouvelles annonce la mort de Roëttiers fils, « académicien de l'Académie de peinture et de sculpture, grand général des monnoyes de France. Il n'était pas moins digne d'être regretté que Vassé. Il était même le unique dans son genre (*sic*). Ses médailles étaient de bas-reliefs admirables... (V. notamment celle frappée en mémoire de la cérémonie du déceintrement du roi de Neully.) »

LETTRE DE VOLTAIRE A M. LE COMTE D'ARGENTAL.

.. M. le maréchal de Richelieu me mande qu'il le fera mettre en prison (Le Kain), s'il n'est pas à Paris le 4...
 Il est certain qu'il peut être aisément à Paris le 8...
 Il vous apportera le Code de Minos que je lui donnai quand j'arrivai de Ferney. Je suis fâché que madame du Barri (*sic*) n'ait pas la bonne leçon, car j'entends dire qu'elle a beaucoup de goût et d'esprit naturel. Vous devez le savoir mieux que moi, vous qui allez nécessairement à la cour... (4 octobre 1772.)

Le musée de Versailles a dans ses collections un dessin qui retrace un monument d'adulation consacré à madame du Barry. C'est la représentation d'un navire lancé, à Bordeaux, sous son nom, en octobre 1772.

Voici le titre de ce dessin :

LE NAVIRE *LA COMTESSE DU BARRY*.

Dans l'encadrement du dessin, on lit ces vers :

Vaisseau, tu peux sans crainte aller braver l'orage,
Ton nom est du Barry, tu portes son image.
De la Beauté Neptune aime à porter les fers;
Amphytrite moins belle a régné sur les mers.

A l'entrée du port, on voit le navire *la Comtesse du Barry*. Il annonce son départ par un coup de canon, au bruit duquel Minerve, descendue sur un nuage, le prend sous sa garde.

A la gauche de cette déesse, est la Renommée, qui attend ses ordres pour porter le nom du navire au Temple de la Gloire, vu dans le ciel au milieu d'une gloire resplendissante.

Sur le parapet sont les génies de tous les arts. Ils d'entre eux enchaînent à leurs attributs l'écusson de madame la comtesse du Barry, avec une guirlande sur laquelle ils donnent à lire aux autres la devise des armes de leur protectrice.

Le sujet est terminé par un obélisque antique sur lequel est sculpté le navire pour le vouer à l'immortalité.

Esquisse composée et peinte par Delorge¹, peintre de la chambre du seigneur le Dauphin et associé aux académies de Paris et de Marseille.

1. Delorge, et non, comme on l'a dit à tort, Moreau le Jeune.

beau cadre doré, surmonté des armes de madame du Barry, une à couronne de comtesse ; son socle double et supports.

Le buste se trouve dans la collection Labé-

derrière : Extrait de chez la femme du Barry.

À la fin de 1772, madame du Barry n'avait pas encore de maison à elle appartenant à Versailles. Elle logeait au château dans l'appartement que nous avons décrit. Elle et son mari étaient toujours à l'hôtel de Luynes.

Décembre 1772 elle se décide à acheter un immeuble situé sur l'avenue de Paris, au coin de la rue de la Harpe (sic) actuelle¹. « C'était, dit Pidansat de Maturin, dans l'avenue de Versailles, et le Dauphin en face. Mais il faut savoir qu'à cet endroit même il y avait une avenue transversale qui coupait l'avenue de Paris et limitait les abords et la vue du château. Lorsque René Binet, premier valet de chambre du Dauphin, avait acheté cette même propriété en 1750, elle était indiquée dans le contrat comme étant « sise à la ville de Versailles. » Madame du Barry allait habiter ce lieu hors de la ville, proprement dite. Que l'on compare avec ce qu'avait fait madame de Pompadour : elle s'était installée au pied même de l'Opéra. L'hôtel donnait d'un côté rue des Réservoirs, et de l'autre sur le parc. Un long corridor suspendu aux murs du réservoir de l'Opéra mettait l'hôtel de la comtesse en communication visible avec les appartements du Roi. Madame du Hausset en parle et les traces

aux pièces justificatives.

des attaches existent encore. Qu'on se représente la circulation établie devant la Chapelle !

Il y avait là bien plus de scandale que dans la position de madame du Barry. Le prix dit qu'elle avait été assez modeste : il n'était que de 80,000 livres.

Le pavillon Binet était isolé, bâti à la romaine en pierre d'Arcueil et de Saint-Leu. Il avait un étage au-dessus du rez-de-chaussée, il était couronné d'une balustrade ornée de vases et figures en terre cuite. Il communiquait avec la cour au moyen d'un perron à quatre marches. Derrière s'étendaient les jardins, par-dessus lesquels régnait une terrasse donnant sur l'avenue de la Chapelle, ornée de tilleuls de Hollande, qui se sont conservés jusqu'à nos jours.

Latéralement, et au long de la rue Montbaboron, se trouvait un terrain donné par le roi au sieur de Montbaboron d'une superficie de trois arpents.

C'est là que madame du Barry se proposait de construire un hôtel pour ses communs et ses écuries, sur le plan du biographe de Ledoux ¹.

Le vendeur était un sieur Binet de Boisgirard qui avait recueilli l'immeuble, concurremment avec le sieur de Marchais, mari de cette madame de Montbaboron célèbre par son esprit ². Madame de Marchais, veuve, épousa en deuxièmes nocces M. d'Angivilliers, qui fut l'amie intime de madame du Barry.

Cette dernière fit construire un hôtel sur le terrain vacant qui se trouvait entre le pavillon Binet et le pavillon de Montbaboron. La façade donne sur l'avenue de la Chapelle. Elle est élevée de deux étages. La grande porte

1. V. *Notice rapide*, par J. C. L. (Bib. nat., 27, 12014,

2. V. *les Souvenirs de M. le duc de Lévis*.

de deux colonnes. Elle est cintrée. Au milieu les armes de madame du Barry ; elles étaient supportées par deux statues de grandeur naturelle représentant Flore et Minerve.

Le socle, lourd et massif, est de Ledoux, d'après son dessin. Ledoux était incontestablement l'architecte principal de madame du Barry. La construction de l'avenue de Paris figure dans le compte des dépenses réclamées par Ledoux¹.

Le projet de madame du Barry a naturellement disparu quand elle a cessé d'être propriétaire et il avait été remplacé par les armes de France, qui ont été effacées à leur tour.

Les figures de six pieds subsistent. Elles sont adossées à l'écusson qu'elles soutiennent de leurs bras. Quelles sont les allégories qu'elles représentent ? Celle de droite nous paraît être une Flore, la gauche une Pallas. La première est coiffée d'une couronne de fleurs, elle est demi-nue et soutient une guirlande. Il ne serait pas impossible qu'elle ait voulu représenter madame du Barry ; les traits conviennent à ses siens. La gorge est nue et opulente. C'est de ces beautés que la flatterie des artistes mettait en évidence. Lecomte s'est rencontré avec Drouais. La seconde statue porte le casque de Minerve, à laquelle on ne manquait rien pour comparer maladroitement madame du Barry.

détaillé, demandé par M. Constaant (architecte du Roy Académie, chargé du règlement des mémoires). Bâtiments de Versailles, dont j'ai fait les dessins conduit les ouvrages. — Pavillon de Versailles, plans, conduite d'ouvriers etc. (Bibliothèque nationale F. Fr., 8158. Comptes du

Les centaures ont été créés. L'un représente une espèce de sagittaire; il tient son arc et se prête à lancer une flèche. L'autre, moitié femme, moitié cheval, porte une massue d'une main et l'autre un bouclier, avec lequel elle repousse le trait dirigé contre elle. Sa figure exprime l'effroi, comme elle était vaincue d'avance? Est-ce encore une allusion sur les amours du roi et de madame du Barry, clamant sa défaite en présence de son vainqueur? L'artiste était alors assez amateur de mythologie, pour que cette conjecture n'eût rien que de vraisemblable¹.

M. Le Roi, toujours défavorable à madame du Barry, a reproduit le récit des *Anecdotes* sur le mécontentement que la création de ce palais aurait causé au Dauphin et l'affectation que la favorite aurait mise à pousser les travaux avec plus de vigueur et d'ostentation. Il a ajouté cette réflexion qui lui appartient : « madame du Barry aimait à braver le mépris de la cour et de la milice royale, » c'est ce qui, comme nous le savons, est le contraire de la vérité. La correspondance de Louis XVI et de Marie-Antoinette ne permet plus de doute à cet égard.

1. Etat des ouvrages de sculpture faits pour madame la Dauphinesse du Barry, par Lecomte, sculpteur ordinaire du Roi, commencés en 1771. (MM. de Goncourt, II, 282. — Mémoires de la Bibliothèque.)

Pour son hôtel à Versailles. — Le fronton de dessus la porte d'entrée, composé de ses armes, support, accessoires et de figures allégoriques de six pieds de proportion, exécuté sur pierre de Tonnerre, tant pour le modèle, moulage, exécution, voyages, etc., sept mille quatre cents livres, 7,400.

Dans les angles, deux centaures de neuf pieds de haut; relief exécuté en pierre de Conflans, tant pour les modèles, exécution, voyages, deux mille six cents livres, 2,600.

décembre 1772 :

Les Beauvau, qui ont fait un voyage en Lorraine, sont le jeudi soir. J'ai vu hier et avant-hier le prince et la princesse, mais elle soupera demain chez moi : venue fort à propos, on espère beaucoup en elle. On pèche M. le duc d'Orléans de suivre l'exemple que lui donner le prince de Condé en se réconciliant avec moi, malgré la protestation qu'il avait signée avec les princes, par laquelle ils faisoient serment de ne reconnoître le nouveau Parlement et protestoient que la force ou la faiblesse pourroient leur faire. M. le comte de La Marche (qui est le seul qui n'eut pas la protestation) et M. de Soubise qui ont été les premiers ; il y en a aussi qui disent l'abbé Terray, mais que ni le chancelier, ni le duc d'Aiguillon, ni la reine ont eu la moindre part. (*Correspondance de madame de Defant*, II, p. 291.)

décembre 1772.

Mlle Guimard ayant dansé dans un petit ballet avec la comtesse du Barri a donné, a reçu du Roi une pension de 1,300 livres. Cette légère faveur a été acceptée de la main dont elle vient, car on sent que ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer : il y aura de quoi éteindre le moucheur de chandelles des spectacles de cette courtisane. (*Mémoires secrets*, tome VI, p. 287.)

CHAPITRE XVII

(1773)

MAUVAISE RÉCEPTION DE MADAME DU BARRY PAR MARIE-ANTOINETTE.
DÉBUTS DE MADEMOISELLE RAUCOURT.
SES RAPPORTS AVEC MADAME DU BARRY.

Avec l'année nouvelle recommencent les difficultés entre la Dauphine et la favorite. Marie-Antoinette écrit à sa mère le 13 janvier 1773 :

Le jour de l'an est ici un jour de foule et de cérémonie je ne puis m'en faire ni mérite ni blâme pour les conseils de ma chère maman : la favorite est venue chez moi dans un moment où il y avoit beaucoup de monde. Je n'aurois pu parler à tous et j'ai parlé en général. J'ai lieu de croire que la favorite et sa sœur (pour sa belle-sœur, mademoiselle du Barry) qui est son premier conseil, auront été contentes, cependant, je crois que deux jours après, M. d'Aiguillon a voulu leur persuader qu'elles avoient été maltraitées. Quant au ministre, il ne s'est jamais plaint de moi pour lui, et, à l'avenir, j'ai toujours eu attention de le traiter aussi bien que les autres ministres. (*Correspondance*, vol. I, p. 396.)

Le 22, Marie-Antoinette avait adressé à madame de Sade une parole tellement banale qu'il fallut

beaucoup de complaisance pour y voir, nous ne disons pas une marque de faveur, mais simplement un signe d'attention; cependant Mesdames de France s'étaient courroucées et la Dauphine avait juré que madame du Barry n'entendrait plus le son de sa voix. Elle tint sa promesse et, le jour de l'an venu, elle parla *en général*, ne s'adressa pas à la favorite en particulier. Marie-Antoinette supposait que mesdames du Barry auraient été contentes, mais M. d'Aiguillon était là avec sa douceur habituelle et, au bout de deux jours, il persuada la favorite et à sa belle-sœur qu'elles ont été maltraitées. Marie-Antoinette n'affirme pas, mais elle *croit*, ce semble impliquer un doute. Pour s'en éclaircir, il faut consulter M. de Mercy qui, lui aussi, raconte la chose, et voici ce qu'il écrit à Marie-Thérèse, 16 janvier 1773 :

Les représentations produisirent l'effet de porter madame du Barry à parler au Dauphin sur tous les objets les plus essentiels; elle l'exhorta à faire un *meilleur emploi de son temps*.... et elle insista surtout avec force sur les raisons qui devoient l'engager à traiter la favorite d'une façon qui ne déplût point au Roi et qui fit cesser les plaintes et les tracasseries dont la famille royale étoit sans cesse tourmentée. Ce langage fit tellement impression à M. le Dauphin qu'au jour de l'an, la favorite s'étant présentée devant lui, il la traita fort bien et lui adressa la parole au grand contentement de tout le monde.

Un contraste auquel je ne devois pas m'attendre, arriva que la comtesse du Barry fut *très mal reçue* chez madame la Dauphine qui ne dit pas un mot à personne, pas même à la duchesse d'Aiguillon, ni à la maréchale de Mirepoix, qui accompagnoient la favorite.

Jus aussi surpris que consterné de cet incident, et je n'osai pas à en aller faire des plaintes à madame l'Archi-

duchesse (discours de Mercy...). ! royale parut un peu embarrassée de cette remontrance... ; elle me dit qu'elle croyoit avoir assez fait en persuadant M. le Dauphin de ne pas prêter de meilleure grâce aux circonstances ; que, pour elle, en ne parlant à personne, elle avoit traité un chacun également, que par conséquent il n'y avoit pas lieu à se plaindre.... Elle exigea que je rendisse à Votre Majesté un compte très mitigé de ce qui s'étoit passé dans la conjoncture dont il s'agit.

Je ne m'occupai plus qu'à tâcher de détruire la sensation qu'avoit pu causer ce petit événement.

Je trouvai d'abord la favorite assez mortifiée, mais je lui dis ainsi qu'à sa belle-sœur tant de choses sur le service important que leur avoit rendu madame la Dauphine, et adoucissant M. le Dauphin à leur égard que je parvins à les persuader qu'elles avoient lieu d'être très satisfaites. La favorite me pria même de bien faire valoir auprès de madame la Dauphine la respectueuse reconnaissance qu'elle devoit à Son Altesse Royale et tout fut calmé de ce côté-là.

Je n'en fus pas quitte à si bon marché vis-à-vis du duc d'Aiguillon qui me dit, entre autres choses piquantes, qu'il sembloit que madame la Dauphine eût le projet de narguer le Roi par la façon dont elle traitoit les personnes qu'elle affectionnoit le plus.

Mercy prend à l'entendre un ton de menaces. M. d'Aiguillon s'adoucit aussitôt et affirme qu'il n'a parlé qu'avec par zèle pour la personne de madame la Dauphine, désirant qu'elle employât, pour plaire au roi, toutes les grâces dont la nature l'a douée et affirmant qu'elle réussirait dans cet objet essentiel pour peu qu'elle voulût s'en occuper....

Marie-Thérèse intervient à son tour le 31 janvier elle écrit de Vienne à Marie-Antoinette :

Je ne suis pas contente comme s'est passé le jour de l'an...

de réparer à la première occasion ; le mois de février pour cela comme celui de janvier. Je ne présumai trop en exigeant quatre ou cinq fois par an que vous essayiez sans affectation la parole à la favorite et vous ne m'eux confondre M. d'Aiguillon si vous ne lui preniez aucune prise sur ce point...

Madame de Mouchy reste inexorablement la même. On ne va qu'aux bals de la cour elle ne parlait pas aux gens qui allaient chez la comtesse du Barry ; aussi l'incident n'est pas encore clos, et Mercy d'Argenson en ces termes (I, p. 412) :

« Au premier voyage à Versailles, je trouvai madame de Mouchy occupée et peignée du reproche qu'elle se faisait d'en avoir eu au jour de l'an trop peu d'égard aux intentions de Votre Majesté dans la façon dont la favorite avoit agi. Je vis clairement que Son Altesse Royale cherchoit à se tranquilliser sa conscience en se persuadant que la favorite n'avoit pas eu lieu de se plaindre et qu'en tout cas l'indignité de cette femme n'étoit pas d'une assez grande importance pour qu'il pût influer sur des choses essentielles et notamment sur le maintien de la bonne harmonie entre les deux cours. Il me parut que madame de Mouchy, en me disant plusieurs raisons spécieuses, vouloit dissiper ses doutes là-dessus et croyoit me ramener à son sentiment. Je ne fis aucune modification à ma réponse et dis à Son Altesse Royale qu'elle ne pouvoit pas se dispenser de trois vérités très réelles : la première, d'en avoir eu au jour de l'an trop peu d'égard aux intentions de Votre Majesté ; la seconde, que la comtesse du Barry avoit été fort mal reçue au jour de l'an ; et 3^e que la mauvaise volonté de cette favorite pouvoit occasionner dans les affaires les plus essentielles des erreurs dangereuses et très nécessaires à éviter.... »

Il revient constamment ici et ce qui ressort avec

évidence, c'est la mauvaise récep^{tion} infligée à la dame du Barry au premier janvier, conduite d'autant plus étrange de la part de Marie-Antoinette qu'en cette circonstance même elle avait exhorté son mari à traiter favorablement la favorite, au point de l'avoir déterminé à lui adresser la parole, au grand étonnement de tout le monde ; pour s'expliquer des contradictions pareilles il faut se rappeler que la Dauphine n'était en réalité qu'une enfant, tirée en sens contraire par des cotés opposés, obéissant tantôt à une influence, tantôt à une autre et ne s'appartenant pas à elle-même en réalité. Un jour elle s'unit au comte de Provence « pour recevoir le Dauphin du tripot de la du Barry ; l'instant d'après elle l'engage à parler à la favorite, et en même temps elle se refuse à dire un mot à celle-ci ou à des dames de son parti. Elle a 18 ans ! C'est tout le sens de ces inconséquences, trop heureuse si elle n'avait, mais commis de fautes plus graves ! »

Vers la fin de l'année 1772 (24 décembre), et dans les premiers jours de 1773, mademoiselle Raucourt ses débuts au théâtre. Elle était fort jeune, elle était belle et annonçait les plus grands talents pour l'art dramatique. Ses succès furent immenses, ils sont racontés en détail dans les *Mémoires secrets*¹. Madame du Deffand écrit à Walpole :

Les uns la trouvent divine, les autres pensent qu'elle deviendra, je pense moi qu'elle sera *au-dessous* de mademoiselle Clairon et de mademoiselle Duménil. (Lettre du 11 janvier 1773.)

1. 24, 27, 28 décembre 1772 ; 4, 6, 8, 10, 13, 15, 17, 30 janvier 1773.

Là étaient en effet la difficulté et l'écueil pour la nouvelle débutante, faire oublier mademoiselle Clairon, qui s'était retirée dans la plénitude de sa gloire (1765), et lutter avec mademoiselle Duménil qui régnait encore dans les grands rôles¹ où elle s'était illustrée. La tâche était lourde et pouvait être périlleuse, elle triompha de tous les obstacles. Au rapport des contemporains, de mémoire d'homme, on n'avait vu rien de pareil; on s'écrasait aux portes, la scène était envahie par la foule, mademoiselle Rancourt avait conquis son public à Paris aussi bien qu'en province.

Les jeunes enthousiastes comme les vieux abonnés ronds, à la manière de madame du Deffand, tous étaient partisans de la débutante. Restait cependant une dernière épreuve, la ratification suprême de la cour.

Le début eut lieu à Versailles, dans le rôle de Didon, tragédie donnée en 1734, par Lefranc de Pompignan.

Elle n'avait que seize ans et demi, faite à peindre, la figure la plus belle, la plus noble, la plus théâtrale, le son de voix le plus enchanteur, une intelligence prodigieuse...; elle n'a pas fait une fausse intonation dans tout son rôle très difficile, il n'y a eu le plus léger contre-sens, pas même de faux geste...

Louis XV fut charmé, il décida que mademoiselle Rancourt serait immédiatement reçue dans la troupe de la Comédie-Française² et lui fit donner cinquante louis pour marque de sa satisfaction; il la *présenta à la Dauphine* sous le nom de la reine de Carthage.

1. *Mémoires de Lekain*, p. 43.

2. Cependant, d'après les énonciations de la légende du portrait, elle n'aurait été reçue que le 23 mai 1773.

Les centaures ont aussi été conservés. L'un sente une espèce de sagittaire; il tient son arc prête à lancer une flèche. L'autre, moitié femme moitié cheval, porte une massue d'une main l'autre un bouclier, avec lequel elle repousse le dirigé contre elle. Sa figure exprime l'effroi, comme elle était vaincue d'avance? Est-ce encore une rime sur les amours du roi et de madame du Barry clamant sa défaite en présence de son vainqueur? — M. Le Roi, toujours défavorable à madame Barry, a reproduit le récit des *Anecdotes* sur le contentement que la création de ce palais aurait causé au Dauphin et l'affectation que la favorite aurait apportée en poussant les travaux avec plus de vigueur et de précision. Il a ajouté cette réflexion qui lui appartient : « madame du Barry aimait à braver le mépris de la cour et de la milice royale, » c'est ce qui, comme nous le savons, est le contraire de la vérité. La correspondance de Louis XV et de Marie-Antoinette ne permet plus de doute à cet égard.

1. Etat des ouvrages de sculpture faits pour madame du Barry, par Lecomte, sculpteur ordinaire du Roi, commencés en 1771. (MM. de Goncourt, II, 282. — Mémoires des quatre volumes de la Bibliothèque.)

Pour son hôtel à Versailles. — Le fronton de dessus d'entrée, composé de ses armes, support, accessoires, figures allégoriques de six pieds de proportion, exécutées en pierre de Tonnerre, tant pour le modèle, moulage, voyages, etc., sept mille quatre cents livres, 7,400.

Dans les angles, deux centaures de neuf pieds de hauteur, en relief exécuté en pierre de Conflans, tant pour les modèles, voyages, etc., deux mille six cents livres, 2,600.

octobre 1772 :

de Beauvais, qui ont fait un voyage en Lorraine, sont
 et de jeudi soir J'ai vu hier et avant-hier le prince
 et princesse, mais elle soupera demain chez moi ;
 toute l'air à propos, on espère beaucoup en elle
 pècher M. le duc d'Orléans de suivre l'exemple que
 lui donner le prince de Condé en se reconciliant
 lui, malgré la protestation qu'il avait signée avec
 les princes, par laquelle ils faisoient serment de ne
 reconnaître le nouveau Parlement et protestent
 que la force ou la faiblesse pourroient leur faire
 et M. le comte de La Marche qui est le seul qui n'est
 pas la protestation et M. de Soubise qui ont été les
 pires, il y en a aussi qui disent l'abbé Terray, mais
 que ni le chancelier, ni le duc d'Anguillon, ni la
 y ont eu la moindre part. (*Correspondance de ma-*
Defant, II, p. 291.)

octobre 1772.

noiselle Guimard ayant dansé dans un petit ballet
 avec la comtesse du Barry a donné, a reçu du Roi
 sion de 4,300 livres. Cette légère faveur a été accep-
 tée de la main dont elle vient, car on sent que ce
 une goutte d'eau dans la mer, il y aura de quot
 moucheur de chandelles des spectacles de cette
 courtisane. (*Mémoires secrets*, tome VI, p. 287.)

CHAPITRE XVII

(1773)

**MAUVAISE RÉCEPTION DE MADAME DU BARRY PAR MARIE-ANTOINETTE.
DÉBUTS DE MADEMOISELLE RAUCOURT.
SES RAPPORTS AVEC MADAME DU BARRY.**

Avec l'année nouvelle recommencent les difficultés entre la Dauphine et la favorite. Marie-Antoinette écrit à sa mère le 13 janvier 1773 :

Le jour de l'an est ici un jour de foule et de cérémonie, je ne puis m'en faire ni mérite ni blâme pour les conseils de ma chère maman : la favorite est venue chez moi dans un moment où il y avoit beaucoup de monde. Je n'aurois pu parler à tous et j'ai parlé en général. J'ai lieu de croire que la favorite et sa sœur (pour sa belle-sœur, mademoiselle du Barry) qui est son premier conseil, auront été contentes, cependant, *je crois* que deux jours après, M. d'Aiguillon a voulu leur persuader qu'elles avoient été maltraitées. Quant au ministre, il ne s'est jamais plaint de moi pour lui, et, à la vérité, j'ai toujours eu attention de le traiter aussi bien que les autres ministres. (*Correspondance*, vol. I, p. 396.)

En 1772, Marie-Antoinette avait adressé à madame du Barry une parole tellement banale qu'il fallai

la complaisance pour y voir, nous ne disons
rien de faveur, mais simplement un signe
; cependant Mesdames de France s'étaient
accées et la Dauphine avait juré que madame
entendrait plus le son de sa voix. Elle tint sa
., le jour de l'an venu, elle parla *en général*,
ressa pas à la favorite en particulier. Marie-
supposait que mesdames du Barry auraient
tentes, mais M. d'Aiguillon était là avec sa
bituelle et, au bout de deux jours, il persuada
et à sa belle-sœur qu'elles ont été maltrai-
Antoinette n'affirme pas, mais elle *croit*, ce
impliquer un doute. Pour s'en éclaircir, il
er M. de Mercy qui, lui aussi, raconte la
ciel ce qu'il écrit à Marie-Thérèse, 16 jan.

entations produisirent l'effet de porter madame
sse à parler au Dauphin sur tous les objets
niels; elle l'exhorta à faire un *meilleur emploi*
... et elle insista surtout avec force sur les rai-
sient l'engager à traiter la favorite d'une façon
point au Roi et qui fit cesser les plaintes
series dont la famille royale étoit sans cesse
Ce langage fit tellement impression à M. le
au jour de l'an, la favorite s'étant présentée
trahit fort bien et lui adressa la parole au grand
le tout le monde.

Le contraste auquel je ne devois pas m'attendre,
la comtesse du Barry fut *très mal reçue* chez
Dauphine qui ne dit pas un mot à personne, pas
M. d'Aiguillon, ni à la maréchale de Mire-
compagnoient la favorite.

Je suis surpris que consterné de cet incident, et je
à en aller faire des plaintes à madame l'Arch-

duchesse (discours de Mercy...). Son Altesse Royale peu embarrassée de cette remontrance... ; elle me dit croyoit avoir assez fait en persuadant M. le Dauphin prêter de meilleure grâce aux circonstances ; que, pour en ne parlant à personne, elle avoit traité un chacun ment, que par conséquent il n'y avoit pas lieu à se plaindre.... Elle exigea que je rendisse à Votre Majesté un très mitigé de ce qui s'étoit passé dans la conjoncture il s'agit.

Je ne m'occupai plus qu'à tâcher de détruire la semence qu'avoit pu causer ce petit événement.

Je trouvai d'abord la favorite assez mortifiée, mais dis ainsi qu'à sa belle-sœur tant de choses sur le important que leur avoit rendu madame la Dauphine adoucissant M. le Dauphin à leur égard que je parvins à persuader qu'elles avoient lieu d'être très satisfaites. La favorite me pria même de bien faire valoir auprès de madame la Dauphine la respectueuse reconnaissance qu'elle avoit pour Son Altesse Royale et tout fut calmé de ce côté-là.

Je n'en fus pas quitte à si bon marché vis-à-vis d'Aiguillon qui me dit, entre autres choses piquantes, sembloit que madame la Dauphine eût le projet de mécontenter le Roi par la façon dont elle traitoit les personnes qu'il affectionnoit le plus.

Mercy prend à l'entendre un ton de menaces. Mais Aiguillon s'adoucit aussitôt et affirme qu'il n'a point par zèle pour la personne de madame la Dauphine, mais désirant qu'elle employât, pour plaire au roi, toutes les grâces dont la nature l'a douée et affirmant qu'elle réussirait dans cet objet essentiel pour peu qu'elle se lût s'en occuper....

Marie-Thérèse intervient à son tour le 31 janvier et elle écrit de Vienne à Marie-Antoinette :

Je ne suis pas contente comme s'est passé le jour de

il faut le réparer à la première occasion ; le mois de février est bon pour cela comme celui de janvier. Je ne prends pas trop en exigeant quatre ou cinq fois par an que vous adressiez sans affectation la parole à la favorite et vous saurez mieux confondre M. d'Aiguillon si vous ne lui faites aucune prise sur ce point...

La Dauphine reste inexorablement la même. On remarque qu'aux bals de la cour elle ne parlait pas aux dames qui allaient chez la comtesse du Barry ; aussi le 17 février l'incident n'est pas encore clos, et Mercy écrivait en ces termes (I, p. 442) :

Mon premier voyage à Versailles, je trouvai madame la duchesse occupée et peignée du reproche qu'elle se fit d'avoir eu au jour de l'an trop peu d'égard aux intentions de Votre Majesté dans la façon dont la favorite avoit traitée. Je vis clairement que Son Altesse Royale cherchoit à tranquilliser sa conscience en se persuadant que la favorite n'avoit pas eu lieu de se plaindre et qu'en tout cas le récontentement de cette femme n'étoit pas d'une assez grande importance pour qu'il pût influencer sur des choses essentielles et notamment sur le maintien de la bonne harmonie entre les deux cours. Il me parut que madame la Dauphine, en me disant plusieurs raisons spécieuses, vouloit lever ses doutes là-dessus et croyoit me ramener à son sentiment. Je ne mis aucune modification à ma réponse et posai à Son Altesse Royale qu'elle ne pouvoit pas se dissimuler trois vérités très réelles : la première, d'en avoir directement contre les avis et la volonté de Votre Majesté ; 2^e que *la comtesse du Barry avoit été fort mal reçue au jour de l'an* ; et 3^e que la mauvaise volonté de cette favorite pouvoit occasionner dans les affaires les plus essentielles des maux très dangereux et très nécessaires à éviter....

Ce qui revient constamment ici et ce qui ressort avec

L.

g^{re}.

av.

les

1

m.

dag.

es:

Le

le

de

dis

di.

1.

re

ab.

sa

le

i

:

:

LE XVIII

LE DUC DU BARRY ET PAR ELLE :

LE PAR L'ABBÉ VOISENON,

CEL A VERSAILLES.

1773 fut très brillant. Les
 suivis, disent les Nouvelles
 un grand nombre de bal
 ville. Les Nouvelles citent
 madame la comtesse de
 fils du Roué, à sa tante,
 Barry, dans l'appartement
 Enfin, celui du duc et de
 leur hôtel à Versailles, le

ssent madame du Barry et
 n'y a de grand. Il y a
 pour la fête et qui
 un grand
 étaient décorés
 des plus agréables
 s. (Recueil
 M. de P. arch. vie.)

L'hôtel d'Aiguillon était situé à Versailles, sur la place d'Armes, où est aujourd'hui le théâtre des Variétés. Madame du Barry ne pouvait rester sans rendre la politesse qui lui avait été faite par M. le duc et madame la duchesse d'Aiguillon. Aussi, quelques jours après, le même recueil annonçait :

Qu'elle avait donné un bal dans le pavillon qu'elle avait acheté à Versailles : on y a exécuté de petits ballets délicieux et d'autres genres de fêtes charmantes. (23 février 1773.)

Dans ce fait si simple : une fête donnée et rendue, Madansat de Mayrobert a trouvé moyen de découvrir une intention politique. M. d'Aiguillon et madame du Barry voulaient par là *mieux annoncer leur ligue*¹ : ce qui fut fort applaudi par un certain parti et jaloué par l'autre. On cita surtout dans celle donnée par le premier une fête villageoise où il était question d'un *serpent noir* sous lequel les malins voulurent que M. le chancelier fût désigné. Le roi même, qui ne tenait à rien et se moquait de tout, en plaisanta M. de Maupeou. Celui-ci sentit où cela pouvait porter, en conçut beaucoup d'humeur et en fit des reproches amers à l'abbé de Voisenon, auteur de la plupart des divertissements. C'était en effet d'autant plus indécent à ce poète qu'il avait, un an auparavant, fait des couplets en l'honneur du chef suprême de la justice, qu'il offensa gravement en ce moment-là.

Nous déclarons ne rien comprendre à ce manifeste l'une nouvelle espèce ; deux bals pour annoncer une ligue ministérielle ! Nous ne voyons pas davantage pourquoi un parti aurait applaudi, tandis que l'autre

1. *Anecdotes*, p. 204.

remonté, tiré du jeu de piquet et peu piquant

128

... quatre spectacles différents et environ
... chanteurs et danseuses des trois théâtres

... toutes sortes de surprises agréables
... hommes puissans de cette dame. On
... un gros œuf d'autruche, qui s'étoit
... au milieu d'un salon : on avoit
... pour lui faire voir ce phénomène
... s'en étoit-elle approchée qu'il
... tout armé en étoit sorti, et le
... proverbe en pantomime galante étoit
... faisoit éclore l'amour. Dans un
... son bandeau et désignoit
... pour la favorite. On v
... le madame du Barri, parce
... étoit, ainsi que celle du du
... de la déesse du jour.

... à la Fable étoient tou

venlo, mais nous n'avons pu retrouver ni la fête où figurait le *serpent noir*, image prétendue du chancelier, ni même le proverbe galant de l'œuf d'autruche, ou l'intermède de l'Amour perdant son bandeau. Mais si nous n'avons pu mettre la main sur aucune de ces ingénieuses allégories, nous possédons deux pièces, composées très probablement pour la même solennité en honneur de madame du Barry. Ce sont des scènes en vers libres, intitulées l'une : *le Réveil des Muses, des Talents et des Arts*; l'autre : *le Marchand de baromètres*.

Parlons d'abord de la première : elle se compose de deux parties; un prologue par l'abbé de Voisenon, des *fôtes* (*sic*) par Favart¹. Voici le scénario de l'ensemble par Favart fils, pour le tableau des rôles et des acteurs :

LE RÉVEIL DES MUSES, DES TALENTS ET DES ARTS.

Personnages.	Acteurs.
Thalie.	M ^{me} LA RIETTE.
Melpomène	M ^{lle} RAUCOURT.
Terpsicore.	M ^{lle} DERVIEUX.
Le Génie de l'Opéra.	
Le Génie de la Peinture.	
Le Génie de la Sculpture.	
Troupe d'Enfants.	
Un suivant de Terpsicore .	M. DAUBERVIL.
Frontin, valet de Thalie. .	M. PRÉVILLE.
Le Drame	M. SCIN.

On voit Thalie, Melpomène et les autres personnages endormis.

1. On appelait ainsi des divertissements : couplets, saynètes, illets, composés pour des fêtes de société. Laujon en a donné théorie et l'exemple (vol. IV, p. 160) « Les occasions les plus quentes de ces fêtes, grandes ou petites, étaient en général des objets d'éloges présentés avec gaieté. »

Enfin, ce qui fut très remarqué, il lui fit la : rester pendant tout le temps de la représentation il se retirait avant la fin, soit par ou ennui : il n'aimait pas la tragédie, soit rendre au conseil qui avait lieu à neuf heures mérite était d'autant plus grand que la pièce auteur médiocre et qu'elle n'avait pas le mérite nouveauté.

Mademoiselle Raucourt remporta aussi les su madame du Barry. Cette belle comtesse lui da qu'elle aimoit le mieux, ou de trois robes pour soi d'un habit de théâtre. L'actrice lui a répondu qu la comtesse lui en laissoit le choix, elle préféroit théâtre, dont le public profiteroit aussi. (*Mémoires* p. 302, t. VI.)

Cette promesse de la favorite est rapporté *Mémoires secrets*, à la date du 10 janvier. Ma Barry ne tarda pas à s'en acquitter. On voit par de ses fournisseurs que, dès le 14. Lenorm marchand de modes, apportait chez elle « l'habitiné à mademoiselle Raucourt, dont le prix 6,662 livres¹. »

1. Voici comment cet article est porté dans le *mémoire* normand, Prosper Ledru et Cie, de Paris :

4 janvier

Habit de mademoiselle Raucourt, fond d'argent, rayé
ché or sorbée (*sic*) beau bouquet en soie et chenil
brodé en paillette et paillon, émaillé rubis et vert
à 192 francs
Suite de l'habillement, etc.

Total
(par évaluation)

(Bibl. nat., mss. t. I, p. 25).

Il existe un témoignage encore plus manifeste de la faveur de madame du Barry pour mademoiselle Raucourt et nous pourrions dire de l'amitié même qu'elle lui portait. Au moment où elle était au comble de la célébrité, plusieurs artistes se réunirent pour donner au public un portrait de la nouvelle actrice ; Sigismond Freudenberger, charmant dessinateur, avait retracé la figure de mademoiselle Raucourt dans le costume de Monime, de Mithridate, où elle s'était surpassée et avait eu un succès supérieur à celui qu'elle avait remporté dans ses précédents rôles. Moreau le Jeune s'était chargé des ornements qui comprenaient les attributs de Melpomène disposés autour de la tête et au-dessus de la scène de Mithridate. Lingée¹ avait gravé l'œuvre et l'avait dédiée à madame du Barry. Le blason de la dédicace et les armes de la soi-disant comtesse se trouvent au bas de l'estampe.

Ce n'est pas tout.

Après la mort de Louis XV, Demontvallier, intendant de madame du Barry, remit à Colet, le valet de chambre de celle-ci, un certain nombre d'objets destinés à être transportés de Versailles à Louveciennes. Il fut rédigé un état que je possède. Cet état contient un article rédigé en ces termes :

« *Gravures.* — Portrait de mademoiselle Raucourt, sous verre. »

Mademoiselle Raucourt, née Marie-Antoinette Sauerotte, a longtemps passé pour Lorraine, comme ayant reçu le jour soit à Nancy, soit à Dombasle. Elle était fille de parents qui appartenaient au théâtre et à la maison du roi de Pologne, Stanislas. Cette double cir-

1. Charles-Louis Lingée, né en 1751, graveur au burin et à la pointe.

commettait de semblables. Il avait déjà donné le *de Thalie*, comédie en un acte et en vers, représentée aux Italiens le 19 juin 1750, par conséquent, règne de madame de Pompadour, et probablement son honneur¹. Le manuscrit de la pièce est tout de sa main et porte cette attribution de l'écrit Favart fils : « Autographe de Voisenon. » Il n'a pas de date, mais il est facile d'y suppléer.

Nous avons vu que mademoiselle Raucourt débuta à Paris qu'en 1772, et au commencement 1774 la faveur de madame du Barry avait pris la vie de Louis XV. En 1775 (22 nov.) Claude Fusée de Voisenon expirait à son tour. Cette date la suivante ne peuvent donc être que de 1775 la date que nous avons adoptée doit être admise que, suivant Pidansat, croyable quand il n'a pas intérêt à déguiser la vérité, les divertissements donnés chez M. le duc d'Aiguillon étaient bien de son auteur.

A part le couplet assez joli sur le mot du genre le reste est d'une flatterie excessive, que les contemporains eux-mêmes, tout habitués qu'ils fussent aux pauvretés, n'auraient pas applaudi sans les éloges d'élite qui avaient accepté des rôles par considération sans doute pour l'ordonnatrice de la fête et l'auteur, un vétérân du théâtre, ainsi M. et M^{lle} Favart, Madame Laruette, Raucourt, Dervieu jouant comme l'Amour, *lit-on dans le Parc-aux-Cerfs* une jeune et très connue, Prévile, Dauberval, pour certes soutenir la pièce au point de vue de la diction, du chant et de la danse. On remarque l

1. V. *Œuvres de Voisenon*, édit. Moutard, 1781, I, p.

mt. Elle réussit un instant. Sa Majesté resta pendant tout le temps de la tragédie de Didon... Madame du Barry l'accompagna ensuite auprès de Sa Majesté, dans un boudoir attenant à la loge du Roi, où le prince se retirait avec sa maîtresse pendant le spectacle pour folâtrer et se livrer à toutes les privautés des amants. On ne sait ce qui se passa dans l'intérieur; il est à présumer que cet auguste paillard se livra à tous les mouvements de la chair que pouvoit exciter en lui cette beauté fraîche et piquante, car elle sortit de la entrevue comblée des bienfaits du maître et de la faveur. Le propos de celle-ci, qui l'exhorta à être sage, parut plaisant et pouvoit faire encore mieux croire que l'acte avoit plu à Sa Majesté.

Il est impossible d'admettre que madame du Barry eût donné volontairement une rivale redoutable, si jeune qu'elle, aussi belle, dans tout l'éclat du triomphe; madame de Pompadour l'a fait sans doute, mais dans d'autres conditions, lorsqu'elle étoit déjà sur son retour, malade et impuissante à satisfaire les caprices du roi, qui lui étoit souvent infidèle malgré elle ou à son insu, sans qu'elle le sût ou le voulût ¹.

Jamais madame du Barry n'a été accusée de s'être livrée à ce trafic que madame de Pompadour a pratiqué de son propre aveu. Les situations n'étoient nullement les mêmes et, suivant nous, Pidansat n'a risqué sa réputation que sur la foi des précédents laissés par madame de Pompadour. On ne sut rien, dit-il lui-même, de ce qui s'étoit passé dans l'intérieur de la loge; il est à présumer que Louis XV se livra à tous les mouvements de la chair, etc. Non, disons-nous à notre tour, une vérité ne se présume pas plus que toute autre action coupable, il faut la prouver ou se taire.

Voy. *Mémoires de madame du Hausset*.

nage auquel il est adressé. Les autres, quoique sans l'œuvre de Panard, sont trop peu dignes de réputation pour trouver place ici.

POUR M. DE SOLBISSE.

Air - Voilà le plaisir des dames.

De notre chevalerie
Il nous retrace l'honneur.
Loyauté, galanterie,
Pour asile ont pris son cœur.
L'Amour dit tout bas aux femmes :
Vous ne pouvez mieux choisir.
Voilà le plaisir des dames,
Voilà le plaisir.

Le second manuscrit porte cet intitulé : *Amour de Voisenon.*

SCÈNE DU MARCHAND DE BAROMÈTRES.

(Il explique, à la louange de madame du Barry, divers temps marqués sur son baromètre.)

Ici commence immédiatement le manuscrit de Voisenon : pas de programme de la pièce.

On voit paraître un masque vêtu depuis la teste jusqu'aux pieds de baromètres de formes différentes.

UN MASQUE.

Parbleu ! voilà un masque d'une espèce toute nouvelle. C'est une boutique ambulante de baromètres de toutes formes.

UN AUTRE MASQUE.

Je crois que c'est la première fois qu'ils se sont vu vouloir donner des contredanses.

PREMIER MASQUE.

Hola ! ho ! Mons des baromètres, que venez-vous faire ici ?

L'HOMME AUX BAROMÈTRES.

Je viens marquer le temps : c'est une science qui n'est pas tout à fait inutile à la cour.

SECOND MASQUE.

En voici un dont je serois tenté...

L'HOMME.

Il est retenu par une dame qui préside aux constellations favorables.

PREMIER MASQUE.

Je suis curieux de l'examiner ?

LE MARCHAND.

Je vais vous l'expliquer.

FROID.

Du Barry de ces lieux a chassé la Froidure,

Ses regards forment le Printemps.

Son cœur serein ressemble à sa figure,

Son baromètre est toujours au beau temps.

Voilà de l'adulation d'abbé de cour, mythologique et hyperbolique. Madame du Barry régna sur les frimas et *formant le printemps de ses regards*. C'est par trop fort. Ces flagorneries se prolongent : nous les abrégeons et nous arrivons à un endroit assez curieux sous ce double rapport qu'il contient une allégorie et une date.

Tandis que le marchand débite des compliments à la louange de madame du Barry, la scène est interrompue.

On entend du bruit et l'on voit une troupe de mariniers et de paysans qui dansent entre eux.

Virat, vivat, nous revoyons Versailles !

UN MASQUE.

Ha ! ha ! ce sont les mariniers de *Saint-Cloud* et les
tants du *Raincy* qui ont accompagné leurs princes.

M. DE L'ARRIVÉE.

Air . *La Prise de Mahon.*

Deux astres favorables,
Aux mariniers toujours seconrables
Dans les tems redoutables,
Sont dans ce beau séjour
De retour, de retour, de retour.

On les avoit perdus.
L'étoile de Vénus
Qui n'aime pas la guerre
Et sait calmer le Dieu du Tonnerre
Et par bonheur la terre
Revoit ces astres-la.
Les voilà, les voilà, les voilà.

Tout comble nos désirs,
Nous n'avons que plaisirs.
Les vents et les tempestes .
Ne pourront plus gronder sur nos festes,
Tous nos jours sont des festes
Depuis ce retour-là.
Les voilà, les voilà, les voilà !

L'auteur étoit un membre de l'Académie française
mais de nos jours ce titre ne le protégeroit pas
des murmures significatifs, s'il se permettait des
pareilles envers un public libre. Il est probable
spectateurs durent applaudir chaleureusement
sères. L'allusion aux princes d'Orléans est
On sait qu'ils venaient de faire leur paix avec

saint-Cloud et le Raincy leur appartenait notoirement¹. Leur réapparition à Versailles, d'où ils avaient été exilés, avait eu lieu au commencement de 1773.

On apprend par la *Gazette de France* que le 2 février, fête de la Purification de la Vierge, le roi s'était rendu à la chapelle du château, avec les dignitaires et les chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, précédé des princes du sang, entre autres du duc d'Orléans, du duc de Chartres, etc. (V. *Gazette* du 3 fév. 1773.)

C'était quelques jours seulement avant la fête de madame du Barry. Il y a donc une date dans la réconciliation qui est un fait historique².

Le 9 mars 1773, les *Mémoires secrets* rapportent qu'un plaisant s'est amusé à faire un thermomètre en portraits, c'est-à-dire par une allégorie soutenue à caractériser le degré de faveur où est chaque ministre, ainsi que leur situation et leur caractère. Les voici :

Madame la comtesse du Barry . . . Au beau fixe.

Le roi . . . Au variable.

.

.

.

Le chancelier . . . A la tempête.

(Additions aux *Mémoires secrets*, vol. XXIV, p. 284.)

1. V. Dulaure, *Environs de Paris*.

2. Cette réconciliation avait commencé par la soumission du duc de Condé et du duc de Bourbon, son fils, mus par le désir d'obtenir le cordon bleu pour ce dernier. « Ce qui, suivant Mouffe d'Angerville, donna lieu de dire sur leur premier voyage à Versailles : que le *Père et le Fils* étaient allés chercher le *Saint-Esprit* (Vie privée de Louis XV, IV, p. 233). Les ducs d'Orléans et de Chartres ne tardèrent pas à suivre. »

Il y a un grand air de famille entre ces deux p^{er}sonnages : le *Marchand de baromètres* et le *Thermomètre à la cour*. Les sujets sont pour ainsi dire identiques. Dans chacune de ces mascarades, madame du Barry est l'âme du *beau temps*, du *beau fixe*, double adulation, et sa figure et sur sa faveur toujours croissante. Qui a la priorité dans cette enchère de flatteries ? Ce serait l'abbé Voisenon, d'après les dates apparentes que nous trouvons fixées par ses écrits que nous avons vus ; mais, quoique les *Mémoires secrets* ne placent l'apparition de leur thermomètre que le 19 mars 1773, cette plaisanterie aurait bien pu courir depuis plus longtemps. Ce serait alors l'abbé Voisenon qui aurait au vol l'à-propos pour le mettre en scène et qui conséquemment serait ici l'imitateur. Nous ne pouvons nous prononcer, et, en vérité, la question n'en vaut pas la peine.

CHAPITRE XIX

ANECDOTE DE MADAME DE ROSEN CONTROUVÉE.

Milieu de ces fêtes galantes, la note aiguë de ne laissait pas de se faire entendre. Déjà l'auteur *Anecdotes* nous avait avertis que le parti Choiseul vu d'un mauvais œil les bals qui s'étaient réciproquement. On reconnaît l'esprit de cette dans les inventions qui circulaient alors et qui ont à faire peser sur madame du Barry la ressemblance d'un acte odieux.

certaine dame de la Cour aurait encouru le blâme de la favorite en tenant sur elle quelques indiscrets. Madame du Barry en aurait conçu du dépit d'humeur et aurait porté plainte au roi qui aurait ordonné à cette dame d'aller faire ses excuses au droit. Elle s'y rendit en effet ; mais à peine ar-

Mardi 16 février 1773 :

AVENTURE SINGULIÈRE ET PEUT-ÊTRE FAUSSE

D'une dame de la cour.

Il se répand que la marquise de Rosen, petite nièce du duc de Fitz-James, de la maison de Matignon, et l'une de dames préposées pour accompagner madame la comtesse de Provence, laquelle avoit eu l'imprudence de tenir quelques propos indiscrets sur le compte de madame la comtesse du Barri, qui en avoit porté ses plaintes au Roi : ayant reçu de S. M. des ordres d'aller en faire des excuses à cette dame, et s'étant rendue chez elle pour obtempérer à ces ordres, avoit été introduite par un escalier dérobé, dans un petit cabinet où elle avoit trouvé quatre ou cinq femmes de chambre de la comtesse, qui, s'étant jettées sur elle, l'avoient fouettée cruellement ; que vainement elle avoit cherché à s'échapper de leurs mains et qu'elle n'a pu en venir à bout qu'après avoir subi une correction des plus injurieuses. Qu'ayant voulu, dans la rage qui l'animoit si justement courir chez la comtesse pour se plaindre à elle-même d'un traitement aussi indigne, elle n'avoit trouvé sous ses pa- que des gens qui criaient tout haut, au c.. fouetté, ce qui l'avoit forcée de se retirer sans pouvoir exécuter sa résolution. On ne pensoit pas, si cette aventure incroyable étoit telle qu'on la racontoit, que cette dame pût jamais reparaitre à la Cour où elle se verroit sans cesse exposée à une multitude de mauvaises plaisanteries.

On voit avec quelle réserve s'exprime l'honnête libelle. *Aventure singulière et peut-être fausse et plausible, cette aventure incroyable, si elle étoit telle qu'on la raconte.*

On a vu comment ses doutes ? Il est facile de le comprendre. C'est d'une bien grande dame, la petite comtesse du Barri, et pair, du duc de Fitz-James ! de l

le Matignon, et ce n'est pas tout. Elle est
 à accompagner madame la comtesse de Pro-
 vance elle est marquise de Rozen, belle-fille de
 duc de Rozen et de Bolviller, comte de Gram-
 mont de Saint-Remy, lieutenant-général des
 armées du roi, femme du comte de Grammont, maré-
 chal de camp. C'est une femme de ce rang, dans cette
 cour, qui aurait été traitée d'une aussi ignoble ma-
 nière au milieu de la cour, au moment où elle
 obéissait aux ordres de S. M., sans que sa famille eût
 subi l'outrage, sans que la noblesse tout entière eût
 souffert pour elle et obtenu la réparation de l'at-
 teinte en eût vengé l'offense ! Qui le croira ? Il eût
 fallu, il eût fallu, que madame la comtesse de Provence
 entendre une plainte. On avait alors un intérêt
 à la ménager, puisque la cour de France né-
 cessait le double mariage de la sœur de cette princesse
 comte d'Artois, et de mademoiselle Clotilde
 princesse de Piémont. Une injure aussi grave en-
 vers des dames de madame de Provence aurait
 eu les proportions d'une affaire d'Etat.

Je vous rappelle comment la Dauphine avait
 traité la comtesse de Gramont, coupable, elle, d'une
 faute légère envers madame du Barry¹.

Maintenant comment deux ans après, lorsque
 tout est loin et déjà bien oublié, bien effacé par
 le temps, le sieur Pidansat s'en empare et les
 donne au nombre de ses *Anecdotes* :

« La marquise de Rozen, dame pour accompagner
 la comtesse de Provence, faisait depuis quelque
 temps assiduement sa cour à madame du Barry. Celle-ci

¹ 1^{er}, p. 398 et suiv.

l'aimoit beaucoup et l'avoit prise dans son intimité. Elle étoit extrêmement jeune, mignonne, et avoit l'air d'un enfant, ce qu'il faut savoir.

La favorite ne manqua pas de la mettre de la fête. Madame de Rozen y assista; mais peu après, rompit tout coup avec sa bonne amie, ou du moins se refroidit considérablement. Il est probable que ce fut relativement à la pécresse à laquelle elle avoit l'honneur d'appartenir, qui fit des reproches sur ses assiduités auprès d'une personne aussi affichée et surtout sur ce qu'elle s'étoit fait noter au Cour, en assistant à la fête qu'elle avoit donnée. Quoi qu'il en soit, la comtesse fut sensible à un tel changement; et en témoigna son humeur au Roi, qui, en plaisantant, dit : « Bon, c'est un enfant propre à recevoir le fouet. » Madame du Barry prend le propos à la rigueur. Un jour que madame de Rozen l'étoit venue voir dans la matinée, après avoir joué amicalement avec elle, elle lui proposa de passer dans un boudoir, pour causer plus particulièrement. Là se trouvent quatre femmes de chambre, qui s'emparent de la coupable et la flagellent d'importance. La fouettée, furieuse, en porte ses plaintes au Roi, qui n'eut rien à répliquer. La maltresse, lorsqu'elle lui rappela qu'elle n'avoit fait qu'exécuter le jugement de S. M.

Celle-ci finit par en rire; et madame de Rozen, par conseil de M. d'Arguillon, se rencontra chez la comtesse. Après quelques railleries sur le c. (fouetté), ce qui a connu et confirmé l'anecdote, les deux amies s'embrassèrent et convinrent que tout s'étoit (sic) oublié.

Mais le public n'oublie rien; la comtesse de Provence l'oublia pas non plus. Heureusement pour madame du Barry, cette princesse étoit dans l'impuissance de se venger.

Madame la Dauphine parut vouloir le faire par sa niche seulement ¹...

¹ *Anecdotes*, p. 308.

aire justice du récit de Pidansat, il suffit de le lire vivement.

ne de Rosen, dit-il, avait été invitée par ma-

Barry à la fête rendue par elle à M. le duc de Rohan. Elle y avait assisté et était l'objet des regards de madame la comtesse de Provence (celle-ci doit noter à la cour suivant la princesse en assistant à la fête donnée par la favorite, une femme aussi célèbre). Quelle est la date de cette fête?

Pidansat ne la donne pas. Il n'en donne jamais. Cherchez-la donc ailleurs. D'après *les Nouvelles à la main*, fort exactes en général, la fête dite du Barry serait du 23 ou 24 février, et dans ce cas elle ne pouvait être antérieure au 18, jour donné par M. le duc d'Aiguillon à la favorite, puisque cette fête était rendue en raison du bal.

Le récit de Hardy est placé par son journal au 6 février. — Dès avant ce jour, on parlait des intrigues exercées par madame du Barry sur madame de Rosen. Ces voies de fait ne pouvaient donc avoir leur explication dans une fête donnée dix jours auparavant. La cause ne peut suivre l'effet.

Il y a contradiction.

Quant à l'auteur des *Anecdotes*, le courroux de madame du Barry venait de ce que madame de Rosen avait rompu tout à coup avec elle par suite des reproches de la comtesse de Provence.

Allez la page et vous y lirez exactement le con-

« jour que madame de Rosen était venue voir madame du Barry dans la matinée, après avoir démoli tout à fait avec elle, etc. »

« une singulière rupture! Un refroidissement

d'une nouvelle espèce. Aller ! chez l'autre matin, par conséquent avec familiarité, déjà semble, et ce amicalement. On ne conçoit guère comment madame du Barry se serait trouvée indigne d'un pareil procédé, elle qui était habituée à supporter d'injures !

Il y a, en outre, dans l'ensemble de l'aventure l'arrangement qui lui donne l'air d'un conte-fairytale. On dirait un vieux fabliau gaulois, avec une rabelaisienne, qui a couru le monde et dont il n'est pas impossible de retrouver l'origine. Il n'en a rien dit davantage aux rieurs, qui ont mis l'anecdote au compte de madame du Barry, et Pidansat de Mandeure s'est pressé de s'en faire l'écho.

Il pouvait écrire tout ce qu'il voulait. Madame du Barry était déchue alors, incarcérée. Elle n'avait donc jamais répondu aux attaques dont elle était l'objet. L'auteur des *Anecdotes* croyait donc pouvoir inventer et broder à son aise. Il y avait cependant des témoins placés plus près que lui de la cour et des rieurs qui devaient surgir et servir à contrôler ses assertions.

Mercy, d'abord, un écouteur aux portes. Parle-t-il de cette scène, qui aurait été un événement dans cette cour de Versailles où les plus petites bagatelles prenaient sous sa plume des proportions colossales ? Non, il n'en dit, il n'en sait rien. Bien plus tard, à cette même date du 17 février, lorsque tout Versailles doit retentir d'un tel scandale, l'occasion pour parler de madame du Barry à Louis XV. Thérèse le 17 février comme jamais il ne l'a fait.
« Cette favorite, dit-il, saisit l'occasion de dire plusieurs choses très agréables sur les grâces d

me la Dauphine est douée » (I, p. 417). Il prenait son temps !

Et madame du Deffant, argus infatigable, quoique aveugle. Elle écrit à Horace Walpole de longues lettres le 17 février, le 24 février, le 26 février 1773. Elle explique précisément sur les points qui nous occupent. « Quel intérêt, dit-elle, prend-on à Londres à ce qu'il se passe à Paris ? Qu'importe à milords et messieurs de savoir les fêtes que l'on donne à la cour, les succès d'une nouvelle actrice, les tracasseries des ministres ?... » Elle aurait donc été charmée de donner à Horace Walpole la primeur d'une histoire étrange, scandaleuse, accablante pour madame du Barry qu'elle déteste. Elle ne dit rien. Elle parle cependant de madame du Barry ; elle prononce son nom. « L'Ambassadeur de Suède, M. de Creutz, est le seul ministre étranger qui ait été admis à la fête de M. d'Aiguillon et à celle de madame du Barry » (I, p. 310, 26 février). N'était-ce pas une invitation et une occasion toutes naturelles pour parler de l'aventure de madame de Rosen. MM. de Besenval, de Gleichen, Grimm, Marmontel observent le même silence et on le retrouve gardé dans toutes les nouvelles à la main du temps, Bachaumont, la Mazarine ; cependant cet honnête recueil a parlé de madame de Rosen au 23 d'avril 1773. Il raconte qu'elle a été volée, il ne dit pas un mot pour la plaindre de l'outrage indigne qu'elle aurait reçu ¹.

La relation de Hardy prouve une seule chose, c'est que le bruit a couru à la ville. Quant à l'événement lui-même, la preuve reste à faire.

« On ne pensoit pas, dit-il naïvement, que si cette

1. Hardy le rapporte sans paraître y croire.

aventure étoit telle qu'on la crut morte, cette dame ne reparut jamais à la cour. » Or, elle y reparut l'année même dans une circonstance d'apparat. On célébra à Compiègne, on célébra la saint Louis, la fête de dynastie et du roi. Les princesses du sang, les seigneurs et dames de la cour, les ambassadeurs, eurent l'honneur de rendre leurs devoirs au roy à l'occasion de sa fête. Il y eut messe en musique, vêpres et sermon à l'église Saint-Jacques.

La comtesse de Rosen, dame pour accompagner la comtesse de Provence, *fit la quête*¹.

1. *Gazette de France* du 27 août 1773, p. 616.

CHAPITRE XX

SERMON ATTRIBUÉ A L'ABBÉ DE BEAUVAIS,

EXAMEN. — DISCUSSION.

TRANSPORT DU NUMÉRAIRE A VERSAILLES POUR MADAME DU BARRY.

Après le carnaval et ses folles joies, viennent des occupations plus sérieuses pour la cour. On ne parle plus de bals, on s'occupe d'offices et de sermons.

Marie-Antoinette écrit à Marie-Thérèse, le 15 mars, de Versailles :

Nous avons ce carême un fort bon prédicateur qui prêche trois fois la semaine ; il prêche la bonne morale de l'Evangile et dit bien des vérités à tout le monde : j'aime pourtant encore mieux le *Petit Carême* de Massillon, parce qu'il est plus à ma portée.

Ce prédicateur justement apprécié par Marie-Antoinette n'était autre que l'abbé de Beauvais (J. B. C. M.), né en 1731, à Cherbourg, et déjà connu par l'onction et l'élévation de sa parole.

Il était alors vicaire général de Noyon. Les *Nouvelles* et les *Mémoires secrets* du temps s'occupent souvent de l'abbé de Beauvais, nous ne rapporterons pas ce qu'ils

en disent, ce serait trop long et nous arrivons la suite à ce qui nous concerne ¹.

Bien loin que l'abbé de Beauvais ait eu un é disent les *Mémoires secrets*, à la date du 8 mai, p. on a cherché à lui casser le cou en rappelant un phrases d'un de ses sermons, contenant une per lité directe contre madame du Barry ; il aurait di sant allusion à Salomon :

Le monarque, rassasié de voluptés, après avoir pour réveiller ses sens flétris tous les genres de plai entourent le trône, finit par en chercher d'une nouve pèce dans les vils restes de la licence publique.

L'auteur a ajouté : « *On sent combien il étoit rendre odieux par là l'orateur à la favorite.* »

Les sermons, prônes, éloges funèbres et autres de l'abbé de Beauvais ont été soigneusement re et publiés en quatre volumes. On n'a jamais tr sermon où il aurait placé ce passage.

1. On a beaucoup varié sur l'origine, la naissance, la de l'abbé de Beauvais. Nous avons eu recours au moyen in en pareille circonstance, à son acte de baptême :

Le treizième jour du dit mois et an que dessus (décemb a été baptisé par nous, curé de Cherbourg, soussigné, Je tiste-Charles-Marie, fils, né du dix du présent mois en légit riage de Jean-Baptiste de Beauvais, bourgeois de Paris, e moiselle Charlotte Luce, son épouse, et ont été parrain, Jean-Baptiste de Crouille, chevalier seigneur et patron de Tournalville et autres lieux, conseiller du roy en ses conse sident en la cour des comptes, aide des finances de Nor représenté par noble personne Charles Dursus sieur de Moytier, prestre et assisté de damme Marie Le Scelliere, et Jacques Bouillon, sieur de Forges, conseiller du roy et lie général de l'admirauté au siège de Cherbourg et dépot Ce qu'ils ont signé.

de Beauvais citait beaucoup, ses sermons sont d'emprunts faits au texte sacré ; ici il aurait son habitude constante.

Nous avons vainement cherché sur quels textes il s'appuyait pour justifier cette belle tirade qui se rapporte à Salomon et vient rejaillir contre Louis XV. Elle n'est certainement pas dans l'Ecriture sainte ; on n'accuse Salomon que d'avoir pris pour concubines des femmes idolâtres et de s'être livré avec elles aux faux dieux de leur pays. Les biographes disent d'après Joseph, qu'il avait eu 700 femmes et 300 concubines, mais rien de tout cela ne prouve l'existence des filles publiques chez les Juifs. M. Schwalb, de l'Académie nationale, hébreu et savant hébraïsant, et du *Talmud*, nous a affirmé que tout ceci n'est qu'une pure fable et n'avait aucune réalité historique. Comment comprendre alors que l'abbé de Mably eût inventé une allusion de ce genre, alors qu'il était en France, et qu'il avait été pris en flagrant délit de citation fautive, par le roi sans doute, ni par madame du Barry, ni par quelques-uns des prélats ou théologiens présents à son discours. Il est fort probable qu'il n'a pas voulu s'engager, il peut avoir parlé librement, hardiment des désordres du roi, comme la chaire de morale le permet. Louis XV eut le bon esprit de ne pas le punir. Nous aimons mieux croire qu'un orateur averti surtout par la douceur de son éloquence se tient dans les limites du bon goût plutôt que de se livrer à des déclamations violentes et imaginaires.

Si nous revenons ici à une de ces inventions si fréquentes de la petite presse d'alors, nous pourrions dire de même de beaucoup d'autres. L'histoire sainte leur est aussi bonne que la philosophie ou toute autre science pour calom-

nier ; un prétexte leur suffit, l'ip est que les libelles ne deviennent pas de l'..... Du reste cette invention n'était pas nouvelle, on avait déjà dit que l'abbé Double, l'abbé Perusseau, avaient terrifié madame de Pompadour par leurs sermons sur la faiblesse de l'adultère ¹.

La Dauphine avait eu assez de tact pour présenter Massillon à l'abbé de Beauvais, mais Massillon lui-même, quoique parvenu à l'apogée de sa gloire, attendit le lendemain de la mort de Louis XIV pour lui décocher cette épigramme posthume : « Dieu seul est grand, mes frères. » L'abbé de Beauvais, imitant cet exemple, attendit pareillement que Louis XV fût descendu dans les caveaux de Saint-Denis avant de prononcer cette parole digne de Bossuet : « Le silence des peuples est la leçon des rois. » Voici la phrase entière :

Le peuple n'a pas sans doute le droit de murmurer, mais sans doute aussi il a le droit de se taire ; et son silence est la leçon des rois. (Vol. IV, p. 243.)

Nous avons trouvé dans la Correspondance du duc de la Vrillière, à la Secrétairerie d'Etat, les deux pièces qui suivent dont on apercevra facilement l'intérêt :

LETTRE DU DUC DE LA VRILLIÈRE A MESSIEURS LES FERMIERES
DES VOITURES DE LA COUR :

Le sieur de Montvalier, Messieurs, intendant de madame du Barry, est dans le cas de faire des voyages assez fréquents à Paris, pour le compte de madame la comtesse et d'en rap-

1. V. *Mémoires d'Argenson*.

fonds. Il est fort incommode pour luy d'être obligé de transporter aux voitures de la Cour, lorsqu'il s'agit même s'exposer à des désagrémens. Comme ordinairement une chaise pour lui seul, vous voudrez donner des ordres à votre bureau, tant à Paris qu'à Versailles, pour qu'on ne fasse pas de difficulté de luy procurer une voiture chés luy toutes les fois qu'il le deman-

Je vous suis entièrement, etc.

(L. O, p. 415, 6 déc.).

Quelques jours après, à la date du 9 février 1773, Trillière écrit à M. de Montvallier :

Monsieur, d'après votre lettre, écrit à Messieurs les Messieurs des Voitures de la Cour, pour que, toutes les fois qu'il s'agira de voyager, on leur envoie chercher une voiture, on la laisse venir à leur chés vous. Ils viennent de me répondre qu'ils ne peuvent donner des ordres en conséquence; mais en même temps ils m'ont observés (sic) que vous étiez dans l'usage d'aller à leurs bureaux et qu'ils le faisoient porter tout attendre que les sommes étoient quelquefois si faibles que le poids pourroit faire du tort à leurs papiers; plus ils m'ont dit avoir fait un arrangement qui me paroît raisonnable. Je ne peux d'après cela juger de leur conduite et je crois même que vous serez content (L, p. 89).

Le bureau des Voitures de la Cour étoit situé à Paris, au bas du pont Royal et à Versailles, aux Sceaux¹. Les prix des places pour Versailles étoient de 3 livres 6 sols.

On avoit évalué à trois cent mille livres les sommes

¹ *Arch. du Voyageur*, p. 117.

que madame du Barry recevait chaque mois. Tel est le chiffre porté dans ses comptes et confirmé par les quittances qu'elle donnait mensuellement à M. Beaujon, le premier ministre de la cour. Trois cent mille livres, quelquefois plus, en écus de six livres d'argent représentaient un poids de trois mille livres pesant.

Il n'y avait pas de valeurs de circulation de banque à cette époque; c'était donc un volume assez considérable qu'il fallait transporter probablement en un jour. Il y avait là une opération qu'il eût été difficile de dissimuler, si elle devait s'opérer dans la ville, par des messageries, et qui pouvait donner lieu à de mauvaises marques fâcheuses; c'est ce que M. de la Vrillière craignait. Pour couper court à tout soupçon de ce genre, Montvallier demandait qu'on envoyât la chaise chez lui. Il demeurait rue Saint-Noré n° 543¹.

La réponse des fermiers des Voitures donne à penser qu'ils objectent que les sommes étaient quelquefois si considérables que le poids pouvait faire du tort à leurs voitures.

Ce poids ne pouvait jamais excéder celui que nous avons indiqué; il faudrait donc supposer qu'il s'agit ici d'autres sommes non destinées à madame du Barry et jointes à celles qu'on lui envoyait.

1. *Almanach de Paris*, Lesclapart, 1763.

CHAPITRE XXI

ANECDOTE DU CAFÉ.

Roi écrit dans ses *Rues de Versailles* :

LY aimait beaucoup le café et il se plaisait souvent à le faire préparer lui-même. Pour plaire au Roi, Lenormand cultiva dans les serres du Potager une douzaine de caféiers, et jusqu'à quatre mètres de hauteur; on récoltait sur chaque année, de cinq à six livres de café parfaitement mûr. Le XV le laissait vieillir, le torréfiait lui-même et, après avoir préparé l'infusion, s'amusait à le faire goûter à ses amis, et à ses amis les plus gourmets qui le distinguaient avec les meilleurs cafés des colonies (p. 258).

Les anecdotes disent de leur côté :

En fouillant dans le *Journal manuscrit*, qui nous guide pour rassembler les faits de notre histoire, une anecdote nous ramène à l'époque de la vie de madame du Barry où elle exerça son empire sur le Roi, d'où l'on peut inférer quelle étoit alors l'opinion du public, concernant son empire sur le Roi. Sous la date du 20 mars 1773... « On rapporte un jour que les courtisans ont recueilli avec soin et qui prouve que l'empire du Roi ne diminue point de faveur et d'influence sur son royal amant, comme on le présumoit. Le Roi même aime à faire son café elle-même et à se délas-

...mais que relève la malignité des courtisans (p. 2)

Cette anecdote, dont il serait intéressant de vérifier l'authenticité, n'est ni dans les *Mémoires secrets*, ni dans Chaumont, ni dans Hardy, ni à notre connaissance dans aucun autre recueil de nouvelles à la main, et tel a été son succès que bien des gens ne croient pas autre chose de Louis XV ni de madame de Montespan. Les auteurs les plus sérieux l'ont reproduite sans critique, nul n'a songé à demander la preuve de son exactitude ; il est accusateur, il est infamant, on ne sait que tel n'est pas notre système ; avant d'admettre, nous voulons des preuves positives des vraisemblances. Examinons les sources.

Madame du Barry avait décerné au roi le titre de *Le Français*, il répondait docilement à ce titre et se laissait tutoyer publiquement par elle.

Où est le témoin ?

Où est celui qui, étant admis dans l'intimité,

reuves contraires. Un personnage considérable, M. de Mercy a vu entre les mains de madame du Barry la correspondance échangée entre Louis XV et elle. Ils ne se tutoyaient pas¹¹

Ils ne se tutoyaient pas par écrit. Telle était leur habitude, comment admettre qu'ils choisissent pour enlever le moment où ils étaient en spectacle ? si tant que ces sortes d'usages une fois pris puissent se maintenir. Nous avons déjà vu madame du Barry en conversation avec Louis XV ; elle est chez elle, dans son propre appartement, le roi est familièrement adossé à la chaise. Comment lui parle-t-elle ? lui dit-elle *Tu* ? Nullement, elle s'exprime suivant le rituel du cérémonial de cour. Elle parle à la troisième personne, *Sire...* ou *Majesté*. Et M. de Belleval s'étonne comment elle ait pris le ton et les manières des femmes de Versailles d'avoir été élevée. Il ajoute qu'elle savait son devoir et qu'elle ne se donnait toute liberté que devant le roi, que cela amusait par la nouveauté.

Quant au sobriquet usuel dont elle se serait servie, l'inspection des papiers de madame du Barry prouve qu'elle avait eu à son service pendant plusieurs années une domestique qui s'appelait *La France*.

Le mémoire de Carlier, tailleur à Paris, chargé par-dessus tout d'habiller les gens de la livrée, contient les mentions suivantes :

En mai 1770, pour Augustin, *La France*, François et Etienne, (n^o 14), 4 frack de baracan bleu

En juin 1770, pour *La France*, Mathurin, Comtois (tome I^{er}, p. 14), quatre redingottes et huit douzaines de gros boutons à pointes, vestes du matin à bavaroise.

Lettre du 15 octobre 1771, t. I^{er}, p. 225.

3 janvier 1771, pour *La France*, veste de ratine.

Le 4 janvier, pour *La France* et Picard, redingottes de drap gris.

La France était valet de pied; il portait la livrée rouge aux grands jours, et à l'ordinaire, chamois bordée d'argent ¹.

La malignité des courtisans a eu à faire peu de frais d'invention pour transporter au roi ce qui s'adressait au valet.

De ce fait ressort une autre conséquence, c'est qu'en supposant que madame du Barry eut la fantaisie de donner à son royal amant un petit nom dans l'intimité de leurs rapports, elle n'aurait jamais osé lui infliger l'appellation d'un laquais existant auprès d'elle. Il y aurait eu là une inconvenance grossière, une injure choquante que Louis XV n'aurait pas tolérées, il n'aurait pas souffert qu'on le mît sur la même ligne que Comtois ou la Rose, que Bourguignon ou la Jeunesse, collègues de *La France*.

Louis XV était toujours le petit-fils de Louis XIV, il avait dans ses veines du sang espagnol, il suivait les traditions du grand siècle, il pouvait mal jouer son rôle de roi, il restait gentilhomme; sa belle figure de médaille, qui lui avait mérité le surnom de *numismata*, suffisait pour empêcher qu'on ne lui manquât de respect en face.

On se fait une très fausse idée de ce qu'était alors le roi, même dans sa dégradation, de ce qu'était l'étiquette

1. Les historiens, notamment M. Henri Martin, qui ont eu le tort d'accueillir cette anecdote sans examen, ont cru qu'il s'agissait d'un *surnom de comédie* imaginé par la favorite. On voit quelle est leur erreur.

égnante et de l'espèce d'adoration pour le
 qu'elle imposait à ses serviteurs ; madame
 a pu, dans le secret de l'intimité, se montrer
 hardie, enfant envers l'homme, mais en pu-
 dû paraître respectueuse envers le roi, elle
 appelé *La France* quand il y avait là un la-
 tant la casaque d'ordonnance, qui pouvait
 l'interpellation pour lui et faire la réponse.

on qu'on prête à madame du Barry en cette
 ce n'est autre chose qu'une redite vieille et
 laquelle pourrait s'appliquer ce quatrain si
 nous avons déjà cité ¹.

de du Barry perd-elle au pharaon, elle s'écrie :

« d'un jugement du Conseil des Invalides,
 rte au roi que M. de Choiseul, consulté, a ré-
 u'il s'en f.... — Et moi aussi, dit le roi ; et vous,
 ' — Moi aussi, répond la favorite. » Et tous
 sans parler des vers obscènes dans lesquels
 l'F obligé, le mot de la fin est un emprunt à
 rituelle et inépuisable plaisanterie. « Ah ! le
 . règne qui commence par une lettre de ca-

, si l'invention eût été neuve, mais elle datait
 le roi ayant été chansonné sur ses amours
 deux sœurs de Nesles, s'écrie : « Je m'en f...
 oilà les nouveautés servies par les *Anecdotes* à
 eurs en 1773 ! Passons.

ernière réflexion nous frappe. Est-il bien cer-
 Louis XV préparât lui-même son café ? M. Le
 it, l'a cru..., sur la foi de quel document ? Nous

65, note 1.

l'ignorons ; c'était une rumeur à la mode. On mandait pas davantage alors pour écrire l'histoire la chronique ; on a raconté aussi de la grande de Russie un trait pareil. « Elle était fort madame Lebrun dans ses *Souvenirs*, elle à cinq heures du matin, allumait son feu elle-même son café. » On a oublié de nous dire qu'elle allait acheter son lait. Ces racontars de racontars auraient besoin d'être prouvés, sans quoi ils n'ont aucune croyance et ne vaudraient même pas d'être refutés sérieusement, sans l'importance qu'on leur a souvent attribuée et qui repose toujours sur un malentendu ; l'anecdote présente un exemple. Il y avait dans les petits appartements une pièce, connue de l'entourage sous le titre de *Café du roi*. Les registres des magasins nous donnent une explication fort simple de cette appellation en ces termes. *Cabinet à pan où l'on fait le café du roi* pas où le roi fait son café, ce qui est bien dit est peut-être l'origine et l'explication de l'anecdote nous combattons. Ajoutez-y l'équivoque sur le mot d'un laquais et le gros mot affecté à madame du Barry, il n'en a pas fallu davantage à de mauvais plaisants pour fabriquer une historiette amusante, qu'ils ont racontée au prince Henri de Prusse, non moins railleur que son frère, le grand Frédéric. La lettre a été envoyée à M. de Mouriez¹, autre amateur de facéties

1. En Russie, on n'allume pas son feu comme à Paris, on chauffe à l'aide de poêles, qui ne s'éteignent ni jour ni nuit.

2. Une de ces lettres, adressée au prince Henri de Prusse, racontait l'anecdote suivante : « Le roi fait ce qu'il peut pour le duc du Barry, et, ne pouvant l'élever à lui, il est complètement descendu à elle. La plus parfaite égalité, telle que l'exige

admirateur déclaré de M. de Choiseul et faisant
lui de la politique à coup de bons mots ou de
s.

oit à quoi se réduit une anecdote qui a fait tant
t, qui en mérite si peu et qui doit disparaître
es de l'histoire où elle occupe une place usurpée.

ie. Vous sentez, Monseigneur, qu'il n'y a pas de Majesté.
la règle de tous les ménages, il est serviteur et on
La France. Voici le plus nouveau : un matin il prépa-
café, qu'il négligea un instant pour les charmes de la
s'enfuit. « Tiens, prends donc garde, La France, ton
le camp. » (*Le Dieu, le général du Mouriez et la Révolu-
pnoise*, page 62, à la note.)

CHAPITRE XXII

LE DUC DE LAURAGUAIS A LONDRES.

CHASSÉ, CHANTEUR.

LES BARMÉCIDES. — L'ABBÉ DELILLE CHEZ MADAME DU BARRY.

On a parlé du procès singulier que s'était suscité à Londres M. le comte de Lauraguais, en laissant marier sa maîtresse, qu'il avait plaisamment qualifiée du titre de comtesse de Tonneau, avec son secrétaire, et en continuant de vivre avec elle. Celui-ci, après avoir paru se prêter sourdement à ce commerce infâme, a accusé son maître d'adultère et lui a fait un procès criminel, sans doute pour en tirer de l'argent. Le seigneur dont il est question, naturellement facétieux et qui aime à écrire, en a pris occasion de faire un mémoire intitulé : *Pour moi et par moi*; puis il détaille ses noms et ses surnoms. Rien de plus original que ce pamphlet où, en livrant à la folie la plus extrême, il dit tout ce qui lui passe par la tête avec cette tournure qui lui est propre. Dans le gahmalthias où le plonge son imagination vagabonde, on trouve des saillies charmantes. Il a dédié ce burlesque ouvrage au duc, son père. (*Mémoires secrets*, 7 juin 1773.)

Le sieur Chassé est un gentilhomme breton qui, par libertinage, par indigence ou par une passion effrénée pour le théâtre, s'était fait acteur et chanteur de l'Opéra. Sa belle figure, la noblesse de son jeu et la beauté de sa voix, qui

ait une basse-taille, l'avaient rendu un des coryphées de ce spectacle. Il y a brillé longtemps. Depuis plusieurs années il est retiré. Il a aujourd'hui soixante-seize ans. Cependant on ne sait trop comment madame du Barry a voulu l'engager. Il s'est refusé aux instances de ceux qui le sollicitaient pour cette dame et a déclaré qu'il ne chanterait que pour le roi, d'abord par l'obéissance qu'il devait à son maître ensuite par reconnaissance de ses bontés et des pensions dont il l'honorait. On lui a donc parlé au nom du roi et il a consenti à un petit souper devant S. M. et la favorite. Ils en ont été émerveillés. Le prince lui a dit qu'il le retenait pour les fêtes du mariage; qu'il était question de remettre *Roland*, dans lequel il excellait, et qu'il voulait que Chassé fît le rôle. S. M. s'est expliquée ainsi vis-a-vis du maréchal de Richelieu et des intendants des Menus, et l'acteur a été forcé de céder aux vœux du monarque. Mais comme il est bien différent de chanter en chambre ou sur le théâtre, les amis de l'acteur tremblaient pour lui. Au surplus, il a reçu une boîte d'or de la valeur de cinquante louis, et pour ménager sa délicatesse, madame du Barry a bien voulu lui faire dire que c'était de la part du Roi. (*Mémoires secrets.*)

Pidansat a copié ce passage mot pour mot, p. 341, dit. 1776, sans dire qu'il prenait le fond et la forme aux *Mémoires secrets*, ce qui serait un plagiat complet s'il n'y avait ajouté quelques méchancetés de sa façon, suivant son usage.

Madame du Barry voulut entendre le fameux acteur Chassé, bien qu'il fût âgé de septante-six ans. La requête adressée au nom de Louis XV, Chassé consentit à dire quelques airs devant la favorite et son amant décrépiti. Ils en furent émerveillés. Le prince lui dit qu'il le retenait pour les fêtes du mariage du comte d'Artois. On devait remettre en scène *Roland*, Sa Majesté désirant le revoir dans le rôle de ce paladin où tant de fois il avait triomphé. Chassé promit et ne

put tenir sa parole, cette fatigue était au-dessus de ses forces. L'acteur vétérân reçut le lendemain une magnifique bague en or, et madame du Barry, pour ménager la délicatesse virtuose, lui fit dire que c'était de la part du Roi. (*Théâtre lyrique, Académie royale de musique, par Castil-Blaze, t. I, p. 296.*)

Chassé de Chinois, né à Rennes en 1699, mort 25 octobre 1786, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, débuta à l'Opéra en août 1721 et prit sa retraite 1756; il quitta l'Opéra avec une pension de 1,500 liv.

On trouvera une liste intéressante de ses rôles dans l'ouvrage de M. Campardon, *l'Opéra au XVIII^e siècle*, p. 105, avec plusieurs détails anecdotiques et biographiques sur Chassé.

Depuis longtemps on parle beaucoup d'une tragédie nouvelle du sieur de La Harpe, intitulée : *les Barmécides*.

Suivant son usage, il capte les suffrages des sociétés de lecture en lisant lui-même dans diverses maisons. Il a eu l'honneur d'être admis chez madame la comtesse du Barry, qui a voulu l'entendre. Cependant cette dame, fatiguée dès le premier acte, en avouant que c'étoit très beau, bâilloit beaucoup. Elle a demandé le cahier de l'auteur : elle l'a parcouru des yeux ; elle lui a dit de lui lire les dernières scènes et a fini par s'extasier en bâillant toujours. L'amour-propre de ce bonhomme a été très humilié, d'autant qu'il n'ose faire un épigramme contre le mauvais goût de la comtesse. (*Mémoires secrets, 27 juin 1773.*)

Cette plaisanterie courait le monde. Alors elle faisait beaucoup rire, quoique surannée. Les *Barmécides* sont dans le moule de la tragédie classique. Sous ce rapport ils manquent de vie mais non d'intérêt. Il y

et pour sortir de l'ornière battue. On doit en compte à La Harpe.

ne je l'ai dit, on trouvait partout de ces présidentes sages d'esprit). C'était une madame Hénique dont je parle. Une madame Lecoulteux chez qui j'ai eu aussi le plaisir d'être conduit, épouse d'un Turcaret, sachant par cœur le roman des *Incas* et rompant des lances pour les héros, parce que l'auteur les avait récités chez elle. Elle en avait lus devant Louis XV, qui avait dit à la favorite : « Madame, cela vous a-t-il bien fait bâiller ? »

Après d'Académie, M. de Beauvau m'a mandé que M. de Cars avait introduit l'abbé Delille chez madame la Dauphine, et qu'en sa présence et celle de toute sa cour (à la messe, et chez madame de Mirepoix), il avait récité sa traduction du troisième chant de l'*Énéide*. L'assemblée a paru contente, et la valeur d'un bon point pour la première place d'Académie. (*Lettre de madame du Deffant à la duchesse de Choiseul*, Paris 16 août 1773.)

Les premières lectures des *Barmécides* ont été faites chez M. du Barry, qui bâilla dès le premier acte et s'obstina à bâiller jusqu'au bout, toujours en bâillant. Mais Louis XV n'était pas présent ou du moins le mot cité par Brissot fut adressé à la comtesse d'Artois, nouvellement mariée et devant qui on devait représenter *Isménor* à l'Opéra. Cette pièce avait été jouée à grands frais. Par les soins de madame du Barry, qui voulait lui plaire, on avait intercalé beaucoup de vers à la louange de la jeune princesse, ce qui n'empêcha pas le vieux roi de dire en sortant : « Ma fille, avez-vous bien bâillé ? » (*Mémoires de Brissot*, 1^{er} vol., p. 205.)

CHAPITRE XXIII

QUERELLE PRÉTENDUE DE MADAME DU BARRY AVEC SON BEAU-FRÈRE

VERS SATIRIQUES ATTRIBUÉS A CELUI-CI.

MARIAGE D'ADOLPHE DU BARRY AVEC MADEMOISELLE DE TOURN

DONATION DE 200,000 LIVRES PAR MADAME DU BARRY.

SIGNATURE DU CONTRAT PAR LE ROI ET LA FAMILLE ROYALE.

Dès le mois de juin, madame du Deffant écrivait
madame de Choiseul :

On dit ici qu'il y a des chansons contre madame du Barry
faites par monsieur son beau-frère. Si je puis les avoir
vous les enverrai.

Notons qu'à cette date, madame de Choiseul avait
reçu sa pension de 50,000 livres qu'elle devait à l'in-
tervention de madame du Barry. M. de Choiseul avait
palpé l'énorme indemnité de 300,000 livres qu'il devait
à la même personne. Ce qui ne les empêchait pas
se repaître de chansons propagées contre elle. Notons
âmes !

On prétend qu'il s'est élevé une querelle entre la comtesse
du Barry et le comte Jean (le beau-frère); qu'elle a été
causée par ce dernier, dans ces accès d'humeur violente d'
où se repent toujours, a exhalé sa bile et fait une chan-
son. Il se permet de lui rappeler, de la façon la plus piquante
les choses qu'il aurait dû oublier. Peut-être aussi un pl

et-il été bien aise de trouver cette occasion, en impu-
tant au comte Jean la production licencieuse d'une plume
satirique. Telle qu'elle soit, voici cette chanson :

Sur un air : *De la Rouëre.*

Drôlesse !
Où prends-tu donc ta fierté ?
Princesse !
D'où te vient ta dignité ?
Si jamais ton teint se fane ou se pèle,
Au train
De Catin
Le cri du public te rappelle.
Drôlesse ! etc.
Lorsque tu vivois de la messe
Du moine, ton père, Gomard !,
Que la Ranson ² vendoit sa graisse
Pour joindre à ton morceau de lard,
Tu n'étois pas si fière,
Et n'en valois que mieux :
Baisse ta tête altière
Du moins devant mes yeux.
Ecoute-moi, rentre en toi-même,
Pour éviter de plus grands maux :
Permits à qui t'aime, qui t'aime,
De t'offrir encor des sabots !
Drôlesse !
Mon esprit est-il baissé ?
Princesse !
Te souvient-il du passé ?

l'auteur des *Anecdotes* reproduit cette chanson page
mais il se garde bien de la faire suivre des obser-

Il y a *Guimard* (faute évidente).

Volait ou *vendoit*, ce qui est au fond la même chose.

vations des *Mémoires secrets* qui ont que la chanson n'est pas l'œuvre de Jean du Barry. Au contraire il la lui impute expressément. Telle est sa méthode constante. Donner comme certain ce qui est douteux, comme prouvé ce qui n'est qu'allégué, et ici même l'allégation manque. Les *Mémoires secrets* ne disent nullement, n'insinuent même pas que Jean du Barry ait composé cette pièce satirique. Ils l'attribuent à la fantaisie d'un mauvais plaisant, d'un inconnu anonyme. Rien en effet n'est plus opposé au genre d'esprit comique du comte Jean. C'est un homme essentiellement pervers et vil : il procède par la ruse, par la violence, par la trahison. Aujourd'hui que nous possédons sa correspondance avec sa belle-sœur, nous pouvons affirmer qu'il n'a jamais tenu envers elle un langage injurieux et menaçant, n'aurait pu d'ailleurs l'invectiver d'une manière si infamante sans se couvrir lui-même de boue. On peut encore juger du style de Roué par le mémoire qu'il a publié contre sa belle-fille, veuve de son fils. Il est offensé, il aurait droit de se montrer sévère envers cette femme qui refuse de porter le nom de du Barry, et qui en gardant la dot qu'elle avait reçue de la favorite reste doucereux et poli. C'est son naturel.

Quel que soit au reste l'auteur de ces couplets, on peut s'empêcher de les trouver remarquables ; à la lecture légère des chansons du XVIII^e siècle, ils joignent l'énergie de notre réalisme moderne. C'est la *Bourgeoise* mise à nu, sans le voile de l'allégorie, et par conséquent à raison de cette verve vengeresse qui met toute la vigueur de la satire, nous estimons qu'elle est dirigée contre les du Barry et non émanée d'un de eux.

On s'occupe ensuite à la cour d'un mariage qui devient un petit événement par les bruits auxquels il donna lieu, à peu près comme le mariage d'Alexandrine de Souffron avec le comte du Luc. Il s'agit du mariage de Jean-Baptiste du Barry, fils du Roué, dont les prénoms vrais étaient Jean-Baptiste et le surnom Adolphe ou Adolo. Il prenait le titre de vicomte sans y avoir droit, comme nous l'avons dit.

À entendre l'auteur des *Anecdotes*, on aurait pensé d'abord à le marier avec une fille naturelle du roi, connue sous le nom de mademoiselle de Saint-André et élevée au convent de la Présentation. Un monsieur de Saint-Yon, qui lui servait de curateur, s'y serait énergiquement opposé. Louis XV se serait rendu aux raisons que lui donnait ce serviteur dévoué, et il aurait dû penser à une autre alliance pour Jean-Baptiste du Barry.

On jeta les yeux sur une jeune personne sans fortune et d'une grande naissance. Sa famille aurait été parente ou alliée de la maison de Soubise.

On lit dans les *Nouvelles à la main Penthèvre* : « On parle du mariage de M. le vicomte du Barry avec mademoiselle de Tournon ; on assure même qu'il ne tardera pas à se faire. » (27 juin 1773.)

Le *Nouvelliste* était bien informé. Un mois ne s'était pas écoulé que le mariage fut célébré à Paris, le 19 juillet 1773.

Dès le 18 juillet, le contrat, préparé par Garnier Deschênes, notaire du Roué, et Lepot d'Auteuil, notaire de madame du Barry, avait été signé par le roi et la famille royale¹. La minute originale est déposée aujour-

1. *Gazette de France* du 27 juillet.

d'hui chez M^e Demont, notaire, place de la C
Il nous a été permis de la voir. L'acte est curi
plus d'un rapport.

Au commencement s'étale dans toute sa van
rable la ridicule importance du Roué. Il s'inti
haut et très puissant seigneur, monseigneur
Baptiste comte du Barry Céres, Vidame de C
comte de l'Isle Jourdain, seigneur de Bellegard
Garbée, Lassère, Seijaundas, Thil, Maubec et
Gray et autres lieux, gouverneur de Lévigac,
rant en son hôtel, rue Richelieu, paroisse d
Roch, et on voit par la suite de l'acte qu'il es
dans les liens du mariage avec très haute et ti
sante dame, Marie-Catherine-Ursule Dalmas, sor

Comment le pauvre gentilhomme de Gascogn
il droit à tous les titres dont il s'affublait ? Vi
Chaalons, comte de l'Isle Jourdain, etc. Si
jugeons par son gouvernement de Lévigac,
peaux ne cachaient que d'insignes mensonges
ces formules hautaines de puissant seigneur et
seigneur on voyait encore percer le pauvre dia
si besoigneux. Bretz, Garbée, Seijaundas, Tl
ne sont que des villages obscurs.

Le futur marié prend le titre de très hau
puissant seigneur, monseigneur Jean-Baptiste
du Barry, mestre de camp de cavalerie, titre éq
à celui de colonel, seigneur de (illisible);
D'après l'état de services du ministre de la
Jean-Baptiste du Barry avait le rang de mestre
de cavalerie depuis le 9 novembre 1772, c'e
depuis neuf mois. Il est indiqué dans le co
mariage comme mestre de camp, c'est-à-dire
en titre, mais était-il pourvu d'un régiment

ndement ? Nous n'avons pu le savoir. L'énoncé du contrat est donc exacte, quoique incomplète. Il était né le 17 septembre 1749. Il n'avait en ce moment vingt-quatre ans; il était donc bien en état de consentir au mariage.

L'existence de la femme du Roué est attestée par le contrat de mariage de son fils. On voit combien il est faux de dire qu'il aurait pu se marier avec Jeanne au lieu de mettre Guillaume à sa place, et à quel point M. Jal s'est trompé sur ce point. (A voir la rectification première de cet auteur.)

Madame du Barry intervint au contrat et fit donation aux époux d'une somme de 200,000 livres. C'était une libéralité magnifique, nous pourrions dire une prodigieuse coupable si la somme avait été tirée du Trésor public pour enrichir les du Barry ou les Tournon. Mais même toujours, on voit la pénurie réelle toucher la fortune apparente. Madame du Barry n'avait pas les 200,000 livres qu'elle donnait : ne pouvant fournir le principal, elle se borna à en servir les intérêts, ce qu'elle fit jusqu'au 23 novembre 1791. La donatrice agissait ainsi dans le contrat, sans l'autorisation de son mari.

Elle se bornait seulement à promettre sa ratification, ce qui eut lieu que le 24 juin 1778.

Cette donation de madame du Barry au fils du Roué avait été faite pour faire tomber la prétendue querelle survenue entre la comtesse et lui. Comment aurait-il injurié de qui dépendait la fortune et même l'établissement de son fils ? Le passage des *Mémoires secrets* qui attribue la chanson à Jean du Barry est du 20 juillet 1773, précisément au moment où il fit le mariage, à la même date du 20 juillet. S'il était vrai que Jean du Barry eut composé

une chanson aussi injurieuse contre sa belle-sœur, ce serait précisément au moment où elle allait faire au vicomte une donation considérable, où le roi devait être prié d'apposer sa signature sur le contrat. C'est ce qu'il est impossible d'admettre. Il faut plutôt dire que la chanson aurait pu être faite dans le but d'empêcher le mariage, mais alors ce ne serait pas par le Roué.

Le Roué, dans un mémoire qu'il dut composer plus tard contre sa belle-fille, devenue veuve, s'est vanté de cet honneur que lui aurait fait le roi de signer le contrat de son fils. Sa parole nous étant parfaitement suspecte, nous avons vérifié le fait et reconnu d'abord qu'il était prouvé par la *Gazette de France*, le journal officiel du temps, surtout pour les mouvements extérieurs de la cour. L'inspection de la minute est venue mettre le dernier sceau à cette certitude. On y trouve les signatures suivantes :

LOUIS (Louis XV).

LOUIS-AUGUSTE (le Dauphin. Celui qui sera bientôt Louis XVI).

MARIE-ANTOINETTE

STANISLAS-XAVIER (le comte de Provence, plus tard Louis XVIII); — MARIE-JOSÉPHINE-LOUISE (femme du précédent); — CHARLES-PHILIPPE (le comte d'Artois); — MARIE-ADÉLAÏDE, VICTOIRE-LOUISE, SOPHIE-PHILIPPE (mesdames de France). — Et immédiatement : Jeanne GOMARD VAUBERNIER (la comtesse du Barry); — le comte Jean DU BARRY (son beau-frère); — Jean-Baptiste vicomte DU BARRY (fils du précédent); — Françoise DU BARRY (sœur de Jean, connue sous le nom de *Chon* du Barry); — le chevalier DU BARRY (connu plus tard sous le nom de marquis d'Hargicourt).

Comte DE TOURNON; — Souveraine DE TRELEMONT, comtesse (sic) de Tournon; — Rose-Marie-Hélène DE TOURNON (la future épouse); — Sophie DE TOURNON (sœur); — BEAUJON, etc., etc.

Le doute n'est plus possible en face de l'évidence matérielle ! Et le contrat n'a pas été signé seulement par le roi, il l'a été par toute la famille royale, le Dauphin, Marie-Antoinette, mesdames de France, dont l'écriture se trouve pour ainsi dire en contact avec la signature réprouvée de la favorite ! Il est vrai qu'ayant signé les premières, elles n'ont pu savoir ce qui a suivi, mais elles ne pouvaient ignorer ce qui devait arriver, elles connaissaient l'acte renfermant la donation de la fausse et impure comtesse !

Elles ont signé pourtant !

Est-ce obéissance envers le chef de la famille, leur père, le roi ?

Est-ce faveur pour la famille de Tournon alliée aux Bourbonnais ?

Est-ce aussi parce que le vicomte du Barry ne participait pas à leurs yeux à la réprobation qui pesait sur les siens ? Le vicomte avait été page de la chambre, il avait été élevé à la cour, il pouvait y être assez bien vu personnellement, y compter des amis, de ces souvenirs qui protègent ? Toutes ces raisons peuvent se combiner, rassemblées, expliquer un fait étrange au premier abord et qui, nous l'avouons, avait provoqué d'abord notre étonnement, notre incrédulité. Il est établi que sur une même feuille de papier se trouvent réunies les signatures de Marie-Antoinette et de madame du Barry, comme on voyait jadis leurs noms côte à côte sur le registre aujourd'hui brûlé de la Conciergerie.

La présentation de la jeune et brillante vicomtesse à la cour ne se fit pas attendre longtemps après le mariage. Dès le 1^{er} août suivant, elle a l'honneur d'être présentée, dit *la Gazette de France*, à Compiègne au roi et à la famille royale par *la comtesse du Barry*¹.

Ici l'auteur des *Anecdotes* reprend la parole et trouve à placer une de ces narrations perfides où il prétend que le Dauphin reçut fort mal la vicomtesse et sa conductrice, lorsque celles-ci furent annoncées par l'huissier de la chambre.

Le Prince aurait été auprès d'une fenêtre à jouer de l'épinette sur les vitres. En vain elles attendirent qu'il les regardât et remplit l'étiquette. Il ne leur dit pas un mot, il ne se dérangea point et les laissa ressortir comme elles étaient entrées. Les deux Belles méritaient pourtant bien un coup d'œil.

Soit. — Le Dauphin a pour madame du Barry le mépris le plus profond et il le lui témoigne. C'est son droit. Elle reçoit une mortification; tant pis pour elle et nous ne la plaignons pas, nous ne la défendons certes pas. Mais la jeune femme sacrifiée à cette alliance, est-ce qu'elle mérite ce traitement injurieux? Est-ce qu'elle a le droit de s'y attendre, lorsqu'elle sait que le Dauphin et la Dauphine ont apposé leur signature sur son contrat de mariage? Est-ce qu'enfin venir les remercier n'était pas pour elle un devoir impérieux? Si donc le Dauphin l'avait mal reçue, son action aurait été grossière, d'abord parce qu'il faut toujours être poli envers une femme, fût-on le roi lui-

1. *Gazette* du vendredi 6 août 1773, article Compiègne, du 5 août.

est ensuite injuste, parce qu'il aurait frappé une jeune fille soumise à la volonté de ses parents et fort innocente des torts de la favorite. Nous nous persuader que Louis XVI, si bon, se soit montré là si dur et si inique. Sa signature au pied de la lettre nous en est un gage et un moyen de réfutation contre Pidansat de Mayrobert. C'est encore une occasion où l'on sent la nécessité d'examiner les choses elles-mêmes, rien ne rétablit mieux la vérité que de ne se confondre mieux le mensonge.

La lettre de Mercy a confirmé ces prévisions. Il est à remarquer qu'après-midi, à la suite du salut, la comtesse du Barry présenta sa nièce au roi, qui ne dit pas un mot ; la présentation se fit devant le Dauphin qui fit une contenance. »

La comtesse du Barry était fort belle. Elle était belle, disait-on, *en beau*, à madame de Châteaurobert belle elle-même¹. C'est ce qui fait l'extravagance de l'auteur des *Anecdotes* dans tous les sens. Tantôt il prétend que la tante aurait été jalouse de sa nièce du roi (p. 335). Ce qui l'aurait déterminée à aller au mariage. Tantôt il prétend qu'elle aurait pris parti de cette rivalité et qu'elle aurait dit avec

« Tant mieux, au moins la place ne sortira pas de la famille » (p. 338). Pour se mettre d'accord avec l'original, Pidansat imagine de grossières obscénités, se retrouve (p. 339). Madame du Barry prostituée à Louis XV (p. 340). Nous supprimons quelques détails de haut goût qu'on pourra voir dans le original de ces turpitudes. Enfin (p. 360), il se

¹ Lettre de madame du Deffant à l'abbé Barthélemy, du 15 mai 1773.

ravise et il veut décidément **madame du** ait été jalouse de sa nièce, au point d'empêcher ne chantât devant elle un couplet sur les charmes de cette jeune nymphe. Les *Mémoires secrets* ne rien de semblable ; ils se bornent à rapporter une petite pièce, assez jolie, dont l'atticisme fait toute légèreté.

24 octobre 1773. On chante dans Paris le couplet suivant, fort à la mode : il a été fait en l'honneur de la jeune vicomtesse du Barry et a passé de la ville au village. Il est sur l'air : *Lison dormait, etc., etc., tiens, Julie :*

Est-il beauté plus accomplie.
Hébé, Vénus... oui, la voilà.
Voyez sur sa gorge jolie
Ce bouton-ci, ce bouton-là ;
Cette taille fine et légère,
Et plus bas, plus bas... Halte-là !
On n'voit pas ça, on n'touch' pas là :
C'est la cachette du mystère.
L'amour jaloux défend ce lieu ;
Un mortel y seroit un Dieu.

(*Mémoires secrets*, t. VII, p.

Ce mariage fut bientôt suivi d'un autre dans la famille, celui du chevalier du Barry, le troisième fils, celui que nous avons appelé Nicolas, dit Elie du Barry et qui avait passé par l'Ecole militaire. Les *Nouveaux Mémoires de Penthièvre* disent, à la date du 5 août 1773 : M. le chevalier du Barry doit épouser madame de Fumel ¹.

1. V. *Anecdotes*, p. 346 et 347.

Nous avons dit et démontré ci-dessus que nos du Barry n'avaient droit à aucun titre. Le père commun, Jeanne du Barry, n'en portait pas dans les actes de l'état civil. Cependant nous voyons Jean et Guillaume usurper le titre de comte, et le dernier de la famille, qui n'avait signé que chevalier, devient *marquis* de son autorité privée.

Le régiment de la reine envoyé au devant de la comtesse d'Artois est commandé par le marquis du Barry (21 octobre 1773).

Madame la marquise du Barry est nommée par le Roi dame pour accompagner cette princesse (14 nov.).

CHAPITRE XXIV

OUVERTURE DU SALON DU LOUVRE.

LE ROI COUCHE A LOUVECIENNES.

VOLTAIRE ET MADAME DU BARRY. — STANCES CÉLÈ

MADAME DU BARRY PROTÈGE LEDOUX.

MARIAGE DU COMTE D'ARTOIS. — PIÈCES DIVERSES

Le mois de septembre ramenait l'ouverture d
sition du Louvre pour les œuvres de peinture
ture, etc., puisque, comme nous le savons d
expositions avaient lieu tous les deux ans. On
dans le Salon de cette année 1773, les sujets
qui nous intéressent :

PEINTURE

Par M. DROUAIS, académicien, peintre de Monsei
comte de Provence.

.

Le portrait de madame la comtesse du Barry
p. 31).

SCULPTURE

Professeurs :

.

Par M. Pajou.

Le portrait de madame la comtesse du Barry.
en marbre (n° 197).

le jugement que nous en trouvons dans une lettre
sur le Salon, disent les *Anecdotes* :

ur Drouais a raté encore une fois le portrait de
la comtesse du Barri, qu'il nous présente aujourd-
a les attributs d'une Flore flétrie et presque fanée ;
ané un regard plus propre à exciter la compas-
le désir.

ourtant avec ce seul secours que M. Pajou lutte
sieur Drouais et l'emporte de beaucoup au gré des
onnisseurs. Rien de si beau que ce buste, d'une
un charme, d'une expression unique. Il frappe les
ptes par un air de volupté répandu sur toute sa
mie. Le regard et l'attitude secondent les inten-
peintre : il n'est personne qui, en voyant cette
fieste, ne lui décerne sans la connaître le rang
coupe et ne s'écrie avec M. de Voltaire :

L'original était fait pour les Dieux.

(*Les Anecdotes*, p. 357.)

16 septembre 1773.

a couché lundi à Saint-Ouen, mardi à *Luciennes*
endu mercredi à Choisy.

(*Nouvelles à la main* écrites pour le duc de
Penthièvre. Bibliothèque Mazarine.)

le seul passage, à ma connaissance, qui cons-
Louis XV couchât à Louveciennes. Il semble
ait pu coucher à Marly, qui est à une très pe-
nce. Mais on voit par là qu'il ne se cachait
passer la nuit chez sa maîtresse. On consi-
fait publiquement dans un recueil qui contraste
honnêteté avec les pages moins édifiantes des
s secrets.

On lit dans les *Nouvelles à la main* écrites pour l de Penthievre :

M. de la Borde, premier valet de chambre du Roi, acquitté en passant à Ferney d'une commission dont dame du Barry l'avait chargé auprès de M. de Voltaire embrassé deux fois de sa part. Ce poète vient d'envoyer sujet ce quatrain à madame du Barry.

C'est cet envoi provoquant qui a donné lieu lettre si connue :

Madame,

M. de la Borde m'a dit que vous lui aviez ordonné m'embrasser des deux côtés de votre part.

Quoi ! deux baisers sur la fin de ma vie !
 Quel passeport vous daignez m'envoyer
 Deux ! c'en est trop, adorable Egérie :
 Je serais mort de plaisir au premier.

Il m'a montré votre portrait. Ne vous fâchez pas dame, si j'ai pris la liberté de lui rendre ces deux bai

Vous ne pouvez empêcher cet hommage,
 Faible tribut de quiconque a des yeux :
 C'est aux mortels d'adorer votre image ;
 L'original était fait pour les Dieux.

J'ai entendu plusieurs morceaux de *Pandore* de M. Borde ; ils m'ont paru dignes de votre protection. La donnée aux véritables talents est la seule chose qui augmenter l'éclat dont vous brillez. Daignez, Madame, agréer les respects d'un vieux solitaire, dont le cœur connaît presque plus d'autre sentiment que celui de connaissance.

Telle est la scène qui a mis en présence madame du Rry et le plus grand nom littéraire de son siècle. Elle s'est pas adressée au philosophe de Genève. Son mère figure l'aurait effrayée. Elle s'est sentie plus à l'aise avec le chantre par excellence de la beauté et des grâces. Elle était en famille chez lui. Déjà nous les avons vus en rapport et ils se retrouveront encore au moment du dernier voyage de Voltaire à Paris, où ils baignent un suprême adieu. Le patriarche de Ferney reconnaissait qu'un culte : celui de l'esprit. Il en était grand-prêtre. Ses hommages étaient des oracles devant lesquels on s'inclinait. Ces stances charmantes ont été pour celle qui les avait inspirées une première consécration ; elles ont volé partout et on les retrouve dans les *Nouvelles à la main* du duc de Penthièvre, dans le *Manach des Muses* de 1774, dans la *Correspondance* Grimm, dans les vers de Marmontel, dans les papiers intimes de Vergniaud, très amateur et connaisseur en poésies légères. Elles font gronder madame de Deseul, qui les envoie à madame de Dessant, en les reprochant. « Voltaire, dit-elle, a bien souillé sa plume dans sa vieillesse. » Metra, lui, nie l'authenticité de la lettre et le malheureux Pidansat se charge du coup de pied de la fable.

Il trouve mauvais que Voltaire ait voulu entendre la musique faite pour sa *Pandore*, faiblesse bien excusable de l'auteur de *Zaire* et de *Mérope*, et puis, il imagine une autre critique que nous voulons montrer dans toute sa tournure pédantesque.

On sait que la nymphe Egérie inspirait Numa, le sage législateur des Romains et, par une adulation qui ne peut se déguiser, l'auteur donnait à entendre que la divinité de Ver-

sailles avoit aussi inspiré Louis XV dans toutes les lois qu'il veut faire sur la législation.

Le pauvre Pidansat disserte doctement sur l'histoire des Romains qui n'a jamais existé, et à Voltaire des allusions auxquelles il n'a jamais répondu. Qu'il relise donc l'épigraphe de son livre, il verra que c'est lui qui, le premier, a donné à madame du Barry le nom d'Egérie.

Illa... Egeria est, do nomen quod libet i

Mon Egérie c'est ma maîtresse. Voilà en abrégé ce que veut dire son épigraphe ; pourquoi vouloir interdire à Horace et à Voltaire le langage qu'ils ont donné l'exemple ? Il est vrai qu'ils ne savaient pas écrire de sa force.

8 novembre 1773. — Le sieur Le Doux, jeune homme connu par plusieurs ouvrages qui annoncent du talent, de la noblesse, de l'imagination, mais auquel il manque de la sagesse, vient d'être élu membre de l'Académie d'architecture, au préjudice de beaucoup de ses confrères. Le contrôleur général a déclaré à Messieurs de l'Académie que madame du Barry et lui désiroient qu'on donnât à l'Académie un cante par le décès du sieur Charpentier au sieur Ledoux. C'est cet artiste qui a construit le nouveau pavillon de Louveciennes. Il a fait aussi le temple de Terpsicore à Paris, la salle Guimard et quantité d'autres monumens plus ou moins grands. (*Mémoires secrets*, VII, p. 89.)

Nul doute que madame du Barry ne fût très sensible à Ledoux. Il avait construit pour elle le pavillon de Louveciennes, elle lui avait en outre con-

tion de son hôtel de l'avenue de Paris à Versailles. Les travaux étaient en plein cours d'exécution au moment même de la nomination de Ledoux à l'Académie de l'architecture. Il est donc très probable qu'elle a dû exercer à son profit toute l'influence dont elle pouvait disposer. L'abbé Terray était aux ordres de madame du Barry, une démarche de sa part pour l'architecte qu'elle protégeait se comprend donc très bien. Eut-il une simple déclaration verbale du contrôleur général, comme le disent les *Mémoires secrets*, ou adressa-t-il une lettre à l'Académie, comme le soutient Pidansat? La première hypothèse nous paraît beaucoup plus admissible que la seconde. Il est des choses qui ne s'écrivent pas; les membres de l'Académie devaient bien connaître la situation, personne n'ignorait que Ledoux était le protégé de madame du Barry, l'abbé Terray aurait rien appris de nouveau aux académiciens et se serait exposé en pure perte à beaucoup d'inconvénients.

Il est donc à croire que les auteurs des *Mémoires secrets contemporains* étaient mieux informés que l'auteur des *anecdotes*, écrivant plusieurs années après les événements.

Pidansat a copié servilement les *Mémoires secrets*, sans nous avertir par des guillemets comme on doit le faire quand on cite honnêtement; il s'est permis seulement une petite altération que nous relevons pour faire apprécier de plus en plus sa bonne foi.

Les *Mémoires secrets* avaient dit en parlant de Ledoux : « Il manque quelquefois de sagesse. » A cette appréciation fort juste, il substitue celle-ci : « Il manque presque toujours de la sagesse et du jugement. » Ledoux est certainement arrivé à la fin de sa carrière à une aberration d'esprit qui touchait à la folie, mais à cette

époque il était dans la plénitude de son bon sens et tout la maturité de son talent.

14 septembre 1773. — Certifions que le roi, voulant traiter favorablement le sieur Le Doux, Sa Majesté l'a nommé pour remplir dans la 2^e classe de son Académie d'architecture la place vacante par la nomination du sieur Rubion à la 1^{re} classe de ladite Académie.

MARIAGE DU COMTE D'ARTOIS. — LE BANQUET ROYAL.
PRÉSENCE DE MADAME DU BARRY.

20 novembre 1773. — On ne peut décrire les beautés d'un coup d'œil du banquet royal. L'Olympe, tel qu'on nous le dépeint dans le jour le plus brillant, peut seul en donner une idée. Le sieur Arnoux, machiniste plein d'imagination, a inventé un surtout d'une mécanique admirable. Le milieu en étoit une rivière qui a coulé pendant tout le repas avec une abondance intarissable. Son cours étoit orné de petits bateaux et autres décorations du mouvement d'une rivière ; les bords représentoient tout ce qui peut les rendre agréables. Le jeu des diamans, dont on ne peut calculer la richesse, faisoit croire qu'on étoit dans un palais de fées. On sait qu'à ce banquet la seule famille Royale et les princes sont admis (le Roi étoit au milieu). En face de Sa Majesté se remarquait madame la comtesse du Barry, radieuse comme le soleil, ayant à elle seule pour cinq millions de pierreries sur sa personne. Pendant tout le repas elle n'étoit en contem-
pation que de Sa Majesté et le Roi ramenoit sans cesse sur ses yeux de complaisance et lui faisoit des mines remarquables. On a cru que Sa Majesté étoit très aise de démentir ainsi publiquement les bruits de défaveur qu'on faisoit courir sur le compte de cette dame, dont la reconnaissance et le profond respect n'éclatoient pas moins sensiblement.

Mardi, jour du mariage de M. le comte d'Artois. Sa Majesté a joué ce jour-là au lansquenet avec M. le Dauphin, madame la Dauphine, M. le comte et madame la comtesse de Provence, M. le comte et madame la comtesse d'Artois, Mesdames, M. le prince de Condé, M. le prince de Soubise, le duc de La Vallière, M. le marquis de Laverdy. Madame du Barry étoit présente à ce jeu, pendant lequel des filous, richement habillés, ont enlevé avec beaucoup d'adresse des montres, des tabatières, des bourses pleines d'argent. (Nouvelles à la main de la maison d'Harcourt.)

MORT DU MARQUIS DE CHAUVELIN DANS L'APPARTEMENT
DE MADAME DU BARRY.

24 novembre 1773. — Le Roi a soupé hier dans les petits appartemens, chez madame la comtesse du Barry. Sa Majesté a dit au marquis de Chauvelin, un de ses favoris intimes, que madame du Barry l'invitoit d'en être, ce seigneur, en acceptant, a supplié Sa Majesté de permettre qu'il ne soupât point parce qu'il se sentoit un peu incommode. Cependant il avoit commencé un whisk avec Sa Majesté. Il s'est mis à table ensuite et n'a mangé que deux pommes cuites. Il a repris le jeu. La partie finie, il est allé s'adosser à la chaise de madame la maréchale de Mirepoix, qui jouoit à une autre table. Il a plaisanté avec cette dame. Le Roi, qui étoit du côté opposé au marquis, ayant remarqué de l'altération sur son visage, lui a demandé s'il ne se trouvoit pas mal ! Il est à l'instant tombé roide mort. En vain lui a-t-on donné tous les secours les plus prompts. Le Roi et toute l'assemblée n'ont pu qu'être vivement frappés d'un pareil spectacle.

M. de Chauvelin n'avoit que 57 ans. C'étoit un homme de beaucoup d'esprit, cultivant les lettres. On a de lui de jolies choses. (*Mémoires secrets.*)

28 novembre 1773. — ligé par ma-
 dame la comtesse du y qui, ~~n'étant pas~~ contente des
 premières paroles, a fait e les secondes par M. Desfon-
 taines, sur la musique de Rodolphe. Son objet ayant été de
 faire sa cour au comte et à la comtesse d'Artois, en y faisant
 insérer tout ce qu'on pouvoit dire de plus direct et de plus
 flatteur à leur louange. Toute cette faveur n'a point eu de
 succès comme on a dit, et, malgré les efforts de la protec-
 trice qui applaudissoit beaucoup, le Roi, à la fin de l'opéra,
 est venu dire à madame la comtesse d'Artois : « Ma fille,
 avez-vous bien bâillé ? » (*Mémoires secrets.*)

Toujours la même plaisanterie, immuable et consoli-
 dée.

En 1773, une femme qui jouissait du plus grand
 crédit en France ¹, se trouvant dans la bibliothèque de
 M. le duc de la Vallière avec une nombreuse suite de
 grands seigneurs, dit au comparant, en se détournant
 vers lui et lui parlant à part, qu'elle désiroit de se
 l'attacher pour un objet semblable à celui pour lequel
 il travaillait chez M. le duc de la Vallière ; le compa-
 rant la remercie de ses bontés. Il n'y a pas là, sans
 doute, un document d'une bien grande importance, ce-
 pendant on ne peut concilier ce trait avec l'abjecte stu-
 pidité qu'il était d'usage d'attribuer à madame du
 Barry. Elle essaie de s'attacher l'abbé Rive. Comment
 avait-elle pu apprécier son mérite ? Par l'opinion pu-
 blique ou par M. le duc de la Vallière ? Il n'importe.

1. On lit en note : la comtesse du Barry.

Le comparant était l'abbé Rive (Jean-Joseph), un des plus
 érudits bibliographes du xviii^e siècle.

Revue des Documents historiques, par E. Charavay, année 1882,
 février et mars, p. 34. Documents fournis par M. Campardon.

entiel est qu'il y a là une intention louable. La bibliothèque de madame du Barry n'était pas aussi friquée qu'on l'a dit, elle voulait en confier le soin à un homme qui la dirige, la relève par l'éclat d'un nom distingué dans les sciences. En tout cas, il est à croire qu'elle se serait montrée plus généreuse que le duc de Tallière qui eut avec l'abbé Rive des torts à peine excusables. (V. le surplus de sa lettre *loc. cit.*)

Un beau-frère vient de me mandée de Toulouse que des hommes mal intentionnés, viennent de troubler le repos du comte du Barry, en luy écrivant que s'il ne portoit à un tel jour qu'on lui indique cinq cent louis, un tel jour, sa vie étoit en danger. Il n'a pas obéi comme vous sentés bien à la sommation, ce qui lui a attiré une seconde lettre plus impérieuse avec sommation de mettre toujours à l'endroit qu'il étoit censé avoir cinq cents louis d'or à cause du retard ; on s'est mis beaucoup de mouvemens pour découvrir les auteurs de ces lettres, mais cela a été en vain ; cette aventure a tellement effrayé ce pauvre comte qu'il est parti *incognito* pour Paris, sans emmener un seul de ses domestiques, dont il a dû être trahy.

DUCHESNE.

1773. — Acrostiche par un poète qui ne recevait pas de récompense des vers qu'il avait faits pour madame du Barry au roi :

L'univers est rempli de ce nom glorieux
 Objet de votre amour, aux peuples précieux.
 Un Français est heureux quand il en approche,
 Il est dans tous les cœurs, on le voit en tous lieux,
 Son image est partout, excepté dans ma poche.

CHAPITRE XXV

(1774)

L'ALMANACH DE FLORE POUR 1774.

PORTRAIT DE PROFIL DE MADAME DU BARRY.

LES IDYLLES DE GESSNER.

LES PENDANTS D'OREILLE DE LA DAUPHINE.

MANŒUVRES CONTRE MADAME DU BARRY.

L'année 1774 devait être la dernière de la faveur madame du Barry, puisqu'elle fut la dernière de Louis XV; elle ne s'annonça pourtant d'abord sous les auspices les plus riants. Point de difficulté d'étiquette; point de tracasseries entre la famille royale et la favorite. M. de Mercy ne nous apprend pas que celle-ci eût été mal reçue par la Dauphine. Le ciel était serein pour madame du Barry; aucun point noir ne montrait à l'horizon, les poésies en son honneur fluaient et les poètes couleur de rose, comme Drouin n'avaient garde de laisser présager que le *Ténare* se prochainement s'entr'ouvrir sous le velours doré du trône.

Voici en première ligne l'*Almanach de Flore* pour 1774, composition insipide d'un sieur Douin¹, capitaine

1. *Douin et Drouin*, ce sont les jumeaux du Théâtre-Français (Rivarol, *petit Almanach des grands hommes*). Le texte a été corrigé par un nommé Drouet, ancien soldat d'infanterie.

infanterie, rachetée heureusement par les figures, au nombre de cinquante, qui représentent autant de fleurs ornières; au-dessous de chaque fleur se trouve une devise et un horoscope; la partie graphique est d'un ar Chevalier, lieutenant d'infanterie, ancien ingénieur des camps et armées du roi.

Après le titre viennent deux dessins à l'encre violette; le premier représente un tournesol regardant le soleil avec la devise galante :

L'Astre est constant,
La Fleur fidelle :

Le second offre le portrait de madame du Barry, portrait d'autant plus curieux qu'il est de profil et qu'on n'en avait jusqu'ici aucun autre dans cette attitude; au-dessous sont deux flèches entre-croisées avec un cœur enflammé au milieu. Ce délicat frontispice nous a paru digne que nous avons essayé de le reproduire en tête de notre ouvrage.

Au bas de cette image est la dédicace suivante :

A LA PLUS BELLE.

Je dormois..., le maître des Dieux
Me dit : « Je sais ce que tu veux,
« Choisis ou déesse ou mortelle,
« Pour lui consacrer tes couplets. »
Quoi ? lui dis-je, une bagatelle ?
Ne crains rien, je te le permets.....
— Je choisirai donc la plus belle !

Ce volume a passé de la bibliothèque de Louveciennes à la bibliothèque de Versailles (E. 643, C.^b); il paraît, à certains égards, être relié de la main de Derosme, en maroquin

du Levant poli, rouge, orné de riches dorures, les de madame du Barry avec sa devise sur les plis gardes en tabis bleu. Ce bijou est évidemment un ouvrage fait à madame du Barry par les géméaux du nasse. Le faux titre, écrit à la main, en petites capitales porte ces mots : ALMANACH DES TROIS RÈGNES, en trois parties ; 1^{re} partie, *Almanach de Flore*¹. (Chez Blais Cabinet littéraire, in-24 ².)

La poésie ne vaut pas la reliure, un exemplaire mettra d'en juger :

La Rose est la reine des fleurs ;
Ma Rose est la reine des cœurs.

Vient ensuite l'*Almanach des Muses de 1774*, et la pièce suivante :

A MADAME LA COMTESSE DU B***,
En lui envoyant la traduction des *Nouvelles Idylles*
de M. Gessner.

La muse de Gessner méritoit, Madame, de parler sa langue. Si les Grâces l'ont souvent inspirée, elle vous rend un hommage, et le bonheur de vous plaire sera sa plus récompense.

De la Beauté les Talens et les Arts
Chérissent tous l'aimable empire,

1. Un emblème, destiné à produire bientôt une révolution dans la politique, fait ici sa première apparition sous le madrigal :

LE TRICOLOR.
Trois couleurs dans le Tricolor,
Trois grâces dans Eléonor.

2. Le successeur de Blaizot est aujourd'hui M. Bernard, du présent ouvrage.

Que l'Eglogue au naïf sourire
 Arrête un instant vos regards !
 Comme vous belle sans parure,
 Elle doit tout aux mains de la Nature.
 Comme vous, elle a quelquefois,
 Sous l'air d'une simple bergère,
 Charmé les Héros et les Rois,
 Même les Dieux. Apollon pour lui plaire
 Vint oublier l'Olimpe (sic) à l'ombre de ce bois.
 Quel Dieu pour vous ne l'oublirait de même,
 Si de l'Amour la puissance suprême
 Vous permettoit encore un choix ?

Par M. MEISTER (p. 62).

Cette traduction des *Nouvelles Idylles de Gessner* parut d'abord sans nom d'auteur. Elle était anonyme aussi que la dédicace insérée dans l'*Almanach des Muses*. Meister, qui en était l'auteur, se nomma dans une épître dédicatoire manuscrite qu'il adressa à madame du Ry et qu'il signa. La pièce est jointe à l'exemplaire qui se trouvait dans la bibliothèque de madame du Ry et qui a passé de là dans la bibliothèque de Verles. C'est ainsi qu'on a appris successivement le nom de l'auteur et celui de la personne à laquelle il avait dédié son ouvrage.

Jacques-Henri Meister, né le 6 août 1744, à Zurich, vint à Paris, en 1770, pour faire une éducation particulière. Son goût pour la culture des lettres l'avait rapproché de plusieurs écrivains distingués. Il s'était lié successivement avec Diderot et le baron d'Holbach et avait fourni à la Correspondance de Grimm un grand nombre d'articles piquants et instructifs (*Biogr. Didot*). Grimm l'appelle toujours M. de Meister. Il est présenté par M. Le Roi comme étant le secrétaire de Grimm.

A côté de ces étrennes lit qui pouvait flatter sa vanité, madame du Barry éprouva un p déboire formant contraste avec les sucreries des ad teurs de cour. Il parut da is l'*Almanach de Liège* i prédiction qui pouvait s'adresser à elle; elle s'ap quait au mois d'avril et était ainsi conçue :

« *Une Dame des plus favorisées..... jouera son i nier rôle.* »

Il n'est pas facile de se procurer l'*Almanach de Liège* de cette époque. En France, la recherche est imp sible; mais en Belgique, un *littérateur* du pays (nous dirions ici homme de lettres, M. Faber, que n avons l'honneur de connaître, a bien voulu faire la rification et nous attester que la citation est textuel ment exacte ¹.

« Elle avoit eu, se hâte de dire Pidansat, la mode de s'attribuer cette allusion. » Si l'almanach avoit une des plus *grandes*, des plus *brillantes* dames de cour, la critique de Pidansat se comprendrait, m une des *plus favorisées*, il n'y avait nulle immodest se reconnaître dans un passage semblable, elle qui é la favorite en titre du roi.

Aussi les *Mémoires secrets*, où l'auteur des *Anecdotes* a copié ce passage, ne contenaient-ils aucun blâ me contre madame du Barry. Ils se bornent à dire :

On a beaucoup de peine à trouver ici des exemplaires véritable *Almanach de Liège*, par le soin qu'avait eu madame du Barry d'en faire retirer tous les exemplaires qu'il a possible de trouver. (27 mai 1774, VII, p. 194.)

1. Lettre du 8 déc. 1880.

MERCY A MARIE-THÉRÈSE.

19 janvier 1774.

.... Le comte d'Artois n'a de ménagement pour personne, n'en observe aucun non plus à l'égard de la favorite et de tout le parti dominant. Il a exigé de la princesse son épouse qu'elle ne parlât ni à la comtesse du Barry, ni à aucune femme de sa société. Il dit hautement qu'on a composé sa maison d'un assemblage d'espèces dont il se délivrera au premier moment où il en aura le pouvoir. De pareils propos, que l'on n'a pas manqué de rapporter au Roi, l'ont fort imposé contre le jeune prince, qui est traité en conséquence avec froideur.

M. de Mercy dit un peu plus bas, dans la même lettre :

.... J'ai mis sous les yeux de madame la Dauphine une suite de faits qui prouvent combien les ministres et le parti dominant désirent se concilier les bonnes grâces de S. A. R. Je dois à ce sujet rapporter ici une démarche assez singulière de la favorite.

Un joaillier de Paris possède des pendants d'oreille formés de quatre brillants d'une grosseur et d'une beauté extraordinaires ; ils sont estimés sept cent mille livres.

La comtesse du Barry, sachant que madame la Dauphine aime les pierreries, persuada le comte de Noailles de lui faire voir les diamants en question et d'ajouter que si S. A. R. les trouvoit à son gré et vouloit les garder, elle ne devoit point en être embarrassée ni du prix, ni du paiement, parce que l'on trouveroit le moyen de lui en faire faire un cadeau par le Roi.

Madame l'Archiduchesse répondit simplement qu'elle avoit assez de diamants et qu'elle ne se proposoit point d'en augmenter le nombre.

Quoique cette démarche soit à bien des égards déplacée, peu convenable et maladroite de la part de la favorite, il n'en résulte pas moins une preuve de son grand désir de s'insinuer dans les grâces de la Dauphine. J'observerai encore que cette tentative doit être partie du propre mouvement de la comtesse du Barry, parce que, si la démarche avoit été plus réfléchie ou dictée par des conseils, il étoit certain que j'aurois été des premiers consultés. J'observerai de plus que cette conduite de prévenance et de respect de la part de la favorite n'est encouragée par aucun changement dans la façon dont la traite madame la Dauphine. Il est vrai que depuis très longtemps S. A. R. s'est abstenue de tout propos mortifiant et même de toute démonstration qui pût indiquer de l'aversion ou de la haine, et ce meilleur traitement n'étant que négatif, il faut que j'aie une attention continuelle à trouver des moyens à faire valoir et à l'interpréter dans un sens dont il n'est pas toujours susceptible.

Quoique toutes les femmes présentées et dansantes soient admises aux bals de madame la Dauphine, elle n'a cependant jamais voulu consentir à ce que sa dame d'honneur y appelât la vicomtesse du Barry ; cette mortification a beaucoup chagriné ce parti et j'ai eu assez de peine à le tranquilliser là-dessus.

Marie-Thérèse répond, le 3 février :

..... Le refus de ma fille d'accepter un présent en bijoux par l'entremise de la favorite est bien à sa place : c'est un point sur lequel je suis délicate et je ne saurois pardonner à l'Impératrice de Russie la complaisance qu'elle a eue d'agréer le présent que son sujet Orloff lui a fait d'un superbe diamant et d'en avoir fait parade. Au reste, la persévérance de ma fille dans sa conduite vis-à-vis de la favorite fait connaître son attachement à ses volontés.....

Marie-Antoinette aimait effectivement beaucoup le

treries et en particulier les diamants; on en trouve preuve dans le carnet des dépenses de Louis XVI, il, étant roi, fut souvent obligé de venir à son aide pour acquitter les dettes que ce goût lui avait fait contracter, notamment envers Bœhmer, Allemand qui ne parlait pas le français et qu'elle protégeait peut-être comme un compatriote, quoi qu'elle en dise. Elle n'avait cependant beaucoup de diamants

On a beaucoup cité et on a beaucoup abusé des carnets de Louis XVI; ils forment cinq volumes distincts : un pour les chasses, un pour les aumônes, un pour les dépenses, un pour les promenades. Ils sont tenus fort exactement. Il n'y a donc rien à conclure du silence du carnet des chasses, s'il n'y a pas eu chasse, gibier battu. Il faut chercher dans les autres et examiner si l'on n'a pas placé ce que l'on cherche sous un titre différent.

On lit dans les Nouvelles à la main conservées à l'état de manuscrit à la bibliothèque Mazarine :

14 may 1770.

Le Roy et toute la famille Royale a fait son présent de nocce à madame la Dauphine; ce sont tous des bijoux de diamans, ils montent à trois millions de livres. Ces diamans sont indépendans des diamans de la couronne, qui servent à la magnificence de l'habillé de la maison royale.

Marie-Antoinette avait eu raison de ne pas accepter l'offre du comte de Noailles. Il eût été à désirer qu'elle eût toujours la même sagesse.

La conduite de madame du Barry en cette circonstance nous paraît parfaitement appréciée et justement censurée par M. de Mercy. Nous relevons seulement cette

Noailles. C'est lui qui fait voir les diamants à la Dauphine. Avait-il agi à la sollicitation de madame de Noailles et persuadé par elle? M. de Mercy ne nous dit pas si lui vient ce renseignement, quelles sont ses sources. La chose en valait pourtant la peine. Le comte de Noailles était alors ministre du roi auprès des généraux de Hollande. Comment était-il à Paris, à Versailles? Il affirme seulement qu'on ne peut reprocher dans la conduite de la favorite qu'un témoignage de *prévenance et de respect* envers madame la Dauphine. Réponse péremptoire à toutes les fables qu'on a inventées sur la prétendue hostilité de madame de Noailles contre Marie-Antoinette. Un excès de zèle ne doit pas être confondu avec un excès d'insolence. M. de Barry a péché par envie de plaire, non par intention d'offenser. Le Dauphin, au reste, se montre indifférent envers madame du Barry et les siens. La vicieuse intervention des torts de sa famille, n'est pas mieux accueillie que les autres; elle n'obtient même pas la faveur d'être invitée à la soirée ou au bal, quoiqu'elle soit

mêmes rigueurs qu'éprouvent tous ceux qui ont le nom de du Barry. Personne de la famille ne lui parle, et cette femme, quoique née de bien et placée à la cour, n'en est que plus malheureuse.... »

Voilà ici une légère erreur échappée à M. de Mercy. Madame du Barry, née de Fumel, n'était point la madame du Barry, la favorite ; elle était sa sœur, comme ayant épousé le frère de son mari. Le duc du Barry, mari de Jeanne Bécu, et Nicolas de Fumel étaient frères. Il y a donc là une première faute à faire au passage de Mercy. En voici une autre. « La marquise du Barry, dit M. de Mercy, attendait le service de madame la comtesse d'Artois. » Il est visible qu'elle prit le titre de *marquise*, mais à tort, car Nicolas du Barry n'était pas marquis. Il ne pouvait pas l'être, puisque son frère aîné Jean aurait été comte et il ne l'était même pas. Tous ces titres sont pure fantaisie, étaient usurpés et présentaient une discordance choquante. Sous ce rapport, le duc du Barry auraient mérité le dégoût profond que l'on éprouvait à la famille royale. Peut-être, toutefois, mademoiselle de Tournon, mademoiselle de Fumel, sous la pression exercée sur elles par leurs parents, n'auraient pas dû être traitées comme des favorites, elles méritaient quelque indulgence.

C'est ce que Mercy soumit à Marie-Antoinette : elle nous apprend qu'elle eut le mérite de comprendre, que Mesdames restèrent inflexibles dans leur refus. Madame la Dauphine, dit-il, a très bien senti le besoin de justice que je lui ai représentés à ce moment, malgré l'opposition de Mesdames, S. A. R. a voulu, en quelques occasions, marquer moins de

froideur et de dédain à la marquise du Barry et dont n'ai pas manqué de faire un bon usage vis-à-vis de la favorite.» Et il ajoute cette autre remarque : « C'est que par des petits moyens semblables que j'ai employés jusqu'à présent à calmer les dégoûts et les plaintes.

M. de Mercy écrit, le 19 février 1774, à Madame Thérèse :

Quoique la comtesse du Barry vienne de donner des preuves d'un crédit très affermi et malgré que le Roi paraisse plus à son égard dans un aveuglement aussi décidé que d'ordinaire, il règne cependant dans tout le parti de la favorite des craintes et des doutes sur le moment où ce monarque pourroit rentrer en lui-même.

Aussitôt que je me suis aperçu des plus légers indices de ces craintes, j'ai senti de quelle importance il étoit de m'occuper d'attention pour tâcher d'en pénétrer les motifs. A cet effet, j'ai déouvert qu'ils étoient fondés en partie sur des propos que le Roi commence à tenir de temps en temps sur son âge, sur l'état de sa santé et sur le compte effrayant qu'il s'agira de rendre un jour à l'Être suprême de l'usage de la vie qu'il nous a accordée en ce monde. Ces réflexions occasionnées par le trépas de quelques personnes de la cour du Roi et mortes presque sous ses yeux, ont fort alarmé les gens qui retiennent ce monarque dans ses erreurs actuelles, et, dès ce moment, un chacun a cru devoir songer aux moyens de trouver un abri selon les événements possibles (II. p. 110).

Quelles sont ces preuves de crédit auxquelles M. de Mercy fait allusion, comme étant récentes au 19 février 1774? A cette même époque on voit qu'il est question dans les *Mémoires secrets*, des agents de la police secrète envoyés en Angleterre pour faire enlever à Londres le sieur T. de Morande, auteur du *Gazetteer*

ré. Ce misérable, alléché par le succès de sa première spéculation, en aurait tenté une nouvelle du même genre.

Il a écrit, disent les *Mémoires secrets*, à quelques particuliers riches de ce pays-ci, qu'il avoit sur leur compte des anecdotes très scandaleuses, mais qu'il croyoit de son honneur de les en prévenir et de savoir s'ils ne seroient pas prêts de les voir ainsi révéler au grand jour : que, moyennant telle somme, il leur épargneroit ce désagrément. Plusieurs y ont acquiescé, entr'autres M. de Marigny (le frère de Madame de Pompadour).

L'audace du sieur Morande a été jusqu'à lui faire écrire à Madame la comtesse du Barry, pour la rançonner de la même manière. Elle en a porté plainte à M. le duc d'Aillon. Ce ministre s'est abouché avec l'ambassadeur d'Angleterre, qui en a écrit à sa cour, et S. M. Britannique a répondu qu'elle ne s'opposeroit point à ce qu'on vint enlever à ses états, noyer dans la Tamise ou étouffer ce monstre, le fléau de la société, fléau de ses semblables, pourvu qu'il se conduisit dans le plus grand mystère et sans blesser l'extérieur les droits de la nation.

9 avril. — Il devoit y avoir ce printemps un séjour de la cour à Marly. La favorite, qui décide de ces sortes d'arrangements, s'étoit flattée qu'il en résulteroit pour elle un traitement plus favorable de la part de la famille Royale, et, sur cet espoir, le voyage avoit été fixé et annoncé pour le mois de mai ; mais il vient d'être résolu de nouveau que ce voyage n'aura point lieu, et j'en suis d'autant plus aise que les voyages à Marly ont toujours été des occasions de tracasseries presque inévitables, parce que la famille Royale y passant les soirées avec la société particulière du Roi, il venoit sans cesse des remarques et des dégoûts qui

n'aboutissent qu'à aigrir les esprits. Depuis fort longtems la comtesse du Barry n'a point formé de plaintes sur le traitement qu'elle éprouve de la part de madame la Dauphine.

MERCY A MARIE-THÉRÈSE.

22 mars.

Dans ces derniers temps, j'ai eu des lueurs de quelques manœuvres sourdes contre la favorite, mais je ne puis encore débrouiller cet objet ni en juger les ressorts, le duc d'Aiguillon doit toute son existence à la comtesse du Barry, mais il n'est pas content d'elle dans les détails de sa conduite. Il trouve sans cesse dans l'ineptie de cette femme des difficultés à la diriger et à la faire agir. Elle est d'ailleurs exigeante, inconsiderée, et tout cela pourroit donner lieu à des combinaisons et des événemens nouveaux, bien essentiels à prévoir, soit pour le bien général, soit pour autant qu'ils pourroient influencer sur la position de M. le Dauphin et de madame la Dauphine.

Mercy est le premier qui, à notre connaissance du moins, ait parlé de ces *lueurs* de dissentiments entre M. le duc d'Aiguillon et madame du Barry, ni les *Mémoires secrets* ni aucun autre *Recueil de nouvelles à la main* n'en parlent, pas même l'auteur des *Anecdotes*. Mercy lui-même ne s'explique qu'avec beaucoup de réserve sur ce point. Il est plus explicite sur le caractère de madame du Barry, inepte, exigeante, inconsiderée dans ses rapports avec ceux de son parti. Il est moins sévère lorsqu'il s'agit d'apprécier sa tenue envers lui-même (de Mercy Argenteau). Il la trouve au contraire intelligente, obéissante et parfaitement raisonnable. On voit la différence des deux situations; M. d'Aiguillon était pour elle un ami, un obligé, elle se croyait sans doute le droit de montrer plus d'exi-

gence envers lui qu'avec M. de Mercy, le représentant de la Dauphine. C'est du moins ainsi que nous interprétons ce passage isolé dans la Correspondance de M. de Mercy.

C'est en conséquence de cet accord qu'ont été dépêchés les espions dont on a parlé, qui, s'étant indiscrètement confiés à madame de Codeville, française, femme perdue d'honneur et de débauches, réfugiée dans ce pays-là, ont été découverts et obligés de se cacher jusqu'au moment favorable pour leur évasion.

L'auteur des *Anecdotes* reproduit presque littéralement ce récit, seulement il le paraphrase et y ajoute quelques détails de son cru, par exemple les noms des agents de police employés, qui auraient été un sieur Bellanger, accompagné des sieurs Receveur, Cambert, Finet. Ce qui donnerait déjà à croire qu'il y aurait eu quelque chose d'officiel dans cette expédition. Ce qui suit serait encore plus décisif et montrerait encore davantage l'intervention du gouvernement.

Madame du Barry, d'après Pidansat de Mayrobert, auroit fait donner par M. le duc d'Aiguillon, à tous nos ambassadeurs dans les cours étrangères, ordre d'arrêter la vente du libelle de Morande, en tout ce qui dépendrait d'eux. M. le comte de Noailles, qui résidoit à La Haye, reçut surtout injonction de faire une réquisition auprès des Etats généraux, dont le résultat fut que leurs Hautes-Puissances donnèrent des ordres très sévères en conséquence. Il courut chez tous les libraires d'Amsterdam le billet suivant dont voici la traduction :

« En vertu des Ordres donnés par Nosseigneurs les Bour-

« guemestres de cette Ville, les Chefs de la Commu
« des Libraires font savoir à leurs confrères qu'ils ai
« s'abstenir de la contrefaction et du débit du Livre sui

« *Mémoires secrets d'une femme publique ou Essai s*
« *Avantures de madame la comtesse du B..., depuis son be*
« *jusqu'au lit d'honneur. In-8°, Londres, 4 volumes.*

« *Amsterdam, 12 mars 1774.* »

CHAPITRE XXVI

MADAME DU BARRY ET CAZOTTE

ÉPÎTRE A MARGOT.

MADAME DU BARRY ET CHAUDERLOS DE LACLOS.

l'auteur du *Diable amoureux*, l'aimable et infortuné
l'ite, est au nombre des littérateurs auxquels ma-
e du Barry a prêté son appui. Voici dans quelles
stances :

1741, Jacques Cazotte avait été agréé par M. de
repas pour servir le roi dans ce qu'on appelait la
e de la marine. Après vingt ans de services, trois
vagnes de mer et des actions d'éclat (à la Marti-
e, à la Guadeloupe), il était rentré en France en
, atteint par le scorbut, presque aveugle, ruiné par
lastrophe du Père Lavalette, auquel il avait confié
100 livres, toute sa fortune. Dans cette position, il
le choix et on lui offrait ou de se retirer et de
liquider sa pension qui aurait été de 1,000 livres
n, ou de rester en activité avec le titre de com-
ire général de la marine. Il opta pour ce dernier
c'était le grade dû à son ancienneté. Au bout
an, sa santé était rétablie, sa vue était reposée, il
olliciter du service. « M. le duc de Choiseul le ren-
avec les plus belles espérances, à la condition de

ne se montrer que quand on l'avertiroit. » Il le tint ainsi longtemps dans l'inaction, sans vouloir rien décider. A la fin, il prit une décision ainsi conçue :

Quand M. Cazot (*sic*) est revenu de la Martinique comme contrôleur, le ministre de la marine lui offrit ou une retraite en argent ou le brevet de commissaire général ; le sieur Cazot choisit le dernier, il a opté, il n'y a plus rien à demander pour luy.

Une note indique que ces lignes sont de la main de M. de Choiseul ; elles accusent chez le célèbre homme d'Etat aussi peu d'équité que de clairvoyance. Il est évident qu'en optant pour le brevet de commissaire général, Cazotte n'entendait pas se contenter d'un titre tout nu purement honorifique. Il renonçait à la pension dérisoire qu'on lui offrait pour conserver ses droits à un traitement d'activité. Seulement, pour que ce traitement pût lui être alloué, il fallait qu'il rentrât au service, qu'il eût un emploi quelconque. C'est précisément ce qu'il sollicitait ; il avait, contrairement à ce que dit le ministre, *quelque chose à demander* et il y avait quelque chose à lui accorder. Cela est si vrai que les bureaux proposaient de lui accorder une pension de 3,000 livres, ou tout au moins une de 2,400 livres, moitié sur le fonds des invalides, moitié sur le fonds des colonies ; mais M. de Choiseul, très superficiel de sa nature et chargé de trois ministères, ne prit sans doute pas le temps de lire jusqu'au bout le travail qui lui était soumis, il rejeta durement la demande d'un des serviteurs les plus dévoués qu'ait pu avoir la monarchie puisque, malgré l'injustice flagrante dont il avait été victime, Cazotte mourut martyr de son royalisme exalté.

Nous ne voulons pas dire que M. de Choiseul pût deviner en 1770 le dévouement de Cazotte en 1792. Nous disons seulement qu'il a méconnu injustement le caractère, le mérite, les succès de Cazotte.

C'est pendant les loisirs forcés de cette longue attente que Cazotte publia son poème d'Ollivier, en 1763; le *Lord impromptu*, en 1771; le *Diable amoureux*, son chef-d'œuvre, en 1772. — Lors donc qu'en 1774 madame du Barry intervint en sa faveur, il avait le double mérite de l'homme de mer et de l'homme de lettres. La recommandation de la favorite est ainsi conçue :

LETTRE DE MADAME DU BARRY

Madame la comtesse du Barry verra avec un sensible plaisir que M. de Boynes, à sa recommandation, détermine le sort de M. Cazotte dont le mémoire est cy joint; elle compte sur cela sur sa bonne volonté et le cas qu'il fera en cette occasion de l'intérêt qu'elle y prend, et de vouloir bien l'instruire sitost qu'il aura pourvu ledit sieur Cazotte qu'elle protège d'une manière non équivoque pour les témoignages qu'on donne de lui.

Madame la comtesse saura donc un gré infini à M. de Boynes de ce qu'il fera pour son protégé¹.

1. Cette lettre avait été précédée d'une autre de Jean du Barry :

« M. Soliva, Monsieur, m'a fait part de la bonne volonté dans laquelle vous êtes de faciliter l'arrangement de l'affaire de M. Cazotte, auquel je m'intéresse. Je vous saurai un gré infini de ce que vous obtiendrez pour lui et je vous prie même, s'il est besoin, de faire connoître à M. de Boynes toute la satisfaction que j'aurai à l'en cette occasion il ait égard à ma recommandation.

« Vous connoissés, Monsieur, la sincérité des sentimens que je vous ai votés et qui sont invariables.

« LE COMTE JEAN DU BARRY. »

M. Jal, qui est peu favorable à madame du Barry, se hâte de faire remarquer que la lettre n'est pas de son écriture et qu'elle n'est même pas signée, mais il oublie d'ajouter que les deux dernières lignes sont de sa main.

1^{er} février 1774. — Il court une *Épître à Margot* qui fait grand bruit dans cette capitale, à raison des allusions qu'on y trouve, relativement à madame la comtesse du Barry, quoiqu'elle ne roulent en général que sur mille exemples que l'on voit tous les jours de courtisanes parvenues; mais le malin du public s'exerce et donne beaucoup de vogue à ce badinage, bien fait d'ailleurs, mais dont l'auteur est obligé par la raison ci-dessus de garder l'incognito. (*Mémoires de la comtesse du Barry*, t. VII, p. 436.)

2^{ème} février. — L'*Épître à Margot* est tellement dans le style, le ton et le genre de M. Dorat, qu'on la lui attribuoit généralement. Le scandale que cette bagatelle a occasionné a paru mériter un désaveu pour se mettre à l'abri de l'accusation de la femme puissante, dont les ennemis de l'épigramme voulaient reconnoître le portrait dans *Margot*. Mais le même temps n'y devoir mettre aucune importance, s'est contenté de faire une autre épître, où il se vante de sa réputation, en décrivant beaucoup la première, mais en la décrivant pourtant mieux que la sienne. (*Mémoires de la comtesse du Barry*, t. VII, p. 437.)

3^{ème} février. — Il paraît que l'on a fait lire à madame la comtesse du Barry l'*Épître à Margot*, qu'elle n'a point plu à elle-même, et que le sieur Dorat a été obligé de brocher une réponse à l'occasion poétique.

4^{ème} février. — Le 4^{ème} de 1774, il parut une *Épître à Margot*. Elle est remplie de vers agréables, faciles, enjolivés de figures et heureuses.

Il ne tarda pas à faire grand bruit, moins à raison de mérite que des allusions qu'on crut y trouver, relativement à madame du Barry, quoique ne roulant en général sur mille exemples qu'on a tous les jours de courtisanes venues, mais la malignité du public s'exerçoit et donnoit vogue extraordinaire à cet ouvrage. On va en juger par quelques fragments (*Anecdotes*, p. 382) :

ÉPIQUE A MARGOT

Pourquoi craindrois-je de le dire ?
C'est Margot qui fixe mon goût.
Oui, Margot, cela vous fait rire....
Que fait le nom ? La chose est tout.
Je sais que son humble naissance
N'offre point à l'orgueil flâté
La chimérique jouissance
Dont s'enivre la vanité ;
Que, née au sein de l'indigence,
Jamais un éclat fastueux,
Sous le voile de l'opulence,
N'a pu dérober ses aïeux ;
Que sans esprit, sans connoissance,
A ses discours fastidieux
Succède un stupide silence.
Mais Margot a de si beaux yeux
Qu'un seul de ses regards vaut mieux
Que fortune, esprit et naissance.
Quoi ! dans ce monde singulier,
Triste jouet d'une chimère,
Pour apprendre qui doit me plaire
Irai-je consulter d'Hozier ?
Non, l'aimable enfant de Cythère
Craint peu de se mésallier :
Souvent, pour l'amoureux mystère,
Ce Dieu, dans ses goûts roturiers,
Donne le pas à la Bergère,

En dépit de seize quartiers.
Et qui sait ce qu'à ma maîtresse
Garde l'avenir incertain ?
Margot, encor dans sa jeunesse,
N'est qu'à sa première foiblesse.
Laissez-la devenir *Catin*,
Bientôt peut-être le destin
La fera marquise ou comtesse ¹.
Joli minois, cœur libertin
Sont bien des titres de noblesse.
Margot est pauvre, j'en conviens,
Qu'a-t-elle besoin de richesse ?
Doux appas et vive tendresse,
Ne sont-ce pas d'assez grands biens ?
Ne sait-on pas que toute belle
Porte son trésor avec elle ?
Doux trésor, objet des désirs
De l'étourdi, comme du sage,
Où la nature d'âge en âge
A su conserver nos plaisirs !
Des autres biens qu'a-t-elle à faire ?
Source de peine et d'embarras,
Qui veut en jouir les altère,
Qui les garde n'en jouit pas.

De son temps faire un bon usage,
Voilà la richesse du sage,
Et celle dont Margot fait cas.
Margot, en ménagère habile,
Mêlant l'agréable à l'utile,
Peut aisément suffire à tout.
Le travail est fort de son goût ;
Toute la journée elle file,
Et toute la nuit elle.... coud.

1. Les *Anecdotes* arrêtent leur citation à ce vers.
On trouve la pièce entière dans les *Fastes de Louis XV*,
p. 732.

Ainsi, malgré l'erreur commune,
Margot me prouve chaque jour
Que sans naissance et sans fortune
On peut être heureux en amour.

Reste l'esprit : j'entends d'avance
Nos beaux diseurs, docteurs subtils,
Se récrier : Quoi ! disent-ils,
Point d'esprit ! quelle jouissance !
Que deviendront les doux propos,
Les bons contes, les jeux de mots,
Dont un amant avec adresse
Se sert auprès de sa maîtresse,
Pour charmer l'ennui du repos ?
Si l'on est réduit à se taire,
Quand tout est fait, que peut-on faire ?
Ah ! les beaux esprits ne sont pas
Grands docteurs en cette science.
Mais voyez le bel embarras,
Quand tout est fait, on recommence,
Et même sans recommencer,
Il est un plaisir plus facile
Et que l'on goûte sans penser,
C'est le sommeil, repos utile,
Et pour les sens et pour le cœur
Et préférable à la langueur
De cette tendresse importune
Qui, n'abondant qu'en beaux discours,
Jure cent fois d'aimer toujours
Et ne le pense jamais une.

O toi, dont je porte les fers,
Doux objet d'un tendre délire,
Le temps que j'emploie à l'écrire
Est sans doute un temps que je perds.
Jamais tu ne liras ces vers,
Margot, car tu ne sais pas lire.
Mais pardonne un ancien travers ;

~~l'original~~ rat est réellement l'auteur de
~~l'original~~ stille et fit une réfutation q
~~l'original~~. La voici, d'après les *Fast*
~~l'original~~ 735.

LES BIEN INTENTIONNÉS

~~de l'auteur~~ d'être l'auteur de l'Épître à Margot

« Margot, tu me fait écrire !
 « Que disent mes honnêtes amis !
 « Et vous aimez à rire,
 « Les uns ont été permis ;
 « Mais vous le voile heureux des ris
 « Ne cache le trait qui déchire :
 « Si tu supprime de tels écrits
 « Tu sautes sur la satire.
 « Mais, pas trop gaiement, etc.

Les deux premiers vers ne se trouvent pas
 dans le Dorat : *Mes nouveaux torts*.

Les autres disent aussi : — « Le scandale que causo

Il y a aussi quelques variantes : ainsi le 16^e vers :

Se heurtant dans leur tourbillon,

se trouve pas non plus dans la même édition de l'ouvrage, qui commence seulement ici :

A CEUX QUI N'ATTRIBUENT L'ÉPIQUE A MARGOT

Autrefois trop gaiment, dit-on,
 Dans mes scandaleux opuscules,
 J'ai chanté Rosire ^{son} et Claron ;
 Alors j'avais peu de scrupules.
 J'ai frondé sur un autre ton
 Le philosophique jargon,
 Et nos amours-propres crédules
 Et tous nos charmans ridicules,
 Dans ce siècle de la raison.
 J'ai même, au gré de ma folie,
 D'encens présenté quelques grains
 A d'assez profanes lutins,
 Connoissant l'emploi de la vie
 Et, presque bonne compagnie,
 A force de goûts libertins !
 J'ai narré leurs historiettes :
 Dans les annales des boudoirs
 J'ai consigné leurs amourettes.
 J'ai conté dans des vers bien noirs
 Les jolis tours de nos coquettes ;
 J'ai peint plus d'un illustre sot,
 Tout fier du succès des toilettes,
 Mais le vilain nom de Margot
 Ne fut jamais sur mes tablettes.

Sans doute, aux immenses atours
 De quelque altesse douairière,
 Ainsi que Bernard on préfère
 L'étroit corset, les jupons courts

D'une agile et simple bergère,
 Croissant sous l'aile des amours,
 N'ayant pour dot que l'art de plaire,
 Et la fraîcheur de ses beaux jours :
 Mais de Margot que peut-on faire ?
 Par qui ce nom fut-il cité,
 Et dans quel bosquet de Cythère
 Sera-t-il jamais répété ?
 Loin de moi les goûts qu'il faut taire.
 Je veux pouvoir avec fierté
 Avouer celle qui m'est chère,
 L'offrir en déesse à la terre,
 Dresser un trône à sa beauté
 Et semer de fleurs la fougère
 Où lui sourit la volupté.
 Mais, dis-tu, Margot est divine,
 L'amour même arrangea ses traits.
 Eh ! nomme-la Flore ou Corine,
 Puis nous croirons à tes portraits.

(*Mes nouveaux torts*, ou nouveau mélange de poésies
 servir de suite aux *Fantaisies*. — Amsterdam e
 — Delalain, MDCCLXXV, p. 200-202).

Les *Fastes de Louis XV* donnent à la fin dix-huit
 qui ne sont pas dans Dorat. — Voici ces vers,
 placent après : *Puis nous croirons à tes portraits*.

Pourquoi flétris-tu ses attraits,
 En persifflant son origine ?
 Du législateur de Paphos
 Apprends, apprends cet art suprême
 D'alléger encor ses pinceaux
 Quand on veut peindre ce qu'on aime.
 Que dis-je ? ris de mes leçons ;
 Applaudis-toi de ton délire,
 Ma maîtresse ne sait pas lire,
 C'est un bonheur pour tes chansons.

Quoi qu'il en soit, bel anonyme,
 Ta roturière Dêité,
 Malgré tes chants et ton estime
 Flatte fort peu ma vanité.
 Jouis en paix de ta victoire ;
 Heureux amant, garde ton lot,
 De grand cœur je te rends ta gloire,
 Tes vers, ta muse et ta Margot.

lit dans le discours sur M. de Pezay, mis en tête
 s œuvres.

ce qu'il, c'est de Dorat qu'il s'agit, excelloit dans la
 e légère et qu'il étoit le désespoir de ceux qui envioient
 dents, on lui fit sottement un crime de son heureuse
 dance, c'est pourquoi il intitula malignement son se-
 recueil de ce genre : *Mes nouveaux torts*.

fin, désespérés de sa persévérance, le dernier effort
 s antagonistes fut d'imaginer de jeter dans le monde
 pièce assez médiocre adressée à madame du Barry, dont
 ni les choses ne devoient point flatter sa vanité. Elle
 es répandue en manuscrit sous le titre d'*Epître à Mar-*
 lans l'espoir que son effet seroit de faire embastiller
 t ; mais l'on ne s'y méprit point, quoique ce poète y fit
 olie réponse, pour détromper à son égard.

(*Œuvres agréables et morales du marquis de Pezay*, t. I. —
 Liège, chez Lemaire. — 1791, in-18. Grimm et La-
 harpe.)

a attribué cette epître à Choderlos de Laclos, qui
 it aussi couru le danger d'être mis à la Bastille.

se demande d'abord pourquoi on aurait mis à la
 ille l'auteur d'une chanson, satirique sans doute,
 la moins offensante et la moins ordurière de toutes
 s qui avaient couru sur madame du Barry, à com-
 cer par *la Belle Bourbonnaise*.

Puis Laclos était bien jeune.

Enfin, on reconnaît la manière de Dorat, sa tou fine mais fade, sa manière ingénieuse mais longue traînante.

MADAME DU BARRY ET CHODERLOS DE LACLOS

Depuis plusieurs années il n'a encore paru de roman et le succès ait été aussi brillant que celui des *Liaisons dangereuses*, par M. C. de L. — M. C. de L. est M. Choderlos Laclos, officier d'artillerie ; il n'était connu jusqu'ici que quelques pièces fugitives insérées dans l'*Almanach des M* et plus particulièrement par une certaine *Épître à Mar* qui manqua lui faire une tracasserie assez sérieuse à cause d'une allusion peu obligeante pour madame du Barry, de la faveur, alors au comble, vouloit être respectée. (*Grim* avril 1782, 3^e partie, I, 373.)

CHAPITRE XXVII

SERMON DE LA CÈNE. — M. DE BEAUVAIS.

LE QUES-A-CO. — GLUCK ET PICCINI.

L'abbé de Beauvais avait mis la franchise évangélique à la mode. L'abbé Rousseau, qui devait prêcher le carême devant le roi, avait ouvert sa station le jour de la Chandeleur par un sermon qui avait fait grand bruit. Sa hardiesse avait paru sainte aux yeux des dévots, cynique aux yeux des courtisans¹.

4 avril. — On s'imaginait que M. l'abbé de Beauvais, ayant réussi au-delà de ses espérances dans la station de l'année dernière à Versailles, puisqu'elle l'a conduit à être évêque de Senez, deviendrait courtisan. Depuis qu'il est parvenu à cette dignité, il a bien trompé ceux qui l'avoient ainsi jugé; il a prêché le Jeudi Saint pour la Cène, devant le Roi, un sermon extraordinaire, et il a tonné avec une éloquence toujours foudroyante; il a dit des vérités que le lieu seul pouvait autoriser et faire passer. On parle beaucoup de ce discours. (*Mémoires secrets*, VII, p. 171.)

J.-B.-CH.-M. BEAUVAIS, NÉ EN 1731.

L'abbé de Beauvais, fils d'un chapelier de Cherbourg, s'était fait connaître comme un prédicateur

1. *Mémoires secrets*, vol. VII, p. 138.

donnant les plus grandes espérances. Il avait prêché le carême en 1773 dans l'église Notre-Dame de Versailles et prononcé dans cette église la panégyrique de saint Vincent de Paul. L'évêché de Senez étant devenu vacant, il avait été demandé pour lui par les filles du roi et nommé en décembre 1773. Sa nomination est annoncée en ces termes par la *Gazette de France* du 31 décembre :

De Versailles, le 30 décembre. — Le roi a accordé l'évêché de Senez à l'abbé de Beauvais, prédicateur de Sa Majesté et vicaire général de Noyon.

Sacré le 25 mars à Saint-André-des-Arts, dès le 31 suivant et le Jeudi Saint, 3 avril, il fit entendre à la paroisse Notre-Dame un sermon sur la Cène, remarquable par sa hardiesse : « Il a tonné avec une éloquence toujours foudroyante ; il a dit des vérités que le lieu seul pouvoit autoriser et faire passer. On parle beaucoup de ce discours ». On a publié le sermon de l'abbé de Beauvais.

Nous y avons eu recours pour connaître le texte de ce fameux sermon de la Cène, mais l'orateur nous avertit que l'éditeur, par une fausse délicatesse, n'insérera pas le morceau qui avait produit un si grand effet. Un autre biographe, M. de Boulogne, dit aussi :

Nous ne savons pas trop pourquoi l'éditeur de ses sermons n'y a pas inséré celui sur la Cène. Mais on ne se rappelle pas moins l'impression que l'orateur fit en cette occasion, où, pour émouvoir le monarque par le spectacle de sa fin dernière et, paraphrasant le passage de l'Écriture (encore quarante jours et Ninive sera détruite), il parut lui pré-

ne mort qui semblait encore éloignée et néanmoins si littéralement la menace de l'orateur.

Le récit est très exact. Nous en avons la preuve de poche même de Beauvais dans l'éloge funèbre de XV qu'il prononça dans l'abbaye de Saint-Denis, juillet 1774 :

« quand j'annonçois, il y a peu de temps (quatre mois) une parole à votre auguste aïeul, etc. »

Le dicton provençal (ques-à-co ? marino) qui veut dire : ce que cela ? a plu si fort à madame la Dauphine, lorsqu'elle a lu ce mémoire, qu'elle l'a adopté, le répété souvent et qu'il est devenu un quolibet de cour. Une mode de modes a imaginé de profiter de la circonstance, elle a inventé une coiffure, qu'elle a appelée un *marino* : c'est un panache en plume, que les jeunes femmes, élégantes portent sur le derrière de la tête et qui, après avoir été goûté par les princesses et surtout par madame la Dauphine du Barry, acquiert une faveur singulière et perd l'opprobre du *MARIN* bafoué jusqu'aux toilettes. (*Mémoires secrets*, 26 mars 1774, t. VII, p. 166.)

Il faut être docteur pour voir ici un trait d'adulation de madame du Barry envers Marie-Antoinette ? La Dauphine s'amuse de ce dicton provençal, elle le répète souvent, au point qu'il passe en usage à la cour, la Dauphine s'en empare, et madame du Barry se hâte d'adopter une coiffure qui a plu à madame la Dauphine.

avril 1774. — Les partisans de madame la comtesse du Barry lui ont fait entendre qu'elle ne pouvait

mieux s'illustrer que par une protection éclatante les arts. Ils l'ont excitée à se piquer de rivalité égard envers madame la Dauphine, et comme princesse protège hautement le sieur Gluck et a risé son arrivée en France, ils l'ont engagée à o un émule à ce dernier en la personne du sieur P qu'elle fait venir d'Italie. On connaît déjà ici un comique de cet auteur intitulé la : *Buona figliola*, eu beaucoup de succès à Paris ¹.

Gluck était encore à Vienne en 1773 à la fin tobre (26). Son *Iphigénie en Aulide* n'aurait été sentée à l'Opéra de Paris que le 19 avril 1774.

Le roi tombait malade de l'affection qui de conduire à la mort le 27 avril. C'est donc dans (tervalle de dix jours que madame du Barry entrepris des démarches pour faire venir l d'Italie.

Ainsi madame du Barry se serait proposé de contre madame la Dauphine, et d'opposer Pic Gluck.

Nous savons déjà ce qu'il faut penser de cett tendue rivalité de la favorite contre la Dau| Mais ici, il existe un moyen de réfutation encor autrement péremptoire. Ouvrons la notice con par Ginguené à Piccini. Nous lisons, page 25 :

Piccini arriva à Paris dans les derniers jours de 177 sa femme, son fils aîné alors âgé de 19 ans, et un Anglais, son élève.

Il est vrai que le même auteur dit à l'endroit ouvrage :

1. *Mém. secr.*, t. VII, p. 170.

Il fut dans ces circonstances qu'on renouvela auprès de lui les propositions qui lui avaient été faites pour l'attacher en France. La Borde, valet de chambre de Louis XV et auteur de l'*Essai sur la Musique*, avait été chargé de cette dernière négociation, qui était près de se terminer lorsque lui mourut (p. 24).

C'est ce que dit en effet l'auteur des *Mémoires secrets*. Mais Ginguené continue :

Dès que la nouvelle Cour put s'occuper de cet objet, le comte de Carracciolo, ambassadeur de Naples (en France), obtint de la Reine la permission de renouer cette affaire. Il écrivit à Piccini qu'il aimait beaucoup et qu'il détermina facilement en lui faisant envisager un établissement fixe et un sort avantageux pour lui et pour sa nombreuse famille (p. 44).

Voilà donc Piccini introduit en France de l'agrément de Marie-Antoinette elle-même. Madame du Barry était alors au couvent de Pont-aux-Dames. Mais il est resté acquis qu'elle était la protectrice de Piccini et qu'elle l'avait soutenu contre Marie-Antoinette et contre Gluck !

On n'a pu détruire cette erreur, qui a toujours été en s'aggravant. Il était impossible de prouver que madame du Barry, déchue depuis la mort de Louis XV, en 1774, eût cherché à faire venir Piccini en 1776, alors qu'elle était encore en prison à Pont-aux-Dames ou en exil à Saint-Vrain. Un Allemand n'a imaginé rien de mieux que de transformer madame du Barry en ancienne maîtresse de Nicolo Piccini !

1. Piccini n'avait jamais mis le pied en France avant son arrivée en 1776.

Nous ne nous arrêterons pas à réfuter une pareille bévue. Nous ferons seulement remarquer que pour certaines gens madame du Barry est un personnage de convention à laquelle on attribue, comme dans les fables, les choses les plus fantastiques, sans même qu'il eût besoin de justification.

D'ailleurs quelle rivalité possible avec Gluck qui fait entendre ces nobles paroles :

Cela seroit une tyrannie en musique que de vouloir prétendre que les autres auteurs ne puissent pas faire exécuter leurs productions. M. Gluck n'entre en aucune concurrence avec personne, et il aura toujours plaisir d'entendre de la musique autre que la sienne. Il faut avoir seulement pour but la progression de l'art (p. 73).

Sa lettre au bailly du Rollet prouve qu'il appliquait ces principes à Piccini et n'éprouvait contre lui aucun sentiment de jalousie.

On sait de quelle protection éclatante madame du Barry couvrait le sieur Dauberval. On a excité les regrets de cette dame sur la perte d'un tel danseur, abîmé de dettes et obligé de passer en Russie pour mettre ordre à ses affaires et profiter de la fortune considérable que lui fait promettre la souveraine de ces contrées éloignées. En effet, la comtesse s'est mise en tête de ne point perdre un tel sujet : elle a fait calculer la somme dont il avoit besoin pour faire ses affaires : on a trouvé qu'elle se montoit à 50,000 livres. En conséquence, elle a fait dresser un autre état de cotisation de la Cour ; elle a fait elle-même la quête proportionnellement aux facultés de chacun : on ne pouvoit donner moins de cinq louis ; mais elle en exigeoit quelquefois dix, cinquante, vingt-cinq, etc. Au moyen de cette tournure, la somme

et complète, et les regrets des amateurs commencent à se calmer. (*Mémoires secrets*, 11 avril 1774, VII,

Le comte de Pompadour avait organisé une lotterie en faveur du fameux Jelyotte, de l'Opéra, son chanteur. Madame du Barry, suivant son système d'imitation, fit une quête pour Dauberval, le danseur. Elle savait quelle était alors l'importance qu'on attachait à la danse. C'était presque une institution, un culte, et les danseurs auraient été les grands-prêtres. Un Anglais de cette époque disait :

France) life is a dance, and awkwardness of dancing is a disgrace... Tyranny may grind the face, but not the grace of a Frenchman; his feet are made to dance on wooden shoes. (*The London Chronicle*, n° 1881. 1769¹.)

En France, la vie est une danse et l'inhabileté des jambes est le grand des malheurs.. La tyrannie peut impressionner l'physionomie d'un Français sans altérer sa contenance. Les Français ont fait de telle sorte qu'il pourrait danser avec des bottes. (*Chronique de Londres*, 3 janvier 1769, n° 1881.)

CHAPITRE XXVIII

DERNIÈRE MALADIE DE LOUIS XV. — SA MORT.
MADAME DU BARRY RELÉGUÉE A RUEL.

Louis XV, dans les dernières années de sa vie, est devenu obèse et presque impotent. Au rapport d'un témoin oculaire, c'était une affaire d'état de le monter sur son cheval ou de le tirer de sa voiture¹. A la chute il tombait fréquemment de cheval et éprouvait des évanouissements. Les fonctions de l'estomac ne se faisaient plus bien. Il avait des indigestions continuelles, il avait été obligé de se mettre à l'eau de Vichy, de changer l'heure de ses repas, puis de ne plus souper. Ce n'est pas cependant à une maladie organique qu'il devait succomber. A cette époque la petite vérole exerçait de grands ravages à Paris, dans les environs et jusqu'à Versailles. La cour n'était pas plus épargnée que la ville. Ses plus hauts personnages n'en étaient pas exempts. A peine mariée, la comtesse de Provence avait été atteinte par l'épidémie régnante. L'âge n'y faisait rien. Le 2 janvier 1774 M. Doublet, chancelier de la reine d'Espagne, oncle de la marquise de Montesquieu et de la comtesse de Vaudenon, était mort de la petite vérole à l'âge de 78 ans.

1. *New Monthly Review*, vol. 47.

et donc rien d'étonnant que le roi subît la loi.

C'est ce qui arriva.

Le roi commence ordinairement à exercer ses fonctions au printemps. Louis XV était allé passer quelques jours à Trianon, séjour délicieux à cette époque. Il y fut pris d'un malaise qui paraissait d'aggravité et qui persista cependant, malgré les efforts de la Faculté. On fut obligé de le ramener à Versailles, où la petite vérole se déclara avec violence. Après avoir lutté pendant dix jours contre le mal, il parvint à succomber le 10 mai 1774.

Les écrivains, très simples en eux-mêmes, ont donné lieu à de nombreux commentaires où madame du Barry n'est pas oubliée.

On a plaisanté sur la nature de la dernière maladie de Louis XV. On a rappelé le mot de Saint-Simon, le duc de Duras, pendant la campagne de Flandres : « mort, a dit le grand écrivain, de la petite vérole beaucoup d'autres. » On a répété aussi « qu'il le petit chez les grands. » Il est bien avéré au contraire que Louis XV a été emporté par une variole de l'espèce la plus dangereuse. Où l'avait-il ? On a raconté à cet égard une fable diversifiée. Commençons par la version de Vol-

Le 1^{er} d'avril 1774, Louis XV, allant à la chasse, rencontra un convoi d'une personne que l'on portait en terre ; il fut frappé de la nature lugubre des choses et de la vue du cercueil ; il demanda qui on va enterrer ? on lui répondit que c'est une jeune fille morte de la petite vérole. À ce moment, il est frappé à mort sans s'en apercevoir. (Cité dans *le siècle de Louis XV*, chap. xli, p. 382, édit.

On lit dans les *Mémoires secrets* :

De la mort de Louis XV et de la fatalité. — Suivant M Voltaire, le Roi avoit rencontré un enterrement à la cha il demanda ce que c'étoit? On lui dit que c'étoit une je fille morte de la petite vérole. Il ne fit paroître au émotion. Mais dès lors son teint changea... Personne savoit ici cette anecdote et il est plaisant que le philos de Ferney nous l'apprenne du fond de sa solitude. Il apparence que, n'osant conter le fait comme il s'est pass a substitué celui-ci au véritable. (13 juin 1774., t. VII, p. :

Cette prévision étoit juste. Voltaire n'avoit pas toute la vérité. La preuve se trouve dans Hardy, nous a transmis la première édition de ce bruit :

Du lundi 9 mai 1774. — On racontoit, à l'occasion d maladie du Roi et sur ce qui pouvoit y avoir donné lieu, affreuse anecdote que ma plume refuse presque de tr crire, savoir : que la petite vérole dont S. M. étoit attac ne provenoit que du plaisir immodéré qu'elle avoit got Trianon, dans une partie de débauche, avec une jeune sonne *de 16 ans*, fort jolie, que la comtesse du Barry lui procurée et qui, sans qu'on le scût, portoit déjà dans son le germe cruel de cette fatale maladie qu'elle lui avoit c muniquée, dont elle avoit été frappée le lendemain que le étoit malade et qui l'avoit emportée elle-même en trois jo

Dans ce système, Louis XV n'est plus frappé à tance, mystérieusement; il est puni d'un acte de bauche auquel madame du Barry a eu le tort d prêter par une complaisance ou, pour mieux dire, une complicité infâme.

Un écrivain moderne, à qui on doit une *Vie de* dame du Barry, a su un fait qui étoit resté ignoré contemporains. Il a appris, nous ne savons comm

Madame du Barry avait dépêché Le Bel, pourvoyeur des débauches de S. M., auprès des parents de la jeune personne avec lesquels il avait traité moyennant une somme ponnable. Ni Voltaire, ni Hardy, n'avaient parlé de la circonstance. Il y a peut-être une raison, ils auraient craint qu'on ne se moquât ou qu'on ne leur reprochât de vouloir se moquer du public, Le Bel étant mort le 17 août 1768, cinq ans auparavant. Il y a là une difficulté assez grave que nous soumettons à notre nouveau Suétone¹.

L'abbé Baudeau, dans sa *Chronique secrète de Paris*, conte cette historiette, sans paraître y croire :

Il a fait, dit-il, un bon conte sur la maladie du Roi. Je le suis un peu arrangé après coup ; mais enfin le voici : Les derniers jours d'avril, il étoit à Trianon avec la du Barry. En se promenant, ils virent une petite vachère qui fauchoit de l'herbe pour sa vache. On lui trouve de très beaux yeux : on approche. On lui relève la coiffe et les cheveux ; on la débarbouille et on décide qu'elle seroit *sarmante* (elle étoit habillée en belle dame (car on ne pourroit pas *charmante*). — Eh bien ! voilà leur petite paysanne habillée en marquise avec du rouge et des mouches ; — elle est vraiment *sarmante* ! — Faisons-la souper avec nous, son mari nous amusera. On soupe, on rit, on l'enivre. La table est mise dans un bain (après souper ?), puis dans un lit..... Cependant son frère se mouroit de la petite-vérole ; il meurt le lendemain et en mourut, dit-on, samedi. Et c'est le conte ou l'histoire. Le vrai, c'est qu'elle court Paris, lisez les commentaires !

Dans une note mise au bas de la page, l'abbé Baudeau ajoute :

Voy. 1^{er} vol., p. 118 et la note.

D'autres disent que c'est la fille d'un boulanger saillies et qu'elle n'est pas morte, mais malade. Si c'est plus vrai de cette manière, il n'est pas si *joli*. Une troisième version dit qu'elle est fille d'un meunier. Un quatrième, qu'elle l'est du nommé *Montvallier*, secrétaire tendant de la du Barry. (*Revue rétrospective de 1834*, vol. III, p. 31.)

Hardy laissait déjà entrevoir qu'il ne croyait pas qu'il appelait une affreuse *anecdote* que sa tremble de retracer. L'abbé Baudeau est plus ex encore; c'est, dit-il, un *bon conte*, arrangé pour après coup, et qui court la ville avec des commedignes du reste. Là-dessus il entre dans tous les d'une mise en scène où la comtesse joue son rôle zézaïement traditionnel. L'abbé ne s'arrête pas ment qu'au bord du lit et il tire le rideau sur ce pu s'y passer. Il reste cependant un doute : s'il d'une jeune vachère ou d'une boulangère ou d'une nière ou de la petite Montvallier? Il n'importe, le peut être plus ou moins joli. Mais voici venir Pic de Mayrobert avec son cortège habituel d'obscén d'impostures.

Le comité de la favorite décida qu'il falloit redoubler efforts pour retirer S. M. de cet état d'accablement où plongé le sermon de M. de Senez, même par des vives et qui pussent donner une secousse à la machine fut arrêté, en conséquence, de proposer un voyage à Trianon où l'on se livreroit plus à l'aise à tout ce que la fertilité du lieu inspireroit. On s'aperçut que le Roi avec admiration et concupiscence une petite fille d'un paysan. On fit venir cet enfant; on la *décrassa*; on l'allaita; on l'introduisit dans le lit de ce paillard augu morceau auroit été de dure digestion pour lui, si l

Et aidé par des confortatifs violens..... On ignoroit alors quelle eut le germe de la petite vérole, qui ne tarda pas à développer chez elle, de la manière la plus cruelle, puis-elle en mourut promptement. Le venin s'étoit communiqué au Roi et, dès le lendemain, S. M. se trouva incommodée¹ (p. 404).

Pidansat de Mayrobert supprime avec soin, du récit de ses devanciers, tout ce qui peut indiquer un doute, de son origine fabuleuse; il ajoute des circonstances de sa invention, telles que le « comité de la favorite, des aphrodisiaques et la métamorphose de la petite vérole en petite menuiserie, » ce qui complète la série des corps d'état (sic) auxquels aurait appartenu la victime.

L'auteur des *Anecdotes* prépare ainsi la transformation d'un simple racontar de salon ou de café en récit historique et son introduction dans la *Biographie authentique de Louis XV*².

L'école des déclamateurs s'en emparera, et nous entendrons M. Lacretelle s'écrier :

La comtesse du Barri et ses infâmes confidens jugèrent que de nouveaux excès pouvoient seuls effacer les tristes et lutaires impressions. Une jeune fille, à peine à l'âge de pureté et née de parens obscurs, fut amenée au Roi. Elle portoit le germe de la petite vérole. Louis au bout de deux jours eut des symptômes de cette maladie. Personne n'osoit l'en retirer³.

. D'après M. le comte d'Hézeques, la jeune enfant que madame du Barry aurait prostituée à Louis XV serait la fille du dinier de Luciennes. (*Souvenir d'un page*, p. 108.)

¹. Voy. Mouffle d'Angerville, *Vie privée*, vol. IV, p. 269, Paris.

². *Histoire de France pendant le XVIII^e siècle, etc.* — Paris, Buisson, 1810, vol. VII, p. 341.

L'historien se verra donc forcé de répéter :
 on ne voudrait faire passer pour une invention
 fautive, mais, etc. Les témoignages des contemporains
 y répondent.

Voilà donc M. de Mignobert érigé en témoin, ou
 parer plus exactement en juge. Nous ne savons s'il
 est l'un ou l'autre de ces titres, ou si ce n'est
 dernier des infamateurs. Oublions ses méfaits
 et supposons qu'il soit digne d'être discuté.

Nous ne nous arrêterons point à cette multiplicité
 guilière de professions des parents de la jeune fille
 qu'en général la vérité ne varie pas ainsi et soit
 nos objections seront les mêmes, qu'il s'agisse
 petite vachère de l'abbé Baudeau ou de la jard
 de M. d'Hézeques, d'après les *Anecdotes*, d'une
 langère ou de la petite Montvallier, d'une paysan
 d'une bourgeoise, quelle qu'elle soit. Si la jeune fi
 morte, il a fallu l'ensevelir et les registres mort
 vont devenir des moyens de vérification irréfut
 Consultons-les donc. A Versailles, à Louvecie
 nous avons les actes de décès complets et mêm
 double, pendant toute la période critique, c'est-à
 du 26 avril, jour de l'arrivée de Louis XV à Tri
 jusqu'au 40 mai, jour de sa mort, et même plus
 on ne trouve sur les registres le décès d'aucun
 dans les conditions voulues ¹.

Isolées ou réunies, toutes ces fables ridicules, n
 supportent pas l'examen, tombent d'un seul cou
 vant le silence des actes mortuaires.

Peut-être dira-t-on que d'après la note de l'abbé
 deau, la fille du boulanger ne serait pas morte

1. Voir aux Pièces justificatives.

ur ce cas notre raisonnement ne porterait point. Nous reconnaissons ; mais on devra reconnaître aussi que l'enfant n'est pas morte, il est bien difficile d'affirmer qu'elle eût transmis la maladie et qu'elle fût ainsi la cause certaine de la mort du roi. Il ne faut pas oublier que quelles précautions ces sacrifices humains étaient environnés. On ne s'adressait qu'aux enfants venant de leur première communion pour être plus sûr de leur santé, et lorsque le redoutable fléau de la variole était épidémique, on n'aurait pris aucune précaution ? Dans la période d'incubation, si la maladie n'est pas apparente, elle n'est pas contagieuse, et dans sa période d'éruption elle s'annonce par des symptômes qu'on ne peut cacher, vomissements, saignement de nez, douleurs dans les reins et enfin apparition de pustules. Ces considérations sont plutôt du domaine des médecins de notre temps. Nous n'y insisterons pas. La raison dominante pour nous est ailleurs et d'une autre nature.

Madame du Barry n'a jamais été accusée sérieusement d'avoir favorisé les infidélités que le roi lui aurait faites. L'imagination fertile de Pidansat (toujours Pidansat) a essayé une tentative de ce genre pour mademoiselle Raucourt, pour mademoiselle de Tournon, nous avons vu avec quel succès ! Et cette accusation, il ne l'a pas même nettement formulée, il l'a à peine balbutiée d'une manière confuse. Il faudrait donc ici des preuves comme celles que l'on a contre madame de Pompadour ! et qui résultent des Mémoires de d'Argenson ou de ceux de madame du Hausset ¹. Encore madame de Pompadour ne s'est-elle réduite à ce rôle que forcée par l'état de sa santé et ne pouvant mieux faire

¹ Voy. vol. 1^{er}, Introduction, p. xvii.

pour retenir un amoureux de sa faveur expirante. Le duc de Barry n'avait ni la même raison pathologique ni la même ambition; la maison du Parc-aux-Castels était vendue, elle ne fut pas réouverte. Elle est donc protégée en cette circonstance par cette présomption tirée de la jalousie naturelle à toutes les femmes, du soin de sa défense personnelle, tâche déjà assez difficile, sans qu'elle aille elle-même au-devant des soupçons de se faire supplanter.

L'aventure doit donc rester à l'état de conte amusant à plaisir, ayant cours à Paris; condamnée par les registres de Versailles, elle doit disparaître des histoires sérieuses. M. Henri Martin, M. Jobez, etc... Faut-il excuser avec trop de facilité, ils feraient bien de le rejeter, à l'imitation de MM. de Goncourt.

Le second reproche encouru par la favorite est celui-ci : elle aurait retenu Louis XV malade loin du château de Versailles et l'aurait en quelque sorte sequestré à Trianon. M. de la Rochefoucault le lui a adressé avec une extrême violence en ces termes :

La bassesse de M. le duc d'Aumont la servit parfaitement en cette circonstance. Ce plat gentilhomme de la chambre, au mépris de son devoir, renonça au droit qu'il avait d'entrer chez le Roi, d'en savoir des nouvelles lui-même, de le servir, pour empêcher d'entrer ceux qui avoient le même droit que lui et pour laisser le Roi, malade, passer honteusement la journée à un quart de lieue de ses enfans, entre sa maîtresse et son valet de chambre...

Par ce moyen elle passoit plus de temps seule auprès de lui et plus que tout encore elle satisfaisoit son aversion contre M. le Dauphin, madame la Dauphine et Mesdames, en écartant le Roi d'eux, et rendoit vis-à-vis de lui leur conduite embarrassante. L'incertitude où étoit Lemonnier de la suite

de l'incommodité, l'embarras dont étoit dans une si petite le service du Roi, le scandale et l'indécent ce séjour prolongé devoit être, rien ne pouvoit empêcher madame du Barry de ce projet déraisonnable et conçu pour narguer la famille Royale. M. d'Aumont étoit de toute sa bassesse.

Il peut être plus amer ni, comme nous allons le voir, plus inique.

Le 15 mai 1774, Louis XV a éprouvé les premiers symptômes d'une maladie le mardi 27 avril à 5 heures du soir. Le lendemain, mercredi 28, il fut conduit au château de Versailles, dans son carrosse, à 4 heures de l'après-midi. Il étoit écoulé moins de 24 heures depuis l'invasion de la maladie.

En fait au printemps, Trianon étoit le séjour de prédilection de Louis XV¹ et dans cette saison il n'y avoit pas de site plus délicieux, plus sain. Au contraire, l'intérieur du château de Versailles est sombre, sans horizon possible, sans autre horizon que la cour de

Il n'est pas besoin de supposer l'intervention de la médecine pour s'expliquer la répugnance que pouvoit éprouver le roi à s'aller enfermer dans cette espèce de prison. Les hommes de l'art eux-mêmes pouvaient

le marquis d'Argenson, 16 mai 1730.

« Je prend grand goût à Trianon plus qu'à aucune autre où j'ai été encore habité... Il dit que son appartement de Trianon, comme on l'a accommodé, est le seul qu'il ait encore fait à sa fantaisie; il communique de plain pied avec celui de Versailles, de sorte qu'il voit par là à tous moments comme il souhaite. Le dimanche, il va à Versailles aux jours et heures de représentation; le dimanche au grand concert, aux conseils; s'il veut, ses affaires viennent travailler avec lui, les affaires s'y suivent. Cela me paraît fort bien. »

hésiter sur le parti à prendre au point de vue

Trianon avait encore un autre avantage s :
sailles, c'était de soustraire le roi malade aux s
de l'étiquette, aux prétentions des *entrées*, au
bruits du château, habité par quinze cents
mille personnes ¹.

Lemonnier, premier médecin ordinaire du r
été prévenu régulièrement ; il trouva le roi t
affaibli qu'il ne crut pas devoir le faire trans
son appartement du château de Versailles. Ce
que le jeudi qu'il s'y décida, lorsqu'il s'aperçu
roi avait la fièvre (Hardy).

Suivant M. de la Rochefoucault, cette résolu
rait due à l'initiative énergique de la Martiniè
mier chirurgien du roi.

Nous demandons où est le scandale, où es
cence dont se plaint M. de la Rochefoucault ? I
en vérité que ce soit le langage d'un homme
sens ; tantôt il prétend que madame du Barry
accaparer la personne du roi ; tantôt qu'elle se
sait de *narguer* la famille royale qu'elle d
Qu'elle en fût détestée, nous l'accordons, mais
eût de l'animosité contre M. le Dauphin ou ma
Dauphine, nous le nions. Madame du Barry a pu
par bassesse envers le Dauphin et la Dauphine
jamais songé à se déclarer en hostilité contre e
a encore moins voulu narguer des princes d
mendiait si obstinément les moindres marques

1. Qu'auriez-vous prescrit en pareille circonstance ? av
demandé à M. Le Roi, habile praticien, adversaire d
madame du Barry. « Je n'aurais pas hésité, dit-il. Je
conseillé de rester à Trianon et peut-être Louis XV au
sauvé. »

r, dont elle avait tout à craindre pour l'avenir. Cette accusation : elle a imposé au roi un médecin qu'elle honorait de sa confiance personnelle, elle le regarde à peu près comme un enfant qui veut satisfaire son caprice : « Je ne veux pas de Bouvard, moi, je veux Bordeu ! » (Hardy), et tous les adversaires de madame Barry de se récrier de tant d'audace. Elle a exigé sérieusement Bordeu ! en vérité ! Eh bien ! elle a raison ! car c'est notre plus grand nom médical de la fin du XVIII^e siècle à cette époque. Comme médecin, il est le maître de notre illustre Bichat, qui procède de lui. Comme homme d'esprit, on le met sur la ligne de Voltaire et Montesquieu et ce jugement est emprunté textuellement à un de nos plus profonds physiologistes, M. Flourens, qui a consacré un livre presque entier à Bordeu¹. Bordeu a été le premier qui, dès 1739, ait conçu dans son *général* et embrassé dans sa pensée l'influence de la sensibilité sur les différentes opérations de l'économie animale²...

C'est un tel homme que M. de la Rochefoucault ne craint pas de présenter comme le vil complaisant d'une courite. Le duc débite même à ce sujet une théorie fautive sur le crédit des médecins auprès des filles, à un point qu'on se demande si le noble écrivain n'a pas suivi de très près la clinique de ces demoiselles, pour parler si doctement de leurs habitudes intimes. Bordeu est donc aux ordres de madame du Barry. Il

1 Voy. *De la vie et de l'intelligence*. — Paris, Garnier, 1868, ap. IV : de Bordeu et de sa Théorie de la Sensibilité, p. 46 à p. 122.

2. V. le duc de Lévis, *Souvenirs et Portraits*. Nouvelles à la main de la Mazarine, 24 décembre, mort de Bordeu, célèbre par son talent.

faudrait *trois* saignées au roi, mais la favorite serait contrariée, on n'en fera que deux, sauf à tuer le malade. Madame du Barry a intérêt à empêcher ou à retarder l'administration des sacrements, ce qui sera le signal de son exil loin de la cour. Borden s'y précipite sans résistance et non au nom de la science. Nous repoussons ces imputations aussi odieuses qu'absurdes, d'où qu'elles viennent ! Ceci nous amène à un nouveau grief articulé contre madame du Barry.

« *Enragée* du retour du roi à Versailles, dit M. de Rochefoucault, elle voulait se renfermer avec lui autant qu'il serait possible et en exclure ses enfants. »

Viennent ensuite de longs récits d'intrigues entre le parti des dévots ou Barriens et le parti des philosophes ou des Anti-Barriens. Les premiers, malgré leur dévotion, veulent empêcher que le roi ne se confesse et ne soit administré, parce qu'ils sentent que, madame du Barry éloignée de la cour, leur existence est compromise, ainsi que celle de M. d'Aiguillon qui doit tomber du même coup. Les seconds, malgré leur incrédulité affichée, crient au scandale et demandent que par la présence le roi reçoive les sacrements auxquels ils ne croient pas. Ce chassé-croisé d'opinions paraît avoir amusé beaucoup les contemporains qui se réjouissent fort de ce pêle-mêle d'intérêts opposés. Les bons mots, les petits vers, les anecdotes pleuvent. Survient à Versailles l'archevêque de Paris, M. Christophe de Beaumont. Entrera-t-il, n'entrera-t-il pas ? Le maréchal de Richelieu lui aurait proposé de se confesser à la place du roi et lui aurait promis de lui faire entendre la confession la plus réjouissante, les péchés les plus mignons (plaisanterie qui se trouve déjà dans *Mémoires de Maurepas*).

Voyons les dates :

Du 27 au 29. La petite vérole n'étant ni déclarée, ni même soupçonnée, la famille royale a été admise auprès du roi, et la communication n'a cessé qu'après l'éruption constatée. Le Dauphin, qui n'avait point eu la petite vérole, n'entre plus chez le roi. Mesdames Adélaïde, Victoire et Sophie s'enfermèrent courageusement chez leur père, ainsi que M. le duc d'Orléans, M. le prince de Condé et la comte de La Marche. Ils ne quittaient pas la chambre du roi.

Que devint madame du Barry et quel fut son rôle ? Besenval rapporte que, le soir, la Borde, premier valet de chambre, allait chercher la favorite et l'amenait au lit du malade, qui montrait peu d'emprassement et de plaisir à la voir ¹.

Ceci n'a rien d'impossible, rien que de fort probable. La position n'en était pas moins fautive, intolérable. Baster pour se cacher ainsi, c'était déchoir misérablement.

Partir, c'était s'exposer au reproche d'indifférence ou de lâcheté.

Madame du Barry dut attendre dans une anxiété facile à comprendre, suivant les cruelles variations auxquelles on est exposé dans ce fléau du genre humain, pour parler le langage des *Nouvelles contemporaines* (8 mai). Elle fut telle que, pour la première fois depuis sa faveur, elle fit venir Jean du Barry, sans doute pour tenir conseil au sujet du roi². On dirait, à entendre ceux qui se sont donné la tâche d'écrire la mort de Louis XV,

1. Il était dans un état d'affaiblissement pendant les premiers jours. (Madame du Deffand à Horace Walpole, 8 mai, II, 409.)

2. V. lettre du Roué à M. de Malesherbes.

que dès le premier jour tout a désespéré et qu'un concert unanime de haine, de mépris, de réprobation s'est élevé dans le public contre le roi mourant ¹.

Il n'en est rien. Il y a eu des alternatives de crainte et d'espoir, des manifestations en sens divers. En voici un exemple que nous lisons dans un des recueils de *Nouvelles à la main* de la Mazarine :

Le Roi alloit le lundi soir à huit heures aussi bien qu'on pouvoit le désirer. L'éruption paroissoit complète et *Sa Majesté étoit fort tranquille*. Elle eut sur l'assemblée prochaine de l'Académie françoise, avec un seigneur de la Cour, une conversation très nette et érudite. Ce qui prouve qu'elle n'est pas accablée de sa maladie.

Les premiers boutons commencent à blanchir.

La famille Royale a donné le plus bel exemple à l'Europe, par ses vœux, son zèle et ses démarches relatives à la santé du Roi. On a observé avec admiration que madame la Dauphine avoit fait approcher le peuple de la terrasse (probablement du château de Versailles ou des Tuileries), où elle se promenoit pour lui faire partager sa joie d'une lecture d'un bulletin satisfaisant sur l'état de Sa Majesté. Les applaudissemens ont suivi ce bel acte de piété filiale et de popularité respectable. Ils ont été consacrés par les cris de : Vive le Roi ! et par ce tribut de larmes qu'a donné madame la Dauphine à ce spectacle attendrissant.

Le commencement de ce passage est parfaitement d'accord avec le bulletin officiel du lundi 2 mai, qui porte :

La fièvre a été beaucoup moindre aujourd'hui, les boutons commencent à blanchir, la tête et la respiration sont... *Sa Majesté a beaucoup de part à la conversation de...*

... de madame de Boufflers.

nsi, le lundi soir 2 mai, cinquième jour de la maladie, le roi avait encore la tête et la parole libres, il avait part à la conversation générale, il s'occupait de la prochaine élection de l'Académie française; d'où l'observateur conclut avec justesse qu'il n'était ni accablé ni inquiet. On peut aussi induire de là qu'il n'avait pas encore été parlé de confession lors de l'entrevue du roi du roi avec l'archevêque de Paris, sans quoi le roi n'aurait été probablement moins tranquille, ce confirmerait la tradition conservée sur ce point. Le duc d'Orléans, qui s'était trop pressé d'annoncer le départ de la comtesse du Barry, orné de circonstances fabuleuses, se ravise et il écrit dans son journal :

« Je m'assuroit que la comtesse du Barry, loin d'avoir quitté Versailles, y étoit toujours environnée d'un grand nombre de seigneurs qui continuoient à lui faire la cour et qu'elle étoit même introduite de temps en temps dans l'appartement du Roi, quoique les Dames de France et M. le duc d'Orléans s'y montrassent fort assidûment. (Journal sous la date du mardi 3 may — nécessairement pour les jours antérieurs.)

Remarquons ici deux choses :

1. La présence simultanée à la cour de Mesdames et de la Dauphine, ce qui expliquerait ces bulletins où l'on n'avait pas d'hospitalité déclarée contre elle. La sécurité du roi est encore incertaine, cependant il va survenir un incident décisif.

2. Le mercredi, malgré une amélioration apparente dans la position du malade, il s'était révélé des symptômes alarmants. Jusque-là on avait trompé le roi sur la nature de sa maladie en lui faisant accroire qu'il

n'avait qu'un *érésipèle boutoné*¹. A ce moment l'écoulement cesse². Le cardinal de la Roche-Aymon, comme aumônier de France et de la cour, déclare au roi sa gravité, il lui dit spontanément que la maladie dont il est attaqué n'était autre chose que la petite *vérole*.

Le roi réplique :

« On ne revient point à mon âge de cette maladie. » En suite il demande le duc d'Orléans, s'entretient assez longtemps avec lui, puis il fait venir la comtesse du Barry et adresse la parole en ces termes : « Il est temps, Madame, que nous nous quittions, » ou, suivant une autre version : « Madame, comme je pense à demander les sacrements, il ne convient pas que vous restiez ici, attendu que je ne sais pas qu'il arrive la même chose qu'à Metz, arrangez votre départ avec le duc d'Aiguillon, je lui ai donné mes ordres pour que vous ne manquiez de rien³.

Ceci se passait le mercredi dans la matinée ; peut-être le mardi soir⁴.

« Madame du Barry obéit immédiatement au roi, sans résistance, sans violence simulée, ni cris, ni scène de femme, seulement elle pleuroit » (Hardy).

Avant de s'éloigner, elle avait adressé une lettre aux Mesdames de France pour implorer leur protection et dit que celles-ci avaient eu la bonté de la lui recommander.

1. De Mercy, *Lettre à Marie-Thérèse*, II, 144.

2. Ce que M. de Mercy appelle des symptômes alarmants, que la *Gazette de France* appelle un redoublement plus fort que les précédents, beaucoup de chaleur et même quelques moments de délire. (Vers. 8 mai 1774, n° du 9, p. 331.)

3. Sur les péripéties de la maladie de Louis XV à Metz, voir A. Jobez : *la France sous Louis XV*, t. III, p. 372.

4. Madame du Deffand.

Le départ de la favorite, dit M. de Mercy, fut également solennel et s'effectua mercredi, à 4 heures après midi, la duchesse d'Aiguillon la prit dans sa voiture et la conduisit à une maison de campagne à trois lieues de Versailles, nommée Ruel¹ et appartenant au duc d'Aiguillon (II, p. 14, Paris, 7 mai). Au rapport de madame du Deffant, la vicomtesse de Barry et mademoiselle du Barry accompagnèrent la favorite déchuë.

Le roi resté seul ne songea pas immédiatement à se préparer à la mort, il ne croyait donc pas toucher à une fin prochaine. Il resta deux jours entiers, le mercredi et le jeudi, sans faire venir un confesseur. Il ne demanda que le vendredi, 7, à sept heures du matin.

La nuit suivante, celle du 8, dit la *Gazette de France*..., Sa Majesté fit appeler de son propre mouvement l'abbé Maudoux², son confesseur et demanda, sur les sept heures du matin, à recevoir le saint Viatique qui lui fut apporté par le cardinal de la Roche-Aymond, grand aumônier de France et de la chapelle du château.

M. de Mercy, de son côté, donne des détails fort intéressants sur l'épisode de la confession.

Il paroit certain que c'est le Roi qui, de son propre mouvement et sans qu'on s'y attendit, a demandé son confesseur à deux heures et demie du matin. Les princes avoient la montre en main et ont compté seize minutes pendant lesquelles le confesseur a été avec le Roi qui, depuis ce moment jusqu'aux sacremens, l'a fait rappeler trois fois.

1. Voy. *Histoire des environs de Paris*, par Dulaure.

2. L'abbé Maudoux, confesseur de la Chapelle depuis 1734. Voy. *Almanach royal*.

Après la confession, à cinq h. le Roi a fait venir le duc d'Aiguillon et lui a dit : On a dit que c'étoient des ordres pour éloigner davantage la comtesse du Barry ; mais dans ces derniers temps on a pu voir que le Roi tenoit à cette favorite beaucoup plus qu'on ne l'auroit imaginé, et si le monarque revient de sa maladie, il est à présumer et encore plus à craindre que cette femme soit appelée à la Cour. (Lettre du 8 mai 1773, II, p. 137.)

Hardy rapporte aussi que le roi avoit donné des ordres pour que la comtesse du Barry se retirât en Touraine (à Chinon) dans une terre appartenant au duc d'Aiguillon ; mais il ajoute en marge que ce bruit qui avait couru était faux, il est donc nécessaire de rectifier sur ce point le récit de Besenval qui avait sans doute puisé ses renseignements à la même source (I, p. 80).

Il est également bon de rectifier le petit discours attribué au cardinal de la Roche-Aymon après l'administration du viatique au roi à l'aide de la *Gazette de France*, de la relation du duc de Penthièvre et de Besenval lui-même. Le cardinal de la Roche-Aymon aurait dit seulement, suivant la *Gazette* :

Qu'il étoit chargé d'annoncer au nom du Roi, que si Dieu lui accordoit encore des jours, c'étoit pour les employer à la gloire de la religion et au bonheur de son peuple.

Le duc de Penthièvre est moins laconique, il dit :

1. « Quoique le Roi ne doive compte de sa conduite qu'à Dieu seul, il déclare qu'il se repent d'avoir causé du scandale à ses sujets et qu'il ne désire vivre encore que pour le soutien de la religion et le bonheur de ses peuples. »

2. V. *Mém. hist.*, vol. 1, p. 159.

M. le cardinal de la Roche-Aymon, grand aumônier, qui administrait Sa Majesté, a fait un petit discours avant de la communier et après l'avoir communie, il a déclaré de la part du Roy (*sic*), qu'il avait peine à s'énoncer lui-même, quelques mots d'édification sur le scandale que SA MAJESTÉ eût pu donner et sur ses dispositions relativement à la religion et à ses peuples.

On remarquera que le prêtre officiant était ici le même qu'on a toujours représenté comme un des adulateurs les plus vils de la favorite, celui qui lui aurait présenté sa pantoufle en compagnie du Nonce, etc. Il fut le premier à annoncer au roi qu'il avait la petite vérole et il prononce enfin cette parole qui était un engagement pour l'avenir et pouvait être considérée comme visant madame du Barry : le regret du scandale qu'il avait causé et l'engagement *d'employer les jours que Dieu pourrait lui accorder à la gloire de la religion*. M. le cardinal de la Roche-Aymon n'était donc pas l'instrument servile des volontés de madame du Barry. Les journées du vendredi 7 et du samedi 8 avaient été calmes. Les exercices de piété dont le roi avait dû s'occuper n'avaient point causé chez lui la moindre révolution ¹. Mais pendant la nuit du 8 au 9, l'état du malade empira. On perdit tout espoir de guérison et le roi lui-même, sentant le danger où il se trouvait, demanda l'extrême-onction, qui lui fut administrée le dimanche 9, à neuf heures du soir, par l'évêque de Senlis, son premier aumônier ².

Il passa la nuit la plus douloureuse, les boutons

1. *Gazette de France*.

2. *Ibid.*

ayant envahi la bouche et la gorge et il expira le lendemain lundi 10, à trois heures un quart, ayant conservé sa connaissance jusqu'au dernier moment.....

Ce n'est pas à nous qu'il appartient d'apprécier la vie ni la mort de Louis XV.

Ce règne, long comme un siècle, a été, suivant la loi des choses humaines, un mélange de bien et de mal, victoires et défaites, Fontenoy, etc. et Rosbach, conquêtes et pertes de territoire, la Lorraine et la Corse contre l'Inde et le Canada, réformes et préjugés, honte et gloire, élégance et corruption de mœurs, jamais, peut-être, alliage ne fut plus complet. Mais en admettant même que la part du mal l'ait emporté, et de beaucoup, nous ne serons jamais de ceux qui frappent un homme au moment où il est renversé à terre, qui insultent aux souffrances d'un agonisant. C'est pourtant dans ce déplorable esprit qu'ont été conçues toutes les relations qui ont été écrites sur cet événement. La plus odieuse de toutes est sans conteste celle du duc de Liancourt, parce qu'il était duc à brevet, grand maître de la garde-robe, et qu'ayant assisté aux derniers moments du roi, en sa qualité de haut dignitaire de la couronne, il ne pouvait révéler ce qui s'était passé sous ses yeux sans manquer à tous ses devoirs, *Proditio domestica*. Il n'a pas seulement raconté ce qu'il avait vu, ce qui serait déjà un tort grave, il y a joint l'outrage, la caricature, la calomnie contre son maître.

D'autres, s'emparant de l'espèce de prédiction de l'évêque de Senez, ont pris un ton biblique et ont montré le roi frappé de la main divine, voyant se creuser autour de lui un abîme de feu, tandis que ses chairs se putréfient, que les marques de la virilité tombent en lambeaux, jusqu'à ce que, suivant l'expression de Dorat

singulier prédicateur), la fosse funèbre s'ouvre et même fait place au cercueil.

Les obsèques de Louis XV ont été un autre thème de l'apothéose largement exploité par les historiens dévoués au parti Choiseul. La vérité est que les funérailles ont été très sommaires et très simples, il en devait être ainsi, et par une double raison :

Le roi était mort d'une maladie contagieuse ; ce cas était prévu, il fallait dans un intérêt général supprimer les longues formalités observées ordinairement à la mort des rois, l'autopsie, l'embaumement, etc. et ce que les feuilles anglaises du temps expriment par le mot pratique Louis XV, disaient-elles, a été inhumé *privately*, c'est-à-dire en simple particulier, comme il est d'usage quand les princes meurent de la petite vérole¹.

Le roi avait en outre ordonné, par un testament de 1703, que son corps fût porté à Saint-Denis sans aucune cérémonie. Il fut d'abord gardé par les feuillants Saint-Etienne de Paris, jusqu'au 12 mai, sept heures du soir, puis transféré au lieu de la sépulture royale. Les deux ordres et les récollets de Versailles le suivirent jusqu'au bout de la place d'Armes, trois carrosses et cinquante gardes du corps avec quelques gens de livrée composaient tout le cortège². Ces gardes du corps étaient de la garde écossaise, d'après l'abbé Baudeau.

1. *Gentleman's Magazine*, mai 1774.

2. TESTAMENT DE LOUIS XV, DU 6 JANVIER 1770.

Je défends toutes les grandes cérémonies à mes funérailles et j'ordonne que mon corps soit porté à Saint-Denis dans le plus simple appareil que faire se pourra.

3. *Nouv. à la main* de la Mazarine.

A Versailles, dans les salons, la foule silencieuse, dans les avenues elle faisait entendre des cris ironiques de talent; à Saint-Denis elle se répandait en murmures et en compliments injurieux. Lorsque le corps de Louis XV arriva, on disait : « Voilà le plaisir des dames, voilà le plaisir. » Le vulgus est le même de tous les temps; qu'il s'agisse de la plèbe romaine ou de la populace française, de Séjan ou de Louis XV, d'une victime du despotisme ou d'un monarque, les vers du grand poète seront éternellement vrais :

..... Sed quid
Turba Remi? Sequitur fortunam ut semper et odit
Damnator.....

Le curé de Notre-Dame de Versailles inscrivit sur son registre mortuaire l'acte suivant, comme s'il s'était agi du plus humble de ses paroissiens :

LOUIS XV. — L'AN mil sept cent soixante-quatre, le douze may, le corps de très haut, très puissant, et très excellent Prince, LOUIS XV, Roi de France et de Navarre, décédé d'avant-hier, a été transféré à l'Abbaye Royale des Bénédictins de Saint-Denis, lieu ordinaire de sépulture des Rois de France, en présence et par nous soussigné, curé.

ALLART, curé.

VINCENOT, prêtre.

(Paroisse de Notre-Dame de Versailles, année 1764, sépulture, folio trente, registre n° 303. Mairie de Versailles, bureau des actes de l'état civil.)

Qu'était devenue pendant ce temps madame Barry? Elle s'était retirée à Rueil, conduite dans un carrosse de madame d'Aiguillon. Là existait un grand domaine et le château du cardinal Richelieu.

ses tragiques souvenirs¹. Madame du Barry y resta le 8 au 9 ou 10 mai 1774 environ². On comprend quelles pouvaient être ses préoccupations. Pidansat de Mirobert cite un fait que tout le monde assure, c'est que la du Barry n'a trouvé aucun des lits assez bon pour elle, elle a envoyé chercher celui où elle couchait à Marly (sans doute pour Louveciennes). Le concierge avait refusé, mais il a eu deux heures après ordre de le donner. Il le fallait le lundi dernier. La Chronique secrète de l'abbé Baudeau, du 11 mai, p. 36, s'est empressée de se faire l'écho de cette rumeur idiote.

Que dans l'affliction profonde où elle auroit dû être, son goût pour le luxe et la vie molle ne la quittât pas un instant. Elle ne trouvant pas les lits du château du duc d'Aiguillon assez douillet, elle envoyât chercher son coucher à Louveciennes.

Cette puérilité ne mériterait pas de réponse. M. le duc d'Aiguillon était apparemment à Versailles ; elle aurait donc pu occuper le lit de la duchesse, si tant est que dans cette demeure princière, portant encore l'empreinte du puissant cardinal, il n'y eût pas un lit digne d'être offert à un étranger ! Mais nous possédons une pièce fort curieuse que nous reproduisons dans son

1. C'est dans sa maison de Rueil que le cardinal avait assemblé la commission qui condamna le maréchal Louis de Marillac à mort. Il fut exécuté, ou pour mieux dire assassiné judiciairement en place de Grève le 10 mai 1632, 42 ans jour pour jour avant la mort de Louis XV. On a toujours dit qu'il existait dans ce château des oubliettes où Richelieu faisait disparaître les victimes de sa politique ou de ses vengeances.

2. Les inventions des libelles la poursuivirent dans cette retraite.

entier¹ et qui répond victorieusement à l'aute *Anecdotes*. C'est un état dressé avec luxe et con
« l'inventaire des *meubles* de madame du Barry, portés à *Rueil*, à Pont-aux-Dames et à Luc depuis le 13 mai jusqu'au 23 juin 1774. » Il en bien qu'une partie du mobilier de madame du a été apportée à Rueil, mais ce fut après le 1 c'est-à-dire lorsque déjà la favorite disgraciée reléguée à Pont-aux-Dames, et non pas pendant rapide passage chez M. le duc d'Aiguillon.

On fit courir un autre bruit. On dit que madame Barry était partie et qu'elle était réfugiée dans la simplicité de Deux-Ponts, et ce du consentement (Hardy).

Hardy ajoute qu'il ne garantissait pas ce bruit avait raison.

Il faut sortir de ces rumeurs et en venir aux aux pièces sérieuses.

Voici la copie littérale et figurative du **REGISTRE ORDRES DU ROY**, qui était alors conservé aux archives de la Préfecture de police² :

1. Voy. aux Pièces justificatives.

2. Un érudit connu par l'immensité et l'exactitude de ses recherches a retrouvé depuis 1871, à la Préfecture de police, le registre que nous croyions brûlé. Malheureusement, M. Labat n'a pu remettre la main dessus et il a quitté la Préfecture, par suite de mise à la retraite pour échéance d'âge, sans avoir retrouvé ce précieux volume. L'important pour l'historien est que le document existe et que nous puissions en faire usage avec la certitude d'être un jour contredit, nous voulons le contrôler.

DU 9 (sic) DE MOIS DE MAY 1774.

Notte du Ministre.

Le sieur comte DU BARRY	Conduit au château de Vincennes.
La dame comtesse DU BARRY	Conduite à l'abbaye du Pont-aux-Dames.

Du 15, M. de Sartine.

Le nommé COMMARD	Relégué à Langres le 20 novembre 1774, conduit à Bicestre pour vol faute de preuves.
------------------	--------------------------------------------------------------------------------------

Ce registre est malheureusement égaré aujourd'hui. C'est sur ses feuillets que l'on transcrivait les ordres donnés par le roi au ministre et transmis par lui au lieutenant général de police, chargé de les exécuter.

De ce registre, il résulte que la lettre de cachet contre Jean du Barry et la comtesse avait été délivrée dès le 9 mai.

Or, le 9 mai, Louis XV n'était pas mort ; ses yeux ne se sont fermés que le 10, à trois heures de l'après-midi.

La conséquence serait donc que l'ordre d'arrestation aurait été donné par le roi mourant, non par son successeur.

Cette induction, nous le reconnaissons, est directement contraire à la tradition constante qui attribue la lettre de cachet à Louis XVI. L'énonciation du registre est précise. Elle avait été prise par nous longtemps avant l'incendie de la Préfecture de police et bien souvent vérifiée justement à cause de son importance.

Nous avons dû rechercher s'il y aurait eu une erreur possible. Nous ne le pensons pas.

Les ordres étaient transcrits jour par jour, à la suite les uns des autres. Il n'y a donc pas à craindre qu'il y eût eu là une erreur de date, parce qu'elle se trouverait rectifiée par ce qui précède ou ce qui suit.

La lettre de cachet, attribuée à Louis XVI, serait du 12. — Comment l'employé, chargé de ce registre, très régulièrement tenu, aurait-il écrit le 9 ? — Trois jours entiers s'étaient déjà écoulés. Une erreur rétrospective ne se comprendrait pas.

Il est encore plus difficile d'admettre une inscription par anticipation.

Il faudrait que le Dauphin, prévoyant la mort prochaine du roi, eût pris sur lui de faire arrêter madame du Barry et Jean du Barry, alors que le malade pouvait se rétablir, redemander la favorite, etc., etc. Il aurait fallu la connivence de M. de La Vrillière, ministre de la maison du roi, et jamais il n'aurait voulu encourir une pareille éventualité. Le Dauphin lui-même, si timide, n'était pas capable d'une telle initiative. On doit se rappeler à cet égard les conseils de M. de Mercy à Marie-Antoinette : « Si le monarque revient de sa maladie, il est à présumer et encore plus à craindre que cette femme fût rappelée à la cour¹. »

Le registre à lui seul résisterait à ces diverses suppositions et suffirait pour les repousser.

Mais voici un passage de la Chronique de l'abbé Baudeau qui coïncide singulièrement avec les énonciations de ce registre. L'abbé Baudeau ajoute, en effet :

1. Voy. p. 328 ci-dessus.

t d'assez instruit m'a dit que le duc d'Aiguillon vestir la du Barry de maréchaussée à Rueil ; qu'il ire a madame Adélaïde qu'elle n'échapperait pas soit mandé au nouveau Roi que l'intention du t qu'elle fût mise dans un couvent, parce qu'elle ret de l'Etat.

ntention du roi aurait été qu'elle fût mise uvent, et précisément nous lisons sur le re mots qui répondent à cette volonté : *la com-arry conduite à l'abbaye de Pont-aux-Dames.* donc excessivement probable que c'est bien ui, avant de mourir, a dicté la lettre de

e rappeler le mot du comte de Creutz : « La n roi pour madame du Barry se soutiendra a santé sera inaltérable ; mais s'il venoit à alade, il y a toute apparence que la dévotion it à l'amour. »

y avait eu une amélioration dans la santé du qu'il avait reçu le viatique ; le 9, elle ne se s ; il crut peut-être qu'en sacrifiant plus com- sa maîtresse et ceux qui avaient participé à le, il désarmerait le courroux du ciel et it à la mort prête à l'atteindre. Louis XV : religion fort étroite et fort singulière, com- celle de Louis XI. Il croyait à l'efficacité de ratiques de dévotion : les Quarante-Heures, de sainte Geneviève, plus ou moins décou- endue plus ou moins¹.

pliquerait encore très bien le colloque de

que la nuit, étant couché auprès de madame de

Louis XV à voix basse avec le duc d'Aiguillon et le discours du cardinal de La Roche-Aymon ¹.

L'auteur des *Anecdotes* dit aussi : « Les ennemis de la comtesse firent courir le bruit qu'elle s'était évadée de Rueil, ce qui était faux et impossible²... » *Évadée* — ce mot implique une sorte de surveillance. Ce qui suit concorde avec le passage de l'abbé Baudeau.

Si notre interprétation est vraie, madame du Barry a reçu la lettre de cachet à Rueil, le 9 ou le 10 mai 1774. Le coup a dû lui être d'autant plus sensible qu'il parlait du vieux roi et non de son successeur. Si elle avait eu à faire entendre un blasphème, c'est contre lui qu'il aurait été dirigé. Elle n'eût pas parlé du nouveau règne inauguré par une lettre de cachet. Il est probable qu'elle se soumit et partit immédiatement pour l'abbaye de Pont-aux-Dames, où nous la verrons bientôt arriver. Quoi qu'il en soit, sa faveur était finie, les jours d'épreuve allaient commencer pour elle. La plus dure

Mailly, il se relevait pour dire des actes de contrition, sauf à se recoucher près d'elle.

Il fait dire des prières à l'église de Versailles pour obtenir le salut de madame de La Tournelle. Le duc de Luynes trouve la chose tellement extraordinaire qu'il s'en informe auprès du curé, lequel confirme la nouvelle.

Le 31 septembre 1770, le roi fait retirer un morceau de la vraie croix et des reliques de saint Louis et il les fait porter à l'église construite par lui à Choisy.

Il faut dire que ces croyances étaient généralement celles du temps. Ainsi le roi Georges, de l'avis du conseil privé, ordonne un jour de *jeûne* et d'humiliation publique pour que le Dieu tout-puissant répande ses bénédictions sur les armées des colonies, lors des désastres éprouvés dans l'Amérique septentrionale. (*Annales de Linguet*, vol. III, p. 232.)

1. Si Dieu accorde quelques jours au Roi, ce sera pour les employer à la gloire de la religion.

2. *Anecdotes*, p. 408.

sans doute la transition subite des lambris dorés de saillies dans la cellule d'un couvent austère. Comment a-t-elle supporté ce brusque changement d'existence, le silence mortel d'un cloître succédant aux mille bruits de la cour? C'est ce que nous aurons bientôt à examiner. Nous n'avons ici qu'à clore une période de vie. Retirée des bruits du monde, au prix de sa liberté, elle ne fut pas à l'abri des quolibets et des huées, vinrent s'annoncer contre les portes du couvent. Nous avons vu qu'au temps de sa fortune, madame du Barry avait le bon esprit de mépriser les chansons faites contre elle et au besoin de les chanter¹, impassible sous l'outrage. Enfermée à Pont-aux-Dames, elle ne put pas connaître les facéties que provoqua la mort de Louis XV. Mais l'auteur des *Anecdotes* les recueillait religieusement et, tout en les déclarant détestables, il en fit publier le recueil. Nous transcrivons la moins ignoble.

Complainte de madame du Barry.

LES CINQ PONTS

Les *Ponts* ont fait époque dans ma vie,
Dit l'Ange en pleurs dans sa cellule en Brie.
Fille d'un moine et de Manon Giroux,
J'ai pris naissance au sein du *Pont-aux-Choux*.
A peine a lui l'aurore de mes charmes
Que le *Pont-Neuf* vit mes premières armes.
Au *Pont-au-Change* à plaisir je fêtois
Le tiers, le quart, soit noble, soit bourgeois.
L'art libertin de rallumer les flammes
Au *Pont-Royal* me mit le sceptre en main.
Un si haut fait me loge au *Pont-aux-Dames*
Où j'ai bien peur de finir mon destin.

1. Voy. t. 1^{er}, p. 304.

Dans cette plaisanterie, empruntée au vocabulaire des ponts et chaussées, il ne manque que le Pont-Saint-Esprit, le surplus tombant à faux et à plat. L'auteur des *Anecdotes* finit comme il a commencé, par une calomnie digne de lui.

CHAPITRE XXIX

MADAME DU BARRY EXILÉE ET ENFERMÉE A L'ABBAYE
DE PONT-AUX-DAMES, EN BRIR

L'Abbaye royale de *Nostre-Dame-lez-Crécy* fut appelée d'abord *Notre-Dame-du-Pont* (*Abbatia Pontis*), puis par corruptions successives, abbaye du *Pont-Notre-Dame* et enfin abbaye DU PONT-AUX-DAMES, *Pons-Dominarum*¹. Elle devait ces différentes dénominations à sa situation sur un ru ou petite rivière qui traversait toute l'étendue de ses jardins. Sur le ru était un pont dont les arches étaient jadis fermées par des grilles en fer; on en voit encore les attaches, et sur le pont on avait érigé une statue de la Vierge portant l'Enfant Jésus dans ses bras. C'est ce qu'expliquaient très bien les armes de l'abbaye qui étaient ici véritablement des *armes parlantes*, on pourrait ajouter et étymologiques. Nous les trouvons ainsi décrites dans l'*Armorial général*, manuscrit de la Bibliothèque nationale.

La communauté des religieuses de l'abbaye de Pont-aux-dames porte : d'azur à un pont de trois arches et demies (*sic*) d'argent, sur une rivière du même et sur ce pont une Vierge

1. Voy. *Gallia Christiana*, vol. III, p. 916, et *Histoire de l'abbaye de Meaux*, par dom Toussaint Duplessis, 1731, 2 vol. in-4°.

aussi d'argent ayant en son bras senestre, le petit Jésus qui tient une palme du même. (*Armorial général*, Paris, vol. IV, p. 184; *Biblioth. nat.*, dép. des Manuscrits.)

L'abbaye de Pont-aux-Dames était sise entre le bourg de Couilly et celui de Crécy, dans la Brie champenoise, à deux lieues S. S. O. de Meaux et dépendait de ce diocèse; elle était de l'ordre de Cîteaux, c'est-à-dire des bénédictines, suivant la réforme de saint Bernard. Fondée vers 1226, par Hugues de Châtillon, fils d'un comte de Saint-Pol, elle avait eu longtemps des abbesses illustres et avait été richement dotée. Cependant au dix-huitième siècle ses vastes bâtiments, qui n'avaient pas moins de six cents ans d'existence, se trouvaient dans un état de vétusté menaçante : quelques-uns tombaient en ruine ¹.

Les religieuses étaient au nombre de 50, dont 30 dames de chœur ou professes et 20 sœurs converses. Leur costume était celui des bernardines ² : guimpe et robe de laine blanche, voile noir, long scapulaire de même couleur, descendant jusqu'aux pieds.

L'abbesse était de noble maison. Cette maison est, dit Laine, une des plus illustres du royaume, elle tenait place dans l'ancienne chevalerie de Guyenne. Plusieurs de ses membres ont pris part aux croisades, etc. Ses armes étaient d'azur à trois rocs d'échiquier d'or

¹ Voy. correspondance entre l'abbesse de Pont-aux-Dames et le ministre de la maison du Roy. (Arch. nationales.)

Aujourd'hui le hameau, formé des restes de l'abbaye et des maisons groupées autour d'elle, dépend administrativement de la commune de Couilly et du canton de Crécy.

M. Berchault, anc. magistrat, a publié l'histoire détaillée de l'abbaye de Pont-aux-Dames, 1 vol. in-8°, Paris, Dumoulin, 1878.

² Voy. l'*Histoire générale des abbayes*, qui en donne le dessin.

devise : *Deo duce, ferro comite*¹. La révérende rielle de la Roche de Fontenille était parente s de Rambures et de l'évêque de Meaux, premier de madame Adélaïde.

tion, d'accord avec ses lettres, la représente stère, pénétrée de ses devoirs et de la gravité tions. Pont-aux-Dames, en effet, n'était pas un couvent, c'était aussi parfois une prison le roi envoyait les femmes placées sous le ttes de cachet². Elle ressortissait, sous ces lieutenants de police, et c'est pour cette la correspondance entre les abbesses et les roi, remontant jusqu'à 1720, était conservée chives de la Préfecture de police, si déplo- brûlée en 1871.

duite à l'abbaye de Pont-aux-Dames, ce n'était lement subir une disgrâce, c'était encourir de corps suivie d'un emprisonnement plus ou g. Aussi les *Nouvelles à la main* du temps³

noire héraldique, mémoire inséré dans la partie qui noblesse d'Armagnac.

ouvrage de M. Berthault, p. 173.

de Hardy du vendredi 13 mai 1774. — On apprend esse du Barry étoit partie la veille du village de Ruel une lettre de cachet, pour se rendre à l'abbaye de aines ... avec les défenses les plus sévères d'y voir 'ût... d'écrire à personne. On l'avoit vue dans son six chevaux, accompagnée d'une seule femme de uvie d'une seconde voiture dans laquelle étoient liers, dont l'un étoit un exempt.

ult reconnaît que son livre étoit déjà livré à l'im- sque je lui indiquai le caractère pénitentiaire qu'a- étentions à l'abbaye de Pont-aux-Dames Il s'adressa Labat, l'archiviste de la Préfecture de police, pour tn fait qui lui paraissait encore douteux. M. Labat s détails que je lui avois donnés et lui en donna

nous représen-
dans son carr-
« Derrière étoit une a-voiture qui renfermoit an-
exempt. » (On dirait aujourd'hui un inspecteur de po-
lice.) Une estampe satirique d'alors, intitulée : *La France sauvée*, montrait « la dame du Barry qui frappait à la porte d'un couvent, tandis que Louis XVI apparait à l'opposite, rayonnant de gloire ¹ ».

C'était la réalisation exacte du mot de Marie-Antoinette : « La créature est mise au couvent et tout ce qui portoit ce nom de scandale a été chassé de la cour ² ».

Il ne faudrait pas croire cependant qu'une détention de ce genre eût rien d'infamant ni même d'humiliant, au contraire : le premier venu n'était pas logé dans les tours de la Bastille ou de Vincennes. Il fallait être gentilhomme, écrivain, notable ou tout au moins considéré comme prisonnier d'Etat. Jean du Barry, malgré ses hautes prétentions nobiliaires, déclina l'honneur d'être enfermé dans une forteresse sanctifiée pourtant par M. de Saint-Cyran et illustrée par la captivité du grand Condé ; il prit la fuite comme un simple vilain. Madame du Barry, elle, se soumit à la décision du roi, quoiqu'elle duc de Deux-Ponts lui eût offert un asile dans ses Etats ³. Était-ce par respect pour les ordres du souverain, son nouveau maître, ou par crainte pour ses biens qu'il était si facile de confisquer ou de mettre sous

d'autres que M. Berthault a recueillis et développés dans son ouvrage. Il a joint lui-même des exemples curieux dans ce sens : il a montré notamment que l'abbé de Chaulis, au xv^e siècle, et Huguette Duhamel, abbesse de Port-Royal-des-Champs, avaient été enfermés dans la prison conventuelle de N.-D. des Champs.

1. Voy. *Mémoires secrets*, 5 nov. 1774, vol. VII.

2. Lettre à Marie-Thérèse du 14 mai 1774.

3. Voy. *Mémoires secrets*, 10 novembre 1775.

être ? On l'ignore. Madame du Barry accepta ou la peine qui lui était infligée. Madame Campan a que « cet exil était plus de nécessité que de rigueur » : elle s'est trompée. Il s'agissait non pas d'un exil mais d'une véritable incarcération. Madame du Barry ne pouvait ni sortir, ni communiquer avec personne, pas même avec sa famille, pas même avec sa sœur. Nous allons en voir bientôt de nombreuses preuves. Où donc était la nécessité de la détenir si rigoureusement ? N'est-ce pas plutôt par vengeance que par crainte qu'on a sévi contre elle ? « La créature est mise au secret », s'écrie Marie-Antoinette avec joie... » Et nous apprend qu'elle est tenue *au secret le plus rigoureux*. Enfin les chansons populaires font chorus.

Les *Ponts* ont fait époque dans ma vie,
Dit l'ange en pleurs dans sa cellule en *Brie*.

Il n'y avait plus de vérité dans ce refrain des rues que dans la phrase prétentieuse de madame Campan.

Rueil à Pont-aux-Dames il y a, à vol d'oiseau, sept ou huit lieues communes, et, avec les sinuosités des chemins et la nécessité de tourner Paris, on peut évaluer à une vingtaine de lieues de distance qu'il fallait faire pour aller à Pont-aux-Dames. C'était une journée de marche environ. Madame du Barry dut arriver le soir à sa destination, de sorte que le transport n'ait eu lieu de nuit pour éviter les regards des curieux ou du public.

La tradition à Pont-aux-Dames est qu'au moment où elle allait franchir les portes du monastère, madame du Barry versait d'abondantes larmes et qu'elle san-

dressé pour la vente nationale² par un sieur Clicquot, architecte à Meaux, est perdu. Voici l'instruction que nous avons essayé de faire d'après les procès-verbaux d'expertise et d'estimation qui ont précédé l'adjudication, le cadastre et les témoignages recueillis sur place.

L'abbaye de Pont-aux-Dames se compose d'un groupe considérable de constructions affectées à divers services. Les unes, quoique renfermées dans la ceinte du couvent, appartenaient encore à l'ancien monde. Les autres portaient le titre de *Bâtiments particuliers* composant la maison *conventuelle*.

Les premières étaient rangées autour d'une cour dite cour d'entrée ou avant-cour. Elle s'ouvrait par le grand portail que nous avons vu tout à l'heure donner accès au carrosse de madame du Barry. À droite, étaient des granges, le pressoir, les écuries, les chambres des domestiques, ceux-ci au nombre de vingt. De l'autre, à gauche, le logement de l'intendant, la maison dite des *moines*, parce qu'elle était ha-

l'église formée de voûtes en *ouïves* (sic), dit le verbal peu correct du citoyen Clicquot. Eglise nous affirme avoir été fort belle et qui a été enterrée.

dans l'avant-cour, disait une brave centenaire que nous avons consultée, que se faisait la *donnée*.

Et qu'était-ce que la *donnée* ?

« C'était, Monsieur, la distribution de pain et de vin qui avait lieu à l'abbaye, tous les jeudis de semaine. J'y ai été bien souvent, c'était la dîme des moines. Madame l'abbesse était très bonne pour sa fête, elle faisait donner un bal à la jeunesse narronniers. »

Les rondes constructions, c'est-à-dire les constructions éventuelles, s'étagaient autour d'une autre bâtie sur la gauche de la précédente et se dirigeaient vers le levant. On y trouvait le bâtiment abbatial, les dortoirs, la salle du chapitre, la pharmacie avec ses accessoires et les logements des dames pensionnaires.

Et s'étendaient les jardins, lavoirs, bergeries, écuries, laiteries, et au bord du ru une boucherie. Le village était toute une cité !

Entre les deux cours, la cour d'entrée et la cour intérieure, il existait une communication fermée par une grille en fer ; de chaque côté de la porte et s'unissant à elle étaient deux pavillons destinés aux

Françoise Blot, femme Grondar, née à la Chapelle-lès-Paris le 15 avril 1778, demeurant au hameau de Montbarbin, près d'At-aux Dames. C'est de cette excellente femme, encore jeune malgré son âge, que nous avons recueilli ces détails et l'expression si remarquable dont elle ne comprenait pas l'usage : la *dîme des pauvres*.

tourières. C'est là que fut confinée madame du Barry. Nous aurions pensé qu'elle aurait été dans le bâtiment des *pensionnaires*. Il n'en fut rien. Elle était censée posséder le secret d'Etat ! et sous ce prétexte, elle fut rigoureusement séquestrée. Notre preuve est dans le procès-verbal d'expertise de Clicquot. On y lit sous ce titre : *bâtimens intérieurs* de la maison conventuelle :

Article 19. — Deux pavillons d'avant-corps occupés et devant par la condamnée Dubarril (*sic*), séparés l'un de l'autre par la porte d'entrée et le bâtiment au-dessus de la dite porte, élevée d'un rez-de-chaussée, premier étage : chambre lambrissée au-dessus, et celui à droite dont part servoit au logement des portières, estimés, eu égard à leurs dégradations générales à quarante livres, cy. . . 40 li

On comprend qu'à l'aspect de ces murs délabrés, de ces chambres de tourières, la favorite déchue, habituée aux splendeurs de Versailles, se soit écriée douloureusement : « Oh ! que c'est triste ! et c'est ici qu'on m'envoie ! » Cette parole a été conservée dans le pays et elle nous a été transmise par une personne grave, digne de toute confiance ¹. Le mot nous paraît très vraisemblable et tout à fait en situation. Il n'y a pas là d'apprêt déclamatoire, c'est bien le cri simple qui peut échapper à la surprise du premier moment.

Madame de la Roche Fontenille était loin d'être prévenue en faveur de madame du Barry.

1. Madame Goujet, âgée de 92 ans, demeurant dans une partie de l'abbaye encore subsistante et consacrée jadis au logement des étrangers. Nous devons à M. et madame Guébin, de Paris l'honneur d'avoir été présenté à madame Goujet, leur tante, l'avantage d'avoir pu visiter les restes de l'abbaye dans tous leurs détails, avec des guides aussi intelligents qu'aimables.

abbesse se tint donc d'abord sur la réserve et reçut froidement la nouvelle arrivante. Mademoiselle de la ville racontait que les autres sœurs, désireuses et pressées tout ensemble de voir une personne si fameuse, s'étaient rendues au parloir. N'osant l'envisager de face, elles la regardaient dans une glace et croyaient y apparaître les traits du démon. Mais en apercevant une physionomie douce et avenante, elles se ravirent et conçurent bientôt pour elle une sorte de sympathie, qui devint plus tard une durable amitié. Jeanne, on se le rappelle, avait été élevée au couvent de Ste-Aure, et selon nous, elle conserva toujours une empreinte de cette éducation première de son enfance. Elle put donc s'habituer facilement à une existence qu'elle avait déjà connue et au bout de quinze jours, M^{lle} Baudeau écrivait dans sa *Chronique secrète* :

M^{lle} du Barry est fort contente dans son couvent, les religieuses en sont enchantées ; elle les comble de petits présents et finira peut-être par leur apprendre bien des choses égrillardes. (Lundi, 25 may 1774. — *Revue rétrospective*, t. I.)

part le trait final qui sent son dix-huitième siècle on abbé galant, la note sur la recluse lui est favorable et conforme aux documents qui vont suivre.

Nous ne mentionnerons que pour ordre une lettre de la dame du Deffand à la duchesse de Choiseul. On y sent la joie vindicative de ce parti prêt à relever la cause :

Je pourrais vous raconter de petites anecdotes de l'illustre prisonnière au Pont-aux-Dames, mais en vérité c'est du temps et du papier perdu que d'écrire ou de parler d'elle....

Vous ne pouvez partager l'avis de la spirituelle *amante*. Le papier sorti de sa main ou sous sa dictée n'a jamais été considéré comme perdu. Ses chroniques sont toujours intéressantes, et puis n'aurait-elle pas dû se souvenir qu'un jour on l'illustre relégué de *Chanteloup* tenait la main, madame du Barry y avait déposé l'écrit de *Béatrice*, sous forme de plusieurs centaines de mille livres¹? M. de Choiseul eut, grâce à madame du Barry, trois cent mille livres d'argent comptant et une pension de soixante mille livres. Il ne lui était absolument rien dû.

Tel était l'usage alors. Service de noturier n'obligeait à rien, pas même à la plus vulgaire reconnaissance. C'était le principe de M. de Choiseul et de ses amis; il le professait et le pratiquait hautement², on pourrait dire cyniquement.

Le 12 mai 1774, M. le duc de la Vrillière adressa au vicomte du Barry (Jean-Baptiste, fils du Roué), la lettre ci-dessous³:

1. Voy. ce-dessus la négociation suivie par M. du Châtelet, pour la place de *conseiller des Suisses*, p. 93.

2. Voy. *Mémoires*, vol. II, p. 122.

3. Monsieur le vicomte du Barry,

C'est avec beaucoup de peine, Monsieur, que je m'acquiesce des ordres que le Roi vient de me faire passer. Sa Majesté m'a chargé de vous marquer que vous ne paraissez point à la Cour jusqu'à nouvel ordre de Sa Majesté. Vous voudrez bien m'accuser la réception de ma lettre par celui qui vous la remettra, afin que je puisse justifier à Sa Majesté de l'exécution de ses ordres.

J'ai l'honneur d'être bien parfaitement, Monsieur, etc., etc.

Du dit jour

kl. à M. le marquis du Barry.

(Arch. nat. — O¹, 416. Dépêches, 1774, p. 317.)

en même temps, il écrivait à la femme du prêt par dépêche séparée, dans ces termes :

Madame la vicomtesse du Barry (*sic*),

père, Madame, que vous ne douterez pas de toute la que je ressens d'être obligé de vous annoncer une se de paroltre à la cour, mais je suis obligé d'exécuter dres du Roy qui me charge de vous marquer que son ion est que vous n'y veniez pas jusqu'à nouvel ordre part. Sa Majesté, en même temps, veut bien vous per- d'aller voir madame votre tante à l'abbaye du Pont- ames et je vais écrire en conséquence à madame ise afin que vous n'éprouviez aucune difficulté. Vous és bien m'accuser la réception de cette lettre par celui us la remettra, afin que je puisse justifier à Sa té de l'exécution de ses ordres.

J'ai l'honneur d'être...

à madame la marquise du Barry¹.

(Arch. nat. - O¹, 446, p. 347.)

voit par cette lettre qu'il avait dû y avoir primi- ent une défense absolue à l'abbesse de Pont-aux-

[Jules ? de Goncourt a publié une nouvelle édition de la rry. Non seulement il n'a pas corrigé l'erreur que nous ve- le signaler, mais il l'a aggravée. En effet, il donne, p. 197, ote, le texte de la lettre de M. de la Vrillière au vicomte he du Barry, empruntée, dit-il, aux *Lettres* missives de la n du roi. — Archives nat., O¹, 446. — M. de Goncourt a connu nécessairement la lettre adressée à la vicomtesse du , qui se trouve à la même page, au-dessous de celle écrite ointe. Dès lors il n'y avait plus de méprise possible pour ppendant il a maintenu dans cette seconde édition la dé- ion évidemment erronée de M. Leber.

erreur involontaire se conçoit et s'excuse. Qui n'en est upable ? On ne comprend pas qu'un écrivain, qui peut as- au titre d'historien, contribue sciemment à égarer le

Dames de laisser communiquer madame du Barry avec qui que ce fût, puisqu'il fallait une autorisation expresse pour permettre l'entrée du couvent à la nièce et à la belle-sœur de la prisonnière. Celles-ci étaient personnellement bannies de la cour ainsi que leurs maris. C'était bien l'œuvre du nouveau règne et l'accomplissement du mot reproché par Marie-Thérèse à Marie-Antoinette ¹.

L'original de cette lettre était passé entre les mains de M. Leber, dont les belles collections d'estampes et d'autographes ont été acquises par la Bibliothèque municipale de Rouen. M. Leber, faute de connaissances spéciales suffisantes, ou par inattention, ou encore par gloriole d'amateur, s'imagina avoir en sa possession la lettre de cachet délivrée contre la comtesse du Barry et il rédigea cette notice collée sur la garde du volume (in-4°, relié en maroquin plein) conservé dans la Bibliothèque de Rouen.

LETTRE DE CACHET ORIGINALE

Datée du 12 mai 1774, surlendemain de la mort de Louis XV.

Cette lettre, vraiment curieuse, a fait du bruit dans le temps, bien que tout annonce qu'elle n'a pas été divulguée. On voit en effet que les auteurs des écrits relatifs à madame du Barry, publiés l'année suivante, en ignoraient complètement les termes et que l'opinion publique n'était pas fixée sur ce sujet. C'est au porteur de cette même lettre que la favorite déchue répondit sur un ton qui lui était familier : Le beau f..... règne qui commence par une lettre de cachet.

MM. Edmond et Jules de Goncourt, ne s'apercevant

1. Voy. ci-dessus, p. 344.

de la méprise de M. Leber, reproduisirent les termes de cette erreur triomphale, ils dirent à leur tour dans le note :

Nous donnons ici, pour la *première fois*, la lettre de cachet qui exila madame du Barry à Pont-aux-Dames, d'après la lettre signée du duc de la Vrillière, possédée par la Bibliothèque de Rouen, collection Leber, n° 2278. Toutes les autres lettres de cachet données jusqu'ici dans les biographies antérieures comme dans les biographies récentes sont absolument fausses. — La tante de madame du Barry, retirée au Pont-aux-Dames, dont il est parlé dans cette lettre, est sans doute madame Quantigny, sœur de sa mère. (*Les Maitresses de Louis XV*, vol. II, p. 223.)

L'impossibilité d'une pareille interprétation saute aux yeux ! Le roi ne pouvait permettre à madame du Barry d'aller à Pont-aux-Dames, alors qu'elle était d'ores et déjà cloîtrée dans ce couvent. Par la même raison et *a fortiori*, il n'avait pas besoin de lui défendre l'entrée de la cour, puisqu'elle était sous les verrous à quinze lieues de Versailles ; enfin madame du Barry n'a jamais eu de tante demeurant dans cette abbaye, soit comme religieuse, soit comme pensionnaire ¹. L'erreur était déjà manifeste par elle-même : elle n'est pas discutable en présence du double de la minute conservé dans les registres des Dépêches, au secrétariat de la maison du roi. C'est à madame la *vicomtesse* du Barry que la lettre de M. le duc de la Vrillière a été adressée. La tante qu'on lui permet d'aller voir à l'Abbaye-aux-Dames est non pas une dame Cantigny purement imaginaire, c'est

1. Voy. le n° 8 des Pièces justificatives du 1^{er} vol. (Tableau généalogique des enfants de Fabien Bécu).

madame du Barry en personne, qui était en effet tante par alliance de la vicomtesse ¹.

Enfin, la lettre était écrite en double, l'une pour la vicomtesse Adolphe, l'autre pour la marquise du Barry, née de Fumel. Comment imaginer une lettre de cachet en triple original ?

Il faut encore remarquer que l'autorisation donnée à la vicomtesse du Barry était uniquement de *voir* la recluse de Pont-aux-Dames, et nullement de *demeurer* avec elle. MM. de Goncourt se sont donc trompés lorsqu'ils ont annoncé le contraire. « Bientôt, ont-ils dit, mademoiselle du Barry et mademoiselle de Tournon, la femme du vicomte du Barry, obtinrent de venir *demeurer* à Pont-aux-Dames, et apportaient à l'exilée la ressource de leur compagnie, l'entrain de leur gaieté, le courage et la patience » (p. 227).

Rien de tout cela n'est justifié ; *demeurer* est de trop. La lettre de cachet de la Vrillière dit seulement *voir*. Nous n'avons pas non plus trouvé d'autorisation au nom de mademoiselle du Barry, la belle-sœur de la captive. Claire-Françoise du Barry, celle qu'on appelait vulgairement *Chon du Barry*, avait probablement pris la fuite avec son frère, le Roué, ou s'était tout au moins cachée. Elle fut autorisée plus tard à venir à Pont-aux-Dames ; on a même une lettre datée de cette résidence. Il serait intéressant de savoir si la vicomtesse Adolphe, dont madame du Barry était la bienfaitrice, fit usage de la faculté qui lui était donnée, en d'autres termes, si elle alla voir sa tante dans sa prison ; sa conduite ultérieure qui fut très condamnable, comme nous le verrons, envers celle qui l'avait enrichie, en ferait douter. Quant

1. Voy. ci-dessus le mariage d'Adolphe du Barry, p. 257.

la prétendue marquise du Barry (née mademoiselle de Fumel), nous oserions garantir qu'elle ne se risquait pas à aller visiter une personne en disgrâce, encore moins que la permission lui en fût accordée. En effet, dès avant le 26 juillet 1774, elle et son mari avaient obtenu des lettres patentes qui leur permettaient de quitter le nom et les armes de du Barry et de prendre les titres de Conty d'Hargicourt, oncle de mademoiselle de Fumel¹.

26 juillet 1774. — M. du Barry, mestre de camp du régiment de la reine, qui a épousé mademoiselle de Fumel, vient obtenir des lettres patentes qui lui permettent de prendre le nom et les armes de Conty d'Hargicourt, oncle de sa femme. (X¹^e, 8808. — 6 août 1774.)

Cette précipitation, injurieuse pour madame du Barry, méritait toute velléité de prendre part à ses malheurs.

Tout le monde n'eut pas la même dureté.

REGISTRES DU PARLEMENT.

Lettres patentes qui permettent au sieur Jean-Baptiste-Nicolas-Guillaume du Barry et à la dame Louise-Marie-Michelle de Fumel, son épouse, de prendre et porter le nom et les armes de Conty d'Hargicourt.

Louis, etc.... Nos bien-aimés J.-B.-Nicolas Guillaume du Barry, mestre de camp du régiment de la Reine cavalerie et Louise-Marie-Michelle de Fumel, son épouse, nous ont très humblement fait exposer qu'ils désiroient prendre le nom de

1. *Nouvelles à la main* de la Mazarine. — Les *Nouvelles à la main* étaient bien informées. Nous avons trouvé dans les registres du Parlement l'enregistrement de ces lettres patentes à la date du 6 août 1774; elles étaient elles-mêmes du mois de juillet précédent. On voit avec quel empressement l'affaire a dû être conduite.

Conty d'Hargicourt, à la place de celui de du Barry. Que le sieur Jacques-Timoléon de Conty, seigneur d'Hargicourt, seroit de l'intention de faire à l'exposante, sa nièce, donation de terre et seigneurie d'Hargicourt, mais à la condition que l'exposant et l'exposante et leurs descendants porteront son nom, armes et livrées; consentement qui auroit été donné pareillement par le sieur Marie-Joseph Conty d'Hargicourt prêtre chanoine de la Sainte-Chapelle et vicaire général l'évêque de Lodève, etc.... A ces causes, avons octroyé octroyons aux exposans la permission de prendre le nom Conty d'Hargicourt, au lieu et place de celui de Dubarry, ce, dans tous actes, tant judiciaires qu'extrajudiciaires qui pourront faire et passer, ainsi que les livrées et armes de maison de Conty d'Hargicourt, tant pour eux que pour leurs descendants à perpétuité, etc.

Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers tenant notre cour de Parlement de Paris, etc.

Donné à Marly, au mois de juillet 1774, de notre règne premier.

Signé : LOUIS.

Par le Roy : PHILIPPEAUX.

Visa : DE MACPEOU.

Dès le 20 mai, dix jours après son entrée au couvent, madame du Barry reçut à Pont-aux-Dames une lettre fort longue qui lui était écrite par un sieur Desfontaines, secrétaire de Montvallier, lequel était, comme on sait, intendant de la comtesse.

Desfontaines lui dit :

J'ai été rendre mes devoirs à madame votre mère : je l'ai trouvée bien triste. Elle vous prie de lui donner de vos nouvelles le plus souvent possible. Elle désire très vivement aller à Pont-aux-Dames.

Rappelons que la mère de madame du Barry était une Bécu, mariée à Nicolas Ranson, devenue non pas marquise de Montrable, comme le dit Favrolle par erreur, mais seulement, et c'était déjà beaucoup trop, dame de *Montrabé*. Logée au couvent de Sainte-Élisabeth, à Paris, elle n'avait pu suivre sa fille au lieu de son emprisonnement. L'accès ne lui en était pas encore permis. Les mesures prises contre madame du Barry étaient donc réellement rigoureuses. On se demande aurait été l'inconvénient de permettre à la mère d'aller consoler sa fille et de lui tenir compagnie? Il y avait-il pas dans cette séparation une véritable cruauté et une cruauté bien inutile?

Desfontaines parle ensuite à sa maîtresse de M. Jean-Jacques de la Borde, « dont l'attachement pour elle n'est pas diminué. M. de la Borde espère en donner des preuves à la comtesse dès qu'il le pourra », c'est-à-dire probablement dès qu'il aura repris son service de premier valet de chambre auprès de Louis XVI, service qui devait être momentanément interrompu par suite de la mort de Louis XV.

Le secrétaire termine sa missive en passant en revue divers objets de moindre importance, pour lesquels nous renvoyons à la lettre elle-même¹. Nous ne citerons que le mot de la fin :

J'ai assez travaillé dans tous les genres pour embrasser celui qui pourra vous convenir : l'envie que j'ai de vous être utile me rendra capable de tout.

Desfontaines pourrait bien être François-Guillaume

¹ Voy. aux Pièces justificatives.

Fougues-Deshayes, plus connu sous le nom de Desfontaines de La Vallée, devenu plus tard un de nos plus féconds auteurs dramatiques. Il avait d'abord été secrétaire des commandements du duc de Deux-Ponts, et il devint ensuite secrétaire ordinaire et bibliothécaire du comte de Provence. On comprend très bien que dans l'intervalle il eût trouvé un asile temporaire chez madame du Barry, qui pouvait servir de trait d'union entre le duc de Deux-Ponts et Monsieur, puisqu'elle était notoirement protégée par ces deux princes. La tournure du style atteste une plume exercée. Il ne serait donc pas étonnant que l'auteur de la lettre à madame du Barry fût de Desfontaines, le dramaturge auteur de *la Cinquantaine* (1771), *la Fête de Village*, *Isménor* (1773), *la Bergère des Alpes*, etc., etc.

Tandis que madame du Barry était enfermée dans un couvent, les amis qu'elle avait laissés derrière elle à Versailles étaient frappés tour à tour, disgraciés, exilés... Maupeou, d'Aiguillon, Terray... Le contre-coup de leur chute devait se faire sentir à Pont-aux-Dames. Que de causes de tristesses, d'appréhensions ! Les austères figures de Turgot, de Malesherbes, de Vergennes annonçaient de prochaines réformes ; malheur aux abus et à ceux qui en vivaient. Une menace effrayante, quoique muette, planait au-dessus des favoris et des favorites de l'ancien règne !

Une seule consolation pouvait alléger les maux de madame du Barry. M. de Maurepas était le chef du ministère et il était l'oncle de madame la duchesse d'Aiguillon. Il était le conseiller intime du roi Louis XVI. Pour être toujours en communication avec lui, il avait voulu qu'il occupât l'appartement dispo-

le plus voisin de la chambre royale. Or, cet appartement n'était autre que celui de madame du Barry, rectement au-dessus du plafond de Louis XV. M. de Laurepas fut le successeur d'abord et ensuite le libérateur de la favorite.

Un autre spectacle vint attirer ses regards; la maladie pestilentielle à laquelle le feu roi avait succombé avait empêché de lui rendre immédiatement ses devoirs funèbres d'usage. Louis XVI voulut cependant que les funérailles de son grand-père, quoique différées, fussent célébrées avec une pompe royale. En conséquence, les services se succédèrent dans toutes les cathédrales, les églises, les moindres chapelles, et avec ces services, les oraisons funèbres¹. On vit bien alors que la France était toujours le pays des Bossuet, des Fléchier, des Massillon. Les orateurs sacrés firent assaut d'éloquence et aussi d'adulations et de bassesses, pour montrer que Louis XV était un grand prince, mort au comble de la gloire.

La prose ne suffisant pas, on eut recours à la poésie. La poésie française elle-même appela à son aide les vers latins, langue qui a toujours eu le privilège de braver l'honnêteté. M. de Senoz rivalisa avec l'abbé de Boismont, un prélat de l'Académie française. M. de Beauvais se donna le plaisir de rappeler sa fameuse prédiction biblique, ce qui lui valut une verte semonce

1. V. Bibliothèque nationale, Lb., 38, *Histoire de France*, vol. II. — Oraison funèbre du feu Roi Louis XV, par de Bapten-dier, M. de Beauvais, de Boismont, Bourlet de Vauxcelles, Brochier, Cogier, de Fumel, de Gery, Guyot, J. Kiener, La Cour, de La Fosse, de La Luzerne, Mathol, de Marnesia, Marquez, Mouchet de Villedieu, Mathieu Poncet de La Rivière, de Richery, Royer-Sigorgnes, M. de Voltare (sous le nom de Torné), M. Sue, chirurgien, l'abbé Talbert.

de Voltaire, le grand justicier de toutes les petiteses.

L'abbaye de Pont-aux-Dames dut se conformer au deuil de toute la France, et madame du Barry put entendre célébrer dans la chapelle les vertus du roi bien aimé, vertus qu'elle connaissait mieux que personne, puisqu'elle en avait été la complice. **Contraste étrange !** fait pour confondre ! Louis XV guindé au Panthéon de la religion et de l'histoire en face de Jeanne Vaubernier, sa dernière maîtresse, subissant, pour les mêmes faits, la pénitence publique d'une réclusion dans un cloître !

En dehors de ces grandes circonstances, quelle fut la conduite de madame du Barry dans la retraite à laquelle elle était condamnée ? « Elle ne sortait pas ; on ne la voyait pas, disent les gens de la contrée, c'était du monde au-dessus de nous ¹ », et cette tradition doit être vraie, car elle est conforme aux lettres de M. de La Vrillère, qui nous montrent à quel point la clôture était sévèrement maintenue autour d'elle. Il semble donc que ce ne soit pas par les personnes du dehors qu'on pourrait la juger en ce moment de sa vie.

Cependant, nous a dit un témoin autorisé ², « elle a laissé d'excellents souvenirs de bonté et de bienfaisance. Elle a été regrettée, c'est le sentiment resté dans le pays. » On entrevoit déjà là quelques charités, quelques bonnes œuvres habituelles à madame du Barry, source de cette reconnaissance populaire.

Nous allons trouver un détail de plus dans une autre déclaration ³. « Il y avait ici un homme qui nous »

1. Madame Grondar (V. ci-dessus, p. 347, la note).

2. M. Coquerel, desservant de Couilly.

3. M. La Chambre, demeurant à Couilly.

santé bien des fois qu'étant jeune madame du Barry avait embrassé. Il était enfant de chœur à l'église de l'abbaye et allait y répondre la messe. Un jour, après le service divin auquel elle avait assisté, madame du Barry, qui avait remarqué cet enfant parce qu'il était une jolie figure, l'attira vers elle, l'embrassa et lui fit un écu de trois livres dans la main¹ ».

« Elle n'était pas très grande, disait-il, assez grasse, pâle de teint, les dents très blanches, un sourire très aimable. » On ne s'attendait guère à trouver à Pont-aux-Dames un portrait de madame du Barry et, faut le dire, assez ressemblant. Pour aller plus loin, pour connaître l'opinion de l'abbesse et des religieuses sur leur prisonnière, il aurait fallu les interroger elles-mêmes en temps utile. Aujourd'hui un siècle s'est écoulé, les derniers échos de ces années reculées se sont éteints, et pourtant nous pouvons encore évoquer d'une manière indirecte le jugement de l'abbesse sur madame du Barry.

L'abbesse de Pont-aux-Dames avait, suivant l'usage d'alors, réuni autour d'elle dans la communauté, plusieurs personnes de sa famille : une nièce, Joséphine-Charlotte de la Roche-Fontenille, sa future coadjutrice (elle l'était en 1790); un neveu, l'abbé Antoine de la Roche-Fontenille, qui avait accès dans l'abbaye.

Traduit plus tard devant le tribunal révolutionnaire, il a déclaré lui-même « avoir connu madame du Barry au couvent où elle avait été mise après sa disgrâce : ».

1. Cet enfant était Jean-Baptiste Lebobe, père de M. Lebobe, résident du Tribunal de commerce de la Seine, de 1832 à 1841, magistrat distingué, dont le souvenir s'est conservé au premier rang dans les fastes de la juridiction consulaire. Il a été député de l'arrondissement de Meaux en 1842.

2. Arch. nat., série IV, dossier 292, n° 204.

pendant quatre mois comme simple part
(même dossier). Après les massacres de sept
fallut quitter la France et se munir d'un p
C'est à la municipalité de Louveciennes qu'il
pour l'obtenir.

Il n'y avait pas moins de dix-huit ans que
du Barry était sortie de Pont-aux-Dames. Les
avec l'abbesse et sa famille s'étaient donc co
étroites et durables. Cette induction est d'aut
forte qu'au moment de la Révolution madame
tenille vivait toujours.

Madame du Barry, de son côté, libérée de s
vite temporaire, aimait à revenir à l'abbaye.
trouvons la preuve écrite dans la correspon
qu'elle entretenait avec ses hommes d'affaires
et années suivantes. Tantôt ils lui disent : « A
teur de Pont-aux-Dames, telle chose sera
(Lettres de Noël et Nicolaï); et tantôt elle leur
« Depuis plusieurs mois, je veux aller à P
Dames, ce qui m'en empêche, c'est le manq

avait-elle fait cette conquête d'une nouvelle
par la décence de ses manières, ont dit les uns,
l'hypocrisie, suivant les autres, et en jouant
n^o 1.

ivains qui s'expliquent sur ce point délicat
us d'assurance n'ont pas été admis dans l'in-
couvent. Leurs assertions se réduisent donc
s suppositions au point de vue de l'éloge ou
. Il est surtout une question intéressante, que
aurait éclaircir et que nous ne pouvons que
madame du Barry vivait à Pont-aux-Dames au
un monde où l'accomplissement des devoirs
était de rigueur. Les a-t-elle tous remplis ? Si
la pécheresse était restée impénitente, elle
n'as gagné les bonnes grâces de l'abbesse, à
l'en matière d'Etat, il ne fût d'usage de res-
secret du roi jusqu'à la confession inclusive-
st ce qui avait lien à la Bastille². Ce que nous
sa première éducation monastique, de la sou-
e sa nature débonnaire, nous ferait penser
lû certainement rentrer dans la règle et qu'elle
re en agissant ainsi. Seulement il faut ajouter
solutions ne furent pas très solides, et qu'au
rent du monde elle retomba dans toutes ses
passées : d'où l'accusation d'hypocrisie.

u'il en soit, que le repentir de madame du
t plus ou moins profond, elle dut tout au
iver les apparences. C'est ce qui nous em-
ajouter foi à l'anecdote suivante que nous
dans les Mémoires du prince de Ligne :

phie des Contemporains, MM de Goncourt, M^{ie}; *Atlas*
etc
affaire de l'Homme au masque de fer.

Le prince n'était pas né cruel. Quand le Roi fut malade, se laissa aller comme on le voit à ce qu'il faut bien admettre, la moins excusable de ses faiblesses. Madame du Barry avait été enfermée au couvent de Pont-aux-Dames.

Il en escalada les murs.

Cette esclandre le mit fort mal avec la fille de son aïeule, la jeune et brillante Marie-Antoinette. Heureusement la Reine ne lui en voulut pas longtemps. Louis XV même finit par lui pardonner son attachement à la personne de son royaume, je crois, qu'il fut capable de lui pardonner (Revue nouvelle, Paris, 1845, in-8°, t. VI, p. 656 et suiv.).

Ce n'est pas le prince de Ligne lui-même qui publie cet article, c'est l'auteur de l'article publié par la *Revue nouvelle* sur la publication future des Mémoires. Il faudrait, avant de s'expliquer sur ce passage, attendre la publication promise, lorsqu'il n'y aura plus un seul prisonnier vivant.

Jusque-là nous demanderons la permission de ne pas croire l'auteur de l'article sur parole. A l'entendre, le prince de Ligne aurait franchi par escalade les murs du couvent, mais à Pont-aux-Dames, madame du Barry n'était pas seulement enfermée par des murs ; elle se trouvait au milieu d'un quadrilatère de bâtiments élevés. Il n'est pas facile de franchir de pareils obstacles même lorsqu'on a été commandant des troupes de la garde impériale, en Autriche, nos mousquetaires à la

Puis, l'enceinte franchie, il fallait encore paraître auprès de la belle et avoir obtenu à l'avance son assentiment. L'équipée du prince de Ligne n'était possible qu'avec la complicité de madame du Barry. On devine quelle eût été l'indignation de l'abbesse en apprenant un pareil scandale. Elle aurait vraisemblablement rompu toute relation avec la prisonnière et elle a

à part de l'événement au ministre de la maison du roi. C'est ce qui résulte du récit lui-même, puisque la reine, le roi, auraient été prévenus de l'aventure. Eh bien ! c'est le contraire qui arrive !

Madame de Fontenille écrit à M. de La Vrillière (sans en avoir bientôt la preuve), mais elle le sollicite en faveur de madame du Barry, ce qu'elle n'aurait certainement pas fait, si elle avait été jouée par elle et pour quelle cause ? Pour une amourette de roman ! N'y faut-il pas de sa propre responsabilité, de l'honneur de sa maison ?

Nous douterons donc, tant que les *Mémoires du prince de Ligne* n'auront pas paru et que nous n'en connaîtrons point le texte. (Ils n'ont pas encore été publiés en 1883.)

Ajoutons que la prétendue anecdote n'est confirmée même mentionnée dans aucun des écrits du temps : de Mercy Argenteau¹, madame du Defant, Pidansat de Mayrobert, qui eussent été si heureux, si empressés de la répandre, d'en triompher, de s'en réjouir.

Nous avons eu recours à un autre tribunal : l'opinion publique, la tradition...

1. Non seulement la correspondance de Mercy ne mentionne pas cette aventure, mais elle contient des détails sur le prince de Ligne, qui suffiraient à en démontrer l'impossibilité. En effet, le prince de Ligne désirant établir son second fils en France, obtint l'autorisation de Marie-Thérèse lui étant nécessaire et pour l'obtenir il s'était adressé à Marie-Antoinette. « Le prince de Ligne, écrit de-ci à sa mère, le 26 juillet 1776, m'a présenté une supplique dont je n'ai pu refuser de parler à ma chère maman... » (vol II, 471). Comment admettre qu'en vue de cette éventualité, le prince de Ligne, qui présentait une supplique à Marie-Antoinette, eût en même temps provoqué sa colère par une aventure si inconvenante et aussi impolitique que l'anecdote à laquelle voudrait nous faire croire.

Les braves gens que nous avons interrogés nous tous répondu uniformément : « Nous n'avons jamais entendu parler d'une chose semblable... » Spécialier l'un d'eux, M. Victor Gaillardon, de Couilly, nous sait : « Ma mère était assez curieuse de ces souvenirs souvent elle en parlait avec ses voisines. Une aveugle pareille aurait fait du bruit, on en aurait jase; ma mère ne m'en a jamais entretenu. »

Nous admettons plus volontiers cet autre passage dans les mêmes Mémoires où le prince de Ligne prend lui-même la parole et nous raconte ce qui suit :

Le jeune roi (Louis XVI) apprit que j'avois donné une lettre de madame du Barry à la reine, pour l'engager à arranger les affaires que son étourderie et son désintéressement avoient laissées très mauvaises à la mort du Roi. Il me dit : « Voilà une belle ambassade dont vous vous êtes chargé ! — Je lui dis que c'étoit parce que certainement personne autre que moi ne l'auroit osé. » (*Ibid*, p. 106.)

Il est certain qu'un bruit analogue a couru, la lettre était-elle adressée à Mesdames de France, comme prétend Hardy, ou bien à la reine, suivant le prince de Ligne ? Nous ne savons au juste; nous voulons seulement que ce dernier ait eu le courage de se charger de cette *belle ambassade*. Il est malheureusement aussi trop vrai que les affaires de madame du Barry étaient dans un grand désordre à la mort de Louis XV. Décidément le métier de maîtresse *déclarée* ou maîtresse en titre n'était pas bon. Nous connaissons les embarras pécuniaires de madame de Pompadour, forcée de vendre ses bijoux et de les mettre en gage, d'emprunter pendant sa der-

maladie¹. Cette existence de cour était excessivement dispendieuse. On parle des prodigalités des maîtresses... L'économie leur était-elle possible? Nous allons voir madame du Barry aux prises avec ses hommes d'affaires, flattée par les uns, trahie par les autres, compromise par presque tous: Montvallier, son intendant; Buffaut, son bailleur de fonds; Aubert, joaillier de la couronne, obtinrent successivement l'autorisation d'entrer dans l'abbaye pour régler avec la comtesse des comptes d'intérêt considérables. Il leur faut à tous des permissions de M. de La Vrillière; elles leur sont expédiées par lui².

Nous ne citerons que la pièce suivante qui rentre dans le même ordre d'idées :

Je soussignée consens et autorise le sieur Aubert, à qui j'ai donné pouvoir, par ces présentes, de conclure la vente de ma parure de grand corps en diamans montés à jour, composée de la pièce de corps, des épaulettes, des quatre tailles et du nœud appelé trousse-queue et ce, pour la somme de 450,000 livres, payable à raison de 50,000 livres tous les six mois.

Plus, je l'autorise et lui donne le même pouvoir que ci-dessus pour conclure la vente de ma parure de rubis et diamans composée d'un collier avec nœud et pendeloque et les boutons de côté; d'une paire de boucles d'oreilles avec nœuds et pendeloques; de quatre pompons et d'une guirlande pour la tête, ladite parure pour la somme de 150,000 livres, à quoi je consens les vendre aux conditions que cette somme

1. Autre fait incroyable lâché par Colin. Pendant sa maladie, il fut obligé d'emprunter 70,000 livres pour faire face à sa dépense... et elle s'est trouvée après sa mort devoir la somme de un million sept cent mille livres (Etat des dépenses de madame de Pompadour Archives préfectorales de Versailles.)

2. Voy. Arch. nat. — Dépêches du roi, lettres du 13 juillet, 29 juillet, 6 août 1774. O. 416, p. 418.

Deux choses urgentes se présentaient à faire.

D'abord se rendre compte de la situation passive et en dresser le bilan. C'est ce qui eut les soins de Montvallier. Nous avons un des fruits de ce curieux travail qui fut expédié en deux doubles. Il a été souvent publié en tout ou partie et nous en donnons une nouvelle édition plus complète que les précédentes et annotée ¹.

Il était en outre nécessaire de pourvoir aux obligations les plus pressantes. Il y avait les gens de madame du Barry ne voulut en renvoyer aucun de ses petits fournisseurs nécessaires dont parle De La Harpe et qui ne pouvaient attendre ². Il y avait aussi des créanciers qui ne voulaient pas accorder de délai et menaçaient de poursuites immédiates. Pour leur faire face il fallait réaliser des valeurs, vendre des immeubles, des meubles précieux ou des bijoux et personnellement pressait d'acheter. Il dut y avoir là un temps considérable à passer pour madame du Barry. Ces soins

que le nouveau roi, si mal disposé, lui laisserait de la ancienne fortune. Après avoir sévi contre sa personne, on pouvait procéder contre ses biens par voie de confiscation. Louveciennes, les Loges de Nantes, les rentes sur l'Hôtel-de-Ville ne lui donnaient droit qu'à des ressources viagères. Un mot de Louis XVI pouvait tarir, et il était dominé par Mesdames. Elle désirait donc naturellement être libre pour connaître son sort, et en cas de péril, solliciter ses affaires, suivant le terme qui alors et aujourd'hui.

On la voit donc préparer de loin sa sortie du couvent; elle invoquera la raison habituelle, classique en pareille circonstance : l'état de sa santé. Nous ne connaissons pas sa lettre, mais nous la devinons facilement par la réponse de M. de La Vrillière :

6 août 1774.

Madame la comtesse,

J'apprends avec peine que votre santé n'est pas parfaitement bonne. Je vous prie d'être bien persuadée du véritable intérêt que j'y prends et il sera toujours comme dans tous les temps.

J'espère que cette indisposition n'aura point de suites et je le désire sincèrement.

J'ai l'honneur d'être, etc...

A madame du Barry.

(Arch. gén. Dépêche du secrétariat. O, 416.)

La tournure de cette lettre montre l'habileté du vieux courtisan. La Vrillière parle de son *intérêt* de tous les temps, allusion évidente à l'époque de la faveur de madame du Barry, cependant il ne s'engage pas et il se borne à exprimer des espérances banales, des vœux éri-les.

Plusieurs mois s'écoulaient ; madame de Fontenay revient à la charge , elle intercède pour celle qui est sous sa garde. On ne connaît pas non plus sa lettre mais il est facile d'y suppléer par la réponse de M. de la Vrillière :

Du 16 décembre 1774.

Madame l'abbesse de Pont-aux-Dames.

J'ai, Madame, mis sous les yeux du Roi, la lettre que vous m'avez écrite au sujet de la santé de madame du Barry.

Sa Majesté, après l'avoir lue, m'a fait l'honneur de me dire qu'elle me rendrait une réponse positive dans quelques jours. Vous m'obligerez de continuer à me donner des nouvelles de la santé de madame la comtesse, à laquelle je m'intéresse infiniment et je vous prie de l'en assurer.

J'ai l'honneur d'être, Madame, etc...

Il y avait encore là une fin de non-recevoir évidente. Le roi ne répondit pas et la captivité continua pour madame du Barry. L'irritation contre elle n'était calmée et l'un de ses agents les plus connus ¹, s'étant avisé de demander à la voir, reçut de M. de la Vrillière ce refus sèchement formulé :

M. Nallet, intéressé dans les affaires du roi,
rue Saint-Marc, à Paris.

31 décembre 1774.

J'ignore, Monsieur, les affaires d'intérêt que vous pourriez avoir à régler avec madame la comtesse du Barry. Il n'apparaît que si elle a besoin de votre présence elle le marquera.

Je vous suis, Monsieur, etc...

(Arch. nat., O. 416, p. 747)

1. Voy. ci-dessus, p. 69.

Il était cependant de notoriété publique que le sieur Nallet était l'un des hommes d'affaires habituels de la comtesse. Il fallut qu'il renonçât à la voir.

Dans les mois qui suivent, nous perdons de vue madame du Barry, nous voyons seulement par l'*Amateur d'autographes*, de M. Etienne Charavay, qu'en 1843, il a passé en vente une lettre de madame du Barry, signée d'elle et écrite à *Pont-aux-Dames*, le 13..., le surplus de la date manque. Cette lettre provenait de la collection Dolomieu, n° 99.

On a prétendu que madame du Barry, se trouvant trop à l'étroit dans l'abbaye de Pont-aux-Dames, avait imaginé de faire construire pour elle-même une aile tout entière où elle retrouvait un souvenir de son cher Louveciennes. Ledoux, son architecte ordinaire, avait été chargé de l'exécution du projet ¹.

Puis, la légende faisant toujours son chemin, on a été jusqu'à dire qu'elle s'était fait construire un *diminutif* de Luciennes ².

Nous avons donné, d'après les registres des dépêches du secrétariat, la liste des personnes admises à conférer avec madame du Barry, pendant les huit premiers mois de sa détention. Ces permissions n'étaient pas accordées à la légère, au premier venu. L'exemple de Nallet en est une preuve. Si Ledoux avait reçu une autorisation du ministre, nous aurions trouvé copie de la minute aux Archives. Il ne s'est rien rencontré de semblable. Nous sommes donc autorisé à penser que ce récit n'est qu'une fable ajoutée à tant d'autres et une invention malveillante. On voulait par là montrer ma-

1. MM. de Goncourt. *Les Maîtresses de Louis XV*, t. II, p. 227.

2. E. Cantrel, p. 343.

dame du Barry fastueuse, prodigue, même dans la prison, se donnant une importance ridicule en trouvant rien à la hauteur de ses exigences. Nous pouvons donc affirmer sans crainte d'erreur que, jusqu'au 31 décembre 1774, aucun bâtiment accessoire n'a été construit par Ledoux à Pont-aux-Dames.

Le procès-verbal d'expertise de Clicquot est une seconde preuve qui confirme la première.

Si le nom de *la condamnée du Barril* avait été attaché à une aile du monastère, l'expert l'aurait dit, il aurait agi ici comme pour le logis de la prisonnière. « Le n° 19, dit-il, se compose de deux pavillons d'avant-corps, occupés cy-devant par elle. » Pourquoi cette désignation restrictive ? Pourquoi avait fait élever toute une aile à son usage ou tout un second Louveciennes !

Voilà ce qui est acquis jusqu'au 1^{er} janvier 1775. Imaginer ensuite que madame du Barry eût fait commencer des constructions, alors qu'elle demandait à sortir du couvent, c'est la supposer par trop ingénue. C'était dire en effet : je m'attends à rester longtemps ici, et, alors qu'elle cherchait à recouvrer sa liberté, c'était sceller sur elle-même la pierre d'angle de sa *pace* indéfinie !

Mais ce que nous admettons très bien, c'est que madame du Barry ait fait exécuter quelques travaux à ses yeux, dans l'intérieur de l'abbaye, à l'église, ailleurs. Une source belle et abondante qui se trouve au milieu de l'ancien jardin porte son nom. On appelle encore la *fontaine du Barry*. L'eau qui s'écoule est reçue dans un vaste bassin carré, revêtu de marbre de taille, orné de larges bordures sur les rives. Cette construction paraît assez moderne. Elle pourr

monter à madame du Barry et avoir été exécutée sous ses ordres et à ses frais par l'architecte de l'abbaye, un sieur Daviler qui, lui, n'avait pas besoin de permis pour entrer. Les bâtiments de l'abbaye menaçaient ruine; nous le savons par l'abbesse elle-même, dont les demandes de secours avaient été rejetées par le ministre ¹. Il n'est donc pas croyable que ce moment ait été choisi par madame de Fontenille pour faire exécuter des ouvrages de luxe et créer ou réparer le bassin d'une fontaine. Il serait possible aussi que cette source portât le nom de madame du Barry tout simplement parce qu'elle aimait à se promener dans cette partie du jardin de l'abbaye. Les grandes avenues d'ormes, les couverts de tilleuls et de marronniers, rafraîchis par des canaux, formaient un véritable parc qui n'avait pas moins de onze arpents ².

Le temps s'écoula, et le 24 mars 1775 les *Nouvelles à la main* ³ annonçaient cet événement : « Madame du Barry a permission de sortir du couvent de Pont-aux-Dames. Elle se promène aux environs; mais elle y revient toujours coucher : on parle pour elle de l'acquisition d'une terre ⁴. »

Du Pont-aux-Dames, le 17.

J'ai reçu votre lettre Monsieur et je suis très sensible à tout ce quelle contient d'obligeant je prie M. du Fauga qui vous remettra ma lettre de vouloir bien à charher de retirer tous les mois la somme que vous me mandez devoir me revenir, que j'enverrai ensuite retirer chez lui lors qu'il ne sera plus

1. Voy. ci-dessus, p. 342 et la note.

2. Procès-verbal de Chicquot.

3. Collection de Penthievre, à la Mazarine.

4. K. 2803, à la date.

a Paris j'enverrai tout bonnement, ches vous, ou com le dites — je tirerai des mandats sy j'en et besoin j renvoyes le modele de votre quittance que j'ai copiée tement.

Jai lhonneur detre avec une parfaite estime Monsieui tres humble et obéissante servante. DUBA

(*Isographie des hommes célèbres*, p. 521, v
— Collection de M. le marquis de Dolo

L'*Isographie* attribue par erreur cette lettre à ma la comtesse du Barry. Elle est de sa belle-sœur, Ch Barry, la sœur de Guillaume et de Jean dit le Roi

M. le duc de Brissac écrit, le 5 septembre 1777, à madame du Barry, une lettre datée de Brissac et laquelle il dit :

Notre froment est un des plus beaux de la France vouloir néanmoins attaquer et celui de Brie et le b aimable et charmant de vos amies du Pont. Elles vous pour vous-même, parce qu'elles vous connaissent l qu'alors il est difficile de vous refuser le tribut qu'arr bontés et beautés et douceures, et cette aimable et p égalité d'humeurs qui font le charme d'une société tuelle. Aussi auraient-elles voulu vous garder, aussi voudraient-elles; et moi, je voudrais aussi partage vous retraite et solitude, le tout bien tranquille...

A ces deux traits : le froment de Brie et les am du Pont, il est facile de reconnaître Pont-aux-Dame mots *retraite* et *solitude* compléteraient, s'il en besoin, la démonstration. Restent les complimer ont leur valeur en tant qu'ils viennent des religie « Elles vous aiment pour vous-même, parce q vous connaissent; elles auraient voulu vous g elles voudraient vous avoir. » La bonté, la douce

égalité de caractère expliquent cette affection tendresse qui a survécu à une séparation de près de six années.

Si de petits cadeaux à cette distance en dit plus peut-être que tout le reste, et ce qui n'est pas piquant, c'est à M. le duc de Brissac que nous devons cette révélation.

l'annonce était exacte sur tous les points : nous avons la preuve dans un acte du 9 avril 1775, de la vente du château de Saint-Vrain par un sieur de la Roche à madame la comtesse du Barry ¹.

Il est reçu par M^{rs} Roüen et Lepot d'Auteuil, au Châtelet de Paris, lesquels déclarent « être aux Dames, où ils se sont transportés pour la voir des présentes. »

Madame du Barry résidait donc encore au couvent, et le disait très bien l'auteur du *Bulletin Penelope* : elle pouvait en sortir, mais à la condition de s'éloigner et d'y revenir chaque soir. C'est pour cela, comme Paris lui était encore défendu, les gardiens du Châtelet étaient obligés de venir à Pont-Neuf. L'achat de Saint-Vrain prouve qu'elle allait franchir définitivement les grilles du monastère. Nous verrons ultérieurement comment le nouveau régime qui allait commencer pour elle, serait réglé et sur quelles conditions elle obtint un premier adoucissement à sa captivité.

À la fin de ce chapitre, nous signalerons encore ce qui tend à démontrer l'étroite intelligence qui existait entre madame du Barry et ses gardiennes et ses amies.

aux Pièces justificatives.

Les religieuses avaient toujours eu pour notaire M^e Berthault, exerçant à Couilly. Une inscription se voit dans la charmante église de ce village apprend que la possession du tabellionage de la famille Berthault remontait au XII^e siècle, sans interruption. Il y avait donc là une clientèle justement acquise par de longs services. Cependant les bonnes religieuses font infidélité à leur vieux notaire et en donnent pour successeur. Qui? M^e Lepot, surnotaire d'Auteuil, c'est-à-dire le notaire de confiance de madame du Barry. C'est ce qui résulte d'un acte du 22 février 1775, passé en l'abbaye de Pont-aux-Dames, où le notaire de Paris constate qu'il s'est transporté. Nous donnons aux Pièces justificatives la fin de cet acte, dans lequel on voit qu'il contient les signatures de toutes les religieuses de l'abbaye, que l'on connaît ainsi celles avec qui madame du Barry a vécu.

La captivité de madame du Barry allait toujours s'adoucissant. Par un acte des registres curiaux de Couilly, on apprend qu'à la date du 22 novembre 1775, Nicolas Tranchant, qualifié d'officier chez madame du Barry, et Thérèse Lamaux, veuve Lejeune, sa femme de chambre, étaient parrain et marraine d'un enfant né en cette paroisse et baptisé sous les noms de Charles Romain Lenoir. Le cercle des permissions s'était étendu peu à peu. Madame du Barry, qui ne pouvait naguère communiquer avec son intendant Nallet, avait près d'elle cuisinier et femme de chambre.

Elle avait résidé à l'abbaye du 10 mai 1774 au 25 mars 1775, et elle avait subi par conséquent dix-huit à onze mois de claustration véritable.

CHAPITRE XXX

(1775)

LE CHATEAU DE SAINT-VRAIN.

MADAME DU BARRY Y EST EXILÉE DE 1775 A 1776.

Madame du Barry était sortie du couvent; elle n'était pas encore libre. Le séjour de Versailles et celui de Paris lui étaient interdits; il lui était même défendu de s'approcher à moins de dix lieues de la capitale et de la cour. Le bannissement succédait à la réclusion, cette mesure était cette fois l'œuvre du nouveau régime; elle s'y soumit sans hésitation ni murmure. Aujourd'hui, l'arbitraire soulève les consciences et irrite les âmes. A cette époque, les plus grands s'y soumettaient, les Maurepas, les Chauvelin, les Choiseul. L'idée de la résistance ne venait à personne. Elle serait venue à madame du Barry moins qu'à tout autre, tant cause de son caractère, naturellement docile, que par ses raisons que déjà nous avons déduites ci-dessus.

Elle eut donc à chercher une résidence qui satisfît les conditions imposées à son exil.

Saint-Vrain, paroisse du doyenné de Montlhéry¹, recommandait à ses souvenirs d'enfance.

¹ . Abbé Le Bœuf, vol. XI, p. 33.

M. Dedelay de La Garde, François-Pierre, ¹ du roi honoraire ², fils puîné du fermier avait possédé par sa femme, mademoiselle Lépinay, la terre de Saint-Vrain. Il en avait titre ³. Il est probable que Jeanne Bécu venir au château lorsqu'elle était encore je Saint-Vrain est un village situé à trois lieues sud-sud-ouest de Corbeil, à deux lieues d'Ar deux lieues et demie de Villiers-sur-Orge, a des plaines du Hurepoix. « Il se trouvait dor près à la distance où l'exilée devait être de P la cour ⁴. »

Il existait à Saint-Vrain un château assez rable, possédé successivement par les famille nazet, de Carvoisin, etc. La seigneurie avait en baronnie, puis en marquisat, et elle était dans les derniers temps entre les mains de gen ou de finance. L'un d'eux, un sieur Jacques secrétaire du roi, traita avec madame d moyennant 200,000 livres payées comptant.

Le domaine comprenait un château avec pelle, avant-cour, écuries et autres dépendar dans l'enceinte ; le périmètre des fossés plus e de leur enceinte, des allées d'entrée, intér extérieures. Enfin un parc de 165 arpents murs et des bâtiments rehaussés du colom gneurial.

Un plan des parc, bois et avenues de Sai conservé aux Archives nationales ⁴, donne un

1. *Almanach royal* de 1773, p. 236.

2. *Almanach royal* de 1751.

3. *Mémoires secrets*, vol. VIII, 24 avril 1775.

4. Col. 733 de l'inventaire.

bâteau, style Henri IV ou Louis XIII, flanqué d'une muraille à chaque angle et entouré de fossés, avec ponts-levis, des eaux de source (la source Saint-Blaise, très belle), toujours jaillissantes et très abondantes, forment une véritable rivière et de grandes pièces d'eau, dont l'une appelée le *Lac*, mériterait presque ce nom.

Madame du Barry achetait en outre au sieur Sauvage les meubles meublants garnissant le château, moyennant quinze mille livres ¹. On comprend qu'elle était aussi pressée de jouir de sa liberté que désireuse de la recouvrer, et qu'elle ne prit pas le temps de faire transporter son mobilier de Louveciennes. Ses femmes de chambre et son nombreux personnel vinrent s'établir à Saint-Vrain ² et bientôt les demoiselles du Barry et leurs sœurs suivirent leur belle-sœur dans sa nouvelle résidence ³.

Alors commence pour madame du Barry l'existence qui sera toujours la sienne, largesse et prodigalité pour elle-même comme pour les autres. Son premier soin est de pourvoir la chapelle d'un prêtre desservant et de fournir les ornements du chapelain ⁴. Elle dépense beaucoup, mais, circonstance qui l'excuse, elle donne beaucoup.

1. Même contrat du 9 avril.

2. Actes de l'état civil de Saint-Vrain et Mémoires du chevalier de Langle.

3. Madame Lemaire, âgée de 82 ans et qui tenait ces traditions de sa mère, bouchère alors à Saint-Vrain.

4. Acte du 30 août 1784, minutes de Lepot d'Auteuil : « 120 liv. pour le remboursement de pareille somme payée par le duc d'Aiguillon en l'acquit de la comtesse du Barry au sieur Gourlade, par quittance du 26 janvier 1778, pour montant de l'estimation des ornements que madame la comtesse du Barry devait fournir au prêtre chapelain de Saint-Vrain »



une femme en coiffe, par exemple, c'étoit un linge, des bonnets d'enfant, etc. Ses femmes apportent à Saint-Vrain les restes de sa toile on habilloit toutes les petites filles. Souvent elle ser les gens du village dans son parc.

On l'a bien regrettée.

Sur sa figure, je ne pourrois rien vous en dire, le monde sait que c'étoit une belle femme. Je ne me souviens que d'une chose que ma mère me racontoit. Un perroquet noir et feu magnifique, qui parloit très bien étoit dressé à lui dire quand il la voyoit : « La comtesse. »

Ces paroles semblent calquées sur celle que nous avons recueillies à Pont-aux-Dames. Les traits importants sont identiques. Pour les particularités sont bien distantes ; les témoins sont différents. Ils sont unanimes, leur langage est celui de la Vigée-Le Brun dans ses Mémoires ; des hâloises, de Louveciennes, dans l'enquête devant le conseil de la Louvecienne générale. Madame du Barry donnait des fêtes, les riches ont donné de tout temps leur superfl

es pauvres. Ainsi, elle s'attachait à pourvoir aux besoins des familles chargées de nombreux enfants; elle occupait beaucoup des petits enfants eux-mêmes. C'était-ce son secret pour se rendre populaire. Comme de Pompadour, elle aussi, donnait beaucoup, elle même plus de traces de ses dons que de ceux de madame du Barry¹. Il semble pourtant que le souvenir de ses bienfaits ait moins protégé sa mémoire. Elle ne distribuait pas elle-même ses aumônes, elle les faisait faire par les mains d'ecclésiastiques ou de religieux, et puis si elle avait ses pauvres, ses infirmes, ses protégés étaient de *petits gentilshommes*, de *vieilles dames*, etc.².

En doute, madame du Barry payait moins de sa réputation et plus de sa personne.

Sa réputation de bienfaisance ne s'est pas faite lorsqu'elle était à Versailles. Elle date du jour où elle s'est détachée des habitants des campagnes, à Pont-aux-Dames, à Saint-Vrain, à Louveciennes.

La mort de madame du Barry se place entre les 1^{er} avril et de mai, avril au plus tôt, mai au plus tard.

En avril 1773, le contrat d'acquisition de Saint-Vrain est signé à Pont-aux-Dames.

En mai de la même année, M. de Belleval écrivait ses Souvenirs.

Le duc d'Aiguillon m'a dit que quelques jours avant, de faire sa cour à la Reine et prendre ses ordres avant la mort générale, il en avait été reçu de manière à lui faire

1. Etat des dépenses de madame de Pompadour.

2. même Etat.

bien voir toute la haine qu'elle lui portoit et qu'elle s'étoit même emportée jusqu'à lui dire *qu'il feroit mieux d'aller prendre à Saint-Vrain les ordres de madame du Barry, que de venir à Versailles prendre les siens.*

Il paraît étrange de voir Marie-Antoinette si bien instruite du lieu où résidait la *créature*. Que lui importait ce qu'elle pouvait devenir? Elle était châtiée, chassée, elle n'était plus sous ses yeux..... Ces paroles violentes, colères, marquent bien de la passion chez cette malheureuse princesse. Viendra le 4 août, le 6 octobre, où le fils de M. d'Aiguillon vengera la mémoire de son père, injustement malmené par la reine et insulté par ses favoris, les Besenval et tout le parti Choiseul.

Paris, 20 avril 1776. — Madame la comtesse du Barry a été volée à *sa terre*. Trois quidams assez bien vêtus se sont présentés chez elle ; un d'eux, qui étoit décoré d'une croix de Saint-Louis, demanda à parler à madame ; introduit et seul avec elle dans son cabinet, il lui présenta un pistolet et lui dit qu'elle eût à lui donner à l'instant tout ce qu'elle avoit d'argent et de bijoux, et que le moindre mouvement qu'elle feroit pour appeler du secours lui coûteroit la vie. Madame du Barry a cédé à la nécessité, elle a donné ce qu'elle n'a pu sauver et les trois fripons se sont évadés. (*Correspondance secrète de Metra, 1787.*)

A sa terre. Ces mots désignent évidemment pour nous Saint-Vrain, mais peut-être les écrivains du temps ne savaient-ils pas aussi exactement que nous les dates des acquisitions de madame du Barry et de ses divers séjours ; peut-être les écrivains qui rédigeaient la *Correspondance* publiée sous le couvert de Metra ne connaissaient pas d'une manière très précise la chrono-

de ses habitations, aussi se sont-ils abstenus de signer Saint-Vrain. La position fort isolée de ce lieu justifie très bien cette anecdote. Ce n'est pas seule fois que madame du Barry ait été volée.

Madame du Barry était donc déjà à Saint Vrain de plusieurs jours. C'est ce qui résulte d'un registre de la paroisse en date du 18 octobre 1773 ¹, dans lequel le curé énonce que madame du Baril (*sic*) était paroissienne depuis plus de six mois, ce qui reporte le mariage au mois de mai précédent. Une des premières visites qu'elle reçut dans sa nouvelle résidence fut celle de sa nièce, la femme d'Adolphe du Barry. Ce détail nous est transmis par le Roué ² !

En 1773, dit-il, j'étois malade à Aix-la-Chapelle, je désirai que mon fils vint m'y voir..., il me quitta au bout d'un mois. Sa belle-fille, en attendant le retour de son mari, fut s'établir à Saint-Vrain, chez la comtesse du Barry, ma belle-sœur..., puis elle revint bientôt à Paris pour se rendre sur la terre du comte de Tournon, son père.

Une des grandes préoccupations de madame du Barry, à Saint-Vrain comme à Pont-aux-Dames, dut être l'arrangement de ses affaires. Nous possédons à ce sujet toute une correspondance entre elle et ses hommes de confiance, un sieur Noël, avocat au Parlement, et un sieur Nicolaï, ancien secrétaire d'ambassade.

On sait que l'on doit à M. de Sartine, l'ancien lieutenant général de police de Paris, plusieurs créations utiles : la halle aux blés, l'établissement des réverbères

¹ Voy. aux Pièces justificatives

² Mémoire à consulter pour le comte du Barry-Cères, p. 8, ccclxxii Amsterdam

cette bonne œuvre, au temps de sa faveur déchuë et fort obérée, elle voulut continuer encore. On la voit, à la date du 21 septembre, fonder deux bourses pour autant de places six ans, à cette école, moyennant soixante rente annuelle chacune ².

Quel pouvait être son but ? Se ménager la reconnaissance de M. de Sartine ? Mais il n'était plus ministre de police ; il était devenu secrétaire d'Etat à la marine. Par la même raison, elle avait voulu le remercier des égards qu'il lui avait eus pour elle, lorsqu'elle était entre les mains de M. de Sartine. Ce n'était plus lui qui présidait à ces fondations ; c'était M. Lenoir. On ne peut donc aucun mobile intéressé à cette libéralité ; elle avait été dictée par une sympathie spontanée pour l'œuvre très louable de M. de Sartine. On a vu que Jeanne Bécu avait eu quelques notions de ce qu'elle devait aux religieuses de Sainte-Auranne ; elle avait même demandé à madame Labille, qui donnait des leçons à cel-

la œuvre de cette pratique. Il pourrait y avoir dans la fondation des deux bourses un souvenir ou une imitation, peut-être l'un et l'autre.

Autre bonne action à la même date, le même jour. Madame Ranson, la mère de madame du Barry, avait quitté son couvent de Sainte-Elisabeth, après le 10 mai 1774, et était allée demeurer à Paris, rue Saint-Sébastien et à sa maison de campagne de Sarcelles. Cette habitation n'appartenait pas aux époux Ranson, ils n'en étaient que locataires. Des difficultés s'étaient élevées sur le paiement des loyers. Un sieur Gouffé, prétendant avoir fait des avances aux époux Ranson pour le paiement de leurs loyers de Sarcelles, les avait assignés devant le Châtelet. Il avait même obtenu contre eux un interrogatoire sur faits et articles dont le procès-verbal est retrouvé aux Archives générales¹. Ils avaient subi cette humiliation, qui certainement leur aurait été épargnée au moment de la faveur de leur fille. Pour éviter le renouvellement de tracasseries de ce genre, madame du Barry prend le parti d'acheter un immeuble qui leur sera affecté en propre, et où les deux époux pourront vivre réunis. En conséquence, elle achète de son ami Buffault une maison de campagne, située à Villiers-sur-Orge; elle les y installe dès avant la vente et le 21 septembre, M. Lepot d'Auteuil s'étant transporté à Saint-Vrain, le contrat est signé entre les parties. La maison provenait du marquis d'Aligre : elle avait passé par les mains opulentes de Buffault, elle en porte les traces. On voit par la description du contrat que l'édifice est grand, qu'il se compose de plusieurs bâtiments, basse-cour, caves, écuries, remises, chapelle, colombier,

¹ Voy. Section judiciaire, Y, 42679 et les Pièces justificatives.

parterre, jardin avec bassins, statues de pierre, orangerie, réservoirs, jets d'eau, canal, cascades, potager, le tout d'une contenance de trente-cinq arpens, et de murs.

Telle est la consistance de ce qu'on appelait le pavillon de la *Maison Rouge de Long-Pont*.

Il y avait en outre la *Maison Blanche* qui en dédaignait, ainsi que des terres labourables, prés, vignes,

On voit qu'il n'aurait tenu qu'au rédacteur de prononcer le mot de château, puisque la villa du financier en avait toutes les apparences, la chapelle colombier seigneurial, le luxe des jets d'eau et des cascades, etc.

Il fallait aussi des meubles aux époux Ranson. Madame du Barry paya le tout cinquante-trois mille livres, savoir : quarante-cinq mille livres pour le bien-faict et huit mille livres pour le mobilier.

Il faut ajouter que M. Buffault, quoique ami particulier de madame du Barry, restant toujours honnête d'argent, se fit remettre de la main à la main un *po* *vin*, ainsi qualifié et stipulé en dehors du contrat, espèce de vilenie assez étrange de la part d'un honnête homme qui aurait dû l'avancement de sa fortune à la faveur.

Un état du mobilier donne une idée de ce que pouvait être l'intérieur des époux Ranson. Déjà les interrogatoires sur faits et articles nous avaient appris qu'ils avaient chevaux et voitures ¹. Nous verrons plus tard qu'ils avaient une vaisselle plate ².

Madame du Barry faisait bien les choses, pour elle-même comme pour elle-même. Ici ses largesses :

¹ Voy. ci-dessus, p. 385.

² Voy. année 1781.

ables puisqu'elles avaient pour objet l'acquit d'un vœu filial ; elle était d'ailleurs autorisée par un acte , sans être encore exécuté, allait bientôt s'accomplir. Nous voulons parler de la vente de son hôtel de l'avenue de Paris au comte de Provence. On a dit qu'avec l'argent de cette maison elle avait acheté Saint-Vrain ¹. L'erreur est évidente. Saint-Vrain a été payé comptant des deniers empruntés le 9 avril 1775, au sieur Binet de Supré et la vente de l'hôtel de l'avenue de Paris n'a lieu que six mois plus tard. Voici comment cette vente s'est faite : on pense qu'un frère du roi n'allait pas traiter face à face avec une favorite et surtout une favorite déchue ! Aussi il commence par rendre un rescript ainsi conçu : nous le copions d'après l'expédition sur le chemin jointe à l'acte de vente ².

Nous-Stanislas-Xavier, fils de France, frère du Roy, duc d'Anjou et d'Alençon, comte du Maine, du Perche, Senonches et autres lieux ,

Salut.

Ayant jugé important au bien de notre service d'acquiescer à la maison pour y établir l'écurie de nos chevaux de carrosses, laquelle jusqu'à ce jour avoit été placée dans des maisons tenues à loyer, ce qui étoit sujet à une infinité d'inconvéniens !

Nous avons accepté les offres qui nous avoient été faites par la dame comtesse du Barry, de nous vendre les pavillon, maison, écurie, jardin et terrain qui lui appartiennent à Paris, dans l'avenue de Paris, et nous avons cru devoir nommer des commissaires de notre conseil pour signer les actes nécessaires.

A ces causes, commettons le sieur Cromot du Bourg, con-

1. MM. de Goncourt, p. 228

2. Mante de Garnier-Deschênes, aujourd'hui M^e Allorge.

seiller d'Etat, sous-intendant de nos finances, et les sieurs Geoffroy de Limon et Gamard, conseiller du Roy et intendant de nos maisons, domaines et finances.

Signé : L.-S. XAVIER.

Vient ensuite l'acte qui se passe, bien entendu, entre les mandataires du prince et le représentant de madame du Barry, M^e Noël. Il n'offre aucune autre particularité.

Nous avons espéré trouver dans la description de l'immeuble l'indication des travaux d'art que madame du Barry avait fait exécuter à la façade. Mais l'acte est muet sur ces détails, il s'en réfère à des procès-verbaux de visite de 1765, antérieurs, par conséquent, à l'acquisition de madame du Barry et aux embellissements exécutés par elle.

Quelques jours avant cet acte, le 18 octobre 1775, Jean-Baptiste-Nicolas-Romain Tranchant, ancien officier chez Monsieur et chef de cuisine chez madame la comtesse du Barry, épousait une de ses femmes de chambre, Elisabeth-Thérèse Lhameau. Le mariage devait se célébrer à Saint-Sulpice de Paris. Le desservant de Saint-Vrain n'eut qu'à donner une autorisation, parce que Tranchant résidait depuis plus de six mois sur sa paroisse et le fit en ces termes qu'il ajoute sur les registres curiaux.

Déclarant que j'ignore s'ils ont satisfait l'un et autre au sacrement de la pénitence et s'ils sont en règle du côté de leurs papiers dont je n'ai vu aucun.

CHAPITRE XXXI

PASSAGE DE MADAME DU BARRY A LOUVECIENNES.

T DU DUC DE DEUX-PONTS. — MORT DE L'ABBÉ DE VOISENON.

PUBLICATION DU LIVRE DES ANECDOTES.

L'OMBRE DE LOUIS XV DEVANT LE TRIBUNAL DE MINOS. »

novembre 1775. — Madame la comtesse du Barry a eu mission de revenir à Lucienne (*sic*) pendant l'éloignement de la Cour. Elle y a passé quelques jours. Tous ces vicissitudes donnent lieu d'espérer qu'elle rentrera bien dans la capitale. (*Mémoires secrets*, tome VIII, p. 263.)

Cette nouvelle, quoique assez étonnante, est confirmée par l'acte de vente devant Garnier-Deschênes, du 10 octobre précédent. Cet acte portait d'abord : *fait et passé au château de Saint-Vrain*, où les notaires se sont transportés, etc. Ces mots ont été effacés sur la minute, et on a écrit en marge avec renvoi : « à Luciennes, 10 octobre 1775. »

Peut-être faut-il voir là le véritable motif de la présence de madame du Barry à Louveciennes. La cour quitta Fontainebleau dès le 11 octobre. Madame du Barry se serait empressée d'user de la possibilité qui était offerte de se rendre près de Versailles sans rencontrer aucune personne royale, elle aurait passé

quelques jours à sa maison de Louveciennes. Ses notaires auraient profité de sa présence pour lui faire signer l'acte de vente de son hôtel de Versailles, sans se rendre de leur personne à Saint-Vrain, ce qui était alors un véritable voyage.

Malgré cet adoucissement au sort de madame du Barry et les améliorations qu'elle laissait entrevoir pour l'avenir, la fin de l'année 1775 ne fut pas exempte d'ennuis pour madame du Barry.

Nous allons les énumérer :

Le 11 octobre, le duc de Choiseul revient de Chanteloup et affecte de se montrer en public.

D'un autre côté, dès le 4 novembre, J. du Barry cherche à reparaître. Il adresse de Bruxelles une lettre suppliante à M. de Malesherbes, comme ministre de la maison du roi. Il demande la permission de rentrer en France, de revenir passer quelque temps à Paris. Sa présence ne devait être qu'une source d'embarras et de crainte pour madame du Barry. Ses appréhensions pouvaient être d'autant plus vives, que, d'après les *Nouvelles à la main* qui couraient le monde, le ministre avait répondu à du Barry, après avoir pris les ordres du roi :

Que Sa Majesté ne daignoit pas s'occuper de sa personne, qu'il n'étoit pas un être assez important pour cela et qu'il eût à s'adresser au lieutenant de police, ce magistrat étant le seul sous l'inspection duquel il pût et dût être.

Le Roué, disait-on, trop satisfait d'une permission si humiliante pour tout autre, est arrivé ces jours-ci à Paris ¹.

1. *Mémoires secrets*, 3 déc. 1775, et aux Pièces justificatives, le texte de la lettre du Roué, 1^{er} volume, Pièce XII.

Le 11 novembre, les mêmes *Nouvelles à la main* annoncent la mort, arrivée par accident, du duc de Deux-Ponts.

Il étoit surtout connu par son attachement pour le feu Roi par son zèle pour la comtesse du Barry, à laquelle il avoit donné un asyle chez lui, en cas qu'elle voulût quitter la France ou fût obligée de se soustraire à des persécutions trop violentes.

Expressions à retenir et qui prouvent à quel point la haine, l'exaspération des ennemis de madame du Barry étoit parvenue. Nous avons transcrit ci-dessus une lettre adressée par le duc de Deux-Ponts à madame du Barry, pour lui demander son intervention dans une affaire qui intéressait particulièrement ses états. On voit qu'il y avoit entre eux échange de services. Madame du Barry perdoit en lui un appui et un protecteur. Cette mort dut lui être d'autant plus pénible que le duc de Deux-Ponts étoit jeune et n'avoit péri que par un événement imprévu survenu à la chasse.

Le 23 novembre, l'abbé de Voisenon meurt. Il devoit être nécessairement un des plus intimes amis de madame du Barry, à en juger par les scènes de théâtre qu'il avoit composées pour elle, où nous avons vu précédemment¹ comment il l'avoit chantée et célébrée; c'étoit donc une perte pour elle.

Mais des soucis bien plus cuisants vinrent assaillir l'exilée. Nous voulons parler des écrits qui commencèrent à paraître contre elle. Tandis qu'elle étoit toute puissante, elle avoit eu peine à se défendre contre ces

¹ P. 219 et 224.

attaques des pamphlétaires, qu'allait-elle devenir si mêmes calomnies la poursuivaient, alors qu'elle a les mains liées et ne pouvait se faire entendre ?

Dès le 6 octobre, les *Nouvelles à la main* parlaient d'une brochure venant de l'étranger, ayant pour titre *Anecdotes sur madame la comtesse du Barry*. On n'en pas davantage, ajoutaient ces *Nouvelles*, d'un ouvrage que la cupidité des saisisants fera bientôt connaître.

Le ministre de la maison du roi écrit à M. Albe lieutenant de police :

Il y a déjà du temps, Monsieur, que j'ay connoissance très mauvais livre sur madame la comtesse du Barry ; il effectivement intéressant d'en empêcher la publicité et ne pouvés prendre trop de précautions pour y parvenir. (Lettres, O¹, 417, Arch. nat., 28 octobre 1775.)

Le 7 novembre, les mêmes *Nouvelles* reviennent à charge, elles donnent l'extrait d'une lettre d'Amsterdam, du 1^{er} novembre et qui serait ainsi conçue : « se répand ici des exemplaires d'un livre intitulé *Anecdotes sur madame la comtesse du Barry*, avec cet épigraphe : *hæc ubi*, etc. »

Cet ouvrage est si scandaleux et si piquant que, malgré liberté du commerce de la librairie, on ne le vend que furtivement. Il n'y a cependant aucune apparence que ce soit le pamphlet du sieur Morande, puisque le sieur Beaumchais a acheté le manuscrit. D'ailleurs on dit qu'il n'y a obscénité ni calomnie, que c'est une histoire suivie de la vie de l'héroïne, depuis sa naissance jusqu'à la mort.

uis XV, mais très détaillée, remplie d'anecdotes et compromettant nécessairement beaucoup de gens de la Cour et d'anciens ministres les plus distingués. (*Mémoires secrets*, t. VIII, p. 264.)

Les *Anecdotes*, quoi qu'en disent les *Mémoires secrets*, est un livre des plus obscènes, tantôt par des peintures licencieuses leur appartenant en propre, tantôt par des citations de pièces où les mots déshonnêtes ont été prononcés crûment : qu'on lise par exemple les discours de la Gourdan¹, ou la seconde chanson de *Bourbonnaise*², et quant aux calomnies, nous nous en rapportons aux personnes qui ont bien voulu nous suivre : notre livre n'est qu'une longue réfutation de cette perpétuelle calomnie qu'on appelle les *Anecdotes*.

Le 12 novembre :

.... Il est très vrai que deux cents exemplaires des *Anecdotes sur madame la comtesse du Barry* ayant été surpris en vente et portés, suivant le règlement, à la Chambre syndicale, ont été remis à l'hôtel de la Police, où le magistrat en a renfermé avec soin cet ouvrage dangereux.

20 novembre 1775. — Extrait d'une lettre de Versailles, du 10 novembre 1775 :

Il a percé ici quelques exemplaires des *Anecdotes sur madame la comtesse du Barry*, mais en si petit nombre qu'on se les arrache à la Cour. On n'auroit pas cru que, la scène et les acteurs étant entièrement renouvelés, cette nouveauté pût exciter une sensation aussi vive. C'est que l'auteur, comme il le dit dans sa préface, a traité le sujet le plus intéressant, joignant les agréments du roman à l'intérêt de l'his-

1. Pages 12-91, édit. 1775.

2. Page 80.

Ces détails sont très exacts; en effet on l
préface :

L'auteur a trouvé un sujet qui réunit à l'intér
toire tous les agrémens du roman, qui peut con
philosophe austère et à l'homme frivole, nourrir le
de l'un, amuser l'oisiveté de l'autre et plaire à
verses espèces de lecteurs.

Cet ouvrage n'a, comme il est dit ici, que
bien comptées et est censé imprimé à
MCCCLXXV.

Enfin, le 2 décembre, il paraît un nou
toujours sous l'apparence d'une lettre étran

Extrait d'une lettre d'Amsterdam du 27 nove
faut bien que les *Anecdotes sur madame la comtesse*
aient percé dans votre capitale; voici une notice
envoyée de chez vous, insérée dans une Gazette

de Londres, fait ici beaucoup de bruit, quoiqu'il y ait beaucoup de particularités de cette fameuse amie du Roi, qui paraissent un peu supposées, il est certain que la plupart de ses aventures sont dénuées de beaucoup d'exactitude et que jusqu'à présent on n'a aucun circonstance à son sujet. L'auteur qui parait les secrets de la Cour de bien près, ne peut se nommer sans ménagement tous ceux qui ont eu quelque relation avec ladite Dame. Cet écrit ne peut être souffert publiquement, l'un des exemplaires fort cher.

Les auteurs des *Nouvelles à la main* ignorent ou veulent ignorer que les *Anecdotes* ne sont qu'une édition de leurs propres bulletins. Peut-être sont-ils de Pidansat de Mayrobert, l'auteur des *Contes*; il avait intérêt à se cacher parce que son ouvrage attaquait autant et plus Louis XV que madame de M. Il pouvait donc être mis à la Bastille qu'il n'y a habité et dont il paraissait avoir une grande connaissance. On s'expliquerait ainsi ces extraits prétendus d'Amsterdam, ou traduits de gazette hollandaise venant mystérieusement de Versailles. N'y a-t-il pas là autant de précautions ou de réclames que dans les *Contes*? On a aujourd'hui la certitude que ce livre n'est pas de Pidansat de Mayrobert. Il n'avait, il ne pouvait avoir aucune raison de haine contre madame de M., mais il était un des séides du parti Choiseul, défendu avec fanatisme la cause du Parlement de Maupeou. Il a donc agi par ressentiment et par spéculation. Quel qu'ait été le motif qui lui ait servi de prétexte à la main, il faut reconnaître qu'il a réussi dans son œuvre d'infamie et de méchanceté. Il s'attaquait à une dame sans défense, puisque madame du Barry

était encore dans les liens d'une lettre de l'abbé de Choiseul. Ce livre était d'ailleurs protégé par le voile de l'anonymat. L'abbé de Choiseul a profité pour lui porter des coups mortels de sa plume. Elle s'est jamais relevée et ne se relèvera pas, malgré nos efforts pour rétablir la vérité ! Elle restera l'Egérie des *Anecdotes*.

Elle dut être avertie de la publication de cet ouvrage. Elle en ressentit profondément la portée ; elle ne fut pas capable de répondre. Une réponse fut faiblement par ses soins ou avec sa connivence le livre de Sarah Goudar.

Il parut à la même époque un autre livre qui ne devait pas être indifférent à madame du Barry. C'était un ouvrage intitulé : *l'Ombre de Louis XV devant le tribunal de Minos*. On l'imprimait furtivement à Paris ou dans les environs de cette ville. Les *Nouvelles* du 13 novembre annoncent que le sieur de Minos est chargé d'enlever le manuscrit¹. Puis le 25 novembre ces *Nouvelles* se rectifient et assurent que l'éditeur est de Toulouse et que, n'ayant pu arrêter l'auteur, il a intenté le procès à l'éditeur du livre².

19 janvier 1776. — Il a été scellé mercredi 17, par un arrêt du Conseil revêtu de lettres patentes, que les bruits répandus sur une brochure satyrique ont été parlés. D'abord son titre véritable y est énoncé sous le nom de *l'Ombre de Louis XV au tribunal de Minos*. On apprend ensuite que c'est à Bordeaux qu'on avoit saisi plusieurs exemplaires de cet ouvrage au nombre de deux mille.

1. *Mémoires secrets*, t. VIII p. 275.

2. *Mém. secrets*, tome VIII p. 295.

séquence le parlement de cette ville avoit fait arrêter
sieurs personnes soupçonnées d'être auteurs, fauteurs,
complices, adhérens de ce crime de lèse majesté; mais
un imprimeur de Cahors, se trouvant accusé aussi comme
leur de ce libelle, le parlement de Toulouse, dans le
tort duquel est cette ville, avoit voulu en connoître de
côté et commencer une procédure dont il étoit résulté
conflit de juridiction entre les deux cours. C'est pour le
miner que le Roi, par l'arrêt susdit, attribue exclusive-
ment la connoissance du délit au parlement de Toulouse.
(*M. secrets*, vol. IX, p. 24).

CHAPITRE XXXII

(1776)

HIVER DE 1776. — CHON DU BARRY A SAINT-VRAIN.

LE VICOMTE FLEURIOT DE LANGLE.

GAINS CONSIDÉRABLES FAITS PAR LUI. — ÉTAIENT-ILS CÉLÈBRES
LE COMTE D'ARTOIS ET MADAME DU BARRY.

L'hiver de 1776 fut exceptionnellement rigoureux : le thermomètre descendit plus bas qu'en 1709¹. Cette saison dut paraître longue à une femme de plaisir, habituée aux réunions du monde, aux distractions de cour, les soirées, le jeu, le théâtre, les bals masqués de l'Opéra. Elle pouvait sans doute recevoir quelques personnes du voisinage, quelques amis restés fidèles à sa mauvaise fortune. Mais Saint-Vrain en lui-même n'est qu'un bourg de sept à huit cents âmes, sans aucune source pour la société : aux alentours le village le plus prochain est Marolles, localité encore plus petite que Saint-Vrain. Dans cet isolement, nous avons dit que les demoiselles du Barry n'avaient pas abandonné leur bien-sœur. Nous allons en trouver la preuve dans les

1. *Mémoires secrets*, tome IX, p. 37.

de la paroisse. On y lit l'acte suivant à la date février 1776.

age de Augustin Michel Baudouin, palfernier (*sic*),
madame DU BARIL (*sur*), avec Marie-Louise Moreau, con-
de cette paroisse, en présence de demoiselle Fran-
laire DU BARIL de Toulouse, etc.

atures : F.-C. DU BARRY, — Pierre LEFEBVRE, — L.-F. SA-
— ANGO, etc.

ALLOUIN, curé de Guigneville.

n du Barry (Françoise du Barry) était donc
s'établir à Saint-Vrain et y passer même l'hiver.
rès de son nom figure celui de L.-F. Salanave,
qui fut l'un des délateurs de madame du Barry et
eusateur le plus acharné devant le tribunal révo-
naire. On voit cependant que, depuis vingt ans
ins, il était à son service.

2 mars 1776, autre acte sur les mêmes registres.

ême suppléé par ondoisement de Jean-Charlemagne,
Médard Quequet, domestique de madame la comtesse
ry, et de Marie Lemaire.

arrain a été messire Charlemagne FLEURIOT, vicomte
igle, major de cavalerie, et la marraine Puissante
Benedicte-Jeanne comtesse du Barry, les témoins sous-
(*sic*) avec nous, etc.

FLEURIOT DE LANGLE.

Jeanne-Benoît, la comtesse DU BARRY.

ANGOX, vicaire.

était-ce que ce vicomte de Langle qui se trouvait
t-Vrain et comment avait-il madame du Barry
ommère ?

attaques des pamphlétaires, qu'allait-elle devenir si les mêmes calomnies la poursuivaient, alors qu'elle avait les mains liées et ne pouvait se faire entendre ?

Dès le 6 octobre, les *Nouvelles à la main* parlaient d'une brochure venant de l'étranger, ayant pour titre : *Anecdotes sur madame la comtesse du Barry*. On n'en dit pas davantage, ajoutaient ces *Nouvelles*, d'un ouvrage que la cupidité des saisisants fera bientôt connaître¹.

Le ministre de la maison du roi écrit à M. Albert, lieutenant de police :

Il y a déjà du temps, Monsieur, que j'ay connoissance du très mauvais livre sur madame la comtesse du Barry ; il est effectivement intéressant d'en empêcher la publicité et vous ne pouvés prendre trop de précautions pour y parvenir. Dépêches, O¹, 417, Arch. nat., 28 octobre 1775.)

Le 7 novembre, les mêmes *Nouvelles* reviennent à la charge, elles donnent l'extrait d'une lettre d'Amsterdam, du 1^{er} novembre et qui serait ainsi conçue : « Il se répand ici des exemplaires d'un livre intitulé : *Anecdotes sur madame la comtesse du Barry*, avec cette épigraphe : *hæc ubi*, etc. »

Cet ouvrage est si scandaleux et si piquant que, malgré la liberté du commerce de la librairie, on ne le vend que furtivement. Il n'y a cependant aucune apparence que ce soit le pamphlet du sieur Morande, puisque le sieur Beaumarchais a acheté le manuscrit. D'ailleurs on dit qu'il n'y a ni obscénité ni calomnie, que c'est une histoire suivie de la vie de l'héroïne, depuis sa naissance jusqu'à la mort de

1. *Mém. secrets*, t. VIII, p. 220.

ous XV, mais très détaillée, remplie d'anecdotes et com-
mettant nécessairement beaucoup de gens de la Cour et
des anciens ministres les plus distingués. (*Mémoires secrets*,
tome VIII, p. 264.)

Les *Anecdotes*, quoi qu'en disent les *Mémoires secrets*,
est un livre des plus obscènes, tantôt par des pein-
tes licencieuses leur appartenant en propre, tantôt
par des citations de pièces où les mots déshonnêtes
sont prononcés crûment : qu'on lise par exemple les
scènes de la Gourdan¹, ou la seconde chanson de
*Bourbonnaise*², et quant aux calomnies, nous nous en
rapportons aux personnes qui ont bien voulu nous sui-
vre : notre livre n'est qu'une longue réfutation de cette
impétuelle calomnie qu'on appelle les *Anecdotes*.

Le 12 novembre :

.... Il est très vrai que deux cents exemplaires des *Anec-
dotes sur madame la comtesse du Barry* ayant été surpris en
vente et portés, suivant le règlement, à la Chambre syndi-
cale, ont été remis à l'hôtel de la Police, où le magistrat
les a renfermés avec soin cet ouvrage dangereux.

20 novembre 1773. — Extrait d'une lettre de Ver-
villes, du 10 novembre 1773 :

Il a percé ici quelques exemplaires des *Anecdotes sur ma-
dame la comtesse du Barry*, mais en si petit nombre qu'on se
n'est arraché à la Cour. On n'auroit pas cru que, la scène et
les acteurs étant entièrement renouvelés, cette nouveauté
pût exciter une sensation aussi vive. C'est que l'auteur,
comme il le dit dans sa préface, a traité le sujet le plus
intéressant, joignant les agréments du roman à l'intérêt de l'his-

1. Pages 12-91, édit. 1775.

2. Page 80.

Ces détails sont très exacts: en effet on li
trouve :

L'auteur a traité un sujet qui réunit à l'intérêt
pour tous les lecteurs du roman, qui peut con
venir aussi à l'homme et à l'homme frivole, nourrir les
à l'homme l'homme de l'autre et plaire ain
à tous les lecteurs.

Le passage n'a, comme il est dit ici, que 3
à l'homme et est censé imprimé à
1800.

Enfin le 2 décembre, il paraît un nouve
à l'homme d'une lettre étrang

Enfin le 27 novembre à Amsterdam du 27 novem
à l'homme la comtesse
voici une notice
dans une Gazette

de Londres, fait ici beaucoup de bruit, quoiqu'il y a beaucoup de particularités de cette fameuse amante du Roi, qui paroissent un peu supposées, il est certain que la plupart de ses aventures sont dénuées de beaucoup d'exactitude et que jusqu'à présent on n'a d'aussi circonstancié à son sujet. L'auteur qui ne savait les secrets de la Cour de bien près, ne peut pas de nommer sans ménagement tous ceux qui ont eu quelque relation avec ladite Dame. Cet écrit ne peut être souffert publiquement, l'on vend les exemplaires fort cher.

Les auteurs des *Nouvelles à la main* ignorent ou veulent ignorer que les *Anecdotes* ne sont qu'une compilation de leurs propres bulletins. Peut-être ces auteurs sont-ils de Pidansat de Mayrobert, l'auteur des *Contes*; il avait intérêt à se cacher parce que son ouvrage attaquait autant et plus Louis XV que madame de Pompadour. Il pouvait donc être mis à la Bastille qu'il n'y a habité et dont il paraissait avoir une grande connaissance. On s'expliquerait ainsi ces extraits prétendus traduits d'Amsterdam, ou traduits de gazette hollandaise venant mystérieusement de Versailles. N'y a-t-il pas là autant de précautions ou de réclames que dans les *Contes*? On a aujourd'hui la certitude que ce livre était de Pidansat de Mayrobert. Il n'avait, il ne pouvait avoir aucune raison de haine contre madame de Pompadour, mais il était un des séides du parti Choiseul, défendu avec fanatisme la cause du Parlement de Maupeou. Il a donc agi par ressentiment et par spéculation. Quel qu'ait été le motif qui lui ait servi de prétexte à la main, il faut reconnaître qu'il a réussi dans son œuvre d'infamale méchanceté. Il s'attaquait à une femme sans défense, puisque madame du Barry

santerie est charmante et elle me ferait soupçonner que sous ces airs protecteurs le bon apôtre pût cacher quelque méchanceté que le brave major n'aura pas entrevue, d'autant que le duc lui avait fait, dit-il, la galanterie d'un veau mâle et d'une femelle. Il voulait donc gagner sa confiance ?

On comprend par le mémoire que d'autres, avant nous, avaient eu la même pensée, puisqu'il avait à repousser le reproche d'avoir voulu se venger de madame du Barry en rendant compte de sa conduite au plus cruel de ses ennemis.

Se venger d'elle, et pourquoi ? Est-ce parce qu'il n'avait pas été son amant heureux ou parce qu'il avait cessé de l'être ?

Le style du mémoire annonce un homme fort intelligent ; il avait soixante ans révolus. Nous connaissons son grade dans l'armée par le baptême où il figure. L'*Armorial de France* parle de Mathieu de Langle, premier du nom, sieur de Mosny et de Dardez, receveur des tailles à l'élection d'Evreux, anobli par lettres du mois de juillet 1661, données en faveur de la paix conclue entre la France et l'Espagne. (Tome II, p. 11.)

Le mémoire en question renferme encore beaucoup d'autres détails intéressants sur madame du Barry, nous les utiliserons à mesure que nous avancerons dans notre travail.

Le 12 mai, les registres curiaux de Saint-Vrain nous apprennent le

Baptême de Joseph-François-Soulange-Trophime, fils légitime de Louis-Valentin Lefort, attaché au service de madame du Barry et de Marie-Magdeleine Magirost.

Le parrein a été messire Joseph-Honoré de Vares de Fauga,

du diocèse de Toulouse, et la marraine demoiselle Françoise-Claire du Barry, de la paroisse de Lé vignac, aussi diocèse de Toulouse.

Signatures : Marquis DE FAUGA.

F.-C. DU BARRY.

BESANÇON, vicaire.

Ce M. de Fauga était ou passait pour être l'amant avéré de Chon du Barry; on en verrait ici un indice. Ses prénoms ni ses titres ne nous étaient pas connus. Ils sont ici exprimés avec détail et précision. Il s'intitulait marquis peut-être avec autant de droit que la belle-sœur de madame du Barry. Il y a là une note sur l'entourage qui avait suivi madame du Barry à Saint-Vrain.

On a dit ¹ que pendant son séjour à Saint-Vrain, madame du Barry, effrayée de l'insolence grandissante de ses fournisseurs, avait essayé de négocier la vente des Loges de Nantes.

D'abord il ne faut pas oublier que madame du Barry avait cent mille livres de rentes sur la ville, sans compter les Loges de Nantes et Louveciennes. Elle ne pouvait donc pas craindre d'être poursuivie, et en fait on ne trouve contre elle aucune trace de poursuites, d'assignations, etc.

Et puis un acte va répondre :

Le 1^{er} juin 1776, par-devant Lepot d'Auteuil, qui s'est transporté au château de Saint-Vrain, madame du Barry, comme engagiste de ses contrescarpes de Nantes, traite avec un sieur Guyot, greffier de la maîtrise de cette ville. Ce dernier offrait de demander une nouvelle concession de 13 toises de face sur 9 de profondeur, pour

1. MM. de Goncourt, t. II, p. 229.

faire partie des précédents terrains et y construire une maison de 60,000 livres, à la charge d'en faire ladite dame engagiste (madame du Barry) et de payer un cens de cent livres à Sa Majesté.

Madame du Barry donne, bien entendu, son consentement à un marché si avantageux et le contrat est signé en présence d'Alexandre Nicolai et de Pierre d'Esclapart de Visigny, demeurant rue de Verneuil, paroisse Saint-Sulpice, tous deux anciens secrétaires d'ambassade.

L'affaire des boutiques et baraques était donc terminée. L'affaire des boutiques et baraques était en pleine prospérité ! Pourquoi madame du Barry ne fut-elle vendue ?

On remarque ces deux diplomates servant de secrétaires instrumentaires. Seraient-ils des agents de M. de Choiseul, révoqués après sa disgrâce ?

Le 22 septembre, naissance et baptême de Michel Michot, fils d'un maçon de Saint-Vrain. Le parrain est Pierre Déliant, domestique chez madame la comtesse du Barry.

Nous verrons à quelle destinée tragique le jeune Michel était réservé. Nous constatons seulement au moment que, dès 1776, il était au service de la favorite, comme presque tous ses autres domestiques qui ne quittèrent point sa maison.

Tranchant, le chef de cuisine qui, en octobre 1775, épousait Elisabeth Lameau, une des femmes de chambre du château, devint père en septembre 1776. Sa femme accoucha de trois enfants ! L'un d'eux mourut en novembre. Madame du Barry voulut être la marraine de deux autres. Le parrain devait être son neveu, Adolphe du Barry ; mais comme il y avait une urgence extrême à administrer le baptême aux deux jumeaux, l'ac-

que M. Jean-Baptiste, vicomte du Barry, fut représenté par messire Joseph de Saint-Joire, prêtre du diocèse de Toul, qui administra lui-même le sacrement aux nouveaux-nés, servant tout à la fois de parrain et de prêtre officiant. L'abbé de Saint-Joire jouera un rôle dans la période de la vie de madame du Barry, qui se rapporte au temps de la Révolution. Nous sommes donc heureux de trouver ici, écrits de sa propre main, ses noms et qualités. C'était encore un compatriote et il deviendra le commensal de Louveciennes.

Le vicomte du Barry prend le titre de *colonel*, équivalent à celui de mestre de camp qu'il porte dans d'autres actes.

La marraine est qualifiée « de comtesse du Barry, Jeanne Gomard de Vaubernier, dame du château et du principal fief de Saint-Vrain. »

Nous doutons que madame du Barry se soit montrée souvent dans cet appareil féodal. Elle vendit bientôt Saint-Vrain à M. de Gournade et perdit probablement avec joie le droit de s'intituler dame de ce fief. Peu de jours après, on lisait dans les *Nouvelles à la main*, 15 novembre 1776 :

13 novembre 1776. Madame Dabari va et vient librement à Paris et à Luvernes. On prétend que M. le comte d'Artois a eu l'envie de rater d'un morceau si friand pour son grand papa et que c'est le sieur Radix de Sainte-Foy, ancien ami de cette beauté, qui négocie l'entrevue, qu'elle a eu lieu dans sa belle maison de Neuilly, sur la route de Luvernes, et que c'est cette qualité d'ami du prince qui a engagé Son Altesse Royale à l'approcher de sa personne en le faisant surintendant de ses finances. (*Mémoires secrets*, à la date ci-dessus,

De ce bulletin il ne faut retenir que la première ligne.

Madame du Barry est libre et l'exil de Saint-Vrain a cessé ! Quant au surplus, nous préférons l'autorité autrement grave de M. de Mercy. Nous avons cité (p. 281), le passage qui concerne les rapports de M. le comte d'Artois et la comtesse. Il s'était prononcé trop énergiquement et trop récemment (19 janvier 1774) contre la favorite, pour songer à une entrevue avec elle et pour qu'elle pût l'accepter honnêtement. D'ailleurs il est faux que la place de surintendant des finances eût été donnée à Sainte-Foy pour le récompenser du honteux métier qu'il aurait fait en cette circonstance.

Cette charge avait été achetée par Sainte-Foy, moyennant 300,000 livres, longtemps avant que madame du Barry ne sortît de Saint-Vrain ¹.

Cette prétendue anecdote n'est qu'une fable, les pièces authentiques le prouvent. Au contraire, ces mêmes actes nous montrent la protection accordée à madame du Barry par le comte de Provence.

MM. de Goncourt, qui ont parlé les premiers de ce mémoire, n'ont pas dit ce que c'était que ce chevalier de Langle. Grâce à l'acte de l'état civil de Saint-Vrain, nous serons plus heureux. Les noms et prénoms donnés plus amplement dans cet acte, la qualification de *major* de cavalerie nous ont permis de faire des recherches aux Archives du ministère de la guerre, et voici ce que nous avons trouvé, grâce à l'obligeance de notre ami, M. A. Turpin, ancien archiviste adjoint à ce ministère.

1. Voyez dans les minutes de Lepot d'Auteuil, du 22 septembre 1776 au 1^{er} novembre 1778, les emprunts, constitutions de rentes par Sainte-Foy, pour payer cette charge. — Dossier de Sainte-Foy.

COPIE DE LA FEUILLE CONTENANT L'ÉTAT DE SERVICES DE
CHARLEMAGNE FLEURIOT DE LANGLE.

Né le 13 octobre 1716 à Quimper-Guezennec, en Bretagne.

Entré page du Roi en 1732.

Enseigne de la colonelle du régiment de Lorraine infanterie en 1733.

Mousquetaire de la 2^e compagnie en 1739.

Capitaine de cavalerie de Penthievre en 1744.

En 1766, gratification annuelle de 400 livres pour les blessures reçues à Rosbach.

En 1774, 600 livres d'appointemens et le brevet de major pour sa retraite.

Total : 4,000 livres.

CHAPITRE XXXIII

(1777)

RETOUR DE LA DISGRACIÉE A LOUVECIENNES. — APERÇU DE SON AVEU.

VISITE DE JOSEPH II A LOUVECIENNES.

SON OPINION SUR MADAME DU BARRY.

MÉCONTENTEMENT DE MARIE-ANTOINETTE ET DE MARIE-THÉRÈSE.

L'ESPION ANGLAIS. — L'EXPOSITION DE 1777.

LA « DIANE » D'ALLEGRAIN. — LA « CRUCHE CASSÉE » DE CAMPEL.

Vers la fin d'octobre 1776, la liberté plénière fut rendue à madame du Barry, elle put aller à Paris et revenir demeurer à Louveciennes. Nous ne savons si elle eut le pouvoir de se rendre à Versailles. Un passage de madame Campan en ferait douter.

Cette pénitence avait duré trente mois, chiffre exact, ou deux ans et demi. C'est ce que M. Geffroy a appelé très improprement « un court exil à Pont-aux-Dames. » Pont-aux-Dames, nous le savons, était non pas un exil, mais une clôture rigoureuse, et il faut y joindre Saint-Vrain, qui était bien un exil de dix-huit mois.

La peine était entachée d'arbitraire, mais elle avait été subie avec tant de soumission que madame du Barry conserva ses usufruits, ses rentes viagères et ses

biens personnels. On a dit qu'elle avait dû ce traitement à l'influence de M. de Maurepas. Ce qui le ferait croire, c'est le passage du mémoire rédigé par le vicomte de Langle.

Le petit château de Louveciennes n'avait jamais été habité d'une manière continue par madame du Barry, elle dut consacrer ses premiers moments à une installation définitive.

Obligée de suivre Louis XV dans ses voyages perpétuels de résidence en résidence royale, elle n'avait pas le temps de séjourner dans l'habitation qui était sa villa personnelle. Ce n'était donc pas, comme on l'a dit par inadvertance, son *cher* Louveciennes qu'elle retrouvait, elle ne pouvait rencontrer que les restes des fêtes passées et les traces de l'existence de cour à laquelle elle avait été associée. Une autre vie allait commencer pour elle ; c'est cette vie nouvelle qu'il s'agissait d'organiser. Il eût été souverainement inconvenant de commencer par un étalage de fêtes, de soupers, de bals. Versailles était trop voisin de Louveciennes pour que le moindre excès n'eût été remarqué, exploité par des ennemis irréconciliables dont la haine veillait toujours sur l'ancienne favorite. Aucune critique ne s'éleva contre la conduite que tint madame du Barry en cette circonstance ; on doit croire qu'elle fut convenable et conforme à ses habitudes constantes : soumission et silence, leçons qu'elle avait apprises à Sainte-Aure, dont elle se ressouvint toujours plus ou moins, quoi qu'on en ait dit. Se faire oublier, art du diplomate ou du moine, de Machiavel ou de l'*Imitation*.

C'est peut-être le moment de placer ici le bilan de la fortune de la favorite. Jusque-là elle n'avait eu l'autre budget que celui du Trésor public, maintenant

il fallait qu'elle comptât avec elle-même et qu'elle alignât les chiffres de ses dépenses et de ses recettes.

Ses revenus consistaient en :

40,000 livres, produit donné par les baraques de Nantes;

105,000 livres de rentes viagères sur l'Hôtel-de-Ville;

L'usufruit de Louveciennes ;

Le capital de ses trésors en valeurs métalliques d'or et d'argent, diamants et bijoux, évalués à 2,000,000.

Et le trésor plus précieux pour nous de ses richesses artistiques :

La jeune fille à la cruche cassée, de Greuze,

Ses Vernet,

Ses Fragonard,

Le buste de Pajou,

Les *Diane* d'Allegrain et autres sculptures de Vassé, de Lecomte.

Le temps amena, par le seul effet de son cours, une vengeance insigne et en même temps une justification sur lesquelles madame du Barry ne pouvait compter. L'empereur d'Allemagne, Joseph II, vint en France sous le nom de comte de Falckenstein, pour rendre visite à sa sœur Marie-Antoinette. Il séjourna à Paris du 18 avril au 30 juin. Les premières journées furent consacrées naturellement aux grands établissements, depuis le Cabinet d'histoire naturelle jusqu'aux Académies, sans oublier les casernes très exactement observées; après quoi, dès le 14 mai, il se faisait conduire de Versailles à Louveciennes et rendait publiquement une visite à madame du Barry. Le fait ne peut être révoqué en doute, il est constaté dans les rapports de Mercy à Marie-Thérèse et les réponses de celle-ci ¹.

1. Tome III, p. 66 et même vol., p. 88.

Les *Nouvelles à la main* s'emparèrent d'un événement qui formait anecdote et dont on causait diversement dans les salons. Voici d'abord la version des *Mémoires secrets*, continuation de Bachaumont ; on sait que cette publication est la première et la plus importante des entreprises de ce genre.

24 mai 1777. — M. le comte de Falckenstein, curieux de voir madame la comtesse du Barry, mais voulant le faire sans affectation, a pris le prétexte d'aller visiter son pavillon de Luciennes, un jour où il savoit qu'elle y étoit. Il est resté seul avec elle pendant deux heures et a déclaré qu'il en avoit été fort content, mais qu'il la croyoit mieux de figure. Ce prince est aussi allé voir le Palais de Terpsychore et la vénéralité qui l'habite, qu'on sait être mademoiselle Guimard.

En mai 1777, madame du Barry avait trente-quatre ans et neuf mois, âge vrai. Elle n'étoit donc plus de première jeunesse, et d'ailleurs nous avons dit que, pour nous, ses charmes consistaient moins dans la perfection des traits du visage que dans l'ensemble de sa personne. Ce qui nous importe, avant tout, c'est le jugement de Joseph II sur la manière d'être de l'ancienne favorite. Il en est fort content et, ce qui le prouve, c'est qu'il reste seul avec elle pendant deux heures. Or, Joseph II ne pêche pas par un excès de flatterie, il aurait plutôt un défaut contraire ; il est franc et même rude dans ses appréciations¹. Il trouve que la comtesse n'est pas d'une beauté égale à sa réputation, il le dit : dès lors on peut le croire quand il se déclare satisfait de sa conversation après

1. Voy. Mercy, *passim*.

il fallait qu'elle comptât avec elle même et alignât les chiffres de ses dépenses et de ses revenus.

Ses revenus consistaient en :

40,000 livres, produit donné par les banquets

105,000 livres de rentes viagères sur la tête

L'usufruit de Louveciennes ;

Le capital de ses trésors en valeurs d'argent, diamants et bijoux, évalués à 1,000,000

Et le trésor plus précieux pour son caractère et ses goûts artistiques :

La jeune fille à la cruche cassée, de M. de La Harpe,

Ses Vernet,

Ses Fragonard,

Le buste de Pajou,

Les *Diane d'Allegrein* et *le portrait de Lecomte*.

Le temps amena, par la vengeance insigne et en sur lesquelles madame du Barry. L'empereur d'Allemagne le nom de comte de Vintimille sa sœur Marie-Antoinette au 30 juin. Les premiers naturellement aux cabinets d'histoire naturelle oublier les casernes quoi, dès le 14 mai à Louveciennes. Madame du Barry doute, il est certain Marie-Thérèse.

1. Tome III, p.

un bien authentique française. Joseph II. Il affectait de exagérant même les pardonnables tuerie. Cette Athènes du Vintimille les femmes. C'est si quelque peu suspect. Coup sûr un des maîtres peut recueillir ma-

Léopold. Il faut être chaste. L'ordre ne peut être que le même. 1771. V. Maria-Thérèse.

du même évé-
Après avoir parlé
survenues entre Marie-
le, le narrateur continue

encore boudé et en voici la
pued d'ici visiter seul la ma-
belle maison qui en est tout
et tout. On lui dit que c'étoit le pa-
souhaita d'y entrer. On vint lui
étaient ouvertes. Le prince parcourut
en fit au jardin où, voyant une belle
seule, il demanda qui elle étoit : sur
étoit à madame du Barry, maîtresse
don, l'Empereur courut à elle et lui dit
agréables, se promena et causa assez
elle, s'en revint à Versailles, fort content de
badinant beaucoup, donnant même quelques
de rechure. Une des bouderies de la Reine a eu
plus frivole ².

ux récits ne diffèrent pas sensiblement. Ils sont
d sur le point essentiel : la courtoisie de M. le

ne peut dire que le château de Louveciennes soit tout
de la machine de Marly. Il y a bien un kilomètre et un
ment à pic, mais, d'après les *Mémoires secrets*, Joseph II
assuré à l'avance que madame du Barry était chez elle. La
tre n'aurait donc pas été l'effet du hasard.

Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, 24 mai 1777,
1. — Madame Campan ne parle pas dans ses *Mémoires* de
de l'Empereur à madame du Barry, quoiqu'elle consacre
3 chapitre au voyage de Joseph II en France, V. ch. viii Ce
est significatif et prouve quel fut le mécontentement
é par Marie-Antoinette.

de l'abbé de Louveciennes. La comtesse conserva cette possession, s'y trouvant souvent dans les jardins et fit, avec elle, une conversation ; Sa Majesté trouva qu'elle étoit dans le cas de la dépeindre

... plainte ? En général en

— Marie-Antoinette qui bou-

... si l'Empereur s'étoit d
... Barry... (III, p. 88).

... dans cette phrase co
... Barry, au couvent, pa

ent contre Joseph II ne devait pas être moindre qu'à Schoenbrunn, la démarche du comte de Falckenstein n'était plus qu'un témoignage de galanterie ou de curiosité.

C'était toute une amnistie, et Marie-Antoinette n'avait jamais su oublier même les blessures qu'elle avait faites de sa propre main. La malheureuse princesse payait cette nature vindicative aux jours de ses revers.

Ce mécontentement ne fut pas le seul que Joseph II éprouva à sa sœur. La duchesse de Gramont et le comte de Choiseul auraient voulu profiter de la présence de l'Empereur pour tenter de rentrer au pouvoir. Ils avaient fait des démarches significatives en ce sens. Joseph II les avait éconduits; il fit plus : peu de jours avant son départ, il s'entretenait avec Louis XVI et Marie-Antoinette.

Il amena le discours, dit Mercy, sur le bonheur du Roi d'avoir eu au commencement de son règne un ministère sage et tranquille. L'Empereur ajouta : « Si le duc de Choiseul avait été en place, sa tête inquiète et turbulente aurait jeté le royaume dans de grands embarras. » (Rapport de Mercy, du 15 juin 1777, tome III, p. 69.) Le Roi applaudit à cette observation qui, au contraire, déplut à la Reine. Plus tard elle fit des reproches à son frère de ce qu'en présence du Roi, il avait parlé si peu favorablement du duc de Choiseul; elle a voulu soutenir qu'en effet si le comte de Choiseul venait à manquer, il n'y avait que le duc de Choiseul ou le duc d'Anguillon qui eussent les *talens* nécessaires à le remplacer. Cette idée de la Reine est neuve et lui aura été suggérée par le duc de Coigny ou le comte Esterházy... (*Ibid.*, p. 69.)

Ainsi le ressentiment de Marie-Antoinette était du-

vable; il survivait à la con-
 longtemps après cette ca-
 reproches contre son frère. Sous l'empire de cette
 préoccupation, elle allait jusqu'à risquer un éloge inat-
 tendu du duc d'Aiguillon. La favorite, elle, n'avait ja-
 mais parlé de M. le duc de Choiseul qu'avec une res-
 pectueuse déférence¹. Cependant elle fut poursuivie
 jusqu'au bout par les rigueurs inexorables de Marie-
 Antoinette, comme si elle eût tenu le langage qu'il avait
 fallu entendre et subir de la part de l'empereur.

Le refus de Joseph II de passer par la Touraine da-
 mettre le comble à la mauvaise humeur de la reine,
 d'autant plus qu'en regard de Chantaloup dédaigné, il
 y avait la visite à Louveciennes.

En chroniqueur, ou plutôt en témoin fidèle, nous de-
 vons parler aussi bien à charge qu'à décharge. Voici
 un bruit qui circula alors et qu'on trouve relaté dans
 les recueils du temps :

Je vous confierai pour nouvelle assez plaisante, dit-on
 dans un de ces recueils, que madame du Barry est accouchée
 d'un garçon. La nature a quelquefois une surabondance bien
 blâmable dans la reproduction des plantes vénéneuses. 21
 juin 1777. (*Correspondance secrète sur la Cour de Louis XVI.*)

M. d'Allonville prétend au contraire que madame du
 Barry

Avoit une fille sans savoir qui en étoit le père. Elle se
 contenta de lui donner cent mille francs de dot en la mariant
 à un pauvre gentilhomme sans fortune, dont le fils est au-
 jourd'hui en Russie sous le nom de marquis de Boissancé.
 (*Mémoires secrets*, par d'Allonville, tome I^{er}, c. xn.)

1. Voy. vol. I, p. 396; vol. II, c. ix, ci-dessus.

Madame du Barry n'a eu ni garçon ni fille, les deux rivaux se trompent l'un et l'autre, mais ce n'est pas encore le moment de discuter ni démontrer leur erreur, quoiqu'elle soit avérée et complète.

Les *Mémoires secrets* pour servir à l'histoire de la publique des lettres, etc.... annoncent, à la date du juillet 1777, un nouvel ouvrage en deux volumes, tant pour titre :

L'Espion¹ anglais, ou Correspondance secrète entre milord All'Eye (tout œil) et milord All'Ear (tout oreille), etc.

Quelques jours après le 13 juillet, ils reviennent sur cette annonce. L'ouvrage, d'après eux, avoit paru en 1773, sous le titre de *l'Observateur hollandais à Paris*. Il étoit en deux volumes et contenoit une peinture aussi vraie que curieuse de l'état de la France jusqu'à la mort de Louis XV. Le ministère d'alors en arrêta la publication en France.

L'Espion (sic) anglais n'est que la suite de *l'Observateur hollandais*, il est par lettres. On assure (disent les *Mémoires*), qu'une grande impartialité est le caractère distinctif des deux écrivains, ou du même, changeant de nom, de hollandais devenu anglais.

Suivant nous, cet ouvrage n'est pas autre chose qu'une compilation des *Mémoires secrets* eux-mêmes.

Le deuxième volume (p. 202) consacre une page à Madame du Barry et reproduit en quelques lignes violentes les accusations banales que nous avons combattues en ce qu'elles ont d'injuste.

1. Le titre vrai est *l'Observateur anglais*, et c'est ce que les *Mémoires secrets* reconnaissent à la date du 14 septembre. Cependant il existe bien un recueil en deux volumes, intitulé *L'Espion anglais*, sous ce titre : Londres, chez John Adamson, 1779.

Ces éloges nous paraissent excessifs, nous ne vous nous les expliquer qu'en supposant que les auteurs de l'*Espion anglais* n'étaient autres que ces *Mémoires secrets*. Il y avait donc là une spéculation librairie tendant à ranimer l'attention du public et une réclame d'un livre par l'autre. L'*Observateur anglais* a dix (?) volumes, il va jusqu'en 1778. Comme assez convenablement, il finit par être un écrit ordinaire et dans la dernière catégorie du genre.

Une exposition de peinture et sculpture eut lieu en 1777, elle fut brillante et donna lieu à de nombreux écrits ; elle ramena l'attention sur madame du Barry parce qu'elle fit exhibition à cette époque de tableaux ou statues qui lui appartenaient.

Les *Mémoires secrets* prennent les premiers la parole, ils nous donnent un échantillon de la critique littéraire d'alors.

31 août 1777. — M. Allegrain, sculpteur de l'Académie, n'ayant pu transporter au salon une statue, son ouvrage se trouve chez lui et les curieux y courent en foule. C'est une *Diane surprise au bain par Actéon*. Il seroit difficile de trouver une figure mieux dessinée, d'un ciseau plus doux et plus moëlleux. Elle est prise dans le point où elle sort du bain et, dans son embarras, cherche à soustraire au public ses charmes de beautés. Mais, tandis qu'elle les cache d'un côté, elle découvre de l'autre. Son attitude est d'être un peu coquette, ce qui rapproche cette figure, au-dessus de la stature de nos femmes, c'est-à-dire de cinq pieds dix pouces, des proportions ordinaires. Il y a un art infini dans le développement du corps. Quelques amateurs en trouvent les membres trop forts pour son sexe ; mais une *Diane* ne peut pas avoir la délicatesse du corps de Vénus. La tête est

moins séduisante que le reste et c'est le défaut qu'on reproche à l'auteur. On trouve que c'est un contre-sens dans le moment de l'action qu'il annonce, puisque l'expression, loin d'être celle d'une femme coquette jouant la surprise, dont elle n'est pas fâchée intérieurement, devrait être celle d'une déesse pudique indignée de se voir en proie aux regards sacrilèges d'un mortel.

Cette Diane doit être placée à Luciennes chez madame du Barry.

Le groupe reçut sans doute cette destination.

En 1787, Dulaure en fait mention dans sa *Nouvelle Description des environs de Paris*, p. 44 (L^a 7759). Il était porté sous le n^o 49, dans l'inventaire dressé par suite de la confiscation qui suivit la mort de madame du Barry, « une Diane descendant au bain, » par Allegrin (sic), grandeur naturelle. De là, cette statue est passée dans les collections du Louvre, où l'on peut l'admirer aujourd'hui. (Sculpteurs français, n^o 277.) On lit sur le socle : *fecit C. B. Allegrain, 1768, Parisiensis*.

Cette date explique comment la Diane était encore chez Allegrain en 1777, et aussi comment il pouvait l'exposer au public dans son atelier.

L'*Observateur anglais* nous apprend que l'œuvre avait été terminée l'année même (vol. VII, p. 123), reproduit littéralement l'article des *Mémoires secrets* en l'abrégeant. Cet article est bien fait, il a peut-être été écrit par un praticien ; mais les réflexions de la fin auraient pu être supprimées sans inconvénient : elles sont trop subtiles et trop recherchées.

On a dit que la *Diane* d'Allegrain était un portrait de madame du Barry. On l'avait dit aussi de la *Baigneuse*, du même, mais à tort, puisque cette statue a été exposée en 1767. Voir le livret du salon un an avant

que la faveur de Jeanne Vaubernier ne commençât. La tête de *Diane* est d'une beauté plastique idéale; c'est peut-être pour ce motif qu'elle ne devrait pas être considérée comme reproduisant les traits de madame du Barry, qui n'était pas, selon nous, un modèle d'esthétique. Le silence des contemporains confirmerait notre opinion; quant aux formes du corps, ce serait différent, madame du Barry pouvait ressembler à la *Diane* par ce côté seulement.

Voici la description très exacte du musée du Louvre:

Diane est nue, le front orné d'un croissant, debout, le haut du corps incliné, la main droite appuyée sur un tronc d'arbre qui supporte une draperie, la gauche ramenée vers un des seins qu'elle cache au moyen d'un linge. On lit sur le socle : *Fecit C.-G.* (c'est-à-dire Christophorus-Gabriel) *Allegrain, 1768, Parisiensis.*

Statue en marbre. — Hauteur, 1,600.

Allegrain n'avait pu faire transporter sa *Diane* au Salon, à cause, disent naïvement les journaux du temps, de la *masse de la machine*, ce qui ne serait qu'un jeu aujourd'hui pour l'industrie moderne.

Greuze (J.-B.) n'exposait pas par une autre raison. Irrité par les dégoûts qu'il avait éprouvés à ses débuts, il avait pris la résolution de ne plus rien envoyer au Salon; il tint parole jusqu'à la Révolution. Cependant il ouvrait son atelier au public, lorsqu'il voulait faire connaître quelque-une de ses productions. C'est ce qui eut lieu en 1777. On lit dans les *Mémoires secrets*, à la date du 10 octobre de cette année :

On voit encore chez M. Greuze le tableau d'une fille qui a cassé sa cruche, symbole expressif d'un bien plus précieux qu'elle a perdu. Des fleurs qu'elle tient dans son tablier

représentent non moins ingénieusement la légère et futile récompense qu'elle en a reçue. Sa figure est pleine de la couleur naïve que ce premier échec cause à toute personne honnête. Quant au faire, il est supérieur; les chairs ont cette fermeté d'une villageoise robuste, les bras sont charnus et animés du sang qui y circule.

Ce tableau est merveilleusement empâté et la santé, la fraîcheur respirent sur la physionomie de cette fille.

La jeune fille à la cruche cassée, dit un autre critique, est l'une beauté et d'une naïveté ravissantes; les teintes sont fraîches et d'une belle union, soutenues, d'une exécution ferme et aimable. Ne reprochons plus la négligence de certaines parties, il ne se l'est peut-être permise que pour faire valoir les objets principaux. Mais le public ne lui pardonnera pas de le priver de la vue de ses chefs-d'œuvre. (*La Presse, etc.* Rome, 1777, p. 22.)

Dans un état dressé le 30 juillet 1774, contenant le catalogue authentique des tableaux, statues, appartenant à madame du Barry, figure à l'article peinture *la Cruche cassée*, par Greuze.

Madame du Barry possédait donc cette toile dès 1774 et même auparavant.

Le même tableau est encore inscrit dans l'inventaire de l'an II, après l'exécution de madame du Barry et la confiscation de ses biens au profit de la République, en ces termes : « N° 59. — *La Cruche cassée*, par Greuze, la bordure fracturée. »

Ainsi la toile originale a dû passer entre les mains de l'Etat, avec les biens de madame du Barry. Cependant dans le musée du Louvre, ce tableau est indiqué comme appartenant à l'ancienne collection, et acheté à la vente du marquis de Verri, en 1783, moyennant 3,000 livres.

Il y aurait donc eu une répétition exécutée par Greuze,

comme cela se voit souvent. Mais alors l'Etat devrait posséder deux fois *la Cruche cassée*, l'une, par suite de l'acquisition Verri, l'autre, par l'effet de la confiscation révolutionnaire, à moins qu'on ne suppose que les commissaires, sachant que déjà ce même sujet était au Louvre, n'aient pas cru devoir *l'extraire* suivant leur langage, c'est-à-dire l'excepter de la vente nationale qui aura eu lieu. L'article ne porte pas, en effet, le signe affecté aux objets réservés.

Il serait intéressant de savoir ce qu'est devenue cette toile qui, suivant nous, doit être la première sortie du pinceau du maître.

Tout le monde connaît *la Cruche cassée*, soit par le tableau peint qui est exposé au Louvre, soit par la belle gravure de Massard. Voici la description du catalogue du musée, préférable aux interprétations risquées et pédantesques des *Mémoires secrets*.

N° 263. — H. 1,10, — L. 0,85, — Forme ovale. — T. — Fig. jusqu'aux genoux, de grandeur naturelle.

Une jeune fille vue de face, avec un ruban violet et des fleurs blanches dans les cheveux, un fichu de gaze passant sur sa poitrine, à moitié découverte, une rose effeuillée au corsage, est debout, vêtue de blanc, retenant des fleurs dans sa robe et portant au bras gauche une cruche fêlée ; à droite une fontaine ornée d'un lion accroupi, qui lance de l'eau. (P. 163.)

On a dit aussi que la jeune fille de Greuze était un portrait de madame du Barry. Il n'y a pas entre elles la moindre ressemblance. Il est probable que le tableau de *la Cruche cassée* est antérieur à la faveur de madame du Barry.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCE N° 1.

APPROBATION DONNÉE PAR LOUIS XVI, ENCORE DAUPHIN
A L'ÉDIT DE NOVEMBRE 1770.

Cela est très beau, voila notre vrai droit public...
Je suis enchanté de monsieur le Chancelier.

PIÈCE N° II.

PAPIERS DE MAUPEOU.

Monsieur, dans le grand malheur qui m'accable, j'ai encore celui de ne voir personne ; j'ai toujours vu avec le plus grand plaisir le zèle et l'attachement que vous avez marqué pour les intérêts *sire* du Roy et de la Monarchie, je ne doute pas que vous ne soyez aussi attaché, en attendant que je puisse vous voir, s'il arrivoit quelque affaire, écrivez-le-moi et je vous ferai réponse tout de suite.

LOUIS-AUGUSTE.

A Monsieur le Chancelier.

PIÈCE N° III.

ACTE DE DE BAPTÊME. — PARRAINAGE DU ROI ET DE LA FAVORITE.

Nous devons la connaissance de cet acte à M. Haguénat, directeur de l'État civil de Versailles. Ce baptême diffère de ceux que nous avons publiés par la qualité des personnes; il ne s'agit pas d'un domestique comme dans le cas de Gérard et de Zamor : c'est une personne de haute naissance pour laquelle madame du Barry est marraine avec le Roi. On voit la nuance.

L'an 1772, le 2 décembre, Louis-Benoist, fils de François Fouques-Dupac, écuyer, valet de chambre du Roi, et de Philippe-Charlotte Fortin, son épouse, né le 5 et ondoyé le 16 may de la présente année, a reçu ce jourd'huy le supplément de cérémonie du baptême, dans la chapelle royale de Trianon, de nous, soussigné curé. Le parrain, très haut et très puissant monarque, prince Louis, Roi de France et de Navarre, représenté par très haut, très puissant seigneur, Monseigneur André-Hercule de Rosset, duc de Fleury, pair de France, premier gentilhomme de la chambre du Roi, chevalier des ordres de ses armées, gouverneur et lieutenant général de la Lorraine et du Barrois, et la marreine, haute et puissante dame Benedict, comtesse du Barry et ont signé avec les parrain et marreine :

Le duc de FLEURY.

La comtesse DU BARRY.

F. FOUQUES-DUPAC.

P.-C. FORTIN.

ALLAIRE, curé.

1772, f° 63.

PIÈCE N° IV.

EXTRAIT DU MÉMOIRE DE DIVERS MODELES
ET EXÉCUTION D'OUVRAGES DE BRONZE, CIZELURE ET DORURE
FAITS POUR LE SERVICE DE MADAME LA COMTESSE DU BARRY
PAR GOUTHIERE
CIZELEUR ET DOREUR DES MENUS PLAISIRS DU ROY.

Messieurs de Goncourt ont donné aux pièces justificatives de leur Notice sur madame Dubarry les premières feuilles de l'état de Gouthière, qui fait double avec celui-ci, et que nous avons remis à la bibliothèque de la ville de Versailles, avec tous les autres documents que nous possédions sur madame du Barry.

Nous avons préféré prendre les motifs les plus importants de chaque pièce et nous nous réservons de publier plus tard cet intéressant mémoire *in extenso*.

SALON OVAL.

Esquisses et modèles des bras à roses.

Pour tous les divers modèles des roses et boutons de roses de différentes grosseurs et variétés, avec leurs feuilles et branchages, tant de roses que de mirthe, et nœuds de rubans, tous lesquels modèles ont été faits en cire, et finis chacun séparément, avec la plus grande sujétion, estimés ensemble à la somme de.

Modèles de la cheminée.

Pour les modèles de la moulure du dessus de la tablette, avoir poussé cette moulure en bois de deux pieds de longueur sur laquelle on a modelé en cire des feuilles d'ornements et feuilles d'eau, le tout estimé à la somme de. . .

Modèles en dedans de la cheminée.

Pour le modèle du trépied décoré de deux têtes de d'une guirlande de vignes et deux chûtes, d'un bandeau des cœurs entrelassés, d'un vase, isolé dans le trépied, décoré d'une flamme et d'une moulure sur laquelle la flamme est posée, laditte moulure taillée en rez-de-cœur de g

Plus une seconde moulure sur la gorge, taillée en dards, une branche de vignes tournant dans la gorge d'un culot en feuilles d'eau et coque d'ornement, d'une tige portant une fleur, un bouton à graine d'œ tyse, une pomme de pin et au milieu un serpent.

Plus un montant du trépied fait en bois.

Tous lesquels modèles en moulure estimés en total somme de

Modèle du bouton de la croisée.

Pour avoir fait un bouton en bois, avoir modelé une couronne de roses, ornée du chiffre de Madame chapelet et d'une fleur de soleil, qui sert de rosette p bouton, une plaque et des graines sur quoi le soleil est le tout estimé à la somme de

Modèles de l'espagnolette

Pour une poignée en bois évuidé à jour en forme de sur laquelle on a fait des graines de chapelet des deux Pour un autre modèle en bois pour le bouton de la po avoir modelé sur les boutons une branche de roses tout le tour du dessin; lequel bouton est décoré au de Madame au milieu.

Plus pour avoir modelé une branche de fleur de lys le milieu de la poignée. Pour deux rosettes dont l'une à arrêter le bouton sur la poignée et l'autre à l'arrêter l'espagnolette, tous lesquels modèles, tant en bois qu'en cire, sont estimés ensemble à la somme de

GRAND SALON QUARRÉ.

Modèles des ornements posés sur la serrure d'une porte.

Pour avoir fait pousser un bout de moulure en bois d'un
ad de longueur, l'avoir moulé en sable, fondu en cuivre et
né un rond entre deux quarrés, une doucine de chaque
té; sur les doucines avoir pris sur pièce des rez-de-cœur
sur le rond des cœurs entrelassés, avec des petites feuilles
et les plattes-bandes unies; le tout fait avec grande sujet-
n et estimé à la somme de

Pour un autre modèle pour le verrouil posé au bout de la
ême moulure, ce morceau de cinq pouces de hauteur sur
ux de largeur avec un ruban en saillie où se répètent les
e-de-cœur, et au bas pour cacher le joint des deux mou-
res, une bande avec des canneaux et graines, ledit morceau
rté à celle de

Pour le bas de ladite moulure, avoir fait un bout d'orne-
nt qui pose sur la serrure, lequel porte environ deux
uces de longueur et est décoré d'une petite graine de
neaux, et le bas est orné des mêmes rez-de-cœur que
ux qui sont sur la monture, tous ces ornements pris sur
ce sur un morceau de cuivre, évalué à la somme de

Pour avoir fait modeler en cire pour la serrure une ara-
sque décorée du chiffre de Madame au milieu; cet orne-
nt portant cinq pouces six lignes de longueur sur deux
uces six lignes de hauteur, estimé à celle de. .

Pour avoir moulé en plate ledit ornement, l'avoir fondu
étain et l'avoir bien cizelé, celle de

Pour avoir fait mouler un pareil arabesque, décoré de
nblables ornements pour la serrure posée à la porte de
salle à manger, ledit arabesque portant trois pouces six
nes de longueur sur deux pouces six lignes de hauteur,
imé en totalité à la somme.

Pour avoir moulé en plate ces arabesques, l'avoir fondu
étain et l'avoir cizelé, celle de.

Pour avoir fait pour la serrure en bois, des des deux bouts, les quatre angles quarrés, pour l'avoir fondre en cuivre, l'avoir bien l mé et avoir pris sur la lure des rez-de-cœur, et sur angles des chapelets avec une petite branche de mirthe pour l'angle, tous lesdits ornements pris sur pièce et estimés ensemble à celle de . . .

Pour avoir tourné en bois un bouton sur lequel on a ciselé en cire une tête de soleil avec des rayons et à l'entour des narcelles, le tout évalué à celle de . . .

Pour avoir monté les boutons et avoir tiré les cires d'épaisseur, la somme de . . .

Pour un second modèle du petit bouton pour ouvrir la serrure. Ce modèle est à (fleurs) rayé au crayon, feuilles de soleil et est estimé à celle de . . .

SALON A CUL-DE-FOUR.

Exécution de six boutons avec leurs plaques et soleils.

Pour avoir fondu en cuivre six boutons avec leurs plaques et soleils; pour cizelure de chaque bouton orné du chiffre de Madame, couronne de myrthe et baguettes à rubans; tous lesdits ornements évidés à jour avec sujettion, les fonds des boutons évidés avec chaque plaque à chapelets et les soleils, le tout bien cizelé, chaque bouton avec les plaques évalué à . . . fait pour les six boutons la somme de . . .

Salle à manger.

Pour avoir fait un modèle de demi lustre à quatre branches, en avoir exécuté quatre en bronze sur le même modèle avec tous les supports de cristaux soudés en soude forte et tarodés à visser avec écroux, toutes les carcasses montées, chacun de ces demi lustres estimé, y compris les cristaux, bronze, monture, limure, argenture, fournitures, cristaux et tous les frais des coupures desdits cristaux et les demis vases, pendeloques, autres pièces bien représentées posage des cristaux, à la somme de . . .

Ce qui revient pour les quatre demi lustres à celle de . . .

SUPPLÉMENT.

Pour les anciens appartemens du château.

Avoir fourni une paire de bras composé de trois branches de lys, autres fleurs et nœuds de rubans, deux des branches de lys servant de bobèches, estimé en totalité, y compris bronze, cizelure, monture et dorure en or matle, à la somme de

Pour la salle à manger avoir fourni un feu à enfants estimé, y compris les fers, à celle de

Pour deux garnitures de fortes pelles, pincettes et tenailles garnies de leurs boutons en bronze cizelé et doré d'or moulu, chaque garniture évaluée à la somme de

Les deux reviennent à celle de

Frais extraordinaires.

Pour dépenses faites en journées et nourriture d'ouvriers, employés avant et après le premier souper qui a été donné au pavillon de Louveciennes, le 4 septembre 1771.

SAVOIR :

Au sieur Verheyem	23 journées à 5 l.	115 l.	} 266 l.
Au sieur Francfort	8 — 5 l.	40 l.	
A deux autres ouvriers	37 — 3 l.	111 l.	

Pour 37 voyages de brancart de transport d'ouvrages, à 12 livres par chacun 444 livres.

Plus pour 95 voyages, à commencer des premiers ouvrages que *Gouthière* a eu l'honneur de faire pour le service de *Madame*, dont l'époque est du 29 juillet 1770, jusqu'au 30 septembre 1772, à raison de 12 livres par chaque voyage, ce qui revient pour les 95 voyages à la somme de 1,140 liv.

DÉCOMPOSITION DU MÉMOIRE DE GOUTHIÈRE.

Salon ovale.

Parties considérées comme mobilier.....	27.200 li
non mobilier.....	12.700

Salon quarré.

Partie considérée comme mobilier.....	32.000
non mobilier.....	12.700

Salon cul-de-four.

Partie considérée comme mobilier.....	9.900
non mobilier.....	2.400

Salle à manger.

Partie considérée comme mobilier.....	1.340
non mobilier.....	454
<i>Vestibule qui rend à la salle à manger...</i>	600
<i>Cabinet de garde-robe</i>	720
<i>Passage de l'antichambre</i>	9
<i>Antichambre de garde-robe</i>	300
<i>Supplément à l'ancien château</i>	3.190
<i>Pour ouvrages des modèles d'orfèvrerie</i>	
<i>suivant le mémoire.....</i>	8.200
<i>Frais extraordinaires.....</i>	2.150

Total..... 115.800 li

Enfin nous donnons le mémoire et la lettre de quête adressés par M. Gouthière à madame du Duc nous faisons suivre ces deux pièces d'une autre moins intéressante : une facture de MM. Roettiers et fils, orfèvres du roi.

LE SIEUR GOUTHIÈRE, CISELEUR DOREUR DES MENUS-PLANS
DU ROI.

Son premier mémoire, qui comprend tous les ouvrages bronze, cizelure et dorure par lui faits dans le nouveau

le Luciennes, monte à 134,218 livres 8 sols 4 deniers réglé par M. Roethiers père à.....	99.208 livres.
ce qui comprend différens modèles series faites pour l'usage particulier lame la Comtesse, et aussi pour ar- e, réparations et reposage dans les dudit pavillon, montant à 14,006 liv. , réglé de même à.....	13.200
il demande une indemnité à cause térêts des grosses avances qu'il a	Mémoire.
Total.....	112.498 livres.
quoil il a reçu jusques et compris le 1773.....	98.000 livres.
Reste dû.....	14.498 livres.
pendamment de l'indemnité ci-dessus dée.....	Mémoire.

décembre 1773, il a été expédié un mandement sur M. Beaujon de
res, pour solde, et remis le 31 dudit à M. Gouthière.

eur Gouthière supplie tres humblement madame la
se de lui faire expédier un mandement pour ce qui
e dû des mémoires réglés par M. Roethiers, qui monte
8 livres, aiant en même tems égard a l'indemnité
est due par les deux considérations ci-après :

remière est que ses ouvrages n'ont été estimés que
s'ils eussent été livrés dans Paris, et aux prix les plus
en laissant a madame a arbitrer ce qu'Elle voudrait
r pour les courses très fréquentes de l'artiste, tant à
es qu'a Luciennes, pour les séjours dispendieux que
es garçons ont dû faire dans ce dernier lieu et pour
port des ouvrages, comme M. Roethiers n'a pas man-
l'observer à Madame en lui remettant ses régle-

conde est l'intérêt des avances qu'il a faites pour

l'achat de l'or dès le commencement de ses travaux ; qu ses ouvrages aient été livrés en 1771, il n'avait reçu trente mille livres à la fin de cette année, il a touché huit mille livres dans le courant de 1772, et enfin en compté vingt mille livres en juin 1773, vingt autres livres en août, et il lui reste encore dû 14,498 livres. Le seul de ces intérêts monte à plus de huit mille francs.

Il serait bien malheureux pour le sieur Gouthière, avoir travaillé à la satisfaction de Madame, de supporter une perte aussi considérable, et il ne peut pas croire que ce soit sa intention.

Il serait encore plus malheureux pour lui, sa fortune lui permettant pas de fournir à de pareilles pertes, de trouver hors d'état de continuer à faire les avances nécessaires pour l'exécution des ordres de Madame.

Le sieur Gouthière va présenter à Madame le détail de ses ouvrages fournis en 1773, qui montera au-delà de vingt-cinq mille livres.

Il est obligé de faire de nouvelles avances pour les ouvrages que Madame lui a commandé, et ces avances coûtent à lui huit pour cent.

MM. ROETTIERS PÈRE ET FILS, ORFÈVRES DU ROI.

*Fournitures par eux faites à madame la comtesse du Dauphin
à commencer du 7 septembre 1771
jusques et y compris le 11 décembre 1773.*

NOTA. — Les fournitures antérieures sont comprises dans les deux premiers mémoires soldés.

Le 3^e Mémoire, qui comprend depuis le 7 septembre 1771, jusqu'au 29 mai 1772, monte à 55,657 liv. 8 s.

Dont il convient de déduire les différentes vieilles pièces d'or et d'argent qui ont été données pour comptant.....

518	5	55.139 liv.
<hr/>		<hr/>
A reporter.....		55.139 liv.

Report..... 53.439 l. 3 s.

Le 4^e Mémoire, qui comprend depuis le
12 juin 1772 jusques au 3 novembre 1773,
monte à 93.006 l. 13 s. 4 d.

Dont il convient déduire
pour les pièces d'or et
d'argent qui ont été ren-
dues pour comptant.... 3,464 l. 15 s. 4 d.

Reste pour..... 90.141 l. 19 s.

Le 5^e Mémoire, qui comprend les fourni-
tures faites le 11 décembre 1773, monte à.. 6.008 l. 15 s. 7 d.
151.289 l. 17 s. 7 d.

Sur quoi déduisant la diminution consentie
par la dame Roettiers de.... 7.000 l.

Le TOTAL des fournitures restera pour... 144.289 l. 17 s. 7 d.

Paiemens faits à MM. Roettiers :

Suivant la vérification faite par M. Demont-
valher des deux premiers Mémoires et des
sommes qui leur avaient été payées jusques
et compris le 8 octobre 1774, il paraît que
MM. Roettiers ont reçu de trop 637 l. 12 s.

Leurs reçus au bas des man-
dats de madame la comtesse du

Barry sur M. Beaujon, liv.

Le 1^{er} du 26 fév. 1772 de 10,000

Le 2^e du 26 mars 1772 10,000

Le 3^e du 3 août 1772 10,000

Le 4^e du 1^{er} oct 1772 10,000 92,000 liv.

Le 5^e du 16 janv 1773 12,000

Le 6^e du 3 avril 1773 20,000

Le 7^e du 14 juin 1773 20,000

92.637 l. 12 s.

Partant, resterait dû... 51.652 l. 5 s. 7 d

Sur quoi il a été déduit..... 1,652 liv.

et payé en deux mandements
de M. Beaujon de 25,000 livres
chacun, l'un à la fin de dé-
cembre et l'autre en fin de
mars 1774, cy.. .. 50,000

Somme pareille.... 51,652 liv.

Déclarant MM. Roettiers, qu'ils n'ont point l'imputation en l'autre part des 637 livres.

Dont la vérification sera faite d'ici à quinze jours, pour être remboursé s'il y a lieu et tous les reçus précédens, montans à 343,328 livres 4 sols, ont été remis à M. Roettiers comme :

Fait et arresté double à Paris, le 29 décembre 1713.

Le présent avec les mémoires quittancés, ne faisant qu'une seule et même chose.

ROETTIERS, DELATOUR et C^{ie},
DEMONTVALLIER.

PIÈCE N° V.

AFFAIRES DE POLOGNE

Le partage de la Pologne a été longtemps couvert par un profond mystère. Les faiseurs de mémoires historiques ou prétendus tels en ont profité pour interpréter ce secret d'État au gré de leurs intérêts ou de leurs fantaisies, chacun prétendant avoir pénétré les vues des cabinets avant ses adversaires et rejetant sur eux la responsabilité du démembrement de la malheureuse Pologne.

Nous publions ici le texte même des dépêches qui ont été changées et qui apparaissent pour la première fois dans toute leur vérité. Nous laissons à nos lecteurs le soin de se prononcer entre d'Aiguillon et Rohan, entre Georgel et Saint-Priest. Nous ne signalerons qu'un point non encore entrevu.

Frédéric II a voulu voir Joseph II en personne, les entretiens ont eu lieu à Neisse, à Neustadt. Le vieux tentateur a circonvenu le jeune Prince, il lui a montré du doigt l'Alsace et la Lorraine et lui a dit : « Si cette conquête vous tente, j'ai 130,000 hommes à vos ordres et je mettrai de plus mes vieux os à votre service... » Un plan est dressé par le général hongrois Nadasty et communiqué au maréchal de Lasca. Une tentative est faite par le partisan Menzel. Joseph II, sentant que la question n'est pas mûre, recule et déclare que les bords du Rhin nous ont coûté assez de sang pour que nous en restions possesseurs tranquilles... Il faudra un siècle pour montrer quelle solidarité unissant la Pologne, la France et accomplir au profit de la Prusse le mot de Frédéric.

LE PRINCE LOUIS DE ROHAN, AU DUC D'AIGUILLON.

Vienne, le 18 avril 1772.

On vient de me communiquer deux états des troupes autrichiennes qui ont eu ordre d'entrer en Pologne, et je me hâte de les faire passer. Nous ne devons pas tarder à connaître

le plan concerté entre les trois puissances, et l'opération prochaine de leurs armées. Les confédérés doivent maintenant se persuader qu'il n'est plus pour eux de ressource à attendre de la Cour de Vienne....

Je désire pour le repos de l'Europe que les mesures prises par les puissances unies ne mettent point les autres Cours dans le cas de s'opposer à des arrangements qui pourraient annoncer une altération notable dans le système actuel de l'Europe.

La Cour de Vienne vient encore d'emprunter six cent mille florins à la banque de Milan. On nous promet une pacification et l'on n'entend parler que d'emprunts, de mouvements de troupes et de préparatifs de guerre. L'on comprend que les trois Cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin ne paroissent avec tant d'éclat en Pologne que pour forcer les Polonois à se soumettre aux lois qu'on leur imposera. Nous verrons enfin l'issue de ce secret si obstinément gardé. Il paroît que la Russie jouera le beau rôle et qu'on aura contribué à son triomphe au moment où ses ressources se bloient épuisées.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON.

A Vienne, le 20 avril 1772.

Il y avoit bien appartement, Monsieur le Duc, je m'y suis rendu pour faire ma cour à l'Impératrice. Après m'avoir accueilli avec ses bontés ordinaires, elle m'a dit qu'on faisoit partir aujourd'hui un courrier pour instruire ma Cour de la position des choses, et elle m'ajouta sur le champ qu'elle étoit sensiblement touchée et affectée qu'elles n'eussent pas pris une tournure plus favorable et que les circonstances étoient bien malheureuses ; que du reste elle se consolait en pensant qu'elle n'avoit rien à se reprocher et qu'elle avoit fait tout ce qui étoit en elle. Le local et la discrétion m'ont empêché de développer davantage le sens de ces paroles.

Je me suis rendu le même soir chez le prince de Kaunitz.

m'a dit aussi qu'il vous expédioit un courrier, Monsieur le Duc, pour vous donner connoissance de tout ce qu'il lui étoit possible de vous communiquer dans le moment présent.

J'ai crû nécessaire de vous rendre compte de la douleur que l'Impératrice m'a marquée : quelquefois une pance pareille peut être utile à l'ensemble des choses. Cette lettre vous sera remise par le même courrier qui porte les dépêches à M. de Mercy. J'ai voulu profiter de cette occasion pour montrer qu'elle vous parvint en même tems.

LE DUC D'AIGUILLON AU PRINCE L. DE ROHAN.

A Versailles, le 27 avril 1772.

Ma lettre précédente, Monsieur, étoit écrite lorsque votre courrier m'a remis celle n° 22, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 et le 15 de ce mois.

Les aveux que M. le prince de Kaunitz vous a fr (sic) dans dernier entretien que vous vous êtes procuré avec lui, inquiet assés, quoiqu'ils soient bien vagues, l'espèce de la révolution (sic) qui s'est opérée dans les idées de la Cour de Vienne, et la nature des arrangemens qui vont terminer la crise où elle s'est trouvée. De tous les dénouemens possibles, celui qui est au moment de se manifester étoit assurément le moins probable après les démonstrations de la Cour de Vienne et après les sentimens qu'elle avoit si hautement témoignés, soit sur l'accroissement des Puissances Prussiennes

Moscovites et sur l'affaiblissement de l'Empire Ottoman, soit sur le sort de la Pologne. Il est bien difficile qu'un parti aussi visiblement dicté par la foiblesse n'ait des suites funestes pour une Cour à laquelle la réputation de fermeté est nécessaire et qui ne peut ni sauver son honneur, dans ces circonstances où elle se trouve, ni maintenir la balance sur la portion quelconque des dépouilles de la Pologne et de la Turquie qu'elle se fera assigner pour prix de son cession au système des deux puissances que les circonstances devoient lui faire envisager comme ennemies.

Ces réflexions, Monsieur, ne sont que pour vous seul. La Cour de Vienne ayant séparé ses intérêts de ceux de l'alliance, il ne convient pas au Roy de s'expliquer en aucune manière sur l'annonce qu'on ne vous a faite pour ainsi dire que par hazard (*sic*). La résolution déterminée de demeurer dans le silence sur l'objet et l'étendue de l'arrangement dont on vous a parlé mystérieusement (*sic*) m'impose une loi égale. Le Roy ne pourra donc qu'attendre le moment où il sera instruit avec le public des conditions convenues avec les trois Cours.

L'unique résultat, Monsieur, auquel nous ayons à nous arrêter, dans ce moment cy, c'est l'impossibilité de nous occuper désormais avec fruit et avec honneur des affaires de Pologne en général et de celles des confédérés en particulier.

.

Le Roy désormais étranger aux résolutions des Magnats. — Rappel de M. de Vioménil. — Avances autorisées pour son retour et pour lui seul. — Les officiers envoyés sont maintenus pour seconder les confédérés, conformément aux intérêts de Leurs Majestés Impériales.

Tel est, Monsieur, le seul parti que le Roy puisse prendre dans une conjoncture aussi extraordinaire et aussi inattendue. *En gémissant* sur le sort de la Pologne, Sa Majesté ne peut que laisser un libre cours aux événemens qu'il n'est pas en son pouvoir de diriger.

LE DUC D'AIGUILLON AU PRINCE L. DE ROHAN.

Versailles, le 30 avril 1772.

Réception des états des troupes autrichiennes.

Les mesures que cette Cour (Autriche) et celles de Berlin et Pétersbourg semblent exécuter de concert développeront

sans doute bientôt, ainsi que vous le remarquez, l'objet de leur intelligence ; au surplus, les vues de la Cour de Berlin sont trop à découvert pour pouvoir douter que celles des deux autres Cours n'y soient analogues et ce n'est plus guère que sur les détails qu'il peut rester de l'incertitude.

Nouvelles sur le sort des malheureux confédérés attendues avec impatience. — Sur les infortunes qui vont fondre sur eux et sur leur patrie. — Nouvel emprunt de trois millions ouvert récemment à Bruxelles et retour prochain dans les Pays-Bas des régiments qui en avaient été tirés et dont le nombre doit même être augmenté. — Contraste apparent entre le langage de la Cour de Vienne et les mesures qu'elle prend.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON.

A Vienne, le 2 may 1772.

... J'avois pour garans de mes conjectures nouvelles, les expressions mêmes de l'Impératrice Reine et la parole de son ministre dont je ne soupçonnois point alors l'ambiguïté. Mon dernier courier (*sic*) et celui de la Cour impériale vous auront mis au fait de la position du moment.

Les trois Cours unies et qui devoient, je crois, être bien étonnées de leur union, n'attendent plus, sans doute, que la proclamation de l'armistice pour commencer leur opération en Pologne.

LE DUC D'AIGUILLON AU PRINCE L. DE ROHAN.

A Versailles, le 3 may 1772.

Instructions envoyées par l'Impératrice reine et dont le prince de Kaunitz vous avoit prévenu, arrivées à M. le comte de Mercy.

Dépêche très étendue apportée mardi dernier par cet am-

bassadeur et communiquée à M. d'Aiguillon. Je vais en résumer ici l'essentiel.

Ce ministre détaille d'abord le malheur des circonstances de tout genre et des événemens qui ont trompé l'attente et la politique de sa Cour. Le résultat de cet exposé est qu'il ne lui restoit qu'à choisir entre trois partis :

1° De soutenir une guerre contre les forces réunies de la Russie et du Roi de Prusse ;

2° De voir avec indifférence et tranquillité les succès des Russes et leurs accroissemens ainsi que ceux du Roi de Prusse ;

Et 3° de se concerter avec ces deux puissances et de s'assurer au moins d'un accroissement de puissance qui maintint la balance dans le même équilibre où elle se trouvoit entre elles avant la guerre actuelle.

Quant au premier de ces partis, c'est-à-dire la guerre, le ministre autrichien semble se plaindre de n'avoir eu aucune assistance à espérer des puissances qu'un intérêt commun auroit dû réunir à la Cour de Vienne et il établit qu'il eût été imprudent et dangereux de vouloir mesurer ses forces contre celles de la Russie et du Roy de Prusse.

Le second parti eût été aussi humiliant qu'onéreux, après les efforts que Leurs Majestés Impériales ont faites (*sic*) pour en imposer, et les dépenses immenses que l'espérance de contenir la Russie et le Roi (*sic*) de Prusse leur a coûté, il étoit impossible qu'elles laissassent leurs voisins s'aggrandir à leur gré et donner la Loi, surtout après qu'elles eurent fait la découverte d'un Traité secret qui assuroit au Roi de Prusse l'acquisition de la Prusse Polonoise.

Il ne restoit donc, selon M. de Kaunitz, que le parti auquel sa Cour s'est déterminée, quoique avec les plus grands regrets et une répugnance extrême, et ce parti consiste à s'assurer des acquisitions proportionnelles à celles que la Cour de Berlin fera elle-même et qui soyent suffisantes pour conserver à la puissance Autrichienne la prépondérance dont elle est en possession, à l'effet de quoi Leurs Majestés Impé-

elles feroient valoir les prétensions (*sic*) qu'elles pouvoient avoir sur différens districts de la Pologne, ainsi que la Cour de Berlin feroit valoir les siennes.

Quelque fâcheux que cet expédient soit en lui-même, la Cour de Vienne le présente comme étant le plus avantageux à l'alliance, dont il maintient les forces et la considération sur le pied actuel et elle paroît avoir présumé que le Roi, en tel (*sic*) allié, envisageroit cet événement comme le plus favorable que les circonstances permissent d'espérer.

Je ne vous parlerai pas, Monsieur, des motifs sur lesquels le prince de Kaunitz et de Mercy ont fondé l'apologie de leur Cour, relativement au mystère (*sic*) qu'on a fait au Roi, des négociations qui, au dire même de cet ambassadeur, ont amené cet arrangement, car il prétend que Leurs Majestés Impériales ont frappé alternativement à toutes les portes et que ce n'est que l'impossibilité de désunir la Russie et la Cour de Berlin qui a déterminé leur résolution. Vous êtes suffisamment instruit à cet égard par les discours de l'Impératrice Reine et de son ministre et vous présumerez d'ailleurs aisément les observations que j'ai pu faire à M. de Mercy sur tant de négociations si constamment dérobées à notre connoissance, malgré la manière pleine de confiance et d'intérêt dont nous nous étions livrés à tout ce qui concernoit ces grands objets, mais une circonstance très remarquable, est, Monsieur, que la confidence de la Cour de Vienne ne s'est point étendue jusqu'aux particularités du partage concerté entre les trois puissances ni aux lots qu'elles s'adjugent respectivement. Il sembleroit même aux propos de M. de Mercy que celui de la Cour de Vienne n'est pas encore déterminé et que son ajournement demeure encore en suspens et sera l'objet d'un concert ultérieur. Nous savons cependant par d'autres canaux, et je ne l'ai point laissé ignorer à M. de Mercy, que le lot de la Cour de Berlin sera composé de toute la Prusse Polonoise, à l'exception des villes de Thorn, de Dantzick et de son territoire.

Je n'ai point dissimulé, Monsieur, à cet ambassadeur l'é-

tonnement où nous jettoit un si grand et si important sacrifice tant et pour ainsi dire pour rien et dont on ne faisoit pas le compte. L'entrée des troupes autrichiennes en Pologne, je ne lui ai pas non plus caché que la détermination de sa Cour paroitroit s'exposer à des inconvénients actuels et à des inconvénients futurs, que l'équivalent des acquisitions du roi de Prusse ne seroit jamais formé par aucun des arrondissements qui pouvoient être destinés à la monarchie autrichienne. Je lui fis sentir *quoiqu'un peu légèrement* que l'équilibre général ne seroit point maintenu par l'accroissement même proportionnel des trois Cours puisqu'il faudroit pour l'opérer que la France participât au bénéfice de cet arrangement, au moins par des arrondissements à sa convenance.

Au surplus je témoignai que la Cour de Vienne, gémissant elle-même sur la triste nécessité où elle se voyoit réduite de donner les mains à un semblable arrangement, le Roi ne pourroit sans doute que gémir avec elle sur le malheur des conjonctures et partager les peines de LÉOPOLD. M. de MÉRCEY en proportion de la sincérité des liens qui unissent les deux Cours, mais un des points essentiels auquel je m'arrêtai, Monsieur, fut d'observer à M. le comte de Mercy que les acquisitions nouvelles que la Cour de Vienne alloit faire ne pouvoient point être comprises dans la garantie réciproque stipulée par le traité de Versailles.

Cette façon de penser, Monsieur, n'étant encore alors que mon sentiment particulier, je prévins M. le comte de Mercy que je prenois les ordres du Roi sur l'exposé qu'il venoit d'en faire, et Sa Majesté, sur le compte que j'ai eu l'honneur de lui en rendre dans son conseil, ayant approuvé et adopté les réflexions dont je viens de vous exposer le précis, m'a chargé de les réitérer en son nom à cet ambassadeur lors de notre première conférence.

Je crois donc devoir vous en prévenir pour vous mettre à portée d'en parler à M. le prince de Kaunitz avant l'arrivée

la relation que M. le comte de Mercy pourra lui adresser. L'intention de S. M. est donc que vous déclariez à ce ministre qu'elle est trop sincèrement attachée à LEURS MAJESTÉS IMPÉRIALES pour se permettre aucune réflexion sur un parti qu'elles ont sans doute pris après les plus mûres délibérations et sur un calcul réfléchi de leurs intérêts, quoique SA MAJESTÉ n'ait pu qu'être sensible à la manière pleine de réticence dont toute cette affaire a été et continue à être traitée ; que SA MAJESTÉ est bien éloignée de mettre obstacle à l'arrangement qui paroît définitivement arrêté ; mais qu'en considérant les choses en elles-mêmes et les dangers futurs d'un pareil accord, elle ne peut que témoigner à la Cour de Vienne qu'elle ne croit pas que les obligations de la garantie réciproque s'étendent à des acquisitions faites sous de tels auspices ni aux querelles qui peuvent en résulter. Vous assaisonnerés, Monsieur, cette déclaration de tous les témoignages d'amitié possibles.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON.

A Vienne, le 9 may 1772.

La Cour de Vienne doit faire paroître bientôt un manifeste pour justifier sa conduite. Sans doute que pour éloigner toute idée d'usurpation, elle fera valoir des prétentions fort anciennes qu'elle dit avoir sur les territoires qui doivent tomber dans son lot et si la Russie conquérante, pour prix des complaisances du ministre autrichien, ajoute d'autres possessions, le nouvel arrangement sera annoncé comme une suite de négociations nécessaires entre les puissances intéressées pour maintenir l'équilibre et la tranquillité du Nord.

En conséquence des ordres du Roi, j'ai été chés le prince de Kaunitz. J'ai demandé que les officiers français faits prisonniers par la Russie et le roi de Prusse fussent renvoyés sur parole.

Je lui ai encore rappelé que les secours donnés aux confé-

dérés n'avoient été accordés que par la Cour de Vienne en avoit témoigné au Roi et sur l'assurance qu'elle étoit convenue elle-même que pouvoit être pour la suite une pareille diversion.

M. de Kaunitz répond qu'il craint que Leurs Majestés Impériales ne se compromissent..... Étonnement et instance de l'ambassadeur.

CONVERSATION AVEC KAUNITZ (*chiffrée*).

Je lui ai ajouté qu'il m'étoit difficile de trouver l'épithète juste pour déterminer cet accord étonnant.

Le ministre m'a répété ce qu'il m'avoit déjà dit du malheur des circonstances et de la nécessité où sa Cour s'étoit trouvée de se concerter pour éloigner les fléaux qui alloient fondre sur la monarchie autrichienne et lui attirer les plus grands désagréments et que, quoique les choses ne fussent pas de nature à leur plaire, il avoit cependant fallu beaucoup de fermeté et d'adresse pour les amener au point où elles sont ; que nous en serions convaincus quand il lui seroit permis de nous dire toute la suite de la négociation.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON (*chiffrée*).

Vienne, le 13 mai 1771.

Un nouvel entretien, Monsieur le Duc, avec M. le prince de Kaunitz, que j'ai fait naître sans le provoquer, m'a donné des détails très suivis sur l'origine, les progrès et les suites des démarches de la Cour de Vienne pour se réunir, dans les circonstances présentes, aux deux Cours de Pétersbourg et de Berlin.

Il y a deux mois, m'a répété le ministre, que je ne me doutois pas ni de ce qui existe, ni de ce qui doit arriver incessamment. Nous n'étions alors occupés qu'à imaginer tous les moyens possibles pour éloigner le fléau de la guerre. Les vues que le Roi de Prusse manifestoit sur la Prusse Polonoise nous donnoient de l'ombrage et de l'inquiétude. On

rien empêcher l'effet que nous redoublâmes nos sollicitations auprès de la Czarine, pour lui montrer tout le danger que couroit même la Russie, en laissant de telles possessions entre les mains d'un voisin toujours avide et insatiable. Elle vint de la vérité de nos réflexions, mais on nous fit entendre qu'il étoit des liens qu'on ne pouvoit plus rompre ; les liaisons de la Cour de Vienne avec La Porte avoient empêché d'écouter les propositions du Roi de Prusse et qu'on étoit déterminé à donner à cette union toute l'étendue possible, si la Maison d'Autriche continuoit à favoriser les Russes. Nous soupçonnâmes alors un traité entre les deux Empires. Dès que nous fûmes assurés de ce fait, il fallut s'informer pour en connoître les conditions.

La Russie résolue à étendre ses conquêtes. — Roi de Prusse se chargeant d'empêcher les Autrichiens de faire aucun obstacle à ce dessein. — Pacification avec la Porte. — Que de là les deux puissances se réunissent en Pologne et devaient nous faire repentir de notre intelligence avec Constantinople.

Il étoit alors que, prévoyant toutes les suites de cet accord, nous pressâmes l'Angleterre de parler à la Russie. Elle ne dit rien. Nous savions déjà que la France avoit annoncé qu'elle s'en tiendrait littéralement au traité de 1763, ce qui avoit fait présumer au Roi de Prusse qu'il n'avoit rien à craindre de notre alliance. Nous fîmes jouer à Constantinople tous les ressorts que peuvent inspirer l'intérêt et un danger imminent. Il n'y eut pas moyen d'arracher la Russie à son inertie.

Dans ces momens de crise, la disette et la mortalité désolèrent la Bohême et l'Autriche. Cependant la guerre sembloit inévitable ; il falloit nous décider à en soutenir seuls le poids, et si les événemens toujours incertains se tournoient contre nous, tout étoit à craindre pour la monarchie autrichienne. Nos menaces et la présence d'une armée en

Hongrie n'ayant point intimidé, il a recouru à la négociation. Nous avons demandé l'adhésion du traité entre les Cours de Pétersbourg et de Berlin. On nous l'a d'abord refusée ; sur nos instances, on nous a d'abord promis de nous en faire part, si nous voulions nous engager au secret, même vis-à-vis de nos alliés. La connoissance de ce traité nous paroissoit trop importante pour ne pas accepter ces conditions, bien qu'on nous eût certifié que nos alliés n'étoient pas compromis.

Nous vîmes par ce traité....

Que la Russie s'acheminoit à grands pas vers Constantinople ; que la Pologne alloit devenir la proie des deux Cours unies ; que l'équilibre du Nord alloit être rompu que la maison d'Autriche perdrait nécessairement la prépondérance en Allemagne, que même elle pourroit être écrasée (ce sont ses termes) et que les puissances unies étoient résolues à courir tous les risques pour l'exécution pleine et entière de leur dangereuse convention. Quel parti prendre ? Il falloit ou s'opposer à main armée à l'exécution de ce traité, ou négocier pour en diminuer le danger et s'assurer qu'il n'y auroit aucun aggrandissement tel que la balance politique actuelle pût être altérée. Nous ne pouvions choisir qu'entre deux grands maux ; nous avons cru devoir préférer le moindre. Nous avons pensé qu'en nous concertant nous ferions plus aisément contrepoids et que nous serions plus à portée d'arrêter la révolution qui alloit s'opérer et que nous n'auroit pu empêcher. C'est alors que nous avons interposé nos bons offices pour un armistice et pour un congrès.

Quant à la Pologne, il falloit en pacifier les troubles et ne pouvant plus douter des projets des deux Cours unies pour s'en approprier des territoires, tout ce que nous avons pu faire a été d'exiger que leurs prétentions fussent modérées et que nos justes réclamations sur certains points fussent admises. Voilà, a-t-il ajouté, l'état des choses, et, pour ainsi dire la généalogie de notre conduite. J'attends avec une sorte d'impatience le moment de pouvoir vous en dire plus sur

effets qui doivent résulter de notre concert. Je sais qu'on a qu'en cette occasion notre rôle n'est pas le plus beau, mais on verra que les circonstances nous ont forcé. M. le prince de Kaunitz m'a dit ensuite avec un air peiné : « Ceux qui m'aiment comme homme doivent me plaindre comme ministre, je ne croyois pas que mon ministère finiroit ainsi. » C'est, Monsieur le duc, le résultat d'une très longue conversation. Le ministre ne sembloit la prolonger que pour allonger son âme oppressée et pour justifier une conduite qu'il sait bien n'être pas approuvée.

... Il m'a assuré que l'Impératrice avoit redemandé les otages françois faits prisonniers par la Russie, mais il m'a dit qu'il craignoit un refus, tant l'animosité est grande, surtout à Saint-Petersbourg contre tout ce qui porte le nom françois.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON.

A Vienne, le 22 may 1772.

Il m'a répété ses anciennes plaintes sur la dure nécessité qui forçoit sa souveraine à un concert auquel elle acquiesçoit qu'avec la plus grande répugnance.

Observation de Rohan que ces nécessités ne justifioient pas, dans son esprit, le silence trop obstiné que la Cour de Vienne continuoît à garder sur les suites de ce concert et sur ce qui devoit en résulter. « Eh ! que voulés-vous que nous nous disions ? » a repris aussitôt M. le prince de Kaunitz, à l'instant même que je vous parle, nous ignorons encore les dernières résolutions des Cours de Pétersbourg et de Berlin quel sera le lot que nous aurons en Pologne.

LE DUC D'AIGUILLON AU PRINCE L. DE ROHAN (*chiffrée*).

A Versailles, le 26 may 1772.

Réponse de M. de Kaunitz avec tout l'art dont la vérité des faits les rendoit susceptibles. Cependant ils fixeront diffici-

Pétersbourg et Berlin, ce qu'elle entend par les prises pour le maintien de l'équilibre et quelle proposition sera raisonnable pour les Turcs, dans la triste M. de Kaunitz les envisage.

Notre réponse au Roi de Prusse, Monsieur, fut garantie ne comprenoit littéralement que les possessions de la maison d'Autriche et leur agression directe ; nous fîmes entendre que si les affaires de Pologne occasionnoient une rupture où la Cour de Vienne, notre alliée, s'engageât, nous prendrions conseil des circonstances et ne pourrions nous expliquer à l'avance sur cet objet.

Le ministre autrichien parut satisfait de cette réponse dont il avoit eu une connoissance d'autant plus particulière qu'ainsi qu'il nous l'a déclaré lui-même, le Roi lui faisoit part de tout ce qui se passoit entre lui et nous.

Il y a plus encore, Monsieur, c'est que ce fut dans la même conjoncture que le prince nous fit entendre qu'il avoit des vues arrêtées sur une portion de la Pologne et qu'il devoit cette acquisition au Roi, de préférence à toute autre puissance. Une ouverture aussi caractérisée ne pouvoit être sans doute beau jeu, mais nous n'en fîmes d'autre que de la confier à notre alliée. Nous espérons

ce n'est en abandonnant le cadavre de la République au sentiment des Russes et de la Cour de Varsovie. Au reste de Kaunitz nous ayant annoncé qu'il soupiroit après le moment de s'expliquer avec moins de réserve, il faut croire, en attendant, que sa justification aura en effet de quoi surprendre, si elle détruit, comme il paroît se le proposer, le préjugé qui semble s'être enraciné dans les esprits, en rapport à la conduite de sa Cour.

LE PRINCE L. DE ROMAN AU DUC D'AIGUILLON.

Vienna, le 27 may 1771.

Belle conduite des officiers français. — Regrets qu'ils ressentent. — Ils ont fait honneur à la nation par leur conduite et leurs talens.

28 may.

Les troupes autrichiennes s'avancent en Pologne. C'est donc une affaire dite et finie, la malheureuse Pologne devenir la proie du plus fort. La postérité a une peine à croire la gradation pour ainsi dire et la facilité avec laquelle s'est opérée cette étonnante Révolution. Quoi ! parce que l'élite de la noblesse polonoise s'est légitimement confédérée pour trancher du joug que voulait imposer la Russie, parce que l'Empereur, comme allié de la Pologne, a pris les armes pour venger les droits de cette République, il sera dit que trois puissances, dont deux étoient faites pour maintenir l'intégrité de cette monarchie contre les injustes prétentions de la troisième, se seront concertées pour s'approprier chacune une province qui sont le plus à leur bienséance, et que ce démembrement, qui ne peut qu'altérer l'équilibre du système politique de l'Europe, se sera consommé sans que les puissances intéressées aient opposé à la prépondérance qui doit résulter aient réclamé contre une usurpation si extraordinaire. Il paroît toujours constant que le Roi de Prusse a le territoire d'Elbing et la Warmie ; l'industriel mo-

narque, sans s'emparer maintenant de la ville de Dantzick, saura prendre des mesures pour y arriver plus tard.

La maison d'Autriche va faire revivre d'antiques prétentions pour colorer l'odieux du lot qui doit lui échoir. Il ne transpire encore rien de son manifeste, mais on m'a assuré qu'on devoit y revendiquer le territoire de Sandec, la starostie de Zips, la principauté d'Halitz et la Podolie, comme biens appartenant autrefois aux Rois de Hongrie. L'Europe éclairée ne verra dans ce manifeste que la force des armes qui appuie des droits imaginaires, et dans la conduite de la Cour de Vienne, qu'une politique timide, occupée d'intérêts momentanés, sacrifiant des engagements sacrés par une association qui, bien loin de l'arracher aux malheurs qu'elle redoutoit, en fera naître de plus grands et lui imprime en attendant l'ineffaçable tache qui doit accompagner l'usurpation et l'abandon de ses vrais alliés, car tel est sans doute le jugement sévère mais équitable que portera quelque jour le traité avec la Porte. On est vraiment indigné en voyant la bonne foi du Turc et les sacrifices qu'il faisoit de son or et même d'un terrain assez considérable, pour acheter l'alliance de la maison d'Autriche, et, d'un autre côté, les tortueuses expressions qui se trouvent dans l'acceptation que la Cour de Vienne a faite de ces conventions et la manière dont elle s'en sert aujourd'hui pour se jouer de son allié après en avoir tiré des millions et pour favoriser par de nouvelles vûes la supériorité que la Russie s'est acquise par ses dernières victoires. Quand on est ainsi esclave des intérêts mobiles et flottants, que les passions changent incessamment, on peut toujours être prêt, dit l'auteur du *Droit public de l'Europe*, à conclure un traité relatif aux circonstances dans lesquelles on se trouve, et voilà le rôle que joue aujourd'hui la maison d'Autriche, M. le duc voudra bien me passer ces réflexions. J'en avois besoin pour satisfaire l'indignation que j'ai vouée à tout ce qui n'est ni franc ni droit, ni loyal, ni honnête.

J'ai crû comme vous, Monsieur le Duc, qu'il étoit de la di-

gnité du Roi de ne plus provoquer la confiance du ministre autrichien. Le dénouement de ses secrets ne me paroît pas assez honorable pour que nous puissions être jaloux d'en partager le système. Je ne sais l'espèce d'impression que peuvent avoir fait et mon indifférence apparente sur ce point et la manière dont j'ai déclaré les dernières intentions du Roi par rapport aux nouvelles possessions de la maison d'Autriche, mais je trouve dans M. de Kaunitz plus de prévenances et plus de ce qui pourroit caractériser la vraie cordialité. Il ne me dit rien de nouveau, mais il aime à revenir sur la fâcheuse nécessité qui l'entraîne à regret. Il semble qu'il cherche à tourner ma sensibilité sur son personnel qui est à plaindre, dit-il, parce qu'on n'est pas à portée de le juger. — Nouvelles du congrès, promesse de les faire connaître.

L'Impératrice, qui paroît très inquiète du jugement que l'Europe portera de sa conduite actuelle, a comme forcé le prince de Saxe Hildburghausen à rompre le silence qu'il avoit promis de garder, a-t-il dit, pour ne point manquer au respect et pour ne point empoisonner par les expressions mêmes de la vérité les derniers jours d'un règne qui jusqu'ici avoit mérité l'admiration du siècle présent et des siècles à venir. Je rends ici ses termes. La confiance s'est rétablie, mais le prince n'a pas craint d'exiger qu'en envoyant ses réflexions en colonnes, elles ne seroient vues que de l'Impératrice, apostillées de sa main et renvoyées par une voie dont on est convenu. Tout a été accepté. J'ai été à portée de voir cette singulière correspondance. Le prince de Saxe y parle sans ménagemens du système qu'on a adopté, il en détaille et les suites pernicieuses pour l'avenir et l'odieux qui en résulte pour le moment, il montre à l'Impératrice le plus beau des règnes se terminer si mal ; le prince de Kaunitz y est peint avec les couleurs les plus fortes. On attribue tous les malheurs qui vont dégrader la monarchie autrichienne à ce ministre, à son apathie pour tout ce qui n'intéresse pas sa personne et à son éloignement pour le

narque, sans s'emparer mai ville de Dan
saura prendre des mesures pour y arriver plus tard.

La maison d'Autriche va faire revivre d'antiques prétentions pour colorer l'odieux du lot qui doit lui échoir. On ne transpire encore rien de son manifeste, mais on m'a dit qu'on devoit y revendiquer le territoire de Sandez, la starostie de Zips, la principauté d'Habitz et la Podolie comme biens appartenant autrefois aux Rois de Hongrie. L'Europe éclairée ne verra dans ce manifeste que la faiblesse des armes qui appuie des droits imaginaires, et dans la conduite de la Cour de Vienne, qu'une politique timide, occupée d'intérêts momentanés, sacrifiant des engagements sacrés par une association qui, bien loin de l'arracher aux maux qu'elle redoutoit, en fera naître de plus grands et lui imposera en attendant l'ineffaçable tache qui doit accompagner la surpation et l'abandon de ses vrais alliés, car tel est sans doute le jugement sévère mais équitable que portera l'Europe conquise par le traité avec la Porte. On est vraiment indigné en voyant la bonne foi du Turc et les sacrifices qu'il fait de son or et même d'un terrain assez considérable, pour acheter l'alliance de la maison d'Autriche, et, d'un autre côté, les tortueuses expressions qui se trouvent dans l'acceptation que la Cour de Vienne a faite de ces conventions et la manière dont elle s'en sert aujourd'hui pour se jouer de son allié après en avoir tiré des millions et pour favoriser par de nouvelles vûes la supériorité que la Russie s'est acquise par ses dernières victoires. Quand on est ainsi esclave des intérêts mobiles et flottants, que les passions changent incessamment, on peut toujours être prêt, dit l'auteur du *Revue de l'Europe*, à conclure un traité relatif aux circonstances dans lesquelles on se trouve, et voilà le rôle que joue aujourd'hui la maison d'Autriche, M. le duc voudra bien passer ces réflexions. J'en avois besoin pour satisfaire la indignation que j'ai vouée à tout ce qui n'est ni franc ni loyal, ni loyal, ni honnête.

J'ai crû comme vous, Monsieur le Duc, qu'il étoit de mon

Le Roi de ne plus provoquer la confiance du ministre autrichien. Le dénouement de ses secrets ne me parolt pas honorable pour que nous puissions être jaloux d'en faire le système. Je ne sais l'espèce d'impression que j'ai eue, avoir fait et mon indifférence apparente sur ce point d'importance dont j'ai déclaré les dernières intentions du rapport aux nouvelles possessions de la maison de Habsbourg, mais je trouve dans M. de Kaunitz plus de prudence et plus de ce qui pourroit caractériser la vraie cour autrichienne. Il ne me dit rien de nouveau, mais il aime à revenir sur l'âpre nécessité qui l'entraîne à regret. Il semble chercher à tourner ma sensibilité sur son personnel à plaindre, dit-il, parce qu'on n'est pas à portée de le voir. - Nouvelles du congrès, promesse de les faire cou-

muniquer, qui parolt très inquiète du jugement que l'Europe portera de sa conduite actuelle, a comme forcé le prince de Saxe Hildburghausen à rompre le silence qu'il avoit voulu garder, a-t-il dit, pour ne point manquer au respect pour ne point empoisonner par les expressions de la vérité les derniers jours d'un règne qui jusqu'ici a mérité l'admiration du siècle présent et des siècles à venir. Je rends ici ses termes. La confiance s'est établie, mais le prince n'a pas craint d'exiger qu'en ses réflexions en colonnes, elles ne seroient vues que par la cour autrichienne, apostillées de sa main et renvoyées par le prince dont on est convenu. Tout a été accepté. J'ai été à Vienne pour voir cette singulière correspondance. Le prince de Saxe parle sans ménagemens du système qu'on a adopté, des suites fâcheuses et les suites pernicieuses pour l'avenir et l'on voit en résulte pour le moment, il montre à l'Impératrice le beau des règnes se terminer si mal, le prince Kaunitz y est peint avec les couleurs les plus fortes. On voit tous les malheurs qui vont dégrader la monarchie autrichienne à ce ministre, à son apathie pour tout ce qui ne se passe pas sa personne et à son éloignement pour le

travail. On rend justice à ses lumières, mais on les lui obscurcit par mille petites choses qui le dominent.

L'Impératrice semble convenir que, quoique ces choses soient exagérées, on peut penser ainsi, mais qu'on changera quand on saura le concours des circonstances qui les ont amenées où elles sont. Elle avoue qu'elle a été séduite, entraînée, entraînée, que sa perplexité actuelle est grande, que le chagrin la tue, que sa seule consolation est dans la droiture de ses vœux et dans le compte qu'elle peut rendre d'avoir mis tout en œuvre pour empêcher des événements auxquels elle est forcée de prendre part.

L'Empereur est très mécontent, je le sçais à n'en pouvoir douter, mais il se tient dans le silence le plus respectueux vis-à-vis de l'Impératrice : il dit tout ce qu'il faut pour annoncer assez clairement qu'il passe ses plus beaux jours dans l'inaction et dans l'espèce d'impossibilité d'effectuer ce qu'il désireroit pour le bien, mais il le dit de manière à ne plus renouveler ces tristes scènes qui agitoient, il y a deux ans, l'intérieur de cette Cour.

LE PRINCE L. DE ROMAN AU DUC D'ANGUILLO.

Vienne, le 23 juin 1772.

Les vexations inouïes, Monsieur le Duc, que les confédérés éprouvent de la part des Autrichiens m'ont tellement indigné, que le désir de les arracher à leur cruelle position m'a rendu mes forces. Je me suis traîné chez M. le prince de Kaunitz. J'ai cru que, sans me compromettre, je pouvois faire sentir que l'intérêt que la France avoit pris de concert avec la Cour de Vienne au sort des Polonois révoltés du joug (sic) de la Russie devoit être un motif pour les traiter avec plus d'humanité.

Plaintes contre les généraux d'Alton et d'Esterhazy, menaçant de mettre aux fers pour toutes les dettes contractées même par les particuliers, empêchant de vendre

se effets et provisions. — Désarmement des maréchaux et le prince Esterhazy. — Les confédérés livrés à la Russie. — Dépouillement de leurs gens, jusqu'à leur leur leurs habits et leurs bottes. — M. d'Alton fait arrêter veut livrer aux Russes le maréchal de Cracovie, les ntes de Pacz et de Crasinsky.

Quant au démembrement de la Pologne, M. le prince de Suintz m'a positivement assuré qu'il n'y avoit encore rien positivement réglé définitivement; que seulement on oit convenu par écrit que les deux autres puissances ne rendroient qu'en donnant autant à la maison d'Autriche; que l'objet des prétentions des Cours de Berlin et de Pétersbourg étoit encore irrésolu et inconvenu, ce sont ses termes; qu'on attendoit tous les jours le plan de leurs acquisitions; que Leurs Majestés Impériales avoient déclaré qu'elles ne souffriroient pas que le partage fût disproportionné.

J'ai supprimé mes réflexions sur une usurpation de cette nature et sur la tranquillité avec laquelle on m'en faisoit aveu.

Pour que l'équilibre fut partout égal, que diroit la maison d'Autriche, si, d'après de tels principes, nous cherchions à faire revivre les anciennes prétentions de la France et que pour conserver la balance nous nous emparions des provinces voisines de nos domaines? On m'a assuré de bonne source qu'on ne nous avoit caché si soigneusement le concert pour le démembrement, que parce qu'on craignoit qu'allarmés de ces nouveaux arrangemens, nous ne nous missions en devoir d'entrer dans les Pays-Bas et peut-être de nous entendre avec l'Angleterre et la Hollande pour garder ces provinces en otage et pour mieux assurer l'équilibre auquel le système actuel des puissances du Nord pourroit donner atteinte.

LE DUC D'ANGULON AU PRINCE L. DE ROHAN.

Compiègne, 23 juillet 1772.

La position des puissances qui ont des troupes en Pologne aroit encore très peu éclaircie et nous sommes affectés la plus vive impatience d'avoir de quoi attendre un jugement sur une matière de si grande importance.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'ANGULON.

Vienne, 29 juillet 1772.

Le partage de la Pologne paroit si monstrueux que des ministres étrangers qui n'y veulent pas encore consentir. Celui même de Pologne m'a avoué, il y a quelques jours, son ignorance sur cet objet et son incrédulité, en me faisant instamment de dissiper son incertitude. Je ne lui ai fait mystère (sic) que j'étois sûr que le partage étoit fait entre les trois puissances, mais que je croyois sûr qu'elles n'étoient pas d'accord sur le quantum. Il a fait cette assertion affligeante en s'écriant à l'injustice. J'ai encore appris du ministre de Varsovie qu'ayant porté plaintes de ce que le Roi de Pologne étoit réduit à moins sous peu du nécessaire, puisque la maison d'Autriche à l'instar des deux autres puissances, s'emparoit de ses terres en grande partie, il avoit reçu une dépêche fort humiliante et fort dure.

On peut conclure de tout ceci que la politique de Vienne est bien fine ou bien fautive.

EXTRAIT D'UN MÉMOIRE ARRIVÉ DE BERLIN À VIENNE
PAR LE MINISTRE IMPÉRIAL VAN SWINZEN.

Berlin, 9 août 1772.

Le Roi de Prusse croit être instruit de certaines démarches que la Cour de France auroit fait (sic) auprès de celle

es, et pour détruire les impressions que la France a-
u faire dans le ministère anglois, il a proposé aux
de Vienne et de Pétersbourg un plan de négociation
ait être conduit à Londres avec le plus grand secret.
ur de Vienne, alléguant encore de certains ménages-
indispensables, S. M. Pr. se chargeroit de la négocia-

principaux points du plan proposé sont :

On doit faire les plus fortes représentations à l'Angle-
pour détruire ses craintes par rapport au démembre-
de la Pologne, en ce qui pourroit causer du préjudice
commerce. Que pour y obvier, et la Russie et le Roi
asse offriront des avantages si considérables du côté
commerce, que l'Angleterre, dans la conservation
de la totalité de la Pologne, n'en pourroit jamais es-
de plus grands ;

Qu'on formera des projets et des traités de commerce,
part de la Russie et du roi de Prusse, si avantageux
pour de Londres, qu'elle ne puisse pas les refuser. Qu'on
prendra le commerce du Levant, où la Russie fera son
de pour la convenance des Anglois ;

Inintelligible ;

Qu'on tâcherait de faire accéder les Hollandois aux vûes
se propose avec l'Angleterre et de leur faire les mêmes
bons relativement à leur commerce, tant dans la Bal-
que dans le Levant ;

Qu'on conviendra avec les Hollandois sur la sûreté des
s barrières dans les Pays-Bas. Dans cette convention
ront également les Anglois et le roi de Prusse.

DU PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON.

Vienne, le 24 octobre 1772.

continue, Monsieur le Duc, à vous envoyer les détails
e me suis procuré sur la position actuelle des Autri-

chiens en Pologne. Ils viennent d'imiter le roi de Prusse, qui, pour plus de précaution sans doute, a dépassé les limites du partage. Ils s'étendent en Podolie, au-delà de la rivière Podoryk qu'ils avoient fixée pour frontière et s'approchent de Kaminiek.

Renversement des aigles impériales. — Plusieurs Magnats déterminés à s'ensevelir sous les ruines de leurs châteaux pour y mourir libres.

DU PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLOX.

Vienne, 28 octobre 1771

Il est certain que l'empereur, par un article séparé, a accédé au traité de partage et l'a ratifié. Ce fait ne doit laisser aucun doute sur la part très active que ce prince a eu au démembrement, car à quel titre pourroit-il accéder à ce traité et le ratifier ? Il n'est point encore roi de Hongrie et la Pologne n'a aucun rapport avec le chef de l'empire.

L'Empereur et le Roy de Prusse s'écrivent, dit-on, triquettement de leurs propres mains et très souvent à l'usage de l'Impératrice. On cite cette phrase d'une lettre qu'on dit être arrivée, il y a douze jours :

« La France a de puissantes raisons pour soutenir le roi de Suède ; elle veut encore dominer l'Allemagne comme au temps de nos foibles ancêtres. Ne vous laissez ni gagner, ni entraîner et, si on vouloit vous inquiéter, j'ai cent trente mille hommes à vos ordres et même mes vieux os, s'il en est besoin ¹. »

Je tiens cette anecdote de deux sources :

1^o Du ministre de Suède, qui m'a assuré la savoir d'un

1. Menzel. — *Mémoire du Maréchal de Richelieu*, tome VI, page 161

Ce bandit, dans une incursion du côté de Sarrelouis, brûlant et saccageant des villages, fut manqué de quelques heures. Il avoit la sueur au front, il étoit dans quelques villages des frontières de la Lorraine dans lequel il étoit

Que l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté et la Lorraine étoient destinées à plaider sous le gouvernement français. Il ajoutoit que le Roi de France ne réservoir toujours la propriété de ces provinces et qu'elle étoit l'unique voir ses sujets gémir en France sous un joug insupportable ; il assuroit

homme qui avoit des rapports avec la société intime de l'Empereur et qui, par son caractère, est incapable de vouloir en imposer ;

2° D'un officier autrichien retiré, originaire françois, qui m'a dit l'avoir entendue d'une vieille Excellence de la Cour. Je cite mes sources et je supprime mes réflexions.

On m'a dit que l'Empereur avoit le désir le plus vif de recouvrer la Lorraine et de s'emparer de l'Alsace.

Que le plan tracé par le général de Nadasti étoit entre les mains du général de Lascei et avoit été communiqué au Roi de Prusse, que ce monarque l'avoit goûté et avoit promis à l'Empereur de l'aider de toutes ses forces, que l'Impératrice l'ignoroit, que M. le prince de Kaunitz l'ayant désapprouvé, on avoit exigé le secret et qu'il n'y apporteroit point d'obstacle.

LE DUC D'AIGUILLON AU PRINCE L. DE ROHAN (*chiffrée*).

A Versailles, le 21 novembre 1772.

Le Roi a été frappé, Monsieur, de tous les indices et de tous les faits positifs que vous réunissez dans votre lettre, concernant l'intelligence étroite et secrète qui règne entre l'Empereur et le Roi de Prusse, et surtout concernant les projets qu'ils doivent avoir formé de concert, d'envahir l'Alsace et la Lorraine. Ces objets excitent l'attention la plus sérieuse de la part du Roi. Sa Majesté attend de votre zèle que vous les suiviez et que par tous les moyens imaginables, vous vous efforciez de constater quelque chose de positif à cet égard. Le voyage de M. Nadasty à Vienne et les confidences qu'on vous a faites peuvent vous conduire à rendre ce service important à Sa Majesté. L'exécution d'un projet

blesse et le clergé de la clémence de la Reine s'ils ne s'opposent pas au succès de ses armes. Il menaçait ceux qui resteroient attachés aux François de se couper les oreilles et le nez mutuellement et qu'on les pendroit ensuite comme des rebelles, au nom de sa gracieuse souveraine.

La gracieuse souveraine a l'eu de pour l'auteur d'un manifeste que la Cour de France avoit profondément méprisé, crut avoir sauvé son honneur en le désavouant. Cependant, en récompense de ces beaux exploits, elle fit Messel général-major de l'armée, le mois de juin suivant.

aussi hasardeux exigera d
sera pas possible de : la Commission au public. Le
Roi compte sur votre vigilance pour étudier la part de cette
espèce aussi bien que les nouveaux intérêts du cabinet prus-
sien.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON.

26 novembre.

Quand l'envoyé de Pologne a pris congé de l'Empereur
Sa Majesté lui a dit : « Tout bon citoyen polonois doit con-
seiller au roi Stanislas-Auguste de faciliter la convocation
de la diète que nous désirons, plutôt que de s'y opposer.
Sa Majesté polonoise ne peut plus faire de bien et elle
feroit beaucoup de mal si elle s'obstinoit. Elle seroit respon-
sable de tout ce qu'on seroit en nécessité d'entreprendre
pour pacifier enfin une République dont les troubles in-
ressent trop essentiellement ses voisins pour qu'ils ne cher-
chent pas à les faire cesser par tous les moyens possibles ».

LE DUC D'AIGUILLON AU PRINCE L. DE ROHAN.

Versailles, 8 décembre 1793.

Difficulté d'une situation aussi compliquée.

Le propos que l'Impératrice reine vous a tenu vous prouve
bien l'opinion qu'elle veut qu'on ait de sa manière d'envisager
cette œuvre d'iniquité, mais ses regrets sont-ils assez forts
pour la porter à renverser un ouvrage presque consommé ?

Désir du Roi de constater le plus particulièrement
qu'il vous sera possible la force de ce sentiment dans
cette princesse. — Difficulté de résister à l'ascendant de
l'Empereur. — Intérêt qu'il prend à ses nouvelles ac-
quisitions et à l'espèce de légitimation qu'il paroit d'accorder
avec le roi de Prusse d'extorquer à la malheureuse
Pologne.

Les diètes qui se sont tenues depuis l'avenement de Stanislas sous les armes des Russes, et au résultat forcé desquelles la violence donnait une sanction irrésistible, offre des exemples trop analogues aux vues des deux monarques pour qu'ils négligent de les imiter et la précipitation avec laquelle on veut contraindre le roi de Pologne à convoquer la diète laisse très peu de moyens pour s'opposer à la consommation de cette nouvelle violence.

LE PRINCE L. DE ROHAN AU DUC D'AIGUILLON.

Vienne, le 10 décembre 1772.

Affaire de Lorraine-Alsace d'après une lettre de M. de Vergennes et une conversation de M. de Mercy. Conversation de Rohan avec l'Empereur.

L'Empereur dit :

Si je rends justice d'un côté au roi de Prusse, personne ne connaît mieux ses défauts que moi : son intérêt est son seul guide ; dangereux dans ses moyens, nulle espèce de délicatesse dans ses traités et semblable à un enfant ; tant que vous tenez la pomme que vous lui promettez, il fait ce que vous voulez et dès que vous la lui accordez, il cherche si une autre main ne lui offre pas une autre pomme. Vous voyez avec quelle confiance et quelle amitié je vous parle. Quant aux propos qu'il tient par rapport à l'Alsace et la Lorraine, ce sont de ses tours ordinaires et de ses mensonges qu'il imagine pour pouvoir causer quelque division ; mais celui-là est trop absurde, car rien ne seroit moins à ma convenance que ces deux provinces. Par exemple, si l'on disoit que je serois bien aise de joindre la Moldavie, la Valachie et la Silésie à mes Etats, l'agrandissement que cela formeroit pourroit accréditer une pareille idée. Quoique ce soit loin de ma pensée et outre que je suis fidèle à l'alliance, je peux dire que nous y trouvons notre avantage réciproque et que ces barrières et les limites sont fixées. Pour les pousser jusqu'au Rhin, il vous a coûté assez de sang pour que vous en restiez les possesseurs tranquilles.

Je témoignai à Sa Majesté combien sa protestation me paroissoit agréable à entendre. Après quelques mots communs de ma part, je fis retomber mes réflexions sur la Pologne. L'Empereur me dit que les trois puissances exigent promptement la diète, et que si le Roi de Pologne n'y consentoit, il s'en repentiroit. C'est bien, lui dis-je ; vous êtes si fort pour écraser un homme qui est sans défense ; il ne peut lutter, mais de son sang il naîtra des défenseurs, et de ses Etats dévastés, peut-être un peuple de guerriers, c'est-à-dire que la Pologne peut devenir tôt ou tard, pour la monarchie d'Autriche, une source de malheurs. Car j'ai peine à croire que les puissances du Nord laissent opérer la destruction totale de la Pologne.

... Je dois croire l'Impératrice vraie et sincère. La manière dont le partage de la Pologne a été fait l'affecte encore. L'aveu si souvent répété d'en avoir ignoré le projet jusqu'au moment où elle a été nécessaire d'y concourir, tout me persuade :

1° Que l'Impératrice Reine, comme elle l'a avoué, est séduite et entraînée ;

2° Que le prince de Kaunitz, qui m'a dit plusieurs fois « Il faut me plaindre, je n'ai aucune part à tout ce qui arrive, » a été obligé de se plier aux désirs de l'Empereur et qu'en ministre docile il opère en conséquence des volontés déclarées de l'héritier de la monarchie autrichienne ;

3° Que le roi de Prusse a su subjuguier l'Empereur et l'attacher par des vœux qui peuvent nourrir l'ambition d'un jeune prince et flatter sa vanité. Car enfin, Monsieur, on ne peut se dissimuler l'étroite liaison de ces deux monarchies. Leur correspondance secrète n'est que trop vraie, et le ministre de Suède est venu m'assurer qu'il ne falloit plus parler du contenu de la lettre dont il a été rendu compte précédemment.

PIÈCE N^o VI.

E : M. BINET DE BOISGIROULT A MADAME DU BARRY.

7 décembre 1772.

présens Louis-René Binet de Boisgiroult, écuyer, de Saint-Louis, mestre de camp et de cavalerie, et à Paris, rue des Billettes, à Sainte-Croix-de-la-Vie, paroisse Saint Jean-en-Grève ;

Elisabeth-Cécile Binet, veuve de messire de Brach, seigneur de Montusson ;

schille-Jean-François de Couslard, avocat au Parlement à Paris, rue et paroisse Saint-Germain-l'As, au nom et comme fondé de la procuration

l'effet des présentes de dame Marie-Elisabeth et de M. François-Elie de Brach, passée devant le procureur du roi en Guyenne, résident à Vayret, présent

ils ont par ces présentes, vendu, cédé, quitté et délaissé, à haute et puissante dame madame Jeanne Gomard, épouse non commune en biens et séparée du haut et puissant seigneur messire Guillaume

Barry, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, demeurant ordinairement à Paris en son hôtel, rue des-Petits-Champs, paroisse Saint-Roch, étant de Paris au Château, à ce présente et acceptante ses héritiers et ayant-cause ;

aisons connues sous la dénomination de pavillons Binet et jardins situés à Versailles, dans l'avenue de Versailles, enclavés dans l'enceinte de la butte Montboron, entre autres choses.

pavillon isolé, bâti à la romaine et deux autres logis couverts d'ardoises, séparés par différentes

Ce brevet a été visé par M. Poisson le 3 décembre, en sa qualité de directeur et ordonnateur général des bâtimens du Roy.

Par contrat, à Versailles, devant Raux-Rolland, notaire à Versailles, le 16 juillet 1756, Binet, acquit de Marie-Louise-Félicité Girardin et Michel-Félix Vignon, entrepreneur de ponts et chaussées, une place située à Versailles, rue Montboron, faisant face sur la rue du Chenil, contenant en profondeur 36 toises 5 pieds, à prendre depuis l'alignement de la rue du Chenil jusqu'au point milieu du mur de clôture qui sépare ladite place d'avec celle qui appartient audit Thevenin, moyennant 8,000 livres.

Les sieur et dame Binet père et mère sont décédés.

L'inventaire fait après le décès du sieur Binet père a été fait par ledit M^e Raux-Rolland, notaire à Versailles, le 22 octobre 1761.

Ils ont laissé pour leurs héritiers, chacun pour un tiers, le sieur Gérard Binet, écuyer, baron de Marchais, seigneur de Sainte-Preuve, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, ancien major du régiment royal corse et premier valet de chambre ordinaire du Roy ;

Ledit Binet de Boisgiroult ;

Et la dame veuve de Brach.

Partage de la succession devant M^e Dorfaut, notaire à Paris, le 19 août 1767.

Fait et passé scavoir à l'égard dudit sieur de Boisgiroult et dudit M^e de Coustard, en l'étude, et de la dame comtesse du Barry en un appartement au château de Versailles où les notaires se sont exprès transportés, l'an 1772, le 7 décembre avant midy et ont signé :

Janne Gomard de Vaubernier, la comtesse du Barry, de Coustard, Binet de Boisgiroult, Rouen, Le Pot d'Auteuil.

Et le 17 mars 1773, Pierre-Antoine d'Hercourt de Visigny, ancien secrétaire d'ambassade, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Roch ;

Au nom et comme ayant charge et pouvoir, ainsy qu'il l'a

déclaré, de haute et puissante Dame madame Jeanne Gormard de Vaubernier, et lequel pour satisfaire aux clauses et conditions de l'acte de vente, etc.;

A déposé à M^e Le Pot d'Auteuil 81,483 livres 6 sols 8 deniers, savoir : 80,000 pour le prix principal et 1,483 livres 6 sols, montant en déduction des impositions royales, et 3 mois d'intérêts, à la charge de l'opposition du procès-verbal d'estimation des familles Binet, par M^e Guiaud, entrepreneur des bâtiments du Roi ;

Et le sieur Jean, du Boisterf, entrepreneur de bâtiments, à Paris.

Nous avons commencé par la première cour, ayant son entrée sur l'avenue de Paris par une grande porte cochère à cadre, pied droit en pierre et vase d'ornement au-dessus, ladite cour pavée de grès, dans laquelle est un perron à double rampe en pierre, le tout en fer au-dessus avec barreaux, balustres, et entrelacs, lequel conduit par sept marches montant au rez-de-chaussée d'un pavillon à la romaine de 63 pieds de longueur sur 46 de largeur, ayant 7 croisées de face et 3 en retour dans l'épaisseur des côtés latéraux, élevé d'un premier étage au-dessus du rez-de-chaussée et couronné d'une balustrade en pierre ornée de vases et figures en terre cuite et d'un bas-comble en ardoises... lequel bâtiment est construit en pierre dure d'Arcueil, depuis le rez-de-chaussée de la cour jusqu'à presque au-dessus du rez-de-chaussée de ce terrain, le surplus de la face de côté du jardin est en pierre de Saint-Leu, ayant trois balcons, etc.

Communs, cuisine, etc.

Le rez-de-chaussée est composé d'un vestibule, d'une forme circulaire de 12 pieds $\frac{3}{4}$ de haut, corridor carrelé en pierre blanche et noire.

Un salon octogone ensuite éclairé sur le jardin et plafond avec corniches ornées de pastels, parqueté, cheminées en marbre, glaces et dessus de porte, tableaux avec cadres dorés.

A gauche dudit salon, chambre à coucher.

A droite dudit sallon, cabinet de compagnie.

Au derrière, un grand escalier en charpente avec rampe en fer.

Au premier étage, un grand antichambre de forme circulaire, chambre à coucher à côté.

L'appartement ensuite éclairé sur le parterre peint en blanc et lilas.

Ensuite du côté de la cour est une chambre à coucher avec cheminée, peinte en citron et lilas, les dessus de portes à tableaux, et cheminée en papier de Lindet, une glace sur la cheminée.

déclaré, de haute et puissante Dame madame Jeanne Gormard de Vaubernier, et lequel pour satisfaire aux clauses et conditions de l'acte de vente, etc.;

A déposé à M^r Le Pot d'Auteuil 81,483 livres 6 sols 8 deniers, savoir : 80,000 pour le prix principal et 1,483 livres 6 sols, montant en déduction des impositions royales, et 3 mois d'intérêts, à la charge de l'opposition du procès-verbal d'estimation des familles Binet, par M^e Guiaud, entrepreneur des bâtimens du Roi ;

Et le sieur Jean, du Boisterf, entrepreneur de bâtimens, à Paris.

Nous avons commencé par la première cour, ayant son entrée sur l'avenue de Paris par une grande porte cochère à cadre, pied droit en pierre et vase d'ornement au-dessus, ladite cour pavée de gres, dans laquelle est un perron à double rampe en pierre, le tout en fer au-dessus avec barreaux, balustres, et entrelacs, lequel conduit par sept marches montant au rez-de-chaussée d'un pavillon à la romaine de 63 pieds de longueur sur 46 de largeur, ayant 7 croisées de face et 3 en retour dans l'épaisseur des côtés latéraux, élève d'un premier étage au-dessus du rez-de-chaussée et couronné d'une balustrade en pierre ornée de vases et figures en terre cuite et d'un bas-comble en ardoises... lequel bâtiment est construit en pierre dure d'Arcueil, depuis le rez-de-chaussée de la cour jusqu'à presque au-dessus du rez-de-chaussée de ce terrain, le surplus de la face de côté du jardin est en pierre de Saint-Leu, ayant trois balcons, etc.

Communs, cuisine, etc

Le rez-de-chaussée est composé d'un vestibule, d'une forme circulaire de 12 pieds $\frac{1}{2}$ de haut, corridor carrelé en pierre blanche et noire.

Un salon octogone ensuite éclairé sur le jardin et plafond avec corniches ornées de pastels, parqueté, cheminées en marbre, glaces et dessus de porte, tableaux avec cadres dorés.

A gauche dudit salon, chambre à coucher.

cheminée, peinte en citron et lilas, les dessus de
tableaux, et cheminée en papier de Lindet, une g
la cheminée.

PIÈCE N° VII.

LE RÉVEIL DES MUSES, DES TALENTS ET DES ARTS.

Prologue.

Acteurs

Mr.
.....	M ^{me} Laruelle.
mène	M ^{lle} Raucour.
core.	M ^{lle} Dervieu.
ie de l'opéra, — le premier croque-note de la comédie.	
ie de la peinture.	
ie de la sculpture.	
d'enfants	
i, valet de Thalie	M. Préville.
me	M. Suin.
sant de Terpsicore.	M. Dauberval.

les fêtes de Lucienne données par ordre du Roi à ma-
a comtesse du Barry.

rsailles, le... .

rologue est de M. l'abbé de Voisenon (note de Favart).
êtes ont été composées par Favart.

s le siècle de Louis XIV les Muses sommeillent. L'Amour
tin les éveillent en annonçant l'arrivée de madame du
Versailles. Tous les Arts se réunissent pour célébrer
une. Thalie seule est choquée d'un homme vêtu de noir,
dit son fils (c'est le Drame). Elle l'est encore plus lors-
légion d'enfants veulent l'embrasser encor comme leur
e sont les Proverbes. Terpsicore et sa suite arrivent,
nime et l'on chante des couplets d'éloges, comme ça se
e pour tous les personnages marquants de la société.

SCÈNE PREMIÈRE.

(On voit Thalie, Melpomène et les autres personnages endormis.

L'AMOUR.

Air . Réveillez-vous, belle endormie.

En ces lieux du Barry s'avance,
Plaisirs, soyez tous ranimés.
Est-il possible en sa présence
Que des yeux demeurent fermés ?

THALIE ET LE GÉNIE DE L'OPÉRA.

Air :

Ah ! j'entends un nom qui nous presse
De nous rassembler tous,
Le charme cesse ;
Eveillons-nous.

CHŒUR.

Le charme cesse ;
Eveillons-nous.

FRONTIN.

Quand le tendre Quinaut et le divin Molière
Furent privés de la clarté du jour,
Un charme assoupissant borna notre carrière
Et les jeux endormis attendoient que l'Amour
Offrit une beauté plus belle que sa mère,
Qui viendrait rendre la lumière
Aux Grâces, aux Talens pour en former sa Cour.

THALIE ET LE GÉNIE DE L'OPÉRA.

Que l'Amour annonce à Cythère
La fin de notre enchantement,
Qu'il ne soit plus Dieu du mystère,
Qu'il marque avec éclat ce bienheureux moment !

CHŒUR.

Que l'amour annonce à Cythère
La fin de notre enchantement,

Qu'il ne soit plus Dieu du mystère,
Qu'il marque avec éclat ce bienheureux moment !

MELPOMÈNE.

Mes yeux sont-ils ouverts pour éclairer ma peine,
Où sont mes attributs ? Suis-je encor Melpomène ?
Mon sceptre, mon mouchoir, mes liéros, mes attraits
Sont-ils perdus ? pourquoi ce jeu de gobelets ?

FRONTIN.

Madame, c'est un tour de votre confidente.
Vous voyant endormie, elle a saisi l'instant
D'usurper votre empire et pour être piquante,
Pour rendre son règne éclatant
De la simplicité devenue ennemie,
Brillante d'ornemens trop lourds pour les porter,
A Comus elle s'est unie
Afin de se former dans l'art d'escamoter.

MELPOMÈNE.

Qu'entends-je ? ô ciel ! Comus est le Dieu du tragique,
Des tours de passe-passe en font le pathétique.
O toi, Dieu des beaux vers, daigne entendre ma voix :
Apollon, venge-moi, viens relever mes droits.
Viens dire à ce Comus, en le faisant connaître :
Tyran, descends du trône et fais place à ton maître.

THALIE.

Quel est cet homme sombre, efflanqué, sec et noir.
Je crois qu'il a le spléene, il me fait peine à voir.

LE DRAME.

Je suis le fils d'Yonch et vous êtes ma mere.

THALIE.

Vous, mon fils ?

LE DRAME.

Oui, j'ose vous l'assurer.

Je suis le Drame atrabi
Moins prêt à vous servir qu'à vous pleurer.

FRONTIN.

Dans votre sommeil létargique,
Yonch rôdant les nuits, se trouva près de vous ;
Cet homme avoit le tact d'une finesse unique,
Votre satin étoit si doux, si doux,
Que tout moralisant, il se fit votre époux,
Et de ce bel hymen vint cet enfant étique.

THALIE.

Cet amour n'étoit pas un amour de roman.

TROUPE D'ENFANS.

Bonjour, maman, bonjour, maman, bonjour, ~~maman~~.

THALIE.

Quelle quantité de marmailles !
Sont-ce encor mes enfans ?

FRONTIN.

Oui, madame.

THALIE.

Et comment

Ai-je pu mettre au jour ces petites canailles ?

FRONTIN.

Muse, c'est toujours en dormant.
Ce sont les Proverbes.

THALIE.

Je tremble

Que ce ne soit de sots enfans.

FRONTIN.

Tant mieux.

Leur succès est plus sûr.

THALIE.

Aucun ne me ressemble.

Tandis qu'on m'a fermé les yeux,
J'ai beaucoup travaillé.

FRONTIN.

Vous avez eu, madame,
Un sommeil bien laborieux.
Vos attraits ont embrasé l'âme
Du grand, du beau Saucbo-Pença,
es flammes ont été tellement exaltées,
Que de ces petits magots-la
Vous avez eu trente portées.

THALIE.

Sur le champ il faut les chasser.

FRONTIN.

Non, non, ne renvoyons personne.
La bigarrure est toujours bonne ;
Il suffit de vous décrasser.

(On entend une allemande ou un tambourin.)

THALIE.

sons gais et brillans annoncent Terpsicore.

Scène.

TERPSICORE.

et moi-même ; je suis bien éveillée encore,
Sachant que vous l'étiez aussi,
favoris et moi venons expres ici.
Pour rendre la cure certaine,
eux a votre sang donner le coup de fouet,
s danserez, mes sœurs, vous prendrez cette peine,
Il n'est pas jusqu'à Melpomène
je veux qui figure en un beau menuet.

M. D'AUBERVAL.

Pourquoi pas dans une allemande ?

TERPSICORE

(voulant prendre la main de Melpomène).

Eh ! oui, sans doute, il faut qu'elle se rende.

MELPOMÈNE.

Vous manquez de respect à votre auguste sœur.

TERPSICORE.

De votre gravité je vous laisse l'honneur.

M. D'AUBERVAL.

Votre objet, à ce que je pense,
A pour principe seul votre reconnaissance.

THALIE.

Sans doute.

M. D'AUBERVAL.

Eh bien ! il faut nous unir tous.
Plus on offre d'encens et plus l'hommage est doux.
Pour que les fêtes soient picquantes et légères,
Point d'envie entre nous, point de malignité.

Variété, variété.

Les neuf Muses sont sœurs et les Talens sont frères.

Dans leur douce fraternité,
Le plaisir est produit par les effets contraires.

L'AMOUR.

Sans doute aux grands succès s'ils veulent parvenir,
Les Talens par la main doivent tous se tenir.

TERPSICORE.

Et de la danse noble et de la danse vive,

Les caractères différens

Sortent mieux par l'alternative.

La diversité fait l'égalité des rangs ;

Loin que le tems ait mordu sur mes charmes,

Mon règne s'est plus étendu.

Sur leur délabrement j'ai vu mes sœurs en larmes ;

Moi seule, je n'ai rien perdu.

Cette gloire pourtant ne deviendra la mienne,

Que lorsque j'aurai plû par des jeux variés

A la divinité qui rend heureux Lucienne ;

C'est là que les beaux arts sont domiciliés.

L'AMOUR.

Je veux la haranguer, je sais parler à l'âme.
Concierge du château, je m'adresse à Madame.

Air : Monseigneur vous ne voyez rien.

Dès qu'on prononce votre nom
Les Talens reprenent naissance,
Le sentiment sert d'Apollon,
Le vôtre en est la récompense.
Sans altérer la vérité,
Quand on veut flatter la beauté,
Le mot favori,
Le mot du guet est du Barry.

THALIE.

Air : Il faut quand on aime une fois.

L'amitié voit d'un œil bien doux
Les bons cœurs autour d'elle,
Afin de les rassembler tous,
Et pour picquer leur zèle,
Elle a fixé le rendez-vous
Où brille leur modèle.

FRONTIN.

Le zèle nous inspire et sans nous préparer,
En chœur, on peut la célébrer.

THALIE.

(Alternativement avec les chœurs.)

Air : Suivons l'amour, c'est lui qui nous mène.

Cette beauté nous a fait renaitre,
Tous les Talents deviennent son bien.
Pour l'amuser, nous devons paraître,
Notre triomphe est aujourd'hui le sien.
Chantons, chantons l'astre tutélaire
Qui nous a tous tirés du sommeil.
Si nous n'avions l'espoir de lui plaire,
Sentirions-nous le charme du réveil!

BEAU TEMPS.

Tout s'anime dans la nature
 Lorsque l'astre du jour vient embellir les cieux,
 Ainsi nous jouissons d'un bonheur qui s'épure
 Quand vous vous offrez à nos yeux.

PREMIER MASQUE.

Mon ami, vous avez là un baromètre d'un grand prix.
 Il n'y a plus que l'article du très sec.

TRÈS SEC.

La sécheresse est pour une âme aride,
 Je n'éprouve point ses rigueurs ;
 En tout temps la douceur d'une amitié solide
 Par moi fait éclore des fleurs.

PREMIER MASQUE.

Cette dame connaît trop le sentiment pour ne pas l'inspirer.

M. DE L'ARRIVÉE (masqué).

Mon ami, je crois que c'est pour elle qu'on a fait les paroles que je chante souvent avec mes compagnes et que je vais répéter :

Air : *Quelle douce aurore se lève pour nous.*

Quelle est cette belle
 Qui charme nos yeux ;
 Une fleur nouvelle,
 Embellit ces lieux.

Le chœur répète :

Quelle est cette belle, etc.

M. DE L'ARRIVÉE.

A ses attrait, on la croit immortelle ;
 L'amour lui sourit et l'appelle.
 Son abord bienfaisant annonce le bonheur,
 Tout s'anime autour d'elle ;
 Sa beauté naturelle
 Nous peint aussi son cœur.

(Le chœur répète.)

Son cœur serein ressemble à sa figure,
Son baromètre est toujours au beau temps.

SECOND MASQUE.

C'est une devise incontestable. Voyons l'article tempeste,
il doit être intéressant.

TEMPESTE.

C'est la Déesse tutélaire
Des gens qui sont en pleine mer ;
Quand son (amitié ?) les éclaire
Il n'est point d'orages dans l'air.

PREMIER MASQUE.

Je crois en effet que les tempestes ne sont pas de son département.

SECOND MASQUE.

Je sais bien qu'elles font le beau temps ; sachons comme il
se tire — de la pluie ?

PLUYE OU VENT.

Sa voix est bienfaisante et n'appelle les pluies
Que pour rendre les champs fertiles et meilleurs ;
Elle commande aux vents de chasser les vapeurs
Qui souvent à la Cour causent des maladies.

PREMIER MASQUE.

C'est bien fait : je crois la Cour peu sujette aux épidémies.

L'article du variable doit être piquant . c'est la pierre de
touche.

VARIABLE.

Tout dans le monde est variable,
Les saisons et les jours, les modes et les goûts.
S'il est dans l'univers quelque chose de stable,
C'est un cœur qui jamais ne peut changer pour vous.

SECOND MASQUE.

C'est un fait très avéré.
Beau temps, te voilà dans ton pays.

BEAU TEMPS.

Tout s'anime dans la nature
Lorsque l'astre du jour vient embellir les cieux,
Ainsi nous jouissons d'un bonheur qui s'épure
Quand vous vous offrez à nos yeux.

PREMIER MASQUE.

Mon ami, vous avez là un baromètre d'un grand prix.
Il n'y a plus que l'article du très sec.

TRÈS SEC.

La sécheresse est pour une âme aride,
Je n'éprouve point ses rigueurs ;
En tout temps la douceur d'une amitié solide
Par moi fait éclore des fleurs.

PREMIER MASQUE.

Cette dame connaît trop le sentiment pour ne pas l'ins-
pirer.

M. DE L'ARRIVÉE (masqué).

Mon ami, je crois que c'est pour elle qu'on a fait les
paroles que je chante souvent avec mes compagnes et que
je vais répéter :

Air : Quelle douce aurore se lève pour nous.

Quelle est cette belle
Qui charme nos yeux ;
Une fleur nouvelle,
Embellit ces lieux.

Le chœur répète :

Quelle est cette belle, etc.

M. DE L'ARRIVÉE.

A ses attrait, on la croit immortelle ;
L'amour lui sourit et l'appelle.
Son abord bienfaisant annonce le bonheur,
Tout s'anime autour d'elle ;
Sa beauté naturelle
Nous peint aussi son cœur.

(Le chœur répète.)

M. DE L'ARRIVÉE.

Nous ne cherchons point d'autre gloire
 Que le plaisir de bien l'aimer.
 amour dans ces regards qui savent tout charmer
 Est sûr de la victoire.
 Ah ! qu'il est doux de bien l'aimer !
 Nous ne cherchons point d'autre gloire.
 (On entend du bruit et l'on voit une troupe de mariniere et de paysans qui entrent.)

Vivat ! vivat ! nous revojons Versailles.

UN MASQUE.

ha ! ce sont les mariniere de Saint-Cloud et les habitue de Raincy qui ont accompagné leurs princes.

M. DE L'ARRIVÉE.

Air *La Prise de Mahon.*

Deux astres favorables,
 Aux mariniere toujours secourables
 Dans les temps redoutables,
 Sont dans ce beau séjour
 De retour, de retour, de retour.
 On les avait perdus,
 L'étoile de Vénus
 Qui n'aime pas la guerre
 A su calmer le Dieu du tonnerre,
 Et par bonheur la terre
 Revoit ces astres-là,
 Les voila, les voila, les voila.
 De tous nos bons vieillards
 Ils charment les regards,
 Nous les voyons encore,
 Notre couchant vaudra notre aurore,
 Nous les voyons encore
 Ces deux beaux astres-là,
 Les voila, les voila, les voila.

Le plus petit enfant
Dit à bonne maman :
Monte-moi sur ma chaise,
Je les verrai bien plus à mon aise
Ceux qui vus sont fort aise.
Où sont-ils, mon papa ?
Les voilà, les voilà, les voilà.

Tout comble nos désirs,
Nous n'avons que plaisirs,
Les vents et les tempestes
Ne pourront plus gronder sur nos testes,
Tous nos jours sont des festes
Depuis ce jour là,
Les voilà, les voilà, les voilà.

PIÈCE N° IX.

noment de mettre sous presse, nous avons voulu le registre des actes mortuaires, bien nous en avons retrouvé l'acte suivant :

MARIE-LOUISE-ANTOINETTE PANNETON.

mil sept cent soixante-quatorze, le huit mai, Marie-Antoinette Panneton, fille de Nicolas Panneton, veuf de Marie-Jeanne Soubrillard, son épouse, décédée âgée de seize ans et demi, a été inhumée par nous, curé, prêtre de la mission, faisant les fonctions curiales, en présence de son père et de Jacques Panneton, son frère, qui ont signé avec nous.

N. PANNETON, J. PANNETON, GRUIER, *prêtre*.

, Folio 29.

acte ne détruit pas nos observations précédentes. Il prouve que la jeune Panneton soit morte de la peste.

Le père est un vitrier, ce serait donc un nouveau d'état à ajouter à tous les précédents, et alors on n'aurait-il pas été connu, signalé plus tôt. Or, si ce n'est pas d'une enfant, mais bien d'une personne de seize ans et demi.

PIÈCE N° X.

ÉTAT DES TABLEAUX, STATUES, PIÈCES D'ORNEMENT,
INSTRUMENS DE MUSIQUE, MEUBLES ET AUTRES EFFETS
APPARTENANT A MADAME LA COMTESSE DU BARRY,

*Remis par M. Demontvallier, son intendant, au sieur Colet,
valet-de-chambre de cette dame,
Depuis le 13 mai 1774 jusques et y compris le 23 juin suivant,
pour être transportés à Ruel, au Pont-aux-Dames
et à Luciennes, savoir :*

PEINTURE.

Van Ostade. — Une famille de Flamands dans l'intérieur de leur maison.

Tesnieres. — Une Guinguette flamande.

Claude Palimbourg. — Une femme nue.

NOTA. — Ce tableau est couvert d'un rideau de tafetas verd.

Greuze. — Portrait de madame la Comtesse, bordure ovale.

— La Cruche cassée.

— La prière à l'Amour, diminutif de l'original du même peintre.

— Un enfant en chemise tenant un épagneul noir.

— Un petit garçon habillé tenant aussi un chien.

— Une tête de Circassien.

Jacob Xavery. — Des fleurs dans un vase imitant le bas-relief.

Mignon. — Un tableau de fleurs et fruits.

Drouais. — Portrait de madame la Comtesse peinte en Flore.

— Portrait de la Reine.

— Un enfant tenant un chat.

— Un autre tenant un chien.

Drouais. — Un autre tenant des fleurs.

— Le petit Rodolphe tenant un fruit.

.... Fleurs peintes en pastel, sous verre.

.... Esquisse d'une allégorie sur le vaisseau *le Duguay*.

CHAUVRE.

.... Portrait de M^{lle} Reaucour, sous verre.

ROFFR

Maille. — Médaillon du roi Louis XV, en étoffe de Lion brochée, imitant le bas-relief, entouré de fleurs nuées.

SCULPTURE.

.... Deux figures de marbre blanc faisant pendant.

.... Une Vénus, même marbre.

BRONZE.

Amoigne. — Buste du feu Roi, monté sur un socle de bois noirci.

PORCELAINE DE SEVRES.

Amoigne. — Buste de madame la Comtesse du Barry.

Pièces d'armemens et meubles précieux

ne comode très riche en porcelaine de Sevres peinte d'après Vateaux, garnie en bronze doré, le dessus de marbre blanc.

ne autre comode de vieux lac, enrichie de bronze, avec même dessus.

ne table en mosaïque de pierres fines, représentant des paysages et animaux, garnie en bronze doré.

n secrétaire en bois de rose, garni de médaillons de fleurs en porcelaine de Sevres et de bronze doré.

n guéridon en forme de corbeille, le fond de même porcelaine et les garnitures de bronze doré.

n paravent de vieux lac.

n vase de porcelaine de Sevres, bleu tinc, enrichi de bronze doré, renfermant une girandole à 3 branches aussi de bronze doré, et à ressort.

Nota. — Le parol vase est à Luciennes chés M^{me} Rodolphe.

Une petite pendule en forme de vase, adran tourné
montée en bronze doré.

Un déjeuner de porcelaine de Sèvres, composé de sept pièces
savoir : deux tasses, un sucrier, un pot-au-lait, un
théière et un plateau, le tout renfermé dans un étui
maroquin rouge aux armes de madame la Comtesse.

Une table : bois de rose marquetée, garnie de bronze doré
dans est : avec un trictrac, dames et dés d'ivoire
maroquin et de corne.

Un bureau : bois de rose marquetée, garni de bronze doré
seridon, de bois des Indes.

Une table quarrée avec un bois, même bois et garniture.

Deux poules, un œuf et un plateau en vieux lac, sur un
un socle de bois doré.

Un écritoire composé d'encrier, poudrière, boîte à épous
et plateau pareil en vieux lac.

Un coffret aussi de vieux lac.

Un baromètre avec thermomètre, par Passemont, dont tout
la cage est de bronze doré, garni de médaillons de por
celaine de Sèvres.

Un autre en bois doré avec ornemens d'architecture, d'après
le système de M. de Réaumur.

Differentes pièces d'ivoire tourné à jour, avec leurs plateaux
de bois doré et cages de verre.

Instrumens de musique.

Un clavecin à grand ravalement, dont le bois est peint en
verd et or.

Un grand forte piano en bois de rose enrichi de bronze doré.

Un autre moins grand, en bois peint couleur de citron.

Meubles divers.

Ceux provenant des appartemens de madame la Comtesse.

Un bois de lit à quatre colonnes, fond baigné, avec im
rial en forme de couronnement, le tout richement sculpté
les dossiers garnis en dauphine fond blanc avec bonnet
de roses, tous les bois dorés.

- 1^e courlepointe de même étoffe.
- 1^{re} partie de rideaux pareils.
- 12 chaises, bois dorés et sculptés, même étoffe.
- 12 bergeres, bois dorés et sculptés, même étoffe.
- 1 fauteuil de toilette, bois dorés et sculptés, même étoffe.
- 1 tabouret, bois dorés et sculptés, même étoffe.
- 1 marchepié, couvert de lampas blanc.
- 1 lit à trois dossiers, sculpté et peint en blanc, garni en moire verte et blanche, avec cordons et glands de soie assortis.
- 1^e courlepointe, même étoffe.
- 1^{re} partie de rideaux d'alcove, même étoffe.
- 1^e tenture, même étoffe.
- 1^{re} partie de rideaux de croisées, même étoffe.
- 12 chaises, bois pareil au lit, même étoffe.
- 12 fauteuils, même bois, même étoffe.
- 12 fauteuils, dont les bois richement sculptés et dorés, sont garnis de satin blanc encadré de verd et brodés en soie.
- 1 grand canapé, même bois et étoffe.
- 1 écran pareil.
- 1 chaise en bois, de Tourneur, garnie de damas verd.
- 12 chaises à la reine, couvertes en dauphine, à médaillons fond bleu, les bois sculptés et dorés.
- 12 canapes, même bois et étoffe.
- 1 écran, même bois et étoffe.
- 1 canapé de lampas verd et blanc, le bois sculpté et doré, avec ses carreaux.
- 12 cabriolets, même bois et étoffe.
- 1 écran, même bois et étoffe.
- 12 chaises de damas verd, les bois dorés.
- 1^{re} partie de rideaux de même damas.
- 1^{re} partie de portieres, pareille étoffe.
- 1 lit de bain complet en bazar des Indes, garni de mousseline, son chassis et ses tringles.
- 12 banquettes en pane cramoisie.

Deux tables de bois, même étoffe.

Un grand fauteuil, même étoffe.

Trois consoles à dessus de marbre blanc, les bois richement sculptés et dorés.

Une armoire de bois sculpté et doré, avec garniture et réchauffeur à esprit de vin en cuivre bronzé en dehors et argent dedans.

Une loge de cuivre doré garnie en fleurs de porcelaine.

Une commode en bois de rose avec dessus de marbre commun.

Deux encadrements à jour en marqueterie, garnies de bronze doré.

Deux en miroirs. L'une en palissandre, l'autre en bois peint terminant à ciel.

Une table à écrire en bois de rose, marquetée, garnie en bronze doré.

Un paravent de bois de rose de trois piés de haut, garni en papier de la Chine.

Un bidet de marqueterie, avec la boîte à éponge d'argent, duquel bidet la cuvette aussi d'argent était déjà chés le sieur Colbert.

Un feu de fer poli, orné de lions de bronze doré.

Une chaise percée en marqueterie, garnie de cuivre doré, avec un seau de faïence.

Une table à jouer en bois de rose, couverte de velours bleu.

Une autre de vingt-un à cinq pans, même bois, le velours verd.

Une autre de tri, même bois et velours.

Quatre de piquet, comme dessus.

Une autre longue en noier, couverte de drap verd, avec un jeu de bois de rose.

Un tapis de moquette, qui était dans la chambre à coucher.

Dix-sept rideaux moëns de taffetas blanc.

Un tapis de comode en taffetas verd.

Un couvrepîé de taffetas blanc piqué.

Deux manequins ou corbeilles plates, couvertes en taffetas verd.

Vingt-deux chaises de canne peintes en gris.
Une niche à chien en canne, peinte en gris, avec careau de camelot jaune.
Une table de toilette en chesne et hêtre avec quatre roulettes.
Un grand panier rempli de livres.
Une caisse de sapin contenant deux coffres de toilette et des odeurs.
Six caisses petites, remplies de fleurs artificielles.
Un paquet enveloppé de toile cirée, contenant des corbeilles couvertes en taffetas.

Meubles qui servaient aux gens de madame la Comtesse et autres.

Tant ceux logés au château que dans la ville.

Trois lits complets d'indienne.
Un pavillon de fleurets cramoisi et blanc.
Un pavillon de siamoise bleue.
Deux autres de damas de Caux
Un baldaquin de siamoise.
Deux autres avec rideaux bleu et blanc.
Trois bergères d'indienne avec leurs couvertures de toile.
Huits rideaux de croisées en toile de coton blanche encadrés de la même indienne que les lits ci-dessus.
Neuf rideaux de toile de coton blanche.
Douze parties de rideaux de toile de coton blanche.
Une porte batante couverte en toile de coton jaune et bleue.
Un métier à faire de la tapisserie
Quatre toilettes en bois de noier, l'une sans glace et les autres garnies de la plupart de leurs ustenciles.
Une comode en noier.
Un grand miroir de toilette.
Un bidet avec sa cuvette garni en maroquin rouge.
Une chaise percée en noier avec sa cuvette.
Une autre sans garniture et vieille.
Une autre en bon état et sans garniture.
Une petite table à écrire en bois d'hêtre.

Couchers.

Matelas. — Deux de cinq piés, couverts en futaine.

— Deux de quatre piés et demi, couverts en futaine.

— Deux de trois piés et demi.

— Vingt-sept de trois piés.

Somiers. — Un de cinq piés.

— Un de quatre piés et demi.

— Six de trois piés.

Lits-de-plume. — Un de quatre piés.

— Sept de trois piés.

Paillasses. — Deux toiles de paillasses.

Traversins. — Quatre couverts en futaine, en plume.

— Treize en couil et plume de trois piés.

— Un autre rempli de crin.

— Un autre en paille.

Couvertures. — Vingt-quatre de différentes grandeurs et qualités.

Bois de lit. — Une couchette à colonnes avec fond sangle.

— Une autre à la polonoise, même fond, sur courbes, etc.

— Deux couchettes à deux dossiers, fonds sangle.

— Trois couchettes ordinaires.

— Sept lits de sangle.

Je reconnais que les effets contenus au présent état appartenans à madame la comtesse du Barry m'ont été remis par M. Demontvallier, son intendant, à Luciennes, le 30 juillet 1774.

COLLET.

PIÈCE N° XI.

BORDEREAU ARRÊGÉ
DES DÉPENSES FAITES POUR MADAME LA COMTESSE D'IDARBY
PAR LE SIEUR DEMONTVALLIER, SON INTENDANT
PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 1774.

ARTICLE 1. — *Logers et dépenses relatives.*

A Versailles :		
l'hôtel de Luynes, pendant les 6 premiers mois 1774, à raison de 3,300		
livres	1 650 16 "	} 2,780 " "
chambres particulières pour les gens qui vont pu être logés dans l'hôtel	1 130 16 "	
<hr/>		
A Marly :		
loges et chambres pendant six petits voyages		
	169 10 "	liv. s. d. 6,345 18 6
A Paris .		
un appartement tenu par l'intendant à Paris, 9 derniers mois 1772, années 1773, etc., six premiers mois 1774, à 150 livres par an.		
	787 10 "	
Ouvriers .		
10 menuisiers, serruriers, valniers	1,728 2 6	
Vintennes .		
le pavillon de l'avenue de Paris, pour 1773 et 1774		
	880 " "	
A reporter		6,345 18 6

Report. 6,345 18

ART. 2. — *Honoraires, Apointemens et Gages.*

Apointemens qui restaient dus sur 1773 1,650 " "

Six premiers mois 1774.

Affaires.	3,600					
Santé	3,500					
Belles-lettres.	1,200					
Musique	2,444					
Chambre, garde-robe, toilette et linge.	2,360					33,237 "
Bouche. { Cuisine	3,525					
{ Office.	1,275					
{ Cave.	570					
		5,370		31,587	" "	
Ecurie.	4,359					
Gens de livrée	4,434					
Ceux résidens à Luciennes. { compris la { buanderie }		5,520				

ART. 3. — *Habillement des gens de livrée et autres.*

Au sieur Carlier, tailleur, pour fournitures des 3 derniers mois 1772 et l'année en- tière 1773	7,202 3 10					
Pour les 6 premiers mois 1774.	11,264 6 5			18,466 10 3		
						20,222 17
Au sieur François, autre tailleur, pour entretien des habits pendant les six premiers mois 1774.				765 14 10		
Au sieur Lecoq, peaussier, pour cu- lottes et gans				155 " "		
Au sieur Masse, chapelier.				835 12 "		

ART. 4 — *Bouche.*

Cuisine pendant les 3 premiers mois.	63,694 4 3					
Office — — —	20,909 11 6					94,911 4
Cave — — —	10,307 9 "					

ART. 5. — *Chaufage.*

Bois pour Versailles et Luciennes. 1,756 13

A reporter. 156,473 13

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

493

Report.		156,473 13 4
. — <i>Garderobe, Toilette, Chambre, Antichambre, etc.</i>		
.....	5,320 1 6	15,978 17 "
.....	1,081 " 6	
.....	6,552 10 "	
ire,	859 6 "	
l'hôtel et du pavillon de l'a-		
e Paris,	385 10 "	
ART. 7. <i>Linge.</i>		
Du sr Bouvier	782 17 }	8,745 4
Du sr Potée { 2,455 13 /	7,962 7 }	
	5,508 14 }	8,794 8 "
achissage de partie desdites		
.....	49 "	
ART. 8. — <i>Buanderie.</i>		
Demahault aiant l'inspection des lessives		
at de savon, soude, cendre,		
.....	5,073 19 0	4,085 5 6
i par le sieur Labbé	693 " "	
'	28 " "	
, boucher et charons, pour		
de la voiture servant au		
du linge	290 6 "	
ART. 9 — <i>Ecurie.</i>		
evaux par Delorme, piqueur. 2,586 12 9		25,257 1 9
our 5 mois.	9,914 12 "	
e routes par le piqueur.	2,947 14 "	
on des chevaux, y compris		
.....	1,380 " "	
es voitures	4,651 18 "	
umière et menues dépenses 1,656 15 "		
r. 10. — <i>Voyages, Courses, etc.</i>		
esfontaines, secrétaire, pour frais de		1,858 11 "
.....	360 " "	
personnes, pour diverses		
our le service de madame		
esse	1,498 11 "	
A reporter.		210,627 18 7

Report. 210,427 11

ART. 11. — *Traitement des malades et frais funéraires.*

Traitement	{	Apoticaire 5 prem. mois.	1,086	6	»	}	2,277 11	
		Bandagiste —		48	»			»
		Garde-malade —	1,103	»	»			
Frais funéraires du nommé Crignon,								
manœuvre			40	7	»			

ART. 12. — *Meubles.*

Au sieur Labrière, tapissier	1,070	18	»	}	2,579 5
Au sieur Colet, valet de chambre, ta-					
pissier de madame la Comtesse, pour					
menues fournitures et journées . .	1,095	»	»		
Au tourneur et au machiniste	213	7	»		

ART. 13. — *Pavillon de l'avenue de Paris et dépendances.*

Au nommé Pernet, frotteur	91	4	»	}	6,384 15
Au nommé Tricot, jardinier, pour en-					
tretien et fleurs	1,553	8	»		
Aux treillageurs, peintre, menuisier,					
serrurier, etc.	4,740	3	4		

ART. 14. — *Construction d'un hôtel avenue de Paris.*

Au sieur Vallée, paveur	1,630	18	10	}	2,976 15
Au sieur Jarrier, inspecteur du bâti-					
ment, pour solde des fouilles et dé-					
blaiement de terre faits par écono-					
mie sous sa conduite	647	14	7		
Au même, pour apointemens et frais					
de bureau	518	»	»		
Au nommé Plisson, suisse,					
chargé de la garde dudit					
bâtiment, pour ses gages					
des 5 premiers mois . .	180	»	»		

A reporter . . . 220,446 5

Report. 225,646 5 4

5. — Pavillon de Lucienes et dépendances.

Aquisition de Terrain.

une portion de terre destinée à faire des

es 3,829 3 6

iergerie :

s faites par le sieur Guerin,

ant concierge :

ii rendu à la paroisse de Lu-

's 354 4 "

etien des bâtimens :

ouvriers, compris

ues articles con-

it l'année précé-

. 5,726 9 8

truction et répa-

ions :

ement d'un che-

t d'un étendoir, y

ris quelques répa-

s et de blanchis-

se 5 550 8 3

s pour

s et sentrees pour les ann-

. 2 344 13 "

dépenses par la

e Demalaull 177 5 "

ns :

en par Haby, par l'ann, pen-

s mois 4,461 8 6

autres, taupier et

de filets 487 12 4

. 11,631 1 11

22,841 4 3

Art. 16. — Dépenses extraordinaires.

différentes personnes, étrennes, pourboires,

res menues dépenses 3,413 16 8

e procédures dans l'affaire

e les sieurs Feuillet et Metivier,

leurs 650 3 "

4,063 19 8

A reporter 251,351 9 3

<i>Report.</i>		251,331 9
ART 17. — Fers de barres, de cuisse, etc.		
Fers de barre, par pièces, ports de		
<i>etc.</i>	835 10	»
Fers de cuisse, par pièces, ports d'ar-		
<i>etc.</i>	653 19 6	»
		4,321 2
ART 18. — Agencement confectionnés. Pensions, etc.)		
Agencement confectionnés à diverses perses.	1,300	»
Pensions et rétributions annuelles	438	»
		1,738
Total général.		<u>257,410 11</u>

Je soussigné, vérifie le présent bordereau.

A Luciennes, le 15 juillet 1774.

DEMONTVALLIER.

PIECE N° XII.

LETTRE DE DESFONTAINES A LA COMTESSE DU BARRY.

Madame la Comtesse,

J'ai eu l'honneur de vous écrire deux lettres, et Monsieur et bien se charger de cette troisième. J'ai été rendre mes vœux à madame votre mère que j'ai trouvée bien triste et il vous prie de lui donner de vos nouvelles le plus souvent il vous sera possible. Elle désire très vivement aller à St-aux-Dames, et m'a dit qu'elle vous en parleroit dans la lettre qu'elle doit m'envoyer aujourd'hui pour vous.

J'ai passé une heure avec M. de Laborde, dont les charmes n'ont pas diminué l'attachement qu'il vous a voué. Il

est bien assuré qu'il vous en donneroit des preuves aussitôt il seroit dans la position de le faire, et je crois qu'il y réussira, d'après ce qu'il m'a dit. Les bruits que l'on avoit répandus sur son compte sont absolument faux et ses ennemis, accoutumés à persécuter l'honnêteté, ne les ont accrus que pour chercher à lui faire tort : il prie Madame de vouloir bien ne garder que pour elle les lettres qu'il a eu l'honneur de lui adresser.

Mon paquet en renferme une que le Berton m'a engagé de vous faire parvenir, il me paroît fort pressé. Et d'après les vœux de Madame, je verrai ses mémoires avec M. D'Auteuil. Madame Desbrosses m'a prié, de son côté, de vous dire deux mots en sa faveur et a remis un double de sa note.

Madame et sa femme s'établissent à Lucienne et Madame peut être sûre de trouver en eux le dévouement le plus entier et le plus respectueux. Aussitôt que Madame aura débarrassé avec M. Dauteuil sur notre séjour à Reuilly, j'irai à Lunel prendre un état des livres qui dépériront si on les

laisse enfermés comme ils le sont, et je les déposséderai dans l'endroit que vous aurez la bonté de m'indiquer. J'y en regagnerai deux ou trois cents volumes que M. le vicomte a chez lui; après cela j'attendrai les nouveaux ordres de Madame sur les objets dont elle voudra me charger, j'irai où sa volonté m'appellera et je me trouverai fort heureux partout où je pourrai lui être utile. Si Madame a quelque chose à me faire dire, pour le moment je la prie d'en charger M. Dauteuil, dont je prendrai les avis sur toutes les choses qui concerneront votre service. J'ai assez travaillé dans tous les genres pour embrasser celui qui pourra vous convenir et l'envie que j'ai de vous être utile me rendra capable de tout.

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect,
 Madame la Comtesse,
 Votre très humble et très obéissant serviteur,

DESFONTAINES.

Le 20 may 1774.

PIÈCE N° XIII.

CONVENTIONS. — L'ABBESSE ET LES RELIGIEUSES DU PONT-AUX-DAMES
 ET MARIE-ANNE MICHAULT.

22 janvier 1773.

Par devant nous, M^e Florent-Jacques Le Pot d'Auteuil, avocat au Parlement, conseiller du Roy et notaire au Châtelet de Paris, étant ce jour à l'abbaye royale de Pont-aux-Dames où nous nous sommes exprès transporté :

Sont comparues :

Dame Gabrielle de la Roche de Fontenille, abbesse de

abbaye royale de Notre-Dame du Pont-aux-Dames, ordre
de Cîteaux, au diocèse de Meaux-en-Brie,

Sœur Thérèse-Esprit, prieure,
Rose-Emilie de Lossiendière, dépositaire,
Angélique-Françoise Garnier, sous-prieure,
Louise-Clotilde Descourtis,
Catherine Jouvenon,
Louise Gentil,
Marie-Elisabeth Bruneteau,
Catherine Tresneuf,
Marie-Anne de Brossin,
Henriette-Catherine de Courcelles,
Adélaïde Chouart des Brosses,
Marguerite-Pétronille Chouart de Cornillon,
Louise du Bois de Villarceaux,
Madeleine Pironneau,
Marie-Françoise Emangard,
Anne Pepin,
Joséphine-Charlotte de la Roche-Fontenille,
Marie-Genevieve Amiot,
Marg.-Josep -Ad Prevost,
Joseph.-Vict. Chailaud,
Et Rose Fourmer de la Burges,
Toutes religieuses professes dudit couvent.

PIÈCE N° XIV.

INTERROGATOIRE SUR LES FAITS ET ARTICLES, SUBI PAR L'ÉPOUSE
DU SIEUR RANÇON.

Interrogatoire fait par nous, Claude-Louis Bellanger,
avocat au Parlement, conseiller du Roy, commissaire enquêteur,
examinateur au Châtelet de Paris.

A la requête de François Labitte, marchand tapissier à
Paris, y demeurant, rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Roch.

Contre et suby par la demoiselle Anne Bécu, dite Cantigny, eppouse du sieur Nicolas Rançon de Monrabe, cy-devant garde-magasin de l'Isle de Corse, présentement bourgeois de Paris.

Sur les faits et articles pertinents signifiés à la requête du sieur Labitte, par exploit de Louis Poisson, huissier à verge audit Châtelet, en datte du deux mars mil sept cent soixante-quinze, etc.

Auquel interrogatoire nous avons procédé de la manière et ainsy qu'il suit :

Du vendredi 3 mars 1775, huit heures du matin.

Premièrement, après serment de dire vérité sur lesdits faits et enquise de ses noms, surnoms, âge, qualité et demeure ?

A dit se nommer demoiselle Anne Bécu, dite Cantigny, âgée d'environ 62 ans, épouse du sieur Nicolas Rançon de Monrave, cy-devant garde-magasin en l'Isle de Corse, présentement bourgeois de Paris, y demeurant, rue Saint-Sébastien, au Pont-aux-Choux, paroisse Sainte-Margueritte.

Interrogée si elle connoît le nommé Labitte, marchand tapissier à Paris, depuis quel temps, en quel endroit et à quel occasion l'a connu ?

A répondu il y a environ douze à treize ans, elle a connu le nommé Labitte comme fournissant des meubles à M. le comte du Barry, demeurant pour lors, rue Neuve-Saint-Eustache.

Interrogée s'il n'est pas vrai que le sieur Labitte lui a fait ainsy qu'à son mary différentes fournitures de meubles, et notamment ceux qui garnissent la majeure partie des lieux qu'ils occupent ?

A dit que oui, que tout ce qui a été fourni par Labitte a été payé.

Interrogée si ces fournitures n'ont pas été faites sur sa simple commande, le tout à la connaissance de son mari ?

A dit que oui, que cela étoit à la connaissance de son mary et de la demoiselle, sa fille.

Interrogée si toutes les fournitures ont été payées et acquittées ?

A dit que oui, qu'elles ont été payées par le comte du Barry et la demoiselle, sa fille.

Interrogée si dans le courant du mois de septembre 1770, elle a mandé chez elle le sieur Labitte ?

A dit que oui et qu'elle a fait mander le sieur Labitte pour lui parler à son parloir, au sujet des meubles à fournir au curé de Brioux et son neveu pour s'arranger au sujet d'une chambre de la valeur de deux cents et tant de livres, autant qu'elle peut se ressouvenir.

Elle explique que le curé demeurait alors à Lunéville, qu'il est venu à Paris pour prendre possession de la cure de Briancelles où il est décédé ; qu'après sa mort, le sieur Pierre Bécu dit Cantigny, son frère et Anne Bécu dite Cantigny, pouse du sieur Graget, fourrier de la maison de M. le comte d'Artois, demeurant à Versailles, se sont emparés esdits meubles et effets.

Elle déclare qu'elle ne veut pas payer ces meubles.

Interrogée d'office si Labitte n'a pas sollicité d'elle son paiement et si elle ne lui a pas donné différentes remises ?

A répondu qu'un jour rencontrant Labitte dans le cabinet de madame du Barry, il lui dit : La fourniture est faite, qui est-ce qui paiera ? elle lui fit réponse de s'adresser à ses parents.

Interrogée si M. et madame du Barry n'ont pas engagé le comparant de terminer cette affaire ?

A dit que non.

Interrogée si, dans l'intention qu'elle avoit de payer cette fourniture, elle a défendu au sieur Labitte d'en porter le détail sur le mémoire de madame du Barry ?

A répondu qu'elle n'a fait aucune défense à Labitte, qu'elle croyoit que le curé les auroit payés.

Lecture faite...

A signé :

ANNE BÉCU.

BOULLANGER.

INTERROGATOIRE DE RANÇON DE MONTRABE.

3 mars.

A dit se nommer Nicolas Rançon de Montrabe, âgé de 52 ans, cy-devant garde magasin de l'Isle d'Ecorces (sic), et pour lors, bourgeois de Paris, y demeurant rue Saint-Sébastien, paroisse Sainte-Marguerite.

A répondu que :

Il y a environ trois ans qu'il connoît le sieur Labitte en qualité de marchand tapissier ; qu'il l'a connu à l'occasion de fournitures de meubles à lui faites, par le ministère de son épouse, à Frenay.

S'il a à se plaindre de Labitte ?

A répondu qu'il n'a d'autre plainte à faire contre lui, si ce n'est la demande des meubles fournis à M. le curé de Bilancelle, proche Chartres, neveu de la dame son épouse.

Interrogé d'office si, lors de cette fourniture, Labitte n'a pas fait différentes fournitures, tant à M. le comte du Barry, madame du Barry et autres de la famille ?

A répondu qu'il leur faisoit différentes fournitures dans le même temps, ainsi qu'à son épouse, ayant même fourni, quelque temps après, la garniture d'une cheminée à Fresnay.

GRAGET, beau frère du curé.

Nicolas RANÇON DE MONTRABE.

BOULLANGER.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES, SUBI PAR M. RANÇON
ET MADAME RANÇON.

19 septembre 1775.

A la requête d'un sieur Gouffé, bourgeois de Paris,

Dit s'appeler Anne Becu, âgée de 62 ans passés (exact), épouse de Nicolas Rançon de Montrabe, demeurant ordinairement avec son mari, à Villiers-la-Maison-Rouge, paroisse de Longpont.

La dame de Montrabe n'étoit-elle pas au couvent de Sainte-

Elisabeth, le 3 may 1774, et n'est-elle pas partie le lendemain pour sa campagne, à Sarcelles ?

A répondu qu'elle étoit au couvent de Sainte-Elisabeth le 1 mai 1774 et qu'elle n'est partie pour sa campagne à Sarcelles, qu'après que feu S. M. Louis XV a été inhumé à Saint-Denis.

Elle ne se rappelle pas si elle doit six mois de loyers de ladite maison de campagne, qu'elle a toujours payé le loyer par chaque semestre.

Que Gouffé ne lui a jamais parlé d'argent, qu'il n'est pas dans le cas de lui en prêter.

Deux chevaux vendus par Gouffé moyennant 20 louis et deux vieux chevaux.

Gouffé réclamant 320 livres.

Gouffé prétendant avoir prêté :

400 livres pour le loyer de Sarcelles ;

200 livres pour payer la vaisselle d'argent.

PIECE N° XV.

PERMISSION DE MARIAGE A J-B-V TRANCHANT.

Ce jourd'hui 10 octobre 1773, ai donné au sieur J-B Nic-Romain Tranchant officier chez Monsieur, et chef de cuisine chez madame la comtesse du Bar, notre parente sienne depuis plus de six mois.

Et fils majeur des sieurs Nicolas Tranchant et Marguerite Le Maître, parents du dit sieur Tranchant, et de son épouse dans la paroisse de Saint-Jacques à Paris, demeurant à Saint-Jacques-Thérèse la paroisse de ses femmes de chambre de la susdite comtesse.

Déclarant que, par le mariage qui se fera entre eux au sacrement de mariage, il y aura un mariage du côté de leurs papiers son père et sa mère.

PIÈCE N° XVI.

VENTE CONTENANT DÉPÔT D'ESPÈCES DU CHATEAU DE SAINT-VRAIN
ET DÉPENDANCES.

M. SAUVAGE A MADAME LA COMTESSE DU BARRY.

9 avril 1775.

Pardevant Rouen et Le Pot d'Auteuil, notaires au Châtelet de Paris ;

Etant ce jour au Pont-aux-Dames où nous nous sommes exprès transportés pour la passation des présentes, fut présent Jacques Sauvage, écuyer, secrétaire du Roy, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, paroisse Saint-Nicolas-du-Char-donnet, lequel a vendu à haute et puissante dame Jeanne Gomard de Vaubernier, comtesse du Barry, femme de messire Guillaume du Barry, etc. ;

1° Le château de Saint-Vrain avec la chapelle, cour, avant-cour, écuries, remises et autres bâtiments quelconques étant dans l'enceinte dudit château, et en dépendant, ainsi que la maison qui sert de logement au garde de la seigneurie, petit jardin et autres dépendances de ladite maison sis à côté de l'avenue du château, contre les murs du parc, avec la portion de l'avenue en sortant dudit château jusqu'au chemin allant du Petit-Saint-Vrain à l'église du lieu, tel que le tout, etc. ;

2° Plus le parc tenant au château, avec tous les plants et arbres à fruits, plants de vignes et autres quelconques étant dans le parc. Lequel est clos et entouré de murs pour la plus grande partie, et le surplus fermé de fossés. Contenant environ 165 arpents en différente nature.

Plus, la ferme de Saint-Vrain, consistant en maison pour le fermier, grange, écurie, colombier et autres bâtiments,

jardin et autres pièces contiguës faisant partie de ladite ferme, terres, etc.

Moyennant 200,000 livres payées comptant.

Mais emprunt de pareille somme par madame du Barry d'un sieur de Beaupré.

Signé : Jeanne GOMARD DE VAUBERNIER, comtesse du BARRY.

PIÈCE N° XVII.

9 avril 1775.

VENTE DES MEUBLES MEUBLANTS DU CHATEAU DE SAINT-VRAIN
PAR LE SIEUR SAUVAGE A LA COMTESSE DU BARRY.

Le Pot d'Auteuil. — Moyennant 15,000 livres (quinze mille livres).

PIÈCE N° XVIII.

21 septembre 1775

Pardevant nous, Florent-Jacques Le Pot d'Auteuil, écuyer, conseiller du Roy, notaire, secrétaire de la Cour du Parlement et notaire au Châtelet, à Paris, et Dems-André Rouen-Desmallet avocat au Parlement, conseiller du Roy, notaire au Châtelet de Paris ; tous deux demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Roch. Notre résidence ordinaire étant en ce jour à Saint-Vrain, où nous nous sommes exprès transportés pour ces présentes ;

Fut présent le sieur Jean-Baptiste Buffault, etc., lequel a par ces présentes vendu, cédé, quitte, etc., a haute et puissante dame Jeanne Gomard de Vaubernier, comtesse du Barry :

UNE GRANDE MAISON située à Villiers-sur-Orge, paroisse de

Longpont, appelée *le Pavillon* ou *la Maison-Rouge*, consistant en plusieurs bâtiments, couverture de thuilles, basse-cour, caves, écuries, remises, chapelle.

Entre la basse-cour et le principal corps de bâtiment, colombier, parterre, et derrière et à côté dudit principal corps de bâtiment, jardin, plants d'arbres en espaliers, bassins, statues de pierre, orangerie, réservoirs, jets d'eau, canal, cascades, tuyaux, grand jardin potager ; le tout clos de murs, contenant environ 35 arpents 42 perches, tenant...

Plus le jardin potager aussy entouré de murs hors du parc de l'autre côté du chemin qui va de Villiers à Longpont.

Plus les droits acquis sur une petite maison, nommée *la Maison-Blanche*, située à Villiers, composée de plusieurs bâtiments couverts en thuilles. Compris le nouveau pavillon, cour, jardin en dépendant, clos de murs, contenant en fond de terre environ un demi-arpent, occupés par le nommé Plumet qui en jouit par bail emphythéotique comme ayant été cédé par le defunt M. le prince de Segur, moyennant une rente foncière.

Maison, cour, jardin, etc.

Plus, les terres labourables, prés, vignes dépendant de la grande maison, consistant en...

Ancien propriétaire, le marquis d'Aligre.

Cette vente moyennant cinquante-trois mille livres, dont huit mille livres pour les meubles et quarante-cinq mille livres pour les bien-fonds et rente.

Signé : DU BARRY. — BUFFAULT.

Le même jour, quittance à madame du Barry par Buffault, pour un pot-de-vin de 1,200 francs, stipulé en dehors du contrat par acte séparé.

PIÈCE N° XIX.

21 septembre 1773.

VENTE DES MEUBLES PAR M. BUFFAULT

A MADAME DU BARRY.

te d'une grande maison située à Villiers-sur-Orge, appelée *Pavillon de la Maison-Rouge*, jardin, parc, pièces de , héritages, rentes foncières, circonstances et dépenses. Moyennant 50,000 livres de prix principal, 33,000 payables en une rente de 1,000 livres, et 17,000 livres six années, et, en outre, 22,400 livres pour les meubles. Et un état du mobilier de *la Maison-Rouge* de Villiers-sur-Orge vendu avec ladite maison.

Signé : POUDRIER.

PIÈCE N° XX.

vient de recevoir, Monsieur, une lettre de M. du Tray, me mande qu'il lui est impossible de venir avant hier-21 pour finir, ainsi je compte aller au Pont-aux-Dames. plus de quatre mois que je remets de semaine en semaine, mais je vous en mande la raison qui m'avait en péché, elle subsiste toujours : je n'est point d'arjan, je n'en ai pas prie le mois passé ; je vous prie de m'en envoyer moi et pour Maiziere qui est sans le sol. Adieu, Monsieur, recevez l'assurance des sentiments que je vous ai

Signé : Comtesse DU BARRY.

PIÈCE N° XXI.

MÉMOIRE DU CHEVALIER DE LANGLES

*Pour se justifier d'avoir gagné au jeu 90,000 liv. à la C^lasse du Barry,
d'avoir cherché à la raccomoder avec le duc de Choiseul.*

Avoir demandé à Madame 90,000 livres que je lui avois gagné,

Avoir été amoureux et jaloux de Madame...

Avoir cherché à me raccomoder avec M. le duc de C...
sont trois fausses imputations dont je dois me justifier vis-à-vis de mes amis.

J'ai vu pour la première fois madame la Comtesse à Saint-Vrain, l'acquisition de cette terre fut mon prétexte : je dois les honnêtetés que j'en reçû aux liaisons que je lui dis avoir avec M. et madame la duchesse de...

Je demandai et l'on m'accorda la permission d'y faire ma cour, on me pria même d'y passer quelque tems.

Plus je connus madame la Comtesse et plus je m'intéressai à son sort ; je trouvais affreux de la voir comme condamnée à passer sa vie dans cette abominable campagne, c'étoit le plus souvent l'objet de nos conversations, sans imaginer ni l'un ni l'autre que je trouverois les moyens de l'en faire sortir.

Ses amis de Versailles l'avoient ou abandonnés (sic) ou n'auzoient témoigner l'intérêt qu'ils y prenoient ; sa famille étoit dans l'impuissance de lui rendre aucuns services et ne connoissoient pas un des ministres en place ; de son côté elle vivoit au jour la journée sans s'embarrasser de l'avenir. Je trouvois sa cause bonne et personne ne vouloit la plaider, je me proposai pour être son deffenseur auprès du ministre, n'ayant rien à demander pour moi, je n'en avois rien à

craindre ; ma proposition acceptée, j'allai à Pont-Chartrain, à Versailles, j'étais pressant, je devins éloquent, et finit par obtenir la permission de venir s'établir à L...

La promenade et de très petits jeux faisoient notre occupation à Saint-Vr... Le Trou-Madame¹ avoit souvent la préférence, la grande habitude où elle étoit de ce jeu lui faisoit croire qu'elle y étoit plus adroite que personne et en conséquence elle perdoit souvent ses paries.

Un jour plus malheureuse qu'à l'ordinaire et voulant doubler sa perte pour l'acquitter d'un seul coup, elle se trouve me devoir 1,500,000 livres.

Elle fut la seule à être inquiète, les spectateurs étoient aussi persuadés que moi que je continuerois à jouer jusqu'à ce qu'elle se fût acquittée, c'est ce qui arriva enfin.

Elle en fut quitte pour la peur et pour des représentations sur la facilité avec laquelle elle s'étoit livrée à perdre beaucoup plus qu'elle n'auroit pu gagner.

La grossesse d'une des femmes de Madame et les indigestions fréquentes de l'autre leur faisant manquer leurs services, je crus trouver une occasion d'en procurer une à Madame, de me faire plaisir, elle m'avoit témoigné plus d'une fois l'envie de reconnoître tout ce que j'avois fait pour elle.

Une jeune personne en qui je m'intéressois, en un mot ma bâtarde, jeune, jolie, très sage et remplie de talent, vivoit depuis six ans à Amboise, avec une femme qui la regardoit comme son amie, sans lui rendre d'autres services que celui de lui tenir compagnie, 600 livres de pension que je lui donnois suffisoient à son entretien, j'imaginois qu'un tel sujet pourroit être agréable à Madame, je le lui offris, elle l'accepta et me dit les choses les plus honnêtes, à ce

1. Trou-Madame, nom d'un certain jeu, où l'on joue avec de petites balles de plomb ou de verre qui entrent dans des trous d'versement marqués qui font perdre ou gagner. *Dictionnaire de Trévoux*, Le Trou-Madame est un jeu où on laisse entrer des boules dans des trous ou rigoles marqués diversement pour la perte ou pour le gain. (Furetière.)

INTERROGATOIRE DE RANÇON DE MONTRABE.

3 mars.

A dit se nommer Nicolas Rançon de Montrabe, âgé de 52 ans, cy-devant garde magasin de l'Isle *d'Ecorces* (sic), et pour lors, bourgeois de Paris, y demeurant rue Saint-Sébastien, paroisse Sainte-Margueritte.

A répondu que :

Il y a environ trois ans qu'il connoît le sieur Labitte en qualité de marchand tapissier ; qu'il l'a connu à l'occasion de fournitures de meubles à lui faites, par le ministère de son épouse, à Frenay.

S'il a à se plaindre de Labitte ?

A répondu qu'il n'a d'autre plainte à faire contre lui, si ce n'est la demande des meubles fournis à M. le curé de Bilancelle, proche Chartres, neveu de la dame son épouse.

Interrogé d'office si, lors de cette fourniture, Labitte n'a pas fait différentes fournitures, tant à M. le comte du Barry, madame du Barry et autres de la famille ?

A répondu qu'il leur faisoit différentes fournitures dans le même temps, ainsi qu'à son épouse, ayant même fourni, quelque temps après, la garniture d'une cheminée à Fresnay.

GRAGET, beau frère du curé.

Nicolas RANÇON DE MONTRABE.

BOULLANGER.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES, SUBI PAR M. RANÇON
ET MADAME RANÇON.

10 septembre 1773.

A la requête d'un sieur Gouffé, bourgeois de Paris,

Dit s'appeler Anne Becu, âgée de 62 ans passés (*exact*), épouse de Nicolas Rançon de Montrabe, demeurant ordinairement avec son mari, à Villiers-la-Maison-Rouge, paroisse de Longpont.

La dame de Montrabe n'étoit-elle pas au couvent de Sainte-

Elisabeth, le 3 may 1774, et n'est-elle pas partie le lendemain pour sa campagne, à Sarcelles ?

A répondu qu'elle étoit au couvent de Sainte-Elisabeth le 3 mai 1774 et qu'elle n'est partie pour sa campagne à Sarcelles, qu'après que feu S. M. Louis XV a été inhumé à Saint-Denis.

Elle ne se rappelle pas si elle doit six mois de loyers de ladite maison de campagne, qu'elle a toujours payé le loyer par chaque semestre.

Que Gouffé ne lui a jamais parlé d'argent, qu'il n'est pas dans le cas de lui en prêter.

Deux chevaux vendus par Gouffé moyennant 20 louis et deux vieux chevaux.

Gouffé réclamant 320 livres.

Gouffé prétendant avoir prêté :

400 livres pour le loyer de Sarcelles ;

200 livres pour payer la vaisselle d'argent.

PIÈCE N° XV.

PERMISSION DE MARIAGE A J.-B.-N. TRANCHANT.

Ce jourd'hui, 10 octobre 1775, j'ai donné au sieur J.-B.-Nic.-Romain Tranchant, officier chez Monsieur, et chef de cuisine chez madame la comtesse du Baril, notre paroissienne depuis plus de six mois.

Et fils majeur des défunts Nicolas Tranchant et Marguerite Le Maître, pâtissier à Versailles, pouvoir d'aller épouser dans la paroisse de Saint-Sulpice, à Paris, damoiselle Elisabeth-Thérèse Laumeau, l'une des femmes de chambre de la susdite comtesse.

Déclarant que j'ignore s'ils ont satisfait l'un et l'autre au sacrement de la pénitence, s'ils sont en règle du côté de leurs papiers dont je n'ai vu aucun.

PIÈCE N° XVI.

VENTE CONTENANT DÉPÔT D'ESPÈCES DU CHATEAU DE SAINT-VRAIN
ET DÉPENDANCES.

M. SAUVAGE A MADAME LA COMTESSE DU BARRY.

9 avril 1775.

Pardevant Rouen et Le Pot d'Auteuil, notaires au Châtelet de Paris ;

Etant ce jour au Pont-aux-Dames où nous nous sommes exprès transportés pour la passation des présentes, fut présent Jacques Sauvage, écuyer, secrétaire du Roy, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet, lequel a vendu à haute et puissante dame Jeanne Gomard de Vaubernier, comtesse du Barry, femme de messire Guillaume du Barry, etc. ;

1° Le château de Saint-Vrain avec la chapelle, cour, avant-cour, écuries, remises et autres bâtiments quelconques étant dans l'enceinte dudit château, et en dépendant, ainsi que la maison qui sert de logement au garde de la seigneurie, petit jardin et autres dépendances de ladite maison sis à côté de l'avenue du château, contre les murs du parc, avec la portion de l'avenue en sortant dudit château jusqu'au chemin allant du Petit-Saint-Vrain à l'église du lieu, tel que le tout, etc. ;

2° Plus le parc tenant au château, avec tous les plants et arbres à fruits, plants de vignes et autres quelconques étant dans le parc. Lequel est clos et entouré de murs pour la plus grande partie, et le surplus fermé de fossés. Contenant environ 165 arpents en différente nature.

Plus, la ferme de Saint-Vrain, consistant en maison pour le fermier, grange, écurie, colombier et autres bâtiments,

jardin et autres pièces contiguës faisant partie de ladite ferme, terres, etc.

Moyennant 200,000 livres payées comptant.

Mais emprunt de pareille somme par madame du Barry d'un sieur de Beaupré.

Signé : Jeanne GOMARD DE VAUBERNIER, comtesse du Barry.

PIÈCE N° XVII.

9 avril 1773.

VENTE DES MEUBLES MEUBLANTS DU CHATEAU DE SAINT-VRAIN
PAR LE SIEUR SAUVAGE A LA COMTESSE DU BARRY.

Le Pot d'Auteuil. — Moyennant 45,000 livres (quinze mille livres).

PIÈCE N° XVIII.

21 septembre 1773

Pardevant nous, Florent-Jacques Le Pot d'Auteuil, écuyer, conseiller du Roy, notaire, secrétaire de la Cour du Parlement et notaire au Châtelet, à Paris, et Denis-André Rouen-Desmallet avocat au Parlement, conseiller du Roy, notaire au Châtelet de Paris : tous deux demeurant à Paris, rue Saint-Honore, paroisse Saint-Roch. Notre résidence ordinaire étant en ce jour à Saint-Vrain, où nous nous sommes exprès transportés pour ces presentes.

Fut present le sieur Jean-Baptiste Buffault, etc., lequel a par ces presentes vendu, cédé, quitté, etc., a haute et puissante dame Jeanne Gomard de Vaubernier, comtesse du Barry :

UNE GRANDE MAISON située à Villiers-sur-Orge, paroisse de

monsieur de Langles. — Votre serviteur monsieur le Duc. —

Ainsi finit la conversation et notre liaison, ne l'ayant point vu depuis.

Je désire que le mémoire se trouve assés long et assés détaillé pour prouver à mes amis que l'amour n'a pas été le motif qui m'a attaché à Madame, que je n'ai jamais eu l'intention de lui faire payer ce que je lui avois gagné et que je n'ai pas recherché M. le Duc de..... pour me venger d'elle et pour lui rendre compte de sa conduite.

J'ai continué cet hivert à faire exactement ma cour à Madame, mais sans lui parler d'aucune affaire à l'exception de la vente de ses boutiques de Nantes que j'avois entrepris et que j'ai terminé à sa satisfaction.

PIÈCE N° XXII.

FONDATION POUR DEUX PLACES D'ÉLÈVES

A L'ÉCOLE DE DESSIN.

21 septembre 1775.

Les directeur et administrateurs de l'Ecole royale gratuite de dessin, établie en cette ville, par lettres patentes de S. M., comparans par sieur J.-J. Bachelier, peintre ordinaire du Roi, professeur de son Académie royale de peinture et sculpture, etc. ;

Très haut et très puissant seigneur, Monseigneur Antoine Brésil, comte de Brancas, demeurant à Paris, en son hôtel, rue du Pot-de-Fer, paroisse Saint-Sulpice ;

Et M^e Charles-Jacques Houn de Meulan, chevalier, receveur général des finances, demeurant à Paris, rue des Capucines, paroisse Saint-Roch ;

Tous deux administrateurs, d'une part ;

Et haute et puissante dame Jeanne Gomard, etc.

Lesquels, sur la proposition faite par ladite dame com-

tesse du Barry de fonder à perpétuité deux places d'élèves fournis de tous les objets nécessaires dans ladite école et dans l'intention où elle est de concourir au succès dudit établissement, ont fait les traités et conventions qui suivent, savoir :

Que ladite dame comtesse du Barry a, par les présentes, fondé à perpétuité dans ladite Ecole deux places d'élèves, dont la nomination lui appartiendra.

Les élèves qui seront nommés en conséquence de la présente fondation, seront admis dans l'Ecole aussitôt leur nomination et seront fournis, aux dépens de ladite Ecole, de papier, crayons et instrumens nécessaires pour travailler dans les classes et d'originaux pour étudier chez eux.

Le temps d'études étant fixé à six années, ladite fondatrice jouira à l'expiration desdites six années de la faculté de nommer un autre élève, comme aussi de le remplacer dans le cas où il aura mérité pour six concours leur apprentissage ou maîtrise dans les corps d'arts et métiers.

Seront tenus les élèves d'exécuter ponctuellement les réglemens faits et à faire

Cette fondation faite moyennant la somme de 60 livres de rente annuelle, au capital de 4,500 livres.

Et sera le nom de ladite dame du Barry, fondatrice, inscrit sur les registres des bienfaiteurs de l'Ecole royale, tenus à cet effet par le secrétaire qui fera mention du présent acte.

Fait et passé à Paris, au bureau des administrateurs, momentanément en l'hôtel de M. de Sartine, principal du bureau, par lesdits sieurs directeur et administrateurs ;

Et pour ladite dame fondatrice, en son château de Saint-Vrain, où nous nous sommes expressément transportés.

Signé : BACHELIER, Jeanne GOMARD, etc., MEULAN,
BRANCA. LE POT D'AUFEUIL.

PIECE N° XXIII.

LES COMPTES DE MADAME DU BARRY

Qui dit comptes dit ordre ou tout au moins prétention à des dépenses réglées. Ce mot paraît donc un paradoxe, appliqué à madame du Barry qui a la réputation d'avoir reçu et prodigué l'or à pleines mains, sans compter, sans jamais aligner ses dépenses avec ses recettes. Rien n'est plus faux et rien ne paraît plus inattendu qu'une comptabilité *barrienne*. Elle avait existé cependant, ses livres avaient été tenus avec une régularité plus ou moins correcte. Ses papiers ne s'étaient pas égarés au souffle de la Révolution : ils furent retrouvés, recueillis, cédés à la Bibliothèque nationale avant 1832 ; le vendeur était un sieur Danquin, marchand d'autographes, rue Saint-Sulpice, n° 8. Ces papiers ont été reliés et forment quatre volumes in-folio. Ils se composent principalement de mémoires, factures, réclamations de fournisseurs. Un de ces volumes renferme spécialement les papiers de recettes et dépenses. On voit par eux que madame du Barry a eu une sorte de liste civile, qui s'est élevée progressivement de deux cent mille à trois cent mille francs. Ces sommes lui étaient remises chaque mois par le banquier de la cour, M. de Beaujon, et ce de deux manières, tantôt en espèces, tantôt en mandats, acquittés par elle. Souvent ses créanciers, fournisseurs ou autres, ne pouvaient pas ou ne voulaient pas attendre. M. de Beaujon les payait et réglait ensuite avec madame du Barry en quittances ou factures acquittées. Cette opération aurait nécessité la présence de madame du Barry, mais elle avait une habitude constante dont elle ne s'est jamais départie ; elle se faisait représenter par M^e Lepot-Dauteuil, son notaire (ce mécanisme a été expliqué par nous, vol. II, p 60, 61). Celui-ci signait pour madame du Barry et sous son nom, sans imiter toutefois son écriture.

Nous avons dit comment et pourquoi nous avons reproduit la formule de cette singulière quittance dans les deux premières pièces. Nous avons ensuite cessé de répéter cette rédaction monotone.

Les états qui se trouvent dans les papiers de la Bibliothèque ne se suivent pas toujours, ils sont donc incomplets, sauf pour l'année 1772. Nous les avons copiés fidèlement ; nous n'avons pu faire plus.

A

*Recueil des sommes payées pour compte de madame
la comtesse du Barry.*

juillet 1769	48,000	} 123,000 livres.
rest (de Max) de la main de Lepot- til	30,000	
août	45,000	
sieur Nalet, du 15 septembre.	15,000	} 60,000
sieur Roettiers, du 17 octobre	20,000	
sieur Demay, du 4 novembre.	25,000	

Mandats de Mgr Bertin

septembre 1769	25,000	} 295,000
septembre	150,000	
octobre	30,000	
octobre	40,000	
novembre	25,000	
décembre	25,000	
		478,000

Je mon billet de quarante-huit mille livres, ma lettre
autoriser à compter au sieur Nalet quarante-cinq
mille livres. Je prie M. Beaujon de faire remettre à M. Lepot-
til les autres reçus de mes fournisseurs de Ver-

Le 15 juin 1770

Signé : La comtesse du BARRY.

(De la main de Lepot).

Je l'atteste de ma reconnaissance à M. Beaujon.
Notaire à Paris, soussigné, reconnois que, conformé-
ment aux déclarations de madame la comtesse du Barry,
M. Beaujon m'a remis la reconnaissance du sieur de Max

de 30,000 livres, et celle du sieur Nalet de 15,000 livres: celle du sieur Gruel, pour le sieur Roettiers, de 20,000 livres: celle du sieur Demay de 25,000 livres, avance au bordereau de l'autre part.

A Paris, le 20 juin 1770.

J'ai signé : LEPOT-DAUTEUIL.

B

Bordereau des sommes payées pour le compte de madame la comtesse Dubarry.

	liv.	s.	d.
A Demay, joaillier	30,000	»	»
A Monthiers, marchand de modes.	10,000	»	»
A Madame la Comtesse	24,000	»	»
A Carlier, tailleur.	6,000	»	»
A Buffault, marchand de soie	25,000	»	»
A Lanoix, menuisier	4,000	»	»
A Cagny, doreur	4,000	»	»
A Guichard, sculpteur.	4,000	»	»
A Masse, chapelier	2,000	»	»
A Constant, chaudronnier	1,870	»	»
A Leconte, bijoutier.	11,000	»	»
A M. de La Briffe.	5,000	»	»
A Roettiers, orfèvre.	15,000	»	»
A Drouais, peintre	6,000	»	»
A Labitte, tapissier	3,000	»	»
A M ^{lle} Dubarry pour M. de Martange. . .	1,170	»	»
A Aubert, joaillier (Bijoutier du Roi).	18,000	»	»
A Gruel, march. de dentelle pour solde de son compte.	10,971	»	»
A M. Gabriel	8,000	»	»
A Drais, bijoutier	2,400	»	»
A Madame la Comtesse	8,589	»	»
	<hr/>		
	200,000	»	»

Retiré mon reçu et la somme de 24,000 livres, et ayant

Je reçu la somme de 8,589 livres qui solde le bordereau sus, montant à la somme de 200,000 livres, priant aujon de faire remettre à M. Lepot-Dauteuil, mon e, les autres reçus de mes fournisseurs.

Versailles, le 15 juin 1770.

Signé : LA comtesse DU BARRY.

20 juin 1770.

Connaissance conforme à la précédente et signature de Lepot-Dauteuil.

C

Bordereau des mandats payés sur les ordres de madame la comtesse du Barry.

		liv	s.	d.
janvier 1770,	à Demay.	15,000	»	»
—	à Roettiers.	3,000	»	»
—	à Jaubert.	20,000	»	»
—	à Duplessis.	8,000	»	»
février	à Madame la Comtesse.	12,000	»	»
des payées pour M. (sic)		22,911	»	»
		80,911	»	»

D

Bordereau de l'emploi de 200,000 livres du mois de juillet 1770

ers.	20,000	»	»
ur Gruel.	20,000	»	»
ur Roettiers, orfèvre.	15,000	»	»
ur Buffault, marchand de soye.	15,000	»	»
Lebrun.	12,000	»	»
ur Demay	20,000	»	»
A reporter	102,000	»	»

<i>Report.</i>	102,000 » »
Au suisse de M. le contrôleur général, trois lettres de change sur le sieur Nalet :	
La première de . . . 4,300 » »	} 10,429 15 »
La deuxième de . . . 3,554 » »	
La troisième de . . . 2,575 15 »	
A Lameaux	1,200 » »
A Duplessis, marchand de chevaux. . . .	8,000 » »
A Boullanger, tailleur.	6,000 » »
A Guichard, sculpteur.	6,000 » »
A Lépine, deux billets du sieur Nalet :	
L'un de. 4,087 10	} 8,587 10 »
L'autre de 4,500 »	
M. Serres, intendant de la comtesse . . .	3,000 » »
A Masse, chapelier, le bt. du sieur Nalet .	2,494 » »
A Constant, chaudronnier	4,000 » »
A Carlier, tailleur, trois billets du s ^r Nalet:	
Le premier. 2,051 10	} 9,322 10 »
Le deuxième 2,941 15	
Le troisième 4,329 5	
A Léger, fourreur.	4,390 » »
A Cagny, doreur	6,000 » »
A M. de La Briffe.	5,000 » »
A M ^{me} de Monthiers	3,576 5 »
A M. Gabriel	4,000 » »
Porté à Compiègne et remis à M ^{lle} Dubarry	
500 louis.	12,000 » »
<i>Idem</i> à mon second voyage	4,000 » »
	<hr/>
	200,000 » »

13

réseau de l'emploi des 200,000 livres du mois
d'octobre 1770.

ux.	25,000	"	"
, mandat de M ^{me} la Comtesse . .	12,000	"	"
rteau, pour M. Demay	20,722	10	"
Mirepoix, mandat de M ^{me} la C ^{te} me.	12,000	"	"
ne, jardinier	3,000	"	"
er.	25,000	"	"
Brun, notaire.	20,000	"	"
lier, tailleur	10,000	"	"
mebert.	6,000	"	"
parfumeur.	3,000	"	"
.	10,000	"	"
rs, orfèvre	10,000	"	"
Monthiers	8,000	"	"
.	2,000	"	"
La Blache	5,000	"	"
1. le remboursement de deux billets			
1. ede-Latour et c ^{ie} 3,000			
de	3,000	6	4
de	3,000	"	"
de	3,000	"	"
de	3,000	"	"
de	2,575	12	6
de	3,000	"	"
de	3,000	"	"
M	125	14	10
	218	18	10

F*Distribution de la somme de 250,000 livres du mois de décembre 1770.*

Compte à M ^{me} Dubarry, suiv. l'état inclus.	50,000	»	»
A M. Serres, pour les ouvrages de Luciennes	12,200	»	»
A M. Aubert	11,000	»	»
A M. Demay	30,000	»	»
A M. Le Paute, horloger, solde.	5,400	»	»
A M. Poirier	11,000	»	»
A M. Buffault	10,000	»	»
A M. Lecomte, joaillier	4,000	»	»
A Cagny, doreur	5,000	»	»
A Guichard, sculpteur.	5,000	»	»
A Lanoix, menuisier.	5,000	»	»
A M. Sollier	20,000	»	»
A M. Gruel.	10,000	»	»
A M ^{me} Constant.	3,000	»	»
A M. Monthiers	6,000	»	»
A Lepine, sellier	10,000	»	»
A M. Serres	30,000	»	»
Remboursé à M. Le Dreux le billet du sieur			
Nalet 2,579	} 6,000	»	»
Frais et intérêt. 127			
A lui païé un compte de fournit. 3,294			
A M ^{me} Roettiers.	15,000	»	»
A La Vallée, peintre.	2,400	»	»
A Davaux, brodeur	4,000	»	»
A Quesnel, charron	2,400	»	»
A Dreux, joaillier	2,400	»	»
A M. Lambonel, pour achat de livres.. . .	1,200	»	»
	<hr/> 261,000		

G

*Payemens du mois de février (sans date) sur la distribution
des 200,000 livres.*

Avances de M. Beaujon, suivant le bordereau arrêté le 15 février 1771.	11,000	»	»
A M. de Martange.	1,120	»	»
A Lameaux	40,000	»	»
A M. le ch ^{er} de Boniface.	972	»	»
A Greuze, solde.	2,400	»	»
A Buffault	10,000	»	»
A Gruel, billet de Nalet du 30 septembre 1769. 5,000 }	10,000	»	»
A-compte de ses fournitures . 5,000 }			
A madame Roethiers.	15,000	»	»
A Gouthière, fondeur	8,000	»	»
A Lanoix, menuisier	4,000	»	»
A M. Gabriel	12,000	»	»
A Cagny, doreur	6,000	»	»
A Guichard, sculpteur	6,000	»	»
A Carlier, tailleur	6,000	»	»
Porté à Versailles 500 louis	12,000	»	»
A Aubert, joaillier.	11,000	»	»
A Berthier, joaillier, un billet de madame la comtesse du 28 septembre 1768 . . .	1,400	»	»
A Afforty, marchand de bas, soldé	1,461	7	»
Au porteur d'ordre de M ^{lle} Dubarry	1,680	»	»
A Bohmer, joaillier	50,000	»	»
A Charpentier, marchand de papier . . .	1,169	18	»
A M. Tripperet, brodeur	6,000	»	»
A Poirier.	10,000	»	»
A M. Serres	20,000	»	»
A Davaux, brodeur	6,000	»	»
<i>A reporter . . .</i>	<i>253,203</i>	<i>5</i>	<i>»</i>

<i>Report.</i>	253,203	5	»
A M. Lefèvre, maître maçon	12,000	»	»
A Straz	5,000	»	»
A M. le duc de La Vallière	21,648	»	»
A M. le duc de Duras	11,160	»	»
A M. le prince d'Hénin pour M ^{me} de Mirepoix.	15,648	»	»
A M. Chauvelin.	5,844	»	»
A M. le prince de Soubise	18,444	»	»
	<hr/>		
	342,947	5	»

H

*Bordereau des paiemens faits sur les 250,000 livres du mois
d'avril 1771.*

Suivant le dernier compte, M. Beaujon était

en avance de	142,947	5	»
A M. le chevalier Dubarry, pour M. Lam- bomel	1,200	6	»
A M. Buffault.	20,000	»	»
A Sigly.	2,000	»	»
A Lepine.	10,000	»	»
A Cagny.	4,000	»	»
A Vigier.	3,000	»	»
A Pecoul.	3,000	»	»
(Reste une quittance de 300 livres non employée)			
A Bohmer	50,000	»	»
A Gruel	10,000	»	»
A Quesnel, solde	2,166	»	»
A Guichard.	3,000	»	»
A Lanoix.	2,000	»	»
A Gouthière.	6,000	»	»
A Roettiers.	15,000	»	»
A Lefaiivre	12,000	»	»
A Morel	245	10	»
Envoïé le 12 mai à M ^{lle} Dubarry	6,000	»	»
	<hr/>		
	292,559	1	»

I

Payemens faits sur les 300,000 livres du mois de juin

(Sans indication d'année.)

A M. Beaujon.	42,559	4	»
A M. de Martange	1,500	»	»
A Vassé, sculpteur, solde.	3,000	»	»
A Pagelle, marchand de modes, solde.	3,000	»	»
A Lefèvre, maître maçon	12,000	»	»
A Pagnon, un compte de foin et paille, solde.	810	»	»
A Maugé, pour loyer de voitures	829	»	»
Au chevalier de Boniface pour 2 chevaux	1,548	»	»
A Roettiers, orfèvre	20,000	»	»
A Gruel, marchand de dentelles	10,000	»	»
A Sollier, pour solde de deux billets de M ^{me} la Comtesse. 19,230	»	»	}
Intérêt du 1 ^{er} mars			
au 10 jan, 3 mois			
et 10 jours 179			
	13,109	41	»
L'erreur existe au manuscrit.			
A Aubert, joaillier.	10,000	»	»
A Barois, pour un cheval.	624	»	»
A Cagny, doreur	8,000	»	»
A Guichard, sculpteur.	8,000	»	»
A Lanois, menuisier	3,000	»	»
A Buffault, marchand de soye	10,000	»	»
A Ledreux, marchand.	4,000	»	»
A Demay, joaillier	50,000	»	»
A Bohmer, joaillier	50,000	»	»
A Drouais, peintre	3,000	»	»
A Vanot, marchand de dentelles	6,000	»	»
A Fragonard, sur un mandat de madame la comtesse. (Le mandat n'est pas acquitté)	1,200	»	»
A reporter	261,879	12	»

<i>Report.</i>	261,879 12 »
A M. le duc de La Vallière.	19,308 » »
A Darnault, solde.	4,224 » »
A Constant, chaudronnier	3,000 » »
A M. le comte de Busset, pour un cheval. .	984 » »
A Roettiers, orfèvre	20,000 » »
	<hr/>
	309,395 12 »

K*Payemens faits sur les 300,000 livres de juillet.*

(Sans indication d'année.)

A M. Beaujon.	9,395 12 »
A Bohmer, joaillier	100,000 » »
A Demay, id.	50,000 » »
A Gibert, id., solde	17,000 » »
A Straz.	12,000 » »
A Lefaivre, maître maçon	12,000 » »
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes, solde.	12,000 » »
A la manufacture de Sèvres	12,000 » »
A Buffault, marchand d'étoffes.	10,000 » »
A Gruel	10,000 » »
A M ^{me} la maréchale de Mirepoix.	8,088 » »
A M. de Chauvelin.	5,232 » »
A Davaux, brodeur.	3,000 » »
A Vigier, parfumeur.	3,000 » »
A Gouthière, doreur.	6,000 » »
A Cagny, doreur	5,000 » »
A Leconte, joaillier	5,000 » »
A Guichard, sculpteur.	5,000 » »
A Bourjot frères, solde.	4,853 » »
A Fontaine, marchand, solde.	2,343 » »
A M ^{me} Poirier.	6,000 » »
A M. le comte de Broglie (<i>point de reçu</i>) . .	5,032 » »
A Millot, pour du vin, solde.	1,050 » »
A Fort, marchand de vin, solde.	120 » »
	<hr/>
	304,133 12 »

L

État des payemens faits sur les 300,000 livres du mois d'aoust.

(Sans indication d'année).

Suivant le précédent compte, Beaujon était

en avance de	4,133 12 »
Envoyé à Lameaux, à Compiègne.	12,000 » »
A Lefavre, maître maçon, nouveaux ouvrages de Luciennes.	12,000 » »
A Calmer.	15,000 » »
A Monthiers	9,000 » »
A M ^{me} Roettiers.	20,600 » »
A Lepine, sellier	5,000 » »
A Buffault	20,000 » »
A Gruel	10,000 » »
A Le Dreux.	3,000 » »
A Pecoul, anciens ouvrages de Luciennes	10,000 » »
A Autelet, serrurier.	3,000 » »
A Le Conte, joaillier.	3,000 » »
A Aubert, id.	10,000 » »
A Cagny, doreur	3,000 » »
A Delanoix, menuisier.	2,000 » »
A Guichard, sculpteur.	3,000 » »
A Tripperet, brodeur	3,000 » »
A Davaux, id.	3,000 » »
A Bohmer, joaillier.	50,000 » »
A Barnon, brodeur.	551 » »
A Straz, joaillier	6,000 » »
Porté à M ^{me} la Comtesse à Versailles	24,000 » »
A Lefavre, nouveaux ouvrages de Luciennes	12,000 » »
A Draï, bijoutier.	6,000 » »
A M. le duc de Laval (<i>mandat non acquitté</i>).	12,000 » »
A M. Lameaux id.	10,000 » »
A M. le duc de la Vatière id.	11,256 » »
A M. le prince de Soubise id.	17,568 » »
<i>A reporter . . .</i>	<i>300,108 12 »</i>

	<i>Report.</i>	300,408 12
A M. le comte de Broglie (<i>mad. non acq.</i>).		3,288 »
A M. de Chauvelin	<i>id.</i>	5,796 »
A M. le duc de Duras.. . . .		3,552 »
A M ^{me} Roettiers, pour solde		52,728 4
A Calmer, joaillier		15,000 »
		<hr/>
		380,472 16

M

*Etat des paiemens faits sur les 300,000 livres du moi
de septembre.*

(Sans indication d'année).

Suivant précédent décompte.	80,472 16
A Vernet, peintre.. . . .	5,000 »
A Fragonard, peintre	1,200 »
A Gouthière.	5,000 »
A Gruel, marchand de dentelles	10,000 »
A Le Conte, joaillier.	5,000 »
A Greuze, peintre.	3,000 »
A Jonniaux, marbrier.. . . .	6,000 »
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes	6,000 »
A Vigier, parfumeur.	3,000 »
A Guichard, sculpteur.	3,000 »
A Cagny, doreur	2,000 »
A Behmer, joaillier	50,000 »
A Baudelaire, marchand (<i>sic</i>).	1,344 »
A Lefavre, maître maçon	12,000 »
A Buffault	20,000 »
A Gouthière, fondeur	5,000 »
A Demay, joaillier	25,000 »
A M ^{me} la maréchale de Mirepoix	2,112 »
A Baudelaire.	1,800 »
A Aubert, joaillier	24,000 »
A Lameaux.	10,000 »
Remis ce jour à M ^{me} la Comtesse pour solde.	19,071 »
	<hr/>
	300,000 »

N

*des paiemens faits sur les 300,000 livres du mois
de novembre 1771.*

sur le compte de M. Nalet.

ême.	13,562	2	»	
ssy	4,500	»	»	
.	3,753	»	»	
ult	15,130	12	3	
u id. ?)	8,000	»	»	
ty.	3,691	10	9	83,244 » »
le.	1,222	15	»	
ne.	800	»	»	
duc de Duras . .	28,000	»	»	
hiers.	2,250	»	»	
ennebert	2,334	»	»	

les anciens ouvrages de Luciennes.

relay, marchand				
astes.	2,776	12	5	
el, fondeur. . . .	67	»	»	
y, marbrier . . .	425	12	10	
inge, vérificateur .	1,200	»	»	
t, doreur	478	15	5	
eville, peintre. . .	426	2	5	
ille, treillageur. .	171	13	»	10,000 » »
geois, vitrier . . .	1,115	9	7	
arais, pour jour-				
d'ouvriers	1,594	16	8	
n, terrassier . . .	331	»	7	
rt, miroitier . . .	495	2	»	
Cheruel, pour ou-				
s de couverture. .	917	15	1	

A reporter . . . 93,244 » »

<i>Report.</i>	93,244	» »
A Leconte, joaillier	8,000	» »
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes . . .	5,000	» »
A Vigier, parfumeur, pour solde.	2,572	» »
A Ledreux, marchand.	3,106	» »
A Behmer, joaillier	80,000	» »
A Gruel, marchand	6,000	» »
A Buffault	10,000	» »
A Demay, joaillier.	15,000	» »
A Davaux, brodeur	3,000	» »
A Aubert, joaillier	6,721	» »
A Poirier, marchand.	5,000	»
A Lepine, sellier	5,000	» »
A Vien, peintre.	3,500	» »
A la Manufacture de Sèvres, sur la quit- tance de Marmet	12,000	» »
A Straz, joaillier	7,500	» »
A Belleville fils, jardinier-fleuriste	1,336	9 »
A Calmer, joaillier	22,500	» »
A Militerny.	3,000	» »
A Gouthière, fondeur	6,000	» »
A M. le duc de la Vallière (<i>non acquitté</i>). .	4,176	» »
A M. de Chauvelin, 772 louis.	18,528	» »
A M. le duc de Duras	2,040	» »
A Gendouin, jardinier-fleuriste.	2,403	10 »
A veuve Georges Beaulieu et C ^{ie} , bijoutiers.	7,400	» »
A Colet, valet de chambre, tapissier de M ^{me} la Comtesse.	3,000	» »
A Lameaux	10,000	» »
		<hr/>
		345,526 19 »

O

*Etat des paiemens faits sur les 300,000 livres du mois
de janvier 1772.*

Suivant le précédent compte arrêté le 7 fév.

dernier, M. Beaujon étoit en avance de .	45,526	19	»
Anciens ouvrages de Luciennes.	10,000	»	»
Nouveaux ouvrages de Luciennes.	12,000	»	»
A Gruel, marchand de dentelles	10,000	»	»
A Aubert joaillier.	30,000	»	»
A Vigier, parfumeur.	600	»	»
A Constant, chaudronnier	3,082	»	»
A La Vallée, peintre.	2,083	»	»
A Carlier, tailleur.	6,000	»	»
A Davaux, brodeur	3,000	»	»
A Sigly, tailleur.	4,000	»	»
A Behmer, joaillier.	50,000	»	»
A Buffault	20,000	»	»
A Lenormant, marchand de soies.	20,000	»	»
A Cozate, directeur de la manufacture des Gobelins.	6,000	»	»
A Drais, bijoutier.	5,000	»	»
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes . . .	13,000	»	»
A Gouthere, fondeur	10,000	»	»
A Le Blanc, joaillier.	20,000	»	»
A M ^{mo} Lejeune	4,000	»	»
A Greuze, peintre.	1,800	»	»
A Roettiers, orfèvre	10,000	»	»
A Larme, gainier	1,200	»	»
A M ^{lle} de Ceres, pour M ^{mo} de Noé.	600	3	»
A Pajou, sur un mandat de M ^{mo} la Comtesse.	2,000	»	»
A Vassé, suivant un autre mandat	6,000	»	»
	293,892	2	»
Il revient pour solde à M ^{mo} la Comtesse . .	4,107	18	»
	300,000	»	»

P

*Etat des payemens faits sur les 300,000 livres du mois
de février.*

(Sans indication d'année).

A Lepine, sellier	10,000	»	»
A Quesnel, charon	4,254	13	»
A Guichard, sculpteur, pour solde.	4,426	»	»
A Roettiers, orfèvre	10,000	»	»
A M ^{me} Poirier	10,000	»	»
A M. Aubert, joaillier	5,000	»	»
A Buffault	20,000	»	»
A Lenormant, marchand de soye.	20,000	»	»
A Gruel	5,000	»	»
A Tripperet, brodeur	3,000	»	»
A Lameux	37,000	»	»
A M. Boyleau, de la manufacture de Sèvres.	10,000	»	»
A Behmer, joaillier	50,000	»	»
A M. le marquis d'Entraigues, 381 louis 1/2.	9,156	»	»
A M. le duc de Laval, 342 louis.	8,208	»	»
A M ^{me} Vanot, marchande de dentelles.	4,000	»	»
A M. le Prince d'Henin, pour M ^{me} la maré- chale de Mirepoix, 54 louis.	1,296	»	»
A M. le marquis d'Arcambat (tableaux).	17,599	19	»
A M. de Launé, avocat.	720	»	»
A M. Cagny, doreur.	2,000	»	»
A M. Maelrondt, pour M. Boyer	3,120	»	»
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes.	6,000	»	»
A M. le duc de Duras, 137 louis 1/2.	3,300	»	»
A Demay, joaillier	6,000	»	»
A M. le duc de Cossé (<i>pour achat d'une commode et de deux vases de porphyre</i>).	12,800	»	»
A M. de Montvallier.	10,000	»	»
<hr/>			
A reporter	272,880	12	»

<i>Report.</i>	272,880	12	»
A Lenormant, marchand de soies.	10,000	»	»
A Lemoyne, sculpteur.	2,000	»	»
A Cazanova, peintre.	2,800	»	»
A Brière, peintre	4,000	»	»
A M ^{me} la comtesse de Bear.	960	»	»
A M. de Flesselle, intendant à Lyon. . . .	4,762	13	»
	<hr/>		
	297,403	7	»
Remis ce jour à M ^{me} la Comtesse pour solde.	2,596	13	»
	<hr/>		
	300,000	»	»

Q

Paiemens faits sur les 300,000 livres du mois de may 1772.

A Lefèvre, maître maçon.	3,000	»	»
A M. de Martange, pour linge de table . .	3,071	»	»
A M ^{me} Lejeune, pour Zamor.	483	»	»
A Aubert, joaillier.	15,000	»	»
A Drais, bijoutier.	3,000	»	»
A M ^{me} la maréchale de Mirepoix	8,000	»	»
A M. de Montvallier	3,000	15	»
A Bohmer, joullier.	50,000	»	»
A M. de Montvallier.	10,000	»	»
A M ^{me} Vanot, marchande de dentelles . .	6,000	»	»
A Sigly, tailleur, pour solde	6,000	»	»
A Gouthiere, fondeur	3,000	»	»
Traite de Dumont de Valenciennes . . .	3,012	»	»
A Leblanc, joaillier	20,000	»	»
A M. Delauné, avocat et à Drais pour une boîte	3,600	»	»
A M. Buffault.	20,000	»	»
A Lenormant, Prosper Leduc et C ^{ie}	10,000	»	»
	<hr/>		
<i>A reporter</i>	167,166	15	»
	<hr/>		
	30.		

<i>Report.</i>	167,166	15	»
A Demay, joaillier, pour solde	7,000	»	»
A M. Lecomte, sculpteur.	2,000	»	»
A Clément, sur le reçu de M. de Launé . .	1,800	»	»
A M ^{me} Poirier.	5,000	»	»
A Gruel	10,000	»	»
A M. de Montvallier.	10,000	»	»
A M ^{me} Vanot, marchande de dentelles. . .	6,000	»	»
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes . . .	6,000	»	»
A Vigier, parfumeur.	1,042	»	»
A Greuze, peintre.	5,000	»	»
A M ^{me} Launé.	240	»	»
A Fremont, franger.	2,400	»	»
A Ledreux, mercier.	6,000	»	»
A Bohmer, joaillier	50,000	»	»
A Caulet, Salba et comte de Toulouse pour frais de signification de pièce.	81	12	6
A Alix, sur le mandat de M ^{me} la Comtesse.	25,000	»	»
A Leblanc joaillier	20,000	»	»
A Demay, joaillier	6,000	»	»
A Vassé, sculpteur	6,000	»	»
A Gouthière, fondeur	4,000	»	»
A Roettiers, père et fils, orfèvres	10,000	»	»
Anciens ouvrages de Luciennes.	9,177	»	»
	<hr/> 359,907 7 6		

NOTA, -- Cet état n'est suivi d'aucune mention ni signature.

R

*Payemens faits sur les 300,000 livres du mois de
septembre 1772.*

A M. Beaujon, pour solde du précédent compte.	59,907	7	6
<i>A reporter</i> . . .	59,907	7	6

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

533

<i>Report.</i>	59,907	7	6
A Le Blanc, joaillier.	10,000	"	"
A M. de Montvallier, sur le mandat de M ^{me} la Comtesse.	25,000	"	"
A Vernet, peintre	5,000	"	"
A Lanoix, menuisier en meubles, pour solde.	596	"	"
A Demay, joaillier.	9,000	"	"
A M ^{me} Vanol, marchande de dentelles . . .	10,000	"	"
A Le Moyne, sculpteur	2,000	"	"
A Pajou, sculpteur.	2,000	"	"
A Le Dreux, marchand mercier.	2,400	"	"
A Bohmer, joaillier	50,000	"	"
A Guichard, sculpteur.	4,000	"	"
A M. de Montvallier, sur un récépissé du Trésor royal (<i>demande à M. Beaupon l'emploi de ce récépissé</i>).	10,000	"	"
A Gruel	4,000	"	"
A Monot, sculpteur	2,000	"	"
A Aubert, joaillier.	15,000	"	"
A M ^{me} Poirier	4,000	"	"
Traite de Dumont de Valenciennes du 26 septembre à vue.	1,848	5	"
A Roethiers, orfèvre	10,000	"	"
A Gouthere, fondeur	5,000	"	"
A M. le maréchal de Soubise	14,400	"	"
A Lenormand, marchand de soye.	5,000	"	"
A Allégram, sculpteur.	2,000	"	"
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes. . . .	6,000	"	"
A M. Beaupon, pour compléter 50,000 livres, compte desquels (<i>sic</i>) il avait reçu de M. Dautoul, 44,712 livres.	5,288	"	"
A M. Soufflot, pour les ouvriers des Go- belins	720	"	"
A M. de Montvallier, sur le mandat de M ^{me} la Comtesse.	25,000	"	"
<i>A reporter</i> . . .	290,159	12	6

<i>Report.</i>	290,159	12	6
A Le Blanc, joaillier.	15,000	»	»
Anciens ouvrages de Luciennes	7,348	6	9
A Hallé, peintre	600	»	»
	<hr/>		
	313,107	19	3

S

Payemens faits sur les 300,000 livres de novembre.

(Sans indication d'année).

A M. Beaujon, pour solde du précédent compte.	13,107	19	3
A M ^{me} la comtesse de Noé.	288	»	»
A Vernet, peintre	4,000	»	»
A Bohmer, joaillier	50,000	»	»
A Buffault	10,000	»	»
Traite de Rey de Marseille sur M. Beaujon pour valeur de 4 blocs de marbre.	3,663	2	4
A Le Blanc, joaillier.	10,000	»	»
A de Lor, charpentier	3,600	»	»
A Chevalier et Ploux, peintres	10,000	»	»
A Carbilliet, menuisier	6,000	»	»
A Lefavre, maître maçon.	14,000	»	»
A Louis, couvreur.	1,474	15	»
A M. de Montvallier	10,000	»	»
A Bertolini, fumiste	1,110	8	»
A Adam, marbrier.	2,400	»	»
A Cagny, doreur	1,200	»	»
A Bailly, treillageur.	1,006	12	»
A Thibault, serrurier.	3,600	»	»
A Vernet, peintre	4,000	»	»
A Lecomte, sculpteur.	960	»	»
A Masson, peintre.	600	»	»
A Beaucour, épinglier.	399	»	»
	<hr/>		
<i>A reporter</i> . . .	151,409	16	7

<i>Report.</i>	151,409	16	7
A M. de Montvallier	10,000	»	»
A Deumier, serrurier	1,859	14	»
A V ^e Digeon, maroufleur	254	16	»
A Picard	1,340	5	4
A M. Alix, sur le mandat de M ^{me} la Comtesse, en faveur de Montvallier	6,723	4	6
A M. le Blanc, joaillier	20,000	»	»
A Drais, bijoutier	3,000	»	»
A M. de Montvallier	10,000	»	»
A M. Dauteuil, pour les pauvres de l'Hôtel- Dieu	6,000	»	»
A Aubert, joaillier	20,000	»	»
A Sollier, joaillier	8,000	»	»
A Chauvay, paveur	2,435	7	6
A Bohmer, joaillier	100,000	»	»
A Leblanc, joaillier	12,000	»	»
A M ^{me} Pagelle	8,000	»	»
A Davaux, brodeur	6,000	»	»
A La Croix	16,000	»	»
A Cazanova	2,400	»	»
A G. Dumoustier et fils, de Saint-Quentin.	8,754	15	»
A Lemoine, sculpteur	2,000	»	»
A M. de Montvallier	10,000	»	»
A Bégé, marchand de chevaux	1,848	»	»
A Roethiers, orfèvre	12,000	»	»
A M. Harvain, la traite de Ducrel, à Alençon, 28 janvier au 11 février, sur M. Beaupon.	6,000	»	»
A M. Bouffé et Baugrand, sur leur reçu. .	5,656	8	»
Anciens ouvrages de Luciennes	6,799	»	»
	<hr/> 438,483	6	11

T

*Payemens faits sur les 300,000 livres du mois
de janvier 1773.*

A M. Beaujon, pour solde du compte arrêté le 15 février dernier		138,483	6	11
Février.				
17	A M. Desarcho, pour 230 demi-bouteilles de vin du Cap	1,725	»	»
18	A M. Ledreux, marchand mercier . . .	2,488	4	»
19	A M ^{me} Delaneuville	1,200	»	»
20	A Poupert, miroitier.	5,000	»	»
24	A Cartier, tailleur.	3,000	»	»
26	A Aubert, joaillier.	10,000	»	»
	A M. Beaujon, pour compléter le billet de 353,494 livres, cy.	100,000	»	»
27	A M. de Montvallier.	10,000	»	»
	Au sieur Duval, pour solde d'un compte d'achat de chevaux.	871	»	»
	A Thibaut, serrurier.	900	»	»
	A Adam, marbrier.	1,000	»	»
	A Ploux et Chevalier, peintres et doreurs.	4,000	»	»
	A Carbillet, menuisier.	2,000	»	»
28	A Dauberval, sur le mandat de M. le vi- comte Dubarry.	2,664	»	»
Mars.				
2	A M. Le Blanc, joaillier.	10,000	»	»
	A Monelle, serrurier.	1,249	10	3
	A Delor, charpentier.	1,000	»	»
	A Lenormand, Prosper Leduc et C ^{ie} . .	10,000	»	»
	A Berton, sur le mandat de M. le vicomte du Barry.	3,231	»	»
3	Au porteur, sur le mandat de M. le vi- comte du Barry.	2,362	»	»
A reporter . . .		311,174	1	2

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

539

Report.	311,174	1	2
A M. le duc de Laval.	12,948	8	0
A M. de Martange.	5,807	14	0
A Bremon tier, pour frais à la réception et expédition de 4 blocs de marbre. .	1,210	10	4
Au porteur du mandat de M. le vicomte du Barry.	1,743	0	0
	<hr/>		
	332,883	7	0

V

*Paiemens faits sur les 300,000 livres du mois
de mars 1778.*

1778.

A M. Beaujon, pour solde du compte ar- rêté le 10 mars	32,883	7	0
Payé en l'acquitte d'une traite au Roy, de Marseille, du 12 février	2,240	18	0
A Lefèvre, maître maçon.	3,000	0	0
A Demouvalher	10,000	0	0
A Duvivier, directeur de la manufacture de la Savonnerie	6,000	0	0
A Barbier, marchand de soye	6,000	0	0
A Bohmer, joaillier	20,000	0	0
A Drans, bijoutier	3,000	0	0
A Constant, chaudronnier forj	3,000	0	0
A Musson, peintre	500	0	0
A Montauban, soldat des gardes Constant, L.	5,000	0	0
A M. Dethou, ca	10,000	0	0
7.			
A Gr	5,000	0	0
A L	5,000	0	0
A R	20,000	0	0
A L	5,000	0	0
	<hr/>		
	152,823	17	0

	<i>Report.</i>	135,323 19 6
8	A Monot, sculpteur.	2,000 » »
9	A Leblanc, joûaillier.	10,000 » »
	A Chevallier et Plon, peintres.	3,000 » »
	A Carbillier, menuisier.	1,500 » »
	A Thibault, serrurier.	600 » »
10	A Cozette pour deux paravans, manufacture des Gobelins	2,400 » »
	A Lenormand et Prosper	10,000 » »
	A Aubert, joûaillier	10,000 » »
	A Lefaiivre, maçon.	3,300 » »
	A Adam, marbrier.	600 » »
	A M. de Montvallier	6,000 » »
	A Delor, charpentier.	1,000 » »
	A Tribout, marchand de dentelle.	1,245 10 »
17	Envoyé à Versailles.	24,000 » »
	A M. de Montvallier	12,000 » »
	A M ^{me} Pagelle, marchande de modes	5,000 » »
24	A M. de Montvallier	10,000 » »
May.		
5	A M. d'Auteuil.	82,083 6 8
6	A Bohmer.	20,000 » »
10	A Leblanc, joûaillier.	10,000 » »
	A M. de Montvallier	27,325 19 »
	A Carbillier, menuisier.	1,500 » »
	A M. de Montvallier	12,000 » »
	A Thibaut, serrurier	600 » »
17	A Adam, marbrier.	600 » »
	A Chevalier et Plox, peintres	3,000 » »
18	A Lefaiivre, maçon	3,600 » »
21	A Delor, charpentier	700 » »
21	A M ^{me} la vicomtesse de Noë, pour solde d'un compte de la demoiselle Benard et de la demoiselle Rouscier, brodeuse.	627 » »
25	A M ^{me} de La Neuville.	1,200 » »
<i>A reporter</i> . . .		411,205 15 2

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

541

	<i>Report . . .</i>	411,205	15	2
26	A Vien, peintre	3,000	»	»
	A Cantigny	600	»	»
27	A Leblanc, joaillier	12,000	»	»
	A Doyen, peintre	8,043	»	»
	A Greuze	1,200	»	»
28	A M. de Montvallier	10,000	»	»
<i>Jun.</i>				
2	A M. Guay	2,400	»	»
3	A M. Boisot, sculpteur	4,000	»	»
	Une traite de Bremon tier de Rouen a vue.	727	14	2
8	A Drais, bijoutier	3,000	»	»
	A M. le chevalier du Barry, une traite sur Lyon en faveur de M. Duval. . .	6,000	»	»
12	A Bohner, joaillier.	20,000	»	»
14	A M ^{me} Roettiers	20,000	»	»
14	A M. de Montvallier	18,000	»	»
	A Gouthière.	20,000	»	»
	A Masse, chapellier	1,331	15	0
	A Leblanc, joaillier.	10,000	»	»
	Anciens ouvrages de Luciennes	11,088	»	»
		562,596	5	1

X

*Bordereau des sommes reçues et payées pour le compte
de madame la comtesse du Barry.*

Reçu au mois de juin une ordonnance. . .	300,000	»	»
Reçu au mois d août une ordonnance. . .	300,000	»	»
	600,000	»	»

Payments.

Jun 1773.

22	Survant le compte remis ce jour, M. Beau- jon était en avance de.	262,596	5	1
	A reporter . . .	262,596	5	1

..

..

	<i>Report.</i>	262
23	A la Société Germain.	4
	A Le Bas, menuisier.	1
25	A Pascal Taskin, pour un clavecin . . .	3
	A Carlier, tailleur	3
	A Poirier et Daguerre, bijoutiers. . . .	10
26	A Buffault	10
	Transport de Rouen à Paris, de trois blocs de marbre.	
28	A M. de Montvallier.	10
30	A M. le vicomte du Barry, sur son mandat.	
Juillet.		
3	A M. de Montvallier.	6
5	A Adan, marbrier.	
	A Lépine, sellier.	5
	A Thibault, serrurier.	3
	A Carbillier, menuisier	1
	A Chevalier et Ploux, peintres.	1
	A Demay, joaillier.	15
6	Traite de M. Dumont, de Valenciennes.	
7	A Delor, charpentier.	
11	A M ^{me} Vanot, marchande de dentelles.	6
13	A Gruel.	10
19	A M. de Montvallier.	15
	A la Manufacture de Sèvres.	12
	A Vally.	5
23	A M ^{me} Pagelle.	5
	A M. de Montvallier.	10
Août.		
2	A M. le maréchal de Soubise.	21
	A Couesnon, maître maçon	12
	A Delor, charpentier.	6
5	A M. le vicomte du Barry, pour le 12 ^e de la rente de 10,000 louis.	
	<i>A reporter</i> . . .	445

Paiemens faits sur les 300,000 livres du mois de juillet.

A M. Beaujon	9,385 12 »
A Bohmer, joaillier	100,000 » »
A Demay, joaillier	50,000 » »
A Gibert, joaillier	17,000 » »
A Straz, joaillier	12,000 » »
A Lefèvre, maître maçon	12,000 » »
A M ^{me} Pagelle, marchande de modes	12,000 » »
A la Manufacture de Sèvres	12,000 » »
A Buffault, marchand d'étoffes	10,000 » »
A Gruel	10,000 » »
A M ^{me} la maréchale de Mirepoix	8,000 » »
A M. de Chauvelin	5,232 » »
A Davaux, brodeur	3,000 » »
A Vigier, parfumeur	3,000 » »
A Gouthière, doreur	6,000 » »
A Cagny, doreur	5,000 » »
A Lecomte, joaillier	5,000 » »
A Guichard, sculpteur	5,000 » »
A Bourjot frères, marchands d'étoffes	4,852 » »
A Fontaine, marchand	2,342 » »
A M ^{me} Poirier	6,000 » »
A M. le comte de Broglie	5,000 » »
A Millot, pour du vin de Champagne	1,050 » »
A Fort, marchand de vin	120 » »

 304,133 12 »

Etat de ce qui reste du par madame la comtesse du Barry sur les différents mémoires qui lui ont été remis jusqu'à ce jour 21 aoust 1774 ¹.

* Sigly, tailleur	9,378 10 » }	4,378 10 »
A reçu	5,000 » » }	
* Rostenne, musicien de la chapelle.	1,512 » »	
Roethiers de La Tour, orphèvre (sic).		
Le mémoire de 1773	10,638 18 9 }	
Le mémoire de 1774	31,696 1 1 }	46,154 19 10
Id.	1,800 » » }	
Il lui a été rendu 18 cloches d'argent pesant 93 5 6 dont il doit tenir compte.		
Vien, peintre	16,000 » » }	7,000 » »
Reçu à compte.	9,000 » » }	
D ^e Fremont, frangere	7,413 18 6 }	1,773 18 6
Reçu à compte.	5,640 » » }	
Lejeune, galonnier	1,746 2 » }	1,026 2 »
Reçu à compte.	720 » » }	
Cassien, sculpteur, ses déboursés	3,000 » »	
Demande huit mois de son temps	Mémoire.	
Cosette, pour trois piéces de tapisseries des		
Gobelins non finies	16,768 4 » }	11,968 4 »
Reçu à compte.	4,800 » » }	
Pouier	39,663 4 » }	16,612 4 »
Reçu à compte.	23,051 » » }	
A reporter		91,627 18 4

(1) Toutes les sommes portées à la suite des notes précédées d'un * sont rayées sur l'état original.

	Report	91,627 18 4
Demande ou annonce une table à thé et porcelaine commandée tant chez ses ou- vriers qu'à la manufacture de Sèvres . . .	<i>Mémoire.</i>	
De plus, le sieur Poirier déclare avoir à ma- dame la Comtesse une pendule représen- tant les Grâces.		
* Vanot, marchand de toille	91,107 10 11	} 38,411 13 11
Reçu à compte	54,000 » »	
Reste	37,107 10 11	
*	1,304 5 »	
* Beaulard, marchand de modes	1,407 2 »	
Pajou, la partie de son mémoire à régler . .	<i>Mémoire.</i>	
Forty, peintre	288 » »	
Lecomte, sculpteur; la partie de son mé- moire pour l'avenue	<i>Mémoire.</i>	} 2,800 » »
Greuze, peintre	14,600 » »	
Sur quoi reçu	11,800 » »	
Demay, pour indemnité et restant de compte .	39,342 6 »	
Notrelle, perruquier de spectacle	106 » »	
* Thibaut, menuisier en meubles	64 » »	
* Allegrain, sculpteur, pour la statue de Diane, non finie, demande ses débours- sés jusqu'à ce jour	7,250 » »	} 3,250 » »
Sur quoi a reçu	4,000 » »	
Demande les ordres pour continuer la sta- tue, qui coûtera en tout	18,000 » »	
Ayant reçu	4,000 » »	
Si on continue, restant à payer 14,000 livres.		
Calmer, un mémoire pour portes	5,040 » »	} 5,750 » »
Un autre pour vin	710 » »	
A reporter		183,247 2 8

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

847

<i>Report</i>		183,247	2	3
* La femme Jeanson, couturière.		52	17	»
* Pagelle, marchand de modès.	40,982	2	»	23,777 19 6
Reçu à compte.	13,184	2	6	
Böhmer.	1,092,680	»	»	96,680 » »
Reçu à compte.	996,000	»	»	
Chaumas		516	»	»
Gibert et C ^{ie} , pour perles.		300	»	»
* Alferty, bonnetier.		1,392	10	»
Brille, horloger	5,216	»	»	1,016 » »
Reçu à compte.	3,600	»	»	
Hochbrucker, maître de harpe, pour ses voyages seulement.		120	»	»
Et pour ses honoraires		<i>Mémoire.</i>		
Moreau, fabricant de blondes		5,719	10	8
Tripperel, brodeur, pour reste de 10,050.		5,250	»	»
Lavallée, peintre en équipage.		10,960	»	»
La manufacture de Sèvres, fournit. faites et à faire.	60,363	»	»	38,363 » »
Reçu à compte.	22,000	»	»	
Hardon, pour transport d'orangers,		96	»	»
Carlier, tailleur, pour reste de 18,466 10 3.		9,466	10	3
Boileau, marchand de tableaux, pour com- mission et déboursés		651	»	»
Rozier, pour bouquets de coquilles d'œufs.		5,000	»	»
Barbier, marchand de soye.		4,982	13	6
Gaillard, joaillier.		4,523	»	»
Mallète, gaignier.		<i>Mémoire.</i>		
Léger, marchand pelletier.		690	»	»
* Chopard, menuisier en carosse.		1,104	»	»
<i>A reporter</i>		396,508	3	2

<i>Report</i>	396,508	3	2
Compigni, marchand de boettes	846	»	»
* Le Roux pour la dame Roussel	80	»	»
Lépine, sellier.	12,893	»	»
Lemoine, sculpteur.	10,000	»	»
Fondé, bottier du roi.	36	»	»
M. le vicomte du Barry, de sa dot	200,000	»	»
* M. Buffault, son compte particulier réglé par madame la Comtesse	66,236	»	»
	<hr/>		
	686,599	3	2

*Epoque des payemens à faire par madame
aux différents créanciers avec lesquels elle
a pris des arrangemens.*

1^{er} janvier 1775.

Gruel	18,000	»	»	}	43,000	»	»
Leblanc.	25,000	»	»				

1^{er} avril.

Aubert	25,000	»	»	}	41,500	»	»
Lenormand	16,500	»	»				

1^{er} juillet.

Leblanc	25,000	»	»	}	66,500	»	»
Lenormant.	16,500	»	»				
Jacquin, verbalement.	25,000	»	»				

1^{er} octobre.

Aubert.	25,000	»	»	}	41,500	»	»
Lenormant.	16,500	»	»				

1^{er} janvier 1776.

Leblanc	25,000	»	»	}	71,500	»	»
Lenormant.	16,500	»	»				
Drouais	10,000	»	»				
Cagni.	10,000	»	»				
Drais	10,000	»	»				

A reporter 980,599 3 2

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

349

	<i>Report</i>	980,399	3	2
Avril.				
Aubert		25,000	"	"
Juillet.				
Jacquin		25,000	"	"
Octobre.				
Aubert		25,000	"	"
Avril 1777.				
Aubert		25 000	"	"
Octobre.				
Aubert		25,000	"	"
Total en dettes subsistantes et connues.		1,075,599	3	2
Sans les bâtimens.				

Supplément.

Lacombe, libraire	176	"	"
Bertine, coiffeur.	174	"	"
Ceret et Dufour, horlogers à Ferney. . . .	1,030	"	"
Bisson, dentiste	702	"	"
Domobeeq, panachei du roy.	180	"	"
La manufacture de Jouy	"	"	"
De Wailly, architecte.	460	17	3
Thierry, médecin, visites	<i>Mémoire.</i>		
Laferrière, pour sucre	225	8	"
Bailly, marchand.	436	4	"

TABLE DES MATIÈRES

DE TOUT L'ŒUVRE.

Année 1771

	Page
VIS DE L'ÉDITION	1
MAR. I. Lettre de cachet du roi au duc de Choiseul — 24 décembre 1770. — Déposition de madame du Barry pend n° 10 n. 10 — A la dévotion par elle	5
II. Ancienne querelle de la dévotion et de la science	11
III. M. de Maupéou. — Ses projets. — Impression de la dévotion place à madame du Barry. — Ses conceptions — Acquisition de la dévotion par elle	23
IV. Bruits de disgrâce de madame du Barry — Paraj- nage du roi avec la favorite — Gustave III à Paris — Offre d'un riche collier au chien de ma- dame du Barry	49
V. L'anecdote des deux prélats — Le nonce et le grand aumônier — Mise en scène. — Réfutation (mai 1771) — Fermeté du Parc-aux-Cerfs. — Indemnité au Roué. — Bon du roi	56
VI. <i>Le Gazetier ennuagé</i> — Attaques indignes de Thé- venot de Morande contre madame du Barry	71
VII. Exposition de 1771 — Portrait de madame du Barry en muse, par Drouais. — Buste de la même, par Pajou	77

VIII. Réception de M. de Mercy chez madame du Barry. — Le roi s'y rend. — Ses habitudes. — Billet qu'il écrit à madame du Barry et qu'il reçoit d'elle. — Lettres diverses.	85
IX. Conduite des Choiseul à Chanteloup. — Impru- dences. — Louis XV retire au duc le titre de colonel des Suisses. — Indemnités. — Négocia- tion. — Attitude de madame du Barry. — Récom- pense de M. de Choiseul.	93

Année 1772.

X. Le nouveau pavillon de Louveciennes (1770-1772).	116
XI. Correspondance de M. de Creutz. — Le fermier et les chiens. — Bruits divers. — La mère de madame du Barry à Sainte-Elisabeth. — Bref du pape. — Election à l'Académie	129
XII. 1 ^{er} avril-31 mai 1772. — Séparation de corps et d'habitation d'entre M. Guillaume du Barry et madame du Barry. — Election à l'Académie. — Sentence du Châtelet. — Enquête et arrêts du Parlement.	139
XIII. Baptême de Zamor	145
XIV. La Pologne et madame du Barry.	153
XV. Soupers au Petit-Château. — Lettre du duc de Deux-Ponts à madame du Barry. — Mémoires sur madame du Barry, par F. Nogaret, dit de Vil- leroy	181
XVI. Gustave III, roi de Suède, et madame du Barry. — Le petit Gaultier. — Mort de Vassé et de Roet- tiers. — Eloge de madame du Barry par Voltaire. — Le navire <i>la Comtesse-du-Barry</i> . — Acquisi- tion d'un hôtel avenue de Paris. — Pièces diverses.	195

Année 1773.

XVII. Mauvaise réception de madame du Barry par Ma- rie-Antoinette. — Débuts de mademoiselle Rau- court. — Ses rapports avec madame du Barry.	204
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

XXII	Le duc de Lorraine à Londres — (Conte de la vie de Louis de Lorraine) — Les Lorrains — Le duc de Lorraine, chef de la maison de France	235
XXIII	Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine	236
XXIV	Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine	237
XXV	Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine	238
XXVI	Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine	239
XXVII	Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine	240
XXVIII	Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine	241
XXIX	Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine — Madame de Lorraine	242

Année 1774.

XXV	Le duc de Lorraine — Le duc de Lorraine — Le duc de Lorraine — Le duc de Lorraine — Le duc de Lorraine — Le duc de Lorraine — Le duc de Lorraine — Le duc de Lorraine	276
XXVI	Madame de Lorraine et Carotte. — Épître à Margot. — Madame de Lorraine et Chauderlos de Lacroix. —	291
XXVII	Sermon de la Cène. — M. l'abbé de Beauvais. — Le Quésac — Luck et Piccini.	303
XXVIII	La dernière maladie de Louis XV. — Sa mort. — Madame de Lorraine reléguée à Rueil	310
XXIX	Madame de Lorraine exilée et enfermée à l'abbaye de Pont-aux-Dames, en Brie.	341

Année 1775.

	Page.
XXX. Le château de Saint-Vrain. — Madame du Barry y est exilée de 1775 à 1776.	377
XXXI. Passage de madame du Barry à Louveciennes. — Mort du duc de Deux-Ponts. — Mort de l'abbé de Voisenon. — Publication du livre des <i>Anecdotes</i> . — « L'ombre de Louis XV devant le tribunal de Minos. ».	389

Année 1776.

XXXII. Hiver de 1776. — Chon du Barry à Saint-Vrain. — Le vicomte Fleuriot de Langle. — Gains considérables faits par lui. — Etaient-ils sérieux ? — Le comte d'Artois et madame du Barry	398
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Année 1777.

XXXIII. Retour de la disgraciée à Louveciennes. — Aperçu de son avoir. — Visite de Joseph II à Louveciennes. — Son opinion sur madame du Barry. Mécontentement de Marie-Antoinette et de Marie-Thérèse. — L' <i>Espion anglais</i> . — L'exposition de 1777. — La « Diane » d'Allegrain. — La « Cruche cassée » de Greuze.	410
PIÈCES JUSTIFICATIVES	427

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

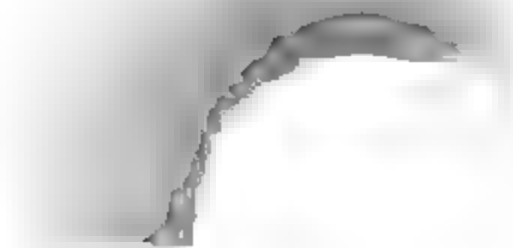


	Report	91,627 18 4
Demande ou annonce une table à thé et porcelaine commandée tant chez ses ouvriers qu'à la manufacture de Sèvres . . .		
		Mémoire.
De plus, le sieur Poirier déclare avoir à madame la Comtesse une pendule représentant les Grâces.		
* Vanot, marchand de toille	91,107 10 11	} 38,411 15 11
Reçu à compte.	54,000 » »	
Reste.	37,107 10 11	
*	1,304 5 »	
* Beaulard, marchand de modes.	1,407 2 »	
Pajou, la partie de son mémoire à régler. Mémoire.		
Forty, peintre	288 » »	
Lecomte, sculpteur; la partie de son mémoire pour l'avenue	Mémoire.	} 2,800 » »
Greuze, peintre.	14,600 » »	
Sur quoi reçu	11,800 » »	
Demay, pour indemnité et restant de compte.	39,542 6 »	
Notrelle, perruquier de spectacle	106 » »	
* Thibaut, menuisier en meubles	64 » »	
* Allegrain, sculpteur, pour la statue de Diane, non finie, demande ses déboursés jusqu'à ce jour.	7,250 » »	} 3,250 » »
Sur quoi a reçu	4,000 » »	
Demande les ordres pour continuer la statue, qui coûtera en tout.	18,000 » »	} » » »
Ayant reçu	4,000 » »	
Si on continue, resterait à payer 14,000 livres.		
Calmer, un mémoire pour portes.	5,040 » »	} 5,750 » »
Un autre pour vin	710 » »	
A reporter		183,247 2 3

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

547

<i>Report</i>		183,247	2	3
* La femme Jeanson, couturière.		52	17	"
* Pagelle, marchand de modes.	40,962	2	"	} 25,777 19 6
Reçu à compte.	15,184	2	6	
Böhmer.	1,092,680	"	"	} 96,680 " "
Reçu à compte.	996,000	"	"	
Chaumas		516	"	"
Gibert et C ^{ie} , pour perles.		300	"	"
* Afforty, bonnetier.		1,392	10	"
Brille, horloger	5,216	"	"	} 1,616 " "
Reçu à compte.	3,600	"	"	
Hochbrucker, maître de harpe, pour ses voyages seulement.		120	"	"
Et pour ses honoraires		<i>Mémoire.</i>		
Moreau, fabricant de blondes		5,719	10	8
Tripperet, brodeur, pour reste de 10,050.		5,250	"	"
Lavallée, peintre en équipage.		10,960	"	"
La manufacture de Sèvres, fournit, faites et à faire.	60,363	"	"	} 38,363 " "
Reçu à compte.	22,000	"	"	
Hardon, pour transport d'orangers.		96	"	"
Carlier, tailleur, pour reste de 18,466 10 3.		9,466	10	3
Boileau, marchand de tableaux, pour commission et déboursés		631	"	"
Rozier, pour bouquets de coquilles d'œufs.		5,000	"	"
Barbier, marchand de soye.		4,982	13	6
Gaillard, joaillier.		4,523	"	"
Maltête, gaignier.		<i>Mémoire.</i>		
Léger, marchand pelletier.		690	"	"
* Chopard, menuisier en carosse.		1,104	"	"
<i>A reporter</i>		396,508	3	2







3 2044 024 586

